



**CAHIERS  
DE  
DEFENSE  
SOCIALE**

2016

Homicide in the world and in Latin America  
Homicidios en el Mundo y en América Latina

## CAHIERS DE DEFENSE SOCIALE

Bulletin de la Société internationale de défense sociale  
pour une politique criminelle humaniste-SIDS  
Bulletin of the International Society of Social Defence  
an Humane Criminal Policy-ISSD

Directeur / Director

**Stefano MANACORDA**

Professeur à l'Université de Naples II et visiting  
professor at the Queen Mary University of London.

Comité de rédaction / Editorial Committee

**Adolfo CERETTI (Milán)**

**Luigi FOFFANI (Modena)**

**Adán NIETO (Ciudad Real)**

**Ana Elisa LIBERATORE (São Paulo)**

Redactores

**Juliette TRICOT (París)**

**Marta MUÑOZ DE MORALES (Ciudad Real)**

**Matias BAILONE (Buenos Aires)**

**Nuno BRANDÃO (Coimbra)**

**Beatriz GARCÍA-MORENO (Ciudad Real)**

**Agustina ALVARADO URÍZAR (Valparaíso, Chile)**

Maquetación: Sobrino comunicación gráfica

Imprime: Las Ideas del Ático S.L.

printed in Spain

Número editado por el Instituto de Derecho Penal  
Europeo e Internacional por cuenta de la SIDS y  
Centro Nazionale di Prevenzione e Difesa Sociale

ISSN: 0223-582X

**[www.defensesociale.org](http://www.defensesociale.org)**

**CAHIERS  
DE  
DEFENSE  
SOCIALE**

**2016**

# Table de Matières

## Table of Contents

<b>LETRE DU PRÉSIDENT / LETTER FROM THE PRESIDENT/ CARTA DEL PRESIDENTE</b>	
Luis ARROYO ZAPATERO .....	7
<b>I. HOMICIDES AND VIOLENT DEATHS IN THE WORLD / HOMICIDIOS Y MUERTES VIOLENTAS EN EL MUNDO/</b>	
Adolfo CERETTI y Roberto CORNELLI .....	16
<b>II. IS IT POSSIBLE TO REDUCE THE HOMICIDE RATE IN LATIN AMERICA? WHAT CAN BE DONE? / ¿ES POSIBLE REDUCIR LA TASA DE HOMICIDIOS EN AMÉRICA LATINA? ¿QUÉ HACER?</b>	
Elías CARRANZA .....	88
<b>III. PUBLIC SECURITY AND LEGAL CERTAINTY IN LATIN AMERICA: AN APPROACH / SEGURIDAD PÚBLICA Y SEGURIDAD JURÍDICA EN IBEROAMÉRICA. UNA APROXIMACIÓN</b>	
Victor MORENO CATENA .....	109
<b>IV. HOMICIDIOS EN VENEZUELA: PRINCIPALES DEBATES Y APROXIMACIONES EXPLICATIVAS</b>	
Keymer ÁVILA .....	134
<b>V. FALACIA EN LAS ESTADÍSTICAS DE HOMICIDIO EN MÉXICO 2007-2012</b>	
Arturo ARANGO DURÁN Martín GABRIEL BARRÓN CRUZ .....	159
<b>VI. HOMICIDIO, MIGRACIÓN Y VIOLENCIA. EL CORREDOR MIGRATORIO "CENTROAMÉRICA-MÉXICO-EEUU"</b>	
María Eloísa QUINTERO .....	174
<b>MEDALLAS BECCARIA / MÉDAILLE BECCARIA / BECCARIA MEDAL</b>	
- MINGXUAN Gao .....	192
- Jorge DE FIGUEIREDO DIAS .....	196
- Gianni FRANCONI .....	204

## **DECLARACIONES/SATEMENTS**

### **- 13TH CRIME CONGRESS ON CRIME PREVENTION AND CRIMINAL JUSTICE AGAINST DEATH PENALTY / 13º CONGRESO DE LAS NACIONES UNIDAS SOBRE PREVENCIÓN DEL DELITO Y JUSTICIA PENAL CONTRA LA PENA DE MUERTE**

Luis ARROYO ZAPATERO ..... 206

### **- SIDS- AIDP- SIC STATEMENT ON THE UNIVERSAL ABOLITION OF DEATH PENALTY/ DECLARACIÓN DE SIDS -AIDP-SIC SOBRE LA ABOLICIÓN UNIVERSAL DE LA PENA DE MUERTE, DOHA 2015** ..... 209

**- SÃO PAULO STATEMENT ON ACTUAL CRIMINAL POLICY / DECLARACIÓN DE SÃO PAULO SOBRE POLÍTICA CRIMINAL ACTUAL. 2016**  
AIDP SIC SIDS ALPEC IBCCrim ..... 211

## **IN MEMORIAM**

- Giorgio MARINUCCI ..... 213

- Irene MELUP ..... 217

- David BAIGÚN ..... 218

- Paulo José DA COSTA JUNIOR ..... 219

- Lola ANIYAR DE CASTRO ..... 222

## **PUBLICACIONES/ PUBLICATIONS**

### **- THE PASSION OF CRUELTY. AGAINST THE DEATH PENALTY / LA PASIÓN DE LA CRUELDAD. CONTRA LA PENA DE MUERTE**

UCLM/SIDS. Cuenca 2016 ..... 225

### **-LA PEINE DE MORT. VERS L'ABOLITION ABSOLUE?. UN DIALOGUE ENTRE JURISTES, PHILOSOPHES ET CARTOGRAPHES.**

Marc Crépon, Jean-Louis Halpérin et Stefano Manacorda, (Edit.)

Antonio MUÑOZ AUNIÓN ..... 226

## **CONSEIL DE DIRECTION / BOARD -**

**MIEMBROS DEL CONSEJO DE DIRECCIÓN** ..... 228

# La lettre du Président

Luis ARROYO ZAPATERO

## Redonner du souffle à une politique criminelle humaniste

Nous vivons des temps très turbulents où, comme Mireille Delmas-Marty l'a rappelé dans son ouvrage *Aux quatre vents du monde, petit guide de navigation sur l'océan de la mondialisation* (Seuil, 2016), nous avons besoin d'une sorte de « rose des vents » pour essayer d'orienter notre travail scientifique et politique, et de surmonter les dégâts causés par les tempêtes liées à l'émergence du terrorisme mondial et la résurgence du droit pénal d'exception, à la crise financière internationale frauduleuse et impunie, et ses coûteuses conséquences sociales et économiques. Nous orienter également face au danger du recul des accords conclus au sein de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui constituait une tentative de doter l'Anthropocène d'une espèce de gouvernance mondiale. Donner du souffle à une politique criminelle humaniste, c'est la responsabilité ultime de notre *Société*.

La crise économique a également touché la SIDS et le financement de l'édition des *Cahiers*, mais aujourd'hui nous pouvons présenter un nouveau numéro ordinaire, celui de 2016. Le vide des années 2014 et 2015 peut être comblé en le considérant comme un encouragement à renouveler les engagements éditoriaux pour l'avenir. Dans le présent numéro, la partie doctrinaire est consacrée à l'étude de *l'homicide dans le monde et en Amérique Latine*. La conception et le développement du projet sont issus de la réunion des cinq sociétés scientifiques et de leur Comité de coordination, qui eut lieu à Rome en octobre 2014, au terme de la visite rendue au pape François, au cours de laquelle il prononça un long discours extrêmement important. Les cinq sociétés ont chargé la SIDS et l'ALPEC, la nouvelle Association latino-américaine de droit pénal et criminologie, d'effectuer l'analyse de ce sujet au travers d'un exposé général d'Adolfo Ceretti, de l'Université de Milan-Bicocca, avec la coordination des rapports régionaux par Keymer Ávila, de l'Université Centrale du Venezuela. A cet effet, fut constitué le Groupe d'études sur les homicides et les massacres (*GEHOMAS*), avec la participation d'Eloisa Quintero et Martín Barron, tous les deux membres de l'INACIPE du Mexique ; Juliette Tricot, Université Paris X, France ; Arturo Arango, du réseau Crimipol, Mexique ; Matías Bailone, Université de Buenos Aires ; Luigi Foffani, Modène ; et moi-même. Le Groupe s'est réuni en 2016 au cours de trois rencontres successives : au mois de mai à l'INACIPE, au Mexique, qui a accueilli la SIDS, la SIC, l'AIDP et l'ALPEC ; au mois d'août à l'*Instituto Brasileiro de Ciencias Criminais*, São Paulo ; et en décembre à

Ciudad Real, Universidad de Castilla La Mancha, Espagne. Au Mexique nous avons pu écouter le rapport général d'Elías Carranza, Directeur de l'ILANUD (Institut latino-américain des Nations-Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants). Víctor Moreno, professeur de l'Université Carlos III de Madrid, qui a été pendant huit ans secrétaire de la Conférence ibéro-américaine des ministres de la Justice, nous a offert également une synthèse de son expérience. Le travail se poursuivra afin de présenter les résultats dans le cadre du prochain Congrès des Nations Unies en 2020.

Une société scientifique comme la nôtre, préoccupée depuis sa fondation en 1949 surtout par la manière douloureuse et disproportionnée dont on a recours à la peine d'emprisonnement, ne peut pas s'empêcher de s'émouvoir face aux informations fiables qui nous parviennent sur le fléau des emprisonnements massifs, du confinement individuel, des peines à perpétuité sans possibilité de révision, et sur le racisme et la discrimination de tels systèmes, qui ont lieu dans les pays où au moins il est possible d'avoir des informations à ce sujet: *Enmienda XIII*, film documentaire d'Ada DuVernay, 2016 ; le numéro monographique de la *Revista Brasileira de Ciencias Criminas*, 129, 2017, sur "encarceramento em massa" ; et les rapports de l'ACLU (*American Civil Liberties Union*), de "Mother Jones" ou du *Brennan Center*.

Mais ce qui nous semble presque plus grave, car perpétrés par la police, ce sont les homicides dénommés exécutions extra-judiciaires. Aux États-Unis, le *Washington Post* a été capable d'établir une statistique permanente des homicides par arme à feu commis par la police (991 et 963 en 2015 et 2016, respectivement). Au Brésil également, comme il ressort clairement de l'information jointe à l'arrêt de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, du 16 février 2017, *affaire Favela Nova Brasilia*, et du numéro monographique de la *RBrCCrim*. Vol. 129. Aux Philippines, c'est un scandale notoire, la présidence étant occupée par un individu qui s'est engagé à ordonner à la police de tirer pour tuer, mettant en marche son programme avec un résultat de milliers de morts au cours de sa première année de gouvernement, comme on le voit à la presse et dans les rapports de *Human Rights Watch*. Le Rapporteur spécial sur les exécutions sommaires ou arbitraires des Nations-Unies en a informé soigneusement. C'est une problématique qui se pose parallèlement à la militarisation de la police ou, purement et simplement, à son remplacement par les forces armées, en évitant dans les deux cas le contrôle des standards des droits de l'homme en matière de recours à la force létale. Dans de nombreux pays on constate que le contrôle des homicides et de l'usage excessif de la force par la police est empêché ou en recul. Un exemple notoire en est la tentative dans certains pays –comme la France– d'élargir les conditions de légitime défense des policiers.

Les membres des SIDS et des autres sociétés scientifiques ayant rendu visite au pape en octobre 2014, après le congrès de l'AIDP, n'avons pas pu éviter de nous émouvoir en écoutant ses paroles, tout un ensemble de considérations que l'on peut qualifier comme une proposition renouvelée d'une politique criminelle humaniste. Nous avons été également émus lorsqu'il a remis au président de la Commission internationale contre la peine de mort, Federico Mayor Zaragoza, accompagné par Roberto Carlés et moi-même, sa déclaration contre la peine de mort. Les deux documents sont accessibles sur les sites web indiqués à la fin de ce volume.

Les *Cahiers* reprennent dans ce numéro les *Déclarations de politique criminelle* que la *Société* a promues en collaboration avec l'AIDP, la SIC et l'ALPEC, telles que celle présentée dans le Congrès des Nations Unies à Doha 2015, dans laquelle, tout en réclamant le moratoire universel contre la peine de mort, on posait également le besoin de renforcer les garanties des droits des personnes confrontées à la peine capitale dans le monde, ainsi que la pertinence d'augmenter le contrôle sur leur application, exercé par les Nations Unies et le Conseil des droits de l'homme.

Dans le congrès inter-associations organisé sous l'hospitalité de l'*IBCCrim* à São Paulo 2016, nous nous sommes manifestés à propos des exigences politico-criminelles face aux défis de la criminalité actuelle, de ses effets et de sa prévention effective, loin des méthodes et des manières punitives centrées sur l'enfermement, qui vont même jusqu'à l'emprisonnement à perpétuité sans sursis, de nom ou de fait, au confinement solitaire et aux manifestations calamiteuses des exécutions extrajudiciaires.

En 2015, nous avons fêté avec enthousiasme, à Milan et à Madrid, le 250<sup>e</sup> anniversaire de *Dei delitti e delle pene*, et la *Société* a continué à reconnaître avec sa médaille *Cesare Beccaria* les efforts des personnalités extraordinaires associées au cours de toute leur vie à la construction et à la défense d'un droit pénal humaniste et tutélaire des droits de l'homme : Gao Ming Xuan, grand réformateur du droit pénal en Chine et maître de nouvelles générations de juristes ; Jorge Figueiredo Dias, professeur émérite de l'Université de Coimbra, vice-président de la *Société* et maître de toute une saga d'excellents pénalistes portugais et brésiliens. Nous avons également distingué avec cette médaille Gianni Francioni, qui est arrivé à finir l'œuvre colossale initiée en 1977 des *Edizione Nazionale* des œuvres de Cesare Beccaria, avec le volume XVI, soutenu par l'institution financière italienne Mediobanca. Nous avons consacré également un souvenir à la mémoire de certains de nos plus chers amis qui nous ont quittés dernièrement : Giorgio Marinucci, David Baigún, Lolita Aniyar et Irene Mellup. Ils constituent une raison pour donner du souffle et infuser la force et l'orientation nécessaires en faveur d'une politique criminelle humaniste. ■

## Letter from the President

Luis ARROYO ZAPATERO

We are living through turbulent times in which, as Mireille Delmas-Marty has recently declared in her *Aux quatre vents du monde, petit guide de navigation sur l'océan de la mondialisation* (Seuil 2016), we need a sort of "wind rose" to try to orient our scientific and political work, overcoming the damage inflicted by the maelströms of the appearance of global terrorism and the resurgence of the penal law of exception, the fraudulence and the impunity of the international financial crisis and its costly social and economic damage, as well as the danger of rescission of the agreements reached in the UN Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), an attempt to endow the anthropocene with a sort of world government.

The economic crisis also affected the ISSD and financing for the publication of the *Cahiers*, but today we can present a new ordinary number, corresponding to 2016. We see its non-appearance in 2014 and 2015 as a sort of incentive to renew editorial commitments for the near future. The doctrinal part of this number is dedicated to the study of *Homicide in the World and in Latin America*. The embryonic development of the project commenced at the meeting of the five scientific associations and its Coordinating Committee, in Rome, in October 2014, following our audience with Pope Francis, at which he delivered a lengthy speech of the utmost importance to us. He commended the analysis of the matter to, among other societies, ISSD and ALPEC (the new Latin-American Association of Penal Law and Criminology), delivered in a keynote speech by Adolfo Ceretti Milan-Bicocca and with the coordination of regional reports from Keymer Ávila, Central University of Venezuela. Hence, the constitution of the Study Group on Homicides and Massacres (GEHOMAS), with the participation of Eloisa Quintero and Martín Barron, both from INACIPE Mexico; Juliette Trico, University of Paris X, France; Arturo Arango, Crimipol, Mexico; Matías Bailone, University of Buenos Aires, and Luigi Foffani, Modena, as well as the undersigned. It has held three successive meetings throughout 2016: May, at INACIPE, Mexico, attended by ISSD, SIC, AIDP and ALPEC; August, at the *Instituto Brasileiro de Ciências Criminais* at Sao Paulo, and in December at Ciudad Real, University of Castilla La Mancha, Spain. Even in Mexico, we were fortunate to have the general report of Elías Carranza, Director of the United Nations Latin American Institute for the Prevention of Crime and the Treatment of offenders (ILANUD). In turn, Víctor Moreno, chair of the University Carlos III of Madrid, who has acted for 8 years as the secretary

of the Conference of Ministers of Justice of Ibero-American Countries (COMJIB), presented a summary of his experience to us. Activity will continue with visits to present the results at the forthcoming United Nations Conference in 2020.

A scientific society such as our own, which since its foundation in 1949 has above all been concerned with the painful and disproportionate way that prison sentences are handed down, can do no less than shudder at credible information on the epidemic of mass imprisonment, individual confinement, life-imprisonment without review, and racism and discrimination in such systems. It may be seen there where information in that respect may at least be gathered (*Enmienda XIII*, documentary by Ada DuVernay, 2016, Monographic num. of the *Revista Brasileira de Ciencias Criminales*, 129, 2017 on "*encarceramento en massa*" [mass imprisonment], as well as in reports from the American Civil Liberties Union (ACLU), from "*Mother Jones*" and from the *Brennan Center*).

Worse still however, it is also true that homicides committed by the police, also called extrajudicial executions, continue to be a very serious problem. In the United States of America, where only the Washington Post has been capable of establishing a permanent observatory of homicides due to police shootings (991 and 963 in 2015 and 2016). It is also very well reflected in the information from Brazil that accompanies the judgement of the Inter-American Court of Human Rights of 16<sup>th</sup> February, 2017, in the *Favela Nova Brasilia* case and the monograph of the *RbrCCrim. Vol. 129*). It is an outright scandal in the Philippines, where an individual reached the presidency who committed himself to order the police to shoot-to-kill, and fulfils his program with thousands of deaths in its first year, as may be seen from the press and the reports from Human Rights Watch. Above all, the *Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions* of the United Nations maintains us carefully informed. This problematic issue is in parallel with both militarization of the police or their direct replacement by the armed forces, avoiding in both cases the control over standards of human rights in the exercise of lethal force. Close monitoring of homicides and police brutality has fallen or has been prevented in numerous countries, proof of which are the attempts in various countries –such as France– to widen the factual basis of legitimate defence applicable to law enforcement officers while on duty.

The members of ISSD and the other scientific societies who visited the Pope in October 2014, after the AIDP congress, could do nothing other than be moved when listening to his words, a whole set of considerations that may be qualified as a renewal of the proposal for a humanist criminal policy. He likewise caused impression when he handed his letter-declaration against the death penalty to the President of the International

Commission against the Death Penalty, Federico Mayor Zaragoza, accompanied by Roberto Carlés and the undersigned. Both documents are accessible from the web pages listed at the end of this book.

This number of the *Cahiers* includes the *Declarations of criminal policy* that the Société has promoted in collaboration with AIDP, SIC and ALPEC, such as the one presented at the United Nations World Conference in Doha, 2015. At the same time as expressing support for the universal moratorium on the death penalty, the need was discussed to enlarge the "safeguards" of the rights of detainees awaiting capital punishment in the universal sphere, as well as the convenience of the United Nations and the Human Rights Council increasing monitoring with compliance.

At the Inter-Association Congress organized with the hospitality of IBCCrim in Sao Paulo, in 2016, we expressed our thoughts on the politico-criminal demands that the challenges of modern-day criminality present, on their effects and their effective prevention, regardless of their punitive modes and methods and centred on enclosure, which go so far as life sentences without parole, by name or in fact, solitary confinement, and even the epidemic-style occurrences of extrajudicial killings.

The *Société* has continued to recognize others and their work with its Cesare Beccaria medal -whose 250<sup>th</sup> anniversary of *Dei delitti e delle pene* we commemorated with devotion in Milan and in Madrid- awarded to extraordinary personalities linked throughout their lives to the construction and defence of a humanist criminal law that safeguards human rights: Gao Ming Xuan, the greater reformer of criminal law in China, master of new generations of jurists; Jorge Figueiredo Dias, Emeritus Chair of the University of Coimbra, Vicepresident of the *Société* and master of an excellent generation of Portuguese and Brazilian penalists. We have also awarded the medal to Gianni Francioni, who has managed to conclude the titanic work initiated in 1977 for the publication of the *Nationale Edizione* of the works of Cesare Beccaria, volume XVI, having been sponsored by the Italian financial institution, Mediobanca. We also dedicate a reminder to some of our most deeply felt friends of the *Société* who have departed from us over past times: Giorgio Marinucci, David Baigún, Lolita Aniyar and Irenda Mellup. They are all a motive to find the inspiration, the strength, and the path towards a humanist criminal policy. ■

# Carta del Presidente

Luis ARROYO ZAPATERO

Vivimos tiempos turbulentos, en los que como acaba de proclamar Mi-reille Delmas-Marty en su *Aux quatre vents du monde, petit guide de navigation sur l'océan de la mondialisation* (Seuil 2016) en los que necesitamos una suerte de "rosa de los vientos" para intentar orientar nuestro trabajo científico y político, superando los daños producidos por los torbellinos de la aparición del terrorismo global y el resurgir del derecho penal de excepción, la fraudulenta e impune crisis financiera internacional y sus costosos daños sociales y económicos, así como ante el peligro de retroceso en los acuerdos alcanzados en la Convención internacional sobre el clima, que era una tentativa de dotar al antropoceno de una suerte de gobierno mundial. Dar aliento a una política criminal humanista en la responsabilidad más principal de nuestra Société.

La crisis económica afectó también a la SIDS y a la financiación de la edición de los *Cahiers*, pero hoy podemos presentar un nuevo número ordinario, el de 2016. El vacío de los años 2014 y 2015 lo tomamos como un aliciente para renovar los compromisos editoriales para el futuro. En este número la parte doctrinal está dedicada al estudio del *homicidio en el mundo y en América latina*. La concepción y desarrollo del proyecto se originó en la reunión de las cinco sociedades científicas y su Comité de Coordinación en Roma en octubre de 2014, tras la visita que hicimos al Papa Francisco, en la que nos dedicó un largo discurso de máxima importancia. Se encomendó por todas las sociedades a la SIDS y a ALPEC, la nueva Asociación Latinoamericana de Derecho Penal y Criminología) el análisis de la materia, con una ponencia general de Adolfo Ceretti Milan-Bicocca) y con la coordinación de los informes regionales por parte de Keymer Ávila, Universidad Central de Venezuela, a cuyos efectos se constituyó el Grupo de Estudios sobre Homicidios y Masacres (*GEHOMAS*), con la participación de Eloisa Quintero y Martín Barron, ambos del INACIPE México, Juliette Tricot, Universidad Paris X, Francia, Arturo Arango, *Crimipol*, México, Matías Bailone, Universidad de Buenos Aires, y Luigi Foffani, Modena, y el que suscribe. Se ha reunido en tres encuentros sucesivos durante 2016: Mayo en INACIPE, México, que acogió a la SIDS, SIC, AIDP y ALPEC, agosto en el *Instituto Brasileiro de Ciencias Criminales* en Sao Paulo y en diciembre en Ciudad Real, Universidad de Castilla La Mancha, España. Ya en México pudimos contar con el informe general de Elías Carranza, Director del Instituto Latinoamericano de Naciones Unidas para la prevención del crimen y el tratamiento del delincuente (ILANUD). A su vez,

Víctor Moreno, catedrático de la Universidad Carlos III de Madrid, quien ha sido durante 8 años secretario de la Conferencia Iberoamericana de Ministros de Justicia, nos ofrece una síntesis de su experiencia. El trabajo continuará con vistas a presentar resultados en el próximo Congreso de Naciones Unidas en 2020.

A una sociedad científica como la nuestra a la que desde su fundación en 1949 le preocupa sobre todo el modo doloroso y desproporcionado de recurrir a la pena de prisión, no puede por menos de estremecernos la información fidedigna sobre la epidemia del encarcelamiento masivo, del confinamiento individual, de la prisión perpetua sin revisión, el racismo y la discriminación de tales sistemas, como se ve allí donde al menos es posible obtener información al respecto (*Enmienda XIII*, documental de Ada DuVernay, 2016, el nº monográfico de la Revista Brasileira de Ciências Criminales, 129, 2017 sobre “*encarceramento em massa*”, así como los informes de la American Civil Liberties Union (ACLU), de “*Mother Jones*” o del *Brennan Center*).

Pero lo que casi es peor es que sigue siendo cierto también que los homicidios cometidos por la policía, llamados ejecuciones extrajudiciales también, siguen siendo un problema muy grave. En los Estados Unidos de América, donde solo el Washington Post ha sido capaz de establecer una estadística permanente de los homicidios por disparo policial (991 y 963 en 2015 y 2016). También en el Brasil, como queda muy bien reflejado en la información que acompaña a la sentencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos de 16 de febrero de 2017, *caso Favela Nova Brasília* y en el monográfico de la *RBrCCrim. Vol 129*). Es un manifiesto escándalo en Filipinas, donde alcanzó la presidencia un individuo que se comprometía a ordenar a la policía disparar a matar, y cumple su programa con miles de muertos en su primer año, como puede verse en la prensa y en informes de *Human Rights Watch*. Sobre todo ello informan cuidadosamente el *Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions* de Naciones Unidas. Esta es una problemática que va paralela tanto a la militarización de la policía o a su directa sustitución por las fuerzas armadas, evitando en ambos casos el control de estándares de derechos humanos en el ejercicio del uso de la fuerza letal. En numerosos países se impide o se retrocede en el control de los homicidios y de los abusos de la fuerza por la policía, de lo cual es un ejemplo la tentativa en varios países –como en Francia– de ampliar la base fáctica de la legítima defensa en el ejercicio de la función policial.

Los miembros de las SIDS y de las demás sociedades científicas que visitamos al papa en octubre de 2014, tras el congreso de la AIDP, no pudimos por menos que emocionarnos al oír su palabra, todo un conjunto de consideraciones que puede calificarse como una renovada propuesta de

política criminal humanista. Del mismo modo nos impresionó cuando entregó al Presidente de la Comisión Internacional contra la Pena de Muerte Federico Mayor Zaragoza, acompañado de Roberto Carles y de quien suscribe su declaración contra la pena de muerte. Ambos documentos son accesibles en las páginas web que se indican al final de este volumen.

Recogen los *Cahiers* en este número las *Declaraciones de política criminal* que la Société ha impulsado en colaboración con AIDP, SIC y ALPEC, como la presentada en el Congreso mundial de las Naciones Unidas en Doha 2015, en la que, a la vez de reclamar la moratoria universal de la pena de muerte, se planteaba también la necesidad de ampliar las “salvaguardias” de los derechos de los que se enfrentan a la pena capital en la esfera universal, así como la conveniencia de un incremento del control que sobre el cumplimiento tiene Naciones Unidas y el Consejo de Derechos humanos.

En el congreso interasociaciones organizado bajo la hospitalidad del *IBCCrim* en Sao Paulo 2016 nos manifestamos sobre las exigencias político criminales que plantean los retos de la criminalidad del presente, de sus efectos y de su efectiva prevención, ajena a los modos y métodos punitivistas y centrados en el encierro, que llegan incluso la prisión perpetua sin remisión, de nombre o de hecho, el confinamiento solitario y hasta las manifestaciones epidémicas de las ejecuciones extrajudiciales.

La Société ha continuado reconociendo con su medalla *Cesare Beccaria* -cuyo 250 aniversario de *Dei delitti e delle pene* hemos celebrado con devoción en Milan y en Madrid- a personalidades extraordinarias vinculadas a lo largo de toda su vida a la construcción y defensa de un derecho penal humanista y tutelar de los derechos humanos: Gao Ming Xuan, el gran reformador del Derecho penal en China, maestro de nuevas generaciones de juristas; Jorge Figueiredo Días, catedrático emérito de la Universidad de Coimbra, Vicepresidente de la Société y maestro de una saga excelentes penalistas portugueses y brasileños. También hemos señalado con la Medalla a Gianni Francioni, quien ha logrado concluir la titánica obra de edición iniciada en 1977 de las *Edizione Nazionale* de las Obras de Cesare Beccaria, con el volumen XVI, que ha patrocinado la institución financiera italiana Mediobanca. También dedicamos un recuerdo a alguno de nuestros más queridos amigos de la Société que nos han dejado en los últimos tiempos: Giorgio Marinucci, David Baigún, Lolita Aniyar e Irene Mellup. Todos son un motivo para obtener el aliento, la fuerza y la orientación en favor de una Política criminal humanista. ■

# Homicidios y muertes violentas en el mundo

Adolfo CERETTI y Roberto CORNELLI  
*Universidad de Milan-Bicocca*<sup>1</sup>

## Resumen

Se analiza críticamente una extensa y diversa literatura sobre homicidios en el mundo, centrándose en particular en los países occidentales (Europa Occidental y los países anglosajones) y América Latina, que va desde estudios descriptivos de las tasas, pasando por otros que explican los factores que afectan su distribución geográfica, hasta llegar a estudios históricos y sociales sobre el fenómeno. Se consideran indicadores socioeconómicos y estructurales, así como variables culturales asociadas con los homicidios. Entre estos se destacan factores políticos e institucionales del Estado, tales como la existencia de sistemas políticos estables, legítimos y eficaces, democracias sólidas, respeto por los derechos humanos, sistemas penales más liberales, políticas económicas y sociales adecuadas, como elementos que pueden contribuir en la reducción de la incidencia de los homicidios.

**Palabras claves:** homicidios en el mundo, muertes violentas, tasas de homicidio, políticas públicas.

---

<sup>1</sup> Traducción de Agustina Alvarado, doctora en Derecho por la Universidad de Milán.

# Homicides and violent deaths in the world

Adolfo CERETTI and Roberto CORNELLI  
*University of Milan-Bicocca*<sup>1</sup>

## Abstrac

An extensive and varied literature on homicides throughout the world is critically analyzed, centering in particular on Western countries (Western European and Anglo-Saxon countries) and Latin America. It extends from descriptive studies of homicide rates, to other studies that explain the factors affecting their geographic distribution and even includes historical, and social studies on the matter. Socio-economic and structural indicators are considered, as well as cultural variables associated with homicides. Among these, the authors highlight political and institutional factors linked to the State, such as the existence of stable, legitimate and effective political systems, established democracies, respect for human rights, more liberal criminal systems, and acceptable economic and social policies, as elements that can contribute to the reduction of homicide rates.

**Keywords:** homicides in the world, violent deaths, homicide rates, public policies.

---

<sup>1</sup> English Translation by Antony Price BA Mod. Lang. (Hons), Dip. in Trans. Institute of Linguists of the translation from Italian into Spanish by Agustina Alvarado, doctor in Law at the University of Milan.

## Introducción

Las líneas de investigación más recurrentes por la literatura internacional sobre el homicidio son en esencia tres: a) Estudios descriptivos de las tasas de homicidios en las diversas regiones del mundo, generalmente en clave comparativa, así como de sus tendencias a nivel internacional, nacional y regional; b) Estudios de corte explicativo, conducidos en su mayoría con técnicas cuantitativas, dirigidas a la individualización de los factores que influyen en la diversa distribución geográfica, en la tendencia de los homicidios o que determinan que una persona cometa homicidios; y c) Estudios de carácter histórico-social, en ocasiones con un estilo asimilable a aquel relativo a las investigaciones periodísticas, interesados en colocar el fenómeno del homicidio en el ámbito del contexto histórico-social/cultural/institucional de referencia;

Se trata de investigaciones que se inscriben en el *core business* de la criminología como disciplina *rendez-vous*, zona de frontera y de encuentro de diversas áreas de estudio útil para la comprensión del fenómeno criminal y de la predisposición de políticas criminales, penales, sociales y económicas dirigidas a su reducción.

Corresponde, sin embargo, efectuar un paso hacia *aspectos periféricos* y asomarse a temas que no son frecuentemente tratados por la gran parte de la literatura sobre el homicidio y que, en nuestra perspectiva, también se encuentran relacionados con la función que el mismo cumple como delito (como hecho jurídico) en el proceso de modernización y de civilización de la sociedad. Sobre esta óptica es que queremos concentrarnos brevemente.

El homicidio es generalmente definido, en las leyes de los diversos Estados así como en las convenciones internacionales y en la literatura, como la "supresión de la vida de un ser humano": el homicidio se relaciona con el hecho de quitar la vida. Parece una banalidad, pero es precisamente a la vida a la que corresponde prestar atención.

A menudo nos concentramos en el número de veces en que se toma una vida, en las modalidades

## Introduction

The most recurrent lines of investigation on homicide in the international literature are in substance three. The first concerns descriptive studies of the homicide rates in various regions of the world, generally in comparative terms, as well as their trends at an international, national, and regional level; the second consists of studies of an explanatory nature, the majority conducted with quantitative techniques, directed at the individualization of the factors that influence the diverse geographic distribution, homicidal tendencies, and what determines the reasons why a person commits homicide; finally, there are studies of a historical-social nature, on occasions with a style resembling journalistic investigations, interested in placing the events of a homicide in the referential scenario of a historical-social/cultural/institutional context. They are all investigations that fall within the *core business* of criminology as a *rendez-vous* discipline, frontier zone and a meeting point of various areas of study that are useful for understanding the criminal phenomenon and the tendencies of criminal, penal, social and economic policies directed at its reduction.

It is nevertheless convenient to take a step towards *peripheral aspects*, so as to grapple with topics that are not frequently discussed in the greater part of the literature on homicides and that, from our perspective, are also related with its function as a crime (as a legal act) in the process of both the modernization and the civilization of society. We wish to concentrate briefly on this perspective.

Homicide is generally defined, in the laws of various States as well as in international conventions and in the literature, as the "killing of a human being". Homicide is related to the act of taking a person's life. It appears a banality, but attention must be lent precisely to life.

We often concentrate on the number of times a life is taken, on the classifications of how a life is taken, on the motives for which a life is taken, but it also makes sense to propose the question of what life is and what

con que se quita la vida, en los motivos por los cuales se quita una vida, pero también tiene sentido plantearse la interrogante sobre qué cosa es la vida y que define la muerte como homicidio, sobre qué es lo que hace que el hecho de matar sea relevante desde el punto de vista jurídico, y sobre cuáles son las condiciones que definen la vida como relevante para un grupo social y para el ordenamiento jurídico. Volveremos sobre este aspecto, en particular, en la parte conclusiva en que discutiremos nuestra propuesta de comprensión de las tendencias de las tasas de homicidio que, anticipamos desde ya, se conecta con el tema filosófico-político del *igual respeto*. Como veremos, para crear las condiciones para un decremento de la violencia física individual y colectiva que –en cualquier parte del mundo– es generada siempre con mayor frecuencia por el miedo, la desconfianza, el odio y el rencor, corresponde, a juicio de quien escribe, que los miembros de una comunidad política, cada vez más estrecha en los confines nacionales y cada vez más *cosmo*-política, sean considerados y tratados como personas, y en cuanto tales dignas de ser respetadas.

Esta óptica –que abre un sinfín de nudos teóricos– exige considerar la dimensión diacrónica de cada gesto violento: en efecto, este último surge, como toda otra acción humana, en *su* espacio y en *su* tiempo, situado en un punto preciso de aquello que Norbert Elias ha denominado “proceso de civilización” (1939a, 1939b) un concepto teórico que, como veremos mejor, reubica los actos en el interior de la *sensibilidad* cultural y moral que lo ha producido, aceptado o rechazado. Sin referirse directamente a estas consideraciones, Francesco Viganò, un destacado estudioso italiano del derecho penal, afirma coherentemente que hoy en día, en la sociedad tardo-moderna, “el paso a las ‘vías de hecho’, el ‘poner las manos encima’ marca el umbral más allá del cual los conflictos intersubjetivos pierden inmediatamente toda connotación de ‘adecuación’ social y vienen por eso mismo a ser estigmatizados como brutales, primitivos, y [...] ‘violentos’” (Viganò, 2002, p. 256).

defines death as a homicide, the question of what it is that makes the act of murder relevant from the juridical point of view, and to concentrate on what the conditions are that define life as relevant for a social group and for the legal order. We shall return to this aspect, particularly in the conclusions where we shall discuss our proposed understanding of the tendencies in homicide rates that, we may reveal in advance, are connected with the philosophical-political topic of *equal respect*. As we shall see, it follows, in the opinion of the authors, that the members of a political community, increasingly narrow within national boundaries and increasingly *cosmo*-political, be considered and be treated as individual persons. As such, they are deserving of respect, so as to create the conditions for a reduction of collective and individual violence that –in any part of the world– is always generated more often by fear, mistrust, hate, and ill-feeling.

This viewpoint –that unties endless theoretical knots– requires us to consider the diachronic dimension of each violent act. Indeed, as with all other human actions, these acts occur in *their* own space and time, situated at a precise point in the theoretical concept that Norbert Elias has termed the “civilizing process” (1939a, 1939b). As we shall see more clearly, this process resituates the acts within both the cultural and the moral *sensitivity* that has produced, accepted, or rejected it.

Without referring directly to these considerations, Francesco Viganò, a prominent Italian scholar of penal Law, coherently affirmed that nowadays, in late-modern society, “the step towards administrative and government measures that are only judged illegal in hindsight, ‘strong-arm tactics’, and ‘a hands on approach’ marks the threshold beyond which inter-subjective conflicts immediately lose all connotations of social ‘adaption’ and for that reason come to be stigmatized as brutal primitive, and [...] violent” (Viganò, 2002, p. 256).

However, we should move one step at a time and, to begin with, we must define the boundaries of our field of research.

Sin embargo, debemos dar un paso a la vez y, para comenzar, es preciso proceder a delimitar el campo de nuestra investigación.

### 1. El campo de investigación

Ante todo corresponde tener presente que, no toda muerte es constitutiva de homicidio desde el punto de vista normativo (por ejemplo, en los conflictos armados o en los casos de muertes legítimas definidas por cada Estado).

En el *Global Study on Homicide 2013*, en su página 9 y en el capítulo 6 se propone una interesante clasificación de las muertes violentas que resulta útil para definir nuestro campo de investigación:

Muertes violentas

- Muertes en guerras/conflictos armados.
- Muertes no derivadas de conflictos armados
  - o Homicidios.
    - Relacionados con otras actividades criminales.
    - Interpersonales.
    - Socio-políticos.
  - o Muertes en situaciones de legítima defensa.
  - o Muertes en intervenciones legítimas.
  - o Homicidios no intencionales.
    - Negligentes.
    - No negligentes.
- Muertes autoinflingidas.
- Muertes durante desordenes civiles.

A la luz de estas consideraciones, nuestro propósito es analizar las muertes violentas no legítimas (de acuerdo con la normativa de cada Estado) que se producen en situaciones no reconducibles a conflictos militares. Al contrario, consideraremos las intersecciones y las sobreposiciones entre el fenómeno homicida y otros fenómenos, como el genocida y el de la violencia colectiva.

Esta delimitación del campo de investigación determina, al mismo tiempo, en forma implícita la creación de conexiones –por ejemplo, entre muertes legítimas y no legítimas; y entre muertes en contextos bélicos y aquellas fuera de él– que levantan cues-

### 1. The field of research

Before all else, we should bear in mind that not all deaths constitute homicide from the regulatory point of view (for example, in armed conflicts or in cases of deaths defined by each State as legitimate). In the *Global Study on Homicide 2013*, on page 9 and in chapter 6 an interesting classification of violent deaths is proposed that is useful to define our field of research:

Violent deaths

- Deaths in wars/armed conflicts
- Deaths not caused in the course of war/armed conflicts
  - o Homicides
    - Related with other criminal activities
    - Interpersonal
    - Socio-political
  - o Deaths in situations of legitimate defence
  - o Deaths in legitimate interventions
  - o Non-intentional homicides
    - Negligent
    - Non-negligent
- Suicides
- Deaths during civil disorder

In the light of these considerations, our purpose is to analyze violent, non-legitimate deaths (in accordance with the regulations of each State) that occur in situations outside of military conflict. Were it otherwise, we would consider the intersections and the overlap between the occurrence of homicide and other events, such as genocide and collective violence. This circumscription of the field of research will, at the same time, determine the creation of connections in an implicit way –for example between legitimate and non-legitimate deaths; and between deaths in wars and those outside of it –which raises questions– for example with regard to the convergence of legal definitions of homicide and their coherence with such principles as non-discrimination or on the difficulty of defining those armed conflicts that are not within the definition of warring States in clear terms– all of which are questions that will have to be taken into account.

tiones –por ejemplo en lo que respecta a la convergencia de las definiciones legales de homicidio y su coherencia con principios tales como el de no discriminación o bien, sobre la dificultad de definir en términos claros aquellos conflictos armados que no responden a la fórmula de guerra entre Estados– siendo todas cuestiones que deberán ser tenidas en cuenta.

Ahora bien, volvamos a aquello que está en los confines de nuestra definición del campo de investigación.

El homicidio puede ser el resultado de un acto de violencia individual, que afecta a una o más víctimas (*mass shooting*), o bien puede insertarse en dinámicas de violencia colectiva, desde aquella operada por grupos que cometen violencia en modo contingente hasta comprender fenómenos más estructurados (linchamientos, genocidios, demonioidios y politicidios).

El homicidio puede ser perpetrado tanto por ciudadanos particulares como por agentes y funcionarios del Estado en el ejercicio de sus funciones en situaciones contingentes (*police brutality*) o como parte de una estrategia más amplia (violencia estatal/institucional, demonioidios y politicidios). En los regímenes dictatoriales o autoritarios, a menudo las muertes que son el resultado de violencia estatal/institucional son sub-representadas (véase por ejemplo el caso de los *desaparecidos* en Argentina).

El homicidio puede ser parte de una estrategia violenta tendente a subvertir un ordenamiento, un gobierno, un régimen (violencia política). En algunos de estos casos, aquellos en que el conflicto entre grupos rebeldes y fuerzas estatales asume las características de un conflicto armado similar a una guerra entre Estados, los datos sobre los homicidios no siempre revelan las muertes que son el resultado de violencia estatal y violencia política.

## **2. Una mirada de conjunto sobre el homicidio a nivel global**

Sin ulteriores premisas, intentemos dar una mirada de conjunto sobre el homicidio a nivel global, articulando el discurso por puntos. Nos referiremos, en particular, a la disminución de la violencia, de las

However, we should return to the matter within the limits of our definition of the field of research.

Homicide can be the result of an act of individual violence that affects one or more victims (*mass shooting*), or it can fall within the dynamics of collective violence, of that operated by groups that commit violence in their activities, even encompassing more structured events (lynching, genocides, democides and politicides).

Homicide can be perpetrated by both individual citizens and by agents and employees of the State in the course of their duties in contingent situations (police brutality) or as part of a wider strategy (state/institutional violence, democide and politicide). In dictatorial or authoritarian regimes, the deaths that are often the result of state/institutional violence are under-represented (see, for example, the case of the *desaparecidos* in Argentina).

Homicide can be part of a violent strategy tending to subvert an order, a government, a regime (political violence). In some of these cases, those in which the conflict between rebel groups and state forces assumes the characteristics of an armed conflict similar to a war between States, the data on homicides will not always reveal the deaths that are the result of state violence and political violence.

## **2. An overall view of homicide at a global level**

With no other agenda, we shall try to provide an overall view of homicide at a global level, arranging the arguments point by point. We will, in particular, refer to the reduction of violence, the various rates of homicide between nearby and far off geographic areas, and the gender of the victims of lethal violence and femicides.

### *2.1. The decline of lethal violence*

In 2011, Steven Pinker published a decisive book on the efficacy of our reasoning, entitled *The Better Angels of Our Nature. Why Violence Has Declined*.

In the *Prologue* to his volume, he does not hesitate to uphold that the argument upholding his

diversas tasas de homicidio entre áreas geográficas cercanas y lejanas, del género de las víctimas de violencia letal y de femicidios.

### 2.1. La disminución de la violencia letal

En el 2011 Steven Pinker publicó un libro decisivo en la economía de nuestro razonamiento, titulado *The Better Angels of Our Nature. Why Violence Has Declined*.

En el *Prólogo* de su volumen, no vacila al sostener que el argumento de su investigación “es el hecho más importante de la historia de la humanidad”, es decir, que en el largo periodo, que el autor entiende principalmente como aquella transición que abraza más de quinientos años y que va desde el tardío Medioevo al Vigésimo siglo, los Países del Viejo Continente han registrado una reducción de las tasas de homicidio de diez a cincuenta veces (Pinker, 2011: 6). Eso no es todo. La *revolución humanitaria* que ha investido a Europa en este largo periodo, también ha concernido ciertamente a los Estados Unidos de América. Hay una gran cantidad de datos que apoyan esta tesis, así como las que se refieren, en particular, al asesinato. Pinker cita, por ejemplo, las tasas de ejecuciones capitales en los Estados Unidos, que colapsan vertiginosamente a partir de la mitad del siglo XVII hasta los años 2000, e, incluso, los linchamientos públicos, a partir de la segunda mitad del Ochocientos.

En general, la imagen que se recaba de la literatura sobre las tendencias de la criminalidad, parece confirmar plenamente la tesis de Pinker sobre la disminución de la violencia, a pesar de que en Europa y en Estados Unidos se hayan registrado, en el siglo pasado, tres decenios –1960-1990– que en algún modo han constituido una *anomalía* respecto a la tendencia de carácter general. En efecto, en dicho contexto temporal –que él denomina “de descivilización de los años sesenta” (Pinker: 2011: 127-138)– los homicidios han rebotado hacia un alza en ambos lados del océano. Este punto también será tratado más adelante.

Se mantiene el hecho de que a partir de los años Noventa del siglo pasado, los estudios más autorizados indican que en muchos países se ha experi-

investigation “is the most important fact in the history of humanity”; in other words, over a long period, that the author principally understands as that transition that covers more than five-hundred years and that runs from the late-Medieval to the Twentieth century, the Countries of the Old Continent have recorded a decline in the homicide rates of ten to fifty times (Pinker, 2011: 6); and that is not all. The *humanitarian evolution* that Europe has followed over this long period has certainly concerned the United States of America as well. There is a large amount of data that supports this thesis, as well as information that refers, in particular, to assassinations. Pinker cites, for example, the rates of capital punishment in the United States, which abruptly collapsed at the end of the 17th century up until the year 2000 and, even, public hangings, as from the second half of the 19th century.

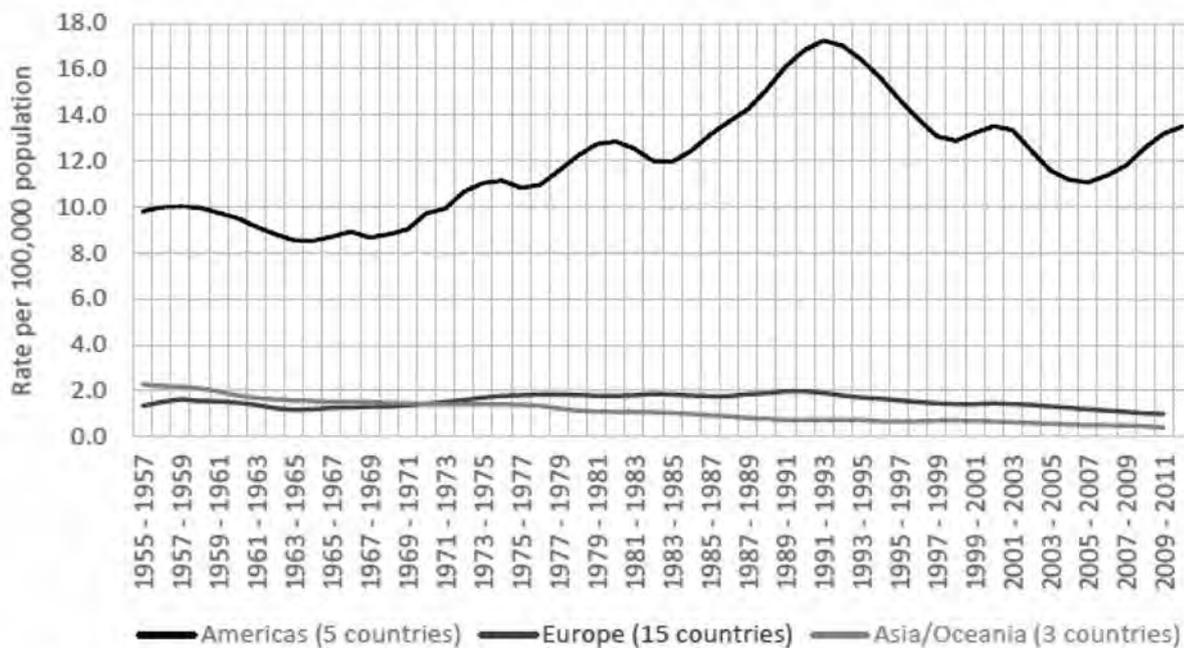
In general, the image that is gathered from the literature on the tendencies of criminality fully appear to confirm Pinker’s thesis on the decline in violence, despite Europe and the United States having recorded, over the past century, three decades –1960-1990– that in some way have constituted an *anomaly* with regard to the general trend. In effect, in that temporal context –that he describes as the “decivilizing of the seventies” (Pinker: 2011: 127-138)– homicides have risen again on both sides of the Atlantic ocean. This point will also be revisited later on.

The fact remains that as from the 1990s, the most authoritative studies indicate that in many countries a significant decline in lethal violence has occurred. In the language of Pinker, this age is defined as “recivilizing”.

This drop has been widely documented in the United States and in Europe (Tonry, 2014; Eisner 2008; LaFree, Curtis, McDowall, 2015; Baumer, Wolff, 2014, 235-236; Walker A., Flatley J., Kershaw, Moon, 2009; Alvazzi del Frate, Mugellini, 2012, van Dijk, van Kesteren, Smith, 2007), in Oceania and in many nations of eastern Asia, among which Japan (Tsushima, 1996; Johnson, 2008).

However, observing the situation at a global level, it is possible to detect a significant variation

Fig. 1 – Homicide rates in Europe, America and Asia-Oceania (1955-2012, average of three years)  
 Tasas de homicidios en Europa, América y Asia-Oceania (1955-2012, promedio de tres años)



Source: UNODC Homicide Statistics (2013) and WHO Mortality Database.

mentado, de nuevo una significativa reducción de la violencia letal. En el lenguaje de Pinker esta época es definida como “recivilización”.

Este desplome ha sido ampliamente documentado en los Estados Unidos y en Europa (Tonry, 2014; Eisner 2008; LaFree, Curtis, McDowall, 2015; Baumer, Wolff, 2014, 235-236; Walker A., Flatley J., Kershaw, Moon, 2009; Alvazzi del Frate, Mugellini, 2012, van Dijk, van Kesteren, Smith, 2007), en Oceanía y en muchas naciones de Asia oriental, entre ellas Japón (Tsushima, 1996; Johnson, 2008).

Sin embargo, observando la situación a nivel mundial, es posible detectar una significativa variación de las tasas de homicidio entre las diversas áreas geográficas, especialmente en los años Noventa del siglo pasado, que nos conduce a poner en duda el hecho de que en este periodo la fuerte reducción de las tasas de homicidio pueda ser considerada como un fenómeno global. Esto aun cuando, en el nuevo milenio, se asista a una creciente convergencia entre las naciones, muchas de las cuales se asocian, a partir de la mitad de los

in homicide rates between the various geographic areas, especially in the 1990s, which casts doubt on the fact that the strong decline in homicide rates over this period may be considered a global event. This decline still applies even when, in the new Millennium, we are witnessing a growing convergence between nations, many of which have been associated, since midway through the year 2000, with the declining trend previously observed in other countries since the start of the 1990s. (Fig. 1)

So, it may be affirmed that we have witnessed a decline in homicide rates at a global level over the last thirty years, which, in any case, depending on the geographic areas, have various start and finish lines: it is more striking in some countries where the homicides had already began at very low rates, although with differences between each other, such as in the United States and in Western Europe; declining more slowly in others, such as Eastern Europe, the Caribbean, and South America (cfr. Baumer, Wolff, 2014, 276).

años dos mil, a la tendencia a la baja ya experimentada desde principios de los años noventa. (Fig. 1)

En este sentido se podría afirmar que en los últimos treinta años hemos asistido, a nivel global, a una disminución de las tasas de homicidio que, en todo caso, dependiendo de las áreas geográficas posee un punto de partida y de llegada diverso: cala más vistosamente en algunos países donde las tasas de homicidio ya habían partido desde tasas más bajas, aunque con diferencias entre ellas, como en los Estados Unidos y en Europa occidental; decreciendo más lentamente en otros, como Europa oriental, Países del Caribe, Sud América (cfr. Baumer, Wolff, 2014, 276).

## 2.2. Las diferencias entre áreas geográficas: América Central y Sudáfrica VS Europa y Asia oriental

Las muertes por homicidio intencional en el mundo han sido de casi medio millón en el 2012, para ser más exactos, han sido 437,000 (cfr. *UN's Global Study on Homicide e World Health Statistics 2016*).

Más de 1/3 de los homicidios intencionales (36 por ciento) se verifica en las Américas, 31 por ciento en África, 28 en Asia, mientras que en Europa es del 5 por ciento y del 0,3 por ciento en Oceanía.

Estos porcentajes no ayudan a comprender la difusión de los homicidios en el mundo, si éstos no se ponen en relación con la población. La tasa de homicidios a nivel global, siempre en el 2012, es de 6.2 por 100,000 habitantes, sin embargo, Sudáfrica y América Central poseen una tasa de homicidios cuatro veces superior a la media (más de 24 víctimas cada 100 mil habitantes), seguidos por Sudamérica, África Central y el Caribe, con una tasa de víctimas de homicidios entre el 16 y el 23. Asia Oriental, Europa meridional y Europa Occidental son las *sub-regiones* con el más bajo nivel de homicidios, con una tasa 5 veces inferior a la media mundial.

Cerca de 3 mil millones de personas viven en áreas con bajas tasas de homicidio, muchas de las cuales, sobre todo en Europa y Asia, se han preocupado por una constante disminución en las tasas de homicidio a partir de los años noventa; mientras cerca de 750

## 2.2. The differences between geographic areas: Central America and South Africa vs. Europe and East Asia

Deaths by intentional homicide in the world stood at almost half a million in 2012, more precisely, at 437,000 (cfr. *UN Global Study on Homicide and World Health Statistics 2016*).

Over 1/3 of intentional homicides (36 per cent) were verified in the Americas, 31 per cent in Africa, and 28 in Asia, while in Europe the figure was 5 per cent, and 0.3 per cent in Oceania.

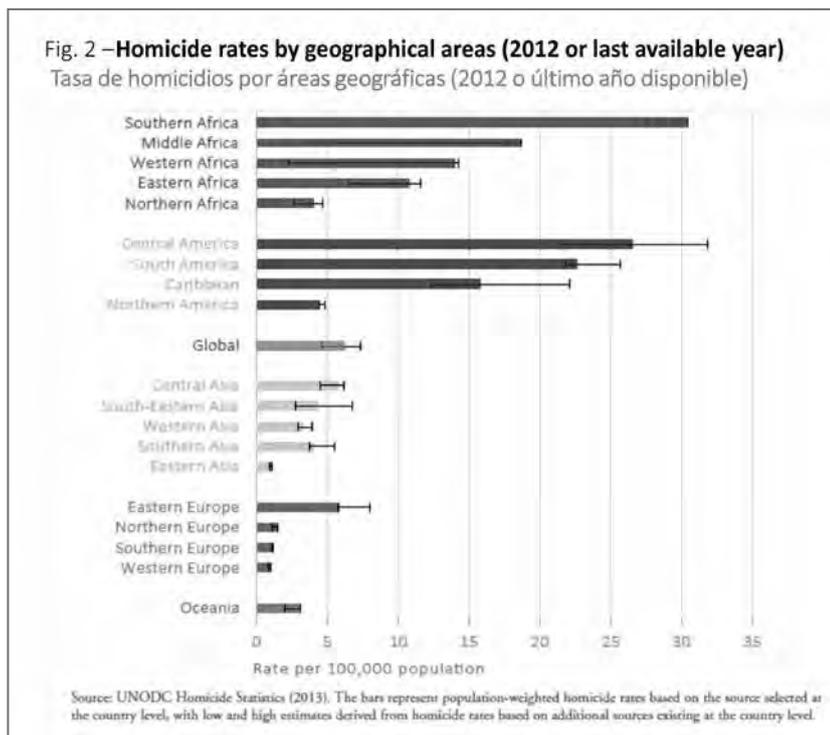
These percentages are of no help in understanding the spread of homicides in the world, if they are not placed in relation with the population. The homicide rate at a global level, throughout 2012, was 6.2 per 100,000 inhabitants, however, South Africa and Central America experienced a homicide rate that was four times higher than the average (over 24 victims every 100 thousand inhabitants), followed by South America, Central Africa and the Caribbean, with a homicide victim rate of between 16 and 23. East Asia, Southern Europe and Western Europe are the sub-regions with the lowest level of homicides, with a rate that is 5 times lower than the global average.

Around 3 thousand million people live in areas with low homicide rates, many of whom, above all in Europe and Asia, have worked towards a constant reduction in the rates of homicide as from the 1990s; while around 750 million people live in countries with high levels of homicide.

There may also be strong differences between various zones of the same countries: for example, the southern part of South Africa has homicide rates that are similar to those of Europe; while in the northern part, the data shows a greater similarity with the figures reported for Central America. (Fig. 2)

## 2.3. Ley Verkko: homicide largely affects young men and young adults

Veli Verkko—a Finnish investigator whose achievements have probably never been fully recognized by the scientific community—, above all in the first half of the past century, in addition to his profound empirical



millones de personas viven en países con altos niveles de homicidio.

También puede haber fuertes diferencias entre diversas zonas de los mismos países: por ejemplo, la parte meridional de Sud África tiene tasas de homicidio similares a aquéllas europeas; mientras que en la parte septentrional, los datos son mucho más similares a aquéllos presentados en América Central. (Fig. 2)

### 2.3. Ley Verkko: el homicidio afecta mayormente a varones jóvenes y a jóvenes-adultos

Veli Verkko –un investigador finlandés cuyo valor probablemente no ha sido jamás reconocido plenamente por la comunidad científica– ha trabajado, sobre todo en la primera mitad del siglo pasado, por flanquear, a sus profundos estudios empíricos, algunos modelos de carácter general o, más precisamente, algunas invariancias, que pudiesen explicar la violencia letal. Actualmente, este estudioso es recordado como el autor de las “leyes de Verkko” –una expresión ciertamente demasiado enfática, pero que restituye el sentido de su trabajo. En síntesis, dicho autor sugiere la hipótesis según la cual el porcentaje de las víctimas de homicidio de sexo femenino era más alta cuando las tasas com-

men increase, according to Verkko, other types of homicide would tend to decline. Manuel Eisner positively values this intuitive appraisal, in so far as he maintains (Eisner, 2008, 311-312) that the analysis of the characteristics of homicide victims would indicate a concrete drop in crime rates between the 19<sup>th</sup> and the 20<sup>th</sup> centuries, due precisely to the death of young men; symmetrically, the notable upsurge in physical assaults that surged towards the end of the 1950s was very likely due to the abrupt increase in lethal violence with male victims.

At present, this scholar is remembered as the author of the “Laws of Verkko” – a certainly overly emphatic expression, but one that is redeemed by the significance of his work. In summary, this author suggests the hypothesis by which the percentage of female homicide victims was higher when the comprehensive homicide rates were lower, and vice-versa (Verkko, 1967). In other words, if the homicide rates between

men increase, according to Verkko, other types of homicide would tend to decline. Manuel Eisner positively values this intuitive appraisal, in so far as he maintains (Eisner, 2008, 311-312) that the analysis of the characteristics of homicide victims would indicate a concrete drop in crime rates between the 19<sup>th</sup> and the 20<sup>th</sup> centuries, due precisely to the death of young men; symmetrically, the notable upsurge in physical assaults that surged towards the end of the 1950s was very likely due to the abrupt increase in lethal violence with male victims.

A great part of the literature even draws the thesis from this “law” according to which the rates of domestic violence committed by men against women would be maintained at much more stable levels over time and space, in comparison with homicides between men with no personal family relations or bonds of friendship.

We shall look in further detail at the most recent data on this point.

A total of 79 per cent of all victims of homicide at a global level are of the masculine sex, as likewise is true for 95 per cent of the perpetrators. The homicide rate with victims of the masculine sex at a global level

prensivas de homicidio eran bajas, y viceversa (Verkko, 1967). Dicho de otro modo, si las tasas de homicidio entre varones aumentan, según Verkko tenderían a disminuir otros tipos de homicidio. Manuel Eisner valora esta intuición, en la parte en que sostiene (Eisner, 2008, 311-312) que los análisis de las características de las víctimas de homicidio indicarían un descenso concreto de las tasas de este delito entre los siglos XIX y XX, debidos precisamente a la muerte de varones jóvenes; simétricamente, el sensible aumento de ataques a los cuerpos que adviene hacia fines de los años Cincuenta era verosímilmente debido al brusco aumento de la violencia letal con víctimas de sexo masculino.

Gran parte de la literatura hace derivar de esta "ley" incluso la tesis según la cual las tasas de violencia doméstica cometidas por hombres contra mujeres se mantendrían mucho más estables en el tiempo y en el espacio, en comparación con los homicidios entre varones no ligados por particulares relaciones de amistad o de parentesco.

Entremos en el detalle de los datos más recientes al respecto.

El 79 por ciento de todas las víctimas de homicidio a nivel global es de sexo masculino, como así mismo lo es cerca del 95 por ciento de los autores.

La tasa de homicidio con víctimas de sexo masculino a nivel global supera cerca de 4 veces aquellas con víctimas femeninas (9.7 contra un 2.7 por 100 mil personas) y es el más alto en las Américas (29.3 por 1000 mil varones), siete veces más alto que en Europa y Oceanía (bajo un 4.5 por 100 mil varones).

El 43 por ciento de todas las víctimas de homicidio tienen una edad de entre los 15 y los 29 años: por tanto, 1 homicidio sobre 7 corresponde a un varón joven de entre 15 y 29 años que vive en las Américas.

El análisis sobre las tendencias de homicidio a nivel internacional efectuado por Baumer y Wolff (2014) sobre el periodo 1989-2008 evidencia el hecho que en lo que respecta a la edad y al género de las víctimas no se presentan diferencias en las tendencias homicidas entre las 65 naciones consideradas en Europa, América, Asia y Oceanía (Baumer y Wolff, 2014,

is almost 4 times higher than those with victims of the female sex (9.7 against 2.7 per 100 thousand people) and is at its highest in the Americas (29.3 per 1 million men), seven times higher than in Europe and Oceania (under 4.5 per 100 thousand men). 43 per cent of all homicide victims are of an age between 15 and 29 years old: therefore 1 homicide out of every 7 corresponds to a young man of between 15 and 29 years old who lives in the Americas.

The analysis of trends in homicides at an international level conducted by Baumer and Wolff (2014) over the period 1989-2008 makes it clear that with regard to the age and the gender of the victims, no differences in the homicide trends are evident among the 65 nations considered in Europe, America, Asia and Oceania (Baumer and Wolff, 2014, 276). Homogeneity also exists in the inter-regional distribution of interpersonal homicides in the domestic and family fields: in this case, however, 2/3 of the victims are women.

#### 2.4. *Femicides*

Arriving at this point, we cannot but look in depth at one of the topics that on the whole inflames public opinion more than any other: femicide.

Scientific investigation –if scientific investigation may be referred to in numerous cases– has often accompanied and upheld some very questionable behaviours of public opinion, over-excited every day by the media, undoubtedly ready to assume a stance with regard to such behaviour as *stalking*, acts of persecution, domestic violence, and homicides, when the victims are women.

In such contexts, the expression "femicide" constitutes an effort to obtain some sensitivity towards these forms of gender violence.

It is true that these are crucial topics for civil coexistence. However, precisely for that reason they have to be confronted, leaving aside the vulgate that frequently inflames the senses, transforming the masculine into a worrying entity. In other words, the discourse must be brought back to *terra firme* that makes sense of it all.

276). También existe homogeneidad en la distribución interregional de los homicidios interpersonales en el ámbito doméstico y familiar: en este caso, sin embargo, 2/3 de las víctimas son mujeres.

#### 2.4. Femicidios

Llegados a este punto, no podemos no afrontar en profundidad uno de los temas que más que cualquier otro agita mayormente a la opinión pública: el feminicidio, el femicidio.

La investigación científica –si de investigación científica se puede hablar en numerosos casos– a menudo ha acompañado y sostenido algunos comportamientos muy discutibles de la opinión pública, cotidianamente sobreexcitada por los *medios* indudablemente disponibles a tomar posición respecto de fenómenos tales como el *stalking*, los actos persecutorios, la violencia doméstica, los homicidios, cuando las víctimas son mujeres.

En tales contextos, la expresión “feminicidio” ha constituido un intento para obtener sensibilidad sobre estas formas de violencia de género.

Es cierto que se trata de temas cruciales para la convivencia civil. Sin embargo, es necesario afrontarlos, precisamente por ello, fuera de la vulgata que con frecuencia incendia los ánimos, transformando lo masculino en una entidad perturbante. En otras palabras, es preciso devolver el discurso a terrenos generadores de sentido.

Por ejemplo, hablar de violencia de género, conduce a aspectos problemáticos en lo que respecta a su definición. En general, se comparte el hecho que la expresión “violencia de género” sea un concepto amplio, que comprende formas diversas de violencia caracterizadas por la pertenencia de género del autor y de la víctima. El “feminicidio” representa, a su vez, una categoría general que encierra toda práctica social violenta, física o psicológicamente, que atenta contra la integridad, el desarrollo psicofísico, la salud, la libertad o la vida de las mujeres, con el fin de aniquilar su identidad a través del sometimiento físico y/o psicológico. “Femicidio” (*femicide*), en cambio, es la definición utilizada por pri-

For example, speaking of gender violence leads to problematic aspects, as regards the definition of gender violence. “Feminicide” represents, in turn, a general category under which all violent social practices, which physically or psychologically attack the integrity, the psychophysical development, the health, the freedom and the life of women, with the purpose of annihilating their identity through physical and/or psychological subjection. “Femicide”, in contrast, is the definition used for the first time in 1976 by Diana Russell (1976) to denote homicides of women where the motivation is determined by gender (“sexist crimes”: the women are assassinated because of the fact of “being women”). Included under this concept are homicides of women with racial overtones, homicides of prostitutes, homicides in intimate relations, homicides as a consequence of sexual violence, the deaths of victims of physical violence, the deaths of women because of cultural, religious practices and executions due to adultery, “crimes of honour”, the suicides of victims of violence, and still many more.

As is well known, the discussion remains open on the usefulness or otherwise of using femicide to create a new typology of crime from the legislative point of view. At present, only some countries of Central and South America have included the notion of femicide in their legislations (Chile, Guatemala, Venezuela, Mexico, Costa Rica and in Europe, to give only two examples Spain and Italy).

Obviously, the terms feminicide and femicide are overflowing with political values that should be carefully treated and used with a degree of caution.

Rossella Selmini (2014), who works in Bologna and recently in Minneapolis, has developed some decisive investigations, analyzing and comparing trends in the homicides of women in the United States, Canada and in Europe.

It is on the basis of serious data such as these with which it is necessary to start.

If we wish to reason seriously, from a criminological point of view, on these matters, it is in effect necessary

mera vez en 1976 por Diana Russell (1976) para indicar los homicidios de mujeres en los cuales la motivación está determinada por el género (“crímenes sexistas”: las mujeres son asesinadas por el hecho de “ser mujeres”). Bajo este concepto se incluyen los homicidios de mujeres con trasfondo racial, los homicidios de prostitutas, los homicidios en relaciones íntimas, los homicidios como consecuencia de violencia sexual, la muerte de víctimas de violencia física, la muerte de mujeres por prácticas culturales, religiosas o ejecuciones por adulterio, los “crímenes de honor”, los suicidios de víctimas de violencia y muchas otras todavía.

Como se sabe, está abierta la discusión sobre la utilidad o no de hacer del femicidio una nueva tipología de crimen desde el punto de vista legislativo. Actualmente, sólo algunos países del Centro y Sur de América, han incluido la noción de femicidio en sus legislaciones (Chile, Guatemala, Venezuela, México, Costa Rica y en Europa, para dar sólo dos ejemplos España e Italia).

Obviamente, feminicidio y femicidio son términos cargados de valores políticos, que deben ser tratados con cuidado y usados con los debidos resguardos.

Rossella Selmini (2014), que trabaja en Boloña y en Mineápolis, de reciente ha desarrollado algunas investigaciones decisivas, analizando y comparando las tendencias de homicidios de mujeres en los EEUU, Canadá y en Europa.

Es a partir de datos serios como éstos, de los que es preciso partir.

Si queremos razonar seriamente, desde un punto de vista criminológico, sobre estos temas corresponde efectivamente contar con un cuadro bien preciso sobre las tendencias de tales delitos. Sería engañoso iniciar cualquier consideración de carácter general sin saber con certeza –por dar sólo un ejemplo– si estos delitos aumentan, tal como la opinión pública y un cierto periodismo escandaloso pretenden afirmar, o no.

Además, saber si las tendencias son las mismas en diversas partes del mundo facilita la comprensión sobre si la victimización femenina por homicidios sigue las mismas tendencias que los homicidios en general y, en caso contrario, por cuáles razones, en

to have a very clear picture of the tendencies of such crimes. Any consideration of a general nature would be deceitful without knowing with certainty –to give but one example- whether these crimes will increase, as public opinion and the gutter press would try to affirm.

In addition, knowing whether the tendencies are the same in different parts of the world will facilitate an understanding of whether victimization of women by homicides follows the same tendencies as homicides in general and, if otherwise, for which reason, as a way of evaluating whether a “uniqueness” of gender violence may be identified.

Naturally, the situation of the United States and of Europe possesses certain specificities with regard to the specificities of the countries of Central and South America, which we will examine in what is to follow. (Fig. 3)

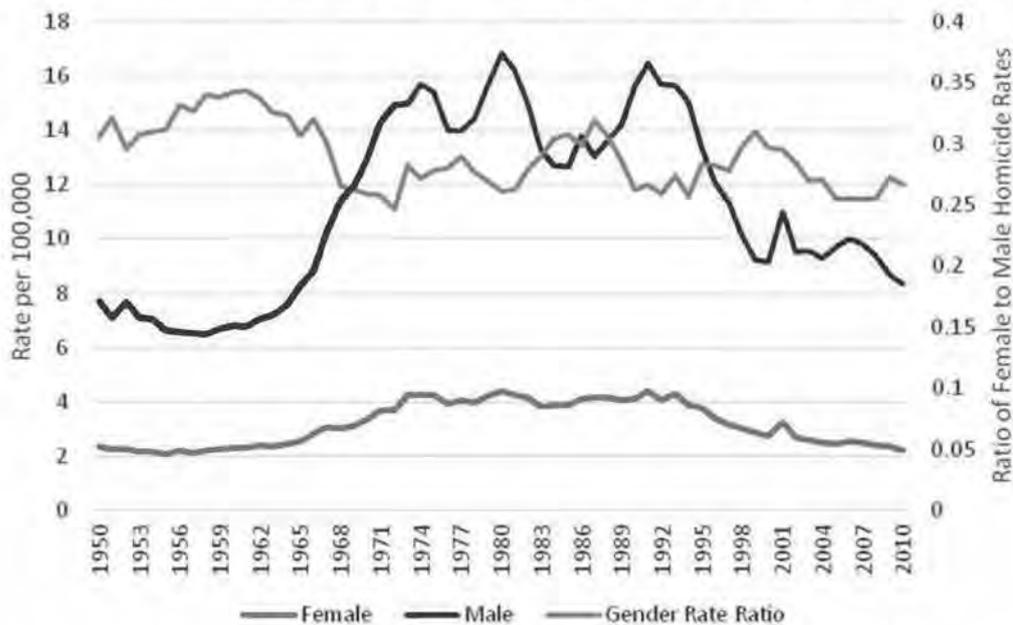
From the contents of the above figure, it emerges that in the countries under consideration:

- Homicides –of men and women– declined in almost all parts over the past few decades.
- Homicides of women declined in a more evident and gradual manner.
- In some European countries (Finland, Denmark, Greece, Portugal and Spain) we are witnessing a degree of stability more than of decline.

In summary: the official data relating to the homicide rates over past decades indicate, in the countries under consideration, a less marked decline, and in others a tendency towards the stabilization of female victims, unlike the male ones.

Therefore, these data unequivocally suggest that the problem is not –as was said slightly earlier– in the exponential increase of homicides of women, committed moreover in the domestic field or by spouses, relatives or people known to them, which is what is mainly described by the media on the basis of a somewhat unfounded database; but that it is found in the fact that the quota of female victims of homicide has not been significantly modified, despite having verified some transcendental social and cultural changes in gender relations. In other words, the stability

Fig. 3 – Male and female homicide rates per 100 thousand. United States 1950-2010.  
Tasa de homicidios masculinos y femeninos por 100 mil. Estados Unidos 1950-2010.



Fuente: National Research Institute on Legal Policy Comparative Homicide Time Series (Lehti 2013).

modo de poder evaluar si se verifica una "unicidad" de la violencia de género.

Naturalmente la situación de los Estados Unidos y de Europa posee ciertas especificidades respecto de aquella de los países del Centro y del Sur de América, que afrontaremos a continuación. (Fig. 3)

De la observación de las *slides* emerge que en los países considerados:

- Los homicidios –de hombres y mujeres– disminuyen en casi todas partes en los últimos decenios.
- Los homicidios de mujeres disminuyen de manera menos evidente y más lenta.
- En algunos países europeos (Finlandia, Dinamarca, Grecia, Portugal y España) se asiste más bien a una cierta estabilidad que a una disminución.

En extrema síntesis: los datos oficiales relativos a las tasas de homicidio de los últimos decenios indican, en los países considerados, una disminución menos marcada y en otros una tendencia a la estabilidad de las víctimas femeninas, a diferencia de aquéllas masculinas.

of femicides is worrying for different reasons than those normally recounted, all resting on the construct that there will always be more women victims of violence. On the contrary and confirming at least in part that the so-called "Verkko Laws", what is worrying is the fact that women, over the course of decades, continue to be seen through an identical lens by men and that requires particular attention in this category of homicides. Attention that is generally not forthcoming from safety campaigns that frequently overlook gender violence and, when remembered, they simply consider it as a pretext to reaffirm the friend/enemy logic.

Therefore, this organizational point of view is the one that appears of interest to us: a constant and permanent attack on the female body, despite the evolution of collective sensitivity with regard to topics of respect, recognition of the other as an equal, the reciprocity that has characterized the past few decades in the important struggle for the rights promoted by women and by their governmental organizations or otherwise, throughout the world.

Por tanto, estos datos sugieren inequívocamente que el problema no está –como se decía poco antes– en el aumento exponencial de homicidios de mujeres, por lo demás consumados en el ámbito doméstico o por parte de cónyuges, parientes o conocidos, que es lo que viene mayormente descrito por los *medios* sobre la base de datos poco fundados; sino que se encuentra en el hecho que la cuota de mujeres víctimas de homicidio no se ha modificado sensiblemente, a pesar de que en los últimos cuarenta años se hayan verificado algunos cambios sociales y culturales trascendentales en las relaciones de género. Dicho de otra forma, la estabilidad de los feminicidios nos preocupa por razones diferentes de aquellas normalmente celebradas, todas las cuales se apoyan en el constructo que siempre más mujeres serían víctimas de violencia. Al contrario, es el hecho de que las mujeres, confirmando al menos en parte las llamadas “leyes de Verkkö”, en el curso de los decenios, continúen estando bajo una óptica idéntica por parte de los hombres es lo que resulta perturbante y es lo que exige una particular atención sobre esta categoría de homicidios. Una atención que generalmente no nace de las campañas de seguridad que con frecuencia se olvidan de la violencia de género y, cuando se recuerdan, la consideran simplemente como pretexto para reafirmar la lógica amigo/enemigo.

Por tanto, este es el punto de organización de una mirada que nos parece interesante: un constante y permanente ataque al cuerpo femenino, a pesar de la evolución de la sensibilidad colectiva en lo que respecta a los temas del respeto, del reconocerse como iguales, de la reciprocidad que ha caracterizado a los últimos decenios en las importantes luchas por los derechos promovidos por las mujeres y por sus organizaciones gubernamentales o no, en todo el mundo.

Como hemos anticipado, la situación de los feminicidios en América Latina presenta algunas diferencias respecto a aquella europea. Ante todo debe destacarse que, sobre la base de los datos elaborados por la *Small Arms Survey* en el 2012, más de la mitad de los 25 países con la más alta tasa de homicidio de

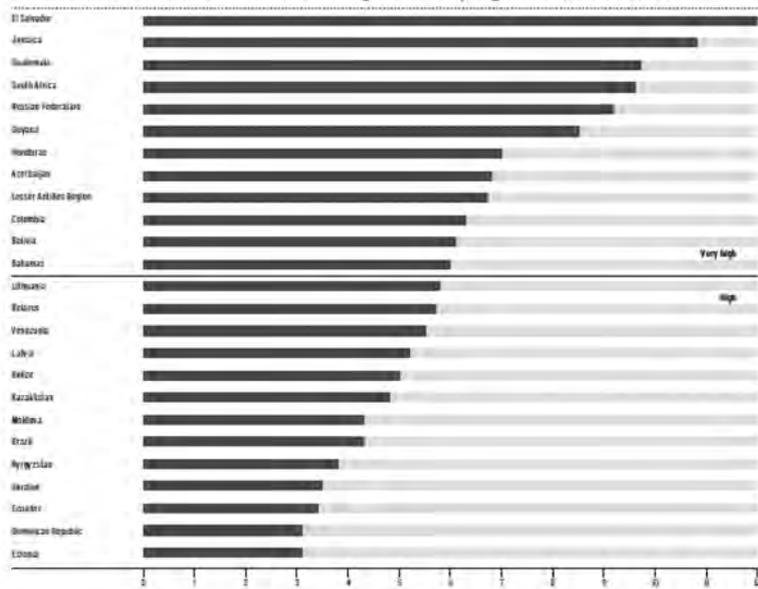
As we have anticipated, the situation of femicides in Latin America presented some differences with regard to that of Europe. Above all, it should be highlighted that, on the basis of the data prepared for the *Small Arms Survey* in 2012, over half of the 25 countries with the highest homicide rate of women (in other words, with over 3 femicides per 100 thousand female residents) are found in the area of the Caribbean, in Central and South America and that the countries with highest rates of femicides correspond in large part to those that have seen rises in the comprehensive rates of lethal violence. (Fig. 4)

The rates measured at a national level can, however, hide some differences within each country, which is the case of Ciudad Juárez, in the Mexican state of Chihuahua, in which the rate of femicides in 2009 was 19.1 for every 100 thousand resident women, close to 7 times above the national average rate. With 12 women in every 100 thousand residents, El Salvador is the country with highest rate of femicide (*Small Arms Survey*, 2012). More generally, referring at all times to Mexico, the death rates of women presumed to have been homicide victims, according to data from the Federal Commission on femicides of the Lower Chamber of the Mexican government (2012), are higher in the north-eastern states (Chihuahua, Durango, Nayarit Sinaloa and Baja California) and on the Pacific coast (Guerrero); while those at the southerly end, (Yucatán and Chiapas) and those of the centre (Querétaro, Tlaxcala and Hidalgo) have extremely low rates of femicide.

Also in Latin America, it has been verified that a large number of the homicides in which the victims are women take place in the domestic context or, in any case, are committed by spouses or relatives, including countries with high levels of lethal violence, where women are frequently assassinated in public life. So, if in Europe around 55 per cent of the victims of homicide are assassinated by a partner or a relative; in the Americas (but particularly with regard to Latin America), the percentage falls to below 40 per cent (*Global Study on Homicide*).

Fig. 4 – Average femicide rates per 100,000 female population in 25 countries and territories with high and very high rates, 2004-2009.

Promedio de tasas de homicidio por 100,000 mujeres en 25 países con tasas altas y muy altas, 2004-2009 / Average femicide rates per 100,000 female population in 25 countries and territories with high and very high rates, 2004-2009.



Fuente: Small Arms Survey, 2012

mujeres (es decir, con más de 3 femicidios cada 100 mil mujeres residentes) se encuentran en el área del Caribe, en el Centro y Sur de América y que los países con las tasas más altas de femicidios corresponden en gran parte a aquéllos que han visto una elevación de las tasas comprensivas de violencia letal. (Fig. 4)

Las tasas medidas a nivel nacional pueden, sin embargo, ocultar algunas diferencias al interior de cada país, como en el caso de la Ciudad de Juárez, en el estado mexicano de Chihuahua, en que la tasa de femicidios en el 2009 era de 19,1 cada 100 mil mujeres residentes, cerca 7 veces superior a la tasa media nacional. Con 12 mujeres cada 100 mil residentes El Salvador es el país con la tasa más alta de femicidios. (*Small Arms Survey*, 2012). Más en general, refiriéndose siempre a México, las tasas de muerte de mujeres que se presumen han sido víctimas de homicidio, según los datos de la Comisión Federal sobre feminicidios de la Cámara de Diputados (2012), son más altas en los estados del noreste (Chihuahua, Durango, Nayarit Sinaloa y Baja California) y de la costa del pacífico (Guerrero); mientras que aquéllos del extremo opuesto (Yucatán y Chiapas) y del centro (Querétaro, Tlaxcala e Hidalgo) tienen tasas extremadamente bajas de femicidio.

All these data demonstrate that even today the need subsists for further in-depth studies on homicides, bearing in mind both regional and sub-regional diversities. In particular, the significance of homicide rates in some zones of the world, legitimize the special attention given to this aspect and stimulate the investigation on their motivations. At the same time, it is interesting to study the reasons why homicide rates are low in some areas of the world and how it is that they have been reduced over the course of the years, decades and centuries.

### 3. In search of explications: the contribution of *cross-national studies* on more continents

Empirical research, above all over recent years, has supplied an important contribution to the exploration of factors connected to homicide. Of particular interest are some of the *cross-national studies* on more than one continent, which have placed homicide rates in relation with variables of a social, economic, cultural, and institutional type.

Tapio Lappi-Seppala and Martii Lehti (2014) conducted a study on homicide in 235 countries belonging to six continents, by analyzing data from 1950 to 2010, with a threefold aim:

- (1) To provide a description of the rates of lethal violence at a global level using more trustworthy statistical data;
- (2) To give a global reading of the changes in lethal violence since 1950;
- (3) To explore the reasons and the factors that at present explain the most significant national and regional differences on the rates of lethal violence. Both authors analyzed four types of indicators to explain the homicide rates:

También en América Latina buena parte de los homicidios que tienen por víctimas a mujeres se verifican en el contexto doméstico o, en todo caso, por parte de cónyuges o parientes, incluso en los países con altos niveles de violencia letal, donde las mujeres son frecuentemente asesinadas en la esfera pública. Así, si en Europa cerca del 55 por ciento de las víctimas de homicidio es asesinada por parte de su pareja o pariente; en las Américas (pero particularmente en lo que respecta a América Latina) el porcentaje desciende bajo el 40 por ciento (*Global Study on Homicide*).

Todos estos datos demuestran que aun hoy subsiste la necesidad de profundizar los estudios sobre homicidios teniendo en mente las diversidades regionales y sub-regionales. En particular, la relevancia de las tasas de homicidio en algunas zonas del mundo, legitiman una especial atención a este fenómeno y estimula la investigación sobre sus motivaciones. Al mismo tiempo resulta interesante estudiar las razones por las cuales en algunas áreas del mundo el nivel de homicidio es bajo y cómo es que el mismo se ha reducido en el curso de los años/decenios/siglos.

### 3. En búsqueda de explicaciones: el aporte de los *cross-national studies* sobre más continentes

La investigación empírica, sobre todo en los últimos años, ha suministrado una importante contribución a la exploración de factores conexos al homicidio.

De particular interés resultan algunos *cross-national studies* sobre más continentes, que han puesto en relación las tasas de homicidio con variables de tipo social, económico, cultural, institucional.

Tapio Lappi-Seppala y Martii Lehti (2014) han conducido un estudio sobre el homicidio en 235 países pertenecientes a seis continentes, analizando datos de 1950 al 2010, con un triple propósito:

- (1) Proporcionar una descripción de las tasas de violencia letal a nivel global usando los datos estadísticos más confiables;
- (2) Dar una lectura global de los cambios de la violencia letal a partir de 1950;
- (3) Explorar las razones y los factores que actual-

- Socio-economic and structural indicators at a macro level: poverty, demography, social equality and social policy, family breakdown, arms trafficking, and use of alcohol;
- Policy indicators at a state level: democracy and good government (with reference to corruption, efficacy, participation and liberty), the *rule of law* (defined in reference to perceptions of levels of trust and respect for the rules of society, including the quality of the application of the contracts, property rights, the police and the courts);
- Cultural variables, referring to perspectives on civilization (Norbert Elias) and changes in lifestyle (Max Weber) which are not easily carried out: degree of acceptance of violence, values and moral visions, social trust, national cultures, specific local cultures;
- Variables on dissuasion and formal control.

The results of this important study, as well as reporting significant regional variations in homicide rates, which ran from 0.5 to 80 victims per 100 thousand inhabitants, and confirming the hypothesis of a decline in violence at certain rates (although in truth, for some countries of the Americas, such a reduction was not clear), show how the countries that share similar cultural, political and social traditions generally have similar tendencies with regard to lethal violence.

In addition, among the variety of social, political and cultural factors under study, some are more consistent than others. In a short summary of this structured and complex study, the following indications may be extracted that we shall discuss in the light of data and reflections from other cross-national investigations:

*3.1. Lethal violence is much more diffuse in countries in which the differences in income are greater, where the welfare systems are less developed, and where investments in education are scarcer.*

Continuing in the field of cross-national investigations, at an international level, we have previously referred

mente explican las diferencias nacionales y regionales más significativas en las tasas de violencia letal. Los indicadores que ambos autores analizan para explicar las tasas de homicidio son de cuatro tipos:

- Indicadores socio-económicos y estructurales de nivel macro: pobreza, demografía, igualdad social y política social; disgregación familiar, difusión de armas, uso de alcohol;
- Indicadores políticos a nivel estatal: democracia y buen gobierno (con referencia a la corrupción, eficacia, participación y libertad), *rule of law* (definida en referencia con las percepciones sobre los niveles de confianza y de respeto de las reglas de la sociedad, incluida la calidad de la aplicación de los contratos, los derechos de propiedad, la policía y los tribunales);
- Variables culturales, referidos a las perspectivas de civilización (Norbert Elias) y a los cambios en las conductas de vida (Max Weber) que no resultan fácilmente ejecutables: grado de aceptación de la violencia, valores y visiones morales, confianza social, culturas nacionales, específicas culturas locales;
- Variables sobre disuasión y control formal.

Los resultados de este importante estudio, además de reportar significativas variaciones regionales en la tasa de homicidios, que van desde 0,5 a 80 víctimas por 100 mil habitantes y de confirmar la hipótesis de una disminución de la violencia a diversas velocidades (aunque en verdad, para algunos países de las Américas, tal reducción no es tan clara), muestran cómo los países que comparten tradiciones culturales, políticas y sociales similares generalmente tienen tendencias análogas de violencia letal.

Además, entre la variedad de factores sociales, políticos y culturales estudiados, algunos son más consistentes que otros. En extrema síntesis, de este articulado y complejo estudio se pueden extraer las siguientes indicaciones que discutiremos alcanzando datos y reflexiones de otras investigaciones *cross-national*:

to the study of Eric P. Baumer and Kevin T. Wolff (2014), performed on 65 countries of Europe, America, Asia and Oceania, in relation to the hypothesis of the decline in violence at different rates, to uphold its results in the light of the "Verkko Law". Their study confirms the relevance of socio-cultural factors when explaining homicidal trends with respect to different countries: the results, in particular, isolate poverty and urbanization as two aspects linked to lethal violence, as well as the structure in percentile terms of the average age of the elderly with respect to the young.

Numerous other studies have also shown the relation between growing social inequality and income and homicide rates in various countries.

The theory of anomie of Robert K. Merton can be read in this sense. If the division opens between "rich" and "poor", then stresses are contemporaneously generated between the social and the cultural structures, significant levels of frustration, and behaviours prone to incite conflictive behaviour between individuals, which may also have some influence on homicide rates. For David Jacobs and Amber Richardson (2008), an unequal distribution of economic resources produces, in contrast, above all in affluent societies, a blockage of opportunities, and forms of relative deprivation –which in turn form the foundations for feelings of social resentment and the propensity for conflict.

Recently, some studies have used refined methodologies of investigation to try to examine the role assumed by economic stress with regard to homicide rates. Patricia McCall and Paul Nieuwebeerta (2007) have studied the scope of economic deprivation to explain the variations in the homicide rates of 117 European cities. The index of economic deprivation was based on the following variables: percentage of families composed of only one progenitor; percentage of families that depend on social security; percentages of families that live on incomes of less than 50% of the national income, as an average national income of families. This indicator of economic deprivation has emerged as a robust

3.1. *La violencia letal es mucho más difusa en los países en que las diferencias de renta son más amplias, donde los sistemas de Welfare son menos desarrollados y donde las inversiones en educación son más escasas.*

Siempre en el ámbito de las investigaciones *cross-national* a nivel internacional, también el estudio de Eric P. Baumer y Kevin T. Wolff (2014), conducido sobre 65 países de Europa, América, Asia y Oceanía, a que ya hemos aludido para la hipótesis de disminución de la violencia con diversas velocidades, para sostener sus resultados a la luz de la “Verkko Law”, confirman la relevancia de los factores socio-estructurales al explicar las tendencias del homicidio respecto de diversos países: los resultados, en particular, individualizan la pobreza y la urbanización como dos fenómenos ligados a la violencia letal, además de la estructura de la edad medida en términos porcentuales de ancianos respecto de los jóvenes.

Numerosos otros estudios también han evidenciado la relación entre una creciente desigualdad social y de ingresos, y las tasas de homicidio en los diversos países.

La teoría de la anomia de Robert K. Merton puede ser leída en este sentido. Si las tijeras entre “ricos” y “pobres” se abre, entonces contemporáneamente se generan tensiones entre la estructura social y cultural, niveles significativos de frustración, y comportamientos favorables para la creación de formas conflictivas entre particulares, que también puede tener influencia sobre las tasas de homicidio. Para David Jacobs y Amber Richardson (2008), una desigual distribución de los recursos económicos produce, en cambio, sobre todo en las sociedades afluentes, un bloqueo de oportunidades y formas de privación relativa –que a su vez se encuentran a la base de sentimientos de resentimiento social y de propensión a los conflictos.

Recientemente, algunos estudios han utilizado refinadas metodologías de investigación para intentar examinar el rol asumido por la tensión económica respecto de las tasas homicidios. Patricia McCall y Paul Nieuwbeerta (2007) han estudiado el alcance de la privación económica para explicar las varia-

predictor de the level of homicide rates in the city, of the net level of urbanization, of male unemployment, of the emigrant population, of the age ranges, and the divergences between East and West (Kivivuori, Savolainen, Danielsson, 2012, 97).

The study by Marc Ouimet (2012) on the factors that explain the variations in the homicide rates in 165 countries arrived at the same conclusions: the regression analysis indicated that economic development (GNI), inequality (Gini<sup>2</sup> index) and poverty (measured through the level of infant mortality) are predictive factors of the homicide rate for all countries, even when the analysis through samples shows how inequality of income is the most significant variable in countries with a medium level of development.

In reality, the debate over the impact of inequality on the homicide rate has been contrasted, in the mainstream literature, from two perspectives: Pinker’s and the conflictualist perspective.

The former (Pinker, 2011, 141) recalls that inequality is a better predictor of violence with regard to unemployment. Even when, in the United States, as the same scholar reminds us, the Gini coefficient would have increased from 1990 to 2000: while criminality was in freefall. On the contrary, in 1968, when inequality was undergoing a strong increase, criminality was significantly more pervasive (US Census Bureau, 2010).

Referring back to inequality to explain the variations in rates of violence within a single country makes little sense for Pinker, probably because inequality and violence are both the result of the stability of governments and cultural dynamics.

---

2 The “Gini coefficient”, introduced by the Italian statistician Corrado Gini (1912), is a measure of the inequality of a distribution. It is often used as an index of concentration to measure inequality in income or also wealth. It is a number between 0 and 1. Low values of the coefficient indicate quite a homogeneous distribution, with the value 0 corresponding to equal distribution, for example, the situation in which everybody earns exactly the same income; high values of the coefficient indicate a more unequal distribution, with the value 1 corresponding to the maximum concentration, or either the situation where a person earns all the income in the country and the others have a very low income.

ciones en las tasas de homicidio de 117 ciudades europeas. El índice de privación económica estaba basado en las siguientes variables: porcentajes de familias compuestas por un solo progenitor, porcentajes de familias que dependen de la seguridad social, porcentajes de familias que viven con ingresos inferiores al 50% de la renta nacional, como renta media nacional de las familias. Este indicador de privación económica ha sobresalido como un robusto predictor del nivel de tasas de homicidio en la ciudad, del neto del nivel de urbanización, de desocupación masculina, de la población emigrante, de la composición referida a la edad, y de la divergencia entre Este y Oeste (Kivivuori, Savolainen, Danielsson, 2012, 97).

A las mismas conclusiones arriba el estudio de Marc Ouimet (2012) sobre los factores que explican las variaciones de las tasas de homicidio en 165 países: los análisis de regresión indican que el desarrollo económico (GNI), la desigualdad (índice Gini<sup>2</sup>) y la pobreza (medida a través del nivel de mortalidad infantil) son factores predictivos de la tasa de homicidio para todos los países, aun cuando el análisis bajo muestras evidencie cómo la desigualdad de ingresos sea aquella variable más significativa en los países con un nivel medio de desarrollo.

El realidad, el debate sobre la incidencia de la desigualdad sobre la tasa de homicidios ha sido contrapuesta, en vía principal, desde dos perspectivas: aquella de Pinker y aquella de los conflictualistas.

El primero (Pinker, 2011, 141) recuerda que la desigualdad es un mejor predictor de la violencia respec-

Besides, those who uphold conflict criminology (Bohm, 1982; Taylor, Walton, Young, 1973) consider that the irregular advance of—both national and global—capitalism sharpens the divisive fracture between those who possess riches and the remainder of the population. Economic inequality, unemployment, and unequal development between different countries would inevitably lead to an increase in rates of criminality in both the economically less developed countries and among the poorer population within each State. In other words, this reading highlights that, given that the contradictions now sparked by globalized capitalism do nothing other than increase (cfr. for example, the “patrimonial capitalism” of Piketty); criminality, in turn, will do nothing other than increase in so far as it the result of exacerbated situations, above all in less economically privileged regions.

The perspective according to which a universal convergence in the decline of violence would have been verified is, for Gary LaFree, Karise Curtis and David McDowall<sup>3</sup> (2015, 495) as yet unconfirmed. Besides, the conflict theories, which propose an increase in the number of homicides in economically less advanced regions, have not yet been confirmed. The sample of less wealthy countries, analyzed by these authors, throws light on the fact that there are areas, for example in Asia, that have experienced a more or less constant drop in homicides since 1950. The fact that the homicide rates of Central and South America, as from the 1990s, have recorded an increase in lethal deaths constitutes, in contrast, a partial test in favour of conflict criminology.

---

2 El “coeficiente de Gini”, introducido por el estadístico italiano Corrado Gini (1912), es una medida de la desigualdad de una distribución. A menudo es usada como un índice de concentración para medir la desigualdad en los ingresos o también de la riqueza. Es un número comprendido entre el 0 y el 1. Valores bajos del coeficiente indican una distribución bastante homogénea, con el valor 0 correspondiente a la sola equidistribución, por ejemplo, la situación en que todos perciben exactamente los mismos ingresos; valores altos del coeficiente indican una distribución más desigual, con el valor 1 correspondiente a la máxima concentración, o bien la situación donde una persona perciba toda la renta del país mientras el resto tiene una renta nula

---

3 The work of LaFree, Curtis and McDowall (2015) is a very special test, with regard to the theories advanced by Pinker. While the latter investigated a broader spectrum of forms of violence in the course of human history; LaFree and his collaborators solely inquired into the trends in homicides, in the course of the 1960s (1950-2010). Nevertheless, this sample constituted by 55 countries means that we may confirm a decline in the rates of homicide, which however are generally found limited to economically stronger countries, which is to say, Europe, the United States and a few other industrialized regions that model democracies of a European style.

to del desempleo. Aun cuando, en los Estados Unidos, recuerda el mismo estudioso, el coeficiente de Gini hubiese aumentado desde 1990 al 2000; mientras la criminalidad estaba en caída. Al contrario, en 1968, cuando aquélla iba en fuerte aumento, ésta caló significativamente (US Census Bureau, 2010).

Para Pinker, recurrir a la desigualdad para explicar las variaciones en tema de violencia al interior de un mismo país es poco sensato, probablemente porque desigualdad y violencia son ambas el resultado de la estabilidad de los gobiernos y de las dinámicas culturales.

De otra parte, quienes abrazan una visión conflictual en criminología (Bohm, 1982; Taylor, Walton, Young, 1973) consideran que el avance irregular del capitalismo –tanto nacional como global– agudiza la fractura entre quienes poseen las riquezas y el resto de las poblaciones. La desigualdad económica, el desempleo, y el desigual desarrollo entre los diferentes países conduciría inevitablemente a un incremento de las tasas de criminalidad tanto en los países menos desarrollados económicamente como entre la población más pobre al interior de cada Estado. En otras palabras, esta lectura destaca que, dado que las contradicciones desencadenadas por el capitalismo ahora ya globalizado, no hacen otra cosa que aumentar (cfr. por ejemplo el “capitalismo patrimonial” de Piketty); la criminalidad, a su vez, no podrá no crecer en cuanto resultado de situaciones exasperadas, sobre todo en regiones económicamente menos privilegiadas.

Para Gary LaFree, Karise Curtis y David McDowall<sup>3</sup> (2015, 495), la perspectiva según la cual se habría verificado una convergencia universal de la disminución

---

3 El trabajo de LaFree, Curtis y McDowall (2015) es un test muy especial respecto a las teorías adelantadas por Pinker. Mientras este último investiga un amplio espectro de formas de violencia en el curso de la historia humana; LaFree y colaboradores indagan sólo respecto de las tendencias de los homicidios en el curso de 60 años (1950-2010). No obstantelo cual, esta muestra constituida por 55 países permite confirmar una disminución de las tasas de homicidio, que sin embargo se encuentra generalmente limitado a los países económicamente más fuertes, esto es, Europa, Estados Unidos y pocas otras regiones industrializadas que calcan las democracias de estilo europeo.

One thing is certain: everywhere, in the world, it is decisive –to contain lethal violence– to create (and to appraise) the “social capital” of each territory. Uberto Gatti summarizes this concept well, introduced in the 1980s by scholars of the calibre of Pierre Bourdieu (1980), speaking of the set of resources derived from the possession, by a social actor, of relations of mutual knowledge or recognition. In summary, what it refers to are the relations between people that facilitate their social action (Gatti, 2007).

In the opinion of Robert Putnam (2000), the most important distinction is that which differentiates *bonding social capital* from *bridging social capital*. The first –binding or exclusive– can be represented by a sort of social chain that, in the presence of norms of reciprocity, cement a group together, creating strong solidarity and providing information and advantages.

In Italy, making reference to the concept of *civiness* prepared by Putnam to study the working of regional Italian government (Putnam, 1993), Gatti and collaborators began studying the relation that exists between the civic duty of citizens and juvenile delinquency, homicide, assault, and theft of automobiles (Gatti, Tremblay, Lacroque, 2003; Gatti, Tremblay, 2007). The hypothesis that emerged from the investigation was that high levels of civic duty in Italian regions could have a preventive effect with respect to delinquency. The civic duty of citizens at a regional level was measured every day following the method of Putnam<sup>4</sup>. The results showed a negative correlation between civic duty and the

---

4 “In this respect, a special index was used, constructed with the average of the standardized values taken from the indicators considered by Putnam, in particular the percentage of voters in the referendums or elections, the percentage of citizens of an age of over 13 years who read a newspaper every day, the number of recreational, sporting, and cultural associations present in the territory every 100,00 inhabitants and the percentage of voters in the elections that express an open vote of preference (this variable was inversely proportional to the percentage of participants in the vote and was considered the expression of a clientelistic behaviour)” cfr. Gatti, Tremblay, 2007, 53.

de la violencia no se encuentra confirmada y, por otra parte, tampoco lo han sido las teorías conflictuales, que plantean un aumento del número de homicidios en las regiones económicamente menos avanzadas. La muestra de países menos ricos, analizada por estos autores, evidencia el hecho que existen áreas, por ejemplo, en Asia, que han experimentado una baja más o menos constante de los homicidios a partir de 1950. Constituye, en cambio, una prueba parcial a favor de la visión conflictual el hecho que las tasas de homicidio de los países del Centro y Sur de América, a partir de los años Noventa, haya registrado un aumento de las muertes letales.

Una cosa es cierta: en todas partes, en el mundo, es decisivo –para contener la violencia letal– crear (y valorizar), en cada territorio el “capital social”. Uberto Gatti sintetiza bien este concepto, introducido en los años Ochenta por estudiosos del calibre de Pierre Bourdieu (1980), hablando del conjunto de recursos derivados de la posesión, por parte de un actor social, de relaciones de mutuo conocimiento o reconocimiento. En síntesis, aquello a lo que se refiere son las relaciones entre personas que faciliten su actuar social (Gatti, 2007).

A juicio de Robert Putnam (2000) la distinción más importante es aquella que diferencia el *bonding social capital* del *bridging social capital*. El primero –vinculante o exclusivo– puede ser representado como una suerte de cadena social que, en presencia de normas de reciprocidad, cimienta un grupo creando una fuerte solidaridad y proporcionando ayuda y sostén a todos aquellos que formen parte de él. El *bridging social capital*, transversal o inclusivo, está en cambio constituido por redes sociales que crean conexiones entre personas pertenecientes a diversos grupos, proporcionando informaciones y ventajas.

En Italia, haciendo referencia al concepto de *civiness* elaborado por Putnam para estudiar el funcionamiento de los gobiernos regionales italianos (Putnam, 1993), Gatti y colaboradores han iniciado a estudiar la relación existente entre sentido cívico de los ciudadanos y la delincuencia juvenil, homicidio, asalto y robo de automóviles (Gatti, Tremblay, Lacroque, 2003; Gatti, Tr-

reports for some serious violent crime, measured in the 1960s, 80s and 90s. Subsequently, the data extracted from the vast investigation conducted by Istat confirmed a negative correlation between civic duty and violent crimes.

### 3.2. *Lethal violence is much lower in developed democracies, but also in autocracies.*

The above affirmation lays stress on the solidity of a political regime (in other words, on the stability of its social and institutional order), more than on the type of regime (democracy or autocracy). However, as we shall discuss further on, this information can conceal relevant differences in levels of institutional violence, political violence and *police brutality* that never surface, precisely because of the greater opacity of authoritarian regimes.

In confirmation of the fact that lethal violence is higher in politically less stable countries, in a paper in 2014, Lappi-Seppala and Lehti provided evidence of an aspect that sounds sensible and familiar, which is that countries that live through situations of armed conflict in their interior present higher levels of common homicides (almost twice that of countries with stable political situations).

Coherently, the *cross-national* study on 160 countries from all continents conducted by Sean Fox and Kristian Hoelscher, published in 2012, is interesting. It begins with the consideration that deaths by homicide in the world are three times more frequent than the deaths that are verified in organized armed conflicts and then it directly confronts the topic of the relation between politico-institutional factors and *social violence* (defined as acts of individual or group violence that do not reflect an attempt to challenge the authority of the State, measured through the homicide rate). The results confirm the hypothesis, by which the countries with “hybrid” political orders (defined in part by the classification operating on the basis of the Polity Index<sup>5</sup> data) experience higher rates of *social violence* with regard to those with autocratic regimes

emblay, 2007). La hipótesis que se encontraba a la base de la investigación era que un alto nivel de sentido cívico en las regiones italianas podía tener un efecto preventivo respecto de la delincuencia. Siguiendo el método de Putnam, se ha continuado a medir el sentido cívico de los ciudadanos a nivel regional<sup>4</sup>. Los resultados han evidenciado una correlación negativa entre sentido cívico y las denuncias por algunos delitos violentos graves, medidos en los años Setenta, Ochenta y Noventa. Con posterioridad, los datos extraídos de la vasta investigación conducida por el Istat han confirmado una correlación negativa entre sentido cívico y delitos violentos.

### 3.2. La violencia letal es más baja en las democracias desarrolladas, pero también en las autocracias.

Esta afirmación pone el acento en la solidez de un régimen político (es decir, en la estabilidad de su orden social e institucional), más que en el tipo de régimen (democracia o autocracia). Sin embargo, como discutiremos más adelante, este dato puede esconder diferencias relevantes en los niveles de violencia institucional, violencia política y *brutalidad policial* que no emergen precisamente por la mayor opacidad de los regímenes autoritarios.

Como confirmación del hecho que la violencia letal es más elevada en los países políticamente menos estables, en un *paper* de 2014, Lappi-Seppala y Lehti han evidenciado un aspecto que suena familiar y de buen sentido, y es que los países que viven en su interior situaciones de conflicto armado presentan niveles más altos de homicidios comunes (casi el doble respecto de los países con situaciones políticas estables).

---

4 "A este respecto ha sido utilizado un índice especial construido con el promedio de los valores estandarizados de los indicadores tenidos en consideración por Putnam, en particular el porcentaje de votantes en los referéndum o elecciones, el porcentaje de ciudadanos de edad superior a los 13 años que lee todos los días un periódico, el número de asociaciones recreativas, deportivas, culturales presentes en el territorio cada 100.000 habitantes y el porcentaje de votantes en las elecciones que expresaban un voto de preferencia abierta (esta variable era inversamente proporcional al porcentaje de participantes en el voto y considerada expresión de un comportamiento clientelar)" cfr, Gatti, Tremblay, 2007, 53.

or strong democracies and, therefore, that slightly institutionalized democracies are particularly violent. This data is also connected with a robust association between poverty, inequality and social violence and leads the authors to suggest that *social violence* is much more frequent in weak or transitional political-institutional contexts with high levels of inequality. (Fig. 5)

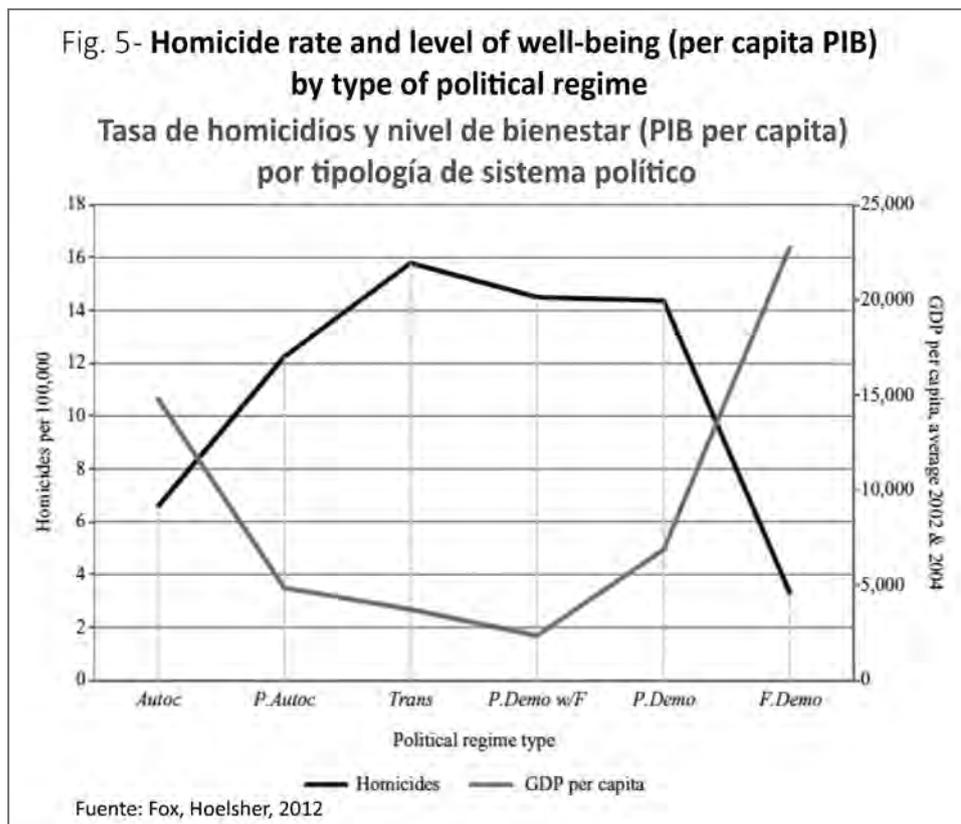
Doris Chu and Rollin Tusalem (2013) arrived at the same conclusion in a study relating to the role assumed by the State in national variations of the homicide rates, in 183 countries.

The function that public institutions implement for the containment of homicide-rates was not incorporated over recent years. An investigation previously developed by Eric Neumayer in 2003 on 117 States over a period between 1980 and 1997 showed that the States that dispense good political government, measured in terms of respect for human rights and the abolition of the death penalty, and acceptable economic policies, can have an effect on the reduction of the incidence of homicides (Chu, Tusalem, 2013, 255). Besides, LaFree and Andromachi Thelon in 2006 performed a study on 44 countries over a period running from 1959 to 2000, highlighting how the change from autocracy to democracy is associated with an increase in homicide rates.

Chu and Tusalem assessed the studies of Neumayer, as well as by LaFree and Tseloni, which pointed to the fact that the capability of a State to monopolize violence can vary in accordance with the types of regimes, and returned to a concept of uncertain etymology that is also more frequently used to describe hybrid political systems: anocracies. Generally, anocracies describe those forms of states within a process of transition

---

5 The Polity Index – conceived and developed in 1968 by Ted Gurr – classifies the types of regime by establishing formal characteristics of institutional systems, such as elections, limits on power, rules of success in institutional loads on a scale of -10 (totally autocratic) to +10 (totally democratic), covering almost 200 years of history. The Polity Index defines the structures of democracies and other types of regimes at a macro level.



Cohérentemente, el estudio *cross-national* sobre 160 países de cada continente conducido por Sean Fox y Kristian Hoelscher, publicado en el 2012, resulta interesante porque, partiendo de la consideración que las muertes por homicidio en el mundo son tres veces más frecuentes que las muertes que se verifican en los conflictos armados organizados, afronta directamente el tema de la relación entre factores político-institucionales y *social violence* (definida como actos de violencia individual o de grupos que no que no reflejan un intento por desafiar activamente a la autoridad de un Estado, y medida a través de la tasa de homicidios). Los resultados confirman la hipótesis según la cual los países con ordenamientos políticos “híbridos” (así definidos a partir de la clasificación operada sobre la base de los datos de Polity Index<sup>5</sup>) experimentan tasas más altas de *social violence*

5 El Polity Index —ideado y desarrollado en 1968 por Ted Gurr— clasifica los tipos de regímenes estableciendo características formales de los sistemas institucionales, como elecciones, límites del poder, reglas de sucesión en las cargas institucionales sobre una escala de -10 (totalmente autocrático) a +10 (totalmente de-

from an autocratic regime to forms of democratic governance. More specifically, the anocratic States are those that pass through critical circumstances of change and where political instability and social discount reach their *peak*. Monty Marshall and Benjamin Cole adopted a more rigorous definition in 2011, referring with this term to those countries in which governments are not only fully democratic, but nor are they even fully autocratic, combining, once again, a coherent mix of democratic practices and processes. Others have even described anocracies as political systems where the parties in a conflict are excluded from full participation in the political arena, where the political aims are not tolerated and are confronted by repression, and where the State has failed to govern in a stable and ordered manner. The anocracies are therefore a synonym of politically unstable regimes that once again present a higher probability of favoring a society in which a culture of violence is tolerated and one that, consequently, records higher levels of everyday criminality, including homicide.

ce respecto de aquellos con regimenes autocráticos o democráticos fuertes y, por tanto, que las democracias ligeramente institucionalizadas son particularmente violentas. Este dato también se conecta con una robusta asociación entre pobreza, desigualdad y violencia social y conduce a los autores a sugerir que la *social violence* sea mucho más frecuente en contextos político-institucionales débiles o en transición y con altos niveles de desigualdad. (Fig. 5)

A la misma conclusión arriba Doris Chu y Rollin Tusalem (2013) en un estudio relativo al rol que, en 183 países, asume el Estado en las variaciones nacionales de la tasa de homicidios.

La función de contención de las tasas de homicidio ejercitada por las instituciones públicas no es una adquisición de los últimos años. Ya una investigación desarrollada por Eric Neumayer en el 2003 sobre 117 Estados en un periodo comprendido entre 1980 y 1997 muestra que los Estados que dispensan un buen gobierno político, medido en términos de respeto a los derechos humanos y abolición de la pena de muerte, y políticas económicas adecuadas, medidas en sus efectos sobre el crecimiento económico y elevados niveles de ingresos, pueden tener un efecto en la reducción de la incidencia de homicidios (Chu, Tusalem, 2013, 255). LaFree y Andromachi Tseloni, por otra parte, en el 2006 condujeron un estudio sobre 44 países por un periodo que va desde 1959 al 2000 destacando cómo el cambio de las autocracias a las democracias esté asociado a un aumento de las tasas de homicidios.

Chu y Tusalem valorizan los estudios de Neumayer y de LaFree y Tseloni que apuntan al hecho que la capacidad de un Estado para monopolizar la violencia puede variar a través de los tipos de regimenes, y a retomar un concepto de la etimología incierta que siempre más frecuentemente viene usado para describir sistemas políticos híbridos: el de *anocracia*. Generalmente las anocracias indican aquellas formas estatales que se en-

---

mocrático), cubriendo cerca de 200 años de historia. El Polity Index define a nivel macro las estructuras de las democracias y de otros tipos de regimenes.

The data from the investigation of Chu and Tusalem indicated that state variables at a macro level, such as political instability and type of regime are associated with levels of homicide and, in particular, that anocracies are likely to have higher levels of homicide<sup>6</sup>.

On the same line of reasoning, the theory of modernization postulates that while they move from a traditional to a more modern State, countries encounter new problems that challenge their consolidated norms and their value systems. The transitional process generally weakens the mechanisms of social control, which in turn lead to a higher level of criminality. The transitional phase of democratization, as with modernization, would assist the institutionalization of violence in society, which would tend to be reduced within the scope of a new political-institutional balance.

The recent study on violence and democratic institutions directed by Susanne Karstedt (2015) provided precious guidelines to reflect on the relation between homicides and the political-institutional order.

The scholarly basis of some preceding investigations: the Pinker thesis on the reduction of violence, a large part of which refers to the role of the democratic State and institutions to assist and to determine this process. Studies, such as those of Ted Robert Gurr (1981) and Eisner (2001, 2003) that, reflecting more directly on the civilizing process of Elias, individualize the reduction of violence into what they define as *micro-foundations of institutions* and that refers to *sensitization to violence, increasing self-control, and social control of aggressive behaviour*. And, the explorations of LaFree (1998), Steven Messner and Richard Rosenfeld (2007), which

---

6 The following countries are found in geographical areas with the highest rate of homicides, definable as unstable areas on the basis of the Polity Index. For example: those in Central Africa (Angola, Central African Republic Congo, Chad., the Ivory Coast, Sudan, Nigeria) and Central America (Colombia, El Salvador, Honduras), Venezuela, Guatemala, and Haiti.

cuentran dentro de un proceso de transición desde un régimen autocrático a formas de gobierno democrático. Más específicamente, los Estados anocráticos son aquellos que atraviesan una coyuntura crítica de cambio y donde la inestabilidad política y el descontento social alcanzan su *peak*. Monty Marshall y Benjamin Cole han adoptado en el 2011 una definición más rigurosa de anocracias refiriéndose con este término a aquellos países en que los gobiernos no sólo no son plenamente democráticos sino que tampoco son siquiera plenamente autocráticos combinando, más bien, un mix coherente de prácticas y tratos democráticos y autocráticos. Incluso otros han descrito las anocracias como sistemas políticos donde las partes en conflicto son excluidas de una plena participación en la arena política, donde el disenso político no es tolerado siendo enfrentado mediante represión, y donde el Estado ha fallado en gobernar en modo estable y ordenado. Las anocracias son por tanto sinónimo de regimenes políticos inestables que presentan una más alta probabilidad de favorecer una sociedad que tolera una cultura de la violencia y que, consecuentemente, registran niveles más altos de criminalidad cotidiana, incluido el homicidio.

Los datos de la investigación de Chu y Tusalem indican que variables estatales de nivel macro, como la inestabilidad política y el tipo de régimen, están asociados a los niveles de homicidio y, en particular, que las anocracias son proclives a tener niveles más altos de homicidio<sup>6</sup>.

Sobre la misma línea de razonamiento, la teoría de la modernización postula que mientras transitan desde un Estado tradicional hacia uno moderno, los países encuentran nuevos problemas que desafían sus normas consolidadas y sus sistemas de valores. El proceso transicional generalmente debilita los mecanismos de control social, que a su vez conducen a

---

6 En las áreas geográficas con la tasa más alta de homicidios se encuentran presentes países definibles como políticamente inestables sobre la base del Polity Index. Por ejemplo: la banda de África Central (Angola, Congo, Chad, República Centroafricana, Costa de Marfil, Sudán, Nigeria) y América Central (Colombia, El Salvador, Honduras), Venezuela, Guatemala, Haití.

have prepared an institutional perspective in the scope of criminological theories, highlighting the link between violence (and, more generally, criminality) and the loss of legitimacy of different institutions in the United States.

On the basis of these perspectives, Karstedt explored the potential of the political order (*polity*) and of political institutions as explorative factors for comparative and *cross-national* research on violence, considering the *Polity Index*—that indicates which macro-level structures are the ones that define democracies and other regimes (elections, limits to power, rules of succession, etc.) and the institutional *outcomes*—in other words, the products of those institutional systems in terms of wellbeing, prosperity and security.

The novelty of this study, referring to a sample of 96 countries, also lies in the fact that two indicators of violence are used: interpersonal violence (measured by the homicide rate) and violence operated by the State and its agents (*illegal and repressive state violence*, measured by the *Political Terror Scale* that includes, illegal deaths, torture, political imprisonment and disappearances).

The results give some comfort to the view that democracies have the potential to reduce interpersonal violence and that they share this potential with a certain number of state authorities. On the contrary, high levels of lethal violence are found in countries with mixed regimes, not necessarily in transition towards democracy, and with nearly democratic systems that include a series of countries in transition towards democracy or in an armed post-conflict phase.

In contrast, the data with regard to state violence offer less defined signs, ; the weakness of institutions is associated with high rates of violence, however there are countries that have low levels of institutional violence, even when they are in transition and, in any case, the difficulty persists of gaining a reliable picture of what actually happens in authoritarian regimes.

un mayor nivel de criminalidad. La fase transicional de democratización, tal como la de modernización, facilitaría la institucionalización de la violencia en la sociedad, que con el alcance de un nuevo equilibrio político-institucional tendería a reducirse.

También el reciente estudio sobre violencia e instituciones democráticas conducido por Susanne Karstedt (2015) proporciona preciosas indicaciones para reflexionar sobre la relación entre homicidios y orden político-institucional.

La estudiosa parte de la base de algunas investigaciones precedentes: la tesis de Pinker sobre la disminución de la violencia, que en buena parte se refiere al rol del Estado, de la democracia y de las instituciones para favorecer y determinar este proceso; estudios, como aquellos de Ted Robert Gurr (1981) y Eisner (2001, 2003) que, reflexionando más directamente sobre el proceso de civilización de Elias, individúa la disminución de la violencia en aquello que definen como *micro-foundations of institutions* y que se refiere a la *sensitization to violence, increasing self-control* y *social control of aggressive behaviour*; las exploraciones de laFree (1998), Steven Messner y Richard Rosenfeld (2007), que han elaborado una perspectiva institucional en el ámbito de las teorías criminológicas, destacando el vínculo entre la violencia (y, más en general, la criminalidad) y la pérdida de legitimidad de diferentes instituciones de la sociedad estadounidense.

A partir de estas perspectivas, Karstedt explora el potencial del ordenamiento político (*polity*) y de las instituciones políticas como factores explorativos para las investigaciones comparadas y *cross-national* sobre la violencia, considerando el *Polity Index* –que indica cuales son las estructuras de nivel macro que definen las democracias y otros regímenes (elecciones, límites al poder, reglas de sucesión, etc.) y las *outcomes* institucionales– es decir, los productos de estos sistemas institucionales en términos de bienestar, prosperidad y seguridad.

La novedad de este estudio, referido a una muestra de 96 países, reside también en el hecho que sean utilizados dos indicadores de la violencia: la violencia

These results bring us to consider the fundamental role of institutional instability and to consider the combined effect of the type of political regime and institutional stability/weakness. The indication of the investigation is not to be limited to a formal institutional analysis of democracy, but to the organization of a deeper description of the “assembly” of institutions.

*3.3. Societies with higher rates of lethal violence are characterized by more strongly authoritarian and conservative moral views, by more collectivist cultures and by slight long-term cultural orientations.*

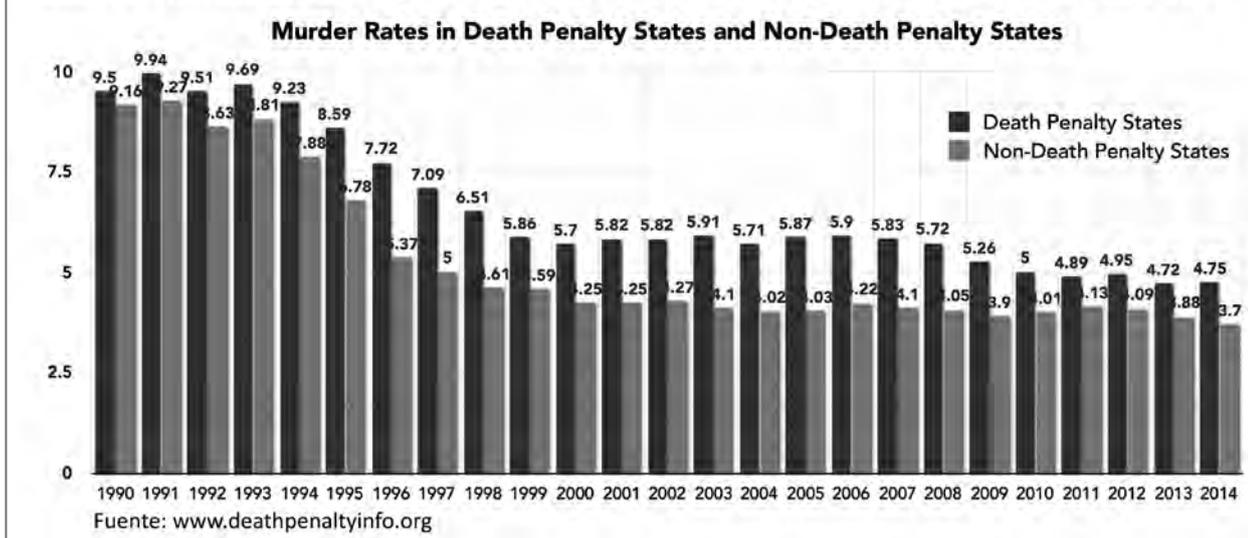
Two studies have confirmed the affirmation in the above sub-title: the one by Matthew Lee and John Bartkowski (2014), who suggested how regional subcultures as well as secular and religious forms of civil participation play an important role in the variation of interpersonal rates of violence between different countries: and the study by Irshad Altheimer (2012) that investigates the culture of honor, as defined by Dov Cohen and Richard Nisbett (1997), a key concept to explain violence. Altheimer affirmed a strong positive influence of proxy indicators of this concept on homicide rates, and affirmed the importance of considering cultural processes to understand the variations in violence at a macro level.

*3.4. The use of capital punishment, high rates of imprisonment and the extensive use of life imprisonment are generally associated with high homicide rates with a rising trend.*

In a paper in 2014, Lappi-Seppala has recently taken a close look at the relation between imprisonment and homicide to conclude that this connection, from the statistical point of view, is statistically close to zero. Other studies, always *cross-national*, converge on the irrelevance of the level of severity of the scores and the level of imprisonment with regard to rates of lethal violence (Baumer and Wolff, 2014).

Analogous results have brought home studies on the dissuasive effect of recourse to the death

Fig. 6 – Murder Rates in Death Penalty States and Non-Death Penalty States  
 Tasas de homicidios en Estados con pena de muerte y en Estados sin pena de muerte



interpersonal (medida por la tasa de homicidios) y la violencia operada por el Estado y sus agentes (*illegal and repressive state violence*, medida por el *Political Terror Scale* que comprende, muertes ilegales, torturas, encarcelamientos políticos y desapariciones).

Los resultados confortan la indicación por la cual las democracias tienen el potencial de reducir la violencia interpersonal y que comparten este potencial con un cierto número de estados autoritarios. Al contrario, se encuentran altos niveles de violencia letal en países con regímenes mixtos, no necesariamente en transición hacia la democracia, o con sistemas cuasi democráticos (*nearly democratic regimes*) que incluyen una serie de países en transición hacia la democracia o en una fase de post-conflicto armado.

Los datos dan indicaciones menos definidas, en cambio, respecto a la violencia estatal: la debilidad de las instituciones resulta asociada a altas tasas de violencia, sin embargo existen países que tienen bajos niveles de violencia institucional aun estando en transición y, en todo caso, se mantiene la dificultad de contar con un cuadro confiable de aquello que sucede en los regímenes autoritarios.

Estos resultados portan a considerar fundamental el rol de la inestabilidad institucional y a considerar el efecto combinado del tipo de régimen político y de la

penalty; not only would such efficacy be deprived of any foundation from the empirical point of view, but these studies affirm even more how lethal violence is more diffuse in the States in which capital punishment is verified (Cfr. Fig. 6), to suggest the hypothesis of the brutalizing effect wielded by capital punishment in the societies where it is found (Radelet, Lacock, 2009). (Fig. 6)

3.5. *The explanations concentrating on demographic aspects (segmentation of the population by age and ethnic diversity) play a less significant role than the role played by social-structural, political and cultural aspects.*

One of the factors at which criminologists have directed their attention to understand the reasons for the increase, in Europe and the United States, of various forms of criminality as from the 1960s is related to demographics. Over the years in which the peaks of criminality were at their lowest in the United States, for example –the 1940s and 1950s of the past century– Americans had entered into marital relations more than they had before, provoking an authentic baby boom. This social change, at the start of the 1970s, led to the arrival of a very high number of young people of an age at which deviant behaviours

estabilidad/debilidad de las instituciones. La indicación de la investigación es a no limitarse a un análisis institucional formal de la democracia, sino que a conducir una descripción más profunda del *ensamblaje* institucional.

3.3. *Las sociedades con más altas tasas de violencia letal se caracterizan por visiones morales más fuertemente autoritarias y conservadoras, por culturas más colectivistas y por ligeras orientaciones culturales de largo-plazo.*

Dos estudios confirman esta indicación: el de Matthew Lee y John Bartkowski (2014), que sugiere cómo las subculturas regionales así como las formas seculares o religiosas de participación cívica juegan un rol importante en la variación de las tasas de violencia interpersonal entre los diversos países; y el de Irshad Altheimer (2012) que individua en la cultura del honor, como es definida por Dov Cohen y Richard Nisbett (1997), un concepto clave para explicar la violencia. Altheimer afirma una fuerte influencia positiva de los indicadores *proxy* de este concepto sobre las tasas de homicidio, y afirma la importancia de considerar los procesos culturales para comprender las variaciones a nivel macro en la violencia.

3.4. *El uso de la pena capital, las altas tasas de encarcelamiento y el uso extensivo de cadenas perpetuas son generalmente asociadas a tasas de homicidio altas y en fase de aumento.*

En un *paper* de 2014 Lappi-Seppala ha profundizado ulteriormente la relación entre encarcelamiento y homicidio y ha concluido que esta conexión, desde el punto de vista estadístico, es próxima a cero. Otros estudios, siempre *cross-national*, convergen sobre la irrelevancia del nivel de severidad de las puciones o el nivel de encarcelamiento respecto a las tasas de violencia letal (Baumer e Wolff, 2014).

A resultados análogos han arribado los estudios sobre el efecto disuasivo del recurso a la pena de muerte: no solo tal eficacia resultaría privada de fundamento desde el punto de vista empírico, sino que aún más se afirma cómo la violencia letal es más

are statistically presented, with greater frequency, in other words between fifteen and thirty years in age.

Naturally, the increase in verified violent crimes at that time could not mainly be explained by the age factor (Pinker, 2011, 128).

Mauricio Rivera (2016), speaking of social violence in South America between 1980 and 2010, confirmed that the demographic increases, in themselves, cannot explain in an exhaustive way the increase in homicides in the countries under consideration.

3.6. *We shall try to recapitulate what has been said up until now...*

The results of the study by Lappi-Seppala and Lehti that we have so far reported and discussed, thanks to the contribution of numerous other authors, are relevant not only in relation with the *cross-national* differences in homicide rates, but also with regard to their changes over time. Thus: *lethal violence has largely fallen in countries with better social services, with smaller differences in income, with higher levels of trust, and with more cohesive political-democratic systems.*

The rates of homicide, in any case, present different levels in different regions of the world and some significant variations at a sub-regional level may be found within each region, even when increasingly convergent tendencies may be verified within each geographic area, with evident levelling over the past decade, between the different geographic areas.

Two areas of the world appear to represent this diversity better than any others.

On the one hand, Western and Southern Europe and North America (the Western countries), which present relatively low homicide rates (even when the differences between the United States and both Canada and Western Europe are significant) and, in any case, rates that have been in decline since the 1990s. Returning to the factors discussed thus far, they are countries that have better services and educational systems with regard to other areas of the world, reduced differences in incomes, more solid

difusa en los Estados en que se verifican ejecuciones capitales (Cfr. Fig. 6), tanto como para sugerir la hipótesis de un efecto brutalizante que la pena capital ejercería en las sociedades en que se presenta (Radelet, Lacock, 2009). (Fig. 6)

*3.5. Las explicaciones concentradas sobre los aspectos demográficos (composición de la población por edad y diversidad étnica) juegan un rol menos significativo respecto a aquél que juegan las variables socio-estructurales, políticas y culturales.*

Uno de los factores a que los criminólogos han dirigido su atención para comprender las razones del aumento, en Europa y Estados Unidos, de varias formas de criminalidad a partir de los años Sesenta tiene que ver con la demografía. En los años en que los picos de la criminalidad fueron más bajos en Estados Unidos, por ejemplo –los años Cuarenta y Cincuenta del siglo pasado– los americanos habían contraído matrimonio más de cuanto lo habrían hecho antes, provocando un verdadero *baby boom*. Fue este cambio social el que provocó, en los inicios de los años Sesenta el ingreso de un altísimo número de jóvenes con la edad en que estadísticamente se presentan, con mayor frecuencia, comportamientos desviados, es decir, entre los quince y los treinta años.

Naturalmente, el aumento de los delitos violentos verificado en aquella época no puede ser explicado prevalentemente por el factor edad (Pinker, 2011, 128).

Mauricio Rivera (2016), hablando de la violencia social en Sudamérica entre 1980 y 2010, confirma que los incrementos demográficos, de por sí, no pueden explicar en modo exhaustivo el aumento de los homicidios en los países considerados.

*3.6. Intentemos recapitular cuanto dicho hasta ahora...*

Los resultados del estudio de Lappi-Seppala y Lehti que hemos hasta ahora reportado y discutido gracias a la contribución de numerosos otros autores, resultan relevantes no sólo en relación con las diferencias *cross-national* de las tasas de homicidio, sino también respecto de sus cambios en el tiempo. Así: *la vio-*

democracies, a more diffuse culture of the dignity of the person and a more liberal criminal system.

On the other hand, there is Latin America that presents a strong lack of homogeneity within, but that certainly includes countries with a higher rate of lethal violence in the world, with strong economic and social inequalities, with relatively young democratic systems, still in transition and at present and in the recent past characterized by negligent and particularly bloody policies, with particularly repressive criminal and law enforcement systems.

It would appear useful to deepen the analysis of these two geographic areas through the ideas and the directions proposed in –*cross-national, national and sub-national*– studies that have proposed to investigate the causes of the reduction –above all in Western countries– or the rise –above all in Latin America– in homicides.

#### **4. In search of explanations for the decline in lethal violence in Europe and in Western countries**

The primary information is the decline in violence in Western countries.

It is not a question of a decline that solely refers to the last quarter of a century, but as stated in the studies by Eisner on the long-term historic trends in violent criminality in Europe, it is a question that is linked with the secular processes of the civilization of customs, reinforcement of state power, secularization, and modernization (Eisner 2003).

But let us go by parts and, before entering the field of explanations, we shall observe some data. (Fig. 7)

The study by Eisner of 2008 on homicide rates in Europe divides the period over the last 160 years into three phases: the first phase, which runs from 1850 to 1960, is described as one of decline and convergence; the years that run from 1960 to 1993 are indicated as those of relative increase; the phase from 1993 up until today is defined in terms of a return to modernization.

lencia letal ha disminuido mayormente en los países con mejores servicios sociales, con diferencias de ingresos más reducidas, con más altos niveles de confianza y con sistemas político-democráticos más sólidos.

Las tasas de homicidio presentan, en todo caso, diversos niveles en las diversas regiones del mundo y también al interior de cada una de las regiones se pueden encontrar algunas variaciones significativas a nivel sub-regional, aun cuando se verifiquen tendencias cada vez más convergentes al interior de cada área geográfica, con acercamientos, evidentes en el último decenio, entre las diversas áreas geográficas.

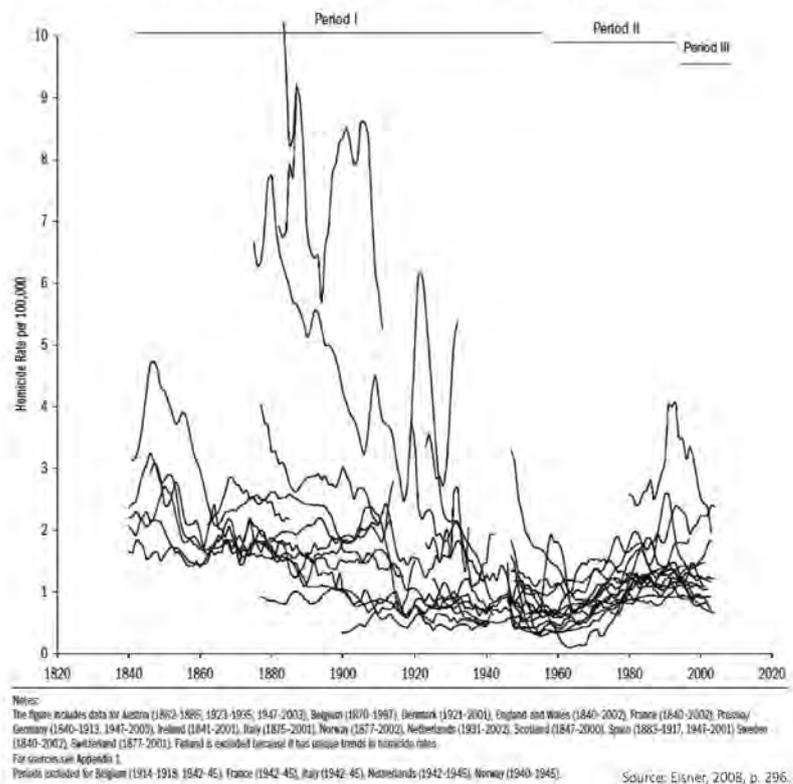
Dos áreas del mundo parecen representar mejor que las otras esta diversidad.

Por una parte Europa occidental y meridional y Norteamérica (los países occidentales), que presentan tasas de homicidios relativamente bajas (aun cuando la diferencia entre Estados Unidos respecto de Canadá y Europa occidental sea significativa) y en todo caso, en declive a partir de los años Noventa. Son países, para retomar los factores discutidos hasta ahora, que respecto a otras áreas del globo, tienen mejores servicios y sistemas educativos, reducidas diferencias de ingresos, democracias más sólidas, una más difusa cultura de la dignidad de la persona y un sistema penal más liberal.

Por otra parte, América Latina, que presenta una fuerte falta de homogeneidad en su interior, pero que ciertamente incluye países con la más alta tasa de violencia letal del mundo, con fuertes desigualdades económicas y sociales, con sistemas democráticos relativamente jóvenes, todavía en transición o carac-

Fig. 7 – Homicide Rates in 16 European countries since 1840 (average over three years)

Tasas de homicidios en 16 países europeos desde 1840 (promedio sobre tres años)



It appears useful to begin with these phases to talk over some considerations that also refer to the United States and to Canada.

#### 4.1. Phase I: decline and convergence (1850-1960)

In this first phase, above all we witness a decline in homicides in all European countries that corresponds to a broader decline in violent criminality (such as attacks and robbery) for example in such countries as Sweden, Germany and England and Wales. In second place, we observe the convergence of the homicide rates of different countries: around 1880, most nations from Northern and Western Europe (England and Wales, Scotland, Norway and France) already had much lower homicide rates, while in Southern Europe, countries like Italy, Spain, Switzerland and Austria were violent countries. In truth, as Enrico Ferri

terizados actualmente o en el pasado reciente por desidias políticas particularmente sangrientas, con sistemas penales y policiales fuertemente represivos.

Nos parece útil profundizar el análisis sobre estas dos áreas geográficas a través de las ideas y las direcciones proporcionadas por los estudios –de nivel *cross-national*, *national* o *sub-national*– que se han propuesto investigar las causas de la reducción –sobre todo en los países occidentales– o de la difusión –sobre todo en América Latina– de los homicidios.

#### **4. En búsqueda de explicaciones de la disminución de la violencia letal en Europa y en los países occidentales**

El dato de partida establecido es la disminución de la violencia en los países occidentales.

No se trata de una disminución referida únicamente al último cuarto de siglo, sino que, como indican los estudios realizados por Eisner sobre las tendencias históricas de largo término de la criminalidad violenta en Europa, se conecta con los procesos seculares de civilización de las costumbres, de reforzamiento del poder estatal, de secularización y de modernización (Eisner 2003).

Pero vamos por partes y, antes de aventurarnos en el campo de las explicaciones, observemos algunos datos. (Fig. 7)

El estudio de Eisner del 2008 sobre la tasa de homicidios en Europa divide el periodo de los últimos 160 años en tres fases: la primera fase, que va de 1850 a 1960, viene indicada como aquella de disminución y convergencia; los años que van de 1960 a 1993 son indicados como aquellos de aumento relativo; la fase de 1993 hasta hoy es definida en términos de un retorno a la modernización.

Nos parece útil iniciar con periodización para desarrollar algunas consideraciones referidas también a Estados Unidos y Canadá.

##### *4.1. I Fase: disminución y convergencia (1850-1960)*

En esta primera fase se asiste, ante todo, a una disminución de los homicidios en todos los países euro-

had already shown in the *Atlante antropologico-statistico dell'omicidio* of 1895, the homicide rates at the end of the nineteenth century were higher in the more peripheral areas of each country: in the rural zones of Spain, on the southern borders of France, in Corsica, in the valleys of Switzerland, in the south of Italy, in Greece, in the eastern parts of the Austro-Hungarian Empire, in the eastern provinces of Prussia and in the borderline areas between England and Scotland. Around 1950, the differences in homicide rates were almost cancelled out due to a rapid decline in lethal violence in those peripheral areas. Eisner highlights how a large part of that decline had referred to the reduction in the murder rates among young men and therefore, suggests the thesis, previously advanced by Verkko, by which the decline had principally been due to a process of pacification in the public arena of interactions between unmarried men. To speak of pacification means opening the field to many explanatory hypotheses, from the effective contrast between the southern states and gangster or mafia activity, the strengthening of the police and the justice system, from the progressive elimination of the culture of honour (which to the north of the Alps belonged to a very distant past), to the enormous social and economic transformation, with the abandonment of rural labour in the countryside, the expansion of cities, and the urban dimension, the development of industrial, tertiary, and service sectors, and the increase in life expectancy. In the view of the author, the most convincing explanation consists in the guiding role of culture, in particular the diffusion of a cultural model of behaviour in life reinforced and reproduced through social institutions; a cultural model that includes three principal elements: an emphasis on self-control as ideal for the personality; domesticity and familyism as guiding lines for private life; respectability and fear of vengeance as a parameter for forming part of the public. We shall return to this suggestive hypothesis later on.

peos que se corresponde con una disminución más amplia de la criminalidad violenta (como agresiones y robos) por ejemplo en países tales como Suecia, Alemania e Inglaterra y Gales. En segundo lugar, en esta fase se asiste a la convergencia de las tasas de homicidio de diversos países: entorno al 1880 la mayor parte de las naciones de Europa del Norte y del Oeste (Inglaterra y Gales, Escocia, Suecia, Noruega y Francia) ya tenían tasas de homicidio más bien bajas, mientras que en el Sur de Europa, países como Italia, España, Suiza y Austria eran países violentos. Al decir verdad, como ya había mostrado Enrico Ferri en el *Atlante antropologico-statistico dell'omicidio* de 1895, a fines del Ochocientos las tasas de homicidio resultaban más altas en las áreas más periféricas de cada país: en las zonas rurales de España, en los bordes meridionales de Francia, en Córcega, en los valles de Suiza, en el sur de Italia, en Grecia, en las partes orientales del Imperio Austrohúngaro, en las provincias orientales de Prusia y en las áreas de confín entre Inglaterra y Escocia. Entorno al 1950 las diferencias en las tasas de homicidio fueron casi anuladas a través de una rápida disminución de la violencia letal en estas áreas periféricas. Eisner destaca cómo buena parte de dicha disminución se había referido a la reducción de varones jóvenes asesinados y por ello, sugiere la tesis, ya adelantada por Verkko, según la cual la disminución había sido principalmente el resultado de un proceso de pacificación en la esfera pública de las interacciones entre varones no emparentados. Hablar de pacificación significa abrir el campo a muchas hipótesis explicativas, desde el eficaz contraste entre los estados meridionales y el fenómeno del gangsterismo, al reforzamiento del sistema de las policías y de la justicia, desde la progresiva eliminación de la cultura del honor (que al norte de Los Alpes pertenecía a un pasado muy lejano), a la enorme transformación social y económica, con el abandono de los trabajos en los campos, la expansión de las ciudades y de la dimensión urbana, el desarrollo del sector industrial, terciario y de servicios y el aumento de las expectativas de vida. En la visión del autor, la ex-

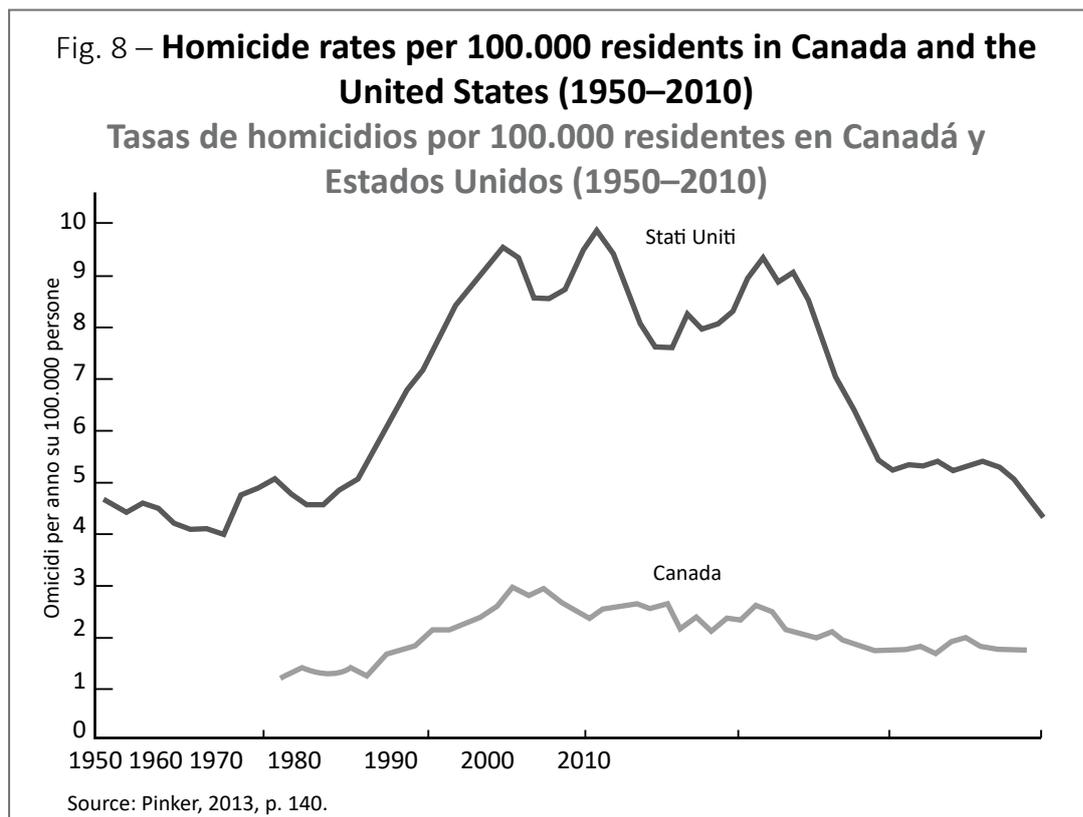
#### 4.2. *II phase: the years of relative increases (1960-1993)*

In the second phase, over a decade (end of the 1950s – end of the 1960s) in which the lowest level of homicides was reached in the majority of European countries, an interruption is verified both in the decline and in the convergence of homicides, to then begin an inversion of the tendency, with homicide rates that increased by an average of 100-150 percent. In Canada and in the United States, a similar increase in homicides was observed from the mid-1970s, which peaked in 1980 to then fluctuate at high levels during the 1980s up until another peak at the start of the 1990s. (Fig. 8)

Even through in some cases the turn-around may have doubled over some years, they should be considered as very low homicide rates with respect to those verified in the 19<sup>th</sup> century. Hence, even from an explanatory point of view, this phase has to be placed in the context of the most general tendency towards the decline in violence. In this sense, more than the result of a process of inversion initiated in the 1800s, more specific and contingent reasons could be found for the increase in homicide rates that in no way deny modernizing and civilizing processes. We will also return later on to these aspects. It should be taken into account, in any case, that the Verkko Law also appears to be confirmed in this second phase: the increase principally concerns the victimization of young men.

#### 4.3. *III phase : return to modernization (1993-today)*

Towards the end of the 1980s and the start of the 1990s, the homicide rates in many English speaking European countries reached a positive peak, after which a phase of decline began that has continued up until our days and that returns homicides to the levels existing at the end of the 1950s and in some cases, to even lower levels. The only exceptions to this tendency are found in the British Isles (England and Wales, Scotland and Ireland), where even in the 1990s rates increased.



plicación más convincente consiste en el rol guía de la cultura, en particular la difusión de un modelo cultural de la conducta de vida reforzado y reproducido a través de las instituciones sociales; un modelo cultural que incluye tres elementos principales: un énfasis sobre el auto-control como ideal de personalidad; *domesticity* y *familialism* como líneas-rectoras para la vida privada; respetabilidad y miedo a la vergüenza como parámetro para la pertenencia pública. Sobre esta sugerente hipótesis volveremos más adelante.

**4.2. Il fase: los años del aumento relativo (1960-1993)**  
 En la segunda fase, basada en una década (fines de los años Cincuenta- fines de los años Sesenta) en que se alcanza el nivel más bajo de homicidios en la mayor parte de los países europeos, se verifica una interrupción tanto de la disminución como de la convergencia, para luego iniciar una inversión de tendencia, con tasas de homicidios que aumentan en una media del 100-150 por ciento. En Canadá y en los Estados Unidos se asiste a un análogo incremento de homicidios a partir de mediados de los años Sesenta, que alcan-

#### 4.4. Discussion of the interpretative hypotheses

We will now discuss some of the implications arising from these data, so as then to go on to propose some interpretative hypotheses to explain the tendencies that have been described.

The first consequence is that Western European countries (*English-speaking countries* and *Western Europe*) are much more closely linked than they are normally recognized to be (Tonry, 2014, 2). In effect, the studies carried out at a national level tend to emphasize the specificities of the country under study to the point of making them exceptional, without considering neighbouring or kindred countries, which present the same tendencies and the same dynamics.

The second consequence, which is derived from the first, is an over-representation of some causal factors more directly related with the national context (generally politico-institutional initiatives and legislative novelties) with respect to other cultural, social and institutional factors that link more countries.

zan su ápice en 1980 para luego fluctuar en niveles altos durante todos los años Ochenta hasta un ulterior pico en los inicios de los años Noventa. (Fig. 8)

Debe considerarse que, aun cuando en algunos casos se haya redoblado en el giro de algunos años, se trata de todos modos de tasas de homicidios muy bajas respecto de aquéllas verificadas en el Ochocientos. Es por esta razón que, incluso desde el punto de vista explicativo, corresponde situar esta fase en el ámbito de la más general tendencia hacia la disminución de la tasa de homicidios, considerándola, por tanto, una fase anómala respecto de la tendencia más general hacia la reducción de la violencia. En este sentido, más que el resultado de un proceso de inversión iniciado a partir del Ochocientos, el incremento de las tasas de homicidio podrían encontrar razones más específicas y contingentes que no desmientan los procesos de modernización y civilización. También volveremos más adelante sobre estos aspectos. Debe tenerse en cuenta, en cualquier caso, que la Verkko Law también parece ser confirmada en esta segunda fase: el aumento concierne principalmente a la victimización de varones jóvenes.

#### 4.3. *III fase: ¿retorno a la modernización? (1993-hoy)*

Hacia fines de los años Ochenta e inicios de los años Noventa, en muchos países europeos anglófonos las tasas de homicidio alcanzaron un pico positivo, luego del cual se inicia una fase de reducción que llega hasta nuestros días y que reconduce a los homicidios a los niveles existentes a fines de los años Cincuenta y en algunos casos, incluso inferiores. Las únicas excepciones a esta tendencia se hayan en las islas británicas (Inglaterra y Gales, Escocia e Irlanda), cuyas tasas aumentaron incluso en los años Noventa.

#### 4.4. *Discusión de las hipótesis interpretativas*

Discutamos ahora algunas implicaciones derivadas de estos datos, para luego pasar a proponer algunas hipótesis interpretativas de las tendencias descritas.

La primera consecuencia es que los países occidentales (*English-speaking Countries* e *Western Euro-*

To give an example prepared by Tonry (2014) (Fig. 9) the homicide rates in the United States and in Canada are positioned at very different levels, while the analogous tendencies: increase and decrease more or less over the same periods, nevertheless the presence of imprisonment rates differ profoundly. In Canada, figures were in fact recorded, as from the 1970s, that fluctuated around 100 detainees per 100 thousand inhabitants; in the United States, on the contrary, a rise in imprisonment rates has been recorded since the 1970s up until 2000 that increased more than sevenfold, converting it into one of the countries with the highest number of detainees in relation to the population. This increase is generally attributed to the dissemination of zero-tolerance policies, aggressive forms of *policing*, and to the approval of repressive laws (*Three-strikes and out*, *Truth-in-sentencing and life-without-possibility-of-parole laws*) that are very frequently pointed to as decisive measures for the reduction of rates of violence, including lethal violence. The fact that such measures have not been adopted in Canada (except until very recently and, in any case, in a softer way) and, notwithstanding which, the fact that homicide rates have not only fallen, but they have done so alongside the decline verified in the United States, invites us to call into question the explanatory capability of the theories that are advanced, in a broad sense, from the perspective of zero tolerance (theories of dissuasion and formal control, theories of the severity of punishments, theories of *Signs-of-Crime Policing*).

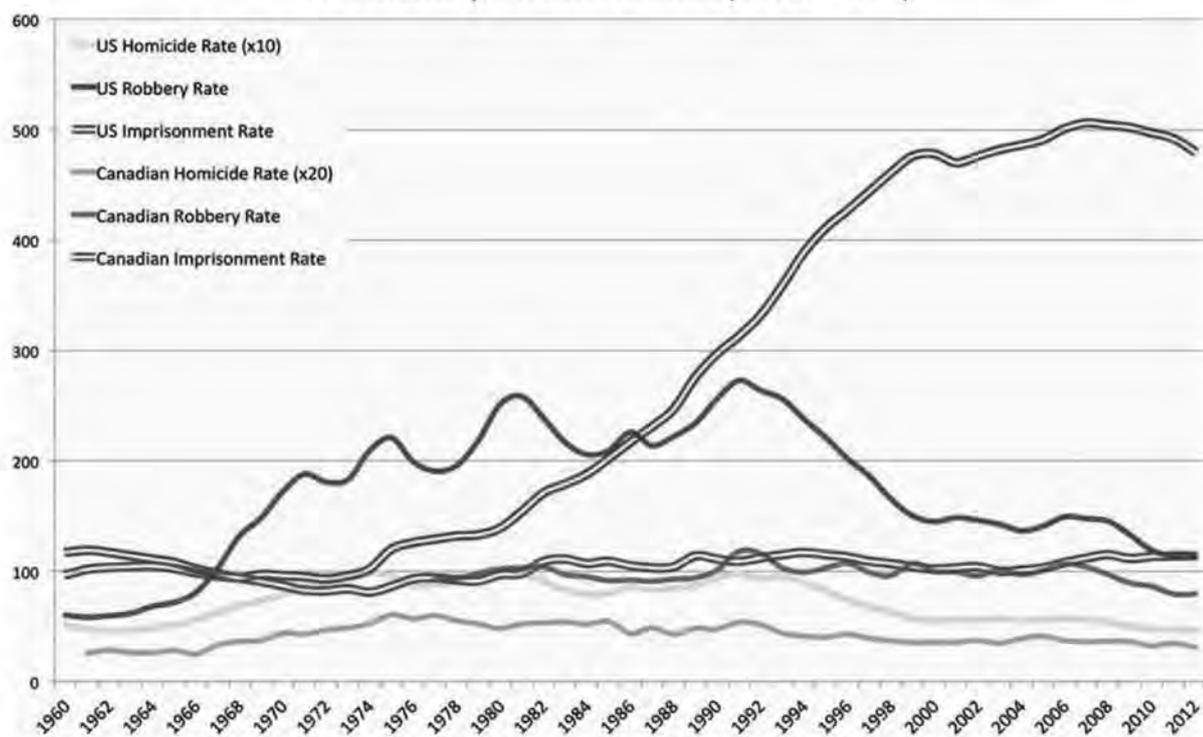
#### 4.4.1. *Institutional consolidation and the severity of punishments*

This consideration leads us to talk over one of the most recurrent explanations on the diffusion and the functioning of lethal violence: **the efficiency of the criminal system.**

It is necessary, to avoid misunderstandings, to distinguish between, on the one hand, the consolidation of the institutional system, which has certainly contributed, along with other modernization

Fig. 9 – Imprisonment, homicide, and robbery rates per 100,000 residents in Canada and in the United States (1960–2012)

Tasas de detenciones, homicidios y robos por 100,000 residentes en Canadá y Estados Unidos (1960–2012)



Source: Tonry, 2014, p. 4.

pe) se encuentra mucho más estrechamente ligados de cuanto normalmente se reconozca (Tonry, 2014, 2). En efecto, los estudios efectuados a nivel nacional tienden a enfatizar las especificidades del país estudiado hasta hacerlas excepcionales, no considerando países vecinos o afines, presentan las mismas tendencias y las mismas dinámicas.

La segunda consecuencia, que deriva de la primera, es una sobre-representación de algunos factores causales más directamente relacionados al contexto nacional (generalmente iniciativas político-institucionales y novedades legislativas) respecto de otros factores culturales, sociales e institucionales que unen a más países.

Por dar un ejemplo formulado por Tonry (2014), (Fig. 9) las tasas de homicidio en los Estados Unidos y en Canadá están posicionadas en niveles muy diversos, mientras que las tendencias análogas: aumentan

processes –democratization and civilization– to the long-term reduction of violence, and, on the other, the increase in the severity of punishments, of imprisonments, and of aggressive police practices over the last twenty years.

We have already considered how lethal violence can vary from country to country, also in accordance with the regime, the stability of the politico-institutional orders and the cohesiveness (also in terms of social legitimization) of the institutions (Lappi-Seppala, Lethi, 2014; Fox, Hoelsher, 2012; Chu, Tusalem, 2013; Karstedt 2015). We have also made reference to the containing role of violence exercised in the process of training and consolidating modern states through the monopoly of legitimate violence. We have indicated that the greater spread of lethal violence takes place in countries and in geographic areas that have a recent past of internal conflicts or

y disminuyen más o menos en los mismos periodos, no obstante la presencia de tasas de encarcelamiento profundamente diversas. En Canadá, de hecho, a partir de los años Sesenta se registra un dato que fluctúa entorno a los 100 detenidos por 100 mil habitantes; en los Estados Unidos, por el contrario, se registra un alza de la tasa de encarcelamiento desde los años Setenta a los años dos mil que ha aumentado más de siete veces, convirtiéndose en uno de los países con el número más alto de detenidos en relación a la población. Este aumento se atribuye generalmente a la difusión de políticas de tolerancia cero y a formas agresivas de *policing* y a la dictación de leyes represivas (*Three-strikes, Truth-in-sentencing and life-without-possibility-of-parole laws*) que con mucha frecuencia vienen señaladas como medidas decisivas para la reducción de las tasas de violencia, incluida la letal. El hecho que tales medidas no hayan sido adoptadas en Canadá (sino hasta muy recientemente y, en todo caso, en modo más blando) y que, no obstante ello, las tasas no sólo hayan disminuido, sino que lo hayan hecho a la par de la disminución verificada en los Estados Unidos, invita a poner en duda la capacidad explicativa de las teorías que se formulan, en sentido amplio, desde la perspectiva de la tolerancia cero (teorías de la disuasión y del control formal, teorías de la severidad de las penas, teorías del *Signs-of-Crime Policing*).

#### 4.1.1. *La eficacia del sistema penal*

Esta consideración nos conduce a poner en discusión una de las explicaciones más recurrentes sobre la difusión y el funcionamiento de la violencia letal: **la eficacia del sistema penal**.

Para evitar incurrir en mal entendidos, es necesario distinguir, por una parte la consolidación del sistema institucional estatal, que ciertamente ha contribuido, junto con otros procesos de modernización –democratización y civilización– a la reducción a largo plazo de la violencia; por otra parte, el incremento de la severidad de las penas, de los encarcelamientos y de las prácticas agresivas de la policía en los último veinte años.

that are undergoing a transition towards democratic orders. In summary, the arguments therefore appear more convincing by which the secular decline of violence in Europe (and, in Western countries in general) is connected with a mixture of consolidation of the democratic orders, stability of the political institutional system and a solid institutional presence in social life (not only in law enforcement bodies and in the justice system, but also in welfare services widely understood). On the contrary, there appears to be no relation, on the one hand, between the hardening of criminal measures, recourse to the death penalty, to life imprisonment and to custodial sentences; and on the other, homicidal tendencies (Tonry 2014, 53; Lappi-Seppala, Lethi, 2014, 193; Baumer, Wolff, 2014). In particular, “the changes in lethal violence in Western countries can not be credibly associated with the modifications in the use of imprisonment” (Lappi-Seppala, Lethi, 2014).

#### 4.4.2. *Theory of criminal opportunities*

Another perspective proposed to explain the trends in homicides is one that refers to **ecological opportunities**, the first formulation of which we owe to Lawrence Cohen and Marcus Felson (1979). Both authors, as is known, associated the increase in criminality in the United States after the Second World War with the increase in goods in circulation and the reduction of properly trained officers; these two circumstances would have permitted the potential perpetrators of crimes to find more opportunities to commit crimes. Such an approximation, defined by the *routine* activities, has been enlarged and combined with the perspective of lifestyles, above all for explaining the risk of victimization (Maxfield, 1987): people, depending on their daily habits, would expose themselves in different ways, to the risk of converting themselves into privileged objectives of criminal behaviours.

The decrease in confirmed crimes since the 1990s, for those defending that point of view, is understood (cfr. Farrell, Tilley, Tseloni, cited in Tonry, 2014, 52) as

Ya hemos considerado cómo es que la violencia letal varía de país en país, también en función del tipo de régimen, de la estabilidad de los ordenamientos político-institucionales y de la solidez (también en términos de legitimación social) de las instituciones (Lappi-Seppala, Lethi, 2014; Fox, Hoelscher, 2012; Chu, Tusalem, 2013; Karstedt 2015). También hemos hecho referencia al rol contenedor de la violencia ejercido por el proceso de formación y consolidación de los estados modernos a través del monopolio de la violencia legítima. Hemos indicado que la mayor difusión de la violencia letal se da en los países o en las áreas geográficas que tienen un pasado reciente de conflictos internos o que se encuentran en transición hacia ordenamientos democráticos. En síntesis, por tanto, parece más bien convincente la argumentación según la cual la secular disminución de la violencia en Europa (y, más en general, en los países occidentales) está conectada con una mezcla de consolidación de los ordenamientos democráticos, estabilidad del sistema político-institucional y una sólida presencia institucional en la vida social (no sólo en las policías y en la justicia, sino también en los servicios de bienestar extensamente entendidos). Al contrario, no parece existir relación alguna, por una parte, entre el endurecimiento de las medidas penales, el recurso a la pena de muerte, a la cadena perpetua y a la pena privativa de libertad; y por otra, las tendencias de los homicidios (Tonry 2014, 53; Lappi-Seppala, Lethi, 2014, 193; Baumer, Wolff, 2014). En particular, "los cambios de la violencia letal en los países occidentales no pueden encontrarse asociados de modo relevante a las modificaciones en los usos de la encarcelación" (Lappi-Seppala, Lethi, 2014).

#### 4.4.2. Teoría de las oportunidades

Otra perspectiva propuesta para explicar la tendencia de los homicidios es aquella consistente en las **oportunidades ecológicas**, cuya primera formulación se debe a Lawrence Cohen y Marcus Felson (1979). Ambos autores, como se sabe, asociaron el aumento de la criminalidad en los Estados Unidos después de la

the success of situational preventive policies, such as, for example, the significant increase in systems of burglar alarms and home security, and a wide range of systems for the protection of other goods.

However, the measures of situational prevention, although they may plausibly be placed in relation with variations in the rates of robbery and theft, can only be associated with changes in the rates of lethal violence with difficulty.

Marcelo Aebi and Antonia Linde (2014, pp. 13, 14), in contrast, hypothesized that the increase in homicides in Europe over the period 1960-1993 can be properly linked to lifestyle changes, in particular those that have led to an increase in the time spent in public spaces, by men and by women, even at night, and the consumption of alcohol and psychotropic substances. The reduction in homicides, as from the 1990s, would in itself be connected to radical changes in those lifestyles, principally due to a) a constriction of public space, thanks to the development of information technology and of internet; and, b) to the proliferation of privatized public spaces (*mass private property: shopping malls, multiplex movie theatres*) that are visited increasingly frequently by more people, during a good part of their leisure time. These places are closely monitored by closed-circuit video cameras with security at hand to intervene in fights and arguments and to subdue them.

However suggestive the explanation linked to the ecological perspective of the opportunities may seem, it hardly appears to be supported by empirical evidence: in particular, Baumer and Wolff (2014) highlighted that they had found no significant associations between trends in homicides and the use of telephones and laptop computers. In addition, such an approach appears not to take into account the secular tendency of homicides and limits itself to describing only the events in 1960s. In the end, the theories of criminal opportunity can express an explanatory potential with regard to crimes against patrimony, but only with great difficulty are they convincing in the circumstances of interpersonal violence.

segunda guerra mundial al incremento de los bienes en circulación y a la disminución de funcionarios de prisiones capacitados: estos dos fenómenos habrían consentido que los potenciales autores de delitos encontraran más oportunidades para cometer crímenes. Tal aproximación, definida por las actividades de *routine*, ha sido ampliada y combinada con la perspectiva de los estilos de vida, sobre todo para explicar el riesgo de victimización (Maxfield, 1987): las personas, dependiendo de sus hábitos cotidianos, se expondrían de diversas formas al riesgo de convertirse en objetivos privilegiados de comportamientos criminales.

Para los defensores de estos puntos de vista, el decremento de los delitos verificado a partir de los años Noventa es entendido (cfr. Farrell, Tilley, Tseloni, citados en Tonry, 2014, 52) como el éxito de políticas de prevención situacionales, tales como, por ejemplo, el aumento significativo de los sistemas de alarmas y de seguridad en las viviendas, y de una amplia gama de sistemas de protección de otros bienes. Sin embargo, las medidas de prevención situacional, si bien pueden ser puestas plausiblemente en relación con las variaciones en las tasas de robo y de hurto, éstas difícilmente pueden ser asociadas a los cambios en las tasas de violencia letal.

Marcelo Aebi y Antonia Linde (2014, pp. 13, 14), en cambio, hipotizan que el aumento de los homicidios en Europa en el periodo 1960-1993 puede ser propiamente ligado a los cambios en los estilos de vida, en particular aquellos que han portado a un aumento del tiempo pasado en los espacios públicos, tanto por parte de hombres como de mujeres, incluso en la noche, y el consumo de alcohol y sustancias psico-trópicas. La reducción de los homicidios, a partir de los años Noventa, estaría conectada, por su parte, a los cambios radicales en aquellos estilos de vidas, debidos principalmente a) a una retracción del espacio público, gracias al desarrollo de tecnologías informáticas y de internet, y b) a la proliferación de espacios públicos privatizados (*mass private property: shopping malls, multiplex movie theatres*) que cada vez son frecuentados por más personas, durante buena

The only point on which the literature is more proactive at recognizing a link between the structure of the opportunities and lethal violence is one that refers to the **availability of arms**. Nevertheless, there have been some attempts, above all by some economists, to explain the reduction of violence in Europe from Medieval times to our days as a result of the intervention and proliferation of small arms ready for use<sup>7</sup>. The investigations in this field converge on the fact that the scant availability of handguns has led to lower levels of mortality in conflictive and violent interventions (Kivivuori; Savolainen, 2012). On the other hand, an article by Franklin Zimring in 1972, *The Medium is the Message* (cited in Tonry, 2014, 38) had already investigated the probability that violent deaths in the city of Chicago were linked to the type and availability of the weapon used by the assailant, finding an association between small arms and violent deaths. It is also worth considering that the possession of arms in Europe is strongly related to the rate of female homicides and not with those relating to male victims; this is generally because the arms are held at home, where femicides are more frequently verified; while it is more difficult to carry them in public spaces (Killias, Markwalder, 2012).

The limited availability of small arms, according to Aebi and Linde (2014, p. 569), also explains why potential homicides amount to minor crimes, such as injuries and threats. Moreover, the same authors indicated that the profiles of the attack victims, on the basis of the statistics of convicted persons, the police and the victimization surveys, differ from those of homicide victims; the greater part of the first ones are young men aged under thirty, while the homicide victims are of an older age.

---

7 According to this reading, the proliferation of small arms that are ready for use would have forced each potential aggressor to consider the possibility of recalculating the success of eventual aggressions and of seeking alternatives to violence. Cfr. Moody (2015).

parte de su tiempo libre. Estos lugares se encuentran bien vigilados por telecámaras de circuito cerrado capaces de intervenir para sofocar peleas y discusiones.

A pesar de lo sugestiva que pueda parecer la explicación ligada a la perspectiva ecológica de las oportunidades, ella no parece apoyarse en evidencias empíricas: en particular, Baumer y Wolff (2014) destacan el no haber encontrado asociaciones significativas entre tendencia homicida y uso de teléfonos y ordenadores portátiles. Además, tal enfoque no parece tener en cuenta la secular tendencia de los homicidios y se limita a describir sólo aquello que sucede a partir de los años Sesenta. En fin, las teorías de la oportunidad pueden expresar un potencial explicativo respecto de delitos contra el patrimonio, pero difícilmente logran ser convincentes respecto al fenómeno de la violencia interpersonal.

El único punto sobre el que la literatura es más proclive a reconocer un ligamen entre la estructura de las oportunidades y la violencia letal es aquel referido a la **disponibilidad de armas**. No obstante existir algunos intentos, sobre todo por parte de algunos economistas, para explicar la disminución de la violencia en Europa desde el Medioevo a nuestros días como el resultado de la intervención y proliferación de las armas de fuego compactas y prontas al uso<sup>7</sup>, las investigaciones en este campo convergen en el hecho que la escasa disponibilidad de armas de fuego portátiles (*handguns*) ha conducido a una menor letalidad de las intervenciones conflictivas y violentas (Kivivuori; Savolainen, 2012). Por otra parte, ya un artículo de Franklin Zimring de 1972, *The Medium is the Message* (citado en Tonry, 2014, 38) había investigado en la ciudad de Chicago la probabilidad de que las muertes violentas estuviesen ligadas al tipo de instrumento disponible usado por el agresor, encontrando una asociación entre armas de fuego y muertes violentas. Corresponde también considerar que en Europa, la posesión de armas se encuen-

7 Según esta lectura, la proliferación de armas de fuego compactas y prontas al uso habría impuesto a cada potencial agresor la posibilidad de recalcular el éxito de eventuales agresiones y de buscar alternativas a la violencia. Cfr. Moody (2015).

#### 4.4.3. *Less lethality of violence or greater sensitivity to violence?*

But, in general, the argument of **lower mortality in violent acts** has been proposed to explain the short and long-term reduction of violence (Eisner, 2008, 294). According to this reading, alongside potentially violent lethal acts, improvements to the technologies of healing over the past two centuries and, all the more so since the Second World War, linked to the development of medical technologies and those referring to the system of transport (ambulances), communications (emergency telephone numbers) and the territorial distribution of the services, would have notably influenced the decline in violence, reducing the mortality of gunshot wounds inflicted in violent attacks<sup>8</sup>. There are few investigations relating to those aspects and the thesis of the evolution of healing technologies runs the risk of merely remaining an evocative hypothesis. Besides, the study of Tonry (2014) tends to weaken this explanation: if the decline in homicides could truly be traced to an improvement in the capability to heal what would otherwise be fatal woundings, we should observe a concomitant increase in non-lethal violence. On the contrary, Tonry upheld that non-lethal violent crimes also experienced a reduction

8 Healing technologies cover communication, transport and medical technologies that impact on the probabilities of a person, after having been wounded, dying from the injuries that are caused. These procedures refer to practices that in advanced societies can, in fact, even appear to be taken for granted, such as the existence and the availability of telephones to contact the emergency services, ambulances for the transport of people to hospital and the availability of doctors prepared to operate on a person who has been attacked with a fire arm. Healing technologies have improved in a significant way over the past 200 years (Eisner, 2008, 294). For example, Eric Monkkonen (2001) affirmed that in the 19<sup>th</sup> century, up to two thirds of homicide victims in New York suffered physical pain for many hours before death, while there would be a high probability that many of them would today be saved, by virtue of the present state of the sciences. Anthony Harris and colleagues (2002) estimated that, at the end of the 1990s, the homicide rates in the United States would have been three times higher, had the medical techniques remained at the same level as in the 1970s.

tra fuertemente relacionada con la tasa de homicidios de mujeres y no con aquellas relativas a víctimas varones: esto porque generalmente las armas son tenidas en casa, donde más frecuentemente se verifican los femicidios; mientras que difícilmente son portadas en espacios públicos (Killias, Markwalder, 2012).

La baja disponibilidad de armas de fuego, siempre de acuerdo a Aebi y Linde (2014, p. 569), también explica el por qué los potenciales homicidios finalmente se limitan a delitos menores, como lesiones o amenazas. Por otra parte, los mismos autores indican que sobre la base de estadísticas de condenados, de policía y de las encuestas de victimización, el perfil de las víctimas de agresiones es distinto de aquél referido a las víctimas de homicidio: la mayor parte de las primeras son hombres jóvenes de edad inferior a los treinta años, mientras que las víctimas de homicidio tienen una edad mayor.

#### 4.4.3. Menor letalidad de la violencia o mayor sensibilidad a la violencia?

Más en general, el argumento de la **menor letalidad de los actos violentos** ha sido propuesto para explicar la disminución de la violencia en el corto y largo plazo (Eisner, 2008, 294). Según esta lectura, a la par de los actos violentos potencialmente letales, la mejora de las técnicas de curación respecto a los dos últimos siglos y, más aún después de la Segunda Guerra Mundial, (*technologies of healing*), unidas al desarrollo de las tecnologías médicas y de aquellas referidas al sistema de transporte (ambulancias), de comunicaciones (número telefónico para urgencias) y la difusión territorial de los servicios, habrían influido notablemente en la disminución de la violencia, reduciendo la letalidad de las heridas derivadas de agresiones violentas<sup>8</sup>. Las investigaciones

<sup>8</sup> Las técnicas de curación comprenden la comunicación, el transporte y las tecnologías médicas que inciden sobre las probabilidades de que una persona, después de haber sido herida, muera por las lesiones causadas. Estos procedimientos se refieren a prácticas que en las sociedades avanzadas pueden, actualmente, parecer incluso dadas por descontadas, como la existencia y la disponi-

from the 1990s in Western countries, in the same way as happens with homicides. It is true, as the studios American highlights, that this decline is only evident in some European countries and in English-speaking countries, in which police data such as victimization survey results point in that direction. However, the explanation for this apparent increase must also be sought in those countries in which lethal violence appears to be on the rise:

- in the diffuse reduction of cultural thresholds of tolerance of certain behaviours, due to greater sensitivity to certain types of behaviours that are no longer considered acceptable;
- in the subsequent increase in levels of propensity to report, verifiable in the difference between the data available from victimization surveys and official data;
- in changes of practice in keeping police records, both with respect to technical and to cultural aspects. Technically, the adoption of a system of records that considers all types of reported criminal acts (input system) in contrast with a system that records only the criminal acts the existence of which has been confirmed by the police (*output system*), certainly changes the level of reported crime rates; in addition, cultural changes and political pressure and public opinion can lead the police to record episodes as serious violence that would otherwise have been miscellaneously classified.

From the viewpoint of Tonry, therefore, there are good reasons to consider that the increase in official crime rates is the result of cultural changes not of a real increase in violent acts. It is a question of changes that have led to an increase in official crime rates that were not, however, corroborated by an effective increase in non-lethal violence. It is probable that such changes, despite having been confirmed in all Western countries, may have been recorded at different times in each one of them, which would explain the divergence of national non-lethal tendencies in violent crime: the countries

relativas a estos aspectos son pocas y la tesis de la evolución de las técnicas de curación corre el riesgo de mantenerse simplemente como una hipótesis sugestiva. Por otra parte, el estudio de Tonry (2014) tiende a debilitar esta explicación: si en verdad la disminución de los homicidios fuese reconducible a un mejoramiento de la capacidad de sanar heridas, de otro modo mortales, deberíamos observar un concomitante aumento de la violencia no letal. Al contrario, Tonry sostiene que los delitos violentos no letales, también han experimentado una disminución a partir de los años Noventa en los países occidentales, del mismo modo como ocurre con los homicidios. Es cierto, como destaca el estudioso americano, que esta disminución es evidente sólo en algunos países europeos y en los países de habla inglesa, en que tanto los datos de la policía como aquéllos de las encuestas de victimización resultan convergentes en tal dirección, sin embargo, también en aquellos países en los que la violencia letal parece en aumento, la explicación de este aparente aumento, se debe buscar:

- en la reducción difusa de los umbrales culturales de tolerancia de ciertos comportamientos, debido a una mayor sensibilidad a ciertos tipos de conductas que ya no se consideran aceptables;
- en el consecuente aumento de los niveles de propensión a la denuncia, verificable en la diferencia entre los datos disponibles de las encuestas de victimización y los datos oficiales;

---

bilidad de teléfonos para contactar los servicios de emergencia, de ambulancia para el transporte de personas al hospital y la disponibilidad de médicos preparados para intervenir respecto de quien ha sido atacado con un arma de fuego. Las técnicas de curación han mejorado en modo significativo en los últimos 200 años (Eisner, 2008, 294). Por ejemplo, Eric Monkkonen (2001) afirma que en el siglo XIX, hasta dos tercios de las víctimas de homicidio en Nueva York sufrían dolencias físicas por muchas horas antes de morir, mientras que hoy en día sería alta la probabilidad que muchas de ellas se habrían salvado, en virtud del estado actual de la ciencia. Anthony Harris y colegas (2002) han estimado que a fines de los años Noventa las tasas de homicidios en los Estados Unidos habría sido hasta tres veces más altas si las técnicas médicas hubiesen permanecido como aquéllas de los años Sesenta.

in which an increase of homicides is recorded have probably experienced the changes that we have described above in the procedures for reporting, recording and perceiving the seriousness of the crimes. The outcome of this explanation has been remitted, by its own author, to the near future: if it is correct, we should wait to see whether there is a consolidation of cultural changes over subsequent years and, finally, an alignment of the tendencies of lethal violence between all Western countries.

#### 4.4.4. *Modernity and civilization*

Among the various interpretative hypotheses on the tendencies of lethal violence in Western countries, the most persuasive appear to be those arising from the studies of Pinker (2011), of Gurr (1981) and of Eisner (2001, 2003), which individualize the principal motivations of the processes of social control and the capabilities of self-control in the cultural, economic and social changes linked to **processes of civilization and modernization**.

The sensitive reduction over the long term of homicide rates has in fact been studied in depth by European and North-American researchers. In this part, it is worth dwelling on the theoretical foundations of the approach to the civilizing process of Elias (1939a, 1939b) and the more widely examined explanation of this process. From this perspective, the reduction in homicides would be a reflection of the general reduction of violent interactions within long-term social changes, which have led to the development of a psychological structure principally directed at internalized values, more than external pressures. Such changes (at a macro level) mainly refer to the emergence of the centralized State and to the development of forms of economic relations that on the basis of modernity have demanded more controlled and trustworthy behaviours from the partners, in other words civilizing, with the purpose of facilitating cooperation between individuals who do not know each other.

- en el cambio de las prácticas de registro de la policía, tanto en lo que respecta a aspectos técnicos como a aspectos culturales. Técnicamente, la adopción de un sistema de registro que considera todo tipo de evento criminal denunciado (*input system*) respecto a un sistema que registra sólo los eventos criminales que han sido confirmados en su existencia mínima por la policía (*output system*), ciertamente cambia el nivel de criminalidad registrada; además, los cambios culturales y la presión política y de la opinión pública pueden inducir a las policías a registrar como violencia grave, episodios que antes eran clasificados diversamente.

Desde la perspectiva de Tonry, por tanto, existen buenas razones para considerar que el aumento de las tasas de criminalidad oficial en algunos países sea el resultado de cambios culturales y no de un aumento real de los eventos violentos. Se trata de cambios que han conducido a un incremento de las tasas de criminalidad oficial que, sin embargo, no encontraría comprobación en un efectivo aumento de la violencia no letal. Es probable que tales cambios, no obstante haberse verificado en todos los países occidentales, se hayan registrado en diferentes momentos en cada uno de ellos, lo que explicaría la divergencia de las tendencias nacionales de la criminalidad violenta no letal: los países en que se registra un aumento de los homicidios han probablemente experimentado más de reciente los cambios que hemos descrito en el modo de denunciar, registrar y percibir la gravedad de los delitos. El rendimiento de esta explicación ha sido reenviada, por el mismo autor, al futuro próximo: si será correcta, deberemos esperar que en los próximos años una sedimentación de los cambios culturales y, por ende, una alineación de las tendencias de violencia letal entre todos los países occidentales.

#### 4.4.4. Modernidad y civilización

Entre las diversas hipótesis interpretativas sobre las tendencias de la violencia letal en los países occidentales, la más persuasiva parece ser aquella que deriva de los estudios de Pinker (2011), de Gurr (1981) y de

In greater detail, in the view of Elias, the term "civilization" indicates "a specific transformation of human behaviour", that makes reference to the conduct of individuals and those groups expressed in cultural practices, in rites and in institutions. In both cases, the German sociologist also studied the psychic and social structures that are at their foundation, and both their modes of interaction and the mutual support each provides to the other.

Elias described how the rules of behaviour are transformed –and, finally, the behaviour itself– in numerous spheres of social and individual life. The author also captures various models and recurrent evolutive principles amidst these multiple changes, which within the process confer it with a very precise order and direction. Obviously, the process of "civilizing" the culture brings with it a reinforcement and a differentiation of social control, an improvement of the forms of conduct and a heightening of the level of psychic inhibition, parallel to the need to set up an ever higher behavioural standard. In that sense, the idea of "civilization" can be conceived as a process, which as with other types of processes has causes and effects that historians should try to understand.

In fact, in a daring and original attempt to situate the psychoanalytic theory of Freud in an historical context, Elias maintained that the changes that take place in cultural instances and in social relations can end by having an impact on the psychic organization of individuals and, in particular, on their instinctive and emotional structure. For that purpose, he notes that "... the social code of behaviour is impressed on man in one way or another up to the point of becoming, to put it in some way, a constitutive element of the individual Ego. This element, the Super-Ego, as with the psychic structure of the individual Ego as a totality, necessarily changes in accordance with the code of behaviour and the structure of society" (Elias, 1983a, 340). Human beings slowly interiorize fears, anxieties, and inhibitions that are imposed by their parents and by the surrounding social

Eisner (2001, 2003) que individualizan en los cambios culturales, económicos y sociales unidos a los **procesos de civilización y de modernización** las principales motivaciones del potenciamiento de los procesos de control social y de las capacidades de auto-control.

La sensible disminución de largo plazo de las tasas de homicidio ha sido estudiada, de hecho, en profundidad por investigadores europeos y norteamericanos. En esta parte, vale la pena detenerse para comprender las bases teóricas del enfoque del proceso de civilización de Elias (1939a, 1939b) y la explicación más ampliamente examinada de este fenómeno. Desde esta perspectiva, la disminución de los homicidios sería un reflejo de la general disminución de las interacciones violentas al interior de los cambios sociales de largo plazo, que han conducido al desarrollo de una estructura psicológica dirigida principalmente por valores internalizados, más que por presiones externas. Tales cambios (a nivel macro) se refieren principalmente al surgimiento del Estado centralizado y al desarrollo de formas de relaciones económicas que a partir de la modernidad han exigido de parte de los consocios comportamientos cada vez más controlados y confiables, es decir, *civilizados*, con el objeto de facilitar la cooperación entre sujetos que no se conocen entre sí.

Más en detalle, en la visión de Elias, el término "civilización" indica "una transformación específica del comportamiento humano", que hace referencia tanto a las conductas individuales como aquellas colectivas expresada en las prácticas culturales, en los rituales y en las instituciones. En ambos casos, el sociólogo alemán estudia también las estructuras psíquicas y sociales que se encuentran a su base, y los modos con que estas últimas interactúan y se apoyan entre sí.

Elias describe como se transforman las reglas de comportamiento –y, finalmente, el comportamiento mismo– en numerosas esferas de la vida social e individual. En la multiplicidad de cambios, él además capta diversos modelos y principios evolutivos recurrentes, que al interior del proceso confieren un orden y una dirección bien precisos. Obviamente, el

environment, structuring a Super-Ego that more or less effectively represses the expression of instinctive impulses in conformity with the instances of cultural life. As a consequence, the cultural transformation has a psychic corollary –"the psychic process of civilization" (Elias N., 1983a, 70)–, which impacts on the individual personality, and in particular on the development of self-control, in the internalization of inhibitive braking mechanisms and on the repression of states of mind such as fear, shame, delicateness and uneasiness.

The appearance of a central power that monopolizes the use of violence and that imposes its own law, the birth and the development of behavioural codes that require refinement of social manners and greater participation with partners, have meant that a great capability for self-control becomes absolutely necessary. Outright expressions of violence, in the same way as spontaneous emotions of all types, are progressively prohibited in the name of the law and social prudence. Through a process of social learning (which in part, is turned into a mechanism of unconscious conditioning), individuals have developed the capability to distance themselves from instinctive impulses and emotions, and to impose a degree of control over their expressions (cfr. Garland, 1990, 257-290).

As a result, researchers influenced by the ideas developed by Elias, expect an increase in collective sensitivity with regard to violent behaviours, and a reduction of harder and crueller forms of punishment; in short a contraction of interpersonal violence.

Eisner (2008, 290) suggested a theoretical approximation that integrated the work of both Elias and Max Weber.

In particular, he suggested the notion of behavioural lifestyle models, developed in studies on Protestant ethics, understood as a useful theoretical instrument to understand variations at a macro level on levels of violence over the course of time. Weber employed the term *Lebensführung* or lifestyle to describe the distinctive *ethos* of a society or a social

proceso de “civilización” de la cultura trae con sí un reforzamiento y una diferenciación del control social, un mejoramiento de las formas de conducta y una elevación del nivel de inhibición psíquica, paralelamente a la necesidad de conformarse a *standard* conductuales siempre más altos. En tal sentido, la idea de “civilización” puede ser concebida como un *proceso*, que a la par de todo otro tipo de proceso tiene causas y efectos que los historiadores deben tratar de comprender.

En efecto, en su audaz y original intento por ubicar históricamente la teoría psicoanalítica de Freud, Elias sostiene que los cambios que tienen lugar en las instancias culturales y en las relaciones sociales terminan por tener un impacto sobre la organización psíquica de los individuos y, en particular, sobre su estructura instintiva y emocional. A tal propósito, anota que “... el código social de comportamiento se imprime en el hombre en una forma u otra hasta el punto de convertirse, por decir en algún modo, en un elemento constitutivo del Yo individual. Este elemento, el Súper-Yo, al igual que la estructura psíquica del Yo individual como totalidad, muta necesariamente en función del código de comportamiento y de la estructura de la sociedad” (Elias, 1983a, 340). Los seres humanos interiorizan lentamente los miedos, las ansias y las inhibiciones que les son impuestas por sus padres y por el ambiente social que lo circunda, estructurando un Súper-Yo que reprime más o menos eficazmente la expresión de los impulsos instintivos en conformidad con las instancias de la vida cultural. Como consecuencia de ello, la transformación cultural tiene un corolario psíquico –“el proceso *psicológico* de la civilización” (Elias N., 1983a, 70)–, que incide en la personalidad individual, y, en particular, en el desarrollo del autocontrol, en la interiorización de los frenos inhibidores y en la represión de los estados de ánimo tales como el miedo, la vergüenza, la delicadeza y la incomodidad.

La aparición de un poder central que monopoliza el uso de la violencia e impone su propia ley, el nacimiento y la evolución de códigos de comportamiento

grouping, referring to the right way of living life. In the ‘Protestant ethic and the spirit of capitalism’, he presumes that the behavioural lifestyle models might be the most significant to model the details of daily action and the itineraries of economic life. Reflecting on these concepts, Eisner considered that the most important changes in the levels of interpersonal violence over the past 160 years should be associated with the extensive transformations at work throughout Europe, in the shared cultural models in which respect is shown towards whatever constitutes a desirable and a good behavioural lifestyle. These cultural models would influence the levels of interpersonal violence through the effects that are deployed on models of sociability, and modifying the expectations with regard to those that are considered acceptable interactions in daily situations, especially within public spaces.

Culture, therefore, plays a preeminent role in the studies of Eisner (2008, 303). The spread of a cultural model of lifestyle behaviour in Europe, reinforced and reproduced through social institutions gives unity to the period running between 1850 to 1950 – and can plausibly explain a long-term decline in violence between men at a public level. This model includes three fundamental elements: a) an emphasis on self-control, understood as a personal ideal; b) the structuring of domestic and family life understood as a guideline of private life; and, c) respectability as a parameter to appear in public;

1. Self-control has probably been the most decisive element to explain the changes in the model of lifestyle in the 19<sup>th</sup> century. It has all meant a turn towards parsimony, diligence, frugality, sobriety, order, and attention to hygiene. Examples of lifestyle that were reproduced by parents and by teachers and that resonated through schools, churches, trade unions, and a growing literature of advice. It may easily be understood how and why control over oneself has contributed to reducing violence between men. In the first place, since *self-restraint* has been impressed on children

que exigen un refinamiento de las maneras sociales y una mayor participación con otros consocios, han hecho absolutamente necesaria una gran capacidad de autocontrol. Las formas de violencia manifiesta, al igual que las emociones espontáneas de todo tipo, son progresivamente prohibidas en nombre de la ley y de la prudencia social. A través de un proceso de aprendizaje social (que en parte, se vuelve un mecanismo de condicionamiento inconsciente), los individuos han desarrollado la capacidad de tomar distancia de los impulsos instintivos y de las emociones, y de imponer un cierto control a sus expresiones (cfr. Garland, 1990, 257-290).

Como resultado, los investigadores influenciados por las ideas desarrolladas por Elias, esperan un incremento de la sensibilidad colectiva respecto de los comportamientos violentos, y una disminución de las formas de castigo más duras y crueles: en definitiva una contracción de la violencia interpersonal.

Eisner (2008, 290) sugiere una aproximación teórica que integra el trabajo de Elias y de Max Weber. En particular, sugiere la noción de los modelos de conducta de vida, desarrollada en los estudios sobre ética protestante, entendida como un instrumento teórico útil para comprender la variación a nivel macro en los niveles de violencia en el curso del tiempo. Weber ha empleado el término *Lebensführung* para describir el *ethos* distintivo de una sociedad o de un grupo social, referido al modo correcto de vivir una vida. En la *Ética protestante del espíritu capitalista*, presume que los modelos de conducta de vida pueden ser de las fuerzas más significativas para modelar los detalles de la acción cotidiana y las trayectorias de la vida económica. Reflexionando sobre estos conceptos, Eisner considera los cambios más importantes en los niveles de violencia interpersonal de los últimos 160 años deben ser asociados con las amplias transformaciones acaecidas en toda Europa, en los modelos culturales compartidos en lo que respecta a aquello que constituye una conducta de vida deseable y buena. Estos modelos culturales influenciarían los niveles de violencia interpersonal a través de los

and young men through a plethora of socializing institutions, their propensity to act impulsively against provocation or in the face of frustration, has begin to decline. Finally, as Wiener makes it clear, the reasonableness and the capability for self-regulation were decisive qualities for birth and the upbringing of a man, with respect to which the ideal of dignity is taking the place of honour;

2. Devotion, in the 19<sup>th</sup> century, towards family life signified many things. Certainly, because of the way it was understood, it legitimized gender inequality and ended by confining women with the four walls of a domestic life<sup>9</sup>. In all cases, this style of life has also notably transformed the conception of masculinity. In particular, the ideal of a harmonious family, also highlighted in 19<sup>th</sup> century literature, has decisively promoted the idea that men and women should inscribe their identity in the intimacy of the nuclear family, to provide for the upbringing of their children. This transformation has reinforced the attention on the part of parents towards their offspring and has the aim of dissuading men from using violence against women and their children, finally asking for part of their free time to be dedicated to the furtherance of the wellbeing of the family;

3. The third element is that of respectability. Although related with control over oneself, respectability refers to something different and more than self-control, in relation to the

---

9 From such a perspective, the criminological study of Victorian and Dickensian London is certainly very interesting. It is in effect decisive, in an analysis of the feminine question, to understand the forms of masculine domination in the age of Queen Victoria. "Speaking of deviation and conformity [...] it was the woman, more than others, who was authoritatively called on to commit herself to virtuous values in such a way that, together with her, all of her family circle could aspire to live a just and good life. She was expected to abandon all ambition, commit herself to personal sacrifice altruistically and lovingly to second the desires of her husband –provided that he was a straight man. In as much as a daughter, a women, and a mother, submission, condescendence, purity, gentility and patience were all required of her". Cfr. Ceretti, 2015, 393-394.

efectos que despliegan sobre los modelos de socialización, y modificando las expectativas respecto a aquellas que son consideradas interacciones adecuadas en las situaciones cotidianas, especialmente al interior de un espacio público.

La cultura, por tanto, reviste un rol preminente en los estudios de Eisner (2008, 303). Aquello que da unidad al periodo comprendido entre 1850 a 1950 –y que puede explicar plausiblemente una disminución a largo plazo de la violencia entre varones a nivel público– es la difusión en Europa de un modelo cultural de conducta de vida, reforzado y reproducido a través de las instituciones sociales. Este modelo incluye tres elementos fundamentales: a) un énfasis sobre el control sobre sí, entendido como ideal personal; b) la estructuración de la vida doméstica y familiar entendida como una línea guía de la vida privada; y c) la respetabilidad, como parámetro para aparecer en público;

1. El control sobre sí ha sido probablemente el elemento más decisivo para explicar los cambios del modelo de vida del siglo XIX. Todo ello ha significado girar hacia la parsimonia, la diligencia, la frugalidad, la sobriedad, el orden y la atención por la higiene. Ejemplos de vida que eran reproducidos por los padres y por los profesores y que resonaban a través de la escuela, la iglesia, los sindicatos y una creciente literatura de consejos. Se puede comprender fácilmente cómo y por qué el control sobre sí ha contribuido a reducir la violencia entre varones. En primer lugar, porque desde que el *self-restraint* ha sido impreso en los niños y jóvenes varones mediante una plétora de instituciones socializadoras, su propensión a actuar impulsivamente de frente a una provocación o una frustración, ha iniciado a disminuir. Finalmente, como pone de manifiesto Wiener, la razonabilidad y la capacidad de autorregularse eran las cualidades decisivas para el nacimiento y la crianza de un hombre, respecto del cual el ideal de la dignidad estaba tomando el lugar del honor;

2. La devoción, en el siglo XIX, por la vida familiar significaba muchas cosas. Ciertamente, por cómo

impression that it awakens in other people. With regard to violence, respectability has been converted –over the passage of time– into the principal code that regulates interaction between men in public places. In particular, respectability was and is the element directed at *containing* behaviour within certain limits during free time, and that has increased even more over the course of various decades.

Even when civilizing theory is presented as the most credible to explain the secular decline of lethal violence in Western countries; the problem persists of understanding what happened over the period 1960-1990, in that the homicide rates increased, to then decline from the start of the 1990s. In response, some authors talk expressly of a de-civilizing phase.

Pinker (2011, 127-138), for example, explains how a rupture of social rules that appeared solid and unshakeable took place in the 1960s. Such an inversion of the tendency would have been verified, before anything else, in a temporal context in which a sudden consolidation of a “process of informalization” took place, which should be placed in relation above all, with the process of democratization that was approaching in Western countries. If civilization is a social order that has been propagated as top-down development over the centuries, in the 1960s, the moral models of the upper classes were precisely those that were placed under a magnifying glass to be discredited. From language to dresscode, to the way of addressing people: all the “hierarchies of taste” stabilized; while those sustaining the movements for civil rights placed emphasis on crucial aspects of social inequalities, of illiberal military interventions, of the oppression of black people, of women, and of homosexuals, without speaking of the populations of the Third World. In this climate, it is precisely self-control –understood as regulating prohibited emotions and the capability for self-government having positively internalized generally accepted social norms– which is what collapses as the foundation of a well integrated society. The

la misma era entendida, legitimaba la desigualdad de género y terminaba por confinar a las mujeres al interior de la vida doméstica<sup>9</sup>. En todo caso, este estilo de vida también ha transformado notablemente la concepción de la masculinidad. En particular, el ideal de una vida familiar armoniosa, destacada también por la literatura del siglo XIX, ha promovido decisivamente la idea que hombres y mujeres deben inscribir a su identidad en el núcleo familiar íntimo para proveer la crianza de los hijos. Esta transformación ha reforzado la atención por parte de los progenitores respecto de la prole y ha inducido a que los hombres se abstengan de usar violencia contra la mujer y sus hijos, pidiendo finalmente que parte del tiempo libre sea dedicado a promover el bienestar de la familia;

3. El tercer elemento es el de la respetabilidad. Si bien se encuentra relacionada con el control sobre sí, la respetabilidad alude a algo diferente y más que aquéllo, en relación a la impresión que ella suscita en otras personas. En lo que respecta a la violencia, la respetabilidad se ha convertido –con el paso del tiempo– en el principal código que regula la interacción entre los varones en los lugares públicos. En particular, la respetabilidad, era y es, el elemento dirigido a *contener* el comportamiento dentro de ciertos límites durante el tiempo libre, y que ha aumentado cada vez más en el curso de los decenios.

Aun cuando la teoría de la civilización se presente como la más creíble para explicar la disminución secular de la violencia letal en los países occidenta-

crisis of values of self-control and social cohesion –understood as the wellbeing of life in a stable organization– constitute the counterpoint to the attack on the institution of marriage and the family life that follows thereafter, suddenly transforming itself into a lifestyle that is unable to restore sense to the existence of young adults of that day and age. Naturally, political ideologies –Marxism in the first instance– play a significant role by proposing alternative phantasmagorical models of society, influencing the decisions of more than a generation of young people.

These considerations demand studies on the homicide rates in countries characterized by institutional and political instability. However, in the more mature democracies, where fractures in the moral and social order and processes of institutional transformation may be verified, it is also possible to witness an increase in lethal violence.

The following explanation suggested by Pinker, although it appears acceptable –in our judgment– requires some remodelling, however, in relation to two decisive aspects:

- The first with respect to the fact that, closely observing the data, more than of a de-civilizing process, one should speak of a parenthesis in the civilizing process: over the period 1960-1990, in fact, no inversion of tendencies capable of redirecting the rates to the levels of the 19<sup>th</sup> c. has been noted. At most, we find ourselves facing an increase that, in a long-term view, we could define as contained and that would be perfectly compatible with the theory of civilization;
- The second aspect points to the close connection between the period 1960-1990 and the successive period of decline in lethal violence (and of crime in general) up until our days: is it possible to hypothesize that it is precisely the first period that may have created the conditions for a consolidation of the order upon new foundations that have made it possible to pursue the civilizing process even more decidedly? We consider that to

---

9 En tal perspectiva, muy interesante es ciertamente el estudio criminológico de Londres victoriana y dickensiana. Para comprender las formas de dominio masculino en la edad de la Reina Victoria es, en efecto, decisivo analizar la *cuestión femenina*. “Hablando de *deviación y conformidad* [...] era la mujer, más que otros, a ser autoritariamente llamada a inscribirse en valores virtuosos en modo que, junto a ella, todo su *entorno* familiar pudiese aspirar a vivir una vida justa y buena. Para que ello sucediese la era impuesto abandonar toda ambición, botarse al sacrificio personal para secundar altruísticamente y con amor los deseos del marido –siempre que él fuese un hombre recto. En cuanto hija, mujer y madre, a la mujer le era exigida su sumisión, condescendencia, pureza, gentileza, paciencia”. Cfr. Ceretti, 2015, 393-394.

les; se mantiene el problema de comprender cuanto acontecido en el periodo 1960-1990, en que las tasas de homicidios aumentaron, para luego volver a disminuir a partir del inicio de los años Noventa. Para tal propósito, algunos autores hablan expresamente de una fase de de-civilización.

Pinker (2011, 127-138), por ejemplo, explica cómo a partir de los años Sesenta se asista a una ruptura de las reglas sociales que parecían sólidas e inatacables. Tal inversión en la tendencia se habría verificado, ante todo, en un contexto temporal en que se produjo una consolidación repentina de un "proceso de informalización", que debe ser puesto en relación sobre todo, con el proceso de democratización que avenía en los países occidentales. Si la civilización es un fenómeno que se ha propagado por siglos de arriba hacia abajo, en los años Sesenta son precisamente los modelos morales de las clases superiores los que son puestos bajo un lente de aumento para ser desacreditados. Desde el lenguaje al modo de vestir, hasta el modo de dirigirse a las personas: todas las "jerarquías del gusto" se estabilizan; mientras los sostenedores de los movimientos por los derechos civiles ponen de relieve aspectos cruciales de las desigualdades sociales, de las intervenciones militares iliberales, de la opresión de los negros, de las mujeres y de los homosexuales, para no hablar de las poblaciones del Tercer mundo. En este clima, es precisamente el autocontrol –entendido como regulador de las emociones prohibidas y de la capacidad de gobernarse por haber internalizado positivamente las normas sociales generalmente aceptadas– el que se desmorona como base de una sociedad bien integrada. La crisis de valores del autocontrol y de la cohesión social –entendida como la bondad de vivir en una organización estable– constituyen el contrapunto al ataque a la institución del matrimonio y a la vida familiar que le sigue, transformándose repentinamente, en un estilo de vida incapaz de restituir sentido a la existencia de los jóvenes adultos de entonces. Naturalmente las ideologías políticas –el marxismo en primera instancia– juegan un rol significativo fantaseando modelos alternativos

be so and that the explanation of Pinker over the period 1960-1990 pays excessive attention to the elements of rupture of order without considering that many of the processes that it describes can be read as factors in the regeneration of a more stable democratic order, the effects of which have been felt since the 1990s. One example from among them: certainly the social revindications, youth protests, civil rights movements and the feminist revolution have led to the rupture of a 19<sup>th</sup> c. moral order that had not been openly contradicted by mass movements until the 1950s. Nevertheless, it is likewise evident that they were precisely these movements and mobilizations that on many occasions took extreme or eccentric forms, those that engaged in new struggles for the recognition of forms and behaviours of life capable of restoring vitality to the project of expansion of rights and, in short, greater cohesion in the democratic order. To see them as elements of rupture without apprehending their transformational aspects and their consolidation of the democratic order would lead to create an incomprehensible rift between what has happened in Western countries since the Second Post-War period up until today.

The considerations hardly noted lead to enlarge the range of factors, also linked to local or national dynamics, capable of explaining in the broadest process of civilization, modernization and democratization of Western countries, the anomaly of the 30-year period from 1960 to 1990.

In Italy, for example, the problem of those years was principally represented by the increase in homicides connected to organized crime and, in particular, by the so-called Mafia wars or between criminal bands in competition for control over the territory and the management of emergent illegal markets such as the drugs market and, although to a lesser extent, terrorism with political overtones (Colombo, 2011). As from the 1990s, homicide rates diminished, in particular in relation to Mafia-instigated homicides. (Fig. 10)

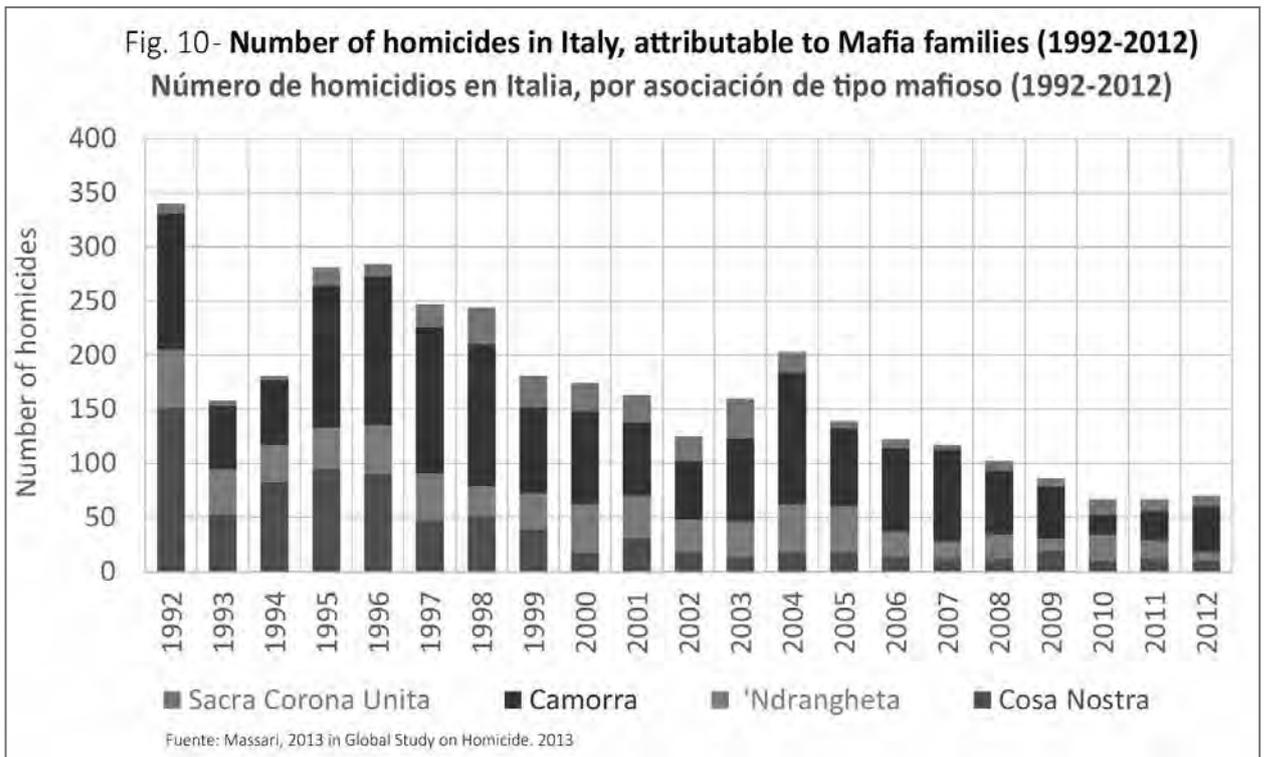
de la sociedad, influenciando las decisiones de más de una generación de jóvenes.

Estas consideraciones exigen estudios sobre la tasa de homicidios en los países caracterizados por una inestabilidad institucional y política. Sin embargo, en las democracias más maduras, donde se verifican fracturas al orden moral y social y procesos de transformación institucionales, también se puede asistir a un aumento de la violencia letal.

Esta explicación sugerida por Pinker, si bien parece ser aceptable –a nuestro juicio– requiere, sin embargo, ser remodulada en relación a dos aspectos decisivos:

- El primero respecta al hecho que, observando atentamente los datos, más que de un proceso de de-civilización se debería hablar de un paréntesis del proceso de civilización: en el periodo 1960-1990, en efecto, no se asiste a una inversión de tendencias capaz de reconducir las tasas a los niveles de fines del Ochocientos. A lo más, nos encontramos frente a un incremento que, en una visión de largo plazo, podríamos definir como contenido y que resultaría perfectamente compatible con la teoría de la civilización;
- El segundo aspecto apunta a la estrecha conexión entre el periodo 1960-1990 y el periodo sucesivo de disminución de la violencia letal (y de los delitos en general) hasta nuestros días: ¿es posible hipotizar que sea precisamente el primer periodo el que haya creado las condiciones para una consolidación del orden sobre nuevas bases que ha hecho posible la prosecución todavía más decidida del proceso de civilización? Nosotros consideramos que sí y que la explicación de Pinker sobre el periodo 1960-1990 se concentra excesivamente en los elementos de ruptura del orden sin considerar que muchos de los procesos que describe pueden ser leídos como factores de regeneración de un orden democrático más estable que produce sus efectos benéficos a partir de los años Noventa. Un ejemplo entre todos: ciertamente las reivindicaciones sociales, las protes-

In the United States, in contrast, the crucial racial question is probably the interpretative key that should be adopted to explain the increase in homicides from the 1960s: repression of the revindications of the civil rights movement, disturbances in large cities; the war against drugs, especially against crack, which according to some scholars (Simon, 2007) is characterized as a strategy for the control and the repression of young Afro-Americans; wars against gangs for control of the illegal drugs market and the classification of many urban ghettos as *out-of-control*. Even today, a report from the *Violence Policy Center* in 2015 highlighted how, in 2012, 50% of homicide victims were of Afro-American origin, even when black people represented only 13 per cent of the national population. In some States such as Missouri, Nebraska and Michigan, the homicide rate of people of colour is over 34 per 100 thousand residents; considering all of the United States, in 2012, the rate was 8 times higher than those of white victims (18 to 2.65). The racial question is also at the centre of the public debate over these months as a consequence of frequent cases of murders of Afro-Americans by law enforcement agents: according to data from the *Guardian* newspaper, which has set up a specific observatory on this topic, there were about 1,134, in 2015, in the United States of which 577 were white and 300 black. However, if the ratio between the number of homicides and the consistency of the whole population is considered in this case, the rate of black people murdered by the police is 7.2 as opposed to 2.91 white people. The data on deaths as a consequence of police arrests taken from the *U.S. Bureau of Justice Statistics* and available up until some years ago, indicate that the high number of murders by law enforcement agents is not something that occurred only over recent years: over the years 2003-2009, more than 4000 deaths had been recorded. On the other hand, the topic of racial discrimination and brutality is present in the American literature on the police, starting precisely in the 1960s.



tas juveniles, los movimientos por los derechos civiles y la revolución feminista han conducido a la ruptura de un orden moral del Ochocientos que no había sido abiertamente contrariado por movimientos masivos sino incluso hasta los años Cincuenta del Novecientos. No obstante, es asimismo evidente que fueron justamente estos movimientos y movilizaciones, que en ocasiones tomaron formas extremas o exéntricas, los que levantaron nuevas luchas para el reconocimiento de formas y conductas de vida capaces de devolver vitalidad al proyecto de expansión de los derechos y, en definitiva, mayor solidez del orden democrático. Verlos como elementos de ruptura sin aprehender su aspecto transformador y de consolidación del orden democrático conduciría a crear una cesura incomprensible entre aquello que sucede en los países occidentales desde la Segunda Posguerra hasta hoy.

Las consideraciones apenas anotadas conducen a ampliar el elenco de los factores, ligados también a dinámicas locales o nacionales, capaces de explicar, en el más amplio proceso de civilización, moderniza-

In other European countries, the increase since the 1960s might have other nuances, however, we can hypothesize that, to explain this parenthesis in the context of the wider process of the decline in lethal violence in Western countries, it is useful to extend the perspective to events of collective violence and institutional violence that are raised around social and political questions and control over illegal emerging markets in that period in each country.

### 5. In search of explanations on the spread of lethal violence in Latin America

We have noted in the introduction to our contribution that there are countries in Latin America with rates of lethal violence that are among the highest in the world; and, that the national variation of homicide rates in this geographic area is much higher: it moves from a little more than 3 homicides for each 100 thousand inhabitants, as in Chile, to the peak of over 90 homicides per 100 thousand inhabitants, as in Honduras (*Global Study on Homicide 2013*), where the rate has however been declining over recent years (in 2015 it fell to 57), and Venezuela, until it peaked at

ción y democratización de los países occidentales, la anomalía del periodo 1960-1990.

En Italia, por ejemplo, el problema de aquellos años se encontraba principalmente representado por el aumento de los homicidios conectados a la criminalidad organizada, en particular a las denominadas guerras de mafia o entre bandas criminales en competencia por el control del territorio y la gestión de mercados ilegales emergentes como el de las drogas y; aunque en menor medida, al terrorismo de matriz política (Colombo, 2011). A partir de los años Noventa, las tasas de homicidios disminuyeron, en particular en lo relativo a los homicidios de mafia. (Fig. 10)

En los Estados Unidos, en cambio, la cuestión racial es probablemente la clave interpretativa que debe adoptarse para explicar el incremento de los homicidios a partir de los años Sesenta: represiones de las reivindicaciones de derechos civiles; disturbios en las grandes ciudades; guerra contra la droga, en especial contra el crack, que según algunos estudiosos (Simon, 2007) se caracteriza como estrategia de control y represión de jóvenes afroamericanos; guerras entre *gangs* por el control del mercado ilegal de estupefacientes y la estructuración de muchos guetos urbanos como *out-of-control*. Incluso hoy, un informe del *Violence Policy Center* del 2015 destaca cómo en el 2012 las víctimas de homicidios hayan sido en un 50 por ciento de origen afroamericano, aun cuando los negros hayan representado solamente el 13 por ciento de la población nacional. En algunos Estados como Misuri, Nebraska y Michigan, la tasa de homicidio de las personas de color es de más de 34 cada 100 mil residentes; considerando conjuntamente los Estados Unidos, en el 2012 la tasa es de 8 veces superior a la de víctimas blancas (18 a 2.65). La cuestión racial es también el centro del debate público en estos meses como consecuencia de frecuentes casos de asesinatos de afroamericanos por parte de los agentes de policía: según los datos del *Guardian*, que ha constituido un observatorio específico sobre este tema, en el 2015 en los Estados Unidos son cerca de 1.134, de los cuales 577 blancos y 300 negros. Sin embargo, si se considera también en este caso, el ajuste del número de homicidios

a record high, in 2015, with 103 homicides every 100 thousand inhabitants in El Salvador<sup>10</sup> (*Global Study on Homicide 2013*).

This variation has also impacted on the tendency of lethal violence over the course of recent years. Unlike Western countries, Latin America is not experiencing a reduction in homicide rates as a whole: these rates are almost the same as they were in 1995, but with very different results for the tendencies depending on the geographic areas and each of the countries.

At a supranational level, on the one hand, a rapid increase may be noted in Central America<sup>11</sup> since the middle of 2000, which leads to a twofold increase in the homicide rate and a more contained increase in the area of the Caribbean<sup>12</sup> since 1999; on the other hand, a reduction in lethal violence is noted in South America<sup>13</sup> from 2002 to 2012. (Fig. 11)

At a national level, the tendencies can be very diverse, even within the same geographic area. For example, homicides in Colombia have fallen since 1996, even though they are still at very high levels, while the Bolivarian Republic of Venezuela has witnessed a constant increase in homicides since 1995. (Fig. 12)

Many other countries, in contrast, presented more stable homicide rates over recent years: Brazil, with very high levels, while Argentina, Chile and Uruguay experienced stable and very similar homicide rates to those of European countries.

---

10 Cfr. <https://www.theguardian.com/world/2015/aug/22/el-salvador-worlds-most-homicidal-place>

11 Central America: Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Nicaragua and Panama.

12 Caribbean: *Anguilla*, Antigua and Barbados, *Aruba*, Bahamas, Barbados, *British Virgin Islands*, *Cayman Islands*, Cuba, Dominican Republic, Granada, *Guadalupe*, Haiti, Jamaica, *Martinica*, *Montserrat*, *Puerto Rico*, San Cristóbal and Nieves, Santa Lucia, Saint Vincent and the Grenadines, Trinidad and Tobago, *Islas Turks and Caicos Islands*, and *Virgin Islands of the United States*.

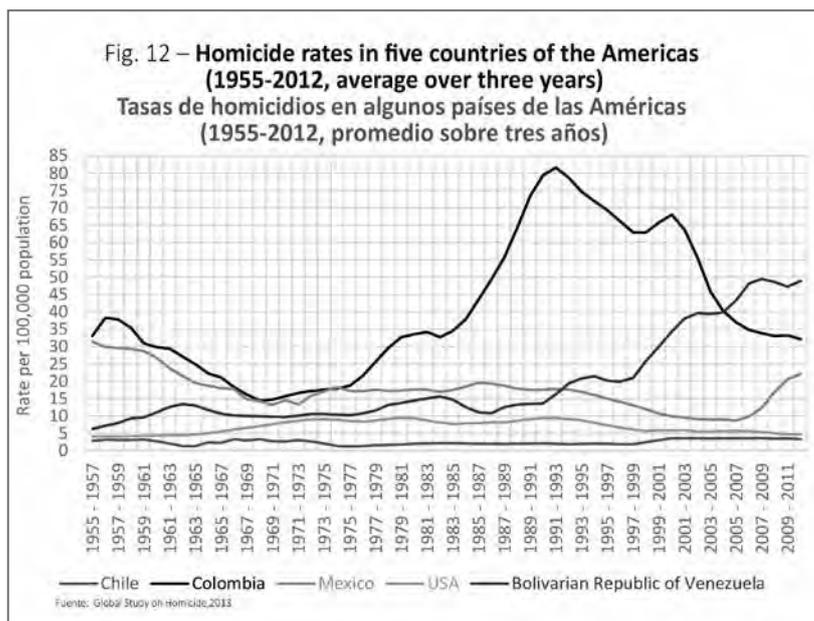
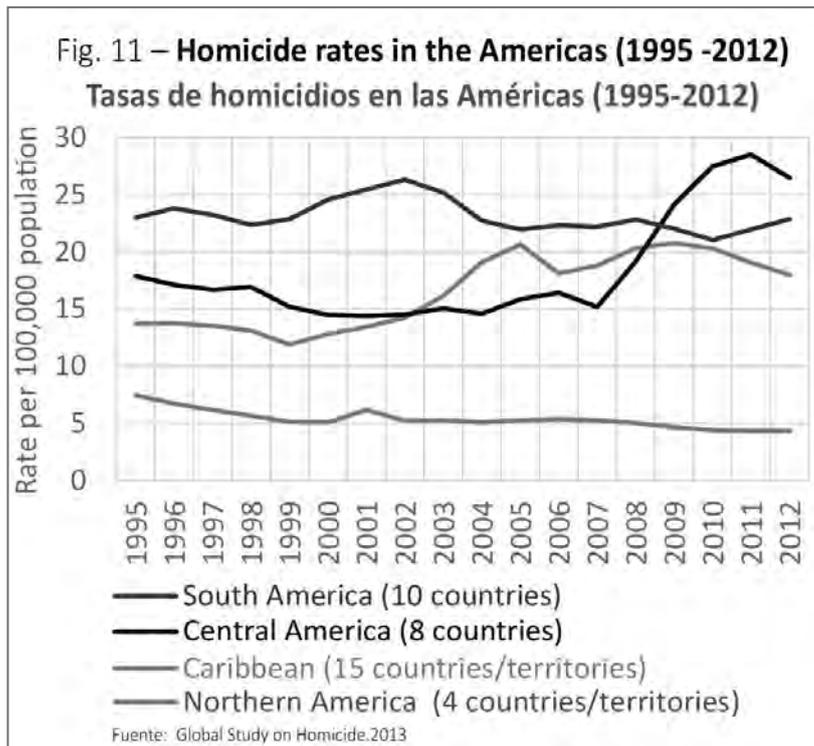
13 South America: Argentina, Bolivia (Plurinational State of), Brazil, Chile, Colombia, Ecuador, *French Guiana*, Guyana, Paraguay, Peru, Surinam, Uruguay and Venezuela (Bolivarian Republic).

en relación con la consistencia de la población, la tasa de negros asesinados por la policía es de 7,2 contra 2.91 blancos. Los datos de muertes como consecuencia de arrestos policiales, extraídos del *U.S. Bureau of Justice Statistics* y disponible hasta hace algunos años atrás, indican que el elevado número de asesinatos por parte de agentes de policía no es un fenómeno de los últimos años: en el periodo 2003-2009 habían sido registradas más de 4000 muertes. Por otra parte, el tema de la discriminación racial y de la brutalidad está presente en la literatura americana sobre las policías precisamente a partir de los años Sesenta.

Para otros países europeos, el aumento a partir de los años Sesenta puede tener otras especificidades, sin embargo podemos hipotizar que, para explicar este paréntesis en el ámbito del más amplio proceso de reducción de la violencia letal en los países occidentales, sea útil extender la visión a los fenómenos de violencia colectiva y violencia institucional que se erigen en torno a cuestiones sociales, políticas o de control de mercados ilegales emergentes en aquel periodo en cada país.

### 5. En búsqueda de explicaciones sobre la difusión de la violencia letal en América Latina

Hemos notado en la apertura de nuestra contribución que en América Latina existen países con tasas de violencia letal que se encuentran entre las más altas del mundo; y también, que la variación nacional de las tasas de homicidios en esta área geográfica es mucho más elevada: se pasa de poco más de 3 homi-



Brazil, with 53,240 homicide victims in 2014 is the country with the highest absolute number of homicides in the world (*Anuário brasileiro de segurança pública* 2015). This negative record, however, does not stand up to an analysis of the number of homicides as a ratio of the population: the rate is, in fact, 26.3 per 100,000 inhabitants, some distance from those that correspond to a large

cidios cada 100 mil habitantes como en Chile hasta la cumbre de más de 90 homicidios por 100 mil habitantes, como en Honduras (*Global Study on Homicide 2013*), cuya tasa se encuentra, sin embargo, en disminución en los últimos años (en el 2015 descendió a 57), y Venezuela, hasta llegar al pico record, en el 2015, de 103 homicidios cada 100 mil habitantes en El Salvador<sup>10</sup> (*Global Study on Homicide 2013*).

Esta variación incide también en la tendencia de la violencia letal en el curso de los últimos años. A diferencia de los países occidentales, América Latina no está experimentando en su conjunto una disminución de la tasa de homicidios: esta última resulta ser casi la misma que en 1995, pero con resultados de tendencias muy diferentes dependiendo de las áreas geográficas y de cada uno de los países.

A nivel supranacional se nota, de una parte, un rápido incremento en América Central<sup>11</sup> a partir de la mitad de los años Dos mil, que conduce casi a redoblar la tasa de homicidios y un aumento más contenido en el área del Caribe<sup>12</sup> a partir de 1999; de otra parte, una disminución de la violencia letal en Sud América<sup>13</sup> desde el 2002 al 2012. (Fig. 11)

A nivel nacional, las tendencias pueden ser muy diversas incluso al interior de una misma área geográfica. Por ejemplo, los homicidios en Colombia se han reducido a partir de 1996, aun cuando se mantenga en niveles muy altos, mientras que la República Bolivariana de Venezuela ha visto un constante aumento de los homicidios a partir de 1995. (Fig. 12)

10 Cfr. <https://www.theguardian.com/world/2015/aug/22/el-salvador-worlds-most-homicidal-place>

11 América Central: Belice, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, México, Nicaragua y Panamá.

12 Caribe: *Anguilla*, Antigua y Barbuda, *Aruba*, Bahamas, Barbados, *Islas Vírgenes Británicas*, *Islas Caimán*, Cuba, República Dominicana, Granada, *Guadalupe*, Haití, Jamaica, *Martinica*, *Montserrat*, *Puerto Rico*, San Cristóbal y Nieves, Santa Lucía, San Vicente y las Granadinas, Trinidad y Tobago, *Islas Turcas y Caicos*, e *Islas Vírgenes de Estados Unidos*.

13 Sudamérica: Argentina, Bolivia (Estado Plurinacional de), Brasil, Chile, Colombia, Ecuador, *Guayana Francesa*, Guyana, Paraguay, Perú, Suriname, Uruguay y Venezuela (República Bolivariana de).

number of countries in Central America, also pointing to the persistence of a problem of diffuse lethal violence. Alongside that question, it is worth pointing out another, which is that the social interchange of fears and political responses enforcing security appear equally worrying: the swift increases, over the past 25 years, of rates of imprisonment, moving from 105 in 1990 to 421 in 2014, with 607 thousand people detained (there were 90 thousand in 1990).

Although there plenty of people have affirmed that homicide rates have tended towards stability over the past thirty years (cfr. *Global Study on Homicide*), if the data from 1980 up until 2012 are studied, an increase of 148.5% may be observed. Such a tendency that is not always linear and reduces its intensity little by little, bringing us up to today, where in effect, as from 1993 it fluctuated between 20 and 29 homicides for every 100 thousand inhabitants (Waiselfisz, 2014). In reality, the Brazilian information hides a high internal variability: in the decade running from 2002-2012, you see, for example, a duplication of the homicides in the North and in the North-East, while a decline of 44% and of 56%, respectively, is observed in Rio de Janeiro and Sao Paulo, the homicide rates per 100 thousand inhabitants falling from 56.5 to 28 in the state of Rio de Janeiro and from 38 to 15 in the State of Sao Paulo (Waiselfisz, 2014).

Argentina, unlike Brazil, has always positioned itself at very low levels, even if the most recent statistics warn of an increase in homicide rates: 3,352 homicides were registered in 2013 which define a rate of 9 homicides per 100,000 residents. This figure represents an increase of 16 per cent with regard to the number of homicides recorded in the preceding year.

### 5.1. The principal factors of lethal violence

Notwithstanding that it is one of the most violent geographic areas in the contemporary world, lethal violence in Latin America has been marginally analyzed in cross-national studies of an explanatory type. River, recently (2016), has sought to fill this gap

Muchos otros países, en cambio, presentan tasas de homicidio más estables en los últimos años: Brasil, con niveles más bien altos, mientras que Argentina, Chile y Uruguay experimentan tasas de homicidios estables y más similares a aquéllas de los países europeos.

Brasil, con 53.240 víctimas de homicidio en el 2014 es el país con el más alto número absoluto de homicidios en el mundo (*Anuário brasileiro de segurança pública* 2015). Este record negativo, sin embargo, no resiste el análisis del número de homicidios en relación a la población: la tasa es, en efecto, de 26.3 por 100.000 habitantes, bien lejana a aquéllas correspondientes a gran parte de los países de América Central, señalándose también la persistencia de un problema de violencia letal difusa. Al lado de tal cuestión, corresponde señalar otra, y es que la circulación social de los miedos y las respuestas políticas de seguridad, parecen igualmente preocupantes: el aumento vertiginoso, en los últimos 25 años, de las tasas de encarcelamiento, pasando desde 105 en 1990 a 421 en 2014, con 607 mil personas detenidas (eran 90 mil en 1990).

Aunque no falta quien afirma una tendencial estabilidad de las tasas de homicidios en Brasil en los últimos treinta años (cfr. *Global Study on Homicide*), si se observan los datos a partir de 1980 hasta el 2012 se advierte un incremento del 148,5 %. Tal tendencia, no siempre lineal, va reduciendo poco a poco su intensidad, acercándonos en nuestros días, donde efectivamente, a partir de 1993 oscila entre los 20 y los 29 homicidios cada 100 mil habitantes (Waiselfisz, 2014). En realidad, el dato brasileño esconde una fuerte variabilidad interna: en la década del 2002-2012 se observa, por ejemplo, una duplicación de los homicidios en el Norte y en el Noreste, mientras que en Río de Janeiro y Sao Paulo se observa una disminución del 44% y del 56%, respectivamente, reduciendo las tasas de homicidios cada 100 mil habitantes desde 56,5 a 28 en el mismo estado carioca y de 38 a 15 en el estado paulista (Waiselfisz, 2014).

Argentina, a diferencia de Brasil, siempre se ha posicionado en niveles más bajos, incluso si las estadísticas más recientes advierten un aumento de

through an empirical analysis of the factors for what the author calls *social violence* (but the indicator is the homicide rate) over the thirty year period 1980-2010. It is on the basis of that study, which includes 19 Countries<sup>14</sup>, which we shall try to understand in the explanation of lethal violence in Latin America, characterized on the whole as a high figure and, at the same time, scattered across the territory in an uneven way.

The factors that Rivera took into consideration are multiple and refer to structural economic conditions (such as economic development, unemployment and inequality), the solidity and democratic character of state institutions, demographic factors such as age, level of instruction, female participation in the employment market and the fact that they are *post-conflict societies*. The results support the considerations that we have presented commenting on the cross-national studies at a global level.

In particular, three aspects also appear decisive because of their impact in terms of policies that should be implemented in Latin America.

In the first place, references to the **level of education** and its negative effect on homicide rates may be found in the study by Rivera. Education can therefore have significant influence on public security; in the long term, state intervention to improve levels of education is relevant to reduce inequalities and to promote economic growth, and it is connected with lethal violence. Expressed in other words, homicide rates fall in relation to the reduction of inequalities and the expansion of the economy (cfr. also Briceno-Leon, Villaveces, Concha-Eastman, 2008).

In second place, a complex relation between lethal violence and **drugs** follows; generally, it is said that the countries that produce illegal drugs or countries through which they pass, experience higher rates of homicide. This observation is true

---

14 Argentina, Bolivia, Brasil, Chile, Colombia, Costa Rica, República Dominicana, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Honduras, México, Nicaragua, Panamá, Paraguay, Perú, Trinidad y Tobago, Uruguay, Venezuela.

la tasa de homicidios: en el 2013 se verificaron 3,352 homicidios que han determinado una tasa de 9 por 100,000 residentes. Este dato representa un aumento del 16 por ciento respecto al número de homicidios registrados el año precedente.

#### 5.1. Los principales factores de la violencia letal

No obstante sea una de las áreas geográficas más violentas del mundo contemporáneo, la violencia letal en América Latina ha sido analizada marginalmente en los estudios *cross-national* de corte explicativo. Rivera, de reciente (2016), ha intentado colmar esta laguna a través de un análisis empírico de los factores de aquéllo que el autor denomina *social violence* (pero cuyo indicador es la tasa de homicidios) en el treinteno 1980-2010. Es a partir de este estudio, que incluye 19 Países<sup>14</sup>, que intentaremos adentrarnos en la explicación de la violencia letal en América Latina, caracterizada en su conjunto, por ser elevadas y, al mismo tiempo, territorialmente distribuida en modo no homogéneo.

Los factores que Rivera toma en consideración son múltiples y se refieren a condiciones económicas estructurales (como el desarrollo económico, desempleo, y desigualdad), la solidez y carácter democrático de las instituciones estatales, los factores demográficos como la edad, el nivel de instrucción, la participación femenina en el mercado del trabajo y el hecho de ser *post-conflict societies* (sociedad con un pasado reciente de conflictos armados). Los resultados apoyan las consideraciones que hemos expuesto comentando los estudios *cross-national* a nivel mundial.

En particular, tres aspectos parecen decisivos también por su incidencia sobre el plano de las políticas que deben implementarse en América Latina.

En primer lugar, del estudio de Rivera surge que el **nivel de instrucción** ejerce un efecto negativo sobre las tasas de homicidio. La educación, por tanto, puede tener una injerencia significativa sobre la seguridad

14 Argentina, Bolivia, Brasil, Chile, Colombia, Costa Rica, República Dominicana, Ecuador, El Salvador, Guatemala, Honduras, México, Nicaragua, Panamá, Paraguay, Perú, Trinidad y Tobago, Uruguay, Venezuela.

for countries like Colombia and Mexico, but not, for example, for Bolivia, which presents relatively low rates of lethal violence, even when it is one of the most important cultivators of coca plants. Therefore, it appears that the production and the traffic of drugs leads to higher violence, but only under certain conditions, which at first sight, principally depend on the level of competence between the organizations that produce or traffic drugs, which can initiate real internal wars for control over a territory and therefore for the conquest of economic power and, on occasions, institutional power.

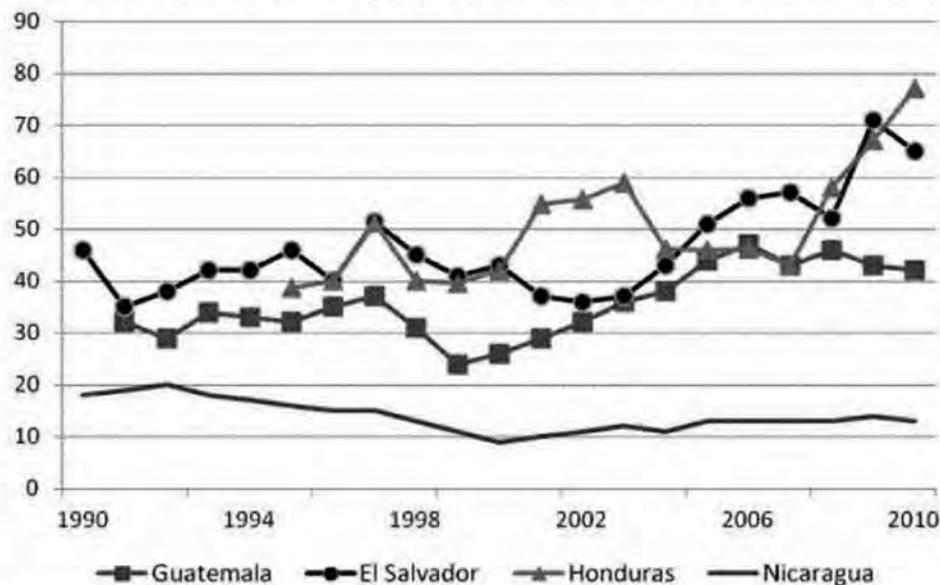
#### 5.2. *The management of the transition in post-conflict states*

A third aspect noted in the study by Rivera alludes to the fact that the homicide rates are higher in **post-conflict states** than in those states that have not experienced civil war, demonstrating that the challenge of strengthening the democratic state under the rule of law after an internal armed conflict is decisive for the consequences of the spread of violence. In particular, the *post-conflict states* registered 8 homicides per 100 thousand inhabitants, over the regions with a peaceful past. These data help to explain some of the specificities in the regions with regard to North America and Europe; some relevant differences between the countries of Latin America: and the high rate of violence that is experienced in Central America.

However, the way in which governments have managed the transition towards peace, has a containment effect on lethal violence. Nevertheless, as concerns post-conflict states, the level of homicides is significantly lower in Nicaragua (in any case 10 homicides per 100 thousand inhabitants) than in El Salvador, Guatemala and even with respect to Honduras (with rates almost 7 times higher than those of Nicaragua). (Fig. 13)

José Miguel Cruz (2011) explains this leap that increases precisely in the decade that follows the end of the conflicts in the so-called *northern*

Fig. 13 – Homicide rates in four countries of Central America (1990-2006)  
 Tasas de homicidios en algunos países de América Central (1990-2006)



Fuente: Cruz, 2011, p. 4

pública; en el largo plazo, la intervención estatal para mejorar los niveles de instrucción resulta relevante para reducir las desigualdades y promover el crecimiento económico, también éste conectado con la violencia letal. Dicho de otro modo, con la reducción de las desigualdades y con la expansión de la economía disminuyen las tasas de homicidios (cfr. también Briceno-Leon, Villaveces, Concha-Eastman, 2008).

En segundo lugar, del análisis de Rivera surge una compleja relación entre violencia letal y **droga**: generalmente se afirma que los países que producen o por los cuales transitan sustancias estupefacientes experimentan más altas tasas de homicidio. Esto es cierto para países como Colombia y México, pero no, por ejemplo, para Bolivia, que presenta tasas de violencia letal relativamente bajas, aun cuando sea uno de los más importantes cultivadores de plantas de coca. Por tanto, parece que la producción y el tráfico de sustancias estupefacientes conduzca a una mayor violencia, pero sólo en ciertas condiciones, que, a primera vista, dependen principalmente del nivel de competencia entre las organizaciones que producen o trafican droga, que pueden iniciar verdaderas guerras internas por el control del territorio y por la

*triangle*, by pointing to the reforms of public security implemented in Nicaragua with regard to other countries: while the transition from war to peace and from dictatorship to democracy in El Salvador, Guatemala and Honduras (still with the specificities of one place that has not lived through an internal conflict, but has been strongly militarized by the United States bases in the region) has not been accompanied by substantial changes in institutions, nor by the modalities of law enforcement (the principal characteristics of the former security forces, assisted by the collaboration of private groups and of civilians to guarantee order, has largely survived following the end of the transition); Nicaragua has initiated an institutional process of reinforcement of the state security apparatus and of changes to the regulations and of the people that constituted the old guard<sup>15</sup>.

15 The analysis by José Miguel Cruz is certainly rigorous with regard to the historical period under examination. Therefore, it must be borne in mind that, after the publication of his precious contribution (2011), the President Daniel Ortega –ex-Sandinista guerrilla in the days of the revolution in 1979 and democratically elected in 2006 after having brokered an alliance between the right-

conquista del poder económico y, en ocasiones, institucional.

## 5.2. La gestión de la transición en los post-conflict states

Un tercer aspecto advertido por el estudio de Rivera alude al hecho que la tasa de homicidios resulta más elevada en los *post-conflict states* que en aquellos estados que no han experimentado una guerra civil, demostrando que el desafío de reforzar el Estado de Derecho (*rule of law*) después de un conflicto armado interno es decisivo por las consecuencias en materia de difusión de la violencia. En particular, los *post-conflict states* registran 8 homicidios por 100 mil habitantes, por sobre las regiones con un pasado de paz. Este dato ayuda a explicar algunas especificidades de esta área geográfica respecto de Norteamérica y Europa; algunas diferencias relevantes entre los países de América Latina; y la alta tasa de violencia que se experimenta en América Central.

Sin embargo, debe notarse que el modo en que los gobiernos han gestionado la transición hacia la paz, tiene un efecto de contención de la violencia letal. No obstante tratarse de *post-conflict states*, el nivel de homicidios es significativamente más bajo en Nicaragua (en todo caso sobre los 10 homicidios cada 100 mil habitantes) respecto de El Salvador, Guatemala e incluso respecto de Honduras (con tasas de hasta casi 7 veces superiores a aquéllas de Nicaragua). (Fig 13)

Para explicar este salto, que aumenta precisamente en la década que sigue el final de los conflictos en el llamado *northern triangle*, José Miguel Cruz (2011) apunta el reflector sobre las reformas de seguridad pública implementadas en Nicaragua respecto de otros países: mientras El Salvador, Guatemala y Honduras (aun con las especificidades de un lugar que no ha vivido un conflicto interno, sino una fuerte militarización como base de apoyo de los Estados Unidos en la región) la transición de la guerra a la paz y de la dictadura a la democracia no ha estado acompañada por cambios sustanciales en las instituciones, ni por modalida-

Certainly, as Cruz himself warns us, the individual factors in the literature that explain levels of violence in Central America play a fundamental role: poverty and inequality, exacerbated by economic globalization and by the implementation of the neo-liberal reforms of the 1990s that have also produced unemployment, immigrations and segregation dynamics in public spaces: as well as factors linked to the inheritance of the war: ex-combatants in chaos, the proliferation of arms in circulation and the continuation of a sort of culture of violence. In short, unearthing criminal economies linked to the transnational drugs trade in weak states and the presence of a predominantly young population have been studied in relation to the high rates of criminality in that region (Cruz, 2011, 5).

However, all of these factors hardly manage to take into account the differences between the violence in Nicaragua and that of the *northern triangle*: after all, Nicaragua has lived through particularly wounding internal conflicts, it is one of the poorest countries and is characterized by inequality, which presents the same problems that refer to economic transformation, urban segregation, the privatization of public security, the availability of arms, the abundant population of youth, and the presence of criminal bands that operate in the drugs trade.

One very hazy interpretation of the differences at these levels of lethal violence between Nicaragua and the rest of the northern triangle refers to the penetration and the strength of street gangs in those countries. It is evident that gangs of youth are fundamental actors in the violence in America Central (even when, according to the available data, their influence is not clear on the crime levels in

---

wing (Liberal Independent Party) and the left-wing (Sandinista National Liberation Front)- has recently expelled some members of parliament, who had been elected, in 2011, in that coalition. The decision was accompanied, in public opinion, by reports, which were hardly repressed, of authoritarianism on his part, at a critical moment for the country, which on 6<sup>th</sup> November 2016 was to elect both a President and Vice-President, 90 members of the national Parliament and another 20 for Central America.

des de *law enforcement* (las características principales de los viejos aparatos de seguridad, que se avalen de la colaboración de grupos privados y de civiles para garantizar el orden, ha sobrevivido largamente después del final de la transición); Nicaragua ha iniciado un proceso institucional de reforzamiento de los aparatos de seguridad estatales y de modificación de las disposiciones y de las personas del viejo régimen<sup>15</sup>.

Ciertamente, como advierte el mismo Cruz, los factores individuales de la literatura para explicar los niveles de violencia en América Central juegan un rol fundamental: pobreza y desigualdad, exasperadas por la globalización económica y por la implementación de las reformas neo-liberales de los años Noventa que han producido también, desempleo, inmigración y dinámicas de segregación de los espacios públicos; así como también factores ligados a la herencia de la guerra: ex-combatientes en caos, proliferación de armas en circulación y la continuación de una suerte de cultura de la violencia. En fin, enterarse de economías criminales entorno al negocio transnacional de la droga en presencia de estados débiles y de la presencia de una predominante población juvenil han sido estudiados en relación a las altas tasas de criminalidad en esta región (Cruz, 2011, 5).

Sin embargo, todos estos factores no logran dar cuenta de las diferencias entre la violencia en Nicaragua y aquella del *northern triangle*: después de todo, Nicaragua ha vivido conflictos internos particularmente lacerantes, es uno de los países más pobres

---

15 El análisis de José Miguel Cruz es ciertamente riguroso en lo que respecta al periodo histórico examinado. Luego, debe tenerse presente que, después de la publicación de su preciosa contribución (2011), el Presidente Daniel Ortega –ex guerrillero sandinista a los tiempos de la revolución de 1979 y democráticamente electo en el 2006 después de haber dado vida a una alianza entre la derecha (Partido Liberal Independiente) y la izquierda (su Movimiento Libertador Sandinista)– ha recientemente expulsado del Parlamento a algunos diputados que habían sido electos, en el 2011, en aquella coalición. La decisión ha sido acompañada, por parte de la opinión pública, por denuncias, para nada ocultas, de autoritarismo a su respecto, en un momento crítico para el país, que el 6 de noviembre de 2016 deberá elegir Presidente y Vicepresidente, 90 diputados al Parlamento nacional y otros 20 para el centroamericano.

their surroundings) and that the role of these gangs in the regeneration of crime is more significant in El Salvador, Honduras and Guatemala than in Nicaragua. However, as Cruz suggests, it is not enough to consider the differences between the *Maras* of the northern triangle and the gangs of Nicaragua who see the former as more numerous, more violent and related more to the circumstances of the enforced return of young emigrants from the United States, immersed in the extensive culture of North-American gangs. Besides, Mexico has also lived through the same circumstances of youth returning from the United States, but the Mexican *Maras*, in particular *Dieciocho*, have not had the same central role that gangs have had in other areas of Central America. On the contrary, it is important to consider, in the first place, the internal conditions that they have experienced in Guatemala, El Salvador and Honduras; fertile territory for the strengthening of gangs and the spread of violence in general.

Therefore, beginning with these premises, the study by Cruz concerns the way in which the so-called four “foundational democracies” of Central America –a term that is understood by the fact that they have never experienced forms of democratic government in the past–, have managed the move from war to peace, from the strong presence of a military order to civil forms of government (from military to civilian rule), from authoritarianism to democracy. In summary, the reform of law enforcement agents in Guatemala, El Salvador and Honduras has principally failed for those reasons (Cruz, 2011, 15):

- The *élites* who have managed the transition have permitted military personnel to remain in the police force and to continue employing authoritarian practices;
- In addition, paramilitary troops, platoons of vigilantes and civilian self-defence militias have not been completely disbanded: armed groups, facilitated by the wide availability of arms in circulation, have continued to operate, very frequently maintaining contacts with institutions

y caracterizado por la desigualdad, que presenta los mismos problemas referidos a la transformación económica, la segregación urbana, la privatización de la seguridad pública, la disponibilidad de armas, la amplitud de la población juvenil y la presencia de grupos criminales que operan en el tráfico de drogas.

Una interpretación muy difusa sobre las diferencias en los niveles de violencia letal entre Nicaragua y el resto del *northern triangle* se refiere a la difusión y la fuerza de las *street gang* en estos países. Es evidente que las bandas juveniles son actores fundamentales de la violencia en América Central (aun cuando según los datos disponibles no sea clara su influencia sobre los niveles de criminalidad en su conjunto) y que su rol en la reproducción de la criminalidad es más significativo en El Salvador, Honduras y Guatemala que en Nicaragua. Sin embargo, como sugiere Cruz, no basta considerar las diferencias entre *maras* del *northern triangle* y *pandillas* de Nicaragua que ven a las primeras más numerosas, más violentas y más relacionadas al fenómeno del retorno coactivo de jóvenes emigrantes desde Estados Unidos, embebidos de la difusa cultura de las gang norteamericanas. Por lo demás, también México ha vivido el mismo fenómeno de retorno de jóvenes desde los Estados Unidos, pero las *maras* mexicanas, en particular la *Dieciocho*, no han tenido la misma centralidad que ha tenido en otras áreas de América Central. Por el contrario, es importante considerar, en primer lugar, las condiciones internas que han hecho de Guatemala, El Salvador y Honduras terreno fértil para el reforzamiento de las gangs y la difusión de la violencia en general. Por tanto, partiendo de estas premisas, el estudio de Cruz sobre el modo en que las denominadas cuatro “foundational democracies” de América Central –entendiendo con tal término el hecho que de no hayan jamás experimentado en el pasado formas de gobierno democrático–, han gestionado el paso de la guerra a la paz (from war to peace), de la fuerte presencia del orden militar a formas de regulación civil (from military to civilian rule), de regimenes autoritarios a la democracia (from authoritarianism to democracy).

and at the highest levels of government and initiating new criminal activities to survive in a new institutional context;

- The authors of serious violations of human rights who were in charge of the institutions of the old regime have benefitted from Amnesty laws and remain in circulation still in institutional offices and in criminal organizations, always able to count on the support of ex-colleagues;
- The institutions of law enforcement have been weakened and are highly susceptible to corruption and to the infiltration of criminal networks, turning themselves into the targets of widely held feelings of mistrust and a source of public and criminal insecurity.

On the other hand, it should be considered that it is precisely the heavy-handed policies applied by the national governments of Central America to confront high levels of criminality and the social organization of gangs that have emphasized the extensive use of armed force at the hands of the police, compromising the democratic reform process of law enforcement institutions (Perez, 2013).

Nicaragua also presents problems of violence and criminality that make it similar to other Latin American countries. However, the analysis of Cruz highlights that the difference in levels of lethal violence between this country and those more to the north is principally in the fact that the State – its institutions and its agents- is not the biggest reproducer of this violence as it is in other parts of Central America<sup>16</sup>.

### 5.3. *Difficult heritages and the democratic question*

These suggestions on Central America lead to the restitution of the value and the centrality of those political processes that have not been able to accompany the introduction of free elections with a high investment in the democratization of institutions and in the formation of civil society. In these cases,

<sup>16</sup> Cfr. however, with as much as we have affirmed *supra*, in fn. 12.

En síntesis, en Guatemala, El Salvador y Honduras las reformas de los aparatos de seguridad han fallado principalmente por estos motivos (Cruz, 2011, 15):

- Las *élites* que han gestionado la transición han permitido que el personal militar permaneciese en la policía y continuase empleando prácticas autoritarias;
- Además, las tropas paramilitares, las esquadras de vigilantes y grupos civiles de auto-defensa no han sido completamente desmantelados: grupos armados, facilitados por una amplia disponibilidad de armas en circulación, han continuado operando, muy frecuentemente manteniendo conexiones con las instituciones o con los más altos cargos del gobierno e iniciando nuevas actividades criminales para sobrevivir en un nuevo contexto institucional;
- Los autores de graves violaciones de derechos humanos que estaban a cargo de las instituciones del viejo régimen han podido beneficiarse de leyes de amnistía y mantenerse en circulación aún en las sedes institucionales o en las organizaciones criminales contando siempre con el apoyo de ex colegas;
- Las instituciones de seguridad han resultado débiles y fuertemente permeables a la corrupción y a la infiltración de redes criminales, convirtiéndose ellas mismas en destinatarias de sentimientos de desconfianza difusa y de fuente de inseguridad pública y de criminalidad.

Por otra parte, debe considerarse que, precisamente las políticas de *mano dura* aplicadas por los gobiernos nacionales de América Central para afrontar los altos niveles de criminalidad y el fenómeno de las bandas han enfatizado el uso extensivo de las fuerzas armadas con funciones de policía interna, comprometiendo de hecho el proceso de reforma democrática de las instituciones de seguridad (Pérez, 2013).

Nicaragua también presenta problemas de violencia y criminalidad que lo asimilan a otros países de América Latina. Sin embargo, el análisis de Cruz pone en evidencia que la diferencia en los niveles de

some speak of *democratization backwards*. There are good reasons to sustain that the failure of the rule of law in the new democracies of Latin America and the difficulty of linked public power to control over civil society is a key element in understanding not only the spread of lethal violence, but also, in particular, the high number of deaths at the hands of the police, as the important study by Daniel Brinks (2007) highlights in relation to the legal response to murders by the police in Latin America.

The studies that show evidence of high levels of homicide in the *post-conflict states* of Latin America feed into and contribute to the progress of that line of investigation on the high rates of lethal violence in countries in transition from authoritarian systems to democracies and in the anocracies, which is to say, in the hybrid institutional systems and formal or weak democracies. However, it is not only the conflicts of the last half of the century in South America that constitute an inheritance that is difficult to manage: Jerome Neapolitan (1994), in his study *Cross-National Variation in Homicide Rate. The Case of Latin America*, attributes a reason for the highest levels of violent crime to their colonial past linked to imperial domination, to slavery and to the progressive destruction of indigenous cultures. This violent past has not been suddenly interrupted by the end of colonialism; instead a post-colonial context of tolerance towards the vicious cycle of violence has been created: the little respect for the value of life has created a mentality of acceptance towards the use of violence as a means of managing conflict and endemic social problems (Neumayer, 2003).

Ricardo Salvatore (2013), in his work, accepted the challenge of an historical analysis of violence in South America, discussing and remodelling the perspective of the civilizing process of the modern age described by Elias. In effect, because of its historical and socio-cultural peculiarities, that area constitutes a test bench to verify resistance to those theories on violence that are anchored in reflections on the monopoly of violence, on pacification, on

violencia letal entre este país y aquéllos de más al norte está principalmente en el hecho que el Estado –sus instituciones y sus agentes– no es el mayor reproductor de esta violencia como en otros lugares de América Central<sup>16</sup>.

### 5.3. Herencias difíciles y cuestión democrática

Estas sugerencias sobre América Central conducen a restituir el valor y la centralidad a aquellos procesos políticos que no han sabido acompañar la introducción de elecciones libres con una fuerte inversión en la democratización de las instituciones y en la formación de la sociedad civil. En estos casos, se habla de democratización al revés (*democratization backwards*). Existen buenas razones para sostener que el fracaso del estado de derecho en las nuevas democracias de América Latina y la dificultad de vincular el poder público al control de la sociedad civil es un elemento clave para comprender no sólo la difusión de la violencia letal, sino que también, en particular, el elevado número de muertes en manos de agentes de la policía, como destaca el importante estudio de Daniel Brinks (2007) sobre la respuesta judicial a los asesinatos por parte de la policía en América Latina.

Los estudios que evidencian los altos niveles de homicidio en los *post-conflict states* de América Latina alimentan y contribuyen a hacer progresar aquel filón de investigación sobre las altas tasas de violencia letal en los países en transición desde sistemas autoritarios a democracias y en las anocracias, es decir, en los sistemas institucionales híbridos o democracias formales o débiles. Sin embargo, en Sudamérica no son sólo los conflictos de la última mitad del siglo los que constituyen una herencia difícil de gestionar: Jerome Neapolitan (1994), en su estudio *Cross-National Variation in Homicide Rate. The Case of Latin America*, atribuye como razón de los más altos niveles de criminalidad violenta a su historia colonial ligada a la dominación imperial, a la esclavitud y a la destrucción progresiva de las culturas

control over aggressive impulses during the so-called period of modernization. However, it must be pointed out that, in Latin-American historiography, more than “civilizing” in the words of Elias, the discussion has been about the “violence of civilization”, where the latter term is understood as an ideology of the affirmation of superiority that divides civilized societies from barbarian ones and that, in short, proposes to civilize the barbarians. Elias, as is known, on the contrary, speaks of an observable constellation of social facts, generated by transformations that orient the mentalities and collective sensitivities, and it is on this plane that Salvatore understands discussion on violence in the American subcontinent. There is not enough space in this paper to completely review all the arguments debated by this author. However, it is worth highlighting one aspect, among them all, that constitutes a key element of the work of Elias and that presents some peculiarities: the state monopoly of violence. The Latin-American correlation of the process of centralization and monopolization of violence should be situated throughout the 19<sup>th</sup> century (1829-1930) during which, on the one hand, the disarmament of the armed forces of *caudillismo* that had dominated the provinces, adapting to the fragmentation of political sovereignty in the period of post-independence: on the other, the confrontations with regional rebellions that threatened the legitimacy of the central state. Even when those two internal threats continued for more than a few years undermining the stability of the national states, the reduction of the militias of *caudillismo* and in the number of rebellions against federal governments can be considered signs of what Elias defined as a civilizing process.

The situation of generalized violence in the history of Latin America appears therefore to be associated with the conditions arising from political and social transformations and, in particular, with the process of State formation: the expansion of institutions with their potential to transform the conduct of the public and public sensibility, is in this respect crucial. The

16 Cfr., sin embargo, con cuanto hemos afirmado *supra*, en la nota n. 13.

indígenas. Este pasado violento no ha sido interrumpido de golpe con el fin del colonialismo, sino que se ha creado un contexto postcolonial de tolerancia hacia el ciclo vicioso de la violencia: el poco respeto por el valor de la vida ha creado una mentalidad de aceptación del uso de la violencia como forma de gestionar los conflictos y problemas sociales endémicos (Neumayer, 2003).

Ricardo Salvatore (2013), por su parte, ha aceptado el desafío de un análisis histórico de la violencia en Sudamérica, discutiendo y remodulando la perspectiva del proceso de civilización de la edad moderna descrito por Elias. En efecto, por sus peculiaridades históricas y socio-culturales, aquella área constituye un banco de prueba para verificar la resistencia de aquellas teorías sobre la violencia que anclan a las reflexiones sobre el monopolio de la violencia, sobre la pacificación, sobre las interdependencias sociales y sobre el control de los impulsos agresivos durante el periodo de la denominada modernización. Sin embargo, debe señalarse que, en la historiografía latino-americana más que de "civilización" en términos eliasianos se ha discutido sobre la "violencia de la civilización", donde este último término viene entendido como ideología de afirmación de una superioridad que divide las sociedades civilizadas de aquéllas bárbaras y que, en definitiva, se propone civilizar a los bárbaros. Elias, como se sabe, habla, al contrario, de una constelación observable de hechos sociales, generados por transformaciones que orientan las mentalidades y las sensibilidades colectivas, y es sobre este plano que Salvatore entiende discutir sobre la violencia en el subcontinente americano. En esta sede no es posible retomar completamente todos los argumentos debatidos por este autor. Sin embargo, vale la pena destacar un aspecto, entre todos, que constituye un elemento clave del recorrido de Elias y que presenta algunas peculiaridades: el monopolio estatal de la violencia. El correlato latinoamericano del proceso de centralización y monopolización de la violencia debe ser situado a lo largo del siglo XIX (1829-1930) en que, de un lado, se verifica el desarme de las fuerzas armadas *caudillistas* que habían dominado las provincias adaptándose a la fragmentación de la soberanía política en el periodo

police, the schooling system, the military world, the organization of the public domain, the justice system, and the institutions that are born in civil society, such as unions, communal libraries, women's associations, and religious organizations, all influence models of conduct and sensibility.

Following the reasoning of Salvatore, it is possible that some tendencies have emerged, since the 1990s, that are contrary to the preceding period, which have led to a return of forms of control; in other words, one could speak of a de-civilizing phase, characterized by the resurgence of institutional fragmentation and by the weakening of the national State, *guerrilla* organization, periods of State terror, wars between rival bands, paramilitary actions, massacres of indigenous persons, abductions and drug-trafficking that have given credence to an exponential rise in individual and collective, interpersonal and institutional violence.

The violence of many countries of Latin America has been studied in relation to socio-economic conditions, connected neo-liberal policies, to the level of instruction, to the circulation of arms, to the presence of armed bands, to drug-trafficking and to other sorts of cultural tolerance of violence. What however appears clear is that the historical heritage of internal conflicts, particularly violent during the period of independence and the post-colonial period, the militarization of social life through which the liberal regimes have consolidated their presence, and institutional violence in the confrontations with indigenous peoples during the phase of liberal governments up until the start of the 1990s have all played a fundamental role in the process of modernization. They define themselves as limits to pacification in Latin-American society and the platform for the imposition of de-civilizing factors experienced since the 1970s and singled out as key elements in an explanation of the exponential growth of violence.

post-independencia: por otra parte, se confrontan las rebeliones regionales que amenazaban la legitimidad del estado central. Aun cuando estas dos amenazas internas continuaron por no pocos años socavando la estabilidad de los estados nacionales, la disminución de las milicias *caudillistas* y la reducción del número de rebeliones contra los gobiernos federales pueden ser considerados señales de aquello que Elias define como un proceso de civilización.

La situación de la violencia generalizada en la historia de América Latina parece estar asociada, por tanto, a las condiciones derivadas de las transformaciones políticas y sociales y, en particular por los procesos de formación del Estado: la expansión de las instituciones y su potencial de transformación de las conductas de las personas y de su sensibilidad, es crucial al respecto: la policía, el sistema escolástico, el mundo militar, la organización ciudadana y el aparato judicial, y también las instituciones que nacen en la sociedad civil, como los sindicatos, las bibliotecas comunales, las asociaciones de mujeres, las organizaciones religiosas influyen en la sensibilidad y en los modelos de conducta.

Siguiendo el razonamiento de Salvatore, es posible que hayan surgido, a partir de los años Sesenta del Novecientos, algunas tendencias contrarias respecto al periodo precedente, que han conducido a una regresión de las formas de control; se podría hablar, en otros términos, de una fase de de-civilización caracterizada por el surgimiento de fragmentaciones institucionales y por el debilitamiento del Estado nacional, de formas de *guerrilla*, de periodos de terror de Estado, de guerras entre bandas rivales, de acciones paramilitares, de masacres de campesinos indígenas, de raptos y de narcotráfico que han dado cuerpo a un crecimiento exponencial de la violencia individual y colectiva, interpersonal e institucional.

La violencia de muchos países de América Latina ha sido estudiada en relación a las condiciones socio-económicas, conectadas a las políticas neo-liberales, al nivel de instrucción, a la circulación de armas, a la presencia de bandas, al narcotráfico o a otro tipo de tole-

## 6. Towards a conclusion ...

Over these pages, we have described some of the principal trends in lethal violence in the world, concentrating in particular on Western countries (Western Europe and Anglo-Saxon countries) and on Latin-America. The picture that we have painted –we shall repeat it once more– is that of the gradual fall in homicides –more marked and over the long term in the Old Continent –notwithstanding the anomalous parenthesis of the period 1960-1990– and in some Asian countries (like Japan), and certainly present as from the 1990s in many other regions. On the other hand, we appreciate a significant variation in homicide rates between different geographic areas that present tendencies that are not always clearly ascribable to the theory of decline, with some situations following an undoubtable counter trend, as in Central America.

If these dynamics find sufficient convergence in the literature, a multiplicity of approaches and approximations have been developed at an explanatory level in which we have started to individualize a personnel point of view.

On one point, we coincide with a large part of the literature on the macro causes of homicides; in other words, that democracy constitutes a decisive knot to guarantee social organization and a cultural anthropology that sees respect for human life as essential “affective infrastructure” and, at the same time, the guiding principle in interpersonal and institutional relations. In this sense, speaking of democracy means referring not only to particular rules that establish who and how they are legitimized to exercise power, through certain procedures and within certain limits (Bobbio, 1995), but also to active and participative social organization, of the Rule of Law in a democracy oriented towards promoting the wellbeing of people and, in short, of a democratic spirit that is found in the opening and in the inclusion of strong anchorages.

Democracy therefore counts. It has been confirmed in analyses on homicide rates in the anocra-

rancia de la cultura de la violencia. Aquello que, sin embargo, parece claro es que la herencia histórica de los conflictos internos, particularmente violentos durante el periodo de la independencia y en el periodo post-colonial, de la militarización de la vida social a través de los cuales se han consolidado los regimenes liberales, de la violencia institucional en las confrontaciones con los indígenas durante la fase de los gobiernos liberales hasta inicio del Novecientos ha jugado un rol fundamental en el proceso de modernización, poniéndose como límite a la pacificación de la sociedad latino-americana y base de apoyo por la imposición de factores de de-civilización experimentados a partir de los años Sesenta e individuados como elementos clave para explicar el crecimiento exponencial de la violencia.

## 6. Hacia una conclusión...

En estas páginas, hemos descrito algunas de las principales tendencias sobre la violencia letal en el mundo, concentrándonos en particular sobre los países occidentales (Europa Occidental y países anglosajones) y sobre América Latina. La imagen que hemos recabado –lo reiteramos por última vez– es la de una tendencial disminución de los homicidios, más marcado y de largo plazo en el Viejo Continente –sin perjuicio del anómalo paréntesis del periodo 1960-1990– y en algunos países asiáticos (como Japón), y ciertamente presente a partir de los años Noventa en muchas otras regiones. Por otra parte, apreciamos una significativa variación de tasas de homicidio entre diversas áreas geográficas que presentan tendencias no siempre claramente adscribibles a la teoría del declive, con algunas situaciones en indudable contratendencia, com en América Central.

Si estas dinámicas encuentran suficiente convergencia en la literatura, es sobre el nivel explicativo donde se ha desarrollado una multiplicidad de enfoques y de aproximaciones en la cual hemos comenzado a individuar un punto de vista propio.

Sobre un punto, coincidimos con buena parte de la investigación sobre las causas macro de los homicidios, es decir, que la democracia constituye un nudo

en países, in countries and during transitional periods and in hybrid systems, it has been thematized in studies on civilizing processes and democratization and some investigations on mass murder have pointed it out.

So far so good, with the data and some of the narrations that may be constructed around these data. However, precisely because of the importance of such discourse, it makes sense, at this stage in the conclusions, to concentrate on the *shadows* as well that are cast over the life of democracies, whether Western or otherwise.

Sociological and philosophical-political reflection on the crisis of democracy is rich in ideas for analysis and it would be out of place to attempt a hasty summary here. We shall limit ourselves, therefore, to enouncing some of the threats that, more than others, appear to detract from the project of the expansion of rights in contemporary society:

- “The fear of barbarians is what risks making us barbarian”. In these words, Tzvetlan Todorov (2008, 16) encloses the regressive potential of democratic systems, understood from the cultural, social and institutional reaction with regard to migratory events and economic inequality that creates ghettos of urban misery: policies that assume the task of calming fears generally end up restricting areas of freedom and participation in civil life, defining, in this way, the prophecy of barbarizing civilization.

- The concept of post-national constellations –according to the definition of Jürgen Habermas (1998)– describes how economic globalization is creating a crisis of national-state forms of government and with it the idea of a social state and the very concept of democracy: the capacity of the national state to be a regulatory state is weakened, constrained to think of its planetary scale in new forms of management of both relations and problems. At the same time, paradoxically, we are witnessing a revitalization of the local dimension, a redefinition of identities on a territorial basis, of community identities, in the absence

decisivo para garantizar una organización social y una antropología cultural que vea el respeto por la vida humana como "infraestructura afectiva" imprescindible y al mismo tiempo principio orientador de las relaciones interpersonales e institucionales. En este sentido, hablar de democracia significa referirse no solo a particulares reglas que establezcan quién y cómo se está legitimado para ejercitar el poder, mediante ciertos procedimientos y dentro de ciertos límites (Bobbio, 1995), sino también a la presencia de una articulación social activa y partícipe, de un Estado de Derecho orientado a promover el bienestar de las personas y, en definitiva, de un sentir democrático que se encuentra en la apertura y en la inclusión de anclajes firmes.

Por tanto, la democracia cuenta. Lo han confirmado los análisis sobre las tasas de homicidio en la anocracias, en los países e transición y en los sistemas híbridos, lo han tematizado los estudios sobre los procesos de civilización y democratización y lo han indicado algunas investigaciones sobre los asesinatos en masa.

Hasta aquí, los datos y algunas de las narraciones que sobre estos datos pueden ser edificadas. Sin embargo, precisamente por la importancia de tales discursos, tiene sentido concentrarse, en sede de conclusiones, también sobre las *sombras* que se condensan en torno a la vida de las democracias, occidentales o no.

La reflexión sociológica y filosófico-política sobre la crisis de la democracia es rica de ideas de análisis y sería fuera de lugar intentar aquí una apresurada síntesis. Nos limitamos, por tanto, a enunciar algunas de las amenazas que parecen gravar, más que otras, el proyecto de expansión de los derechos en la sociedad contemporánea:

- "El miedo de los bárbaros es aquello que arriesga volverse bárbaro". En estas palabras de Tzvetlan Todorov (2008, 16) está encerrado el potencial regresivo de los sistemas democráticos, desprendido de la reacción cultural, social e institucional respecto de los fenómenos migratorios y de las desigualdades económicas que crean sacos de miseria urbana: las políticas que asumen la tarea de sedar los miedos generalmente terminan por

of an idea of the nation that unifies. Localism –as a result of the "community desire" (Bauman)– is transformed into a means of revindicating the differences, to construct new identities in a process that necessarily generates conflicts between social groups of a varied nature (pseudo-ethnic, religious, etc.).

- The mass movement of people that incessantly move over the face of the Earth for the most diverse reasons, linked to the strong development of media communication at a global scale, are at the root of a change of status of individual imagination: "More people than ever consider it normal to imagine the possibility, for themselves and for their children, of living and working in other places than those where they were born" (Appadurai, 1996, 19). At the same time, the events that have been discussed make the creation possible of previously unseen "communities of feelings", precisely from these imaginative impulses: individuals and groups, geographically very distant, start to imagine and to feel in a collective manner, to inaugurate cultural associations that frequently act regardless of national boundaries, and that construct a plurality of imagined worlds, deconstructing the very idea of a nation. The proliferation of identificatory emblems creates a system of non-uniformizing differences within the boundaries of the nation State. Thus, on the one hand, the smallest communities run the risk of being converted into protected enclaves, somewhere between ghettos and gated communities; on the other hand, mass communication at a global scale also enables contact between groups of people geographically very far away from each other, which constitute "public spheres of diaspora" that have the possibility –also by virtue of their delocalization– of mobilizing the respective cultural differences to the advantage of a group identity constructed *ad hoc*: for example, that of Islamic fundamentalists who, generally born or having lived in the heart of Europe and without

comprimir los espacios de libertad y de participación en la vida civil, concretando, en este modo, la profecía de barbarizar a la civilización.

▪ El concepto de constelación post-nacional –según la definición de Jürgen Habermas (1998)– describe cómo la globalización económica esté poniendo en crisis las formas nacional-estatales de gobierno y con ello la idea de estado social y el concepto mismo de democracia: la capacidad del estado nacional de ser estado regulador viene debilitada, constriñendo a pensar su escala planetaria en nuevas formas de gestión de las relaciones y de los problemas. Al mismo tiempo, paradójicamente, se asiste a una revitalización de la dimensión local, a una re-definición de las identidades sobre base territorial, de las identidades comunitarias, en ausencia de una idea de nación que unifique. El localismo –como resultado del ‘deseo de comunidad’ (Bauman)– se transforma en una manera de reivindicar las diferencias, para construir nuevas identidades en un proceso que necesariamente genera conflictos entre grupos sociales de variada naturaleza (pseudo-étnicos, religiosos, etc.).

▪ El masivo movimiento de personas que se trasladan incesantemente sobre la Tierra por los más diversos motivos, unido al fuerte desarrollo de la comunicación mediática a escala global, están a la base de un cambio de estatuto de la imaginación de los individuos: “Más gente que nunca considera normal imaginar la posibilidad, para sí mismos y para sus hijos, de vivir y trabajar en lugares diversos de aquéllos donde nacieron” (Appadurai, 1996, 19). Al mismo tiempo, los fenómenos indicados hacen posible la creación de inéditas “comunidades de sentimientos”, precisamente a partir de estos impulsos imaginativos: individuos y grupos muy distantes geográficamente comienzan a imaginar y a sentir colectivamente, a instaurar asociaciones culturales que actúan con frecuencia independientemente de los confines nacionales, y que construyen una pluralidad de mundos imaginados, desarticulando la

preceding religious experiences, execute terrorist attacks feeling themselves part of a violent transnational ideological community, the cultural, political and religious network of which is active in other territories.

Rethinking and relaunching democracy on a global basis on the basis of the shadows that are cast over it is one of the strategies that we consider necessary for the construction of decent civil societies, in which the respect of each person for the life of everybody is an obstacle to the circulation of violence and fear. We are not speaking of good feelings but of political programs that are equal to contemporaneous challenges.

It therefore necessary to promote the birth of a new age of rights, so that such societies may affirm themselves, and in parallel, to promote the necessary conditions so that the lives of all and everyone are on a par with human dignity. In other words, it follows that the members of a political community, increasingly less narrow within the national boundaries and increasingly cosmo-political, may be “considered and treated as equals, because they share the –moral- condition of being people, worth in themselves of being respected” (Galeotti, 2010, 3). This is the principle of equal respect, which gives value and meaning to the democratic call for equal liberties and of equal participation in the constitution of the political community. Equality is central to give a political curve to respect, which is due to all beings and will not depend upon whatever the particular person may be like, however that person may behave, upon the person’s gifts or on the esteem bestowed upon that person (Galeotti, 2010, 3-20). It is for this reason that equal respect should be understood, above all, as reciprocal recognition, recognition of everybody as equal to oneself, and can channel the will to trust in the other.

But, how can one talk of a new age of rights and of equal respect at a time characterized by conflicts and inequalities, by expulsions more than by inclusions, by thirst for lynchings and foreclosures of identity?

idea misma de nación. La proliferación de imágenes identificativas crea un sistema de diferencias no homogenizable al interior de los confines del Estado nacional. Así, de una parte, las comunidades más pequeñas corren el riesgo de convertirse en *enclaves* protegidos, entre guetos y fortalezas (*gated communities*); por otra parte, la comunicación de masa a escala global también hace posibles contactos entre grupos de personas geográficamente muy lejanas, constituyendo aquellas “esferas públicas diaspóricas” que tienen la posibilidad –también en virtud de su des-localización– de movilizar las respectivas diferencias culturales a ventaja de una identidad de grupo construida *ad hoc*: por ejemplo aquella de los fundamentalistas islámicos que, generalmente nacidos o habiendo vivido en el corazón de Europa y sin experiencias religiosas precedentes, ejecutan actos terroristas sintiéndose parte de una comunidad ideológica violenta transnacional, cuya matriz cultural, política y religiosa es activa en otros territorios.

Repensar y relanzar la democracia sobre una base global a partir de las sombras que sobre ella se condensan es una de las estrategias que consideramos necesarias para la construcción de sociedades civiles y decentes, en que el respeto de cada uno por la vida de todos sea un obstáculo a la circulación de violencia y miedo. No estamos hablando de buenos sentimientos sino de programas políticos que estén a la altura de los desafíos contemporáneos.

Para que puedan afirmarse tales sociedades es preciso promover, por tanto, el nacimiento de una *nueva edad de los derechos* y, paralelamente, las condiciones necesarias para que la vida de todos y cada uno esté a la altura de la dignidad humana. Es decir, corresponde que los miembros de una comunidad política, cada vez menos estrecha en los confines nacionales y cada vez más cosmo-política, sean “considerados y tratados como iguales, porque comparten la condición –moral– de ser personas, dignas en cuanto tales de ser respetadas” (Galeotti, 2010, 3). Este es el principio del igual respeto, que da

How can you speak of a new age of rights, if the common feeling of the absence of large-scale narrations appears to suppress the horizon of any political project? (Ceretti, Cornelli, 2013).

Perhaps it can precisely be done because the new vigorous transformations that are verified across the world, accelerated by a devastating global economic crisis, redefine a new battlefield for rights and imply a fight between those who ask to participate in the name of dignity and those who bind and repress these instances.

The invocation of fundamental rights can even constitute that “true, great, dramatic narration common to our present”, capable of making people “speak the same language to people far away” (Rodotà, 2011, 33), on condition that they will not cede to the rhetoric of human rights spun from on high, and assume the fight for dignity as crucial.

Having framed the question in those terms, Politics is called on not only to recognize first generation (civil and political) rights and second generation (social) rights, and whether negative or positive of liberty, but also to develop the necessary capabilities, in each individual, so that those rights and those liberties are truly occasions to construct worthy lives. The approximation with capabilities is proposed in various languages by the economist Amartya Sen and by the philosopher Martha Nussbaum (2011), to offer a remedy to some of the individual limits in the activities of promotion and affirmation of human rights in the world, in particular, the scarce sensibility to themes relating to membership of gender, culture, religion and geography, and the socio-economic conditions. In other words, it is an approximation that gives effectiveness and substance to principles that endanger by remaining abstract, because they imply that all the rights count on positive interventions by governments: “it implies actively upholding the capabilities of people, not limiting oneself to not interposing obstacles. In the absence of action, rights are simple words on paper” (Nussbaum, 2011, 68). Living a worthy life, enjoying good health, being

valor y significado a la instancia democrática de las libertades iguales y de la igual participación en la constitución de la comunidad política. La igualdad es central para dar una curvatura política al respeto, el que se debe a todos los seres y no depende de la particular persona que se sea, de cómo se comporta, de las dotes que se tienen o de la estima de que goza (Galeotti, 2010, 3-20). Es por esto que el igual respeto debe ser entendido, ante todo, como reconocimiento recíproco, reconocimiento de todo otro como igual a sí, y puede direccionar la apuesta de confiar en el otro.

Pero ¿cómo se puede hablar de una *nueva edad de los derechos* y de *igual respeto* en un tiempo caracterizado por conflictos y desigualdades, por expulsiones más que por inclusiones, por sed de linchamientos y por cierres de identidad? ¿Cómo se puede hablar de una nueva edad de los derechos si el sentir común de la ausencia de grandes narraciones parece suprimir el horizonte de cualquier proyecto político? (Ceretti, Cornelli, 2013).

Tal vez puede hacerse precisamente porque las nuevas feroces transformaciones que se verifican en todas partes del mundo, aceleradas por una devastante crisis económica global, redefinen un nuevo campo de batalla para los derechos e implican una lucha entre quienes piden participar en nombre de la propia dignidad y quienes comprimen y reprimen estas instancias.

La invocación a los derechos fundamentaes puede hasta constituir aquella "verdadera, grande, dramática narración común de nuestro presente", capaz de hacer "hablar el mismo lenguaje a personas lejanas" (Rodotà, 2011, 33), a condición que no ceda a la retórica de los derechos humanos calados desde el alto, y asuma como crucial la lucha por la dignidad.

Puesta la cuestión en estos términos, la Política está llamada no sólo a reconocer derechos, de primera generación (civiles y políticos) o de segunda (sociales), y de libertad, negativos o positivos, sino a desarrollar las *capacidades* necesarias, en cada individuo, para que aquellos derechos y aquellas libertades sean verdaderamente ocasiones para construir

able to move freely, being able to think and to use the imagination, growing up in environments that protect emotional development, being capable of programming life itself, being able to commit oneself with and for others, being capable of living in relation with the animal and vegetable kingdoms, knowing how to laugh and to play, being able to participate actively in political decisions: these are above all the capabilities to which governments themselves must make a commitment to guarantee and to increase (Nussbaum, 2011, 39-40).

Taken seriously and sustained by an invocation of capabilities, a call to human rights can turn into a great narration, capable of guiding public policies in numerous fields, including policies relating to the reduction of lethal violence around the world. ■

vidas dignas. La aproximación a las capacidades viene propuesto con diversos lenguajes por el economista Amartya Sen y por la filósofa Martha Nussbaum (2011) para poner remedio a algunos de los límites individuales en las actividades de promoción y afirmación de los derechos humanos en el mundo, en particular, la escasa sensibilidad a las temáticas relativas a la pertenencia de género, cultural, religiosa e geográfica, y las condiciones socio-económicas. En otras palabras, es una aproximación que da efectividad y sustancia a principios que peligran en permanecer abstractos, porque implica que todos los derechos cuenten con una intervención positiva de los gobiernos: "ello implica sostener activamente las capacidades de las personas, no limitarse a no interponer obstáculos. En ausencia de acción, los derechos son simples palabras sobre el papel (Nussbaum, 2011, 68). Vivir una vida digna, gozar de buena salud, poder moverse libremente, ser capaz de pensar y usar la imaginación, crecer en ambientes que protejan el desarrollo emocional, ser capaz de programar la propia vida, poder comprometerse con y para los otros, ser capaz de vivir en relación con el mundo animal y vegetal, saber reír y jugar, poder participar activamente en las decisiones políticas: son ante todo estas las capacidades que los gobiernos deben comprometerse a garantizar y a aumentar (Nussbaum, 2011, 39-40).

Tomado en serio y sostenido por una invocación a las capacidades, un llamado a los derechos humanos puede convertirse en una gran narración, capaz de orientar las políticas públicas en numerosos campos, incluido aquel relativo a la reducción de la violencia letal en el mundo. ■

## References - Citas

- AEBI, M., LINDE A., (2014), "The Persistence of Lifestyles. Rates and Correlates of Homicide in Western Europe from 1960 to 2010", *European Journal of Criminology*, Vol. 11(5), 552-577.
- ALTHEIMER, I., (2012), "Cultural Processes and Homicide across Nations", *International Journal of Offender Therapy and Comparative Criminology*, Vol. 57(7), 842-863.
- ALVAZZI DEL FRATE, A., MUGELLINI, G., (2012), "The Crime Drop in 'Non-Western' Countries", in van DIJK, J., TSELONI, A., FARRELL, G., (Coord.), *The International Crime Drop. New Directions in Research*, New York, Palgrave MacMillan.
- *Anuário brasileiro de segurança pública* (2015), 9.
- APPADURAI, A., (1996) *Modernity At Large. Cultural Dimensions of Globalization*, (tr. it. 2001), *Modernità in polvere*, Roma, Meltemi.
- ARENDT, H., (1951), *The Origins of Totalitarianism*, (trans. Ital. 2004), *Le origini del totalitarismo*, Torino, Einaudi.
- BAR-TAL, D., (1990), "Cases and Consequences of Delegitimization. Models of Conflict and Ethnocentrism", *Journal of Social Issues*, Vol. 46, 65-81.
- BAUMAN, Z., (2000), *Missing Community*, (trans. Ital. 2001) *Voglia di comunità*, Bari, Laterza.
- BAUMER, E. P., WOLFF, K. T., (2014), "Exploring the Breadth and Sources of Contemporary Cross-National Homicide Trends." *Crime and Justice: An Annual Review of Research*, 231-287.
- BOBBIO, N., (1995), "Democrazia", in D'ORSI A., *Alla ricerca della politica. Voci per un Dizionario*, Torino, Bollati Boringhieri.
- BOHM, R. M., (1982), "Radical Criminology. An Explication", *Criminology*, Vol. 19, 565-589.
- BOURDIEU, P., (1980), "Le capital social. Notes provisoires", *Actes del la Recherche en Sciences Sociales*, Vol. 31, 2-3.
- BRICENO-LEON, R., VILLAVECES, A., CONCHA-EASTMAN, A., (2008), "Understanding the Uneven Distribution of the Incidence of Homicide in Latin America", *International Journal of Epidemiology*, Vol. 37, 751-757.
- BRINKS, D., (2007), *The Judicial response to Police killings in Latin America. Inequality and the Rule of Law*, Cambridge, Cambridge University Press.
- CERETTI, A. (2016), "Oliver Twist e lo sguardo del criminologo", in FORTI, G., MAZZUCATO, C., VISCONTI, A., (Coord.) *Giustizia e letteratura, III*, Milano, Vita e Pensiero, 374-397.
- CERETTI, A., NATALI, L., (2009), *Cosmologie violente. Percorsi di vite criminali*, Milano, Raffaello Cortina, (trans. Span., 2016), *Cosmologias violentas. Itinerarios criminológicos*, (2015), Madrid, Marcial Pons,
- CERETTI, A., CORNELLI, R., (2013), *Oltre la paura. Cinque riflessioni su criminalità, società e politica*, Milano, Feltrinelli.
- CHU, D., TUSALEM, R. F. (2013), "The Role of the state on Cross-national Homicide Rates", *International Criminal Justice Review*, Vol. 23(3) 252-279.
- COLOMBO, A. (2011), "Gli omicidi in Italia. Tendenze e caratteristiche dall'Unità a oggi", *Rassegna Italiana di Criminologia*, Vol. 5, 4, 52-64.
- COHEN, D., NISBETT, R. E., (1997), "Field Experiments Examining the Culture of Honor. The Role of Institutions in Perpetuating Norms About Violence", *Personality and Social Psychology Bulletin*, Vol. 23, 1188-1199.
- COHEN, L., FELSON, M., (1979), "Social Change and Crime Rate Trends. A Routine Activity Approach", *American Sociological Review*, Vol. 44 (4), 588-608.
- COLOMBO, A., (2011), "Gli omicidi in Italia. Tendenze e caratteristiche dall'Unità a oggi", *Rassegna Italiana di Criminologia*, Vol. 5, 4, 52-64.
- CRUZ, J. M., (2011), "Criminal violence and Democratization in Central America. The Survival of the Violent State", *Latin American Politics and Society*, Vol. 53(4), 1-33.
- ELIAS, N., (1939a) *Über den Prozeß der Zivilisation. Soziogenetische und psychogenetische Untersuchungen*, (trans. Ital. 1983), *Il processo di civilizzazione. La civiltà delle buone maniere*, Bologna, Il Mulino.
- ELIAS, N., (1939b) *Über den Prozeß der Zivilisation. Soziogenetische und psychogenetische Untersuchungen*, (trans. Ital. 1983), *Il processo di civilizzazione. Potere e civiltà*, Bologna, Il Mulino.
- EISNER, M., (2001), "Modernization, Self-Control and Lethal Violence", *British Journal of Criminology*, Vol. 41(4), 618-638.
- EISNER, M., (2003), "Long-Term Historical Trends in Violent Crime", *Crime and Justice*, Vol. 30, 83-142.
- EISNER, M., (2008), "Modernity Strikes Back? A Historical Perspective on the Latest Increase in Interpersonal Violence (1960-1990)", *International Journal of Conflict and Violence*, Vol. 2 (2), 288-316.
- FARRELL, G., TILLEY, N., TSELONI, A., (2014), "Why did Crime Drop?", in TONRY, M., (Ed), *Why Crime Rates Fall and Why they Don't*, *Crime and Justice. A Review of Research*, Vol. 43, Chicago, University of Chicago Press.
- FERRI, E., (1895), *Atlante antropologico-statistico dell'omicidio*, Torino, Fratelli Bocca (Vincenzo Bona).
- FESTINGER, L., PEPITONE, A., NEWCOMB, T., (1952), "Some Consequences of Deindividuation in a Group", *Journal of Abnormal and Social Psychology*, Vol. 47, 382-389.
- FONAGY, P., GERGELY, G., JURIST, E. L., TARGET, M., (2002), *Affect Regulation, Mentalization, and the Development of the Self*, New York, Other Press, (trans. Ital. 2005), *Regolazione affettiva, mentalizzazione e sviluppo del sé*, Milano, Raffaello Cortina.
- FONAGY P., (2003) "Towards a Developmental Understanding of Violence". In *British Journal of Psychiatry*, Vol. 183, 190-192.
- FOX, S., HOELSCHER, K., (2012), "Political Order, Development and Social Violence", *Journal of Peace Research*, Vol. 49(3), 431-444.
- GALEOTTI, A.E., (2010), *La politica del rispetto. I fondamenti etici della democrazia*, Roma-Bari, Laterza.
- GARLAND, D., (1990), *Punishment and Modern Society. A Study in Social Theory*, (tr. it. 1999), *Pena e società moderna. Uno studio di teoria sociale*, Milano, Il Saggiatore.
- GATTI, U., TREMBLAY, R. E., LACROQUE, D., (2003), "Civic Community and Juvenile Delinquency. A study of Regions of Italy", *The British Journal of Criminology*, Vol. 43, 22-40.
- GATTI, U., TREMBLAY, R. E., (2007), "Il ruolo del capitale sociale nella prevenzione della violenza fisica", *Rassegna Italiana di Criminologia*, Vol 1(1), 40-62.
- GARAPON, A., (2002), *Des crimes qu'on ne peut ni punir ni pardonner*, (trans. Ital., 2004), *Crimini che non si possono né punire né perdonare. L'emergere di una giustizia internazionale*, Bologna, Il Mulino.
- GINI, C., (1912), "Variabilità e mutabilità", reprinted in Pizetti, E., Salvemini, T., (Coord.) (1955), *Memorie di metodologica statistica*, Roma, Libreria Eredi Virgilio Veschi.

- GURR, T. D., (1981), "Historical Trends in Violent Crime. A Critical Review of the Evidence", *Crime and Justice*, Vol. 3, 295-393.
- HABERMAS, J., (1998), *Die postnationale Konstellation* (trans. Ital. 1999), *La costellazione postnazionale. Mercato globale, nazioni e democrazia*, Milano, Feltrinelli.
- HARFF, B., (2003), "No Lessons Learned from the Holocaust? Assessing Risks of Genocide and Political Mass Murder since 1955", *American Political Science Review*, Vol. 97(1), 57-73.
- HARRIS, A., THOMAS, S. H., FISHER, G. A., HIRSCHI, D. J., (2002), "Murder and Medicine. The Lethality of a Criminal Assault", *Homicide Studies*, Vol. 8(2), 128-166.
- JACOBS, D., RICHARDSON, A., (2008), "Economic Inequality and Homicide in the developed Nations from 1975 to 1995", *Homicide Studies*, Vol. 12, 28-45.
- JOHNSON, D. T. (2008), "The Homicide Drop in Postwar Japan", *Homicide Studies*, Vol. 12(1), 146-160.
- KARSTEDT, S., (2015), "Does Democracy Matter? Comparative Perspectives on Violence and Democratic Institutions", *European Journal of Criminology*, Vol. 12(4), 457-481.
- KILLIAS, M., MARKWALDER, N., (2012), "Firearms and Homicide in Europe", en LIEM M.C., PRIDEMORE W.A. (Coord.), *Handbook of European Homicide Research*, New York, Springer, 261-272.
- KIVIVUORI, J., SAVOLAINEN, J., DANIELSSON, P., (2012), "Theory and Explanation in Contemporary European Homicide Research", in LIEM M. C. A., PRIDEMORE W.A (Coord.), *Handbook of European Homicide Research*, New York, Springer, 95-110.
- LaFREE, G., (1998), *Losing Legitimacy*, Boulder. Co, Westview.
- LaFREE, G., TSELONI, A., (2006), "Democracy and Crime. A multilevel Analysis of Homicide Trends in Forty-Four Countries", *Annals of American Academy of Political and Social Science*, Vol. 605, 25-49.
- LaFREE, G., CURTIS, K., McDOWALL, D., (2015) "How Effective Are our 'Better Angels'? Assessing Country-level Declines in Homicide Since 1950", *European Journal of Criminology*, Vol. 12 (4), 482-504.
- LAPPI-SEPPALA, T., (2014), "Explaining Trends and Cross-National Variations in Lethal Violence. Tentative Findings from Over 200 Countries", *in press*.
- LAPPI-SEPPALA, T., LEHTI, M., (2014), "Cross-Comparative Perspectives on Global Homicide Trends", *Crime and Justice*, Vol. 43 (1), 135-230.
- LEE, M., BARTKOVSKI, B., (2004), "Civic Participation, Regional Subcultures, and Violence. The Differential Effects of Secular and Religious Participation on Adult and Juvenile Homicide", *Homicide Studies*, Vol. 8(1), 5-39.
- LINK, B.G., ANDREWS, H., CULLEN, F., (1992), "The Violent and Illegal Behavior of Mental Patients Reconsidered", *American Sociological Review*, Vol: 57, 275-292.
- MARSHALL, M., COLE, B., (2011), "Conflict, Governance, and State Fragility", *Working Paper Series*, Vienna, Center for Systemic Peace Vienna, available at <http://www.systemicpeace.org/vlibrary/GlobalReport2011.pdf>
- MAXFIELD, M. G., (1987), "Household Composition, Routine Activity and Victimization", *Journal of Quantitative Criminology*, Vol. 3(4), 301-320.
- McCALL P. L., NIEUWBERTA P., (2007), "Structural Covariates of Homicide Rates. A European City Cross-National Comparative Analysis", *Homicide Studies*, Vol. 11, 167-188.
- MESSNER, S., ROSENFELD, R., (2007), *Crime and the American Dream*, 4<sup>th</sup> ed. Belmont, Thomson and Wadsworth.
- MILGRAM, S., (1974), *Obedience to Authority. An Experimental View*, New York, Harper & Row.
- MOODY, C. E., (2015), "Firearms and the Decline of Violence in Europe. 1200-2010", *College of William and Mary, Williamsburg, Department of Economics*, Working Paper n. 158,
- MONKKONEN, E. (2001), *Murder in New York City*, Berkeley, University of California Press.
- NEUBACHER, F. (2006), "How Can It Happen that Horrendous State Crimes Are Perpetrated?", in *Journal of International Criminal Justice*, Vol. 4, 787-799.
- NEUMAYER, E., (2003), "Good Policy Can Lower Violent Crime. Evidence From a Cross-National Panel of Homicide Rates", *Journal of Peace Research*, Vol. 40, 619-640.
- NEAPOLITAN J. L. (1994), "Cross-National Variation in Homicide Rates. The Case of Latin America", *International Criminal Justice Review*, Vol. 4, 4-22.
- NUSSBAUM, M.C., (2011), *Creating Capabilities. The Human Development Approach*, (trans. Ital. 2012), *Creare capacità. Liberarsi dalla dittatura del Pil*, Bologna, il Mulino.
- OUIMET M., (2012), "A World of Homicides. The Effect of Economic Development, Income Inequality, and Excess Infant Mortality on the Homicide Rate for 165 Countries in 2010", *Homicide Studies*, Vol. 16(3), 238-258.
- PEREZ, O., (2013), "Gang Violence and Insecurity in Contemporary Central America", *Bulletin of Latin American Research*, 217-234.
- PINKER S., (2011) *The Better Angels of Our Nature. Why Violence Has Declined*, (trans. Ital. 2013), *Il declino della violenza. Perché quella che stiamo vivendo è probabilmente l'epoca più pacifica della storia*, Milano, Mondadori.
- PUTNAM, R., (2000), *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community*, (trans. Ital. 2004), *Capitale sociale e individualismo. Crisi e rinascita della cultura civica in America*, Bologna. Il Mulino.
- PUTNAM, R., (1993), *La tradizione civica nelle Regioni italiane*, Milano, Mondadori.
- RUSSEL, D. E.H.; van de VEN, N., (1976), *Crimes Against Women. International Tribunal Proceedings*, Millbrae, California, Les-Femmes Publishing.
- RAVENNA, M., (2004), *Carnefici e vittime. Le radici psicologiche della shoah e delle atrocità sociali*, Bologna, Il Mulino.
- RIVERA M., (2016), "The Sources of Social Violence in Latin America. An Empirical analysis of Homicide Rates, 1980-2010", *Journal of Peace Research*, Vol. 53(1), 84-99.
- RODOTA, S., (2011), "Relazione introduttiva", in POLLASTRINI B. (Coord.), *Per un'idea di crescita e di democrazia*, Milano, Franco Angeli.
- SALVATORE, R. D., (2013), "Conclusion. Violence and the Civilizing Process in Modern Latin America", en JOHNSON E. A., SALVATORE R., SPIERENBURG P. (Coord.), *Murder and Violence in Modern Latin America*, Chichester, West Sussex, Wiley-Blackwell, 235-269.
- SELMINI, R., McELRATH, S., (2014) "Violent Female Victimization Trends across Europe, Canada, and the United States", *The University of Chicago Press*, available at <http://www.jstor.org/stable/10.1086/678329>
- SIMON, J. (2007), *Governing Through Crime. How the War on Crime Transformed American Democracy and Created a Culture of Fear*, (trans. Ital. 2008) *Il governo della paura. Guerra alla criminalità e democrazia in America*, Milano, Raffaello Cortina.

- SIRONI, F., (1999), *Bourreaux et victimes. Psychologie de la torture* (trans. Ital. 2001), *Persecutori e vittime. Strategie di violenza*, Milano, Feltrinelli.
- **Small Arms Survey Research Notes** (2012), Number 14, February.
- TAYLOR, I., WALTON, P., YOUNG, J., (1973), **The New Criminology**, London, Routledge & Kegan Paul.
- TODOROV, T., (2008), **La Peur des barbares Au-delà du choc des civilisations**, (trans. Ital. 2009), **La paura dei barbari. Oltre lo scontro delle civiltà**, Milano, Garzanti.
- TONRY M., (2014), "Why Crime Rates Are Falling throughout the Western World", **Crime and Justice**, Vol. 43, No. 1, 1-63.
- TSUSHIMA, M., (1996), "Economic Structure and Crime. The case of Japan", **Journal of Socio-Economics**, Vol. 25 (4), 497-515.
- UNODC, 2013, **Global Study on Homicide. Trends, Contexts, Data**, available at [https://www.unodc.org/documents/gsh/pdfs/2014\\_GLOBAL\\_HOMICIDE\\_BOOK\\_web.pdf](https://www.unodc.org/documents/gsh/pdfs/2014_GLOBAL_HOMICIDE_BOOK_web.pdf)
- van DIJK, J., van KESTEREN, J., SMITH, P., (2007), **Criminal Victimization in International Perspective. Key Findings from the 2004-2005 ICVS and EU ICS**, The Hague, Boom Legal Publishers.
- VERKKO, V., (1967), "Static and dynamic 'laws' of sex and homicide", in Wolfgang M. (Coord.), **Studies in Homicide**, New York, Harper and Row, 36-44.
- VIGANO, F., (2002), **La tutela penale della libertà individuale. L'offesa mediante violenza**, Milano, Giuffrè.
- WAISELFISZ, J. J., (2014), **Mapa da violencia 2014 os jovens do Brasil**, Secretaria-Geral da Presidência da República Secretaria Nacional de Juventude Secretaria de Políticas de Promoção da Igualdade Racial, available at [http://www.mapadaviolenca.org.br/mapa2014\\_jovens.php](http://www.mapadaviolenca.org.br/mapa2014_jovens.php)
- WALKER, A., FLATLEY J., KERSHAW C., MOON D., (2009), **Crime in England and Wales 2008-2009**, Statistical Bulletin, London, Home Office.
- ZIMBARDO, P.G., (1969), "The Human Choice. Individuation, Reason and Order versus Deindividuation, Impulse and Chaos", in ARNOLD W. J., LEVINE D., (Coord.), **Nebraska Symposium on Motivation**, Lincoln, NE, University of Nebraska Press, 237-307.
- ZIMBARDO, P.G., (2003), "Psicologia della malvagità", **Nuove Tendenze della Psicologia**, Vol. 1, 11-20.
- ZIMRING, F., (1972), "The medium is the message. Firearm Caliber as a Determinant of Death from Assault", **Journal of Legal Studies**, Vol. 1, 97-123.



## ¿Es posible reducir la tasa de homicidios en América Latina? ¿Qué hacer?<sup>1</sup>

Elías CARRANZA

*Director del Instituto Latinoamericano de las Naciones Unidas para la Prevención del Crimen y Tratamiento del Delincuente. Costa Rica.*

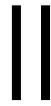
### Resumen

El trabajo se divide en tres partes. En la primera se presenta la situación de los homicidios en América Latina, región que se caracteriza por tener las tasas más altas de homicidio en el mundo. En la segunda parte se describen distintos factores sociales asociados a los homicidios en la región, tales como: inequidad en la distribución del ingreso, población juvenil, tiempo de ocio de la juventud, desempleo, urbanización, armas de fuego y consumo de alcohol y drogas. De todas las variables, la inequidad parece ser la que se interrelaciona e incide sobre todas las demás. Finalmente, se muestra un ejemplo concreto sobre cómo la atención de estos factores a través de políticas sociales y un racional y correcto funcionamiento del sistema penal puede contribuir a la disminución de los homicidios en esta región.

**Palabras claves:** disminución de homicidios, homicidios en América Latina, políticas públicas, política criminal.

---

<sup>1</sup> Versión corregida de la conferencia pronunciada en la Universidad del Estado de Rio de Janeiro el 30 de noviembre de 2015, y en el Congreso de la Sociedad Mexicana de Criminología, en Vallarta, el 14 de noviembre de 2015 y presentada en el INACIPE, México, mayo 2016.



## Is it possible to reduce the homicide rate in Latin América? What can be done?<sup>1</sup>

Elías CARRANZA

*Director of the United Nations Latin American Institute for the Prevention of Crime and the Treatment of Offenders (ILANUD).*

### Abstrac

The work is divided into three parts. In the first, the situation of homicides in Latin America is presented, a region that is characterized by having the highest homicide rates in the world. In the second part, different social factors associated with homicides in the region are described, such as: inequalities in income distribution, young population, leisure time of youth, unemployment, urbanization, firearms and alcohol and drug consumption. Of all the variables, inequality appears to be the one that is inter-related and impacts on all the others. Finally, a concrete example is shown of how attention to these factors through social policies and a rational and proper functioning of the criminal system can contribute to the reduction of homicides in this region.

**Keywords:** homicide reduction, homicides in Latin America, public policies, criminal policy.

---

<sup>1</sup> A corrected version of the lecture delivered at the University of the State of Rio de Janeiro on November 30, 2015, and at the Congress of the Mexican Criminology Society held in Vallarta on November 14, 2015.

El título del texto es concreto y desafiante: ¿Es posible reducir la tasa de homicidios en América Latina? Igual de concreta y desafiante es la respuesta: Sí, se puede. Aunque por lo general los resultados difícilmente se verían en el corto plazo. Los homicidios, como el delito en general, son un fenómeno social, y para reducirlo se requiere actuar sobre los factores sociales que lo originan.

La reacción más frecuente ante el homicidio y ante los delitos en general, es endurecer las penas y aumentar la justicia penal. Pero la justicia penal actúa siempre a posteriori de la comisión de los delitos, y está comprobado que su efecto disuasorio es mínimo (Zimring F. y Hawkins G., 1995).

Siempre será positivo promover una justicia penal garantista, rápida, sin impunidad para los delitos graves, con penas sensatas y prudentes, e inclusive severas en los casos en que corresponda. Pero si además de castigar el delito queremos reducirlo, paralelamente a la justicia penal tenemos que promover políticas y acciones sociales que corrijan los factores que lo originan. Y estas son, por lo general, políticas y acciones con efectos en el mediano y largo plazo; aunque esto último no es necesariamente así si trabajamos con empeño en corregir los factores sociales que originan la criminalidad, como espero que podamos verlo.

La justicia penal y las políticas sociales no son dos opciones antagónicas frente a las que debamos elegir. Las políticas sociales con efectos en el corto, mediano y largo plazo deben comenzar todas hoy, paralelamente a la acción de la justicia penal. De otro modo no logramos cambiar la realidad, y nos encontramos siempre, década tras década, ante el mismo grave panorama en materia de criminalidad y justicia penal.

En lo que sigue mi exposición tendrá tres partes: una primera, presentando el estado de situación de la criminalidad en nuestra región de América Latina, específicamente el estado de situación de los homicidios. Otra segunda, exhibiendo la correlación que existe entre determinados factores y la criminalidad. Esta segunda parte es importante, porque si queremos reducir el delito tendremos que actuar sobre ta-

Dear friends at INACIPE and from Mexico, as well as from so many countries of Latin America, Italy and Spain:

It pleases me greatly to attend again on this new occasion, an event of the National Criminal Sciences Institute of Mexico, an institute of great relevance not only for Mexico, but for the entire region.

My presentation shall reproduce and update the lectures that I delivered recently, last November, at the event that ALPEC, the Criminal Law and Criminology Association organised at the University of Rio de Janeiro, and at the Mexican Criminology Society Congress held in Vallarta, through which I intend to shed light on crime in our region and specifically on homicide. As we can see, the reality of crime has not changed in the region; instead, the trends that we noticed then are stronger now. On the other hand, on this occasion I wish to touch upon the work being done by Ecuador in crime prevention and reduction, an example that I feel is useful also for other countries of our community of nations.

The title of my lecture is specific and defying: *Is it possible to reduce the homicide rate in Latin America? What can be done?*

The answer is equally specific and defying: Yes, it is! Nevertheless, and broadly speaking, we would hardly see the results in the short term. Homicide, just as crime in general, is a social phenomenon, which makes it imperative to act on the social factors that cause it.

The most frequent reaction to homicide and crime in general is the hardening of penalties, and a stiffening of criminal justice. But criminal justice acts always after crime is committed, and its dissuasive effects are minimal (Zimring F. and Hawkins G., 1995).

The promotion of a prompt criminal justice based on guarantees, that admits no impunity for serious crimes, which provides for reasonable and prudent punishment and even severe punishment where it would be warranted, will always be positive. But if in addition to punishing crime we wish to reduce it, we

les factores para reducirlos también, y a ello se referirá la tercera parte de nuestra exposición.

América Latina es una región muy extensa, con numerosos países que aunque tienen muchas cosas en común tienen también diversas particularidades. Ustedes, los mexicanos y mexicanas, con conocimiento de su propia realidad, podrán decirme en qué medida el análisis regional que haré puede ser válido en su país. Lo mismo lo digo para las compañeras y compañeros de tantos países de la región.

La investigación criminológica indica que la violencia y la criminalidad, tanto la criminalidad ordinaria o convencional como la no-convencional (criminalidad de mercado, compleja o "transnacional organizada", como la llama la Convención de Palermo, denominación que ha sido motivo de críticas) son muy altas en América Latina y el Caribe, y que las tasas de homicidios serían las más altas en el mundo entero.

A pesar de sus imperfecciones, las tasas de homicidio son el indicador más riguroso respecto de lo que pasa en materia de violencia y criminalidad en todos los países, y son esenciales en la criminología comparada.

Aunque siempre tendremos el obstáculo de la "cifra oscura de la criminalidad" y otros problemas metodológicos que habrá que sortear para lograr mediciones rigurosas y comparables entre países y entre regiones de un mismo país, el homicidio es el delito en el que estos problemas se presentan en menor medida, y el que nos permite las mediciones más rigurosas, o menos inexactas.

En el cuadro siguiente se presenta la situación global mundial del homicidio, desde el país con la tasa más baja, hasta el país con la tasa más alta. Armaamos el cuadro con la información de los 219 países del *Estudio Mundial de las Naciones Unidas sobre el Homicidio 2013* (UNODC 2013). En un extremo se observan los 62 países que tienen las tasas más bajas del mundo, de entre cero y hasta dos homicidios por cada 100,000 habitantes. Las tasas van subiendo hasta que, en el otro extremo del cuadro se observan los países que tienen las tasas más altas, de entre 20 y hasta casi 100 homicidios por 100,000. Hay 25 países

must promote social policies and actions, in parallel to criminal justice, that will correct the factors that cause it. And these are, in general, policies and actions whose effects shall be noticed in the medium and long terms. However, the latter is not necessarily so if we work arduously on the correction of such social factors as constitute the origin of crime, as I hope we will be able to see in our time.

Criminal justice and social policies are not two options antagonistic to each other that leave us with one only choice. Social policies that have an effect in the short, medium, and long terms must all start today, in parallel to the action of criminal justice. Otherwise we are unable to change reality and always end up facing the same serious crime and criminal justice picture, one decade after another.

I will try to cover the subject within the time allowed to do it. My presentation consists of three parts: the first one refers to the status of crime in our Latin American region, specifically homicide. The second one shows the correlation that exists between certain given factors and crime; this second part is important since if we wish to reduce crime we must act upon such factors so as to reduce them as well, and this is the subject dealt with in the third part of our presentation.

Latin America is a very vast territory with many countries that have many things in common, but which are also characterised by a diversity of features. You, the citizens of Mexico, with a real knowledge of your own reality, will be able to tell me to which extent the regional analysis that I shall make can be valid in your country. And I say the same to our sisters and brothers from so many countries of the region present in this room.

Let us then continue with part one.

Criminal research shows that violence and crime, both, regular or conventional as well as non-conventional crime (market crime, or complex, "transnational organised" crime as identified by the Palermo Convention, a name that has been subject to criticism) are at very high levels in Latin America and

Fig. 1 WORLD HOMICIDE RATES FOR 2012 OR CLOSEST YEAR. TASAS DE HOMICIDIOS DE TODO EL MUNDO, 2012 Ó AÑO MÁS CERCANO

Liechtenstein	0,0	Croatia	1,2	Bangladesh	2,7	Marshall Island	4,7	Guinea Bissau	6,4	Côte D'Ivoire	13,6
Monaco	0,0	Portugal	1,2	Montenegro	2,7	Yemen	4,8	British Virgin Island	8,4	South Sudan	13,9
Singapore	0,2	Serbia	1,2	Mauritius	2,8	Mauritania	5,0	Costa Rica	8,5	Cayman	14,7
Japan	0,3	Hungary	1,3	Senegal	2,8	Thailand	5,0	Philippines	8,8	Myanmar	15,2
Iceland	0,3	Andorra	1,3	Malta	2,8	Estonia	5,0	Guinea	8,9	Saint Pierre and Miquel	16,5
China, Hong Kong SAR	0,3	Bosnia and Herzegovina	1,3	Nepal	2,9	Albania	5,0	Gabon	9,1	Guyana	17,0
Kuwait	0,4	Nauru	1,3	Vanuatu	2,9	Belarus	5,1	Kyrgystan	9,1	Namibia	17,2
French Polynesia	0,4	Slovakia	1,4	Taiwan Province of China	3,0	Democratic People's Rep	5,2	Russian Federation	9,2	Panamá	17,2
Bahrain	0,5	Former Yugoslav Republi	1,4	Chile	3,1	Argentina	5,5	Seychelles	9,5	Botswana	18,4
Indonesia	0,6	Canada	1,6	Palau	3,1	Lao People's Democrati	5,9	Peru	9,6	Equatorial Guinea	19,3
Switzerland	0,6	Tajikistan	1,6	Cook Islands	3,1	Mayotte	6,0	Paraguay	9,7	Greenland	19,4
Algeria	0,7	Finland	1,6	Liberia	3,2	Ghana	6,1	Mongolia	9,7	Nigeria	20,0
China, Macao SAR	0,7	Belgium	1,6	Sao Tome and Principe	3,3	Suriname	6,1	Comoros	10,0	Montserrat	20,4
Sweden	0,7	Libya	1,7	Viet Nam	3,3	Kenia	6,4	Angola	10,0	Dominica	21,1
San Marino	0,7	Bhutan	1,7	New Caledonia	3,3	Cambodia	6,5	Djibouti	10,1	Mexico	21,5
Slovenia	0,7	Romania	1,7	Egypt	3,4	Afghanistan	6,5	Gambia	10,2	Saint Lucia	21,6
Saudi Arabia	0,8	Greece	1,7	Sri Lanka	3,4	Republic of Moldova	6,5	Haiti	10,2	Dominican Republic	22,1
Denmark	0,8	Malawi	1,8	India	3,5	Turks and Caicos	6,6	Cabo Verde	10,3	Rwanda	23,1
Spain	0,8	Réunion	1,8	Timor-Leste	3,6	Lithuania	6,7	Togo	10,3	Brazil	25,2
Germany	0,8	Armenia	1,8	Kosovo	3,6	Eritrea	7,1	Papua New Guinea	10,4	Saint Vincent and the Gre	25,6
Luxembourg	0,8	Israel	1,8	Niue	3,6	Chad	7,3	Zimbabwe	10,6	Puerto Rico	26,5
Republic of Korea	0,9	Sierra Leone	1,9	Samoa	3,6	Barbados	7,4	Uganda	10,7	Democratic Rep. Congo	28,3
Italy	0,9	Bulgaria	1,9	Uzbekistan	3,7	State of Palestine	7,4	Zambia	10,7	Trinidad and Tobago	28,3
Austria	0,9	Brunei Darussalam	2,0	Aruba	3,9	Mali	7,5	Madagascar	11,1	Bahamas	29,8
Netherlands	0,9	Cyprus	2,0	Maldives	3,9	Anguilla	7,5	Sudan	11,2	Colombia	30,8
New Zealand	0,9	Jordan	2,0	Fiji	4,0	Cameroon	7,6	Antigua and Barbuda	11,2	South Africa	31,0
China	1,0	Azerbaijan	2,1	Iran Islamic Republic of	4,1	Bermuda	7,7	Nicaragua	11,3	Saint Kitts and Nevis	33,6
Czech Republic	1,0	Morocco	2,2	Cuba	4,2	Pakistan	7,7	Central African Republic	11,8	Swaziland	33,8
United Kingdom	1,0	Tunisia	2,2	Tuvalu	4,2	Kazakhstan	7,8	Ethiopia	12,4	Lesotho	38,0
France	1,0	Lebanon	2,2	Georgia	4,3	Guadeloupe	7,9	Bolivia	12,1	Jamaica	39,3
Tonga	1,0	Syrian Arab Republic	2,2	Ukraine	4,3	Uruguay	7,9	Mozambique	12,4	Guatemala	39,9
Oman	1,1	Norway	2,2	Solomon Island	4,3	Burundi	8,0	Ecuador	12,4	El Salvador	41,2
Qatar	1,1	Malaysia	2,3	Micronesia Federated St	4,6	Somalia	8,0	Congo	12,5	Belize	44,7
Australia	1,1	Guam	2,5	Niger	4,7	Burkina Faso	8,0	United Republic of Tanz	12,7	US Virgin Islands	52,6
Poland	1,2	Turkey	2,6	United States	4,7	Iraq	8,0	Turmenistan	12,7	Venezuela Bolivarian Re	53,7
Ireland	1,2	United Arab Emirates	2,6	Latvia	4,7	Kiribati	8,2	Grenada	13,3	Honduras	90,4
		Martinique	2,7			Benin	8,4	French Guiana	13,3		

**Fig. 2 WORLDWIDE HOMICIDE RATES. ONLY COUNTRIES WITH RATES OF 20 OR MORE FOR 2012 OR THE CLOSEST YEAR**  
**TASAS DE HOMICIDIOS DE TODO EL MUNDO SOLO PAÍSES CON TASAS DE 20 O MÁS, 2012 Ó AÑO MÁS CERCANO**

Nigeria	20,0	Colombia	30,8
Montserrat	20,4	South Africa	31,0
Dominica	21,1	Saint Kitts and Nevis	33,6
Mexico	21,5	Swaziland	33,8
Saint Lucia	21,6	Lesotho	38,0
Dominican Republic	22,1	Jamaica	39,3
Rwanda	23,1	Guatemala	39,9
Brazil	25,2	El Salvador	41,2
St Vincent Grenadines	25,6	Belize	44,7
Puerto Rico	26,5	US Virgin Islands	52,6
Democratic Rep. Congo	28,3	Venezuela	53,7
Trinidad and Tobago	28,3	Honduras	90,4
Bahamas	29,8		

en este último grupo, 19 de los cuales son de América Latina y el Caribe. Los otros seis, son de África. Increíble campeonato mundial el de nuestra región de América Latina y el Caribe!

Se advierte la magnitud de nuestras tasas de homicidios intencionales cuando las comparamos con las de los 62 países que se encuentran en el otro extremo de la secuencia. Nuestros países multiplican por cinco, por veinte, por cincuenta, y en algunos casos hasta por más de cien, las tasas de homicidios de dichos países. (Fig. 1)

Veamos el detalle de los 25 países con tasas de 20 o más homicidios por cada 100,000 habitantes. (Fig. 2)

Pusimos en pantalla los países del mundo con tasas de 20 o más homicidios intencionales por cien mil. Pero la organización Mundial de la Salud considera epidémica la situación de los que tienen tasas de 10 o más. Si tomamos el criterio de la OMS el panorama de nuestra región es aún mucho más grave.

Haciendo una tipología del delito de homicidio a nivel mundial, UNODC distingue tres clases de homicidios: los que ocurren en situaciones de relaciones interpersonales entre víctima y victimario; los que tienen relación con otra actividad delictiva; y los homicidios sociopolíticos (UNODC 2013).

Los homicidios que tienen lugar en relaciones interpersonales estrechas como las relaciones de parejas e intrafamiliares ocurren en todos los países del mundo, y sus tasas mantienen notable estabilidad independientemente del grado de desarrollo del país y de su ingreso per cápita; esto, a diferencia de las tasas de los homicidios relacionados con otras actividades delictivas y de los homicidios sociopolíticos, que exhiben notorias variaciones geográficas y a lo largo de los años (UNODC 2013).

Aproximadamente la mitad de los homicidios que ocurren a nivel mundial tienen lugar en países que constituyen solo el 10% de la población mundial; y el 95% de los homicidas son hombres, como así también el 80% de las víctimas. Sin embargo 2/3 de las víctimas de homicidios cometidos en relaciones de pareja e intrafamiliares son mujeres.

the Caribbean, and that homicide rates would be the highest worldwide.

Despite the imperfections of homicide rates, they are the most accurate indicator concerning what the violence and crime situation is in all countries, and they are essential in compared criminology.

Although we will always have to circumvent the "dark figure of crime" obstacle and other methodological problems in order to obtain correct measurements that can be comparable among countries and among regions of one same country, homicide is the crime that is least affected by these problems, and that which enables us to obtain the most accurate or the least inaccurate measurements.

The table below shows the global world situation of homicide, from the country with the lowest rate to that with the highest rate. We structured the table with data from the 219 countries included in the United Nations' 2013 *Global Study on Homicide* (UNODC 2013).

At one end we can see the 62 countries with the lowest rates in the world, from zero up to two homicides per 100,000 inhabitants. The rates rise gradually towards the opposite end of the table where we find the countries with the highest rates, from 20 to almost 100 homicides per 100,000. There are 25 countries in this last group, 19 of which are from Latin America and the Caribbean. The other six are from Africa. This is an incredible world title for our region of Latin America and the Caribbean!

We realise the magnitude of our intentional homicide rates when we compare them to those of the 62 countries at the opposite end of the sequence. Our countries exceed by five, twenty, fifty, and in some cases more than a hundredfold the homicide rates of said countries. (Fig. 1)

Let us look in detail at the 25 countries with rates of 20 or more homicides per 100,000 inhabitants. (Fig. 2)

We have put on the screen those countries of the world with rates of 20 or more intentional homicides per 100,000 people. But the World Health Organization considers that the situation of those with rates of 10 or more is epidemic. If we take the criteria of the

En cuanto a la edad, el 50% de las víctimas a nivel mundial son menores de 30 años.

Pasemos a los factores que inciden en la magnitud de las tasas de la criminalidad, y en la magnitud de las tasas de homicidio específicamente. Algunos investigadores denominan a estos factores "factores de riesgo".

Los factores o variables que intervienen en la comisión de cada delito y en cada homicidio pueden ser múltiples: psicológicas, educacionales, familiares, sociales, de género, demográficas (relativas a los diversos grupos étnicos), ocasionales o circunstanciales, culturales, económicas, etcétera. Por ello suele decirse que el delito es un fenómeno multifactorial.

Pasemos revista muy rápidamente por razones de tiempo a algunas correlaciones entre los homicidios y determinados factores o variables, deteniéndonos un poco más en las dos primeras correlaciones que veremos porque son especialmente importantes.

En ciencias sociales correlaciones como las que enunciaremos suelen llamarse "leyes sociológicas" (cada vez que aparece a), aparece también b)).

i) Más inequidad en la distribución del ingreso entre países = más delito, y más delitos de homicidio.

En el curso de las dos últimas décadas se produjo investigación muy rigurosa que verifica que el aumento del delito -y específicamente el aumento de los homicidios- tiene fuerte correlación con el aumento de la inequidad de la distribución del ingreso, entre países, y al interior de los países.

Comencemos con la correlación entre el homicidio y la distribución del ingreso entre países.

Veamos tres gráficos muy interesantes, que exhiben a lo largo de treinta y cinco años la relación que existe entre la categorización de los países según su ingreso -que tomamos del Banco Mundial- y sus tasas de homicidio, que tomamos de la Oficina de Drogas y Criminalidad de las Naciones Unidas UNODC.

Es útil tener presente que según el reciente *World Development Report* del Banco Mundial (World Bank 2014:295), todos los países de América Latina, salvo tres excepciones, son de medianos ingresos. Las

WHO our region's situation is much more dramatic.

In establishing a typology of the crime of homicide at world level the UNODC distinguishes three types of homicides: those that occur within the bounds of interpersonal relations between the victim and the aggressor; those that are related to another criminal activity; and social and political homicides (UNODC 2013).

Homicides that are perpetrated among those who maintain close interpersonal ties such as couple and family relations occur in all countries of the world, and the rates thereof remain notably stable independently of the country's level of development and its per capita income; this differs from the rates for homicides related to other criminal activities and social and political homicides, which show visible geographic variations, and variations throughout the years (UNODC 2013).

Approximately half the number of homicides recorded in the world are committed in countries that represent only 10% of the world's population; also 95% of the criminals are males, and so are 80% of the victims. However, 2/3 of the victims of homicides committed among couples and within family relations are females.

In terms of age 50% of the victims at world level are under 30 years of age.

Let us look now at those factors that have an effect on the magnitude of crime rates, and homicide rates specifically. Some researchers call them "risk factors."

The factors or variables that play a role in the perpetration of each crime and in each homicide may be diverse in nature: psychological, educational, family, social, gender, demographic (related to the different age groups), either occasional or circumstantial, cultural, economic, etc. This is why it is frequently said that crime is a multifactorial phenomenon.

Let us take a quick glance at some correlations between homicide and certain factors or variables, devoting a little more time to the two initial co-relations that we shall examine, since they are especially important.

excepciones son Haití, que clasifica como de bajos ingresos, y Uruguay y Chile que desde ese informe clasifican como de altos ingresos. Hasta la aparición del *World Development Report 2014* Uruguay y Chile clasificaban como de medianos ingresos al igual que en la actualidad todos los otros países de América Latina. Nicaragua por su parte, que registraba como país de bajos ingresos, actualmente registra como de ingreso medio bajo.

El primer gráfico, que adaptamos de uno elaborado y publicado por UNODC hace más de diez años (SHAW, Marc et alii., 2003), exhibe los promedios de las tasas de homicidios de 114 países del mundo entre los años 1980 y 2000. Adaptamos el gráfico utilizando la lista de países clasificados según su ingreso *per capita* del *World Development Report 2014*:295 y ss. del Banco Mundial.

Lo esencial que queremos destacar es lo siguiente:

- a) A la fecha de la información, las tasas de homicidios de todos los países de altos ingresos (señalados con color violeta), con la sola excepción de los Estados Unidos, eran más bajas que la media mundial;
- b) Todos los países de todas las regiones del mundo con tasas de homicidio más altas que la media mundial, eran países de medianos o bajos ingresos (con la sola excepción citada);
- c) Vemos también que algunos países, no obstante no ser de altos ingresos, logran tasas de homicidios más bajas que la media mundial. (Fig. 3)

Veamos ahora un segundo gráfico, que elaboramos nosotros en el ILANUD diez años después con base en el Informe Global sobre Homicidios UNODC 2011:92 y ss., y la lista de países clasificados según su ingreso *per capita* del *World Development Report 2014*:295 y ss. del Banco Mundial.

Veamos qué interesante lo que surge del segundo gráfico:

- a) Nuevamente todos los países de altos ingresos de todas las regiones del mundo continúan teniendo tasas de homicidios más bajas que la media mundial, nuevamente con una sola excepción, pero ahora la Federación Rusa. (Estados Unidos, ahora con

In social sciences co-relations such as those that we shall mention are frequently called “sociological laws” (every time that a) appears, b) appears as well).

i) More income distribution inequity among countries = more crime and more cases of homicide.

Very exhaustive research has been done over the past two decades which proves that the increase in crime rates –specifically the increase in the number of homicides– is strongly correlated to the increase in income distribution inequity among countries, and inside the countries.

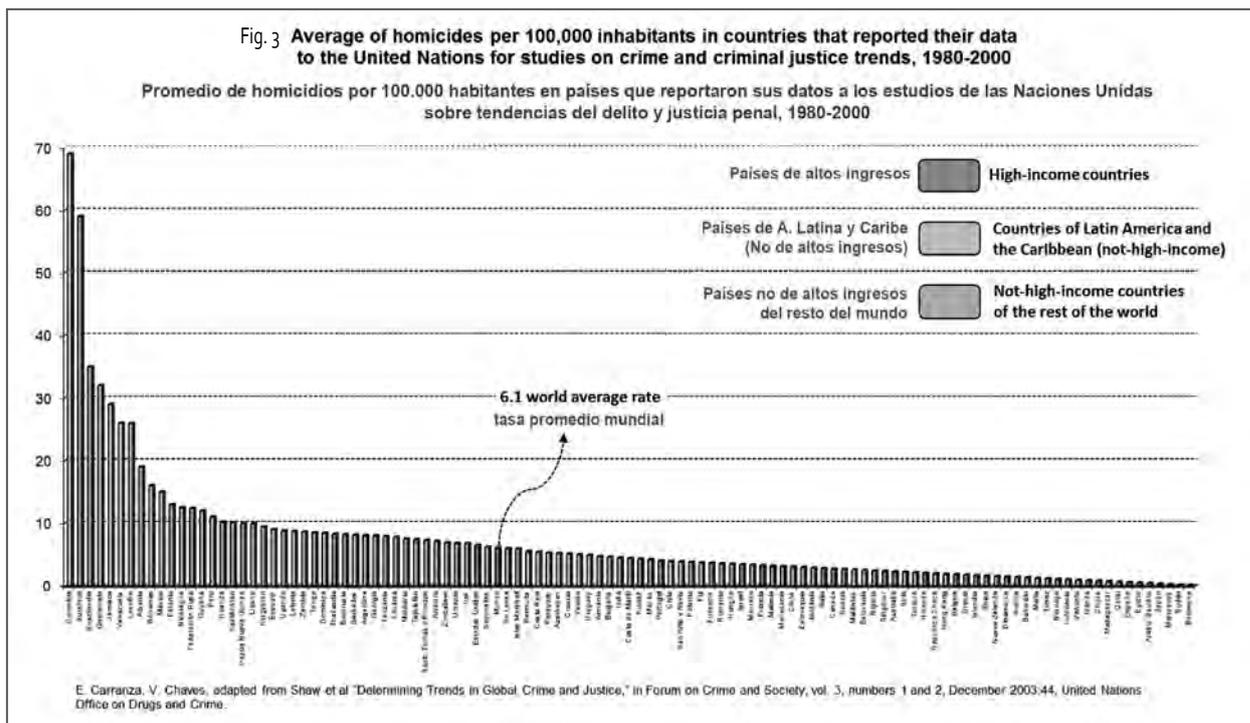
Let us start with the correlation between homicide and income distribution among countries.

Let us look at three very interesting tables that show, over a span of thirty-five years, the relationship that exists between the classification of countries based on their income –which we took from World Bank figures– and their homicide rates, which we took from the United Nations Office of Drugs and Crime, UNODC.

It is useful to keep in mind that according to the World Bank’s recent *World Development Report* (World Bank 2014:295), all the countries of Latin America, with three exceptions, are middle-income countries. The exceptions are Haiti, which is classified as of low income, and Uruguay and Chile, which are classified in that report as of high income. Up to the publication of the *World Development Report 2014* Uruguay and Chile were classified as of middle income, as all the other countries of Latin America are classified at present. Nicaragua, for its part, which was recorded as of low income is currently recorded as of low middle income.

The first graph that we adapted from one prepared and published by UNODC more than ten years ago (SHAW Marc et al 2003), shows the average homicide rates for 114 countries of the world between 1980 and 2000. We adapted the graph using the list of countries classified by per capita income of the *World Development Report 2014*:295 and fol. of the World Bank.

What we wish to stress as essential is the following:



una tasa más reducida en esta segunda medición pasó para el lado de los países con tasa más baja que la media mundial; aunque sigue teniendo una de las tasas más altas dentro de su grupo de países).

Es interesante observar que ambos "grandotes" de la comunidad internacional de países, que dictan cada uno desde su ámbito lo que se debe o no se debe hacer en ésta y en tantas otras materias, son los dos que exhiben las tasas más altas de homicidios dentro de sus respectivos grupos de países de altos ingresos.

b) Nuevamente tenemos que todos los países que tienen tasas de homicidios más altas que la media mundial son países no de altos ingresos sino de ingresos medios o bajos; y

c) Nuevamente vemos que algunos países, aunque no son de altos ingresos, logran intersectarse en el grupo de los que tienen tasas más bajas que la media mundial.

Finalmente, en un tercer gráfico, que hicimos con la información actualizada al año 2012, vemos que se reitera una vez más el mismo análisis que hicimos con los dos gráficos anteriores (UNODC 2013). (Fig. 4 - 5)

a) Up to the date of the data presented the homicide rates for all high-income countries (shown in purple) were lower than the world average, with the sole exception of the United States;

b) All the countries of all the regions of the world with homicide rates higher than the world average were middle or low-income countries (with the one exception mentioned);

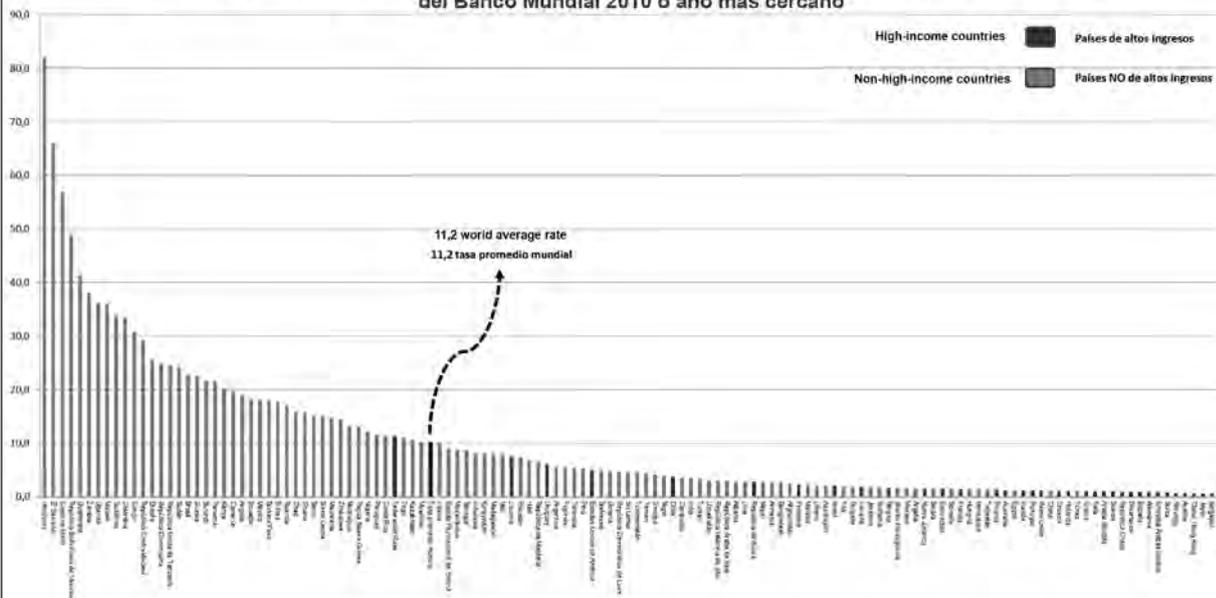
c) We can see also that some not-high-income countries show nevertheless homicide rates that are lower than the world average. (Fig. 3)

Let us now look at a second graph that we prepared at ILANUD ten years later based on UNODC's *Global Study on Homicide 2011:92* and fol., and the World Bank's list of countries classified according to their per capita income in its *World Development Report 2014:295* and fol.

Notice how interesting what the second graph shows:

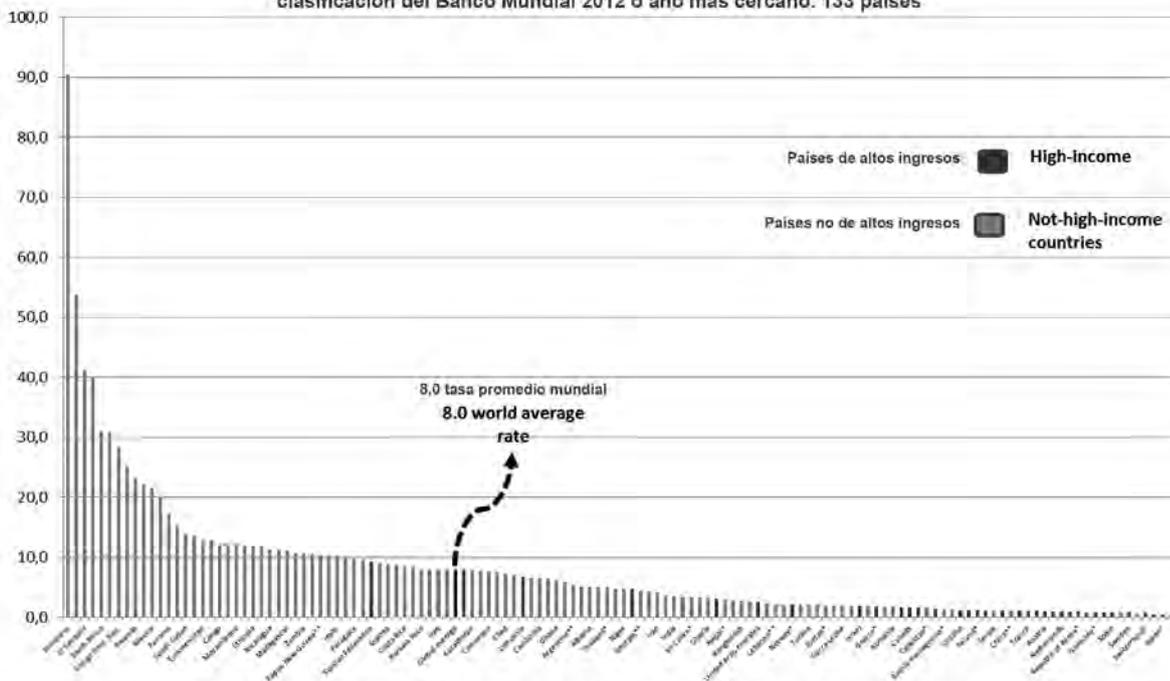
a) Again all the high-income countries of all regions of the world continue to have lower homicide rates than the world average, and again with one sole exception, this time the Russian Federation. (The United States, which now shows a

Fig. 4 Homicide rates for the high-income and not-high-income countries according to the World Bank's classification 2010 or closest year  
 Tasas de homicidios de los países de altos ingresos y no de altos ingresos según la clasificación del Banco Mundial 2010 o año más cercano



E. Carranza, V. Chaves, on the basis of UNODC's Global Study on Homicide 2011:92 and fol., and the World Bank's country classification according to income. Low-income, middle-low-income, middle-high-income countries were included. "Selected island states" were not included (World Bank, World Development Report 2014:295)  
 E. Carranza y V. Chaves, a partir de las tasas de homicidios de UNODC Global Study on Homicide 2011:92 y ss., y de la clasificación de países según su ingreso del Banco Mundial. Se incluyeron los países de bajos ingresos, de ingresos medios bajos, de ingresos medios altos y de altos ingresos. No se incluyeron los "estados insulares selectos" (World Bank, "World Development Report 2014:295)

Fig. 5 Homicide rates for the high-income and not-high-income countries according to the World Bank's classification 2012 or closest year. 133 countries  
 Tasas de homicidios de los países de altos ingresos y no altos ingresos según la clasificación del Banco Mundial 2012 o año más cercano. 133 países



E. Carranza, V. Chaves, on the basis of UNODC's Global Study on Homicide 2013:122 and fol., and the World Bank's country classification according to income. Low-income, middle-low-income, middle-high-income, and high-income countries were included. "Selected island states" were not included (World Bank, World Development Report 2014:295).  
 E. Carranza y V. Chaves, a partir de las tasas de homicidios de UNODC Global Study on Homicide 2013:122 y ss., y de la clasificación de países según su ingreso del Banco Mundial. Se incluyeron los países de bajos ingresos, de ingresos medios bajos, de ingresos medios altos y de altos ingresos. No se incluyeron los "estados insulares selectos" (World Development Report 2014:295)

De los tres gráficos se desprende que tener bajo o mediano ingreso per cápita no es condición suficiente para tener tasa alta de homicidio intencional, ni viceversa, pero es, sin duda, un condicionamiento muy importante. Así como existe una distribución inequitativa del ingreso entre los países de altos ingresos y el resto del mundo, también vemos que existe la que podríamos llamar una "distribución inequitativa de la criminalidad".

ii) Segunda correlación: Más inequidad en la distribución del ingreso al interior de los países = más delito; y más delitos de homicidio.

El siguiente gráfico, que tomamos de UNICEF (ORTIZ y CUMMINS 2012) exhibe, en una investigación sobre 138 países, cómo a medida que aumenta la inequidad de la distribución del ingreso medida por el coeficiente de Gini, aumentan también, en correlación directa, las tasas de homicidio, que, como vemos, están encabezadas por numerosos países de nuestra región.

Nuestra región de América Latina y el Caribe ostenta dos títulos mundiales nada envidiables: ser la región del mundo con más alta inequidad en la distribución del ingreso según la información del Banco Mundial y CEPAL, y ser también, en consecuencia, la región con tasas más altas de homicidios intencionales, según la información de UNODC. (Fig. 6)

iii) Tercera correlación: Más población joven = más delito (VOLD et alii 1998: 286 y ss.).

Esta correlación es especialmente importante para nuestros países de América Latina, región en la que la población de entre 0 y 29 años inclusive se estima en el 51,8% (CELADE 2013).

iv) Más ocio en la población joven, definido como tiempo fuera de la familia y de la escuela = más delito; y sobre todo también más criminalización de jóvenes excluidos y de clase baja<sup>2</sup>.

<sup>2</sup> Es importante tener en cuenta aquí algo sobre lo que ya hay mucha coincidencia en la criminología. El vocablo "criminalidad" se refiere a los delitos cometidos, mientras que el vocablo "criminalización" se refiere a quienes, además de haber cometido delito son captados y criminalizados por el sistema de justicia penal. En el caso de la llamada "criminalidad ordinaria", tanto en materia de menores de edad como de personas adultas, quienes son captados y criminalizados son, en gran desproporción, las personas de clase baja o excluidas.

reduced rate in this second survey, moved to the side of the countries with rates below the world average although it continues to show one of the highest rates within its group of countries).

It is interesting to note that both "big boys" of the international community of nations who dictate what must or must not be done each within its own domain in this and in so many other areas, are the two that show the highest homicide rates within their respective groups of high-income countries;

b) again we can see that all countries with higher homicide rates than the world average are non-high-income countries, but middle or low-income countries; and

c) once more we can see that some not-high-income countries have nevertheless succeeded in joining the group of those with lower rates than the world average.

Lastly, a third graph that we prepared with data updated to the year 2012 reiterates once again the same analysis that we had made with the two previous graphs (UNODC 2013). (Fig. 4 -5)

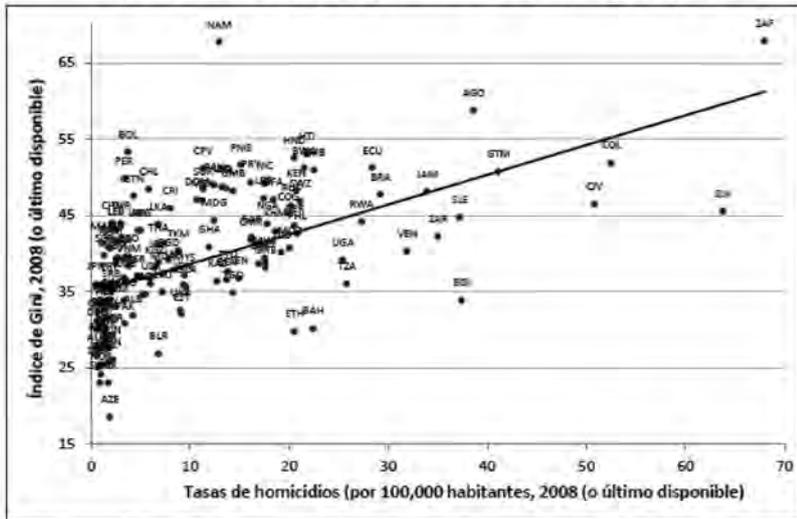
The three graphs show that having a low or middle per capita income is not sufficiently a reason to have a high intentional homicide rate or vice versa, but that it is doubtlessly a very important conditioning factor. Just as there is an inequitable distribution of income between the high-income countries and the rest of the world, there is what we could call an "inequitable distribution of crime."

ii) Second correlation: More inequity in income distribution inside the countries = more crime; and more homicides.

The graph below from UNICEF (Ortiz and Cummins 2012) shows, after a study made on 138 countries, how as income distribution inequity measured by the Gini coefficient increases, homicide rates led by numerous countries of our region, also increase in direct correlation.

Our region of Latin America and the Caribbean owns two world titles that are anything but covetable:

Fig. 6 Income inequality and homicide in 138 countries, 2008  
Desigualdad de ingreso y homicidios en 138 países, 2008



Fuentes: Cálculos de los autores con base en Solt (2009) y Oficina de Naciones Unidas para las Drogas y el Crimen (2008)  
GINI index 2008 (or latest available figures). Homicide rates (per 100 000 inhabitants, 2008 or latest available figures)  
Sources: Calculations by the authors based on Solt (2009), and United Nations Office on Drugs and Crime (2008).

being the world's region with the highest income distribution inequity according to data from the World Bank and The Economic Commission for Latin America and the Caribbean ECLAC, and consequently being the region with the highest rates of intentional homicides, according to data from UNODC. (Fig. 6)

iii) Third correlation More young population = more crime (VOLD et al 1998: 286 and fol.).

This correlation is especially important for our countries of Latin America, a region where the population from 0 to 29 years of age accounts for an estimated 51.8% (CELADE 2013).

iv) More leisure among the young population, defined as time not spent with the family or in school = more crime; and above all also the greater the level of criminalisation of excluded and lower-class youths<sup>2</sup>.

And our countries of Latin America show exceedingly high percentages of underage kids out of school. UNICEF, UNESCO, ECLAC and other organisations are constantly alerting us about this. In the 90s we at ILANUD made a comprehensive study of all countries of Latin America that included also Italy and Spain, whose results were conclusive: Almost 100% of youths in prison for the commission of a crime were lagging between 3 and 5 years behind in terms of schooling in all the countries of Latin Amer-

Y nuestros países de América Latina tienen altísimos porcentajes de menores de edad fuera de la escuela. UNICEF, UNESCO, CEPAL y otros organismos alertan constantemente sobre ello. En la década de los 90 hicimos una investigación en el ILANUD comprehensiva de todos los países de América Latina más Italia y España, cuyos resultados fueron categóricos: Casi el 100% de los chicos y chicas privados de libertad por delito tenían entre 3 y 5 años de retraso escolar, en todos los países estudiados, tanto en los de América Latina como en España e Italia (CARRANZA 2001:17-19), y el retraso escolar de estos chicos y chicas resultó ser un indicador, entre varios otros, de su pertenencia a los sectores sociales más desfavorecidos;

v) Más desempleo = más delito.

Esta correlación se da en los países de medianos y bajos ingresos. No así en algunos países de altos ingresos, que cuentan con más adecuados sistemas jubilatorios y seguros de desempleo, no obstante existir en la actualidad cierto deterioro de sus estados de bienestar o "welfare estate" originado en la recesión y crisis financiera en esos países, que es de dominio público (Carranza et alii 1997:30 y 31).

<sup>2</sup> It is important here to take into consideration something on which many coincide in criminology. The term "criminality" refers to crimes committed, while "criminalisation" applies to those who in addition to having committed a crime are caught and criminalised by the criminal justice system. In the case of the so-called "common crimes," as it refers to both minors and adults, those who are caught and criminalised are, to a greatly disproportionate extent, lower-class or excluded persons.

En cuanto al empleo informal, es muy generalizado en América Latina. Algunos países han hecho progresos en los últimos años al mantener las tasas de informalidad por debajo del 50 por ciento, aunque los países andinos y de América Central siguen registrando tasas del 70 por ciento o superiores.

**vi) Más urbanización (mayor concentración urbana) = más delito (UNODC 2013:12).**

Cuando se analizan las tasas de criminalidad de cualquier país del mundo se observa que las tasas globales tienen determinada magnitud, que casi siempre es superada por la magnitud de las tasas de los mismos delitos medidas en los centros poblacionales de mayor número de habitantes (UNODC 2013:12).

En los últimos cincuenta años la tasa de urbanización en América Latina creció de 49% a 82%.

Al obtener esta correlación es importante hacerlo tomando en cuenta la integralidad de las unidades geográficas urbanizadas, incluyendo en el análisis los barrios marginales con alto número de personas excluidas que suelen ubicarse en las periferias, y no tomando solo la demarcación política de los municipios.

Sin embargo, como dijimos, esta correlación no es totalmente pacífica. Hay estudios en países de altos ingresos con reducida inequidad, que no la verifican (ICPC 2010:23).

**vii) Más armas de fuego en poder de la sociedad civil = más homicidios y otros delitos contra las personas (UNODC 2013:69).**

Esta correlación ha sido harto verificada por la criminología en numerosos países del mundo (CARRANZA 2000). En América las armas de fuego son el mecanismo más utilizado para cometer homicidios (66%), y los países que exhiben las tasas más altas de homicidios son también los que en más alto porcentaje los cometen con armas de fuego (UNODC 2013:65).

**viii) Más consumo de alcohol y otras drogas = más homicidios y otros delitos contra las personas (LONDOÑO J.L. y GUERRERO R. 1999), UNODC 2013:15; 71-72). La incidencia del alcohol es particularmente**

ica covered by the study, as well as in Spain and Italy (Carranza 2001:17-19), and such schooling lag of these youths became in fact an indicator, among several other factors, of their condition as members of the most underprivileged social sectors;

**v) More unemployment = more crime.**

We find this correlation in the medium and low-income countries. Not so in some high-income countries that have more adequate pension and unemployment insurance systems, notwithstanding some current deterioration of their "welfare state" conditions as a result of the recession and the financial crisis in those countries which is publicly known (Carranza et al 1997:30 and 31).

Informal employment is widespread in Latin America. Some countries have made progress over the past few years by maintaining the informality rates below 50 per cent, although the Andean and Central American countries continue to record 70 per cent or higher rates.

**vi) More urban development (more urban concentration) = more crime (UNODC 2013:12).**

When the criminality rates for any country of the world are analysed it is possible to notice that the magnitude of the global rates is almost always surpassed by the magnitude of the rates for the same crimes measured in population centres with a higher number of inhabitants (UNODC 2013:12).

Over the past fifty years the urban development rate in Latin America rose from 49% to 82%.

It is important to obtain this correlation taking into account the entirety of all developed geographical units, and including into the analysis depressed neighbourhoods with a high number of excluded inhabitants frequently along the perimeters of the towns and not taking into consideration merely the political boundaries of the municipal terms.

However, as we have said, this correlation is not totally peaceful. There are studies for high-income countries with a reduced inequity that do not verify it (ICPC 2010:23).

**vii) More firearms in the hands of the civilian pop-**

importante en los homicidios ocurridos en relaciones interpersonales estrechas, como las familiares.

A la información de las correlaciones anteriores tendríamos que agregar que la violencia del delito y sus altas tasas de homicidios se ven multiplicadas por las políticas criminológicas también violentas, cuyo principal exponente es la llamada "guerra a las drogas y al delito", que ha ido transformando la región precisamente en un campo de guerra, con la traslación geográfica del delito y con la omisión de un enfoque integral del problema<sup>3</sup>;

Es importante tener en cuenta que la presencia de las variables que estamos analizando no se da aisladamente, sino en interacción entre sí, lo que potencia sus efectos negativos. En toda la geografía regional encontramos numerosos grupos de población joven, en ciudades con alta concentración urbana, fuera de la familia o fuera de la escuela, o fuera de ambas, en situación de desempleo, en sociedades con alta inequidad en la distribución del ingreso, en situación de infraconsumo con necesidades básicas insatisfechas, con fácil acceso al consumo de alcohol y otras drogas ilícitas o involucrados en su producción o distribución, con fácil acceso a armas de fuego... En definitiva, encontramos numerosos grupos de población expuestos a un cóctel fatal de factores negativos correlacionados con el delito, que es también un caldo de cultivo muy propicio para el desarrollo de formas no convencionales de criminalidad transnacional, tráfico de personas, tráfico de migrantes, tráfico de drogas, tráfico y proliferación de armas, legitimación

<sup>3</sup> La violencia no es sólo provocada por el delito. Es un fenómeno en el que tienen también importante participación ciertas acciones estatales. La escalada de la violencia en México a partir de la declaración de guerra contra las drogas del presidente Felipe Calderón (2006-2012) es un ejemplo. En el caso de la ofensiva del Estado colombiano contra los carteles del narcotráfico, si bien se logró desarticular o fragmentar a los grupos, a corto plazo generó también una escalada de violencia. Los sitios de producción se movilizaron a Perú y Bolivia y los propios grupos se retiraron a zonas rurales u otros países. Si la estrategia de combate adoptada por Colombia agudizó la violencia asociada al narcotráfico en México, la estrategia de combate en México se convirtió en un factor de empuje de las organizaciones mexicanas que buscaron nuevas

alanzas en el Triángulo Norte de Centroamérica", e incluso esta diáspora alcanzó a países tradicionalmente con poca presencia de grupos de crimen organizado transnacional como Costa Rica y Nicaragua. Aunado a esto, la mano dura de los gobiernos del Triángulo Norte contra sus grupos autóctonos -en especial contra las maras- no logró disminuir la violencia. A pesar del aumento en el encarcelamiento en El Salvador del 2000 al 2010, la alta tasa de homicidios se mantuvo estable. En cambio poco después, a partir de "la tregua con la maras" del Presidente Mauricio Funes se contabilizaron 1886 homicidios menos en el periodo comprendido entre enero y setiembre del 2012, frente al mismo periodo en el 2011 (GARZÓN Juan Carlos *et alii*, 2013). Posteriormente se rompió la tregua y los homicidios se elevaron nuevamente.

ulation = more homicides and other crimes against persons (UNODC 2013:69). This correlation has been verified by criminology in numerous countries of the world (Carranza 2000). In the American Continent firearms are the mechanism most frequently used to commit homicide (66%), and the countries with the highest homicide rates are also those with the highest percentage of homicides committed with firearms (UNODC 2013:65).

viii) More consumption of alcohol and other drugs = more homicides and other crimes against persons (Londoño J.L. and Guerrero R. 1999), UNODC 2013:15; 71-72). The frequency of alcohol is particularly important in homicides perpetrated in close interpersonal relations such as family relations.

We should add to the data concerning the correlations above, that criminal violence and the high homicide rates are multiplied by also violent criminal policies whose main exponent is the so-called "war on drugs and crime," which has gradually transformed the region precisely into a battlefield by the geographical translation of crime and by the omission of a comprehensive approach to the problem<sup>3</sup>;

It is important to keep in mind that the variables that we are analysing do not occur in an isolated fashion but in an interaction among themselves, which increases their negative effects. Everywhere throughout the region we find numerous young population groups in cities with a high urban concentration, out of the family, or out of school, or out of

de capitales y otras formas de criminalidad económica. En mayor o en menor medida todos los países de América Latina y el Caribe tienen una dolorosa experiencia en esto.

Entre todas las variables a las que hemos pasado revista prestamos especial atención a la inequidad de la distribución del ingreso porque es una variable que tiene la particularidad de interrelacionarse e incidir sobre todas o muchas de las otras, las que, por su parte, también inciden sobre el delito. Es sabido que las variables educación, vivienda, trabajo, ingreso, salud, y otras, varían notablemente en función de la distribución del ingreso. UNESCO y UNICEF nos explican que a mayor inequidad en la distribución del ingreso, peor educación; la Organización Mundial de la Salud OMS y la Organización Panamericana de la Salud OPS nos explican que a mayor inequidad en la distribución del ingreso peor salud; HABITAT nos explica que a mayor inequidad en la distribución del ingreso peor situación en materia de vivienda y asentamientos urbanos; la Organización Internacional para las Migraciones OIM nos explica que a mayor inequidad en la distribución del ingreso más migraciones hacia los países y regiones que ofrecen trabajo y condiciones adecuadas de vida; la Organización Internacional del Trabajo OIT nos explica que a mayor inequidad en la distribución del ingreso peor situación en materia de relaciones laborales con más desempleo y trabajo informal; y por su parte la información de la Oficina de las Naciones Unidas contra la Droga y el Delito UNODC y el ILANUD verifican que a

---

3 Violence is triggered not only by crime. It is a phenomenon in which certain State actions also have an important role. The escalate of violence in Mexico as of the declaration of war against drugs by President Felipe Calderon (2006-2012) is an example. In the case of the offensive of the Colombian State against the cartels of narcotraffic, while it became possible to disarticulate or fragment the groups it also generated an escalate of violence in the short term. The production sites were moved to Peru and Bolivia, and the groups themselves withdrew into rural areas or other countries. If the combat strategy adopted by Colombia intensified the violence associated to narcotraffic in Mexico, the combat strategy in Mexico became a factor that pushed the Mexican organisations to seek new alliances in the “Northern

both, unemployed, in societies with high inequity in income distribution, in a situation of insufficient consumption, unsatisfied basic needs, with easy access to the consumption of alcohol and other illegal drugs, or involved in the production or distribution thereof, with easy access to firearms... In the end we find numerous population groups exposed to a fatal cocktail of negative factors correlated to crime, which is also a very fertile breeding ground for the development of non-conventional forms of transnational crime, trafficking in persons, trafficking in migrants, drug traffic, weapons traffic and proliferation, money laundering, and other forms of economic crime. To a greater or a lesser extent all countries of Latin America and the Caribbean have had a painful experience in this area.

Among all the variables which we have reviewed we pay special attention to income distribution inequity as a special one because of its capacity to interrelate with or to exert an influence over all or many of the other ones which, for their part, also have an influence on crime. It is known that the education, housing, work, income, health, and other variables vary notably in correlation to income distribution. UNESCO and UNICEF explain to us that the higher income distribution inequity is, the lower the educational level is; the World Health Organization, WHO, and the Pan-American Health Organization, PAHO explain to us that the higher income distribution inequity is, the lower the health standard is; HABITAT explain to us that the higher income distribution inequity is, the worse the situation is in terms of housing and urban settlements; the International

Triangle of Central America,” and this diaspora reached even into countries with not much of a presence of transnational organised crime such as Costa Rica and Nicaragua. In addition, the iron fist of the governments of the Northern Triangle applied against their local groups –especially against the *maras*– did not succeed in reducing violence. Despite the increase of imprisonment in El Salvador, the high homicide rate remained stable from 2000 to 2010. Instead, little after President Mauricio Funes’ “*maras truce*” 1886 homicides less were recorded during the period between January and September 2012 as compared to the same period in 2011 (Garzon, Juan Carlos et al, 2013). The truce was broken later and the homicide rates rose again.

mayor inequidad en la distribución del ingreso, tanto entre países como al interior de los países, tenemos como resultado tasas más altas de homicidios y de delitos contra la propiedad.

Como vemos, la investigación criminológica ha venido encontrando variables o factores fuertemente asociados a las tasas de delitos, factores que si se incide sobre ellos reduciéndolos, se reduce también la frecuencia de los delitos asociados a ellos<sup>4</sup>.

Para la tarea de prevenir y reducir el delito, y para el trabajo social en general, la importancia de identificar los factores de riesgo es que éstos se encuentran "más cerca" de las posibilidades de acción de algunas instituciones y actores sociales, gubernamentales y no gubernamentales, que si trabajan con inteligencia, vocación y con los recursos necesarios pueden lograr en alguna medida reducirlos, y reducir también la violencia y el delito que tienen correlación con ellos. Nos referimos a la labor de maestros y maestras, trabajadores y trabajadoras sociales, funcionarios y funcionarias de los ministerios de bienestar social, salud, trabajo, a la labor de la policía comunitaria o de proximidad, y a la de los operadores y operadoras de los sistemas de justicia penal en general (policías, fiscales, defensores, jueces, penitenciarios).

La labor de estas instituciones y actores sociales es muy importante, pero es también muy limitada si la incidencia de la inequidad de la distribución del ingreso es alta entre países, y si es alta al interior de los países. El Banco Mundial, el PNUD, la CEPAL y otras organizaciones han venido destinando el contenido de sus últimos informes al análisis de la evolución de este indicador, y a las posibles acciones para revertir su tendencia. Tal la importancia que reviste.

---

4 Además de constatar las correlaciones que hemos visto, a partir de identificar tales factores se construyen explicaciones más completas —las teorías— que explican con mayor detalle el porqué de la mayor o menor frecuencia de tal o cual categoría de delitos que se dan en determinado contexto social, en determinado grupo etario, dentro de determinadas relaciones sociales, etcétera. Varias de tales teorías ya son clásicas y muy aceptadas en la criminología.

Organization for Migration, IOM, explains to us that the higher income distribution inequity is the larger the number of migrants is towards such countries and regions as offer adequate working and living conditions; the International Labour Organization, ILO, explains to us that the higher income distribution inequity is the worse the situation is in terms of labour relations, with more unemployment and informal work; and for its part the information provided by the United Nations Office on Drugs and Crime, UNODC and ILANUD demonstrates that the greater income distribution inequity is both between and within countries, the higher the rates for homicide and crimes against property are.

As we can see criminological research has been finding variables or factors that are strongly associated to crime rates and that if action is taken to reduce such factors the frequency of crimes associated thereto is also reduced<sup>4</sup>.

The reason why it is important to identify the risk factors in the task of preventing and reducing crime, and for social work in general is that they will be then "brought closer" to the possibilities for action of certain institutions and social, governmental and non-governmental actors who could, if they did it with intelligence, dedication, and with the necessary resources, reduce them and reduce also such violence and crime as are correlated to them. We are referring to the work of our teachers, social workers, officials of the ministries of social welfare, health, labour, to the work of the community or proximity police bodies, and to that of the criminal justice system's operators in general (police officers, prosecutors, defence attorneys, judges, correctional experts).

The work of these institutions and social actors is very important but also quite limited if the incidence of

---

4 In addition to verifying the correlations that we have examined, by identifying such factors it is possible to construct more complete explanations —the theories— that explain in greater detail the reason for a greater or a lesser frequency of one or another category of crimes that occur in a given social context, age group, within certain given social relations, etcetera. Several among such theories are already classics and very well accepted in criminology.

Ya dijimos que los análisis del Banco Mundial y de la CEPAL indican que América Latina y el Caribe es la región del mundo con mayor inequidad en la distribución del ingreso. En África habría más pobreza, pero menor inequidad.

Pero hay algo más grave aún. La inequidad global ha venido creciendo de manera constante, desde principios del siglo XIX hasta la actualidad, y en el curso de los años recientes, desde 1980 en adelante, se registra un aumento significativo de ella. O sea que la tendencia mundial no es hacia una reducción de la inequidad, ni siquiera hacia su estancamiento. La tendencia global es hacia mayor inequidad, entre los países de altos ingresos y el resto del mundo, y al interior de los países (Ortiz y Cummins 2012).

Y aquí aparece en el escenario una especie de ley de hierro de la sociología y la economía: Cuanto más hay para repartir, el reparto es más equitativo, más justo (caso de los países de altos ingresos); y cuanto menos hay para repartir, el reparto es más inequitativo, más injusto (caso de los países de bajos y de medianos ingresos, entre ellos los de América Latina y el Caribe). Podríamos decir que esto va contra los principios de la ética, de la justicia social y del sentido común, pero es la realidad de los efectos sociales del sistema económico mundial vigente de la globalización, "tal como ella viene siendo gestionada", como expresa el Nobel de Economía 2002 Joseph Stiglitz, quien sostiene que la globalización puede y debe ser gestionada de manera distinta, con más equidad.

En el gráfico siguiente, que tomamos del Informe Regional sobre desarrollo humano para América Latina y el Caribe 2010 del Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (UNDP 2010) podemos observar que a la fecha de la información, ningún país de América Latina y el Caribe tenía una distribución del ingreso menos inequitativa que la de los países de altos ingresos con mayor inequidad (Portugal seguido de Estados Unidos). Uruguay, que figura como el país de América Latina y el Caribe con menor inequidad, se encuentra a cuatro puntos de distancia de Portugal. (Fig. 7)

income distribution inequality is high among countries and if it is high within the countries. The World Bank, UNDP, ECLAC and other organisations have been devoting their most recent reports to the analysis of the evolution of this indicator, and to the actions possible for reverting the trend. This attests to its great importance.

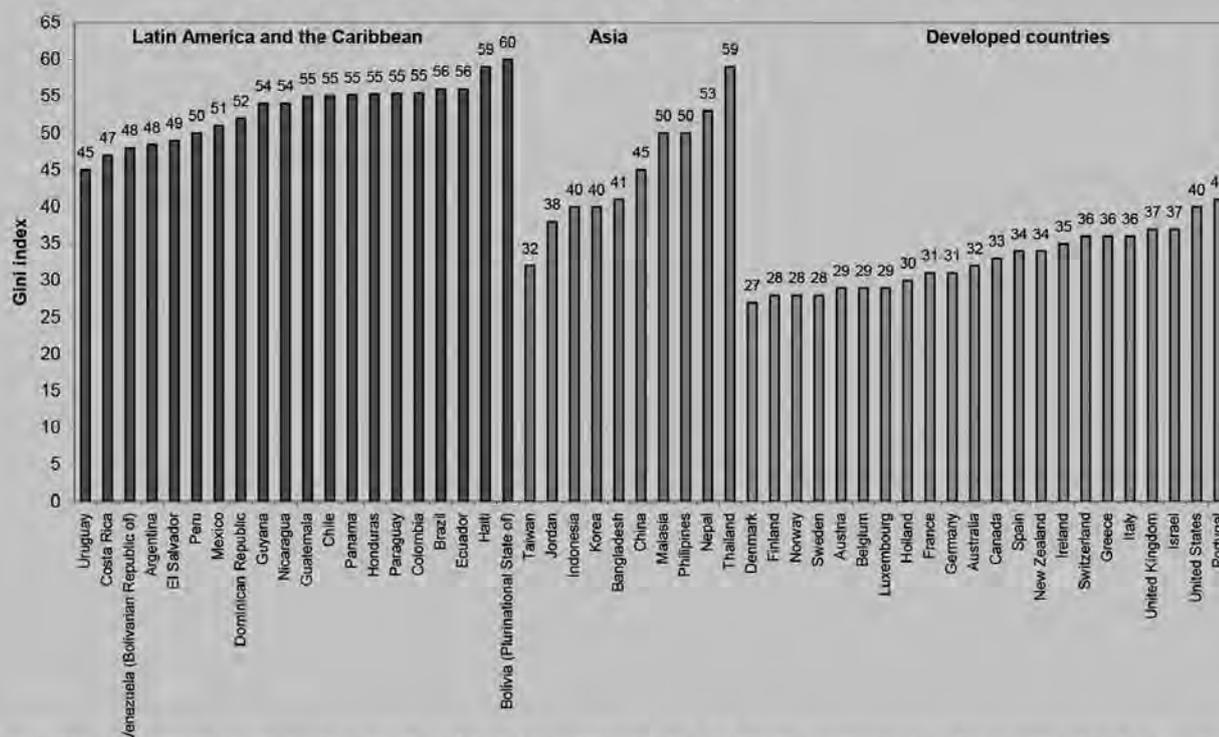
We have already stated that the World Bank's and ECLAC's analyses indicate that Latin America and the Caribbean is the region with the highest level of income distribution inequity in the world. We would find more poverty but less inequity in Africa.

But there is something that is even more serious. Global inequity has been growing in constant fashion from the beginning of the XIX Century and up to the present, and in the course of recent years, from 1980 onwards, it has shown a significant increase. This means that the world trend is not towards a reduction of inequity; not even towards the stagnation thereof. The global trend is towards greater inequity between the high-income countries and the rest of the world, and inside the countries (Ortiz and Cummins 2012).

And here the curtain opens to a kind of iron rule of sociology and economics: the more there is to share the more equitable and fairer the distribution is (the case of the high-income countries); and the less there is to share the more inequitable and more unfair such distribution is (the case of the low and middle-income countries which include those of Latin America and the Caribbean). We could say that this goes against the principles of ethics, social justice, and common sense, but it is the reality of the social effects of the current world economic system of globalisation "as it has been managed," as expressed by Joseph Stiglitz, 2002 Nobel laureate in Economics, who maintains that globalisation can and must be managed in a different more equitable manner.

In the following graph taken from the 2010 *Regional Report on Human Development for Latin America and the Caribbean* of the United Nations Development Programme (UNDP 2010) we can see that up

Regions of the world. Gini index of per capita household income



Adapted from UNDP's 2010 Regional Human Development Report for Latin America and the Caribbean. Note: the Gini index considered in each case corresponds to the last year for which data is available over the period spanning 1995-2005 Source: Gasparini et al. (2009), based on SEDLAS (CEDLAS and World Bank, 2010)

A esta altura corresponde hacer un paréntesis para citar los informes del Panorama Social de la CEPAL que nos dicen que los años 2002 y 2003 representaron un punto de inflexión a partir del cual la desigualdad empezó a mostrar una tendencia decreciente en numerosos países de América Latina, y que si bien la reducción es de una magnitud leve, insuficiente para cambiar el estatus de América Latina como la región más desigual, resulta destacable en un contexto de ausencia prolongada de mejoras distributivas generalizadas.

La CEPAL nos dice que a pesar del difícil contexto internacional, durante la última década la región ha avanzado por buen camino, y debemos continuar por él porque aún es mucho lo que falta por hacer.

Pasemos ahora a ver algo sobre las acciones para reducir la criminalidad y específicamente el homicidio, la tercera parte de nuestra exposición.

Las acciones de prevención del delito se suelen clasificar en acciones de prevención primaria (o social), acciones de prevención situacional (con cada

to the date of the data recorded no country of Latin America and the Caribbean had a less inequitable income distribution than that of the high-income countries with a higher level of inequity (Portugal followed by the United States of America). Uruguay, which appears as the country of Latin America and the Caribbean with less inequity is four points behind Portugal. (Fig. 7)

At this point it would be appropriate to make a parenthesis and cite the reports of the ECLAC's *Social Panorama* which indicate that the years 2002 and 2003 constituted a breaking point from which inequality started to show a downward trend in numerous countries of Latin America and that notwithstanding the fact that the reduction is of slight magnitude and insufficient to change the status of Latin America as the most unequal region, it is praiseworthy in a context of prolonged absence of generalised distributive improvements.

ECLAC tells us that despite the difficult international context the region has fared over the right

vez mayor utilización de tecnologías mecánicas y electrónicas) y acciones de prevención con la participación de la comunidad.

Al inicio de esta presentación nos referimos al reducido efecto disuasorio que tiene la justicia penal, y a la necesidad de implementar políticas redistributivas si queremos reducir el delito y mejorar los indicadores sociales en general. Agreguemos ahora que las acciones de prevención situacional así como los dispositivos mecánicos y electrónicos si bien pueden ser eficaces y recomendables para la protección de determinados entornos, tienen sus límites, y en muchos casos evitan el delito en tales entornos determinados pero a costa de ocasionar su traslado geográfico hacia otros objetivos, y sin disminuir las tasas de criminalidad.

Vimos también una serie de variables sociales que tienen correlación directa con las tasas de criminalidad y con los homicidios en particular, y que los países que tienen buena puntuación en tales variables, con altos niveles de desarrollo humano y políticas integrales de prevención, son también los que poseen las tasas más bajas de homicidios y otros delitos.

Terminaremos nuestra presentación refiriéndonos al caso de un país de América Latina que mediante políticas integrales y conjuntas de bienestar social y de acciones de reducción del delito está logrando una disminución notable en las tasas de homicidios. Creo que es un ejemplo muy ilustrativo. Me refiero a Ecuador.

Veamos los dos gráficos siguientes. En el primero vemos cómo las tasas de homicidios descienden de manera constante en Ecuador desde el 2010 hasta el 2014. (Fig. 8)

Y en el gráfico siguiente vemos la evolución completa de las tasas de homicidio de Ecuador desde 1980 hasta el 2014. (Fig. 9)

En el gráfico se observa el impacto de las políticas de nuevo tipo en Ecuador a partir del 2010, en relación al período anterior.

La investigación que estamos citando contiene gráficos similares que exhiben también el descenso en el mismo período de tiempo de los robos a per-

path and that we must continue to follow it since much is yet to be done.

Let us now see some aspects of the actions taken to reduce criminality, specifically homicide, as the third part of our presentation.

Crime prevention actions are normally classified into primary (or social) prevention actions, situational prevention actions (with an ever greater use of mechanical and electronic technologies), and prevention actions with the participation of the community.

At the beginning of this presentation we mentioned the reduced dissuasive effect that criminal justice has, and the need to implement policies for redistribution if we wish to reduce crime and improve social indicators in general. Let us now add that while situational prevention actions, as well as mechanical and electronic devices can be effective and advisable for protection in certain given areas they have their limitations and in many cases they do prevent crime in such given areas but at the cost of causing the geographical transfer thereof to other targets and without a reduction in crime rates.

We saw also a number of social variables that are directly correlated to crime rates and particularly to homicide and that the countries with good grades in such variables, with high levels of human development and comprehensive prevention policies are also those that show the lowest rates for homicide and other crimes.

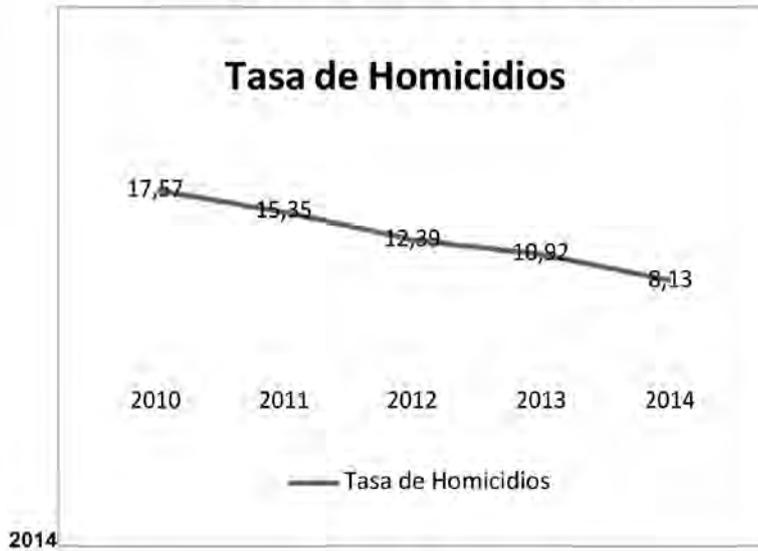
We shall close our presentation by mentioning the case of a country of Latin America that is achieving a notable reduction in homicide rates through comprehensive and joint policies of social welfare and crime reduction actions. I believe it is a very enlightening example. I am referring to Ecuador.

Let us look at the following two graphs. In the first one we see how homicide rates have dropped constantly in Ecuador from 2010 and up to 2014. (Fig. 8)

And in the graph below we see the complete evolution of homicide rates in Ecuador from 1980 and up to 2014. (Fig. 9)

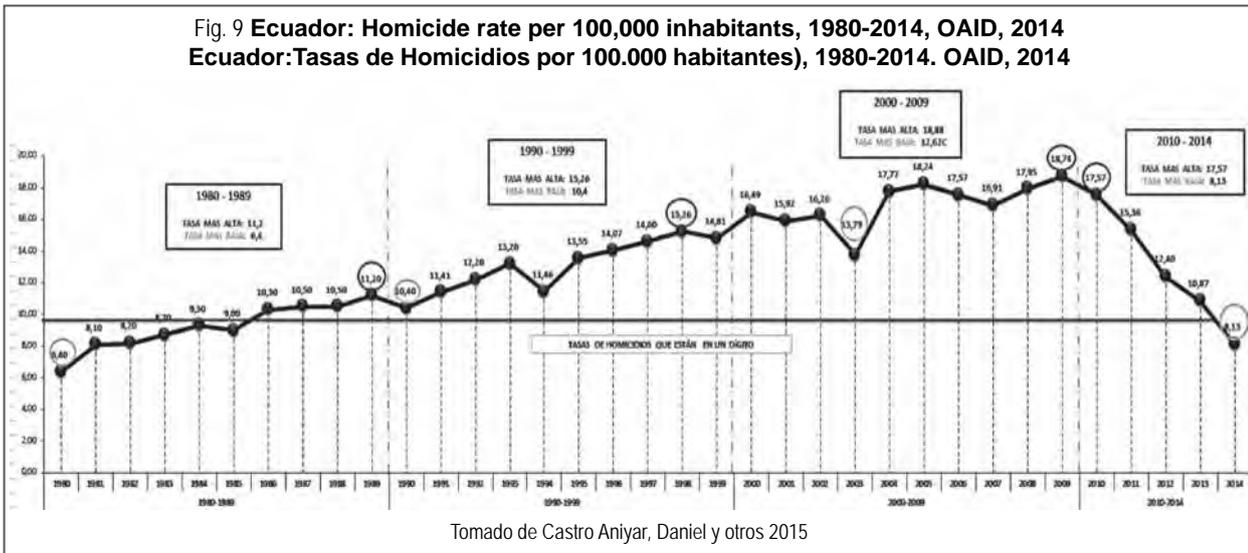
The graph shows the impact of the new-type policies in Ecuador as of 2010 by comparison to the previous period.

Fig. 8 Ecuador: Homicide rate 2010-2014, OAID, 2014  
 Taken from Castro-Aniyar, Daniel, et al 2015  
 Ecuador: Tasa de Homicidios 2010-2014. OAID,



Tomado de Castro Aniyar, Daniel y otros 2015

Fig. 9 Ecuador: Homicide rate per 100,000 inhabitants, 1980-2014, OAID, 2014  
 Ecuador: Tasas de Homicidios por 100.000 habitantes), 1980-2014. OAID, 2014



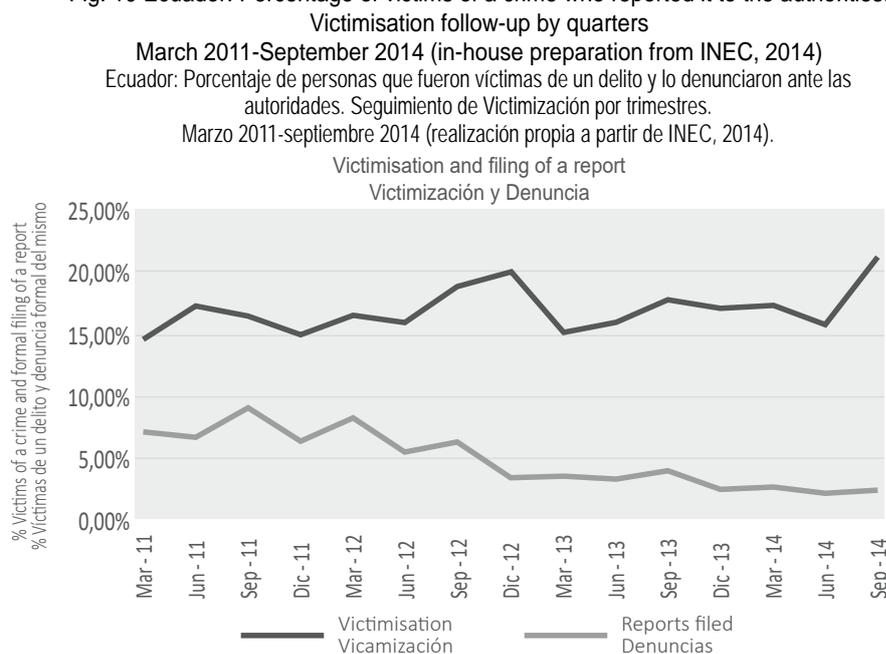
Tomado de Castro Aniyar, Daniel y otros 2015

sonas, a domicilios, a locales y a automóviles. Y contiene también el interesante gráfico siguiente, en el que se exhibe que las denuncias aumentan paralelamente a la reducción de la victimización, lo que se explica por la menor cifra oscura en razón de la creciente legitimidad adquirida por la denuncia como recurso ante el delito. (Fig. 10)

En el ejemplo de Ecuador vemos un caso exitoso de reducción de los delitos de mayor impacto social como los homicidios y robos, que disminuyeron pro-

The study that we are citing contains similar graphs that also show a reduction in theft from persons, homes, business facilities and automobiles for the same period. And it contains also the following graph which shows that the number of reports filed increases in parallel to the reduction in victimisation, which is explained by a lower dark figure given the increasing legitimacy that the filing of reports has acquired as a resource against crime. (Fig. 10)

Fig. 10 Ecuador: Percentage of victims of a crime who reported it to the authorities.



gresivamente desde el 2010 hasta el 2014. En dicho período el homicidio descendió 8.52 puntos hasta llegar a una tasa de un solo dígito de  $8.13 \times 100,000$  habitantes.

Las políticas para lograr este resultado se caracterizaron por múltiples acciones: un aumento de las estrategias de prevención por sobre las estrategias reactivas; la profundización del rol comunitario de la Policía Nacional; el desarrollo de tecnologías de información (en prevención situacional, tele-vigilancia, denuncia y aumento de la capacidad de respuesta institucional); políticas coordinadas inter-agencialmente; desconcentración de la capacidad de respuesta y del análisis del fenómeno delictivo; primacía del enfoque geo-referenciado en pequeños territorios por sobre los enfoques generalizadores; enfoques basados en participación civil; reforma del sistema judicial dirigido a aumentar su productividad; aumento de agentes especializados en el área criminalística. Y además de todo esto, el mejoramiento de indicadores socio-económicos generales, tales como empleo, salud, educación, índice de prevalencia de la desnutrición y desigualdad socio-económica.

O sea que sí es posible reducir las tasas de los homicidios y otros delitos, pero para reducirlas a niveles

Ecuador constitutes a successful example of reduction of highest-social-impact crimes such as homicide and theft, which declined progressively from 2010 and up to 2014. During this period homicide declined by 8.52 points down to a one-digit rate of  $8.13 \times 100,000$  inhabitants.

The policies implemented to accomplish such results are characterised by multiple actions: an increase in the number of prevention strategies over reactive strategies; the intensification of the National Police's community role; the development of information technologies (in situational prevention, tele-surveillance, the reporting of crimes and an increase of the institutional-response capacity); co-ordination of policies among agencies; de-concentration of the response capacity and the analysis of the crime phenomenon; priority of an approach based on small territories over a generalised approach; approaches based on the participation of the civilian society; reform of the judicial system aimed at an increase in its productivity; increase in the number of specialised agents in the criminalistics area. And, in addition to the preceding, an improvement of general social and economic indicators such as those pertaining to employment, health, education, and of the index of

razonables se requieren políticas no sólo de justicia penal. La política criminal es parte de la política social. Por ello los avances que se realicen en la justicia penal para reducir la violencia y el delito serán insuficientes si paralelamente no se avanza en las políticas sociales hacia mejores niveles de justicia distributiva e integración social que reviertan las correlaciones que vimos en la primera parte de nuestra presentación.

Nuestros países necesitan buena justicia penal, pero por sobre todo necesitan más justicia social. ■

prevalence of malnutrition and social and economic inequality.

In other words, it is indeed possible to reduce the rates of homicide and other crimes, although policies and not just criminal justice policies are required to reduce them to reasonable levels. Criminal policy is a part of social policy. This is why if no progress is made in parallel to social policy making the progress made in criminal justice to reduce violence and crime shall be insufficient to reach better levels of distributive justice and social integration, so as to revert the correlations that we saw in the first part of our presentation.

Our countries need a better criminal justice, but over and above everything else they need a better social justice. ■

## References - Citas

- CARRANZA Elías.
  - *La justicia penal juvenil posterior a la Convención de las Naciones Unidas sobre los Derechos del Niño y el uso de la privación de la libertad*. Salamanca, April. 2000
  - *La ley de armas y la violencia en Costa Rica*. At the Forum on the flow of weapons and the proliferation of social violence, Arias Foundation/ Central American Dialogue; Corobicí Hotel, Junio 6. et al 1997
  - *Delito y Seguridad de los Habitantes*, (Co-ordinator and autor of the first chapter), several authors, 472 pp., Editorial Siglo XXI publishers, Mexico.
- CASTRO-ANIYAR Daniel, y JÁCOME Juan, 2015
  - *1335 Vidas*. Ecuador, 2010-2014: *Políticas Criminales y sus Resultados*. Crime Analysis and Information Office, Ministry of the Interior of Ecuador.
- CELADE, 2013
  - *División de Población de la CEPAL*, 2013 Revision.
- ECLAC, 2011
  - *Panorama Social de América Latina*. Economic Commission for Latin America and the Caribbean. Santiago, Chile. 2008
  - *Panorama social de América Latina 2008*. Economic Commission for Latin America and the Caribbean. Santiago, Chile.
- ICPC, 2010
  - *Informe Internacional: Prevención de la Criminalidad y Seguridad Ciudadana, Tendencias y Perspectivas*. Montreal, Canada.
- LONDOÑO Juan Luis and GUERRERO Rodrigo, 1999
  - *Violencia en América Latina, Epidemiología y Costos*. IBD, working document R 375.
- ORTIZ, Isabel and CUMMINS Matthew 2012
  - *Desigualdad Global: La distribución del ingreso en 141 países*. Social and economic policy working document, UNICEF, August 2012
- SHAW Marc, van DIJK Jan and RHOMBERG Wolfgang, 2003
  - *Determining Trends in Global Crime and Justice: an Overview of Results from del United Nations Surveys of Crime Trends and Operations of the Criminal Justice Systems*. In Forum on Crime and Society, volume 3, Numbers 1 and 2, December 2003, United Nations Office on Drugs and Crime, New York.
- STIGLITZ Joseph, 2002
  - *El malestar en la globalización*, Taurus, Madrid.
- UNDP, 2010
  - Regional Human Development Report for Latin America and the Caribbean.
- UNODC 2013
  - Global Study on Homicide 2013. 2011
  - *Informe Global sobre Homicidios 2011*.
- VOLD George, BERNARD Thomas J. and SNIPES Jeffrey B., 1998
  - *Theoretical Criminology*, Fourth Edition, Oxford University Press.
- WORLD BANK 2014
  - *World Development Report*.
- ZIMRING Franklin E. and HAWKINS Gordon, 1995
  - *Incapacitation: Penal Confinement and the Restraint of Crime*, Oxford University Press.



## Seguridad pública y seguridad jurídica en Iberoamérica. Una aproximación\*

Victor MORENO CATENA

Director del Instituto Universitario Alonso Martínez de Justicia y Litigación de la Universidad Carlos III de Madrid.

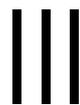
### 1. Seguridad pública y sistema judicial

La justicia como servicio público debe adaptarse, como cualquier otro, a las nuevas circunstancias sociales, económicas y políticas en que vivimos y debe superar ineludiblemente los estrechos límites del Estado nación en que seguimos concibiéndola, porque es un hecho evidente que la globalización se ha instalado definitivamente entre nosotros y sería imposible concebir la convivencia y el desarrollo de un país de manera aislada.

La justicia es un pilar esencial para obtener seguridad jurídica, que de acuerdo con lo que escribía hace ya unos años mi recordado amigo el Prof.

---

(\*) Se recogen en estas páginas algunas experiencias y lecciones aprendidas en los más de seis años que me cupo el honor de desempeñar el puesto de Secretario General de la Conferencia de Ministros de Justicia de los Países Iberoamericanos (COMJIB). Como toda obra colectiva, el reto de dotar a esta organización internacional de una estructura suficiente y de los recursos económicos imprescindibles para situarse en el panorama iberoamericano, no es el fruto de un trabajo individual sino una obra colectiva. En esta tarea me ha acompañado un excelente equipo humano, sin cuyos aportes el resultado hubiera sido nulo o, sin duda, mucho más modesto. Como reconocimiento a esta labor determinante debo en justicia citar al menos (a sabiendas de que dejo juristas y colaboradores muy relevantes) a las dos Coordinadoras Generales con las que he tenido el honor de trabajar en periodos sucesivos: Elena Domínguez Peco y Marisa Ramos Rollón; de la profesora Marisa Ramos he tomado prestadas muchas de las ideas de este artículo.



## Public security and legal certainty in Latin América: an approach\*

Dr. Victor MORENO CATENA

Director of the Instituto Universitario Alonso Martínez de Justicia y Litigación at Universidad Carlos III de Madrid.

### 1. Public security and the judicial system

The justice system in its role as a public service must adapt to the new social, economic and political circumstances we live in, just like any other public service. Furthermore, it must inevitably surpass the narrow boundaries of the nation State within which we have conceived it, since it is self-evident that globalisation has come to stay, and it would therefore be simply impossible to imagine any country's development and social harmony in isolation.

Justice is a key pillar for legal certainty which, as my dear late friend Prof. Santos PASTOR<sup>1</sup> put it some years ago, is a crucial element in the legal

---

(\*) These pages contain experiences and lessons learned during the six-year period I had the honour to act as Secretary General of the Conference of Ministers of Justice of Ibero-American Countries (COMJIB for its acronym in Spanish). Just like any other collective work, the challenge to provide this international organisation with an adequate structure and sufficient funds to gain a place in the Latin American scene was not the result of individual work, but the work of many. An extraordinary team has come along the way with me, and without their contribution the effort would have been fruitless or, no doubt, much more modest. Prominent lawyers and collaborators have worked towards the project but special acknowledgement must be given to the two General Coordinators with whom I have had the pleasure to work: Elena Domínguez Peco and Marisa Ramos Rollón; I have borrowed many of the ideas in this article from Professor Marisa Ramos.

<sup>1</sup> May this paper serve as a humble homage to a great professor, who deserves immense acknowledgement for his vast research

Santos PASTOR<sup>1</sup>, es un elemento fundamental del sistema jurídico y le exige que proporcione, garantice, facilite, promueva o suministre, según los casos, el conocimiento, la confianza y la previsibilidad a las personas y respecto de los bienes, estabilidad del marco institucional y previsibilidad o certeza en los resultados de las decisiones que adopten, de forma que los operadores puedan conocer lo que sucederá en cada momento<sup>2</sup>.

Desde luego que la seguridad jurídica, y la intervención del sistema de justicia en las relaciones económicas y sociales, no es suficiente para satisfacer otra demanda de seguridad, quizás más importante, que sin duda corre en paralelo con ella; se trata de la seguridad pública.

La seguridad pública, o seguridad ciudadana, es una premisa esencial de la convivencia; si los ciudadanos carecen de seguridad, si consideran que su persona o su patrimonio pueden ser atacados impunemente, sin reacción por parte de los poderes públicos, el Estado habrá dejado de asumir su función primera: garantizar la seguridad de sus ciudadanos.

En este punto es especialmente relevante la mirada hacia el ámbito iberoamericano, como un espacio común de España y Portugal y los 19 países de ese continente, denso en relaciones económicas, políticas y culturales, espacio que vincula como ningún otro dos grandes regiones esenciales en la geopolítica actual, Europa y América Latina; la primera, estancada en la actualidad; la segunda, con grandes desigualdades pero con alta tasas de crecimiento y una gran proyección económica. Sin embargo, la si-

system in that it provides, ensures, fosters or promotes knowledge, trust and certitude to people and property, as well as institutional stability and confidence or certainty in the result of the decisions adopted, so that those involved know what to expect at all times<sup>2</sup>.

There is no doubt that legal certainty together with the intervention of the legal system in economic and social relations are not enough to satisfy yet another security need, which is obviously linked to it; I am referring here to public security.

Public security, also referred to as citizen security, is a key requisite for social harmony; when citizens lack security, if they feel they—or their property— can be attacked with impunity, with no counteraction from public authorities, the State fails in one of its primary functions: to guarantee the security of its citizens.

At this point it is particularly relevant to look at the Ibero-American world as a common ground for Spain and Portugal plus the 19 countries of the region. A world rich in economic, political and cultural relations; a space which links like no other two fundamental regions in today's geo-politics, Europe and Latin America; the former, trapped in current affairs; the latter, with marked inequalities but high development rates and enormous economic prospects. However, public security is fragile in the Ibero-American community.

For Spain, to maintain the political momentum required to continue to build Ibero-America is undoubtedly not just a duty and a commitment; it is also part of the country's present, in that it contributes

---

1 Este trabajo quiere ser un modesto homenaje a un gran profesor, que merece un enorme reconocimiento por su inmensa labor investigadora, señalando campos de estudio científico inexplorados en el mundo jurídico; y sobre todo una manifestación de gratitud a una bella persona que, al propio tiempo que bonhomía, ha derrochado grandes dosis de amistad. Nos dejó en los primeros días de 2010; fui uno de los muchos afortunados a quienes nos regaló su afecto y su amistad.

2 Como obra póstuma, Santos PASTOR dejó escrito su *Análisis económico de la Justicia y la reforma judicial*, 2009, que me cabe el honor de coordinar y que se halla en prensa.

---

work, that has paved the way to previously unknown fields of study in the legal realm; but above all may I express my gratitude to a wonderful human being and an extremely generous friend. He left us early in 2010; I was one of his many fortunate well-loved friends.

2 Santos PASTOR wrote the work *Análisis económico de la Justicia y la reforma judicial*, 2009, which will be published posthumously in an edition I have the pleasure to coordinate. (In press)

tuación de la seguridad pública es frágil en la comunidad iberoamericana.

No cabe duda de que para España mantener el impulso político que exige seguir construyendo Iberoamérica no ha de ser solo una vocación y un compromiso; es también su presente, que le puede permitir hacerse más grande en otros ámbitos, y además su futuro a corto y largo plazo. Por eso, los cambios que representan un abandono de la idea iberoamericana y de mucho de lo conseguido hasta ahora, las apuestas que se hacen cada vez más tibias o las decisiones erráticas en la región resultan lisa y llanamente inconcebibles. Pero en la región de América Latina, que se encuentra en pleno avance hacia el desarrollo, la despreocupación española está dejando unos enormes espacios para la colaboración y la cooperación que otros países están ocupando a toda velocidad.

La situación de la seguridad pública en América Latina, de la violencia y de la criminalidad, es enormemente preocupante, y representa el punto más débil para su desarrollo. Como expresa el Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo "en la última década la región ha sufrido una epidemia de violencia, acompañada por el crecimiento y difusión de los delitos, así como por el aumento del temor entre los ciudadanos"<sup>3</sup>.

Cada hora y cuarto de cada día del año asesinan a una persona en Honduras, un país de 112.000 km<sup>2</sup> y unos 8,5 millones de habitantes. Un país pequeño, pero

---

<sup>3</sup>*Seguridad ciudadana con rostro humano: diagnóstico y propuestas para América Latina (Informe Regional de Desarrollo Humano 2013-2014)*, PNUD, noviembre 2013, pág. V, donde sigue diciendo que "Entre el 2000 y el 2010 la tasa de homicidios de la región creció 11%, mientras que en la mayoría de las regiones del mundo descendió o se estabilizó. En una década han muerto más de un millón de personas en Latinoamérica y el Caribe por causa de la violencia criminal". Se dice que la mayoría de los países de la región tiene tasa de homicidios con los niveles de epidemia según la clasificación de la Organización Mundial de la Salud (pág. III). Se puede consultar este Informe en <http://www.latinamerica.undp.org/content/dam/rblac/img/IDH/IDH-AL%20Informe%20completo.pdf>.

to our growth in other areas, as it is part of our future in the short and long term. It is for this reason that political changes that bring a departure from the idea of Ibero-America and from all that has been achieved so far, together with weaker and weaker efforts or erratic decisions in the region, turn out to be utterly absurd. Spanish nonchalance is leaving an empty space in Latin America, a region which is now making steady progress towards development, full of opportunities for other countries prepared to take our place.

The current state of things in public security, violence and crime in Latin America is extremely alarming, and it constitutes its weakest point towards development. As one of the United Nations Development Program Reports stated, "Throughout the last decade the region has suffered an epidemic of violence, accompanied by the growth and dissemination of crime, as well as an increase in fear among citizens"<sup>3</sup>.

Every seventy-five minutes one person is killed in Honduras each day of the year, in a country with a surface area of 112,000 sq km and a population of about 8.5 million inhabitants. A small country, but with a homicide rate of almost 92 deaths per 100,000 inhabitants<sup>4</sup>, the highest in the world<sup>5</sup>.

---

<sup>3</sup>*Citizen Security with a Human Face: Evidence and Proposals for Latin America (Regional Human Development Report 2013-2014)*, UNDP, November 2013, page V. And it follows to say that "Between 2000 and 2010, the murder rate in the region grew by 11 percent, whereas it fell or stabilized in most other regions in the world. In the last decade, more than one million people have died in Latin America and the Caribbean as a result of criminal violence." The Report also states that the majority of the countries of the region have homicide rates considered to be at epidemic levels according to the World Health Organisation (page III). The Report can be consulted at <http://www.undp.org/content/dam/rblac/docs/Researchpercent20andpercent20Publications/IDH/IDH-AL-ExecutiveSummary.pdf>.

<sup>4</sup> Data from 2011, available online at <https://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/homicide.html>. Source: United Nations Office on Drugs and Crime, UNODC. The percentage in Honduras has been steadily growing each year from 2004 (32.0) and 2155 people killed, to 2011 (91.6) and 7104 people killed.

<sup>5</sup> The distribution of homicides in Honduras is uneven, and can reach rates of 181.5 in La Ceiba and of 166.4 in San Pedro Sula, whereas in Yuscarán the rate is of 30.2 and in Nacaome of 15.1, according to the above mentioned UNDP Report *Citizen Security with a Human Face*.

con una tasa de homicidios de casi 92 muertos por cada 100.000 habitantes<sup>4</sup>, que es la mayor del mundo<sup>5</sup>.

En general, la región Latinoamericana es la zona del mundo con un mayor número de homicidios, aunque existen muchas diferencias entre países. Después de Honduras la tasa más alta es la de El Salvador (casi 70 homicidios por cada 100.000 habitantes), seguido por Venezuela con 45, Guatemala con 38 y Colombia con 31. En el lado opuesto, con solo 3,4 asesinatos por 100.000 habitantes se sitúa Argentina y Chile con 3,7. Para que se entiendan mejor estos datos, en Europa, con datos de 2011, Suiza tiene una tasa de homicidios de 0,6 por 100.000<sup>6</sup> y España y otros 6 países sólo de 0,8.

Según los cálculos manejados por el PNUD<sup>7</sup>, “en 2009, el PIB per cápita que se dejó de percibir por homicidios en América Latina fue de 0.5%. Para este mismo año, el ingreso promedio anual en la región fue de US\$8,897.00. Sin el exceso de muertes por homicidio, en promedio, los países en América Latina habrían logrado una ganancia de US\$51 en el PIB per cápita. En países como El Salvador, Guatemala y Venezuela, este valor habría superado los US\$70 en el PIB per cápita”; asimismo se recoge el dato de que, para el Banco Mundial, “en el caso de Centroamérica, una reducción del 10% en los homicidios podría incrementar el PIB per cápita anual hasta en un 1.0% en El Salvador, un 0.7% en Guatemala y Honduras, y un 0.3% en Panamá y Nicaragua (Banco Mundial 2011)<sup>8</sup>”.

4 Datos de 2011. <https://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/homicide.html> Fuente: Oficina de Naciones Unidas para la Droga y el Crimen: UNODC. El porcentaje en Honduras ha ido creciendo año a año desde 2004 (32,0) y 2155 personas asesinadas, a 2011 (91,6) y 7104 personas.

5 La distribución de los homicidios dentro de Honduras es desigual, y llegan a alcanzar tasas de 181.5 en La Ceiba y de 166.4 en San Pedro Sula, mientras en Yuscarán es del 30.2 y en Nacaome del 15.1, de acuerdo con el citado Informe del PNUD *Seguridad ciudadana con rostro humano*.

6 Liechtenstein y Mónaco han tenido 0 y Malta 0,7.

7 Informe del PNUD citado, pág. 105.

8 En el estudio acerca del impacto económico de la violencia criminal urbana en Brasil, Colombia, El Salvador, México y Perú, auspiciado por el BID, realizado por Juan Luis LONDOÑO, Ale-

In general, Latin America is the area of the world with the highest number of homicides, although there are considerable differences between countries. After Honduras, the highest rate is that of El Salvador (almost 70 homicides per 100,000 inhabitants), followed by Venezuela with 45, Guatemala with 38 and Colombia with 31. At the other end, we find Argentina with only 3.4 intentional killings per 100,000 inhabitants and Chile with 3.7. To gain better understanding of these data, in Europe, according to data from 2011, Switzerland has a homicide rate of 0.6 per 100,000<sup>6</sup> inhabitants, and Spain and 6 other countries of only 0.8.

According to UNDP estimates,<sup>7</sup> “in 2009, GDP per capita that was lost because of homicides in Latin America was 0.5 per cent. In that same year, the average annual income in the region was of US\$8,897.00. Without the death rate excess due to homicides, on the average Latin American countries would have achieved earnings of US\$51 in the GDP per capita. In countries such as El Salvador, Guatemala and Venezuela, this figure would have been over US\$70 in the GDP per capita;” likewise, according to data from the World Bank, “in the case of Central America, a 10 per cent drop in the homicide rate could boost per capita annual income growth by a full 1.0 per cent in El Salvador and by 0.7 per cent in Guatemala and Honduras, and 0.3 per cent in Panama and Nicaragua (World Bank 2011)<sup>8</sup>”.

6 Liechtenstein and Monaco had 0 and Malta 0.7.

7 UNDP Report above cited, page. 105.

8 The study *Asalto al desarrollo: violencia en América Latina* (2000), funded by IADB and carried out by Juan Luis LONDOÑO, Alejandro GAVIRIA and Rodrigo GUERRERO (eds.), and quoted by Mayra BUVINIC in her paper “Un balance de la violencia en América Latina: los costos y las acciones para la prevención” published in the journal *Pensamiento iberoamericano*, No. 2, page 45, says that “the final calculations of costs were expressed as a percentage of the GDP of 1997. The costs went from 5.1 per cent in Peru at the lowest to 24.9 per cent in El Salvador at the highest, with an average of 14.2 per cent for the six countries.”

La seguridad exige no sólo disminuir los riesgos sino también ofrecer esperanzas. Y uno de los más graves problemas con que se está enfrentando el modelo de justicia en estos tiempos es el de la falta de respuesta de parte de los sistemas nacionales ante problemas como el de una criminalidad crecientemente interconectada y profesionalizada. Ya no sirven los instrumentos del pasado basados en la idea de soberanía. Estamos en la era de la globalización y los fenómenos transnacionales.

El aumento de la violencia, que se sufre tanto en la esfera local como nacional, tiene, cada vez más, vínculos transnacionales con las actividades y redes económicas ilícitas y con las organizaciones delictivas que actúan traspasando las fronteras naturales. Este fenómeno no se restringe a Iberoamérica, sino que se extiende al conjunto del planeta. Estos hechos son a la vez causa y consecuencia de la globalización, un fenómeno que al reducir barreras para la actividad económica, hace más fácil la interconexión entre distintos grupos armados y redes ilícitas. Por tanto, los mismos factores que impulsan la globalización, son los que explican el auge económico y político de las redes mundiales del crimen organizado y otras actividades ilícitas.

Las políticas de liberalización económica y la transnacionalización de las actividades productivas y de las financieras han creado condiciones más favorables para la actuación de las redes delictivas organizadas internacionalmente, cuya actividad se ha incrementado y con ella su poder económico.

La delincuencia organizada transnacional se ha infiltrado en todas las esferas de la vida social, incluida la política. Los mismos factores que impulsan la

In order to improve security it is not only necessary to reduce risks, but to generate expectations. And one of the main problems the justice system model is now facing is the lack of response from national systems regarding an increasingly more interconnected and sophisticated crime network. Old instruments from the past based on the idea of sovereignty are no longer enough. This is a global, transnational era.

Increasing violence, suffered both at local and national levels, is surpassing natural frontiers thanks to transnational links for illicit financial networks and organised crime. This is not only true for Latin America, but for the world as a whole. This circumstance is at the same time the origin and the consequence of globalisation, one which reduces barriers in financial activities and makes it easier for armed groups and criminal organisations to interconnect. Thus, the same aspects that boost globalisation are the ones that explain the political and financial success of organised crime networks and other illicit activities across the world.

With economic liberalisation policies and the transnationalisation of production and financial activities, it is easier for international crime organisations to act; they are more active and thus more financially powerful.

Transnational organised crime has infiltrated into every sphere of social life, including politics. The same circumstances that foster globalisation are the ones that explain the political and financial success of worldwide organised crime networks and other illicit activities, taking advantage of legal and/or institutional vacuums, together with the endemic weakness of the Rule of Law institutions, especially in certain countries.

These illicit financial networks appear when there is supply and demand of a product the prohibition of which generates huge profits. There are groups that, fighting for the monopoly on the production, traffic and commercial distribution of such products, try to evade the control of the State and, if strong enough, manage to debilitate it so

---

Jandro GAVIRIA y Rodrigo GUERRERO (eds.), *Asalto al desarrollo: Violencia en América Latina*, 2000, citado por Mayra BUVINIC, *Un balance de la violencia en América Latina: los costos y las acciones para la prevención*, en "Pensamiento iberoamericano", nº 2, pág. 45, se dice que "los cálculos finales de costos se expresaron como un porcentaje del producto interior bruto de 1997. Los costos variaron entre un bajo 5,1% en Perú y un alto 24,9% en El Salvador, con una media de 14,2% para los seis países."

globalización son los que explican el auge económico y político de las redes mundiales del crimen organizado y otras actividades ilícitas, que aprovechan los vacíos legales o institucionales, junto con la endémica debilidad de las instituciones del Estado de Derecho, especialmente en algunos países.

Estas redes económicas ilícitas surgen cuando existe oferta y demanda de un producto, cuya prohibición genera beneficios muy cuantiosos. Hay grupos que, pugnando por el control de la producción, el tráfico y la comercialización de estos productos, tratan de evadir el control del Estado, y si son lo suficientemente fuertes, llegan a debilitarlo para que no pueda imponer la ley. También se aprovechan de los vacíos legales o institucionales, complementando de esta forma los beneficios que les aportan las ventajas de la globalización con los derivados de la endémica debilidad de las instituciones del Estado de Derecho.

El volumen de fondos procedentes de actividades ilícitas es espectacular, sin que haya una forma de calcularlo que sea suficientemente fiable. La liberalización financiera y los numerosos instrumentos disponibles para ocultar y blanquear las ganancias procedentes de los negocios delictivos facilitan sin duda el desarrollo del crimen organizado, combinando espacios legales e ilegales en las distintas fases del proceso y dificultando así su control.

De todos modos, para la Oficina de Naciones Unidas contra las Drogas y el Crimen (UNODC), en un Informe publicado en 2011, la delincuencia organizada transnacional es un gran negocio; en 2009 se estimó que generaba 870.000 millones por año, lo que equivale al 1,5% del PIB mundial y casi al 7% de las exportaciones mundiales de mercancías<sup>9</sup>.

La delincuencia organizada, con su enorme potencial económico corrompe los poderes públicos, los medios de comunicación y el sector financiero.

---

9 *Estimating illicit financial flows resulting from drug trafficking and other transnational organized crimes. Research report*, Vienna, octubre 2011, que se puede consultar en [http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Studies/Illicit\\_financial\\_flows\\_2011\\_web.pdf](http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Studies/Illicit_financial_flows_2011_web.pdf)

that the law cannot be enforced. They also benefit from legal and/or institutional vacuums, thus supplementing the advantages of globalisation with those derived from the endemic weakness of the Rule of Law institutions.

The estimated amount of funds from illicit activities is amazing, but it is not possible to make exact, reliable calculations. Financial liberalisation and the numerous instruments available to hide and launder the profits from criminal business foster organised crime, combining legal and illegal spaces in the various stages of the process, which complicates their control.

Despite the above, for the United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), in a Report published in 2011, organised crime is a great business; in 2009 it was estimated that it generated 870,000 million per year, which amounts to 1.5 per cent of the world's GDP and almost to 7 per cent of the world's goods exports<sup>9</sup>.

Organised crime, with its enormous financial potential, corrupts public powers, mass media and the finance industry. It infiltrates election campaigns by financing political parties and candidates. It provides money for armed groups and becomes the actual power in wide geographical areas, ousting, substituting or corrupting state institutions.

This serious state of things is aggravated in Latin America by other factors that converge in the region: its strategic position, the persistence of poverty and inequalities (though some improvements have been made in recent years), the legacy of some armed conflicts, particularly in the form of uncontrolled circulation of fire-arms, and the weakness of public institutions, some permeable to corruption, such as police forces.

---

9 *Estimating Illicit Financial Flows Resulting from Drug Trafficking and Other Transnational Organized Crimes. Research Report*, Vienna, October 2011; available online at [http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Studies/Illicit\\_financial\\_flows\\_2011\\_web.pdf](http://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/Studies/Illicit_financial_flows_2011_web.pdf).

Irrumpe en los procesos electorales financiando partidos políticos y candidatos. Sufraga grupos armados y se convierte en el poder de hecho en amplias áreas geográficas, desplazando, sustituyendo o corrompiendo las instituciones estatales.

Esta grave situación se ve acentuada en Latinoamérica por algunos otros factores que confluyen en la región: su posición estratégica, la persistencia de la pobreza y la desigualdad, aunque algo se ha avanzado en el últimos años, el legado de algunos conflictos armados, sobre todo en forma de armas que circulan sin control, y la debilidad de las instituciones públicas, algunas muy permeables a la corrupción, como por ejemplo las policías.

Todo ello ha contribuido a que la región se haya convertido en un importante lugar de tránsito de drogas<sup>10</sup>, de tráfico de personas<sup>11</sup>, de tráfico ilegal de armas y de vehículos, de lavado de activos y de otros tipos de actividades ilícitas organizadas.

Naturalmente que la violencia y la delincuencia organizada, que se traduce esencialmente en todo el conjunto de delitos referidos, tienen unos costes económicos muy elevados, que se han evaluado en la pérdida de ganancias<sup>12</sup>. Junto con estos costes, la violencia genera también unos costes sociales incalcula-

---

10 El tráfico de drogas sigue siendo la forma más lucrativa de negocio para los delincuentes, ya que tiene un valor anual estimado en 320.000 millones de dólares. En 2009 la UNODC calculó que el valor anual aproximado de los mercados mundiales de cocaína y opiáceos ascendía a 85.000 millones de dólares y 68.000 millones de dólares, respectivamente. Cfr. el Informe de la UNODC *Estimating illicit financial flows resulting...*, citado en nota anterior.

11 Si bien las cifras varían, según una estimación de la Organización Internacional del Trabajo (OIT) realizada en 2005, el número de víctimas de la trata en un momento dado era de alrededor de 2,4 millones y las ganancias anuales de unos 32.000 millones de dólares. Sin embargo, las estimaciones más recientes y precisas de la OIT sobre las tendencias generales del trabajo forzoso nos inducirían a pensar que el alcance del problema es mucho mayor. Cfr. el Informe de la UNODC *Estimating illicit financial flows resulting...*, citado.

12 Según el citado *Informe Regional...* del PNUD, pág. 105, "sin el exceso de muertes por homicidio, en promedio, los países en América Latina habrían logrado una ganancia de US\$51 en el PIB per capita. En países como El Salvador, Guatemala y Venezuela, este valor habría superado los US\$70 en el PIB per capita."

All this has made the region become a major scenario for drug dealing,<sup>10</sup> trafficking of human beings,<sup>11</sup> illegal fire-arms and vehicle trade, asset laundering and other forms of illicit organised activities.

Naturally, violence and organised crime, which translate into all sorts of related crimes, have very high financial costs, which have been estimated in terms of loss of earnings<sup>12</sup>. Together with those costs, violence also generates inestimable social costs, although there are estimates calculated in terms of the number of years lost because of the deaths by homicide that take place in the region<sup>13</sup>.

According to the UNDP Report 2013-2014, "in Latin America many citizens have had to change their everyday routines to avoid being victims of crime, thus limiting their freedom. Victimization and sense of fear modify their behaviour, and very often they end up adapting to hostile and threatening environments. These reactions depend on a number of factors —gender, age, socioeconomic status,

---

10 Drug trafficking continues to be the most lucrative business for criminals, with an estimated annual market value of 320,000 million dollars. In 2009, the UNODC estimated that the approximate annual value of cocaine and opioid markets was of 85,000 million dollars and 68,000 million dollars, respectively. For information, see the UNODC Report *Estimating Illicit Financial Flows Resulting...* cited in the previous footnote.

11 Although figures differ, according to World Trade Organisation (WTO) estimates from 2005, the number of victims of human trafficking was at one point of about 2.4 million with an annual profit of approximately 32,000 million dollars. However, more recent estimates by the WTO on the general tendency of forced labour lead us to believe that the scope of the problem is much broader. For information, see the UNODC Report *Estimating Illicit Financial Flows Resulting...* cited in the previous footnote.

12 According to said UNDP Regional Report, page 105, "without the deaths in excess because of homicides, Latin American countries would have experimented an average increase in the GDP per capita of US\$51. In countries such as El Salvador, Guatemala and Venezuela, this increase would have been over US\$70 in the GDP."

13 Data reported in the *Regional Human Development Report 2013-2014* cited, page 103, are appalling; following a study carried out in 15 Latin American countries, the deaths in excess of the number expected that occurred because of homicides compared to the "natural homicide rate" (understood in terms of world average rates) made the region lose 331 million years of life in 2009.

bles, aunque se ha intentado evaluar en la pérdida de años para la región que se deriva de las muertes por homicidio que se producen en este territorio<sup>13</sup>.

Como se señala en el Informe del PNUD 2013-2014, “en América Latina muchos ciudadanos han tenido que cambiar sus actividades cotidianas para evitar ser víctimas del delito, con lo que han visto restringidas sus libertades. La victimización y la sensación de riesgo modifican sus comportamientos, y muchas veces terminan adaptándose a entornos que les resultan hostiles y amenazantes. Esta reacción depende de múltiples variables—género, edad, condición socioeconómica, medios de protección disponibles, percepción de la efectividad estatal, entre otros—, cuya combinación puede generar respuestas diversas, que van desde el autoconfinamiento (restricción de la movilidad y la recreación) hasta la autoprotección (adquisición de armas o pago de servicios de vigilancia) (Vilalta 2013, 4-5)”<sup>14</sup>.

---

13 Los datos referidos en el *Informe Regional de Desarrollo Humano 2013-2014*, cit., pág. 103, son espeluznantes; a partir de un estudio sobre 15 países de América Latina, el estudio concluye que el exceso de muertes por homicidios frente a la “tasa natural de homicidios” (entendida por tal la media mundial) le hizo perder a la región 331 millones de años de vida en 2009.

14 *Informe Regional de Desarrollo Humano 2013-2014*, pág. 95. En la pág. 97 se dice que “Un fenómeno que acompaña la privatización de los espacios es la aparición de barrios y conjuntos cerrados: la “arquitectura del miedo”. Ésta es una forma de organizar la ciudad basada en el aseguramiento y la protección (Petrella y Vanderschueren 2003, 218). Las clases altas y medias crean espacios privados seguros que simulan el espacio público y de los cuales se excluye a los pobres. En Porto Alegre, Santiago, Quito, Lima, Guadalajara o Buenos Aires, por ejemplo, los condominios incluyen viviendas, zonas verdes y canchas deportivas, oficinas, almacenes e incluso hospitales, lo que conforma verdaderas ciudadelas privadas. Esta tendencia, por supuesto, agrava la desigualdad social y dificulta la construcción de una identidad colectiva (Segovia 2002).” En este mismo Informe se dice, p. 97, que “Ante la inseguridad, muchas empresas han optado por abandonar estratégicamente el negocio, es decir, que el propietario reduce o suspende la inversión para disminuir la visibilidad y el atractivo de su empresa—por ejemplo, dejan deteriorar la infraestructura para dar la impresión de que el negocio está en crisis—. A veces, las empresas se abstienen de ampliar sus operaciones, aunque

available protection, perception of the State’s effectiveness, among others—, the combination of which may generate various responses, from self-detrainment (mobility and recreation) to self-protection (purchase of fire-arms or private security hire) (Vilalta 2013, 4-5).”<sup>14</sup>

Following the ideas of American economist Paul ROMER, Honduras has considered the creation of the so called “charter cities”, areas for employment and economic development (ZEDE) that have legal status and are authorized to establish their own policies and rules. They are a kind of exempt territories, with a high degree of autonomy and their own political, administrative, financial and legal systems, with clear market rules to allow for high degrees of competitiveness. They aim at attracting investors and generating employment in non-populated areas of the country or in municipalities that apply for conversion into ZEDE by referendum (if necessary)<sup>15</sup>.

---

14 *UNDP Regional Human Development Report 2013-2014*, page. 95. On page 97 says that “a phenomenon that has come with the privatisation of spaces is the emergence of closed neighbourhoods and condominiums: the so-called ‘architecture of fear’. This is a model of urban organisation based on security and protection (Petrella and Vanderschueren, 2003, 218). Upper and middle classes create private spaces that emulate public ones, from which the poor are excluded. In Porto Alegre, Santiago, Quito, Lima, Guadalajara or Buenos Aires, for example, condominiums include housing units, green areas and sports facilities, office buildings, stores and even hospitals, which turn them into authentic private cities. This, of course, aggravates social inequalities and makes it difficult to create a collective identity (Segovia, 2002).” This same Report says, on page 97, that “because of insecurity, many companies have decided to strategically abandon their business activity, i.e., the owner reduces or stops investment to make it less visible and attractive—for example, by letting the building deteriorate to give the impression that the business is not doing well. Sometimes, companies refrain from expanding, even when they have resources and market opportunities. The study of one of the big department stores in Monterrey, Mexico, showed that the company’s owner decided to stop selling expensive tools and machinery, and instead started selling cheaper, less profitable items to avoid the scrutiny of criminal gangs and extortionists.” (Moncada, 2013).

15 For features and regulations, see website at <http://zede.gob.hn>.

Siguiendo la idea del economista norteamericano Paul ROMER, se ha estado debatiendo en Honduras la creación de “ciudades-modelo”, las llamadas zonas de empleo y desarrollo económico (ZEDE) que tienen personalidad jurídica, están autorizadas a establecer su propia política y su propia normativa. Son una especie de territorio exento, con un alto grado de autonomía y con un sistema político, administrativo, económico y judicial propios, con reglas claras de mercado que permitan altos niveles de competitividad, y su creación tiene como propósito atraer inversión y generar empleo en zonas deshabitadas del país o en municipios que soliciten su conversión a ZEDE mediante referéndum (de ser necesario)<sup>15</sup>.

Además de las consecuencias para el modo de vida de los ciudadanos, la inseguridad provoca efectos altamente perniciosos para el sistema democrático, pues como se señala en un Informe realizado por la OEA y el PNUD en 2011, “la evidencia indica que el apoyo a la democracia como sistema de gobierno en la región se ve seriamente afectado por la alta percepción de inseguridad y la valoración del desempeño del gobierno en el combate a la delincuencia”<sup>16</sup>.

Ante estos fenómenos, algunas normas internacionales (entre ellas varias Convenciones de las Naciones Unidas) establecen propuestas de control de las actividades delictivas, incidiendo en su vertiente económica, pero son claramente insuficientes y poco efectivas. Paralelamente, los instrumentos nacionales, por lo general de carácter fragmentario, son incapaces de afrontar un problema que trasciende las fronteras del Estado nación. La magnitud del desafío hace necesario un cambio de enfoque, porque no

---

tengan recursos y existan oportunidades de mercado. El estudio de uno de los grandes almacenes en Monterrey, México, muestra que el dueño de la empresa decidió suspender la venta de maquinaria y herramientas caras, y se dedicó a líneas menos costosas —y menos rentables— para evitar el escrutinio de bandas criminales y extorsionadores (Moncada 2013)”.

15 Ver las características y normativa que las autoriza en <http://zede.gob.hn>

16 Citado en el *Informe Regional de Desarrollo Humano 2013-2014* del PNUD, cit., pág. 99.

Apart from the consequences in the citizens' lives, insecurity has extremely harmful effects on the democratic system, since, as the OEA and the UNDP reported in 2011, “evidence indicates that the support of democracy as a government system in the region is negatively affected by the high perception of insecurity and the valuation of the administration's performance in combating crime”<sup>16</sup>.

To combat these elements, some international rules (among them several United Nations Conventions) have established proposals for the control of criminal activities, especially on the financial side, but they are clearly not enough and have little effect. At the same time, national instruments, normally fragmented, are not able to confront a problem that transcends the boundaries of the nation State. The sheer scale of the challenge makes it necessary to change the approach, because no national criminal prosecution policy can succeed against violence whose links and branches extend beyond the limits of the State.

When crime has connections in several countries with differing laws, when evidence must be collected in various States with procedural rules that also differ, when those arrested and/or convicted are treated differently depending on where they are, when capital movements cannot be tracked because they are placed offshore or manage to enter intricate financial circuits, then criminal prosecution becomes something evanescent and utopian, ineffective in any case, and impunity settles in a dispirited society which surrenders to violence. Even more so when such violence is combated from weak institutions, limited to act only at a domestic level.

This situation makes it necessary to develop common strategies to respond to extremely serious crimes, such as arms trafficking, human trafficking and trade, drug trafficking or money laundering, to cite the most evident. A transnational response to

---

16 Cited in the *UNDP Regional Human Development Report 2013-2014*, page 99.

podrá tener éxito cualquier política nacional de persecución criminal ante una violencia cuyos vínculos y ramificaciones se extienden más allá de un Estado.

Cuando los delitos tienen conexiones en varios países con legislaciones dispares, cuando hay que recabar las pruebas en distintos Estados con reglas procesales también diferentes, cuando los detenidos y condenados reciben un trato enteramente desigual en razón del lugar en que se encuentran, cuando los capitales que se mueven pretenden no dejar rastro, porque se colocan en paraísos fiscales o logran enredarse en intrincados circuitos financieros, la persecución criminal se convierte en algo evanescente y utópico, en todo caso ineficaz, y la impunidad se instala en una sociedad abatida y arrodillada ante la violencia. Más aún cuando a esta violencia se le hace frente desde instituciones débiles, constreñidas a actuar solo en clave interior de cada país.

La situación reclama desarrollar estrategias conjuntas para responder a delitos de enorme gravedad, como el tráfico de armas, el tráfico y trata de personas, el narcotráfico o el blanqueo de capitales, por citar los casos más evidentes. Hay que hacer realidad una respuesta transnacional frente al crimen organizado, o nuestro fracaso lo pagarán con creces las futuras generaciones.

Los problemas de la violencia y la inseguridad, y la desprotección y falta de garantías de muchos de los derechos internacionalmente reconocidos, constituyen en estos momentos una de las principales preocupaciones de los ciudadanos de la región, si no la principal. De acuerdo con los datos del último Latinobarómetro, sólo el 25% de la población de Latinoamérica consideraba tener garantizado su derecho a la protección contra el crimen, y esta inseguridad se extiende por toda la región, y representa el principal problema de América Latina.

La magnitud de estos desafíos hace más necesaria que nunca la cooperación y coordinación entre países, y la integración en un proyecto político común como única posibilidad de afrontar algunos de ellos. Se hace imprescindible una estrategia que combine acciones en el ámbito nacional y acciones en el ámbito regio-

organised crime must be implemented, otherwise future generations will pay a high price.

The problems of violence and insecurity, and the lack of protection of many internationally acknowledged rights and freedoms, are now the greatest concern of the region's citizens, if not the main one. According to data of the latest Latin American survey (*Latinobarometro*), only 25 per cent of the population felt their right to protection against crime was granted; this degree of insecurity is present across the region and is the main problem in Latin America.

These are such big challenges that international cooperation is now more necessary than ever, together with the integration of a common political project as the only option to face some of them. It is essential to develop strategies that combine action at national and regional levels, to reinforce domestic policies without weakening them, and above all, to improve the quality of Justice and citizen trust which is, still today, scarce; only one out of three Latin Americans trust their Justice System.

## **2. Legal certainty and the judicial system**

Legal certainty, which is crucial in the legal system, ensures that no unwanted or unexpected events take place as a consequence of a person's legitimate actions, whether strictly personal or financial<sup>17</sup>. To the contrary, insecurity, instability, inaccuracy or uncertainty impoverish people, since they stop or limit intellectual and economic development, reduce investments, inhibit employment and waste resources that are used to pay for private security services, private payment collection methods or insurance policies to cover the risks derived from lack of security.

Legal certainty implies, above all, trust in the institutions and in the legal order, which translates

---

<sup>17</sup> See Santos PASTOR, *Análisis económico de la Justicia y la reforma judicial*, 2009. (In press)

nal, que refuerce y no debilite las políticas nacionales y, sobre todo, que mejore la calidad de la Justicia y la confianza de los ciudadanos en ella. Confianza, todavía hoy, muy escasa: solo 1 de cada 3 latinoamericanos espera algo de la Administración de Justicia.

## 2. Seguridad jurídica y sistema judicial

La seguridad jurídica, pieza clave del sistema jurídico, es la garantía de no se van a producir sorpresas indeseables en la implementación de las medidas que una persona tome o de los caminos que decida emprender, sean de naturaleza estrictamente personal o de tipo económico<sup>17</sup>. Por contra, la inseguridad, la inestabilidad, la imprecisión o la incertidumbre empobrece a los pueblos, porque impide o dificulta el desarrollo intelectual y económico, disminuye la inversión, inhibe la contratación y provoca un gran despilfarro de recursos que han de dedicarse a crear sustitutivos, como la provisión de seguridad privada, los mecanismos de cobro privados o la compra de cobertura de seguro para salir al paso del riesgo que genera la falta de seguridad.

La seguridad jurídica implica, sobre todo, confianza en las instituciones y en el orden jurídico, lo que se traduce en exigencias de actuación tanto del poder legislativo, como del ejecutivo como de los tribunales de justicia<sup>18</sup>. Significa por supuesto estabilidad del marco normativo, de modo que no se modifiquen las leyes caprichosamente; como es evidente, eso no es sinónimo de inmovilismo, ni representa una petrificación del sistema político, del ordenamiento jurídico o de la aplicación judicial del derecho, porque el derecho ha de acomodarse a las cambiantes circunstancias políticas, económicas y sociales, esto es, ha de evolucionar acompañando los nuevos tiempos; sin

into action by the legislative, executive and judicial powers<sup>18</sup>. It means, of course, stability in the legal framework, so that the laws are not unjustifiably changed; obviously, this is not a synonym for stagnation, nor does it represent a petrification of the political system, since law must accommodate changing political, economic and social circumstances, that is, it must develop to adapt to changing times; however, legal certainty is not compatible with abrupt change, with revolutions that generate uncertainty.

a) Legal certainty implies trust in the **rules in force**, so that they form a harmonised set. This perspective of legal certainty is a mandate for legislators to fulfil their duty making legislation that does not allow for legal uncertainty, ambiguity or vagueness. In order to achieve this, it is necessary to refine legislative techniques, improving the training of legislators and their consultants, enriching the work of the Members of Parliament in order to have a coherent legal system. It also requires that changes in the legislation are made to answer clear, structural demands, avoiding interim modifications, especially when these are incited by lobbies.

b) Legal certainty must also provide certainty regarding **action by public powers**. In this sense, it is necessary to demand transparency, since more transparency in connection with the fight against corruption will give citizens a higher degree of certainty; it must be accompanied by limits to administrative discretion, which in many places generates uncertainty, if not arbitrariness.

c) But above all, legal certainty must offer certitude about **law enforcement** by judges and the granting of **remedies if the law is infringed**.

17 Cfr. Santos PASTOR, *Análisis económico de la Justicia y la reforma judicial*, 2009, en prensa.

18 Se sostiene en el Informe del PNUD *Informe Regional de Desarrollo Humano 2013-2014...*, cit., pág. 99, que “las personas que son víctimas de la violencia y el delito en la región muestran menor apoyo a este régimen político y están más dispuestas a respaldar la mano dura, así como respuestas al margen de la ley”.

18 The *UNDP Regional Human Development Report 2013-2014* [...] cited, page 99, says that “those who are the victims of violence and crime in the region are less supportive of the political regime and are more willing to support heavy-handed leaders, as well as unlawful response practices.”

embargo, la seguridad jurídica es incompatible con las bruscas transformaciones, con las revoluciones que crean incertidumbre.

a) La seguridad jurídica supone confianza en las **normas vigentes** de modo que formen un conjunto armónico. Esta perspectiva de la seguridad jurídica es un mandato al legislador para que cumpla sus deberes, de modo que perfeccione el ordenamiento sin que existan o disminuyan los ámbitos de incertidumbre normativa, de ambigüedad, o de indefinición. Para eso es preciso depurar la técnica legislativa, incrementar la formación de los legisladores o de sus asesores, logrando mejoras en el quehacer de los parlamentarios con el fin de disponer de un sistema jurídico coherente. Exige también la seguridad jurídica que los cambios legislativos respondan a exigencias claras y estructurales, evitando modificaciones coyunturales especialmente si responden a las demandas de grupos de interés.

b) La seguridad jurídica debe proporcionar también certeza acerca de la **actuación de los poderes públicos**. En este sentido, es preciso reclamar la transparencia, porque una mayor transparencia en relación con la lucha contra la corrupción genera un mayor grado de seguridad en los ciudadanos, y debe ir de la mano de una limitación de la discrecionalidad administrativa, que en muchos lugares es motivo de incertidumbre, cuando no de arbitrariedad.

c) Pero sobre todo la seguridad jurídica debe ofrecer certeza sobre la **aplicación de la ley** por parte de los jueces y la obtención de un **remedio si la ley se incumple**.

La seguridad desaparece cuando se producen sentencias dispares ante situaciones análogas, y se vulnera el principio de igualdad, y cuando la interpretación y aplicación de la ley depende de la persona que deba resolver, sin mecanismos de unificación que garanticen una visión uniforme para todos los ciudadanos en el entendimiento y en la respuesta judicial de un mismo problema. Es verdad que se ha

There is no certainty when different judgments are pronounced in similar cases, thus infringing the principle of equality, and when the interpretation and application of the law depend on who is to decide, with no unifying principles that guarantee a common view for all citizens when deciding on a case about a similar issue. It is true that there has been an increasing demand for justice and the matters in dispute have changed substantially, as well as what is expected from judges.

But also, and above all, legal certainty vanishes if there is impunity when duty is not carried out, when there is no response to rule infringement or the judicial authorities do not intervene as guarantors of citizens' rights. And it is in this case when citizen security is directly affected, i.e., the guarantee of a harmonised society that ensures at the same time enough personal freedom<sup>19</sup>.

Both the questioning of the law and government officials' loss of credibility seem to have turned justice into a safe haven asset, where one goes to solve problems when all the other mechanisms have failed, and in this way litigation culture permeates our society.

### 3. Legal harmonisation and integration

Unlike what happened in Europe, in Latin America the internationalisation of legal relations has not been sufficiently approached. There have been some sub-regional initiatives, such as the Central American Integration System (SICA for its acronym in Spanish), MERCOSUR and other less structured organisations,

---

19 According to the *UNDP Regional Human Development Report 2013-2014* [...], page 121, (full version in Spanish), "lack of citizen confidence in the justice system prevents individuals from channelling their complaints through the legal system and instead, they find ways to solve their problems through unofficial institutions and practices. In some places, the lack of confidence in the justice system and the impunity of crimes have led to the justification of private and/or community security systems. An extreme example of this is lynching, an illegal practice that began as a desperate reaction of unprotected populations against criminal violence. The practice has been reported in countries such as Mexico, Guatemala, Brazil, Ecuador and in High Andean areas of Peru and Bolivia." (Snodgrass, 2006; Santamaría, 2012)

producido un incremento de la demanda de justicia y que ha habido un cambio sustancial en los objetos litigiosos, en los requerimientos que se hacen al poder judicial, en lo que se espera de los jueces.

Pero también, y sobre todo, la seguridad jurídica se quiebra cuando hay impunidad frente a los incumplimientos de las obligaciones, cuando no hay respuesta si se quebrantan las normas o si no hay una intervención de las instancias judiciales como garantes de los derechos de los ciudadanos. Y aquí se afecta directamente a la seguridad ciudadana, es decir, a la garantía de una ordenada convivencia en la sociedad, que asegure al propio tiempo unos suficientes ámbitos de libertad individual<sup>19</sup>.

En este doble aspecto, a partir de la crisis de la ley y de la pérdida de credibilidad de los gobernantes, la justicia parece que se ha convertido en el valor de refugio, a donde se acude para solventar los problemas porque han fallado todos los mecanismos, de modo que la judicialización de la vida social es un fenómeno patente.

### 3. Armonización e integración jurídica

A diferencia de lo que ha sucedido en el continente europeo, en el ámbito iberoamericano la realidad de la internacionalización de las relaciones jurídicas se ha abordado con escasa intensidad. Existen algunas iniciativas subregionales de integración, como el Sistema de Integración Centroamericana (SICA), MERCOSUR y otras organizaciones menos estructuradas,

---

19 Según el Informe del PNUD *Informe Regional de Desarrollo Humano 2013-2014*... cit., pág. 121, "la falta de legitimidad del sistema de justicia criminal genera incentivos para que los individuos no encaucen sus conflictos y denuncias a través del sistema legal, y busquen, en cambio, resolverlos a través de instituciones y prácticas informales. En algunos lugares, la desconfianza en el sistema de justicia y la impunidad del delito han llevado a la justificación de mecanismos privados y comunitarios de seguridad. Un caso extremo es el fenómeno del linchamiento —una práctica ilegal originada por la reacción desesperada de poblaciones poco protegidas por el Estado frente a la criminalidad y la violencia—. Esta práctica se ha documentado en países como México, Guatemala, Brasil, Ecuador y en las zonas altoandinas de Perú y Bolivia (Snodgrass 2006; Santamaría 2012)".

which allow for countries to work under the principle of "mutual trust".

Some interesting progress has been made in this direction in the area of cooperation, which has translated into various Treaties; other initiatives have been implemented, such as the Security Strategy for Central America, which marked a turning point on the way towards cooperation among isthmian countries to work together for justice and security for all Central Americans.

And it is here where domestic criminal law harmonisation, reviewed from a joint regional perspective, makes sense. Starting from the premise of respect and coherence with each country's legislation, harmonisation aims at preventing substantial normative differences from being beneficial for criminals, or from interfering in the effectiveness of investigations or in the due prosecution of organised crime.

The six countries of the Central American isthmus find themselves in the middle of a war by two large States fighting their own battles against drug trafficking: to the North, Mexico, with its frenzied violence (reportedly 80,000 homicides in the six-year term of Calderon due to drug traffic violence); to the South, Colombia, the country with the longest tradition in the production and trafficking of cocaine. In this region, as well as in other countries of South America, contract killers are at ease. They publish advertisements offering their "services" and their business card says they have been in the business for over 20 years. One of these contract killers advertised on the Web saying that "he had 'dado piso' to over 200 people" (*dar piso*, 'to execute' in drug dealing slang), and that "he had done over 700 successful jobs, always leaving his clients satisfied." The fees for killing go from about 500 (sometimes much less) to 20,000 dollars<sup>20</sup>.

---

20 According to the newspaper *El Periódico* of Guatemala in its edition of 11 of May, 2011, "a contract killer may charge from US\$15 to tens of thousands per killing. Many youths, even minors, are becoming contract killers in Guatemala, El Salvador, Honduras and Mexico, seduced by the idea of being respected and feared thanks to the easy money they will get. [...] In 2009

que permiten a los países trabajar bajo el paraguas del principio de "confianza mutua".

En estos ámbitos se han producido algunos interesantes avances en materia de cooperación, plasmados en varios Tratados, y se han acometido iniciativas, como la Estrategia de Seguridad en Centroamérica, que marcan un punto de inflexión en el camino de la colaboración y la cooperación entre los países del istmo para trabajar de forma conjunta en la provisión de justicia y seguridad para todos los centroamericanos.

Y es aquí donde la armonización de la regulación penal nacional, revisada desde una óptica regional conjunta, adquiere todo su sentido. Partiendo de la premisa de respetar y ser coherente con la legislación de cada país, la armonización pretende evitar que las diferencias normativas puedan ser aprovechadas por los delincuentes, o interfieran en la eficacia de las investigaciones, o en el éxito del proceso en los casos de crimen organizado.

Los seis países del istmo centroamericano se encuentran en medio de dos grandes Estados que libran sus propias batallas contra el narcotráfico: al norte, México, con su desaforada violencia (se habla de hasta 80.000 homicidios en el sexenio de Calderón por la violencia del narco); al sur, Colombia, el país de mayor tradición en la producción y tráfico de cocaína. En esta región, así como en varios países de América del Sur, los sicarios campan por sus respetos. Publican anuncios ofreciendo sus "servicios" y su tarjeta de presentación es llevar más de 20 años en el negocio. Uno de estos sicarios informaba a través de internet que había "dado piso a más de 200 personas" y que "tiene en su haber más de 700 trabajos bien realizados, con clientes siempre contentos". Las tarifas por asesinato oscilan entre los 500 (a veces, mucho menos) y los 20.000 dólares<sup>20</sup>.

20 Según "El Periódico" de Guatemala de 11 mayo 2011, por matar a alguien, un sicario puede cobrar desde US\$15 hasta decenas de miles. El sicariato en Guatemala, El Salvador, Honduras y México está reclutando a innumerables jóvenes, incluso menores de edad, que son seducidos por la facilidad de ganarse un dinero que

The social phenomenon of youth gangs (*maras*) originated with repatriations of young Central American youths from the United States (Los Angeles and Houston) back to their countries of origin, where they had no jobs or social insertion<sup>21</sup>. *Maras* have easily spread and settled in Honduras and El Salvador, to the extent that in this latter country the State has reached a kind of agreement with these gangs through mediation with the Catholic Church.

Other criminal organisations, such as *Los Zetas*, that were formed by elite military defectors from the Mexican army (they have also recruited Guatemalans), form one of the best known drug cartels. They do drug trafficking, killings, human trafficking, extortion, kidnapping and car theft. But they are not the only drug-dealing criminal organisation in Mexico.

It is for this reason that transnational response, including better judicial and police cooperation, is essential and must be supported by integration initiatives. Furthermore, in a first stage there should be a mechanism to harmonise these countries' legal frameworks so that the differences in the regulations of the various institutions, in the classification and punishment of criminal conducts, in the prosecution procedures and the expectations of [weak] government intervention, do not become an incentive.

We should decidedly advance towards the harmonisation of public policies and, most particularly, of criminal and procedural rules that are to be applied to fight organised crime. In order to achieve this, we need to bring closer those criminal justice elements that allow for covert operations, hot pursuit, the setting-up of joint investigation teams, controlled

---

contract killers were responsible for nearly 21 thousand killings across Latin America. These specialist services are offered in score-settling, drug trafficking, immigration or drug disputes; contract killers' average life expectancy is 27 years."

21 For information on youth gangs, see Pierre SALAMA, "Informe sobre la violencia en América Latina", published in the journal *Revista de Economía Institucional*, vol. 10, number 18, 1<sup>st</sup> term, 2008, pages 92 and following.

El fenómeno de las pandillas juveniles (las *maras*), que tienen su origen en las repatriaciones de muchos jóvenes centroamericanos desde Estados Unidos (Los Ángeles y Houston) a sus países pobres de origen, donde no tenían inserción social ni trabajo<sup>21</sup>. Las *maras* se han extendido como una balsa de aceite y se han instalado en Honduras y El Salvador, al punto que en este país parece que el Estado ha llegado a una suerte de pacto con estas bandas con la mediación de la Iglesia Católica.

Otras organizaciones criminales, como Los Zetas, que surgen de militares desertores de unidades de élite del ejército mexicano (además han reclutado a guatemaltecos) conforman uno de los carteles de la droga más conocidos, se dedican al tráfico de drogas, al homicidio, al tráfico de personas, a la extorsión, al secuestro y al robo de automóviles. Pero éstos no son la única organización criminal del narcotráfico en México.

Por eso, las respuestas transnacionales, comprendiendo una mayor cooperación policial y judicial, son imprescindibles y deben apoyarse las iniciativas de integración y, en un primer momento en mecanismo que permitan armonizar el marco normativo en que se desenvuelven los países, para evitar que las diferencias en la regulación de las instituciones, en la tipificación y sanción de las conductas, en los procedimientos de persecución y en las previsiones de la intervención de la Administración se conviertan en un incentivo.

Es preciso avanzar decididamente hacia la armonización de políticas públicas y, muy en particular, de las normas penales y procesales que se han de aplicar para perseguir la criminalidad organizada. Eso pasa por aproximar los instrumentos a disposición de la justicia penal que permiten las investigaciones encubiertas, la

---

les ofrezca respeto y temor... En 2009 se han producido cerca de 21 mil asesinatos en manos de sicarios en América Latina. Ajustes de cuentas, Narcotráfico, Inmigración o Drogas son las empresas donde los servicios especializados del terror ofrecen sus pistolas, nervios y vidas, ya que la edad media de un joven sicario de las zonas bajas no suele rebasar los 27 años."

21 Sobre pandillas juveniles, cfr. las referencias en Pierre SALAMA, *Informe sobre la violencia en América Latina*, en "Revista de Economía Institucional", vol. 10, nº 18, 1º trim. 2008, págs. 92 y ss.

deliveries, witness protection and expert witness protection abroad, videoconference, forfeiture of assets, lifting banking financial and/or trade secrecy, and the obtaining of evidence outside the country. All that with the aim of effectively fighting against a number of crimes such as conspiracy, money laundering, trafficking in drugs and precursors, trafficking of human beings, trafficking in human organs, arms trafficking, bribery or influence peddling. In order to achieve these common goals, cooperation in the field of Law is a key element, especially if such cooperation is led by specialist political organisations with a widespread regional presence and in which government agencies take part.

#### 4. Legal certainty and economic development

But, beyond the limited criminal justice system and the claim for citizen security, Ibero-America is also a community of nations with an interest in human development, social improvement, the well-being of its citizens and economic growth.

In 2012, Latin America experimented, for the third year in a row, an increase in the flow of Foreign Direct Investment, which is of particular significance in a context of world crisis and investment contraction (world contraction of 13 per cent), reaching 12 per cent of Foreign Direct Investment (FDI).

Whereas during 2010 the arrival of FDI to Latin America increased by 40 per cent, up to over US\$113,000 million, in the rest of the world the increase was below 1 per cent; Latin American investments in other Latin American countries multiplied by four, reaching US\$43,000 million (90 per cent of which corresponded to Mexico, Brazil, Chile and Colombia).

It should be noted that investments from the EU and the USA, traditionally their biggest investors, have decreased. Thus, whereas in the period 2006-2009 Spain was second with 10 per cent of the investments, followed by Holland and the United Kingdom (with 5 and 4 per cent respectively), in 2012 the second place after the USA was for Holland with

persecución en caliente, la puesta en marcha de equipos conjuntos de investigación, las entregas vigiladas, la protección de testigos y peritos en el extranjero, videoconferencia, decomiso de bienes, levantamiento del secreto bancario, financiero o comercial y obtención de pruebas que se encuentran fuera del país. Todo ello con la finalidad de combatir eficazmente una serie de delitos como los de asociación ilícita, blanqueo de capitales, tráfico de drogas y de precursores, trata de personas, tráfico de órganos, tráfico de armas, cohecho o tráfico de influencias. Para lograr estos objetivos comunes, la cooperación jurídica, la cooperación en el campo del Derecho, resulta un elemento fundamental, sobre todo si esa cooperación se presta por organizaciones políticas especializadas que estén formadas por elementos gubernamentales y con una amplia implantación regional.

#### 4. Seguridad jurídica y desarrollo económico

Pero Iberoamérica, más allá de la justicia penal y del imprescindible reclamo de seguridad pública, es también una comunidad de naciones con intereses de desarrollo humano, de mejoras sociales, de incremento del bienestar de los ciudadanos, de crecimiento económico.

En 2012 América Latina ha experimentado, por tercer año consecutivo, un crecimiento de flujos de inversión extranjera directa, lo que resulta especialmente significativo en un contexto de crisis mundial y de contracción de las inversiones (de un 13% mundial), lo que ha colocado a la región en un 12% de la Inversión Extranjera Directa (IED).

Mientras que durante 2010 la llegada de IED a Latinoamérica aumentó un 40%, hasta superar los US\$ 113.000 millones, en el resto del mundo el aumento no llegó al 1%; y la inversión de los latinoamericanos en otros países de América Latina se multiplicó por cuatro, hasta alcanzar los US\$ 43.000 millones (de ellos, el 90% correspondió a México, Brasil, Chile y Colombia).

Es de hacer notar que la inversión de la UE y la de EEUU, que tradicionalmente eran los principales ha

11 per cent, while Canada made 6 per cent of the investments and Spain went down to 5 per cent, in a clear context of Spanish divestment in the region. China deserves special attention, being the third most important business partner of the region after the USA and the EU, although it is expected that it will overtake the latter in the coming year.

As a last element for analysis we should refer to Latin America's own participation in regional trade, that went from 1.6 per cent in 2000 to 8 per cent in 2009 and 14 per cent in 2012.

Whereas investment flows expanded towards South America (12 per cent), the Caribbean (39 per cent) and Central America (7 per cent), those towards Mexico decreased (-38 per cent), their lowest level since 1999. The biggest growth took place in Peru (49 per cent) and Chile (32 per cent), as well as in Argentina (27 per cent) and Colombia (18 per cent). Brazil is still the main recipient of Foreign Direct Investment, with 38 per cent of the total, and Chile is now in the second position<sup>22</sup>.

According to data from ECLAC<sup>23</sup>, Foreign Direct Investment in Latin America and the Caribbean grew in 2011 for the second consecutive year, reaching US\$153,991 million, which amounts to 12 per cent more than its historical high in 2008; in 2012 it grew once more by 5.7 per cent, reaching a historical high of US\$174,546 million. This growth came with a global recovery of investment flows, after the falls in 2008 and 2009 that affected both developed and developing economies. In the context of this rise, Latin America and the Caribbean stand out as the region with the highest income rise in the last few years, increasing their share in the world's total from 6 per cent in 2007 to 10 per cent in 2011 and 12 per cent in 2012.

22 See *Foreign Direct Investment in Latin America and the Caribbean, 2012*, ECLAC, published in Santiago de Chile, 2013, page 10, available online at <http://www.cepal.org/publicaciones/xml/4/49844/ForeignDirectInvestment2012.pdf>.

23 See Report cited in above footnote.

descendido notablemente. Así, mientras en el periodo 2006-2009 España se situaba en segundo lugar con el 10% de la inversión, seguida por Holanda y Reino Unido (con 5 y 4% respectivamente), en 2012 el segundo lugar después de EEUU lo ocupa Holanda con un 11%, mientras que Canadá se ha colocado en un 6% y España se ha quedado en un 5%, en un claro contexto de desinversiones de nuestro país en la región. Mención aparte merece China, que es el tercer socio comercial tras EEUU y la Unión Europea, aunque se espera que el año próximo supere a esta última.

Como último elemento de análisis es preciso destacar la propia participación latinoamericana en el comercio regional, que pasó del 1,6% en 2000 al 8% en 2009 y al 14% en 2012.

Si bien se expandieron los flujos inversores hacia América del Sur (12%), el Caribe (39%) y Centroamérica (7%), disminuyeron aquellos dirigidos hacia México (-38%), que se sitúa en el nivel más bajo desde 1999. El mayor crecimiento se produjo en Perú (49%) y en Chile (32%), así como en Argentina (27%) y Colombia (18%). Brasil sigue siendo el principal receptor de inversión, con un 38% del total, y Chile se ha colocado en segundo lugar<sup>22</sup>.

De acuerdo con los datos de CEPAL<sup>23</sup>, la Inversión Extranjera Directa en América Latina y el Caribe creció en 2011 por segundo año consecutivo, llegando hasta los 153.991 millones de US\$, lo que supone un 12% más que el máximo histórico registrado en 2008; y en 2012 volvió a crecer en un 5,7%, alcanzándose un record histórico de 174.546 millones de US\$. Este aumento se ha correspondido con una recuperación de los flujos a nivel mundial, tras las caídas registradas en 2008 y 2009 que afectaron tanto a los países desarrollados como a las economías en desarrollo. En el contexto de esta alza, América Latina y el Caribe

22 Ver en "La inversión extranjera directa en América Latina y el Caribe, 2012", CEPAL, publicado en Santiago de Chile, 2013, pág. 10, que puede consultarse en el siguiente enlace <http://www.eclac.org/publicaciones/xml/5/49845/LainversionExtranjeraD2012.pdf>

23 Ver el Informe citado en nota anterior.

A radical change in the FDI tendency is not expected in 2013 for Latin America and the Caribbean. Economic growth is estimated at 3.5 per cent, re-investments will hold and there will be new investments oriented to inner markets. ECLAC estimates that FDI flows will oscillate from a 3 per cent drop to a 7 per cent rise<sup>24</sup>.

The connection between legal certainty and economic flows is a fact that has been recognised by the World Trade Organisation (WTO) and the World Bank among others, through projects such as "Doing business".

More legal certainty translates into more investments; on the contrary, impunity, lack of certainty over legal instruments to protect businesses, and problems such as excessive delay or costly legal procedures, discourage investments, particularly foreign ones, which harms the economy and, ultimately, social development.

Awareness of this reality inevitably leads us to conclude that legal reforms to improve the substantive legal framework and the civil and commercial procedures must take into consideration not only technical and legal aspects, but social ones too, among which the activation of the economy and social development play a key role.

This reality is even more important in our present-day economic context, the global recession.

The countries of the Ibero-American community are now in the process of changing their commercial procedural rules, whether in the stage immediately after the passing of the new rules, as is the case in El Salvador; developing such reforms, as in Chile; or at the starting point, as in Ecuador.

Spain should not stay away from Latin America in this context of growth which is putting the region on the map for the first time in its history; our bet for the region and for this Community of nations has always been clear and unreserved, among other things because Spain's present and future cannot be

24 See Report cited, page 17.

se ha destacado por ser la región que más aumentó sus ingresos en los últimos años, al incrementar su participación en el total mundial desde el 6% en 2007 hasta el 10% en 2011 y el 12% en 2012.

Por su parte, en 2013 no se prevé un cambio radical en la tendencia de la IED en América Latina y el Caribe. El crecimiento económico se estima que será del 3,5%, sostendrá la reinversión y nuevas inversiones orientadas al mercado interior. La CEPAL estima que las corrientes de inversión extranjera directa variarán entre una caída del 3% y un alza del 7%<sup>24</sup>.

La relación entre la seguridad jurídica y el tráfico económico es una realidad constatable que, entre otras instituciones, se ha puesto en valor por la Organización Mundial del Comercio (OMC) y el Banco Mundial en proyectos como "Doing business".

Una mayor seguridad jurídica redundará en un mayor nivel de inversión, y en sentido contrario, las esferas de impunidad, la falta de certeza sobre los instrumentos jurídicos a disposición del empresario y problemas como la excesiva dilación o el elevado coste de los procedimientos desincentivan notablemente las inversiones, especialmente las extranjeras, lo que perjudica la economía y, en última instancia, el desarrollo social.

La toma de conciencia de esta realidad conduce necesariamente a concluir que las reformas normativas tendentes a la mejora del marco jurídico sustantivo y de los procedimientos civiles y mercantiles deben tomar en cuenta no sólo los aspectos técnico-jurídicos, sino aspectos sociales entre los que cobra una especial función los referidos a la promoción de la economía y el desarrollo de los pueblos.

Esta realidad toma mayor importancia en un contexto socio económico como el que atravesamos en el momento actual, en forma de crisis económica global.

Los países de la Comunidad Iberoamericana se hallan inmersos en el proceso de modificación de sus contextos procesales mercantiles, bien en la fase in-

built ignoring this community of countries we have helped to build.

However, the Spanish presence is languishing at the other side of the Atlantic. It can easily be proved that Spanish divestments in Latin America have been a constant in the last few years; Spain, Spanish companies, are leaving Latin American countries and a good proof of it is the fall of Spain in the ranking of countries investing in the region. To this data we should add the lack of political will by our Government, beyond rhetorical statements, to maintain Spain's efforts in cooperation for development that we used to make. Spain has abandoned fields where we used to be in privileged positions, and a series of incomprehensible mistakes have been made in foreign policy.

All these circumstances have not only reduced the Spanish investment position in Latin America, i.e., its economic weight, but our country is rapidly losing the political position we had been building during decades. Spain is today a member of the EU but we are not the privileged mediators any more; that position can now be occupied by other European countries which are making a clear bet for the region, such as Holland, Germany or France.

It is evident that globalisation has promoted inter-related societies in economic, trade and financial terms. Business dealings are now made efficiently across borders, easily moving through a world interconnected with economic bonds of all sorts. We all know that the economy is affected by institutional variables. Among them, those related to justice are, no doubt, particularly relevant.

It is true that economic performance, and particularly investments, in Latin American countries is affected by many factors, among them the risk that comes from potential changes in the political context. For, against what many people think, there is not just one Latin America, but many; thus, the political, economic or social situation in Chile cannot be compared to that of Brazil or Uruguay, three South American countries with left-wing governments at

24 Ver Informe cit., pág. 17.

mediatamente posterior a la aprobación de las nuevas normas, como El Salvador, bien avanzando en tal reforma, como es el caso de Chile, bien en el punto de partida para dar inicio a las reformas del ordenamiento jurídico, como el caso de Ecuador.

España no debería ser ajena a esta situación de crecimiento de América Latina, que se está colocando en el mapa por primera vez en su historia; su apuesta por esta región y por esta Comunidad de naciones ha sido siempre clara y sin reservas, entre otras cosas porque el presente y el futuro español no se construye de espaldas a esta comunidad de países que hemos ayudado a construir.

Sin embargo, languidece la presencia española en el otro lado del atlántico; se puede fácilmente constatar que las desinversiones españolas en América Latina vienen siendo una constante durante los últimos años; España, las empresas españolas, están saliendo de los mercados latinoamericanos y prueba de ello es la caída de la posición española entre los países que invierten en la región. A este dato hay que añadir una falta de voluntad política del Gobierno, más allá de retóricas declaraciones, para mantener el esfuerzo que España venía realizando en el campo de la cooperación al desarrollo, un abandono de la presencia española en campos donde estaba situada en una posición de privilegio y una cadena de errores incomprensibles en decisiones de política exterior.

Este cúmulo de circunstancias no sólo han rebajado la posición inversora de España en América Latina, es decir, su peso económico, sino que nuestro país está perdiendo a marchas forzadas la posición política que durante algunas décadas se había estado fraguando; España es hoy un país más de la Unión Europea y ya no es el interlocutor privilegiado ante los veintiocho; esa posición pueden ocuparla ahora otros Estados europeos que están apostando decididamente por la región, como Holanda, Alemania o Francia.

Es evidente que la misma globalización ha promovido sociedades interrelacionadas en términos económicos, comerciales y financieros. Las transac-

the moment; or theirs to those of Nicaragua, Ecuador, Venezuela or Cuba, also with left-wing regimes; Panama cannot be compared with Guatemala or Honduras, countries with right-wing administrations, or with Colombia or the Dominican Republic; or Mexico with Costa Rica, Peru or Argentina.

In financial relations and investments in foreign countries, the recurring impact of legal certainty should be considered above other things; I am referring to each State's capacity to offer certitude on what is lawful in every situation, on what the norms say regarding what can and cannot be done, and on the expectations of what will or will not be allowed in the future. In other words, legal certainty means clarity, stability and the foreseeable nature of the legal environment, three essential factors when making the decision to start up a business or investing in innovation<sup>25</sup>.

These arguments lead us to the idea that the greater the legal uncertainty, the smaller the profitability of an investment; therefore, this is a highly discouraging element. And if the investment is at all made, the company's products will surely have the added cost of the associated risks. As Carmen VARGAS points out, companies will look at the expected value, which results from the expected profitability by the likelihood of actually obtaining it, so that "any expectation of insecurity translates into a demand for more profits and high risk premiums (higher prices, demand for more government aids, demand for more guarantees and higher interest rates to obtain loans...)"<sup>26</sup>.

---

25 If we look at the cases that have been put before the World Bank's ICSID (International Centre for Settlement of Investment Disputes) in the last few years, claims against Latin American countries were, by far, the largest in number. Out of 186 pending cases, 76 are against Latin American States (of which 27 are against Venezuela and 23 against Argentina). For information, see <https://icsid.worldbank.org/ICSID/FrontServlet?requestType=GenCaseDtlsRH&actionVal=ListPending>.

26 *Un enfoque económico de la inseguridad jurídica*, non paper, 2010, which I have been able to consult under the author's permission.

ciones funcionan eficazmente permeando las fronteras nacionales, moviéndose con soltura en un mundo entrelazado por vínculos económicos de todo tipo. Es de sobra conocido que el funcionamiento de la economía está afectado por variables de tipo institucional. Entre ellas, las relacionadas con la justicia son, sin duda, especialmente relevantes.

Es verdad que el rendimiento económico, y especialmente la inversión, en los países de Latinoamérica se ve afectado por múltiples factores, entre los que destaca el riesgo derivado de posibles cambios en el contexto político. Porque, contrariamente a lo que con alguna frecuencia se cree, no hay una sola América Latina, sino muchas; así, no es comprable la situación política, económica o social de Chile con la de Brasil o la de Uruguay, tres países de Sudamérica que cuentan en este momento con gobiernos de izquierda, con la de Nicaragua, Ecuador, Venezuela o Cuba, también con regímenes de izquierda; no puede compararse Panamá con Guatemala o con Honduras, países con gobiernos de derecha, con Colombia o con República Dominicana; ni México con Costa Rica, con Perú o con Argentina.

Pero, sobre todo, en las relaciones económicas, en las inversiones en países extranjeros, ha de tenerse en cuenta el impacto, tan recurrente, de la seguridad jurídica; es decir, de la capacidad de cada Estado de ofrecer certidumbre sobre lo que es derecho en cada momento, sobre lo que las normas establecen que se puede o no hacer, y sobre lo que previsiblemente estará permitido o prohibido en el futuro; en otras palabras, la seguridad jurídica presupone claridad, estabilidad y previsibilidad del entorno normativo, tres factores consustanciales a la decisión de inicio de una actividad productiva y a la inversión en innovación<sup>25</sup>.

---

25 Si hace un repaso por los asuntos que han tenido entrada en el CIADI (el Centro Internacional de arreglo de diferencias relativas a inversiones) del Banco Mundial en los últimos años, las demandas contra países de Latinoamérica son, con diferencia, las más numerosas. De los 186 pendientes, 76 son contra países de América Latina (de ellos, 27 contra Venezuela y 23 contra Argentina). Cfr. <https://icsid.worldbank.org/ICSID/FrontServlet?requestType=GenCaseDtlsRH&actionVal=ListPending>

Legal certainty is not compatible with high crime rates that make it necessary for businesses to spend considerable amounts of money in self-protection, prevention or deterrence; it is not compatible with corruption, which is generally associated with discretion in the enforcement of the laws; it is incompatible with inefficient legal dispute resolution procedures, partly due to misapplication of the norms; it is incompatible with political instability; and what is more, it is incompatible with an unclear, poorly designed, incoherent, unstable and fragmented legal system.<sup>27</sup>

### **5. International legal cooperation as a determining factor in legal certainty**

Bonds in socio-economic relations, in human and financial flows within Latin America, and from the Iberian countries to that region, have grown exponentially. Transport and communication facilities and new technologies have resulted in more intense transnational relations. There are more marriages between nationals of these countries, more travel exchanges, and although the population flows towards Europe have reverted due to the recession, particularly to Spain, a new citizenship has arisen, which is much more active and complex, with multiple identities and more empowerment.

This naturally brings about more conflicts and transnational disputes. Because of that, international legal cooperation is a crucial element so that the legal system may be effective, whether in criminal or civil procedures. Through legal cooperation we can share experiences, but more importantly, several States can share means and resources.

Based on the mutual trust in the various legal systems, cooperation in this field facilitates the effective prosecution of cases with a foreign element, and it also allows the authorities of various States to act jointly if the individual response is insufficient to approach any legal matter.

Timid steps have been taken in this direction; multilateral Conventions lack coercive instruments to de-

---

27 See Carmen VARGAS PÉREZ, *ídem*.

Estos argumentos apuntan claramente a la idea de que una mayor inseguridad jurídica reduce notablemente la rentabilidad percibida de cualquier inversión y, por tanto, constituye un elemento altamente desincentivador. Y si la inversión se realiza, la empresa se asegurará de cargar la correspondiente prima de riesgo en lo que produzca. Como señala Carmen VARGAS, habrá que estar al valor esperado, que sería el resultado de la rentabilidad esperada por la probabilidad de obtenerla, y “cualquier expectativa de inseguridad se traduce en la exigencia de una mayor rentabilidad, aplicando primas de riesgo elevadas (mayores precios, exigencia de mayores subvenciones, exigencia de mayores garantías y mayor tipo de interés para la concesión de préstamos...)”<sup>26</sup>

La seguridad jurídica es incompatible con unos altos índices de criminalidad, porque entonces se ha de incurrir en cuantiosos gastos en autoprotección, prevención o disuasión; es incompatible con la corrupción, que generalmente se asocia en gran discrecionalidad en la aplicación de las normas; es incompatible con unos procedimientos de resolución de conflictos jurídicos ineficaces e ineficientes, debido entre otras cosas a una defectuosa aplicación de las normas; es incompatible con situaciones de inestabilidad política, y es incompatible además con un ordenamiento jurídico poco claro, mal diseñado, incongruente, inestable y fragmentario<sup>27</sup>.

### 5. La cooperación jurídica internacional como factor de seguridad jurídica

En las relaciones sociales y económicas, en los flujos humanos y financieros dentro de América Latina y de los países ibéricos con esa región, los vínculos se han incrementado de forma exponencial. La facilidad en los transportes y las comunicaciones, y las nuevas tecnologías, han dado lugar a relaciones transnacionales cada vez más intensas. Aumentan los matrimo-

26 *Un enfoque económico de la inseguridad jurídica*, non paper, 2010, que he podido consultar por gentileza de la autora.

27 Cfr. En este sentido, Carmen VARGAS PÉREZ, *ídem*.

mand that the signatory States honour their commitment.<sup>28</sup> / There is still a long way ahead, no doubt, but much progress has been made in that conventional norms have been given effect as part of the domestic law, of straightforward enforcement in the various countries, such as the latest United Nations Conventions, the Convention of Palermo on Transnational Organised Crime of December 2000, or the Convention of Merida against Corruption, of October 2003.

In Ibero-America mechanisms have been built which we should vindicate and continue to support in these crucial moments. One of them, possibly the most effective so far, is IberRed, the Ibero-American Network for International Legal Cooperation. It was created in Cartagena de Indias in 2004 as a result of the conciliatory reunion of the connections and contacts of the three major public actors in the justice sector: the judiciary, gathered in the Ibero-American Judicial Summit (CJI for its acronym in Spanish); the prosecutors, integrated into the Ibero-American Association of Public Prosecutors (AIAMP for its acronym in Spanish), and the Justice Ministers, who had formed the Conference of Ministers of Justice of Ibero-American Countries (COMJIB for its acronym in Spanish).

IberRed has the capacity to channel legal cooperation initiatives in the region, beyond the more formal, strict legal assistance or extradition procedures. It operates through a system of liaisons or “points of contact” (10 per country) designated by each institution to work on legal cooperation requests coming from abroad. The liaison officers, who may be judges, prosecutors or officials of the Ministry of Justice (or its equivalent, such as the *Procuraduría* in Mexico or the Dominican Republic), are in charge of transmitting the requests received by IberRed to the competent domestic body. Obviously, the aim of IberRed is not to replace the more traditional system

28 Resolutions by the UN Human Rights Committee, an international body based in Geneva that monitors the International Covenant on Human and Political Rights of 1966, are not binding and do not have enforceable character in the State where the violation of any of the rights granted in the Covenant takes place.

nios entre ciudadanos de estos países, se viaja más y aunque los flujos hacia Europa se han revertido por la crisis económica en Europa, y muy especialmente en España, aparece una ciudadanía mucho más activa, más compleja, con identidades múltiples y más empoderada en sus derechos.

Claro es que este fenómeno incrementa también el número de conflictos y de procesos transnacionales. Por eso, la cooperación jurídica internacional es un elemento capital para que la respuesta del sistema de justicia sea eficaz, bien sean procesos penales o se trate del cumplimiento de obligaciones civiles. La cooperación jurídica pone en común experiencias, pero sobre todo pone en común medios y recursos que pueden compartir varios Estados.

Con fundamento en la confianza recíproca en los distintos sistemas jurídicos, la cooperación en este campo permite dar curso de manera eficiente a los procedimientos con elementos de extranjería allá donde se están sustanciando y, más allá de eso, permite actuar conjuntamente a las autoridades de varios Estados cuando la respuesta individual es insuficiente para abordar un determinado fenómeno jurídico.

Es cierto que se han dado unos pasos muy tímidos en este campo; las convenciones multilaterales carecen de instrumentos coercitivos para exigir el cumplimiento de los preceptos de la convención, que es a lo que se han comprometido los países signatarios<sup>28</sup>. Sin duda falta mucho por hacer, aunque también se ha avanzado con decisión otorgando eficacia a las normas convencionales como derecho interno, de directa aplicación en los países, como sucede en las últimas Convenciones de las Naciones Unidas, la Convención de Palermo, contra delincuencia organizada transnacional, de diciembre de 2000, o la Convención de Mérida, contra la corrupción, de octubre de 2003.

---

28 Las resoluciones del Comité de Derechos Humanos de la ONU, con sede en Ginebra, como órgano del Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos de 1966, carecen de efectos vinculantes y no tienen fuerza ejecutiva en el Estado contra quien se declara la violación de alguno de los derechos reconocidos en el Pacto.

of letters rogatory, but to facilitate communications through a safe system (iber@) in every procedure, from the initial contacts to request information to other State's authorities (usually their counterparts, although other points of contact may be addressed as the case may be), to the stage where formal requests are channelled<sup>29</sup>.

Just as in many other cases, the problem of IberRed is the lack of financial resources to optimise its performance. The survival of IberRed will be endangered if there are budgetary difficulties for the effective technical maintenance of the network, for the training of liaisons in the use of iber@, for the implementation of projects that promote the use of IberRed and of Ibero-American legal cooperation tools and, finally, for the maintenance of the basic management infrastructures needed. My opinion is we cannot afford the failure of this Network, and this is likely to happen if we let it weaken in the thought that it will rise again in the future; if we do not take care of it now, it will eventually disappear. The three bodies that created IberRed, i.e., the CJI, the AIAMP and the COMJIB, should assume the responsibility of its continuance, on the basis that the main users of IberRed are normally public prosecutors, in charge of criminal investigations in most Latin American countries.

The COMJIB has also played a determining role in the field of legal cooperation. As an intergovernmental body it has made it possible for major international legal instruments to be adopted: from Ministers' pronouncements on various matters, to numerous Recommendations of the Conference of Ministers, such as the so called *Declaración de San José; Recomendación de la COMJIB relativa al acceso a derechos de las personas privadas de libertad en Iberoamérica*, on the rights of detainees in Latin America, that was passed in 2010.

---

29 Once the security in communications through IberRed is guaranteed, by using iber@, there should be no objection to the recognition of this system as an advantageous substitute for the slow and costly diplomatic letter rogatory system. This decision could perhaps be adopted by an Ibero-American Covenant.

En la región iberoamericana se han puesto en pie mecanismos que hemos de reivindicar, y que en este momento crucial se debieran continuar apoyando. Uno de ellos, quizá el más eficaz hasta ahora, es IberRed, la Red Iberoamericana de Cooperación Jurídica Internacional. IberRed se creó en Cartagena de Indias en 2004 y fue el fruto de la generosa puesta en común de las conexiones y los contactos que tenían los tres grandes actores públicos del sector justicia: los poderes judiciales, reunidos en la Cumbre Judicial Iberoamericana (CJI); los fiscales, integrados en la Asociación Iberoamericana de Ministerios Públicos (AIAMP), y los Ministerios de Justicia, que habían conformado la Conferencia de Ministros de Justicia de los Países Iberoamericanos (COMJIB).

IberRed es el vehículo por donde se pueden canalizar las iniciativas de cooperación jurídica en esta región, pasando por encima de los mecanismos estrictos y formales previstos en los convenios de asistencia legal o de extradición. Funciona mediante puntos de contacto (en número de 10 por país) que designan cada una de las instituciones para atender las peticiones de cooperación que se presentan desde el extranjero; estos puntos de contacto, que son jueces, fiscales o funcionarios del Ministerio de Justicia (o equivalente, como la Procuraduría en México o en la República Dominicana) son los encargados de transmitir la solicitudes que se reciben por IberRed al órgano nacional que puede atenderlas. Como puede comprenderse, esta Red no pretende sustituir y eliminar los cauces tradicionales de las comisiones rogatorias, pero sí pretende preparar el camino, interviniendo a través de un medio de comunicación seguro (el iber@) en todo el procedimiento de cooperación, desde los contactos iniciales para solicitar información a las autoridades de otro Estado (normalmente sus homólogos, aunque puede dirigirse al punto de contacto que considere oportuno), hasta llegar a canalizar las solicitudes formales<sup>29</sup>.

---

29 Una vez homologada la seguridad de las comunicaciones realizadas a través de IberRed, es decir, utilizando el iber@, no

But COMJIB has also promoted the adoption of two regional Conventions: an Ibero-American Convention on the exchange of criminal records some years ago and, more recently, the Ibero-American Convention on the use of Videoconference in International Cooperation 2010, as well as an Agreement on the simplification of extradition procedures between the Argentine Republic, the Federative Republic of Brazil, the Kingdom of Spain and the Portuguese Republic, also in 2010.

The COMJIB's versatile character has turned it into a relevant actor in cooperation for development in legal matters in the region; as it is constituted by those responsible for public justice policies, the impact of their actions is guaranteed. As an example of this, the COMJIB has been in charge of the management of the European Union's EUROsociAL programme, as well as of South-South and triangular cooperation actions and projects, with notable results.

But one of the most outstanding performances of the COMJIB was its work in the security component of the Central American Integration System (SICA), whereby senior judges from Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama and the Dominican Republic adopted a set of criminal procedural rules and instruments to combat transnational organised crime, aware of the fact that individual efforts in this direction can only bring more impunity opportunities. The work has been worthwhile; now, beyond political will, it is necessary to make diplomatic efforts and to gain full support from the institutions that made this initiative possible in the first place.

To sum up, we have great trials ahead: the Ibero-American region is facing colossal challenges in growth, conflict resolution, violence, economic impact, social cohesion and human development. However, through coordinated action and joint responses, through integration policies and legislative harmonisation with a regional perspective, it will be possible to consolidate effective institutions that are able to protect citizens' rights and therefore provide better standards of living and wellbeing.

Como en tantas otras ocasiones, el problema de IberRed es el de los recursos económicos con los que puede contar para optimizar sus prestaciones. La supervivencia de IberRed estará en el aire si falta un presupuesto suficiente para el mantenimiento técnico solvente de la red, para la formación de los puntos de contacto en el manejo del iber@, para implementar proyectos tendentes a potenciar el uso de IberRed y de los mecanismos iberoamericanos de cooperación jurídica y, finalmente, para mantener una mínima infraestructura de gestión. Entiendo que no nos podemos permitir que esta Red fracase, y eso sucederá muy probablemente se deja languidecer con la idea de que luego resurgirá; si se abandona a su suerte, desaparecerá. Esa responsabilidad deberán asumirla los mismos tres organismos públicos que la crearon: la CJI, la AIAMP y la COMJIB, en el bien entendido que los principales usuarios de IberRed suelen ser los fiscales, encargados de la investigación de los delitos en la inmensa mayoría de los países iberoamericanos.

Además de esta cooperación en el funcionamiento del sistema de justicia, la COMJIB cumple un papel esencial en este campo. Esta organización gubernamental ha venido propiciando la aprobación de instrumentos internacionales de gran importancia: desde declaraciones de Ministros sobre distintas materias, hasta numerosas Recomendaciones de la Conferencia de Ministros, entre otras, la llamada Declaración de San José; Recomendación de la COMJIB relativa al acceso a derechos de las personas privadas de libertad en Iberoamérica, aprobada en 2010. Pero además la COMJIB ha auspiciado la aprobación de convenios regionales: un Convenio Iberoamericano ya antiguo sobre intercambio de antecedentes penales, y en fecha más reciente, el Convenio Iberoamericano sobre el uso de la videoconferencia en la Cooperación Internacional entre sistemas de justi-

---

debería haber inconveniente alguno para reconocer que a través de este vehículo se puede, con gran ventaja, sustituir la lenta y costosa vía diplomática en la transmisión de las comisiones rogatorias. Esta decisión podría adoptarse por medio de un Convenio iberoamericano.

## 6. Conclusions

May I finish with five conclusions that derive from the ideas I have discussed above:

1. Transnational organised crime must be better combated. Nowadays, crime is the main risk for political stability in the region; therefore, combating crime should be a political priority for Latin American governments.
2. Legislative harmonisation on the basis of the common Ibero-American cultural background, and not just on criminal law, is the only possible road towards better Justice, and it is consequently most important to continue to work in this direction.
3. Cooperation projects in the justice field are essential. The financial recession should not restraint South-South cooperation between Latin American countries, nor triangular cooperation from more developed countries.
4. Legal certainty is one of the most relevant factors in business exchanges, as an element that provides predictability and security; actions must then be taken in order to increase legal certainty over present and future investments.
5. Continued support and promotion of legal cooperation strategies is needed. Some Latin American countries cannot sustain the necessary structures to promote regional initiatives by themselves; although these do not require much funding in order to be effective, they do require sustained commitment and political will. ■

cia de 2010, y un Acuerdo sobre simplificación de la extradición entre la República Argentina, la República Federativa del Brasil, el Reino de España y la República Portuguesa, de 2010.

La versatilidad de la COMJIB le ha permitido intervenir como un actor relevante de la cooperación al desarrollo en materia de justicia en la región, porque goza de la gran ventaja de estar conformada por los responsables de las políticas públicas de justicia, de modo que el impacto de la actuación de cooperación está asegurado de antemano. En este sentido la COMJIB ha desarrollado algunos componentes del programa Eurososial de la Unión Europea, encargándose de la gestión de este complejo programa, así como acciones y proyectos de cooperación sur-sur y triangular que han producido resultados muy señalados.

Pero sobre todo cabe destacar la intervención de la COMJIB en el componente de seguridad del Sistema de Integración Centroamericana (SICA), en donde con la intervención y los aportes de las más altas magistraturas del sector justicia en Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panamá y República Dominicana, ha aprobado un conjunto de normas penales y de instrumentos procesales para combatir la delincuencia organizada transnacional, en la seguridad de que los esfuerzos separados de los países son la mejor garantía para lograr espacios de impunidad. La labor realizada ha merecido la pena, aunque ahora, lograda la voluntad política, es preciso sumar el esfuerzo diplomático del organismo regional y de las instituciones que han auspiciado esta iniciativa.

En resumen, el desafío es grande: la región iberoamericana se enfrenta a retos colosales en lo que se refiere a desarrollo, conflictos, violencia, impactos económicos, cohesión social y desarrollo humano. Sin embargo, mediante una acción coordinada y respuestas conjuntas, desde políticas de integración y armonización legislativa con perspectivas regionales, se podrán consolidar instituciones eficaces capaces de proteger los derechos de los ciudadanos y, por tanto, de contribuir a generar mayor bienestar y una vida mejor.

## 6. A modo de conclusiones

Se podrían finalizar estas reflexiones con cinco conclusiones que derivan de las ideas expuestas:

1ª. Se debe incrementar la lucha contra la delincuencia organizada transnacional. La criminalidad es hoy el principal riesgo de desestabilización política en la región; de ahí que su combate sea una prioridad política para los gobernantes de todos los países latinoamericanos.

2ª. Más allá del ámbito estrictamente penal, la armonización normativa, que tiene como base la cultura común iberoamericana, es el único camino posible para mejorar la justicia, y por ello se convierte en primordial la tarea de seguir perfeccionándola.

3ª. Los proyectos de cooperación en materia de justicia siguen siendo esenciales. La crisis económica no puede frenar ni la cooperación sur-sur, entre los países de Latinoamérica, ni la cooperación triangular, con transferencia desde los países más desarrollados.

4ª. La seguridad jurídica es uno de los factores más relevantes de los intercambios comerciales, como elemento que proporciona previsibilidad y seguridad, de modo que se deben emprender actuaciones que incrementen la certeza sobre el presente y el futuro jurídico de las inversiones.

5ª. Es necesario seguir apoyando e impulsando esquemas de cooperación en el ámbito de la justicia. Hay países latinoamericanos que por sí solos no están en capacidad de sostener la estructura necesaria para promover iniciativas regionales, aunque eso no requiere de importantes recursos económicos para desarrollar acciones de impacto. Se requiere un sostenido compromiso y voluntad política. ■

# IV

## Homicidios en Venezuela: principales debates y aproximaciones explicativas\*

Keymer ÁVILA\*\*

### Resumen

Se presenta una visión panorámica y sintetizada de los principales debates públicos, análisis y explicaciones académicas sobre los homicidios en Venezuela. Se inicia con la polémica sobre las cifras de los homicidios en el país, que mediática y políticamente ha desplazado las discusiones sustantivas sobre el tema, convirtiéndose la cifra en un fin en sí mismo, vaciando de contenidos el análisis y las discusiones sobre el fenómeno. Luego se describe el comportamiento de los homicidios durante las últimas décadas, para abordar posteriormente las diversas explicaciones que, desde los ámbitos académicos, se han dado sobre su incremento en el país. Finalmente, se plantea la necesidad de tener en cuenta el impacto que el propio Sistema Penal puede tener en el aumento o no de este fenómeno.

**Palabras clave:** homicidios, muertes violentas, Venezuela, cifras oficiales, violencia institucional.

\* Este artículo forma parte de la investigación colectiva: "Estudio sobre el impacto de la proliferación de armas de fuego, las economías ilícitas y la militarización de la seguridad ciudadana en la ocurrencia de homicidios en Venezuela", así como del seminario "Homicidios dolosos en Venezuela", que se adscribe a las líneas de investigación "Violencia y problemas sociales" y "Sistemas Penales" del Instituto de Ciencias Penales (ICP) de la Universidad Central de Venezuela (UCV). Versiones resumidas del mismo fueron presentadas en el Congreso Internacional del 40 Aniversario del Instituto Nacional de Ciencias Penales (INACIPE), México, el 23 de mayo, y en la Jornada de Derecho Penal y Criminología intitulada "Los dos filos de la espada: humanidad de las penas

### Abstrac

A panoramic and summarized vision is presented of the principal public debates, the analysis and the academic explanations relating to homicides in Venezuela. It commences with the controversy over homicide figures in the country and the position of insecurity as one of the main items on the public agenda. This situation together with the opacity of official statistics have as a consequence meant that substantive discussion on the topic, both in the media and in political circles, has been displaced, converting the figures into an end in themselves, and leaving all analysis and discourse on the matter void of content. The public, the analysts, and the researchers therefore find themselves caught between official silence and opposition speculation with regard to homicide rates in Venezuela. The necessity is also approached of improving the quality of homicide data in Latin America and the Caribbean, as valid, reliable, and transparent information is indispensable to formulate preventive policies and to reduce homicides.

Based on official information, homicidal behaviour in Venezuela over the past four decades is described, to then look into the various explanations that have been advanced from academic circles on the increase of these types of deaths in the country. The particularities of the Venezuelan case are presented in which homicides have not ceased despite poverty having been reduced over a significant time. The reader is taken on a tour from the most authoritarian and conservative explanations to those of a more social and liberal perspective, which have been

y tutela de los intereses globales" de la Universidad de Castilla-La Mancha, España, el 16 de diciembre, ambos eventos fueron celebrados en 2016.

\*\* Abogado *Magna cum Laude*, egresado de la Universidad Central de Venezuela (UCV). Máster Oficial en Criminología y Sociología Jurídico Penal, Universitat de Barcelona (UB). Investigador del ICP de la UCV. Profesor de Criminología en pre y postgrado de la misma universidad. Colaborador del Observatorio del Sistema Penal y los Derechos Humanos de la UB. Miembro de la Asociación Latinoamericana de Derecho Penal y Criminología (ALPEC). Correo electrónico: keymerguaicaipuro@gmail.com

at the fore of the debates on this matter in the country. Elements of an institutional type are highlighted that are linked both with political stability and with an effective consolidation of social policies of a universal and permanent type. The role of oil revenues is considered as well as any possible interaction with these variables.

Finally, the need to take account of the impact that the Criminal System can have on the increase or otherwise of homicide rates is set out, in terms of institutional violence expressed in imprisonment rates and especially in deaths while in the custody of State security forces.

**Keywords:** homicides, violent deaths, Venezuela, official figures, institutional violence.

### I. Las cifras como un problema en sí mismo

La inseguridad en Venezuela se ha posicionado durante los últimos años en los primeros lugares de la agenda mediática y, en consecuencia, política del país (Consultores 21, 2010; Keller, 2012; Latinobarómetro, 2013; Datanalisis, 2014; IVAD, 2015<sup>1</sup>), formando parte de la vida cotidiana de los venezolanos. El debate que gira solo en torno a la dimensión subjetiva del fenómeno, si bien es importante para su comprensión, en especial en el proceso de definición de políticas públicas (Ávila, 2012), su análisis por sí solo resulta insuficiente en el contexto venezolano si no se aborda el plano objetivo, es decir, lo que ocurre en la realidad. Esta necesidad se hace aún mayor cuando se ha observado que en Venezuela el delito que se correlaciona más fuertemente con la percepción de

inseguridad es el homicidio (Sanjuán, 2013); razón por la cual puede afirmarse que en el caso venezolano la inseguridad es más que una percepción.

Usualmente se toman como indicadores de la dimensión objetiva de la inseguridad la cifra de delitos que procesa el sistema. No obstante, ya desde la década de los años 60 del siglo pasado, con los trabajos de Kitsuse y Cicourel (1963) se cuestiona la fiabilidad de los cifras oficiales, puesto que las mismas no recogen la totalidad de los hechos acaecidos, ya que no todos son denunciados ni conocidos por el sistema (cifra oculta); y en ocasiones las categorías utilizadas por las instituciones son imprecisas. Adicionalmente, los investigadores usualmente tienen problemas de acceso a estos datos producidos por las instituciones del Sistema Penal<sup>2</sup>. Ante estas críticas y dificultades se han generado otras formas para intentar conocer los delitos en su totalidad, en especial los que no llegan a ser conocidos por el sistema, de allí las encuestas de victimización. Sin embargo, si éstas no siguen un método riguroso pudieran distorsionar la comprensión del fenómeno ya que pudieran en algunos casos inflar las cifras. Todo esto sin considerar que la noción misma de delito puede resultar discutible desde múltiples perspectivas, y sobre ello las diversas corrientes de la criminología crítica han escrito ríos de tinta (Christie, 1984; Hulsman, 1989; Zaffaroni, 1998; Baratta, 1998; Bergalli, 1983 etc.).

Estas dificultades que han sido objeto de debate al menos durante los últimos 50 años dentro de la criminología, se hacen más complejas en el contexto venezolano. Producto de diversas coyunturas político electorales y de polarización, que se han dado en Ve-

1 Durante 2015 la inseguridad ha sido desplazada como el principal problema de los venezolanos por el desabastecimiento/escasez (81.8), para ocupar el segundo lugar (68.9) (IVAD, 2015).

2 Tradicionalmente cuando se estudian las instituciones que conforman al Sistema Penal se piensa en las policías uniformadas o preventivas, los tribunales y la cárcel. Algunos tienen una visión más panorámica de la cuestión y consideran como parte del Sistema Penal también a otros actores, como al legislador y los medios de comunicación (Bergalli, 2003, Zaffaroni, 1998). En el caso vene-

zolano, si se parte de un enfoque formal, jurídico-penal, íntimamente vinculado con el proceso penal, las instituciones que conforman al sistema serían las siguientes: las policías preventivas (en tres niveles político-territoriales: municipales, estatales y nacional), un cuerpo especializado en la investigación de delitos, llamado Cuerpo de Investigaciones Penales, Científicas y Criminalísticas, el Ministerio Público (director de la investigación y titular de la acción penal), los tribunales penales y la cárcel (Ávila, 2014:86). A los efectos del presente análisis se tomará la visión panorámica.

nezuela durante los últimos tres lustros, el acceso a las estadísticas delictivas oficiales se ha restringido durante la última década –aproximadamente desde el año 2005 (Observatorio Venezolano de Violencia –OVVV–, 2016)–, lo que ha generado en algunos sectores de la oposición política la aplicación de fórmulas diversas para “calcular” las cifras de delitos, presentando números procedentes de metodologías más cercanas a la futurología y a la adivinación que a la descripción objetiva del fenómeno en su real dimensión.

De esta manera los venezolanos se encuentran, actualmente, entre el silencio oficial y las especulaciones de la oposición, lo que no contribuye a un adecuado análisis, ni a la toma de decisiones acertadas sobre el problema; por el contrario, esta situación crea un clima que distorsiona estos procesos. Esto ha sucedido incluso con las cifras de homicidios, vaciándose de contenidos sustantivos y de fondo las discusiones sobre el fenómeno, para convertir así a las cifras en un fin en sí mismo.

Así por ejemplo, hay organizaciones y *opinólogos*<sup>3</sup> de oficio que presentan cifras de homicidios pero no cuentan cadáveres, ni siquiera usan datos oficiales filtrados, tampoco llevan un conteo propio. Se trata de “pronósticos” basados en tendencias de años anteriores los cuales no presentan en rangos, tal como debería hacerse en este tipo de casos, ofreciendo una cifra, un número, como si este fuese un dato real. Además, presentan muertes violentas (que incluye, entre otras, muertes accidentales, suicidios, homicidios en todas

sus modalidades, etc...) y homicidios dolosos como si se tratase del mismo fenómeno, pero que, aunque parecieran ser sinónimos, se trata de categorías diferentes (Kronick, 2014). Podría afirmarse que las primeras son una categoría genérica difusa, los segundos son más específicos y se constituyen en objeto de estudio, seguimiento y comparabilidad a nivel internacional, tal como se explicará a continuación.

#### *Muertes violentas y homicidios dolosos: el género y la especie*

Tradicionalmente el Cuerpo de Investigaciones Científicas Penales y Criminalísticas (CICPC) ha sido la principal fuente para conocer el número de homicidios en el país. Ellos llevan tres grandes categorías cuya sumatoria constituiría las *muertes violentas*, estas son las siguientes: 1) *Homicidios*: son los casos tipificados por el Código Penal en el que una persona intencionalmente da muerte a otra<sup>4</sup>; 2) *Resistencia a la autoridad*: formalmente son un grupo de delitos establecidos en el Capítulo VI del Título III del Código Penal, que abarcan diversos supuestos que van desde la amenaza a un funcionario público o a sus parientes, perturbar reuniones de órganos públicos, hasta hacer oposición a algún funcionario en el cumplimiento de sus deberes (artículos 215 al 221). Bajo estos supuestos genéricos el CICPC administrativa y discrecionalmente agrupa, también, los casos de muertes a manos de las fuerzas de seguridad del Estado (enfrentamientos, ejecuciones extrajudiciales o ajusticiamientos), con indepen-

3 Los *opinólogos* “son personajes que, sin tener la formación académica ni técnica especializada, y sin investigaciones serias validadas por especialistas reales, emiten opiniones basadas en el sentido común, en preconcepciones y prejuicios, sobre los problemas securitarios, en los medios de comunicación. Se autodenominan «expertos» en algunos temas porque les dan declaraciones a algunos periodistas con los que tienen relaciones de amistad o empatía de alguna naturaleza. Estas ideas distorsionadas y desinformadas impiden tener una clara comprensión del fenómeno securitario y terminan influenciado de alguna manera las decisiones político criminales, agudizando así los problemas. Además, presentan cifras sin explicar la metodología empleada, ni su fuente y hacen «cálculos» y «estimaciones» que no describen el fenómeno real.

Estos «opinólogos» serían una categoría especial de los «empresarios morales» descritos por Becker (1971) y Birkbeck (2001)” (Ávila, 2016a:47).

4 El homicidio legalmente tiene diversos tipos: simple (el que quiere matar logra su cometido, art.405), concausal (la conducta del agente que tiene la intención de matar no es suficiente para causar la muerte, para que ésta ocurra es necesaria la concurrencia de esta conducta con otra circunstancia no conocida por él, lo que termina ocasionando la muerte, art.408), preterintencional (el que con la intención de lesionar, con su conducta, causa la muerte) o preterintencional concausal (un híbrido entre las dos anteriores, art.410). Finalmente estaría el homicidio culposo en el que no existe intencionalidad de causar la muerte (art.409).

dencia de la legalidad o justificación, o no, de las mismas; 3) *Averiguación muerte*: en esta categoría residual entrarían las muertes por causas externas, aparentemente violentas, en las que no hay una certeza inicial que se trate de homicidios, puede abarcar una serie de supuestos variados como suicidios, accidentes de tránsito o con armas de fuego, muertes por inmersión, etc... Así entonces, si bien algunos casos de *resistencia a la autoridad*, comprenden casos de homicidios, esto no significa que todas las "resistencias" devienen en casos de homicidios, es decir, el resultado no siempre es la muerte del infractor. De manera, similar los casos de *averiguación muerte* no son necesariamente homicidios.<sup>5</sup> En consecuencia, la totalidad de las *muertes violentas*, es decir la sumatoria de las tres categorías mencionadas, si bien nos ayuda a comprender las lógicas burocráticas y administrativas utilizadas en la construcción de los datos, ésta es poco precisa para tener una visión clara y específica sobre el fenómeno de los homicidios. Es por ello que a efectos de la comparación internacional lo que se trabaja es la tasa de homicidios intencionales o dolosos por cien mil habitantes (ONU) y no las muertes violentas (sobre las que el OVV hace sus estimaciones). Estas últimas, ante el silencio oficial, son las que han dominado la opinión pública nacional, siendo contrastadas, erróneamente con las cifras de homicidios a nivel internacional, lo que supone no solamente un error conceptual grande, sino que distorsiona y sobredimensiona un fenómeno que ya en las cifras oficiales se presenta en niveles muy altos (Sanjuán, 2008, 2013; Antillano, 2010; Kronick, 2016, 2014; OVV, 2016; González, 2016).

5 Estas definiciones son importantes tenerlas en cuenta para conocer la confiabilidad, así como las limitaciones del dato del CICPC (difícil acceso; diversidad en la unidad de registro: en ocasiones son casos, en otras son víctimas, etc.). Son útiles también para estar atentos a las distorsiones y manipulaciones de este tipo de fuente. El OVV, por ejemplo, estima que un 60% de los casos de resistencia a la autoridad resultan con una persona muerta y que el 95% de los casos de "averiguación muerte" se pueden catalogar como homicidios intencionales. No obstante, el propio OVV (2016) advierte que "los pesos empleados en la fórmula son arbitrarios".

6 La "Conferencia Regional sobre Calidad de Datos de Homicidio en América Latina y el Caribe" celebrada en Bogotá, Colombia,

De lo que no hay duda es que el homicidio es considerado como la conducta delictiva más grave y es el indicador indiscutible de la situación objetiva de la inseguridad y de la violencia delictiva. Además, por su gravedad la cifra oculta en estos casos es mínima. Sin embargo, como se ha descrito, esto no se traduce automáticamente en datos idóneos sobre este fenómeno, esta discusión se encuentra en pleno desarrollo en escenarios internacionales tales como la ONU, OMS y el PNUD. En septiembre de 2015, en Bogotá, se reflexionó sobre la necesidad que se tiene en América Latina y el Caribe de mejorar los datos de homicidio y se elaboró un instrumento para ello, el cual se comentará brevemente a continuación.

#### *El protocolo de Bogotá sobre calidad de datos de homicidio en América Latina y el Caribe (Protocolo, 2015)*<sup>6</sup>

Este protocolo establece una serie de criterios técnicos cuyo cumplimiento refleja que esos datos presentan un elevado grado de validez, fiabilidad y transparencia. Su objeto es servir de referencia a instituciones de producción de datos oficiales de homicidio. La existencia de datos válidos y confiables es indispensable para formular y evaluar políticas de prevención y reducción de homicidios. Este instrumento propone ocho áreas temáticas<sup>7</sup> que pueden aplicarse de manera simultánea a las fuentes que tradicionalmente producen estos datos: las que parten de certificaciones de defunción (instituciones de salud) y las que toman como base los registros criminales.

entre los días 7 y 9 de septiembre de 2015, que tenía como objeto la elaboración del mencionado protocolo, contó con la participación de más de noventa personas de doce países. El perfil de los participantes incluyó miembros de instituciones de justicia criminal y de salud, de institutos de estadísticas, académicos, integrantes de la sociedad civil y organismos multilaterales (ibíd.:4).

7 1. La unidad de registro debe ser la víctima.

2. Definición de homicidio: como muerte de una persona provocada por una agresión intencional de otra(s). En este sentido, se excluyen los homicidios no intencionales, los accidentales y las tentativas de homicidio. Como puede apreciarse se trata de un concepto genérico que no depende de la legalidad o ilegalidad de

Teniendo una panorámica sobre las particularidades de construir el dato sobre los homicidios, a continuación se describirá cómo ha sido el comportamiento de este fenómeno en Venezuela.

## II. El comportamiento de los homicidios en Venezuela

Venezuela tiene una de las mayores tasas de homicidio del mundo. En 2016 la Fiscal General rompió el silencio oficial e informó que en 2015 la tasa llegó a 58 homicidios por cien mil habitantes (hpcmh) (Ministerio Público, 2016:45). Más allá de las dudas que puedan generar las metodologías empleadas, esta cifra resulta alarmante cuando se contrasta con la tasa mundial de homicidios que para el año 2012 había sido estimada en 6,2 (ONUDD, 2013); en este mismo sentido, la OMS estima que una tasa de 10 puede considerarse ya como una epidemia. Es importante tener en cuenta que la tendencia de los homicidios en América Latina y el Caribe durante la última década también ha sido creciente<sup>8</sup>, del año 2000 al 2010 ha aumentado en un 11%, con más de un millón de personas fallecidas a causa de la criminalidad violenta

(PNUD, 2013). En 2012 un 36% de las víctimas de homicidio las aportó el continente americano. De hecho en 2012, según la Oficina de las Naciones Unidas contra la Droga y el Delito (ONUDD, 2013), América Central ocupó el segundo lugar en el ranking de índices más altos de homicidios registrados por subregiones, América del Sur quedó en tercer lugar y el Caribe en el cuarto. La Organización Panamericana de la Salud y la Organización Mundial de la Salud (2016) coinciden con estos datos estimando la tasa de homicidios regional en 28,5 homicidios por 100.000 habitantes. Se trata de una tasa que cuadruplica la del resto del mundo y es el doble de la de los países en desarrollo de África.

En el caso venezolano, la tendencia en el aumento de los homicidios ha sido progresiva durante los últimos 60 años (Briceño et al., 1997<sup>9</sup>, 2009, 2012; Sanjuán, 1997, 2003, 2013), y tal como ya se ha señalado, las tasas actuales exceden en mucho el promedio regional y mundial. En el gráfico 1 se puede apreciar el comportamiento de los casos de homicidios en los últimos 45 años. (Gráfico 1)

---

los hechos. Esto favorece la comparabilidad internacional y evita la demora que resulta de esperar por la certeza de una decisión judicial (ibíd.:5).

3. Informaciones mínimas que deben ser registradas sobre: la víctima, el hecho y el presunto victimario.

4. Porcentajes máximos de informaciones perdidas y categorías indeterminadas.

5. Se establece como límite máximo un 20% de discrepancia entre los dos tipos de fuente.

6. Se propone la existencia de un mecanismo o instancia técnica que desarrolle procesos de verificación y validación de datos, en la que participen funcionarios públicos, académicos y miembros de la sociedad civil especializados en el tema, para que formulen, a partir de la identificación de inconsistencias, acciones para mejorar la calidad de la información.

7. Divulgación de las cifras y libre acceso a la información.

8. Periodicidad de la publicación de los datos: plazos máximos de 6 meses para los datos provenientes de registros criminales y 18 para los obtenidos a partir de certificaciones de defunción.

8 En América Latina las cifras presentan un aumento constante desde hace décadas: “los niveles de homicidios en la región, por ejemplo, ascendieron a 44% durante un período de 10 años entre 1984 y 1994. Consecuencialmente, en la mitad de los países de

América Latina y el Caribe los homicidios son la segunda causa principal de muerte para la población entre las edades de 15 y 25 años. Un informe (...) del Banco Mundial [del año 2001] divulgó que cada año son asesinados 140.000 latinoamericanos. La extensión de esta violencia se ha desbordado en un clima generalizado de criminalidad en la región” (Tulchin/Garig, 2003:13-14).

9 “Las muertes por homicidios y suicidios que para 1955 se ubicaba en el lugar 16 de las causas de muerte en el país, pasa al sexto lugar en 1993. La tasa promedio anual de homicidios para el quinquenio 1975-1979 fue de 9,13 por cada 100.000 habitantes, para 1980-1984 de 12,1, de 10,7 para 1985-1989 y de 19 para 1990-1994, es decir, casi el doble que en el quinquenio anterior” (Briceño, 1997:198). Este sostenido aumento de la criminalidad violenta se acelera en las últimas décadas. Así por ejemplo, en 1990, de los delitos registrados 13% eran contra las personas, mientras que los homicidios sumaban 1%; diez años más tarde —en el año 2000—, los delitos cometidos contra las personas llegaron a 21,8 %, es decir, casi el doble que en la década anterior, en tanto que los homicidios sumaron 3,4 %. De todo lo anterior, lo importante es destacar que los homicidios, han quintuplicado su ocurrencia nacional en los últimos 35 años, ya que su tasa en 1981 fue de 11 homicidios pcmh, y en 2016 es de 58 (Sanjuán, 2003:121. Actualización de datos propia).



Elaboración propia con datos de la Policía Técnica Judicial (PTJ)- CICPC (años 1970-2011), sistematizados, procesados y calculados por Sanjuan (2013) y González (2016) sobre el total de casos. Ministerio Público (años 2011-2015), CICPC (años 2012-2015), cálculos propios sobre el total de casos y víctimas.<sup>10</sup>



Elaboración propia con datos del CICPC, MPPS, Sanjuan (2013, 2008), Fernández y Tabares (2013)

<sup>10</sup> Es importante advertir que la serie que va desde 1970 a 2015 está calculada sobre el total del número de casos y no sobre el total del número de víctimas que es la información que, hasta 2011, estaba disponible. A partir de 2011 en un esfuerzo que la administración ha venido llevando para la mejora de la calidad de

sus datos se lleva a parte el conteo del número de víctimas, que es el cálculo que se presenta en el gráfico con las líneas punteadas, lo que se acerca de una manera más fehaciente al fenómeno y se encuentra en sintonía con la propuesta del Protocolo de Bogotá. A todo evento las tendencias entre ambos cálculos son las mismas.

En Venezuela las dos principales fuentes de datos son:

1. El Ministerio del Poder Popular para la Salud (MPPS): a través de sus anuarios de mortalidad, cuya base conceptual está en la Clasificación Internacional de Enfermedades (CIE).
2. Los registros criminales: principalmente a través de las estadísticas del CICPC y de manera subsidiaria las del Ministerio Público (MP) y el Servicio de Medicina y Ciencias Forenses.

Los contrastes entre ambas fuentes pueden apreciarse en el gráfico siguiente: (Gráfico 2)

tos que distinguen a los 2 tipos de registros (Ribeiro, Borges y Cano, 2015). Esto puede verificarse cuando se contrastan las similitudes entre las cifras del MP y las del CICPC, lo que es lógico ya que comparten categorías conceptuales por ser ambas fuentes de registro criminal, las diferencias entre éstas posiblemente se deba más interpretaciones procesales y administrativas, que de conceptos. (Gráfico 3)

En promedio el porcentaje de las discrepancias entre los datos de salud y los registros criminales, durante el período estudiado, es de 21,52%, esto sig-



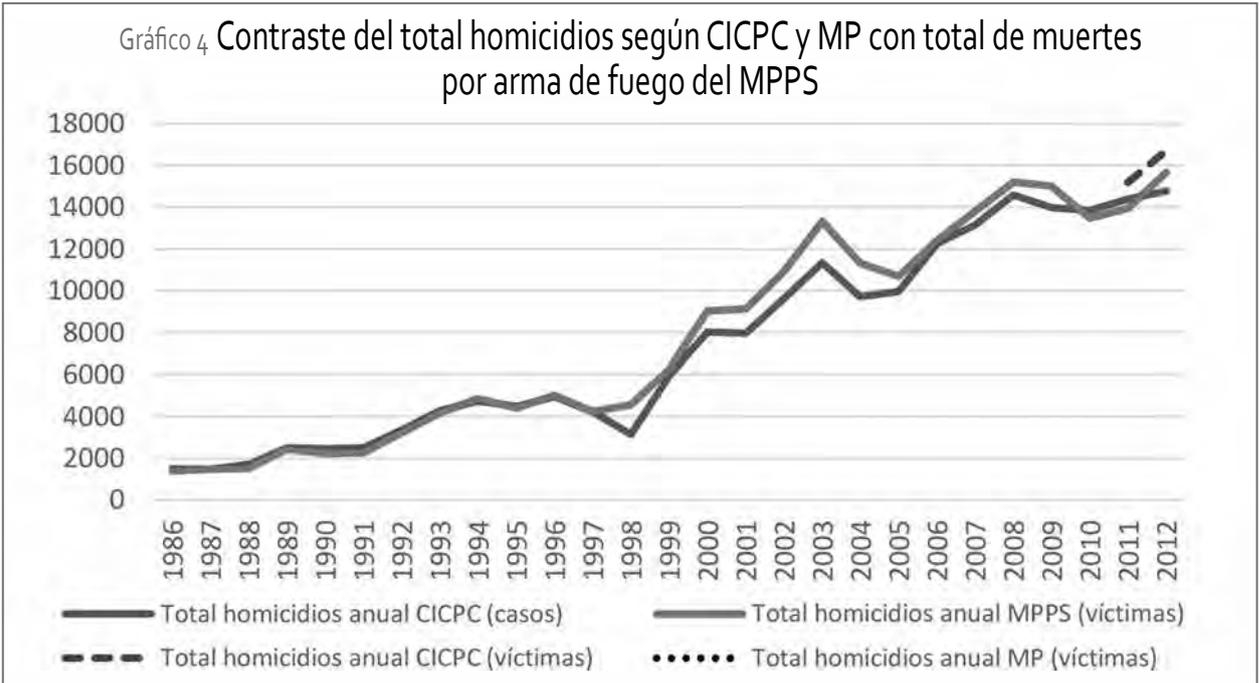
Elaboración propia

El gráfico con el total de homicidios en el país para el período 1986-2009, con base en los registros oficiales de salud e investigación policial, denota una continua disparidad a partir de 1991. Hacia 1998 las cifras parecen coincidir de nuevo, pero a partir de 1999 se distancian para ya no volver a coincidir. Sin embargo, resulta curioso que a pesar de la diferencia en los totales consignados por ambas instituciones, la tendencia de los datos es la misma, coincidiendo cada período de alza, momento pico y período de quiebre (Fernández y Tabares, 2013).

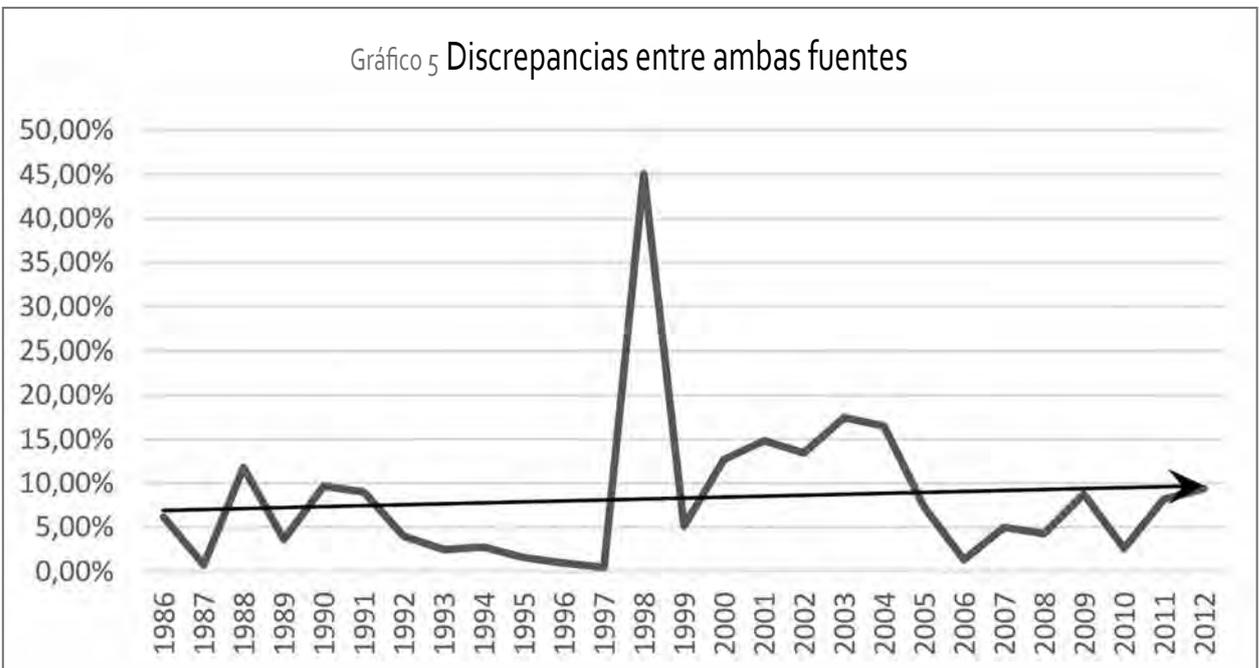
Estas divergencias pueden deberse a diferencias conceptuales, en la temporalidad y a otros elemen-

nifica que se encuentra ligeramente por encima del mínimo establecido en el Protocolo de Bogotá (20%), el cual tiene como base la comparación de este tipo de divergencias en unos 15 países de la región.

Las distancias entre las cifras de ambas fuentes se reducen cuando se contrastan las cifras de homicidios de los registros criminales, con las cifras de muertes por arma de fuego del MPPS (es decir, homicidios junto a supuestos de muertes accidentales), lo que pudiera arrojar también algunas dudas sobre la fiabilidad en el proceso de elaboración de los datos del MPPS: (Gráfico 4)



Elaboración propia con datos del CICPC, MPPS, Ministerio Público, Sanjuan (2013, 2008), Chacón (2013)



Elaboración propia

Hay que considerar que los datos de salud presentes en esta gráfica corresponden a muertes por arma de fuego (lo que según cifras del CICPC abarca más de un 90% de los casos de homicidio), mientras que los que provienen de la fuente criminal son de la totalidad de homicidios con independencia del medio empelado. En este ejercicio las discrepancias entre ambas fuentes se reducen a apenas un 8%, lo que la ubicaría dentro de los mínimos aceptables del Protocolo de Bogotá. Sin embargo, la tendencia sigue siendo hacia el aumento de las mismas. (Gráfico 5)

Situaciones de discrepancia entre estas fuentes las presentan también varios países de nuestra América, tales como Chile, Nicaragua y Perú (Ribeiro, Borges y Cano, 2015).<sup>11</sup>

Realizada esta visión panorámica sobre las cifras oficiales, según las cuales se puede apreciar, sin duda alguna, el incremento abrupto y sostenido de los homicidios durante las últimas tres décadas, a continuación se abordarán las explicaciones que se han dado sobre este fenómeno.

### III La retórica explicativa tradicional de la violencia en Venezuela: entre los autoritarismos y los funcionalismos

#### 1. De los autoritarios a los funcionalistas típicos: la ley y el orden

En primer lugar se encuentran los que sueñan con la "mano dura", el exterminio de "elementos" molestos, razias policiales en los barrios, que piden más policías<sup>12</sup>; que creen que estos problemas se resuel-

11 En Chile y Nicaragua, al igual que Venezuela, a pesar de las diferencias ambas series evolucionan paralelamente. En Perú, en cambio, si bien la diferencia entre las dos series crece con el tiempo (lo que también sucede en Venezuela), en este caso el cambio es más brusco. Un caso inverso es el de Paraguay en el que las diferencias entre ambas series disminuyen con el tiempo (Ribeiro, Borges y Cano, 2015).

12 En Venezuela existe una *hipertrofia policial*, es decir, un crecimiento acelerado y desmedido de la institución policial. Desde el año 2006, a partir del proceso llevado a cabo por la CONAREPOL, el número de todas las policías preventivas (en los 3 niveles

ven reformando leyes penales, olvidando que eso es justo lo que se viene haciendo en el país durante los últimos 18 años en Venezuela, con resultados negativos para todos. Tal como lo advierte Zaffaroni (2007), son los opinólogos promotores de estos discursos los que terminan teniendo la hegemonía comunicacional y, en consecuencia, política sobre la cuestión criminal. En este primer extremo se encontrarían los más autoritarios. En este discurso coinciden tanto la oposición política como la actual gestión gubernamental, que en los últimos años ha pasado de un discurso social y estructural a uno eminentemente represivo (Antillano, 2016; 2015; 2012; Ávila, 2017; 2016b; 2015a; 2012).

Esta racionalidad se puede apreciar en los operativos policiales llamados de manera rimbombante "Operaciones de Liberación del Pueblo", conocidas por sus siglas "OLP", que son una expresión del cambio en las políticas policiales y penales por parte del gobierno, que ha dejado de lado el enfoque de prevención social para irse al otro extremo basado en la expansión del aparato policial, militar y penal (Ávila, 2017)<sup>13</sup>. Estas prácticas ideológicamente coquetean más con lo que se conoce como el realismo de derecha<sup>14</sup>; políticas que incrementan la violencia institucional contribuyendo así al aumento de la violencia social y, en consecuencia, de los homicidios. Sobre esta hipótesis se volverá más adelante.

Desde una perspectiva más moderada, académica, funcionalista más tradicional, hay autores que explican el problema de la violencia en el país como una pérdida de la institucionalidad, como un debili-

político territoriales) se ha incrementado considerablemente. Ya desde el año 2007 el país se encontraba por encima de los estándares internacionales de tasa de encuadramiento policial (429 policías pcmh) (Antillano, 2014). Del año 2006 se pasó de un total de 114.463 funcionarios policiales (Sanjuan, 2012) a más de 140.000 para mediados del año 2015 (Bernal, 2015). Esto significa que el pie de fuerza policial ha tenido un crecimiento aproximado de 22,3% en los últimos 9 años, incrementándose la tasa de encuadramiento policial 28 puntos más; para llegar a 457 policías pcmh, 107 puntos por encima del estándar internacional. El caso de la PNB es emblemático, con apenas seis años

tamiento del orden normativo<sup>15</sup> formal e informal, tomando al número de detenciones en casos de homicidio como uno de sus indicadores (Briceño 2012a, 2012b; *et al.* 2012).

Las explicaciones de Briceño sobre la crisis institucional giran en torno a la coincidencia de eventos emblemáticos, que significaron rupturas en la estabilidad política del país, con alzas significativas en la tasa de homicidios. Entre los años 70 y 80 se podía apreciar un aumento lento y progresivo en la tasa de homicidios, teniendo un pico en el año 1983 para luego ir en descenso hasta el año 1989, fecha en la cual la tasa no ha dejado de crecer, período que se caracterizará por los hechos siguientes:

1. El Caracazo de 1989: La sublevación popular denominada "El Caracazo" fue una reacción de protesta en contra de la acentuación de las políticas neoliberales con las cuales se inauguró el gobierno de ese año. La represión del gobierno de Carlos Andrés Pérez fue dura y encarnizada, no existe certeza del número real de víctimas, pues el gobierno dijo que hubo 200, Amnistía Internacional refirió 500, mientras varias ONGs aseguraron que la cantidad real alcanzaba las 3.000 víctimas. Según algunos estudiosos, este fenómeno abrió el camino para un uso más generalizado de la violencia por parte de la población (Ávila, 2012; López, 2005; Sanjuán, 1997). Este año la tasa de homicidios pasa de 9 a 13 puntos para no dejar de crecer.

Tasa de homicidios en Venezuela 1970-1992			
Años	100.000 (casos)	100.000 (víctimas) CICPC	(víctimas) MP
1970	5		
1971	6		
1972	6		
1973	6		
1974	7		
1975	7		
1976	8		
1977	8		
1978	10		
1979	11		
1980	12		
1981	11		
1982	11		
1983	13		
1984	10		
1985	10		
1986	8		
1987	8		
1988	9		
1989	13		
1990	13		
1991	13		
1992	16		

Tasa de homicidios en Venezuela 1993-2015			
Años	100.000 (casos)	100.000 (víctimas) CICPC	(víctimas) MP
1993	21		
1994	22		
1995	21		
1996	22		
1997	19		
1998	20		
1999	25		
2000	33		
2001	32		
2002	38		
2003	44		
2004	37		
2005	37		
2006	45		
2007	48		
2008	52		
2009	49		
2010	45		
2011	50	53	
2012	51	57	55
2013	49	53	56
2014	47	51	49
2015	55	60	58

Elaboración propia con datos de la PTJ- CICPC (años 1970-2011), sistematizados, procesados y calculados por Sanjuan (2013) y González (2016) sobre el total de casos. Ministerio Público (años 2012-2015), CICPC (años 2011-2015), cálculos propios sobre el total de víctimas.

2. Las rebeliones militares de 1992: la primera liderada por Hugo Chávez en el mes de febrero, nueve meses después, compañeros de armas hacen otro intento fallido. Los protagonistas de estas rebeliones (un grupo de cuadros militares medios) las enmarcan como respuesta a la crisis política anterior, cuya solución pasaba por derrocar al gobierno de Pérez. La tasa de homicidios aumentó 3 puntos este año.

3. La crisis bancaria y las elecciones presidenciales de 1994: el sistema representativo se pone en tela de juicio y aumenta progresivamente la abstención electoral. Entra en crisis la democracia representativa y aparece de nuevo el pensamiento antipartidista en la opinión pública (Ávila, 2012; Rey, 2003). Uno de los padres de la llamada cuarta república<sup>16</sup>, Rafael Caldera, buscaba estabilizar el sistema político y económico. Él a través de nuevas alianzas, rompe tácticamente con los viejos partidos, y gana las elecciones para intentar sal-

var el régimen político que el mismo había ayudado a construir. Logra calmar las crisis anteriores y estabilizar al país, lo que se puede apreciar en la tendencia estable de los homicidios durante ese período. Para 1994 la tasa era de 22 hpcmh, para el momento en el que finalizaba su mandato, en 1998, la tasa de homicidios había bajado 2 puntos.

4. Triunfo electoral de Hugo Chávez en 1999: la ciudadanía no confiaba en los partidos políticos, en las instituciones ni en el gobierno y la propuesta de Chávez lograba recoger todo ese descontento. El nuevo Presidente gana las elecciones de manera abrumadora y se plantea un cambio radical del sistema político. Comienzan una serie de cambios institucionales y la refundación de la república cuya máxima expresión formal es la nueva Constitución. Este año la tasa de homicidios sube 5 puntos y el siguiente 8.

5. El Golpe de Estado del 11 de abril de 2002: con apenas 3 años en el poder el Presidente Chávez

---

de creación ha alcanzado (según información oficial) un número aproximado de 14.739 funcionarios. En tal caso lo que pudiera existir es un problema de efectiva distribución sobre el territorio (Ávila, 2016a:30-31).

13 Sobre las OLP y el cambio de las políticas securitarias del gobierno venezolano ver además Ávila (2015a, 2016b, 2016c, 2016d).

14 Antillano comenta que las políticas punitivistas ya no se presentan como exclusivas de gobiernos neoliberales, sino que parecieran responder a condiciones de otro orden e independientes del proyecto político o ideológico al que se adscriba determinado gobierno, "sino que responden a la nueva organización social que emerge de las ruinas de la sociedad industrial del trabajo, que si bien puede encontrar en el neoliberalismo su gramática más transparente, permea incluso los viejos programas revolucionarios." "En el caso de Venezuela, a pesar de la distancia que se marca del proyecto neoliberal, con el pasar de los años las políticas y la retórica dominante parece converger con las políticas de mano dura promovidas por gobiernos conservadores y sus centros ideológicos." "En suma, estrategias y discursos "progresistas" y "punitivos" no se excluyen, sino que parecen coexistir como complementarios" "Para el caso de Venezuela, las políticas hacia los pobres operarían en una suerte de bifurcación que oscilaría entre las estrategias de inclusión social y las estrategias de control penal, que terminan complementándose" (2016:124,136,131-133).

15 El funcionalismo es el gran referente de los modelos sociológicos del equilibrio y del consenso, donde el conflicto, el cambio y la diversidad son considerados como amenazas para el sistema social. En las ciencias sociales pudiera tomarse como génesis de esta corriente

al discípulo más conservador y reaccionario de Saint-Simon, August Comte, para quien la Revolución Francesa era un episodio caótico que debía ser dejado atrás para construir una nueva sociedad de orden y progreso, concebida como un organismo armónico, donde el ser humano es visto como un sujeto-órgano que más que derechos tiene deberes. Esta visión conservadora de la sociedad es refinada más adelante por Durkheim, para quien los valores, las normas y el derecho son el "cemento" de la sociedad, es lo que la mantiene unida. Este bloque valorativo sería el reflejo más acabado de lo que es la "conciencia colectiva". Basado en estas ideas Durkheim explica su concepto de "anomia". Según este autor en las sociedades capitalistas modernas, las normas y los valores tradicionales se ven socavados sin ser reemplazados por otros. Existe anomia cuando no hay unas normas claras que guíen el comportamiento en una determinada área de la vida social. "La anomia, en efecto, da nacimiento a un estado de exasperación y de cansancio inusitado, que puede, según las circunstancias, volverse contra el sujeto mismo o contra otro; en el primer caso hay suicidio, y en el segundo, homicidio" (Durkheim, 1897). Hace 120 años este autor concebía al delito como consecuencia de la crisis de los valores, de las normas y de las instituciones; camino que seguirán más adelante, con un mayor nivel de elaboración, pero partiendo de la misma base ideológica conservadora, Parsons y Luhmann (Ávila, 2010). Estos esquemas han sido superados en las ciencias sociales por otros enfoques tales como el socioconstruccionismo, la sociología del conflicto, entre otros.

16 Pacto de gobernabilidad entre los principales partidos socialdemócratas y socialcristianos que ejercieron el poder en Venezuela durante cuatro décadas.

Gráfico 6 Tasa de homicidios por 100.000 habitantes



sufre un Golpe de Estado, promovido por una pequeña cúpula militar con el apoyo de empresas privadas de comunicación. Por la falta de legitimidad y apoyo popular e institucional el golpe dura apenas 48 horas, pero sin duda afectó la estabilidad del sistema político y económico, lo cual se profundizará al año siguiente con el paro petrolero de 2003. En 2002 los homicidios aumentan 6 puntos y en 2003 otros 6 más.

6. Elecciones presidenciales de 2006: dónde se decidía la reelección o no del Presidente Chávez, la campaña de la oposición se caracterizó por colocar en la agenda el tema de la seguridad ciudadana (Ávila, 2012). Los homicidios aumentan 8 puntos.

7. Referéndum aprobatorio de 2008: cuyo objeto era la reelección indefinida para los cargos del Poder Ejecutivo, lo que trajo consigo una reforma constitucional. Los homicidios incrementan en 4 puntos.

8. Elecciones presidenciales de 2012: Chávez resulta reelecto por segunda vez con un amplio margen, unos 10 puntos de diferencia respecto a su adversario. Dos meses después anuncia su enfermedad y prácticamente abandona el ejercicio de sus funciones, muere tres meses después de este anuncio. Los homicidios aumentan 4 puntos.

9. Año 2015: en medio de crisis de diversas índoles (política, económica y social), se celebran las elecciones parlamentarias, en las que resulta vencedora la oposición, retomando por primera vez en 17 años el control de la Asamblea Nacional. La campaña por parte del gobierno fue protagonizada por las OLP, operativos policiales militarizados cuestionado por sus costos en vidas humanas y demás arbitrariedades (Ávila 2017, 2015a, 2016b, 2016c, 2016d). Este año los homicidios se disparan 9 puntos, alcanzando la tasa más alta de los últimos 45 años, lo que evidencia, tal como se desarrollará más adelante, que la violencia institucional tiene una importante repercusión sobre este fenómeno. (Gráfico 6)

Desde la perspectiva de la estabilidad del sistema y de la importancia de la armonía normativa, típica del ideario funcionalista, se ha planteado también la vinculación de las altas tasas de homicidios con la impunidad. En un intento de calcular un estimado de impunidad en casos de homicidio, Briceño *et al.* (2012) hacen una relación entre el número de homicidios ocurridos en un año y el número de detenciones por homicidio ocurridos durante el mismo período; sin embargo, hay que considerar las complejidades y particularidades del proceso penal, la falta de sincronía entre el tiem-

po de registro del caso y el tiempo de registro de las detenciones vinculadas con el mismo (que usualmente no corresponden al mismo año) y que a una detención no necesariamente le seguirá un juicio y una condena. Más allá de estas consideraciones de tipo metodológico, en la mencionada investigación se hizo una estimación de 91% de casos de homicidios en los que no hubo detención alguna. A todo evento este trabajo pionero en Venezuela es una primera aproximación, por lo que puede afirmarse que este tema no ha sido aún lo suficientemente explorado.

Si la estimación de la cifra de homicidios, que se supone es un dato objetivo, genera todo un debate, la definición de la impunidad es mucho más compleja y difusa ¿Qué es la impunidad? ¿Cómo se define? ¿Cómo se mide? Cuando se revisa la literatura institucional y especializada sobre estos temas, se concluye que tiene que ver con la respuesta institucional. Algunos indicadores señalados por la ONU vinculados con los homicidios son, por ejemplo: números de casos de homicidios resueltos por la policía, personas arrestadas o sentenciadas por homicidios. En este sentido se aprecian desigualdades regionales significativas: 85% se esclarecen policialmente en Europa, 80% Asia, mientras que en América la proporción es de 50%. En cuanto a las condenas, el indicador global es de 43 criminales condenados por cada 100 víctimas de homicidio doloso. Cuando se trata de condenas las diferencias regionales son mayores: 81 en Europa, 48 en Asia y 24 por cada 100 víctimas en América. Es decir, que en este continente la impunidad, según este último criterio, sería de un 76%. El organismo internacional ha afirmado que la "impunidad asociada al homicidio ha aumentado en el continente americano en los últimos años" (ONUDD, 2013). Al ver las cifras internacionales, pudiera afirmarse que la impunidad es la regla, no solo para los homicidios, sino también para los delitos en general (Rosales, 2012; Ávila, 2007), así que este pareciera no ser el factor fundamental para explicar este fenómeno.

Además, si se toma como centro la cárcel como remedio y se cruzan los datos de encarcelamiento general con los casos de homicidio, no parece haber una

relación inversamente proporcional entre ambas, por el contrario, en ocasiones se comportan de manera muy similar. Por lo que se puede afirmar que –en el caso venezolano– a mayor encarcelamiento general mayor cantidad de homicidios, así puede apreciarse en las tendencias de ambos fenómenos, desde 1989 hasta 2013. (Gráfico 7)

En 2001 habían 16.751 detenidos y la tasa de encarcelamiento por cada 100.000 habitantes fue de 68; doce años después, en 2013, la población penitenciaria había alcanzado 51.000 y la tasa de encarcelamiento fue la más alta en la historia del país: 171 prisioneros por cada 100.000 habitantes (PROVEA, 2012<sup>17</sup>). A partir de 2008 la población penal en auge, aumento el 100% en menos de 5 años. Sin embargo, la capacidad instalada en 2013 era para unos 18.000 reclusos, lo que representaría aproximadamente un hacinamiento de un 283%. Como afirma Antillano, "no es verdad que no se castigue, se castiga más que nunca" (2016:131).

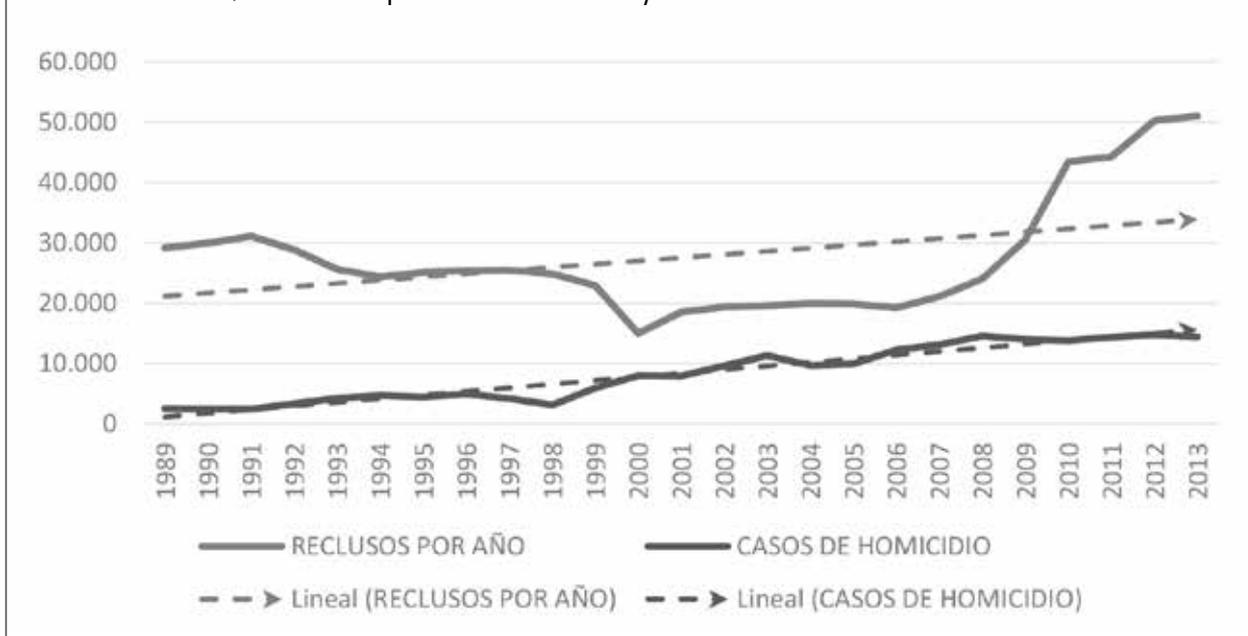
¿Estas altas tasas de encarcelamiento han generado un impacto positivo en los homicidios durante este período? La respuesta, como se desprende tanto de la tasa, como del número de casos de homicidios, es negativa.

Así que tomar como único y principal referente al castigo resulta no solo insuficiente, sino además peligroso; por tener detrás de sí una lógica expansiva del sistema penal y de la pena de prisión, obviando una diversidad de formas de control e intervenciones institucionales ante los conflictos sociales. Sobre este punto no hay que perder de vista que según el último censo penitenciario de 2010 (Consejo Superior Penitenciario, 2011:60) los homicidas apenas alcanzaron el 20% de los reclusos, concentrándose el sistema

---

17 Actualización de datos propia. Es de advertir que en estas cifras no se incluye a los detenidos en retenes o calabozos policiales, cuyo número –según el Defensor del Pueblo– para mayo de 2016 llegaba a 22.759 personas detenidas en estos recintos. Esta cifra coincide con las proyecciones del Observatorio Venezolano de Prisiones (Saab, 2016; Lugo, 2016). Esto significa que la población de personas privadas de libertad es mayor de la que arriba se refleja.

Gráfico 7 Población privada de libertad y casos de homicidios en Venezuela



Elaboración propia con datos de Antillano *et al.* (2015) y Sanjuan (2013)

penal en realidad en otro tipo de conductas menos lesivas como delitos contra la propiedad y drogas, es decir, generalmente delitos de bagatela.

## 2. Los funcionalistas de izquierda: que se pierden en la política social

En una perspectiva distinta se encuentran los discursos más "progresistas" que vinculan el problema delictivo con la pobreza, con la falta de oportunidades, con problemas de tipo estructural, de allí que se priorice en el enfoque de prevención social. En este marco algunos partían del perfil de los victimarios y de las víctimas de la violencia homicida en el país, que según las Encuestas Nacionales de Victimización (ENV) (2006 y 2009), tienen tres características: hombre, joven adulto (entre 15 y 44 años) y pobre. Estos resultados, que son muy similares a los promedios mundiales (ONUDD), han sido instrumentalizados por algunos *opinólogos*, que tratan de reducir la complejidad del fenómeno de la violencia y de la inseguridad como un mero problema etario y de clase. Variables que si bien son importantes, por sí mismas, consideradas de manera aislada, son insuficientes

(Antillano, 2016; 2012; Ávila, 2016b; Briceño, 2012b). Estos datos si no son analizados con otras variables de tipo estructural, situacional e institucional pudieran quedarse solo en la superficie.

Además, estas variables no fueron estables y presentaron diferencias entre la encuesta de 2006 y la de 2009: 1) los hombres pasaron de ocupar el 100% a un 81,13% de las víctimas; 2) en cuanto a grupo etario: a) el sector mayoritario de las víctimas, que se encontraba entre 25 y 44 años, pasó de ocupar un 62,40% a un 44,12%; b) el sector mayoritario de los victimarios, que se encontraba entre los 15 y 24 años, pasó de ocupar un 42,10% a un 23,69%; 3) en cuanto al estrato socioeconómico de las víctimas, los estratos IV y V pasaron de ocupar un 88,8% en 2006 para bajar a 83,6 (5,2 puntos menos) en 2009. Es decir, que las tres variables presentaron una tendencia a la baja.

Sin embargo, este discurso etario y de clase aún se viene repitiendo desde hace 10 años, con supuesta base en las ENV, sin considerar otras variables de tipo institucional o situacional. Estos discursos simplistas que tienen como núcleo el vínculo causa-efecto entre pobreza-violencia (en algunos casos en clave

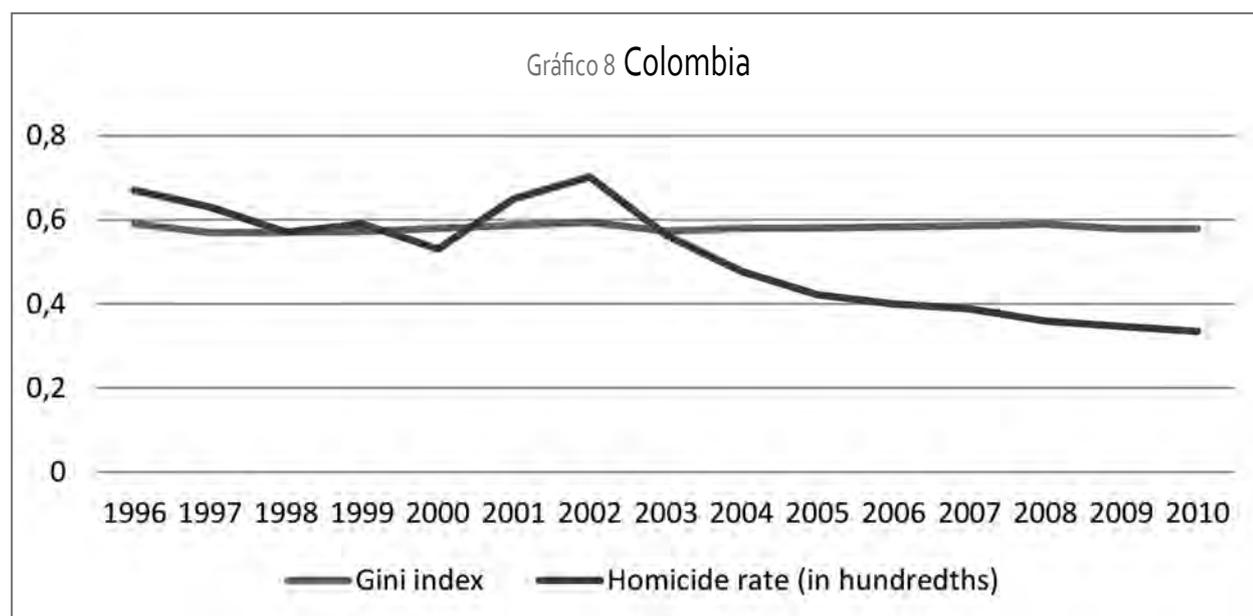
mertoniana) -que inadvertidamente pueden coincidir en ocasiones con el discurso clasista de la derecha política-, ha sido superado por la criminología crítica desde finales de los años setenta y comienzo de los ochenta del siglo pasado; cuando ésta se preocupa por analizar, comprender e incidir en la política criminal concreta (Young, 1975; Lea y Young, 1993). Estas conexiones lineales entre pobreza y violencia no pueden explicar cómo países como Haití (10,2 homicidios pcmh) y Nicaragua (11,3 homicidios pcmh), que se encuentran entre los países de la región que ocupan los últimos lugares en las escalas de Índice de Desarrollo Humano y del Producto Interno Bruto (PIB), tengan tasas de homicidio muy por debajo del promedio regional (20 pcmh) (ONUDD).

No obstante, este fue precisamente el discurso del gobierno desde 1998 hasta que el Presidente Chávez dejó de estar en el poder. De esta manera, la política criminal se terminó disolviendo en la política social. Esta fue una de las grandes advertencias de Baratta (1997): una política de seguridad debe estar integrada a una política social general que la abarque. La política social no debe ser confundida con la política de seguridad, mucho menos debe criminalizarse la política social (elaboración de políticas sociales desde espacios securitarios). Este es un error

común y muy seductor para enfoques pretendidamente progresistas.

La política social es general y está vinculada con el desarrollo y satisfacción directa de los derechos básicos, la política de seguridad está relacionada con los órganos armados del Estado y su monopolio de la violencia, consecuentemente, tiene que ver con la limitación de derechos en procura de la protección de otros que se encuentren amenazados. Las políticas sociales deben ser máximas, las políticas de seguridad deben ser mínimas, pero deben existir, como espacios pacificadores y de intervención en conflictos, en especial en casos de desigualdad de poder entre las partes. La ecuación sería algo así: Estado social al máximo, Estado penal o policial mínimo, controlado, limitado, pero ese mínimo debe tener presencia y ser eficiente en el aseguramiento de los derechos.

Entonces, una política de seguridad sin una política social general que le sirva de marco no tiene sentido. Por otro lado, una política social general que no garantice la presencia institucional del Estado como mediador e interventor en conflictos y como defensor del más vulnerable en situaciones que constituyan amenazas o riesgo a su integridad física o en el disfrute de sus derechos, puede sufrir crisis internas, como en el caso venezolano (Ávila, 2015b; 2014).



Fuente: Briceño León (2012c)

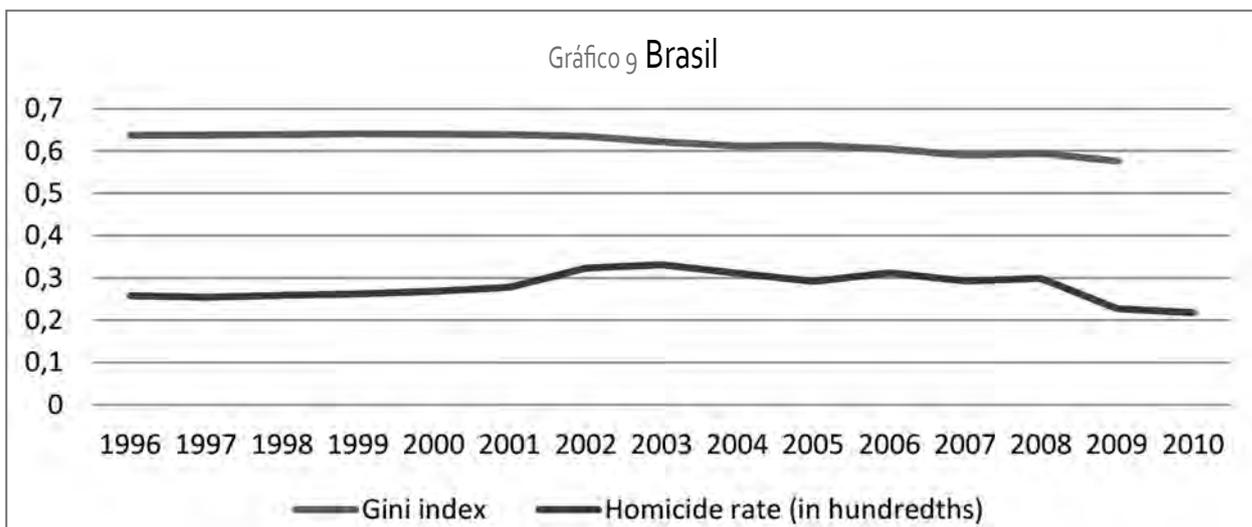
A continuación se presentan algunas gráficas que respaldan estas afirmaciones y problematizan estas lecturas lineales que se hacen entre pobreza-violencia delictiva. Es de advertir que la presente es una reflexión sobre el caso venezolano que tiene sus particularidades, no se pretende sugerir modelos de análisis para otros contextos. Para mostrar las peculiaridades del caso venezolano se tomará como base los contrastes realizados por Briceño (2012b; 2012c) con dos países vecinos: Colombia y Brasil.

Primer ejemplo, las relaciones entre los homicidios y a la disminución del índice Gini en Colombia y Brasil: (Gráfico 8 y 9)

Como se puede observar los gráficos 8 y 9 son congruentes con el discurso progresista convencional, en clave Estado Social, en la medida que disminuye la desigualdad, disminuyen los homicidios. Pero ¿qué sucede en Venezuela? ¿Cómo es esta relación? Es inversamente proporcional: (Gráfico 10)

Un segundo ejemplo relaciona el porcentaje de población que vive por debajo de la línea de pobreza con las tasas de homicidios, en la que también se puede ver un comportamiento independiente entre ambas, incluso inverso. (Gráfico 11)

El tercer y último ejemplo es la relación entre el PIB y los homicidios en Venezuela, en la medida que el

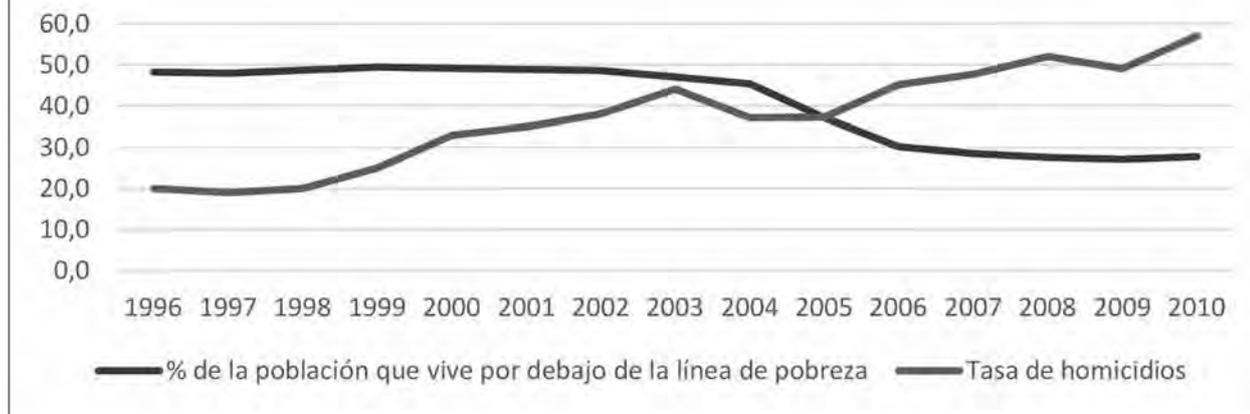


Fuente: Briceño León (2012c)



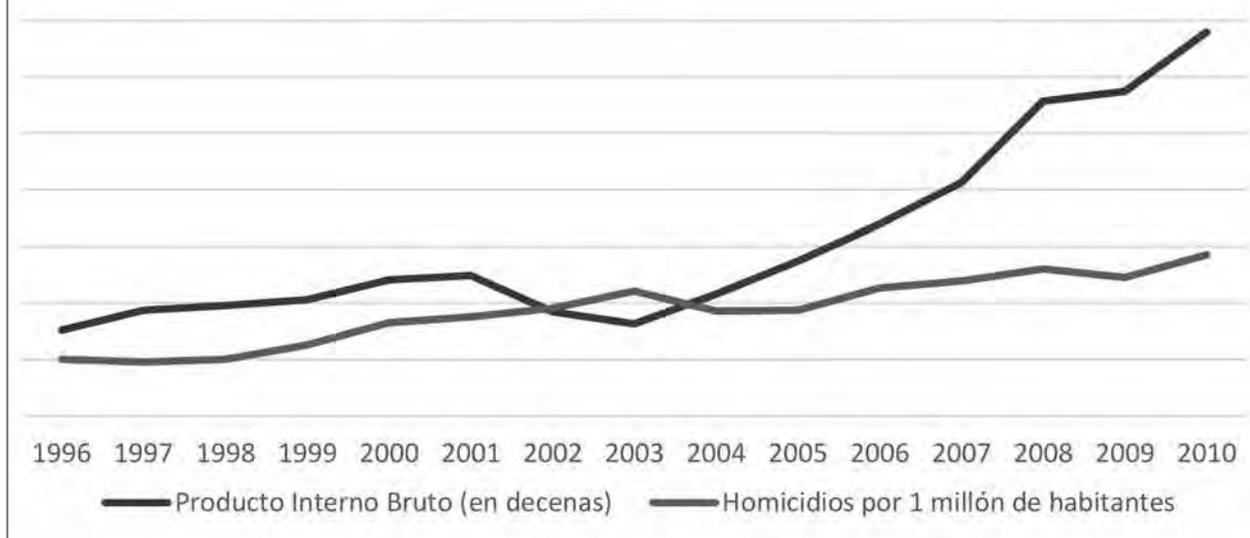
Fuente: Briceño León (2012c)

Gráfico 11 Tasas de homicidios vs. % de la población que vive por debajo de la línea de pobreza (Venezuela)



Fuente: Briceño León (2012c)

Gráfico 12 PIB y homicidios (Venezuela)



Fuente: Briceño León (2012c)

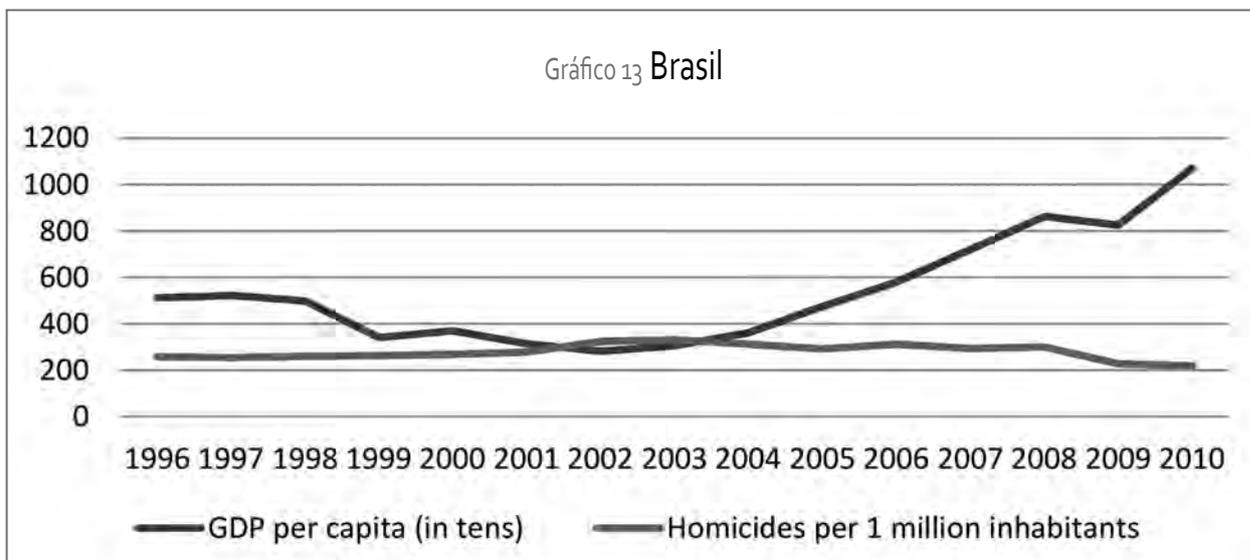
primero sube, los segundos suben con él. (Gráfico 12)

Tal como lo afirma Briceño, esto pareciera ser una particularidad del caso venezolano, en los gráficos siguientes puede apreciarse como sucede lo contrario en Brasil y Colombia, en la medida que aumenta el PIB, disminuyen los homicidios: (Gráficos 13 y 14)

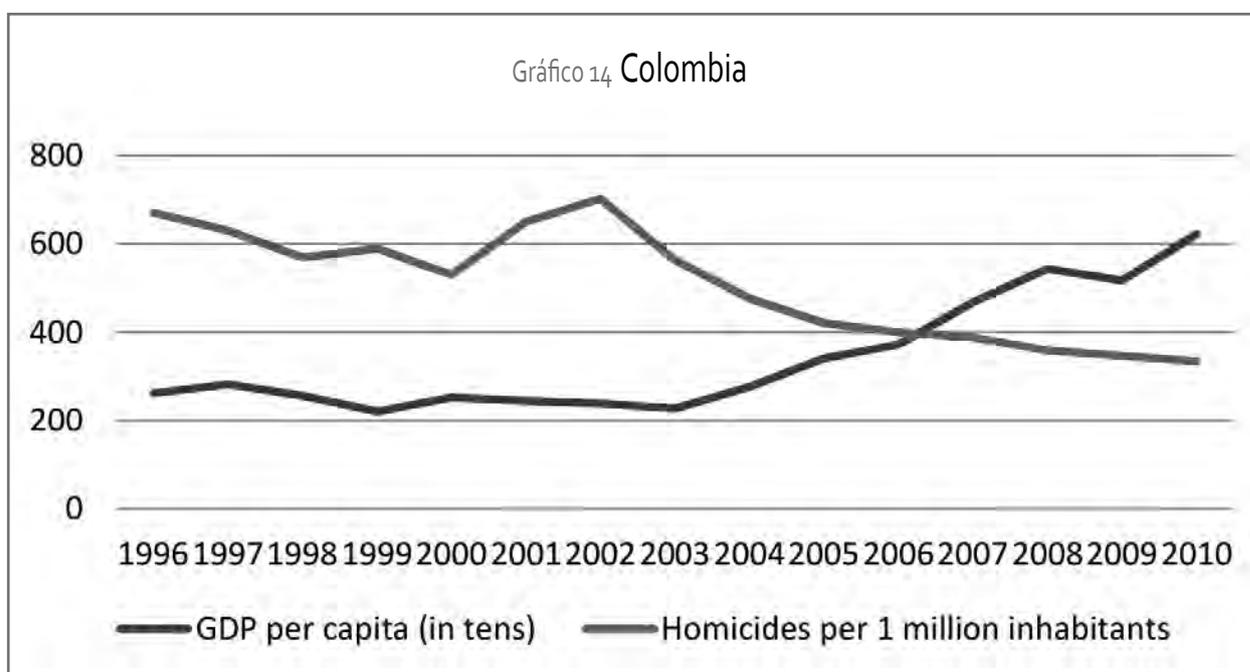
Esta evidencia empírica se constituye en un reto enorme para quienes apoyan la idea del Estado Social, estos datos de la realidad deben conocerse e interpretarse con cuidado, para no construir falacias empíri-

cas. Ya que pudieran ser instrumentalizados para diseñar de las políticas sociales y criminalizar proyectos políticos de transformación social. Posiblemente por hacer una lectura simplista el actual gobierno venezolano ha abandonado el enfoque social y estructural sobre la cuestión criminal, que tenía inicialmente, para concentrarse en una lógica eminentemente punitiva y represiva como la que sostiene en la actualidad.

Es muy fácil hacer una lectura sesgada, lo que habría que analizar en tal caso, es la calidad, la institucionalidad



Fuente: Briceño León (2012c)



Fuente: Briceño León (2012c)

y el impacto real de las políticas sociales implementadas ¿cumplieron en el caso venezolano su cometido principal? Más allá del tema de la seguridad, el asunto radica en preguntarse si hubo una real satisfacción de necesidades de manera estructural, universal, institucionalizada, permanente, ininterrumpida, no coyuntural.

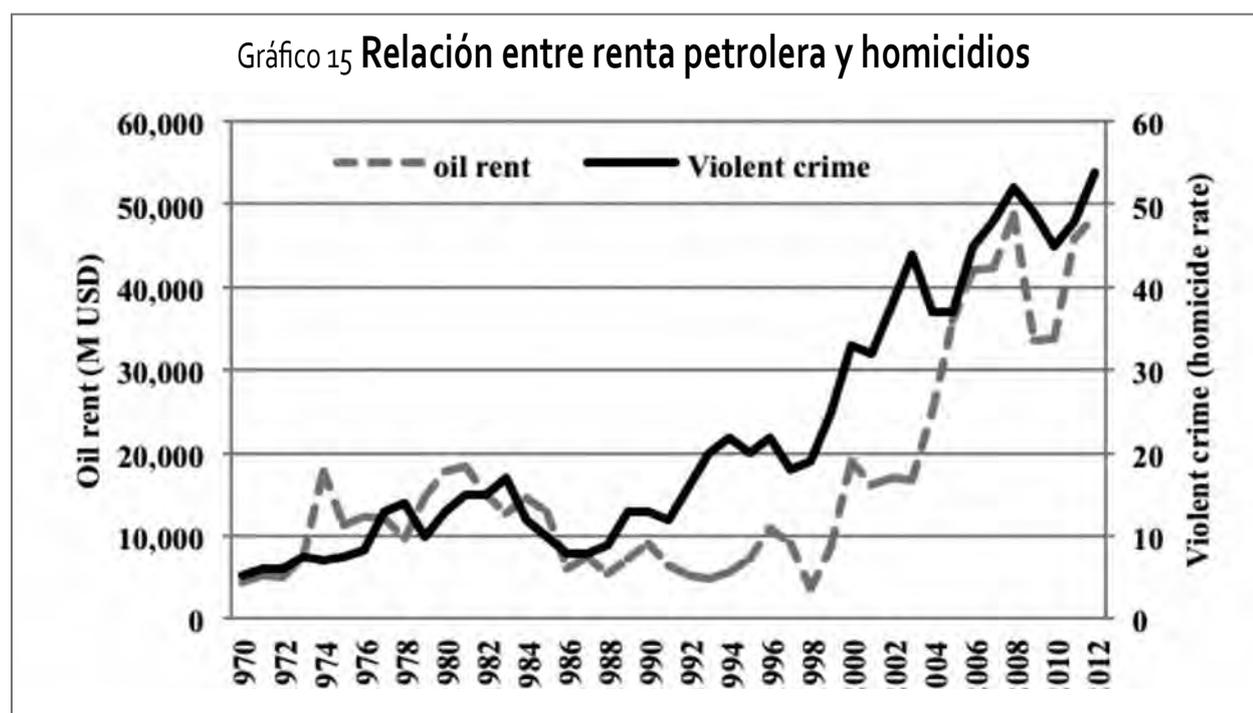
A esta pregunta parece encontrarle respuesta Antillano quien, a partir de trabajos etnográficos, explica como las políticas sociales y de redistribución parecen haber tenido un alcance limitado respecto a la inclu-

sión de las grandes mayorías excluidas; si bien han mejorado las condiciones de vida de los grupos sociales desventajados, paradójicamente, también pudieron haber provocado nuevas diferencias sociales intraclase entre aquellos que mejoran su grado de inclusión como resultado de las mismas (a partir del ingreso a la economía formal, al trabajo asalariado o el acceso a redes institucionales, asistenciales o políticas), y aquellos grupos que quedan relegados de todos esos beneficios. Existiendo entonces una distribución desigual

en el acceso a oportunidades y otras formas de capital social. Estas brechas serían intangibles para los modos convencionales de medición de la desigualdad, en tanto surgen en el interior de una misma categoría social (en la misma clase, barrio, familia, generaciones) y por no definirse únicamente por los ingresos, indicador usado para ponderar la estratificación, sino también por la distribución asimétrica de otros capitales (sociales, políticos o culturales). Se trataría entonces de nuevas desigualdades “horizontales”, dinámicas, al interior de una misma categoría social antes homogénea, que las políticas penales contribuyen a reforzar. Estas nuevas desigualdades que debilitan la cohesión y promueven la competencia por recursos y estatus al interior de las clases populares, permitiría explicar, entre otras, la violencia intraclase que ha crecido durante estos años (Antillano, 2016; 2015).

De este modo Antillano plantea que cuando el trabajo y la economía formal ya no garantizan la inclusión de las grandes mayorías, las políticas redistributivas pierden el efecto universal que pudieron tener dentro del Estado de Bienestar o de propuestas de orden socialista. Lo que se haría más evidente en economías rentistas como la venezolana (2016:133).

Sobre esta capacidad y calidad institucional de las políticas del Estado trata un trabajo reciente de Bruni y Rodríguez (2016) en el que se vincula precisamente la renta petrolera con las tasas de homicidios. Este análisis es novedoso y además estimulante para comprender el fenómeno venezolano, parte de la idea que la renta se distribuye pero a su vez desinstitucionaliza. Y esta desinstitucionalización tiene un mayor impacto sobre la violencia criminal que la reducción de la desigualdad y el desempleo. El argumento es que la ganancia de la renta petrolera está determinada por el mercado internacional del petróleo y no por procesos propios de los países productores, de esta manera ganancias inesperadas representan un aumento de oportunidades para diversas ilegalidades (de carácter penal o no), a la vez que se debilitan las capacidades institucionales y controles formales del Estado, de diversas maneras: facilitando la corrupción, mermando la gobernabilidad, entre otras... Estos temas ya los había trabajado la literatura especializada en análisis político-económicos, pero no se habían vinculado antes con las tasas de homicidio en Venezuela. Relaciones similares se han encontrado en países dependientes del petróleo



Fuente: Bruni y Rodríguez (2015)

como Irán, Nigeria y Rusia, sin embargo, en éstos la desigualdad sí tuvo una relación inversa con el delito (p.13-14). (Gráfico 15)

Aunque en el citado trabajo vinculan este fenómeno en parte con la impunidad, esta hipótesis trasciende fácilmente al mero tema del castigo de los delitos violentos, pasa por los delitos de cuello blanco, y puede llegar fácilmente a la falta de calidad y efectividad del Estado en la satisfacción institucional de los derechos y necesidades más básicas. Por lo que este planteamiento puede compatibilizarse, complementarse, con la tesis de Antillano. Si este tipo de situaciones suceden con rentas lícitas, el escenario de lo que puede ocurrir con rentas ilícitas<sup>18</sup> puede ser mucho más alarmante, sin contar que en muchas ocasiones los límites entre unas y otras se hacen difusos.

Ante estos marcos de referencia es importante problematizar estos fenómenos desde una perspectiva crítica, intentando comprender la complejidad de los mismos, así como las limitaciones que las explicaciones causales pueden tener. Por otra parte, para una comprensión de los homicidios en nuestros países no deben perderse de vista tanto la consideración de las condiciones estructurales desde lo político y lo económico, así como el funcionamiento de las propias instituciones del Sistema Penal como objeto de estudio, este es el punto que se desarrollará a continuación.

#### IV. La violencia institucional

El acceso a las cifras delictivas en general, y de homicidios comunes en particular, es difícil, y –tal como ya se ha señalado– en los casos en los que éstas son disponibles la calidad del dato no es confiable; esta situación

18 En los últimos años las rentas ilícitas se han diversificado más allá de las drogas: divisas extranjeras, contrabando de bienes de primera necesidad (alimentos, medicinas, cosméticos y productos de higiene personal), combustible (Antillano, 2016; Briceño y Camardiel, 2015), mercado inmobiliario y de la construcción, etc.

19 En Estados Unidos la calidad de los datos sobre el número de personas que la policía mata anualmente es de poca calidad; la policía mata a muchas más personas que sus pares de otros países; la discriminación racial parece ser uno de los principales factores para este tipo de victimización; los policías casi nunca

es mucho más crítica con los casos de violencia policial, especialmente con los homicidios cometidos por funcionarios de los cuerpos de seguridad. Estas dificultades no son una particularidad de Venezuela, existen en toda la región (Del Olmo, 1990; Gabaldón, 1993; Antillano, 2010; Fondevila y Meneses, 2014; Ribeiro, Borges y Cano, 2015; Ávila, 2016a, 2017) y también en países como los Estados Unidos.<sup>19</sup>

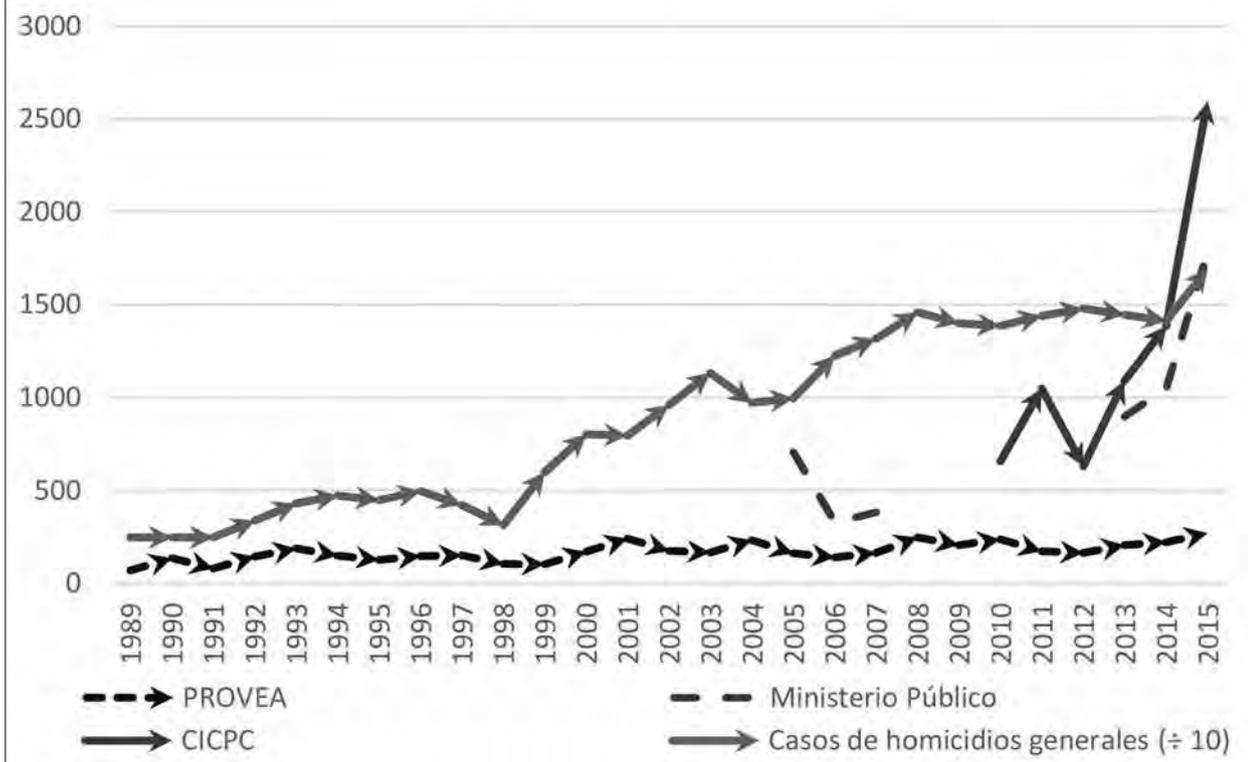
Al analizar las fuentes disponibles puede apreciarse que todas indican una tendencia al aumento de las muertes en manos de las fuerzas de seguridad del Estado<sup>20</sup>. El caso del año 2015 es emblemático, porque este tipo de muertes aumentaron en un 88% respecto al año anterior, esto se debió a la campaña de las OLP (Ávila, 2017, 2015a; 2016b; c; d) que si bien no se les puede adjudicar a las mismas la totalidad de éstas, sí se puede afirmar que la política de respaldar este tipo de operativos militarizados, sin controles legales ni institucionales, impactó directamente en el incremento abrupto de estos casos.

Y tal como se ha afirmado con anterioridad (Ávila, 2016a) estas muertes tienen relación con los homicidios en general. Desde una perspectiva interaccionista, la actuación del aparato policial y militar influye sobre la sociedad. Es decir, que la violencia institucional también tiene un impacto directo sobre la violencia social y delictiva. Tal como puede apreciarse en el gráfico siguiente, el aumento abrupto de las muertes en manos de las fuerzas de seguridad del Estado influye en el comportamiento de los homicidios; ambos fenómenos tienen, en Venezuela, una tendencia al aumento. Así por ejemplo, en el año 2015 mientras

son procesados y condenados por estos hechos (Lopez, 2016).

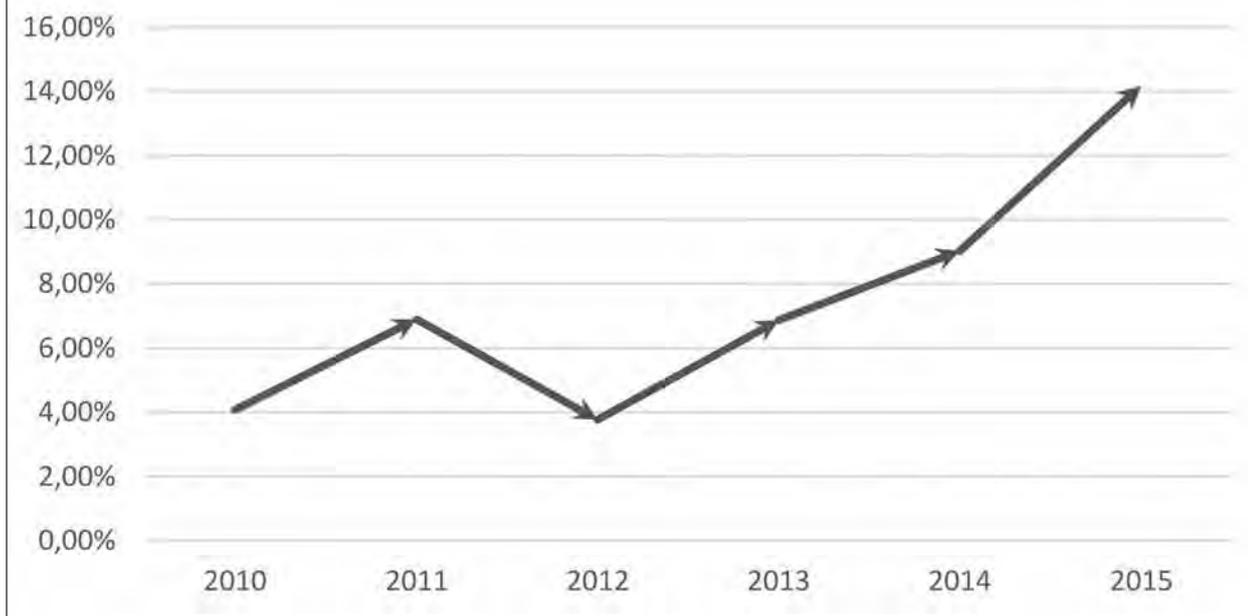
20 La única fuente que presenta una leve tendencia a la baja es la del MPPS hasta el año 2012 (Ávila, 2016a:32-33). También se observan grandes diferencias entre el MPPPS y PROVEA, así por ejemplo, los datos del MPPS de los años 2002 y 2004 superan las cifras de la ONG por más del doble. Mención especial merecen las cifras del MP cuyas cifras superan, a su vez, en más del doble a las del MPPS; mientras que las del CICPC en ocasiones pueden rebasarlas entre cuatro y hasta nueve veces.

Gráfico 16 Muertes en manos de las fuerzas de seguridad del Estado



Elaboración propia

Gráfico 17 Porcentaje que representan las muertes en manos de las fuerzas de seguridad dentro del total de homicidios



Elaboración propia

las muertes en manos de las policías aumentaron en un 88%, los homicidios lo hicieron en un 20%; creciendo la tasa 9 puntos, la más alta de los últimos 45 años. Ese mismo año las muertes en manos de las fuerzas de seguridad ocuparon el 14% del total de las cifras de homicidios en el país. (Gráfico 16 y 17)

Como se puede apreciar en el gráfico 17, el porcentaje que ocupan las muertes en manos de las fuerzas de seguridad dentro de los homicidios en Venezuela es cada vez más grande. Esta violencia institucional<sup>21</sup> no solamente impacta directamente en los homicidios en general, sino que además, se vuelca también contra los propios funcionarios de los cuerpos de seguridad del Estado<sup>22</sup>, cuya victimización por homicidios tampoco ha disminuido durante los últimos años.

### Reflexiones finales

La política social –que debe ser lo principal y más importante– no debe significar ignorar o dejar de lado los problemas securitarios, como si estos no existiesen. En la historia reciente venezolana este factor debe ser considerado. La seguridad ciudadana no estuvo en la agenda por mucho tiempo. Cuando lo estuvo se terminó diluyendo en ocasiones en el discurso de las políticas sociales. Por su parte, las políticas sociales no lograron ser efectivamente universales ni lograron la mejora estructural ni sostenible de las clases menos favorecidas. Así entonces, por mucho tiempo el enfoque sobre la cuestión securitaria se concentró retóricamente en lo social, en el tema de la inclusión, sin atender los espacios que son propiamente securitarios: las policías, el CICPC, los fiscales, los tribunales y las cárceles seguían siendo las mismas. Permanecieron inmutables a los cambios políticos e institucionales, las instituciones del Sistema Penal, que ya venían muy mal, se fueron

---

21 A las muertes aludidas, hay que sumarles el incremento de las tasas de encarcelamiento ya explicadas, así como las detenciones masivas, que durante el año 2015 producto de las OLP aumentaron un 494% respecto al año anterior; y un 144% sobre el promedio general de detenciones masivas registradas desde 1999 por PROVEA (2016). Todos estos son indicadores del incremento de la violencia institucional en el país.

convirtiendo en parcelas autónomas de poder respecto al propio Estado. Esto no es una novedad del actual gobierno, solo se agudizó durante éste. Por otra parte, en materia de legislativa se siguió la misma racionalidad de los gobiernos anteriores, aumento de penas, disminución de beneficios, extensión de conductas criminalizadas, etc. Todo esto se traduce en una expansión del Sistema Penal lo que hace que el mismo sea cada vez menos eficiente para garantizar los derechos de las personas, y por el contrario, hace que el propio sistema sea parte fundamental del problema, en especial con la promoción e implementación de dispositivos policiales militarizados, que operan con gran discrecionalidad y sin limitaciones legales ni formales.

Por otra parte, no se puede entender institucionalidad solo como aplicación del castigo, el Estado debe intervenir legítimamente en la conflictividad social de múltiples formas, de manera oportuna, racional, permanente e ininterrumpida, principalmente en la satisfacción de las necesidades básicas, y en lo mínimo necesario a través del control penal. Esto no debe asumirse necesariamente como un análisis funcionalista desde el punto de vista ideológico, que confunde el ámbito normativo con la sociedad, y el deber ser con el ser, que le teme a los cambios sociales y políticos; no, no debe asumirse así. Una cuestión es el funcionalismo como ideología y otra el método de análisis funcional que se utiliza para encontrar disfunciones, funciones manifiestas y funciones latentes, tal como lo planteaba Merton. En tal caso el concepto clave podría ser el de “integración”. Una real integración social que contiene pero trasciende en mucho a la mera aplicación del castigo y al orden normativo, que apunta más a la consolidación real y eficiente del Estado Social. ■

---

22 Estas ideas no solamente las encontramos germinalmente en la obra pionera de Del Olmo (1990) y en nuestra investigación sobre la victimización por homicidio de los funcionarios de los cuerpos de seguridad en el Área Metropolitana de Caracas (2016a), además la hemos madurado y reflexionado con el Profesor Andrés Antillano quien recientemente ha planteado el debate públicamente: <https://www.youtube.com/watch?v=PtnOZgoNOng>

Finalmente, debe tenerse en cuenta que un asunto es el momento del diseño de la política y otro es el de su implementación. Un asunto es la retórica sobre las reformas legislativas en materia policial o penal y otra el impacto real que tienen éstas sobre el sistema. La confusión permanente de ambos momentos

o dimensiones, la concentración en la fase del diseño o en el momento normativo con fines eminentemente propagandísticos, seguida del abandono de la implementación y del seguimiento de la política concreta es otro asunto que debe considerarse para futuros análisis.

## Referencias - Citas

- ANTILLANO, A. (2016) "Incluir y castigar: tensiones y paradojas de las políticas hacia los pobres en la Venezuela pos-neoliberal" En Tavares, J. / Barreira, C. *Paradoxos da segurança cidadã*, pp. 123-139. Porto Alegre: Tomo Editorial.
- ANTILLANO, A. (2015) "Tan lejos y tan cerca: Desigualdad y violencia en Venezuela" En *Espacio Abierto*, Vol. 25, N°1, pp. 37-66.
- ANTILLANO, A. (2014) "La reforma policial en la Venezuela bolivariana" En Zavaleta, J. *El laberinto de la inseguridad ciudadana: bandas criminales, seguridad de fronteras y regímenes penitenciarios en América Latina*. Buenos Aires: CLACSO, pp. 63-91.
- ANTILLANO, A. (2012) "Seguridad y política en la Venezuela bolivariana: La seguridad en el debate político venezolano entre 1998-2009" En *Espacio Abierto*, Vol. 21, N°4, pp. 701-726.
- ANTILLANO, A. (2010) "¿Qué conocemos de la violencia policial en Venezuela? Las investigaciones e hipótesis sobre el uso de la fuerza física por la policía" En *Espacio Abierto*, Vol. 19, N°2, pp. 331-345.
- ANTILLANO, A.; Pojomovsky, I.; Zubillaga, V.; Sepúlveda, C.; Hanson, R. (2015) "The Venezuelan prison: from neoliberalism to the Bolivarian revolution" En *Crime Law and Social Change*, 65, pp 195-211.
- ÁVILA, K. (2017) "Las Operaciones de Liberación del Pueblo (OLP): entre las ausencias y los excesos del sistema penal en Venezuela" *Crítica Penal y Poder*, N°12, marzo 2017, pp.:58-86. Disponible en: <http://revistes.ub.edu/index.php/CriticaPenalPoder/article/view/16878>
- ÁVILA, K. (2016a) "Funcionarios de cuerpos de seguridad víctimas de homicidio: Estudios de casos del Área Metropolitana de Caracas" En *Desafíos*, 28 (II): 17-64. Bogotá: Universidad del Rosario. Disponible en: <http://revistas.urosario.edu.co/index.php/desafios/article/view/5051/3446>
- ÁVILA, K. (2016b) *La seguridad debe tener una gobernabilidad política* (Entrevista). En: Equipo Editorial, *Supuesto Negado* (1/6/2016). Disponible en: <http://www.derechos.org.ve/2016/06/02/keymer-avila-la-seguridad-debe-tener-una-gobernabilidad-politica/?platform=hootsuite>
- ÁVILA, K. (2016c) *La OLP ha servido para mermar derechos y posicionar la lógica del enemigo* (Entrevista). En: Carrera, H. *Contrapunto* (13/3/2016). Disponible en: <http://contrapunto.com/noticia/keymer-avila-la-olp-ha-servido-para-mermar-derechos-y-posicionar-la-logica-del-enemigo-65976/>
- ÁVILA, K. (2016d) *Abatido en enfrentamiento: "Nueva forma de pena de muerte en Venezuela"* (Entrevista). En: Moreno, V. *Efecto Cocuyo* (20/2/2016). Disponible en: <http://efectococuyo.com/principales/abatido-en-enfrentamiento-nueva-forma-de-la-pena-de-muerte-en-venezuela>
- ÁVILA, K. (2015a) *Si sacas el Ejército a la calle estás matando al modelo policial* (Entrevista). En: Prieto, H. *Contrapunto* (20/09/2015). Disponible en: <http://www.contrapunto.com/noticia/keymer-avila-si-sacas-el-ejercito-a-la-calle-estas-matando-al-modelo-policial/>
- ÁVILA, K. (2015b) "Seguridad Ciudadana y Seguridad Nacional: La lucha por el control de las manifestaciones y del orden público en Venezuela" En *Libro Homenaje a la Academia de Ciencias Políticas y Sociales en el centenario de su fundación 1915-2015*. Tomo I. Caracas: Academia de Ciencias Políticas y Sociales.
- ÁVILA, K. (2014) "Prevenir o investigar: el órgano de investigaciones en Venezuela". En *URVIO, Revista Latinoamericana de Estudios de Seguridad*, N°15, diciembre 2014, pp.: 85-97. Ecuador: FLACSO y Red latinoamericana de Seguridad y Delincuencia Organizada (RELAEDOR). Disponible en: <http://revistas.flacsoandes.edu.ec/urvio/article/view/1590/1255>
- ÁVILA, K. (2012) "La instrumentalización del delito: política, empresas de comunicación e inseguridad. Sobre cómo la inseguridad logró posicionarse en el primer lugar de la agenda pública en Venezuela." En *Crítica Penal y Poder* del OSPH de la UB, 2012, N°2, marzo, pp.36-64, España. Disponible en: <http://revistes.ub.edu/index.php/CriticaPenalPoder/issue/view/213>
- ÁVILA, K. (2010) *De los delitos y las penas funcionales: crimen, castigo y prevención general positiva en Bronislaw Malinowski. Una aproximación a la influencia del funcionalismo en las ciencias penales*. España: Tesis del Master Oficial en Criminología y Sociología Jurídico Penal de la Universitat de Barcelona, Facultad de Dret.
- ÁVILA, K. (2007) "Aproximación al estudio de la pena desde una perspectiva crítica." En *Capítulo Criminológico*, Vol.35, N°1: 5-44. Venezuela: Instituto de Criminología Lolita Aniyar de Castro, LUZ. Disponible en: <http://produccioncientificaluz.org/index.php/capitulo/article/view/5190/5180>
- BARATTA, A. (1998) *Criminología Crítica y Crítica del Derecho Penal*. 5ta ed. México: Siglo XXI editores.
- BARATTA, A. (1997) "Política criminal: entre la política de seguridad y la política social." *Delito y Seguridad de los Habitantes*. México: Editorial Siglo XXI, ILANUD y Comisión Europea.
- BECKER, H. (1971) *Los Extraños. Sociología de la Desviación*. Buenos Aires: Editorial Tiempo Contemporáneo.
- BERGALLI, R. (coord. y col.) (2003) *Sistema penal y problemas sociales*. Valencia: Tirant lo Blanch.

- BERGALLI, R./ Bustos R./ Miralles T. (1983) *El pensamiento criminológico I. Un análisis crítico*. Bogotá: Temis.
- BERNAL, F. (2015, marzo 11) *57 funcionarios fueron destituidos por extorsión y secuestro*. Recuperado de <http://globovision.com/bernal-57-funcionarios-fueron-destituidos-por-extorsion-y-secuestro/> ; (2015, abril 30) Bernal sale de la comisión de reforma policial, asume el ministro González. Recuperado de <http://www.panorama.com.ve/sucesos/Bernal-sale-de-la-comision-de-reforma-policial-asume-el-ministro-Gonzalez-20150430-0060.html>
- BIRKBECK, C. (2001) "El "empresario moral" venezolano: crítica social e identidad durante la segunda mitad del siglo XX" En *Espacio Abierto*, Vol.10, N°3, pp. 373-405.
- BRICEÑO, R. (2012a) "Los ciclos de la violencia y la democracia en Venezuela" *Tribuna del Investigador*, Volumen 13, N°1-2. Disponible en: <http://www.tribunadelinvestigador.com/ediciones/2012/1-2/art-4/#>
- BRICEÑO, R. (2012b) "La comprensión de los Homicidios en América Latina: ¿Pobreza o Institucionalidad?" *Revista Ciencia & Salud de Colectiva*, 17 (12), 3159-3170.
- BRICEÑO, R. (2012c) *Citizen Insecurity in Venezuela: Poverty or Institutions?* Presentación del 30 de mayo de 2012 en el Woodrow Wilson International Center for Scholars. Washington. Disponible en: <https://www.wilsoncenter.org/event/citizen-security-venezuela>
- BRICEÑO, R. (2009) "Venezuela en un mundo de violencia globalizada", en Briceño, R.; Ávila, O.; Camardiel A. *Inseguridad y violencia en Venezuela*. Informe 2008. Caracas, LACSO, pp. 15-43.
- BRICEÑO, R. y Camardiel, A. (2015) *Delito organizado, mercados ilegales y democracia en Venezuela*. Caracas: Editorial Alfa-LACSO.
- BRICEÑO, R.; Ávila, O; Camardiel, A. (2012) *Violencia e institucionalidad. Informe del Observatorio Venezolano de Violencia 2012*. Caracas: Editorial Alfa.
- BRICEÑO, R.; Camardiel, A.; Ávila, O.; De Armas, E.; Zubillaga, V. (1997) "La cultura emergente de la violencia en Caracas". En *Revista venezolana de Economía y Ciencias Sociales*. Vol 3, N° 2-3. Venezuela: UCV.
- BRUNI CELLI, J.; Rodríguez, J. (2016) *The economics of violent crime in Venezuela*. Manuscrito no publicado, IESA, Caracas, Venezuela.
- Chacón, A. (2013) "Muertes ocasionadas por el uso de armas de fuego (MPPS)" En *Sentido e impacto del uso de armas de fuego en Venezuela*. Comisión Presidencial para el Control de Armas y Desarme y Universidad Nacional Experimental de la Seguridad.
- CHRISTIE, N. (1984) *Los límites del dolor*. México: Fondo de Cultura económica.
- Comisión Nacional para la Reforma Policial – Instituto Nacional de Estadística (2006) *Encuesta Nacional de Victimización y Percepción Policial 2006*. Caracas.
- Consejo Superior Penitenciario (2011) *Diagnóstico sociodemográfico de la población penitenciaria de la República Bolivariana de Venezuela 2010-2011*. Caracas: Ministerio del Poder Popular para Relaciones Interiores y Justicia.
- Consultores 21 (2010) *Encuesta ubica la inseguridad como el principal problema del país*. Venezuela: Informe21.com. Disponible en: <http://informe21.com/consultores-21/consultores-21-encuesta-ubica-inseguridad-principal-problema-del-pais>
- Datanalisis (2014) *Encuesta Nacional Ómnibus*. Disponible en: <http://es.scribd.com/doc/243596912/Omnibus-Septiembre-2014-pdf>
- DEL OLMO, R. (1990) "Violencia policial en las calles de Caracas" En *Segunda Ruptura Criminológica*. Caracas: Consejo de Desarrollo Científico y Humanístico (CDCH), ICP, Facultad de Ciencias Jurídicas y Políticas, UCV, pp. 217-239.
- DURKHEIM, E. (1897) *El Suicidio. Estudio de Sociología*. Madrid: Editorial Reus (S.A.), 1928. Traducción y estudio preliminar de Ruíz-Funes, M.
- FERNÁNDEZ, P. y Tabares, E. (2013) "Homicidios en Venezuela (CI-CPC)" En *Sentido e impacto del uso de armas de fuego en Venezuela*. Comisión Presidencial para el Control de Armas y Desarme y Universidad Nacional Experimental de la Seguridad.
- FONDEVILLA, G. y MENESES, R. (2014) "The Problems and Promises of Research on Deaths Due to Legal Intervention in Latin America" *Homicide Studies*, pp. 1-14.
- Gabaldón, L. (1993) "Policía, incertidumbre y violencia en América Latina: una alternativa al modelo del Estado autoritario" En *Derecho Penal y Criminología*, XV, 51, septiembre-diciembre, pp. 193-210.
- GONZÁLEZ, J. (2016) *Papeles de trabajo de la línea de investigación: "Caracterización del delito en Venezuela. Indicadores para rastrear posibles cambios"*. Caracas: Mimeo.
- HULSMAN, L. (1989) "La criminología crítica y concepto de delito" En *AAVV Abolicionismo penal*. Argentina: EDIAR. Traducción: Ciafardini, M.; Bondanza, M.
- Instituto Nacional de Estadística – Vicepresidencia de la República (2010) *Encuesta Nacional de Victimización y Percepción de Seguridad Ciudadana 2009 (ENVPSC-2009)*. Documento Técnico. Caracas.
- IVAD (2015) *Gestión de gobierno y coyuntura política. Estudio Nacional. Del 08 al 16 de agosto de 2015*. Venezuela. Disponible en: <http://doctorpolitico.com/wp-content/uploads/2015/08/IVAD-Agosto-2015.pdf>
- Keller & Asociados (2012) *Venezolanos identifican la inseguridad como el problema más importante*. Venezuela: El Impulso.com. Disponible en: <http://elimpulso.com/articulo/keller-asociados-venezolanos-identifican-la-inseguridad-como-el-problema-mas-importante#.UuwAtqApfIU>
- KITSUSE, J. / Cicourel, A. (1963) "A Note on the Uses of Official Statistics", *Social Problems*.
- KRONICK, D. (2016) *Cómo contar nuestros muertos*. Prodavinci. Disponible en: <http://prodavinci.com/2016/07/01/actualidad/como-contar-nuestros-muertos-por-dorothy-kronick/>
- KRONICK, D. (2014) *¿Será que la tasa de homicidios de Venezuela alcanzó su pico en 2008?*. In *Sight Crime*. Disponible en: <http://es.insightcrime.org/analisis/sera-que-la-tasa-de-homicidios-de-venezuela-alcanzo-su-pico-en-2008>
- Latinobarómetro (2013) *Informe 2013*. Chile: Corporación Latinobarómetro. Disponible en: [http://www.latinobarometro.org/documentos/LATBD\\_INFORME\\_LB\\_2013.pdf](http://www.latinobarometro.org/documentos/LATBD_INFORME_LB_2013.pdf)
- LEA, J. y Young, J. (1993) [2001] *¿Qué hacer con la ley y el orden?*. Buenos Aires: Editores Del Puerto.
- LOPEZ, G. (2016, julio 18) *Anti-police violence is a horrific byproduct of a long history of broken trust*. Vox. Disponible en: <http://www.vox.com/2016/7/18/12210510/anti-police-violence-trust>

- LÓPEZ, M. (2005) *Del viernes negro al referendo revocatorio*. Venezuela: Alfa Grupo Editorial.
- LUGO, A. (2016, abril 13) *OVP: Detenidos en calabozos policiales utilizan botellas como urinarios y duermen en "aéreos"*. Runrunes. Disponible en: <http://runrun.es/rr-es-plus/257068/ovp-detenido-de-calabozos-policiales-utilizan-botellas-como-urinarios-y-duermen-en-aereos.html>
- MERTON, R. (1938) *Estructura Social y Anomia*. México: Fondo de Cultura Económica, 1980, pp. 209-239.
- Ministerio Público (2016) *Informe Anual 2015 a la Asamblea Nacional*. Venezuela. Disponible en: [http://www.ministeriopublico.gob.ve/c/document\\_library/get\\_file?uuid=010ba734-247c-4da1-859f-1ae55772d7b5&groupId=10136](http://www.ministeriopublico.gob.ve/c/document_library/get_file?uuid=010ba734-247c-4da1-859f-1ae55772d7b5&groupId=10136)
- Oficina de las Naciones Unidas Contra La Droga y el Delito (ONUDD) (2013) *Global Study on Homicide 2013. Trends, contexts, data*. Viena: ONUDD.
- Organización Mundial de la Salud (OMS) (2016) *Informe sobre la situación de la prevención de la violencia en la Región de las Américas, 2014*. Washington: OPS y OMS.
- OVV (2016) *¿Descontando muertos?* Venezuela. Disponible en: <http://observatoriodeviolencia.org.ve/descontando-muertos-el-ovv-responde/>
- PROVEA (1989-2016) *Informes Anuales*. Venezuela.
- Programa Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD) (2013) *Informe Regional de Desarrollo Humano (IDH) 2013-2014*. Nueva York: PNUD.
- República Bolivariana de Venezuela (2005) *Código Penal*. Venezuela: Gaceta Oficial del 13 de abril de 2005 N°5.768 Extraordinario.
- REY, J. (2003) "Esplendores y miserias de los partidos políticos en la historia del pensamiento venezolano." En *Boletín de la Academia Nacional de la Historia*, N°343. Venezuela.
- RIBEIRO, E., BORGES, D. y CANO, I. (2015) *Calidad de los Datos de Homicidio en América Latina*. Brasil: Laboratorio de Análisis de la Violencia - Universidad do Estado do Rio de Janeiro.
- ROSALES, E. (2012) *El sistema penal venezolano contemporáneo. Tendencias y propuestas*. Caracas: UNES.
- SAAB, T. (2016, mayo 19) *Defensor asegura que casi 23 mil personas están en calabozos policiales*. Globovisión. Disponible en: <http://globovision.com/article/defensor-asegura-que-casi-23-mil-personas-estan-en-calabozos-policiales>
- SANJUÁN, A. (2013) *La crítica situación de seguridad ciudadana en Venezuela: características, causalidades, políticas y desafíos*, en Carlos Basombrio (editor) *¿A dónde vamos? Análisis de políticas públicas de seguridad ciudadana en América Latina*. Washington, Wilson Center, pp. 297-347.
- SANJUÁN, A. (2012) *Seguridad ciudadana en Venezuela*. Washington: Woodrow Wilson International Center for Scholars. Disponible en: <http://wilsoncenter.org/event/citizen-security-venezuela>
- SANJUÁN, A. (2008) "La revolución bolivariana en riesgo, la democratización social en cuestión. La violencia social y la criminalidad en Venezuela entre 1998-2008". En *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*. Vol.14, N°3, septiembre-diciembre, pp.145-173.
- SANJUÁN, A. (2003) "Dinámicas de la violencia en Venezuela: tensiones y desafíos para la consolidación de la democracia". En Lilian Bobea: *Entre el crimen y el castigo. Seguridad ciudadana y control democrático en América Latina y el Caribe*. Venezuela: Nueva Sociedad, FLACSO y Woodrow Wilson International Center for Scholars.
- SANJUÁN, A. (1997) "La criminalidad en Caracas". En *Revista Venezolana de Economía y Ciencias Sociales*. Vol.3 N° 2-3. Venezuela: UCV.
- TULCHIN, J./ GARIG, F. (2003) "Introducción." En *Entre el crimen y el castigo. Seguridad ciudadana y control democrático en América Latina y el Caribe*. Venezuela: FLACSO, Woodrow Wilson International Center for Sholars y Nueva Sociedad
- VV.AA. (2015) *Protocolo de Bogotá sobre calidad de datos de homicidio en América Latina y el Caribe*. Bogotá: Open Society Foundations, Laboratorio de Análisis de la Violencia - Universidad do Estado do Rio de Janeiro, Cámara de Comercio de Bogotá, fiscalía General de la Nación, Ministerio de Justicia de Colombia.
- YOUNG, J. (1975) "Criminología de la clase obrera". En Taylor, I., Walton, P. y Young, J. (1985) *Criminología crítica*. Tercera edición. México, España, Argentina, Colombia: Siglo XXI editores.
- ZAFFARONI, E./ Alagia, A./ Slokar, A. (2007) *Manual de Derecho Penal. Parte General*. Segunda edición, primera reimpresión. EDIAR, Buenos Aires, Argentina.
- ZAFFARONI, E. (1998) *En busca de las penas perdidas. Deslegitimación y Dogmática Jurídico-Penal*. Argentina: EDIAR.

# V

## Falacia en las estadísticas de homicidio en México 2007-2012

Arturo ARANGO DURÁN\*  
Martín GABRIEL BARRÓN CRUZ\*\*

### Resumen

El trabajo analiza la problemática de las estadísticas de homicidio. La decisión de Felipe Calderón (2006-2012) de emprender la «*lucha contra el narcotráfico*» provocó un incremento en el número de homicidios. El resultado fue más de 121 homicidios dolosos. Sin embargo, la construcción de las estadísticas nos muestra severas deficiencias por parte de las instituciones responsables de su elaboración. La falaz información es inadecuada para entender, no sólo el homicidio, vinculado a la delincuencia organizada o no, sino en general con toda la estadística de seguridad pública.

**Palabras clave:** homicidio, inseguridad, violencia, narcotráfico, estadística.

### Abstrac

During the administration of Felipe Calderón (2006-2012), the increase in intentional homicides was evident. His administration had to devise a strategy, in order to legitimize his rise to power and achieve his legitimization in the face of Mexican society. The solution was to choose public security as the main item on the political agenda. Thus, ever since the inauguration of Calderón (1-12-06), the fight against organized crime and, more specifically, against what is called drug trafficking was implemented as the principal and the sole strategy of government. The military presence in different security activities was reinforced, to achieve success in this fight. So, the armed forces (FAS) were turned into the principal agents in the "war" against drug-trafficking, moving the police force to one side. In addition, the numbers of federal police were increased from around six thousand to thirty-five thousand by the end of his six-year period in office.

The government of Calderón justified violence as the only method for the solution of problems: under the old belief that the end justifies the means, that violence is the best, if not the only means of conflict resolution and that it is only force that may be trusted to achieve political ends. But the result of the fight against "drug-trafficking" provoked greater violence within criminal organizations and in their confrontations with the authorities. In addition, there were countless "collateral" victims, as the citizens were called who were neither criminals nor authorities. This euphemism implies that citizens are not seen as such by the authorities. They are simply "human remains" who can be by-passed with impunity. Rather than defending its citizens, the State now even deprives them of their lives, in exchange for and under the argument of seeking a solution to a greater problem.

In this way, the 'war against drug-trafficking' provoked the "cockroach" effect, not only in the national setting, but in the globalization of the business. The explanation is that "like cockroaches,

\* Especialista en Estadística de Seguridad Pública; Miembro del Comité Técnico de la Cátedra Eurocop y editor de la revista CrimiPol.

\*\* Profesor-Investigador INACIPE y miembro del SNI-I.

drug-trafficking is a transnational plague that recognizes no frontiers and is not selective when infesting. When trying to stamp them out, they run in different directions to avoid extermination, they find new nests, they hide and they reproduce in their lairs to infest new areas." The "war" was costly in terms of the number of people who lost their life and drained the economy of the country. As a result of the war, the National Institute of Statistics and Geography made it known, at the end of July 2013, that the total number of deaths during the six-year period of office of Calderón amounted to 121,683. A figure to which the number of disappeared may also be added. Throughout the six-year period of office, there were seizures, never-ending detentions, captures and deaths of notable drug barons; but, they are irrelevant when placed alongside the growth of violence, fear, insecurity and corruption.

Criticism of the 'strategy' of the Federal government arises from various factors, in principle a 'general plan' of actions would have had to be prepared and then implemented –known in military terms, as a tactic–; one that is based on foresight while the second is operative; the latter under the logic that the FAS are now directly responsible for the war on drug cartels, in terms of both planning and action.

**Keywords:** Homicide statistics, homicides in Mexico, violent deaths in Mexico.

### Presentación

Cuando se redactaba este trabajo surgió, en México, la polémica respecto de las estadísticas (2015) en torno a la pobreza. Lo grave del asunto es que las discrepancias surgen en dos entidades gubernamentales: el Instituto Nacional de Estadística y Geografía (INEGI) y el Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social (CONEVAL). La razón fundamental fue la diferencia en la disminución de un 10% de la pobreza que señala el INEGI, dato con el cual el CONEVAL no está de acuerdo. Incluso CONEVAL acusa al INEGI de falta de transparencia al modificar la me-

todología empleada para la medición de la pobreza. La diferencia metodológica provocó que ambas instituciones no publiquen los resultados sobre pobreza.

Este no es un asunto menor. Demuestra que dentro de las instancias responsables de las estadísticas del país, en sus diversas temáticas, no hay uniformidad. Es muy frecuente encontrar divergencias, de distinto orden y naturaleza, en las cifras. Esto es lo que el presente trabajo pretende demostrar, que las estadísticas en homicidio presentan severas deficiencias, sobre todo para el sexenio 2007-2012.

Durante la administración de Felipe Calderón Hinojosa (2006-2012) «Haiga sido como haiga sido»<sup>1</sup> (Calderón, 2012) el interés por el estudio de los homicidios se incrementó. La razón fue el empecinamiento del Ejecutivo federal por guiar su política sexenal bajo la égida de lucha contra el «narcotráfico» (Astorga, 2015 y Pérez, 2015). Aunque el ex presidente en una especie de auto justificación –en su libro de ciencia ficción– señala que el «primer eje del Plan Nacional de Desarrollo, fue proveer seguridad a las familias mexicanas. Lo subrayo además porque de manera equivocada se dice que la prioridad del gobierno fue el combate a las drogas. La prioridad fue la seguridad, no el combate al narcotráfico» (Calderón, 2014) Pero, utilizando su propia expresión «haiga sido como haiga sido» el resultado palpable, visible, obvio e inocultable, de la gestión calderonista, fue que se vivió un clima de extrema violencia en algunas regiones del país. Así, «desde enero de 2007 hasta junio de 2012 este "tsunami" había dejado un saldo de aproximadamente 60 mil muertes ligadas con el crimen organizado» (Guerrero, 2016: 66)

La prueba más contundente fue que durante esos seis años de gobierno se registraron, según el INEGI: 121.683 homicidios; muchos de ellos fueron parte del saldo de la «narcoguerra» (Núñez, 2012; Favela, 2012 e Illades y Santiago, 2014) El incremento en el número de casos provocó que se haya constituido en

<sup>1</sup> Frase que usó Felipe Calderón en 2009 para referirse al triunfo electoral que lo llevó a ser Presidente de la República.

centro de preocupación social, al considerarlos como la máxima expresión de la inseguridad. Por lo que en una de las primeras evaluaciones, presentada por la administración de Enrique Peña (2013-2018), consideraba que «desde 2008, el fenómeno de la violencia en México se ha posicionado como un tema prioritario tanto en la agenda pública como en la percepción de la ciudadanía (...) entre los factores que más han influido en el incremento de la violencia en nuestro país, destacan las disputas en y entre organizaciones criminales dedicadas al narcotráfico» (Bases, 2013:17). A pesar de lo anterior no existen estudios sistematizados en torno al fenómeno de homicidio (ni criminológico y menos aún el Victimológico). La información con que se cuenta es muy pobre para realizar comparaciones.

Así, el escenario de violencia y muerte permitió la generación de una extensísima literatura (artículos, libros, ensayos, tesis, novelas) nacional e internacional en torno al tema los homicidios (Hernández y Narro, 2010; González, Vega, Cabrera y Muñoz, 2012; Carreón y de la Cruz, 2012; Dávila y Prado, 2013; Reyes, Hernández y Moslares, 2015; Hernández, 2015).

Un ejemplo de ellos se encuentra en los artículos publicados por la revista Nexos, aunque no son los únicos, durante varios momentos donde podemos encontrar una serie de análisis, entre ellos: "*Homicidios 1990-2007*" (Escalante, 2009); "*Homicidios 2008-2009: La Muerte Tiene Permiso*" (Escalante, 2011); "*¡Exijo una Explicación! (¿PLOPI!)*" (Lomnitz, 2011); "*El Crimen no es el Problema*" (Magaloni, 2011); "*¿Algo que no Sepamos? Casi Todo*" (Azuela, 2011); "*Los Homicidios y la Violencia del Crimen Organizado*" (Poiré, 2011); "*Más armas, más delitos, más homicidios*" (Pé-

rez y Weigend, 2013); "*Trayectorias de violencia. Homicidios 2008-2014*" (Berber, 2016). Lo anterior es una muestra del crecimiento biblio-hemerográfico que existe en torno al tema de los homicidios en México.

Un punto esencial a destacar, de los artículos citados, es la inquietud y preocupación manifiesta por los autores de contar con información estadística confiable. Este tema se convierte en la parte nodal del presente análisis. La razón es de trascendental importancia diferenciar los homicidios vinculados a la delincuencia organizada –entendiendo por estos aquellos vinculados a alguna actividad vinculada al narcotráfico–,<sup>2</sup> con el resto de los que se suscitan. (Ley, 2016) La razón es que el rostro más evidente de la violencia, en México, proviene de la lucha por el mercado de la droga. Así se gestaron informes como el *Amérique Latine Political Outlook 2008*, donde se expresaba «la guerra entre los cárteles mexicanos y contra las fuerzas del orden (...) alcanzó niveles sin precedente (...la cual) produjo cerca de 5.000 víctimas (cifra superior a las 2.700 de 2007). A tal dato hay que sumar el centenar (...de personas que sufrieron) «levantón» (rapto o secuestro), de robo con violencia y de homicidios sin nexo directo con tráfico de droga» (Recondo, 2009:7-8). Los números eran incluso menores a los suministrados por las autoridades, quienes sostenían que en 2008 se ejecutaron poco más de 5.376 homicidios afines al narcotráfico, ello equivalía a un incremento del 117%, respecto a los 2.477 efectuados en 2007; otras fuentes (esencialmente las periodísticas) denunciaron que hubo 6.300. (Rubido, 2008).<sup>3</sup> Como es visible las cifras no eran iguales en número, pero sí relativamente cercanas: la razón estriba en la fuente que se consulta.

2 De acuerdo a la legislación mexicana se debe entender por delincuencia organizada: cuando tres o más personas acuerden organizarse o se organicen para realizar, en forma permanente o reiterada, conductas que por sí o unidas a otras, tienen como fin o resultado cometer alguno o algunos de los delitos" siguientes, conforme a la reforma más reciente: terrorismo (financiamiento, internacional), contra la salud, falsificación, uso de moneda falsificada, operaciones con recursos de procedencia ilícita, derechos de autor, acopio

y tráfico de armas, tráfico de personas, tráfico de órganos, delitos contra la salud en su modalidad de narcomenudeo, asalto, secuestro, tráfico de menores, robo de vehículos, delitos en materia de trata de personas, contrabando y su equiparable, así como todos aquellos que tienen que ver con los hidrocarburos.

3 El total de delitos registrados fue de un millón 571 mil, lo que representó un incremento del 8.5% para el mismo periodo del año anterior.

Pero, no se trata de tener información estadística por sí, es decir acumulación o suma de datos. Lo que se discute es la confiabilidad de la información. En este punto, al menos en México, las autoridades gubernamentales no cuentan con información que se pueda considerar al menos como indudable, sea respecto a los homicidios relacionados con «*delincuencia organizada*» o de la violencia derivada del «*narcotráfico*», en cualquiera de sus manifestaciones, o bien con todos los aspectos conexos a la delincuencia en general sea del fuero común o del fuero federal. La arrogancia gubernamental les lleva a conferir a su información «oficial» veracidad absoluta; por tanto, los datos son irrefutables. Es decir, jamás cuestiona la confiabilidad de sus cifras.

Sin embargo, hay severas dudas sobre la calidad de la estadística, que los diversos organismos gubernamentales, hacen del conocimiento público. Dentro de algunas razones se pueden señalar errores conceptuales, subregistro, duplicidad o manipulación de datos con fines políticos. En este sentido, es muy útil recordar que «no hay estudio exploratorio o revisión de literatura sobre criminalidad, violencia y políticas de control en América Latina que no empiece o termine subrayando las innumerables deficiencias en las bases de información sobre criminalidad y violencia. Esta es una grave situación que compromete seriamente los estudios realizados y las políticas, programas y proyectos de políticas de seguridad que han sido diseñados en base a este conocimiento. El desafío que enfrentamos actualmente en lo que concierne a estudios criminológicos en Latinoamérica se refiere justamente a las bases de información necesarias para que se pueda avanzar en el alcance de las propuestas empíricas, así como para efectuar pruebas de teoría más sofisticadas. Sin este conocimiento no tendremos acción efectiva y consecuente (...en un informe del Banco Mundial (... se indicaba) que los «datos son groseramente inadecuados. Las razones incluyen problemas graves de subregistro de víctimas, falta de levantamientos sistemáticos de datos y deficiencias de las agencias de estadísticas para in-

formar el crimen y la violencia. Así, la primera prioridad en la agenda emergente para tratar el problema en la región es la necesidad de incrementar la base de conocimientos sobre la naturaleza, extensión y evolución de esa patología» (Beato, 2005:6).

Es decir, mientras que la autoridad no admita su «*ignorancia*» y aporte realmente datos confiables mediante el desarrollo de «*programas de investigación*» criminológica, entre otros, se continuarán realizando diagnósticos con cifras aproximadas o, en ocasiones, estudios alejados de la realidad. Cabe señalar que la información inadecuada, no es privativa solo de los homicidios presuntamente relacionados con la delincuencia organizada, sino de toda la estadística que versa sobre seguridad pública en los distintos ámbitos de gobierno. A pesar de ello, tal como sostenía Cueto, «hemos visto conclusiones basadas en números estadísticos formados fantásticamente» y con ellas se han hecho «conjeturas con tendencia de dogma» (Cueto, 1928:37-38).

### **El espectáculo de la violencia**

La impresión en torno a la situación de (in) seguridad en México es que «comenzó a deteriorarse en 2005 y se agudiza en 2008, cuando la violencia de drogas asesinatos relacionados con más del doble de 2.275 en 2007 a 6.290 en 2008. El motor que impulsó la disminución de la seguridad es el comercio de drogas ilícitas (...) si bien México ha experimentado varios picos ocasionales en la violencia del narcotráfico en las últimas dos décadas, pero el repunte actual es diferente a los anteriores episodios de violencia asociada a las drogas. En primer lugar, los cárteles de la droga atacan deliberadamente a las fuerzas no sólo de policía, porque las fuerzas del orden centran sus esfuerzos en la aplicación de la ley sobre los cárteles como nunca antes. En segundo lugar, la violencia es más pública lo cual provoca que los ciudadanos queden en ocasiones atrapados en las balaceras entre los cárteles o entre los cárteles y la policía o militares. Tercero los cárteles tienen acceso a armas cada vez más sofisticadas (en su mayoría de contrabando desde los Estados Unidos)

y cuentan con la protección y apoyo de elementos de las fuerzas de operaciones especiales, tales como los Zetas y kaibiles. Así, particularmente la situación de seguridad en el norte de México se ha deteriorado de manera tan precipitada que el gobierno del presidente Felipe Calderón ha desplegado más de 40.000 soldados para la combatir los cárteles de la droga y poner orden en las áreas que están dominadas por los mismos» (Gereben, Bahney Riley, 2009: XIV).

Parte de ese escenario se puede describir de la siguiente forma: «las cifras de pérdida de vidas humanas son abrumadoras. En 2008, el promedio diario de ejecutados a nivel nacional fue de 13.4, más del cien por ciento respecto a 2007 (6.2) y a 2006 (5.8). En algunos estados del país, como Chihuahua, el promedio de ejecutados en 2007 y 2008 creció más de 10 veces. En Baja California y Estado de México, se triplicó de 2007 a 2008. Las estimaciones de ejecutados para 2008 por cada 100 mil habitantes en las ciudades y los estados más violentos del país son muy altas, incluso a nivel internacional. En Ciudad Juárez hubo 82 ejecutados por cada 100 mil habitantes, en Culiacán 47 y en Tijuana 31. A nivel estatal, Chihuahua cerró el año con 49 ejecutados por cada 100 mil habitantes, Sinaloa con 25 y Baja California con 19. En números absolutos, los 10 estados más violentos de México fueron Chihuahua, Sinaloa, Baja California, Estado de México, Durango, Guerrero, Michoacán, Sonora, Jalisco y Tamaulipas. De diciembre de 2006 a junio de 2008, alrededor del 35% de las ejecuciones tuvieron lugar en los siguientes 10 municipios: Ciudad Juárez, Culiacán, Tijuana, Chihuahua, Acapulco, Durango, Morelia, Navolato, Reynosa y Torreón. Alrededor del 80% de las ejecuciones se registraron en 200 municipios (8.2% del total). Como se desprende de los datos anteriores, la violencia vinculada al crimen se concentra en ciudades fronterizas y cercanas a puertos de embarque, y posee una tendencia a la alza. En conjunto, los funcionarios públicos ejecutados (incluidos policías y militares) durante el mismo periodo ascienden a alrededor del 14% del total. En este grupo figuran las ejecuciones de policías (11.4%

del total) y las de militares (1%). Los ex policías ejecutados representan el 1.6% del total y los ex militares apenas el 0.2%. El 11% de quienes son ejecutados son objeto de tortura antes de morir; en el 4.6% de los cadáveres se colocan mensajes; y el 1.9% de los ejecutados son decapitados. La edad promedio de las personas que son ejecutadas es de 33 años y alrededor del 80% de los ejecutados tiene entre 14 y 42 años de edad. Sólo el 6.2% de los ejecutados son mujeres» (Guerrero, 2009:35-39).

A su vez según la opinión de la Comisión Nacional de los Derechos Humanos (CNDH) señalaba que «con relación a los delitos de alto impacto, entre enero de 2006 al 1 diciembre de 2008, se reportaron más de 10.500 ejecuciones atribuidas al crimen organizado; solamente de enero a diciembre de este año, esta Comisión Nacional registró 5.585 homicidios encabezando la lista el Estado de Chihuahua con más de 1.878, en segundo lugar Sinaloa con 853, y Baja California en tercer lugar con 535 ejecutados; ahora bien de dicho número más de 86% son particulares, 12 % servidores públicos y 2% menores de edad, siendo noviembre el mes en que más ejecuciones hubieron en el país. Cabe destacar que la violencia con la que se han cometido varias de las ejecuciones, cada vez más atemorizan a la sociedad ya que, por ejemplo, el caso de los 11 decapitados encontrados en el estado de Yucatán, en agosto de 2008, aunado a las demás decapitaciones en el país, han provocado una fuerte reacción de repudio por la andanada de violencia» (Informe, 2008).

La visión que se presenta en las líneas anteriores da una idea del clima de violencia que se vivió en México durante esos años. Todos coinciden en que el número de homicidios se incrementó, como resultado de la disputa entre los diversos «cárteles» de la droga y la «lucha» que emprendió el gobierno en contra de los mismos.

### **Datos oficiales y no oficiales**

Durante la administración del «haiga sido como haiga sido», no sólo los investigadores universitarios se dedicaron a recabar información, también lo hicieron los medios de comunicación que vertieron día con día in-

formación sobre la violencia homicida en el país (Arellano y Bernal, 2014). Lo cual provocó discrepancias enormes en torno al número de homicidios en el país.

#### a) Datos periodísticos

La tendencia, proyección y cálculo para 2009 indicaba que se rebasarían por algunos cientos de homicidios, es decir que habría un aumento considerable con respecto a las cifras del 2008; el recuento final correspondiente a 2009 según algunos diarios de circulación nacional fueron los siguientes:

Año	Diario	Total
2009	Reforma	6.576
	El Universal	7.724
	Milenio	8.281

Los datos varían de forma drástica pues la diferencia entre la cifra más alta con respecto a la más baja es de 1.705 casos; entre la media y la baja es de 1.148 homicidios –más allá de tales cifras faltaba agregar el número de ejecutados que las autoridades reconocieran– (Mendoza, 2009:30-31)<sup>4</sup>. Pero, hay aspectos en el desglose de la información que son coincidentes; así, por ejemplo, en un comparativo entre los números de los tres diarios se indica que los estados con mayor número de ejecutados fueron:

Entidad	Milenio	Reforma	Universal
Chihuahua	3.637	2.079	3.250
Guerrero	881	638	672
Sinaloa	814	767	930
Baja California	691	316	444
Michoacán	417	370	356
Durango	341	637	734
Sonora	294	152	222
Estado de México	227	350	150

4 Existen diversas cifras en torno a los homicidios, algunas indicaban que en 2007 hubo 2.561 “ejecuciones extrajudiciales”; en 2008 el número ascendió a 6.756 y en 2009 fueron alrededor de 11.753 casos que se presentaron; esto suma que en tres años la cifra total es de 21.070 homicidios en la guerra del narcotráfico (Mendoza, 2009:30-31).

Los datos estadísticos que se proporcionaban en esos años eran muy diversos e incluso controvertidos. Por ejemplo de acuerdo a la Oficina Federal de Investigaciones (FBI) de los Estados Unidos, señalaba que si se compara el primer semestre de los años 2008 y 2009, en la franja fronteriza, se muestra que en las ciudades de Tamaulipas: Nuevo Laredo, el delito descendió en un 61% (pues

Los datos e información que cada uno de los diarios recababa estaban en relación directa con la metodología utilizada; por tanto, es importante conocer la misma a fin de tener mayor precisión en los números (Polanska 2009:332-355).

Así, por ejemplo, de acuerdo a Shirk (2010), el periódico Reforma establecía las «narco ejecuciones» conforme a los siguientes criterios:

- Uso de armas de alto calibre y armas automáticas típicas de los grupos de delincuencia organizada –por ejemplo, calibre .50, AK-47 y AR– (Arroyo, 2010:28-32)<sup>5</sup>.
- Ejecución de estilo y tiroteos de víctimas en masa.
- Decapitación o desmembramiento de los cadáveres.
- Marcas e indicios de tortura, mensajes escritos, o configuraciones inusuales del cuerpo.
- Presencia de grandes cantidades de drogas ilícitas, dinero o armas.
- Informes oficiales que indiquen la participación explícita de la delincuencia organizada.

#### b) Confronta datos: ONG's vs autoridad

No obstante todo lo anterior, es importante detenerse brevemente para mostrar algunos datos que existen sobre los homicidios en México entre 1997 y 2007. La confronta entre las cifras que aportaba el Instituto Ciudadano de Estudios sobre la Inseguridad (ICESI), con el IINEGI y la extinta Secretaría de Seguridad Pública Federal (SSPF) –hoy es la Comisión Nacional de Seguridad– nos permite mostrar los problemas que existen en las estadísticas.

En el cuadro siguiente se cotejan los datos entre ICESI y la SSPF. La razón de esto es porque según el

hubo tan sólo 7 homicidios), de igual forma en Matamoros al 39% (con sólo 14 casos) y Reynosa el 60% (33 homicidios). Pero esta tendencia aumentó en otros puntos en: Tijuana, Baja California, el incremento fue del 24% (equivalente a 292 homicidios) y en Ciudad Juárez el aumento fue del 78% (911 casos); pero, fue la ciudad de Nogales, Sonora la que mayor crecimiento porcentual tuvo pues representó el 107% (hubo 261 homicidios). El Universal (2010).

5 De acuerdo con información estadística que proporciona Arroyo (2010) “en el período 2000-2007 en el 52% de los casos de homicidio se utilizaron armas de fuego. Hay una tendencia que viene en aumento, ya que mientras en el 2000 las armas estaban presentes en la mitad de los homicidios, para 2007 estuvieron presentes en un

ICESI la fuente de consulta, con la cual elaboró sus estadísticas, emanaba de la información de la SSPF y del Consejo Nacional de Población (CONAPO). Pese a ello queda patente que no hay coincidencia numérica.

Año	ICESI	SSPF
1997	35.224	35.341
1998	33.942	34.444
1999	33.242	33.242
2000	31.704	32.018
2001	31.524	31.185
2002	29.067	29.140
2003	28.202	28.330
2004	26.668	26.530
2005	25.780	25.780
2006	27.160	27.551
2007	25.129	25.129

Es evidente que entre 1997 y 2007 hubo una disminución en el número de homicidios en el país. Sin embargo, la incongruencia e inconsistencia de las cantidades se hace aún más palpable y visible cuando se contrastan las cifras entre las tres instancias referidas. La razón es que los números del INEGI son extremadamente bajos –pues son sólo los homicidios dolosos– (Escalante 2009: 27)<sup>6</sup>, como se muestra a continuación:

Año	ICESI	SSPF	INEGI
1997	35.224	35.341	13.562
1998	33.942	34.444	13.716
1999	33.242	33.242	12.287
2000	31.704	32.018	10.788
2001	31.524	31.185	10.324
2002	29.067	29.140	10.143
2003	28.202	28.330	10.139
2004	26.668	26.530	9.330
2005	25.780	25.780	9.926
2006	27.160	27.551	10.454
2007	25.129	25.129	8.507

57% de los casos. Sin embargo a pesar de esta tendencia, las muertes registradas por arma de fuego han tenido variaciones a lo largo del periodo de estudio, lo mismo que sus respectivas tasas por cada 100 mil habitantes. Así mientras que en el año 2000 se registraron 5.452 defunciones con una tasa de 5,4 homicidios, para el 2007 el número fue de 5.033 defunciones con una tasa de 4,8 homicidios por cada 100 mil habitantes. En total durante este periodo se registraron en México un total de 41.765 homicidios por arma de fuego. A nivel nacional durante 2000-2007 el 74% de los homicidios con arma de fuego (30.438) se registraron en sólo diez entidades federativas. El primer lugar lo ocupó el Estado de México con 12% y el segundo el Distrito federal con 10%; les siguieron Guerrero y

Al confrontar las cifras entre INEGI e ICESI, es evidente que éstas no concuerdan. Aunque quizá quienes las elaboran darán una explicación sobre la razón por la cual no hay correspondencia, tratarán a toda costa de convencernos de que se siguieron los pasos para llegar a obtenerlas, dirán que no hay errores y, además, que son altamente confiables.

Año	ICESI	INEGI
1997	16.163	13.562
1998	15.595	13.716
1999	14.633	12.287
2000	13.550	10.788
2001	14.208	10.324
2002	13.110	10.143
2003	12.760	10.139
2004	11.690	9.330
2005	11.255	9.926
2006	11.594	10.454
2007	10.291	8.507

Si se hace el análisis del homicidio doloso en 2008, según el ICESI hubo 12.577 durante ese año (Arroyo, 2010)<sup>7</sup>. Al contrastarlo con el total de «narco ejecuciones» la cual, como ya se mencionó, ascendió en su cifra más elevada a 6.300 homicidios, éstos equivalían al 50% del total de los homicidios dolosos, lo cual era extremadamente alarmante. En el lapso de enero-octubre, del citado año, se registraron un millón 571 mil de delitos; entonces, los 12.577 homicidios dolosos representan el 0.8% y los 6,300 sólo el 0.4% –y que conste que no es el total anual pues faltaban dos meses de registro– (Rubido, 2008)<sup>8</sup>.

### c) Cifras de la SSPF

En enero de 2010 el entonces Secretario de Seguridad Pública Federal, Genaro García Luna, presentó

Michoacán con 9%, Chihuahua y Sinaloa 7% cada uno; Jalisco y Oaxaca respectivamente 7%, Baja California 5% y Puebla 3%”.

6 Si se revisan los datos del propio INEGI en su página web para el 2007 se indicaba que el total de homicidios fue de 8.544; cifra que no coincide con los datos que Escalante proporciona y quien indica como su fuente el INEGI.

7 Dentro del análisis sobre homicidios se puede poner “atención a los homicidios en los que el método utilizado fueron armas de fuego, tratando de identificar algunos de los factores de riesgo asociados a ofreciendo al final algunas recomendaciones” (Arroyo, 2010).

8 “En México, los nombres de los principales traficantes, así como los de aquellos a quienes intimidan, matan y corrompen, siempre

en su comparecencia en la Cámara de Diputados, el "Informe del Estado de la Seguridad Pública" (2010). En dicho documento se asienta que el número de delitos totales que se cometieron en México durante 2008 fue de un millón 637 mil y para el 2009 se proyectaba un incremento el cual arrojaría un millón 657 delitos, es decir el aumento es de 20 mil delitos (Índice, 2009).

Por lo que respecta al homicidio las cifras que aportaba el Informe (2010:9) eran las siguientes:

Año	Homicidios	
	Total	Dolosos
1998	35.960	14.840
1999	34.230	15.050
2000	32.530	14.070
2001	31.270	13.890
2002	28.880	13.030
2003	27.770	12.430
2004	25.760	11.320
2005	24.800	10.830
2006	26.270	11.230
2007	23.750	9.690
2008	25.520	11.790
2009	28.880	14.720

Al realizar un breve análisis encontramos que para el año 2008 el delito de homicidio, con respecto del total de los delitos denunciados, asciende al 1.5%; pero, el homicidio doloso sólo representa el 0.7%. A su vez para el año 2009 representa el 1.7% del total de homicidios y 0.8 para el doloso. Entonces ¿Era relevante o no el delito? Quizá las autoridades en su momento lo desestimaron.

Ahora bien si contrastamos las cifras manejadas por los medios de comunicación respecto de las «narco ejecuciones» con los 14.720 homicidios dolosos que reporta la SSPF durante el año 2009 encontramos lo siguiente:

Diario	Total	%
Reforma	6.576	44
El Universal	7.724	52
Milenio	8.281	56

están cambiando, pero las historias siguen siendo las mismas. La pobreza y la desesperación se están incrementando entre los campesinos (...entonces vale la pena preguntarse) ¿Cuál es la solución? Ciertamente, ella no está en recurrir a la política del "palo y la zanahoria" (...pero tampoco se acepta que) la legaliza-

Así, las «narco ejecuciones» denunciadas, en 2009, por los medios de en apariencia representaban la mitad de los homicidios dolosos; sin embargo, respecto del total de delitos estimado que era de un millón 657 delitos, los porcentajes corresponden tan sólo al 0.39, 0.46 y 0.49% respectivamente. En consecuencia es perceptible que ninguno de los datos es estadísticamente significativo ni representativo.

#### d) SSP vs SESNSP

Al comparar los datos aportados por la extinta SSPF, con los que desde hace un par de años maneja el Secretariado Ejecutivo del Sistema Nacional de Seguridad Pública (SESNSP), encontramos que para el año 1997 el dato es exactamente el mismo: 35.341 homicidios (Cifras, 2016).

Pero, cuando se revisa el período 1998-2007 encontramos diferencias sustantivas en los datos aportados por la SSPF, en distintos momentos, con los que ofrece el SESNSP; o bien la variación entre las primeras cifras que aporta el SSPF el SESNSP las mantiene, y en algunos casos presentan leves modificaciones. Esto es visible en el siguiente cuadro:

Año	SSPF		SESNSP
1998	34.444	35.960	34.444
1999	33.242	34.230	33.242
2000	32.018	32.530	32.018
2001	31.185	31.270	31.185
2002	29.140	28.880	29.144
2003	28.330	27.770	28.330
2004	26.530	25.760	26.530
2005	25.780	24.800	25.771
2006	27.551	26.270	27.552
2007	25.129	23.750	25.133

Innegablemente, por lo que corresponde a 2008 y 2009, las cifras del SESNSP son más elevadas en comparación con las que ofrecía la SSPF, como se muestra en la siguiente tabla:

ción de ciertas sustancias podría ser la única manera de reducir los precios, y hacer esto podría ser la única manera de corregir algunos de los peores aspectos relacionados con la plaga de las drogas: violencia, corrupción y el colapso del imperio de la ley" (Nadelmann, 2005: 234-235).

Año	SSPF	SESNSP
2008	25.520	27.759
2009	28.880	31.546

Por lo cual es notorio el aumento en los homicidios a partir de esos años. Incluso casi llegando a las cifras de finales de la década de los 90's, tal como se presenta en las primeras tablas. Aunque posteriormente la SSPF ya no aportó datos y fue el SESNSP el que asumió de alguna manera el control de los datos en torno al homicidio. Así, los datos en el último quinquenio nos indican que el número de homicidios entre 2010-2012 sufrió un incremento drástico; y un descenso a partir de 2013 –lo cual coincide con la nueva administración gubernamental–; a pesar de ello, las cifras son muy elevadas comparativamente con la década 1997-2007.

Año	SESNSP
2010	35.713
2011	37.952
2012	38.224
2013	34.906
2014	32.631
2015	32.750

#### e) Todos vs todos: homicidio doloso

Ahora si se analiza de manera particular el homicidio doloso, para el período 1997-2007, entre el ICESI, INEGI,<sup>9</sup> la extinta SSPF y el SESNSP (Cifras, 2016) las diferencias entre las cuatro son significativas, tal y como se observa en la siguiente información:

Año	ICESI	INEGI	SESNSP	SSPF	
1997	16.163	13.562	13.552	16.866	-----
1998	15.595	13.716	13.656	14.216	14.840
1999	14.633	12.287	12.249	14.619	15.050
2000	13.550	10.788	10.737	13.849	14.070
2001	14.208	10.324	10.285	13.855	13.890
2002	13.110	10.143	10.088	13.148	13.030
2003	12.760	10.139	10.087	12.676	12.430
2004	11.690	9.330	9.329	11.658	11.320
2005	11.255	9.926	9.921	11.246	10.830
2006	11.594	10.454	10.452	11.806	11.230
2007	10.291	8.507	8.867	10.253	9.690

9 La última revisión de los datos del INEGI se consultaron y actualizaron el 28 de julio del 2016; se pueden consultar en línea en la página web [www.inegi.org.mx/lib/olap/consulta/general\\_ver4/MDXQueryDatos.asp?proy=](http://www.inegi.org.mx/lib/olap/consulta/general_ver4/MDXQueryDatos.asp?proy=)

Es claro que los números del INEGI son muy inferiores y muy contradictorios con respecto a los del ICESI, y a su vez como a los del SESNSP; por su parte, los de la SSPF al principio son muy elevadas para después disminuir drásticamente.

Las cifras correspondientes a 2008-2015 que aporta el SESNSP y el INEGI –en la versión más actual– son las siguientes:

Año	INEGI	SESNSP
2008	14.006	13.155
2009	19.803	16.118
2010	25.757	20.680
2011	27.213	22.852
2012	25.967	21.736
2013	23.063	18.332
2014	20.010	15.653
2015	20.525	17.028

Conforme se observa entre 2010 y 2012 el incremento de los homicidios dolosos fue alarmante y a partir del inicio del sexenio 2013-2018, la disminución de los mismos es ostensible, aunque superior a los años 1997-2008.

Tal como se apuntó, al inicio del texto, el INEGI señaló que durante el sexenio de Felipe Calderón se cometieron 121.683 homicidios –pero, al realizar la suma de los datos consultados recientemente la cifra nos arroja un total de 121.613 casos, quizá entonces esa cifra sólo corresponda a los homicidios dolosos–. Luego al realizar la suma del total de homicidios que reconoce el SESNSP (2007-2012) nos arroja una cifra muy superior la cual asciende a 196,327 homicidios y de manera particular 104.794 homicidios dolosos, por tanto la cifra es muy inferior a los datos de INEGI. Con respecto del total de homicidios la discrepancia no es mínima, pues entre el dato del INEGI con el SESNSP, es de 76.644 homicidios. De manera particular en el homicidio doloso el papel se invierte, los datos del INEGI –a pesar de la divergencia señalada en los mismos– es superior a la del SESNSP, la diferencia en este caso es de 16.819 sucesos. Es decir, hay una enorme incongruencia de cifras entre INEGI y SESNSP.

## La falaz estadística del homicidio

Derivado del análisis general en torno al homicidio las preguntas se agolpan (Homicidio, 2015). Algunas de ellas son obligatorias: ¿Cuáles son los datos más aproximados a la realidad? ¿En qué datos se puede confiar? ¿Quién y por qué se manipula u oculta información? ¿Cuál es la metodología que se emplea para la medición de los homicidios? Lo que queda claro, con el panorama descrito, es que las deficiencias en las estadísticas oficiales ofrecen una imagen tan distorsionada de la realidad, que no se pueden señalar tendencias ni patrones del comportamiento delictivo y, por ello, no pueden ser usadas para explicar el fenómeno delictivo. En resumen, no hay en México un marco de referencia (sistema de información estadístico coherente y confiable), que permita realizar diagnósticos precisos sobre el homicidio y la delincuencia.

Por lo tanto es un hecho que, en México, la estadística delictiva «no es más que la condensación de unas cuantas cifras, del resultado de muchas observaciones y su importancia está en razón directa de la importancia de éstas (...pero la delincuencia) de un pueblo no está nomás en los grandes delitos que conmueven a su sociedad entera: está en todos esos pequeños y repetidos actos antisociales que (...) pueden suponer más perversidad (...) más hábito y (...) mayor peligro» (Roumagnac, 1907:7-31). Pero, a pesar de la discusión en torno al aumento de la delincuencia las autoridades siguen estableciendo una política basada en «números estadísticos formados fantásticamente» a partir de los cuales los políticos han hecho conjeturas «con tendencia de dogma» (Cueto, 1928:37-38).

Es decir que la estadística, en particular la de homicidios, es la simple acumulación de números y «no son sino un mal intento de expresar una realidad». Con el acopio las autoridades intentan «comunicar la experiencia o la desmesura de la violencia social en lo cotidiano, pero las cifras se vuelven imagen o sonido hueco, canto repetido y gastado por la rutina, así se regrese a ellas para intentar hacer creíble los relatos. A falta de elaboraciones culturales y ejes racionalizadores

satisfactorios, ante la impotencia de las estadísticas como testigo o vehículo para comunicar, surge el testimonio oral» (Rotker, 2000:10). En este caso la narración de aquellos que han sido víctimas de la delincuencia y de la violencia. Aunque, la violencia se condena por las consecuencias que genera y no en sí misma. En este sentido, es preciso alejarse de la creencia en los datos cuantitativos para distinguir los diferentes «grados de violencia (...) en términos cualitativos (...que permitan) diferenciar una violencia mayor y una violencia menor, menos grave si se quiere (...) pero cada vez más extendida, más inscrita en lo cotidiano y que contribuye a crear un clima de violencia (...) que se ha dado en llamar delincuencia callejera (...la cual) genera una sensación generalizada de inseguridad que es un factor de miedo social (...y que a la vez) contribuye a exacerbar el problema y puede provocar a su vez una violencia defensiva» (Imbert, 1992:160).

Dentro de los problemas que se pueden señalar respecto a la estadística delictiva es que:

- La información no se recolecta sistemáticamente. Existen organismos que no generan estadísticas de ninguna índole; por ejemplo, las policías conocidas como «auxiliares», «preventivas» o «bancarias», no producen información estadística de ningún tipo acerca de sus actividades. Las únicas instituciones que producen estadísticas de forma «más o menos constante» son las Procuradurías Generales de Justicia y los Juzgados tanto del fuero común como del fuero federal.
- Existen delitos no reportados y delitos no registrados.
- No hay registro estadístico de la circunstancia en que se cometió el delito, ni de la forma en que tuvieron lugar. No se conocen las pérdidas materiales, ni físicas, ni los daños que sufrieron las víctimas; tampoco se conocen los aspectos «ambientales» del delito.
- No hay estadísticas que señalen el día y la hora, la localidad o colonia, ni la posición entre las calles en que ocurrió el delito.
- Los delitos no se desagregan específicamente, sino que se toman en global, como el homicidio. Por ejem-

plo, cada delito puede tener diversas variantes como homicidio por arma blanca, o arma de fuego, imprudencial, por accidente de vehículo, en riña. Todavía se puede desagregar más, por ejemplo: homicidio en riña con presencia de alcohol y drogas, homicidio en riña por incidente de tránsito en la calle, frente a comercio, homicidio en riña con presencia de alcohol, en transporte público, por defensa de la honra, etc. El delito debe desagregarse lo más posible y ampliar la clasificación en forma tal que se tengan posibilidades de realizar análisis más concretos.

- Existe sobrerrepresentación y subregistro de algunos delitos, como secuestro, robo, violencia familiar, fraude, etc.
- No existe una clasificación homogénea y, en algunos casos, se realiza el registro de los delitos de forma discrecional. Es decir, existen problemas de definición y detección.
- Existe una gran cantidad de delitos no denunciados, ya sea por falta de confianza en las autoridades, o por considerar que no tiene sentido hacerlo, por la ineficiencia de éstas, o bien por el tiempo que se pierde al presentarse a denunciar.
- Algunas instituciones desalientan la denuncia, al tratar como delincuente al denunciante.
- No se tienen estadísticas de la actuación de las autoridades, tales como el número de averiguaciones puestas en reserva, en trámite o consulta y los tiempos de respuesta; tampoco se conoce el número de averiguaciones que se mandan al archivo por prescripción, etc.
- No se conoce nada acerca de la víctima, como edad, sexo, ingreso, empleo, etc.
- La víctima no existe para el "sistema de estadísticas" de nuestro país.
- No se cuenta con estadísticas acerca de delitos cometidos por ex convictos.
- No se sabe nada de la relación entre la víctima y el victimario.
- No se conoce si el delito fue realizado intramuros –en el interior de casa habitación o negocio–, o en la vía pública (Arango, 2003:2).

Las deficiencias en las estadísticas no permiten confiar en ellas por la falta de representatividad de las muestras, o bien por las diferencias marcadas en los datos; así como, por la inconsistente calidad de los números. Pues como explican Vozmediano, San Juan y Vergara «una tasa de delitos alta es sin duda preocupante, ya que la integridad física y psíquica de los ciudadanos, así como sus propiedades, pueden verse comprometidas. Sin embargo, una tasa de seguridad objetiva razonablemente baja combinada con miedo al delito alto, también debe ser motivo de preocupación de las autoridades y requeriría su correspondiente intervención política, social y comunitaria, ya que las consecuencias (individuales y colectivas) del miedo al delito suponen una merma significativa en la calidad de vida urbana (...) algunas de las principales consecuencias del miedo al delito (...) son: fractura del sentido de comunidad, abandono de los espacios públicos, actitudes favorables a políticas penales más punitivas, efectos psicológicos negativos a nivel individual y cambio de hábitos (adoptar medidas de seguridad, evitar transitar por ciertas zonas...). Identificar e intervenir sobre los antecedentes del miedo permitirá promover una mayor calidad de vida urbana. Asimismo, el estudio científico, fiable y preciso del miedo al delito, ayudará a evitar el riesgo de tomar decisiones respecto a la seguridad basadas en percepciones alarmistas» (2008:4).

En definitiva lo que existe es un problema metodológico que no se ha superado y se puede concluir que hay un insuficiente desarrollo conceptual y práctico que permita comprender, explicar y generar nuevo conocimiento. Por todo ello quizá es que las cifras de las diversas instituciones a la luz de un análisis detallado no lo resisten, pues son sumamente frágiles. «Un factor crucial que se debe tener en cuenta es el contar con un sistema de información único sobre violencia, ya que aún sigue sin poder superarse en México el problema métodos diferentes para clasificar los homicidios. Estas diferencias entre los sistemas de registro de salud y procuración de justicia, llegan a tener en ocasiones diferencias notables que

impiden tener un diagnóstico preciso», además es necesario realizar «la investigación sistemática de la violencia interpersonal mediante métodos científicos dará lugar a una mejor comprensión del problema en distintos contextos sociales, económicos y culturales, y hará aumentar en gran medida el desarrollo de respuestas adecuadas. La información obtenida a través de una investigación de este tipo se puede utilizar para diseñar programas de prevención, evaluar su eficacia y abogar por mayores inversiones en aquellas estrategias de eficacia demostrada o prometedora» (Arroyo, 210:35).

### Reflexión final ¿Es posible una solución?

Después de la revisión general presentada, que conste no se ha realizado un análisis detallado o de mayor profundidad, es patente que hay un severo problema en la estadística de homicidio en México. Algunas medidas que podrían ser útiles:

- Saber si se hacen bien los registros de homicidio o no.
- Revisar el proceso de recolección de datos y como se incorpora a la base de datos.
- Realizar una revisión de impacto. Es decir si los datos sirven, tanto a las autoridades como a los ciudadanos para explicar y comprender el fenómeno.
- Evaluar el desempeño. No se trata solo de sumar el número de homicidios, sino cómo se investiga y cuántos asuntos se resuelven.

Con lo anterior se tendría una mayor certeza sobre cómo se registran los datos, como se validan; pero, sobre todo, como se investiga y solucionan los asuntos. Es decir la estadística pasa a ser secundaria. Lo importante y trascendental es cómo la utilizamos. En principio para comprender el fenómeno del homicida, para luego para desarrollar estrategias de «prevención», a fin de poder mediar cuáles son los factores que ayudan a su inhibición o disminución, con lo cual la sociedad tendría la oportunidad de tener una posición clara y objetiva para que sea consciente de los riesgos y dificultades sobre cómo abordar y explicar las variables del homicidio (Robles, Calderón y Magaloni, 2013).

Es visible que las autoridades acumulan datos sin diferenciar los escenarios en los cuales se producen los homicidios. Por lo cual es oportuno sugerir y tener claro, respecto de los vinculados a actividades vinculadas al «narcotráfico» o delincuencia organizada, lo siguiente:

1. *Delinquentes contra delinquentes*. La estela de homicidios que ha dejado este escenario es bastante elevada. La razón es la división que, a decir de la autoridad, hay entre los diversos cárteles de la droga y las pugnas por los mercados, tanto nacional como el extranjero, y las rutas de comercialización. La lucha ha provocado un cambio en la geografía de los grupos delictivos. Incluso al principio del sexenio de Enrique Peña se asumía que, dentro de las consecuencias de la «narcoguerra» de Calderón, el número de organización alcanzó la cifra de 89 sub grupos.

2. *Delinquentes contra autoridades*. A lo largo de la guerra a las drogas, decretada, en 1995, por Ernesto Zedillo Ponce de León (1994-2000), misma que continuó Vicente Fox (2000-2006) y que recrudesció con Felipe Calderón, se ha visto que gracias a los ingentes recursos económicos con los que cuentan los cárteles de la drogas les ha permitido adquirir un mejor y mayor equipo bélico. Esto les permite hacer frente, en igualdad de circunstancias, a las fuerzas armadas y policiales. Así, la lucha ha provocado bajas en ambos lados. En este hay tres sub escenarios perfectamente claros:

a) Los delinquentes han privado de la vida a autoridades que les ofrecían protección, ya sea a al grupo que controla la plaza o bien a uno rival; o bien que estaban coludidos y ya no eran de utilidad.

b) En menor medida, a quienes realizaban su función y que *en cumplimiento de su deber* fueron privados de la vida (ejecutados) ya sea porque les estorban a sus actividades o bien simplemente por formar parte de las fuerzas de seguridad. Estos últimos tendrían que salir de la lista negra de «narco ejecuciones».

c) Esta tercera posibilidad polémica, en su momento y hoy con mayor vigencia, señala que hay

indicios de que algunas autoridades ultiman a los delincuentes. Un caso que puede ilustrar lo anterior fue la detención de Humberto Márquez Compeán, la cual ocurrió en Santa Catarina, Nuevo León el día 21 de marzo de 2010, quien presuntamente era «narcomenudista», el cual ingresó al Hospital Universitario de Monterrey, pero al día siguiente de su detención fue encontrado sin vida en un lote baldío de San Nicolás de los Garza, Nuevo León. Este asunto muestra la terrible confusión en que las autoridades actúan, pues miembros de la Secretaría de Marina fueron los que lo entregaron a las autoridades municipales y estatales en el Hospital y éstas no han podido esclarecer el hecho. Sin duda alguna se trata de un caso de impunidad por parte de las autoridades estatales.

Pero, no es el único sólo hay que revisar el caso Tlatlaya. Donde en 2014 miembros del Ejército «repelieron una agresión». En consecuencia fueron privados de la vida 22 presuntos delincuentes. Las dudas surgieron por declaraciones que indicaban que los militares habían ejecutado a las personas después de interrogarlos.

En mayo de 2015 ocurrió un enfrentamiento entre la policía federal y miembros del Cártel Jalisco Nueva Generación en la población de Tanhuato –límitrofe entre Jalisco y Michoacán–. El resultado fue de 42 «criminales» muertos y solo un policía pereció. La refriega duró más de tres horas. La policía federal empleó incluso parte del arsenal de los Black Hawk. Este hecho se produjo semanas después de que el Cártel había mostrado parte del arsenal militar, con el que cuenta, al derribar con un misil tierra aire un helicóptero tipo Cougar de la Fuerza Aérea Mexicana en Villa Purificación, Jalisco. Las preguntas no se hicieron esperar ¿En realidad los «criminales» murieron en el enfrentamiento? En un principio se dijo que había 42 cuerpos y solo se incautaron 40 armas. Luego de la polémica las autoridades aclararon que encontraron rápidamente las armas que faltaban.

Además, 34 de los muertos eran de Ocotlán, Jalisco. En marzo, del mismo año, en esta población los «narcotraficantes» habían ejecutado a cinco elementos de la Gendarmería y a cuatro civiles. Entonces el suceso en Tanhuato ¿Fue venganza por lo de Ocotlán o por la caída del helicóptero? Los familiares de las víctimas insisten en que fueron «torturados y ejecutados» (Martínez, 2016)

3. *Delincuentes contra sociedad civil.* La extensión del clima de violencia, en algunas regiones y ciudades del país, ha ocasionado diversos hechos que son significativos. El primero de ellos ocurrió en 2008 durante la noche del 15 de septiembre, cuando fueron arrojadas varias granadas en la ciudad de Morelia, Michoacán, donde ciudadanos, que no tenían vínculo alguno con el narcotráfico, fueron privados de la vida.

Un hecho aún más dramático sucedió entre 2009 y 2011, en las poblaciones de Allende y Piedras Negras, Coahuila, donde los delincuentes privaron de la vida a más de 500 personas, una al interior de un penal y otras fueron desaparecidas.

Los hechos anteriores difieren por ejemplo cuando los ciudadanos quedan a merced del fuego cruzado, ya sea entre las propias organizaciones delictivas, o bien cuando se realiza algún operativo militar o policial. Ejemplos hay muchos. Uno de ellos es la muerte de los estudiantes Jorge Antonio Mercado Alonso y Javier Francisco Arredondo Verdugo quienes perdieron la vida en un enfrentamiento en Santa Catarina, Nuevo León, el viernes 19 de marzo de 2010. Los estudiantes pertenecían al Instituto de Estudios Superiores de Monterrey (ITESM). No se sabe si fueron privados de la vida por el grupo de sicarios que huía de los militares o bien si los militares los confundieron con sicarios, o simplemente quedaron en medio del fuego cruzado.

El clima no ha cesado incluso durante 2016 se han presentado caos donde la delincuencia masacra familias enteras, sin importar si son infantes (Nájara, 2016).

Todos estos difieren considerablemente con un homicidio producto de la violencia familiar. Por lo tanto es necesario que la autoridad logre establecer las diferencias entre todos ellos.

Finalmente, se debe contar con una base de datos estadísticos que permita hacer el análisis cuantitativo como el cualitativo de la información. En virtud de la deficiencia e incapacidad mostrada por las autoridades respecto a las estadísticas delictivas, y para evitar cuestiones de politización de la información, se sugiere que sea la sociedad civil a través de un organismo autónomo que lleve a cabo todas las actividades correspondientes con la recopilación, auditoría entre las instituciones generadoras, distribución y publicación de la información estadística. En todos los casos la información será pública y abierta. La

razón es las estadísticas deben satisfacer tres criterios esenciales, para que sean válidas y confiables. El primero es respetar las categorías y criterios con los cuales se recopilan los datos, es decir no debe existir la discrecionalidad al momento del registro ni en la clasificación; el segundo, las estadísticas deben ser mutuamente exclusivas, en tal forma que un incidente no pueda ser clasificado de dos o más formas distintas; y, por último la clasificación debe ser exhaustiva, de tal forma que todos y cada uno de los delitos queden clasificados y registrados en las estadísticas (May, 2001:74-75). ■

## Referencias - Citas

- ARANGO, Arturo (2003). "Indicadores de Seguridad Pública en México: la Construcción de un Sistema de Estadísticas Delictivas" Originally prepared at the Conference on "Reforming the Administration of Justice in Mexico" at the Center for U.S.-Mexican Studies, may 15-17.
- ARELLANO, Efrén y Bernal, Rodolfo (2014). *Evaluación de la seguridad Pública*, Centro de Estudios Sociales y de Opinión Pública de la Cámara de Diputados, México, Documento de Trabajo Núm. 117, agosto.
- ARROYO, Mario (2010). *Mortalidad por homicidios en México*, Instituto Ciudadano de Estudios sobre la Inseguridad, Cuadernos del ICESI 6, Encuestas Nacionales sobre Inseguridad, México.
- ASTORGA, Luis (2015). *¿Qué querían que hiciera? In seguridad y delincuencia organizada en el gobierno de Felipe Calderón*, Editorial Grijalbo, México.
- AZUELA, Antonio (2011). "¿Algo que no Sepamos? Casi Todo" en *Revista Nexos*, Vol. 33, Núm. 398, febrero, pp. 13-15; se puede revisar en página web <http://www.nexos.com.mx/?p=14122>
- *Bases del Programa Nacional para la Prevención Social de la Violencia y la Delincuencia* (2013). Secretaría de Gobernación, México.
- BEATO, Claudio (2005). *Producción y uso de informaciones y diagnósticos en seguridad urbana*, Banco Mundial, Washington.
- BERBER, Miguel (2016). "Trayectorias de violencia. Homicidios 2008-2014" en *Revista Nexos*, julio; se puede revisar en página web <http://www.nexos.com.mx/?p=28803>
- CALDERÓN, Daniel (2012). *Haiga sido como haiga sido. El sexenio de Calderón*, Coedición Universidad de Guadalajara y Cal y Arena, México.
- CALDERÓN, Felipe (2014). *Los retos que enfrentamos. Los problemas de México y las políticas públicas para resolverlos 2006-2012*, Penguin Random House, México.
- CARREÓN, Javier y Pedro de la Cruz (2012). "La lucha actual contra la delincuencia organizada en México" en *Revista Castellano-Manchega de Ciencias Sociales*, Núm. 14, pp. 59-74.
- *Cifras de homicidio doloso, secuestro, extorsión y robo de vehículos 1997-2016*. Secretaría de Gobernación/Secretariado Ejecutivo del Sistema Nacional de Seguridad Pública, México, junio 2016; se puede consultar en la página web [secretariadodoejecutivo.gob.mx/incidencia-delictiva](http://secretariadodoejecutivo.gob.mx/incidencia-delictiva)
- CUETO, Casimiro (1928). "Consideraciones generales y aportes para la crítica, estadística de la criminalidad habida en el Distrito Federal durante el año de 1922", en *Boletín de la Sociedad Mexicana de Geografía y Estadística*, quinta época, t. XII, Núm. 1-6, pp. 37 y 38 [t. XXXVII de la edición completa].
- DÁVILA, Claudio y Pardo, Ana (2013). "Análisis de la tendencia de la mortalidad por homicidio en México entre 2000 y 2010" en *Revista Gerencia y Políticas de Salud*, Vol. 12, Núm. 24, enero/junio, pp. 163-183.
- El Universal (2010). "Tamaulipas registra baja en asesinatos", 14 de enero; se puede consultar en página web [archivo.eluniversal.com.mx/estados/74394.html](http://archivo.eluniversal.com.mx/estados/74394.html)
- ESCALANTE Fernando (2009). "Homicidios 1990-2007" en *Revista Nexos*, Vol. 31, Núm. 381, septiembre, pp. 25-31; se puede revisar en página web <http://www.nexos.com.mx/?p=13270>
- ESCALANTE Fernando (2009a). *El homicidio en México entre 1990 y 2007. Aproximación estadística*, El Colegio de México y Secretaría de Seguridad Pública Federal, México.
- ESCALANTE Fernando (2011). "Homicidios 2008-2009. La muerte tiene permiso" en *Revista Nexos*, Vol. 33, Núm. 397, enero, pp. 36-49; se puede revisar en página web <http://www.nexos.com.mx/?p=14089>
- FAVELA, Alejandro (2012). *Entre la legitimidad democrática y la ineficiencia política. El gobierno de Felipe Calderón en México 2006-2012*, Editorial Académica Española.
- GEREBEN, Agnes; Bahney, Benjamin y Riley, Jack (2009). *Security in Mexico Implications for U.S. Policy Options*, Santa Monica, RAND Corporation.
- GONZÁLEZ, Guillermo; Vega, María; Cabrera, Carlos; Vega, Agustín y Muñoz, Armando (2012). "Mortalidad por homicidios en México: tendencias, variaciones socio-geográficas y factores asociados" en *Ciencia y Saúde Coletiva*, Vol. 17, Núm. 12, diciembre, pp. 3195-3208.
- GUERRERO, Eduardo (2009). "Narcotráfico S. A." en *Revista Nexos*, Vol. 31, Núm. 373, enero; se puede consultar en la página web <http://www.nexos.com.mx/?p=12885>

- GUERRERO, Eduardo (2012). "La guerra contra el narco en los car-tones de Camacho" en Calderón, Daniel. *Haiga sido como haiga sido. El sexenio de Calderón*, Coedición Universidad de Guadala-jara y Cal y Arena, México.
- HERNÁNDEZ, Gerardo (2015). "Análisis de la política de seguridad en México 2006-2012" en *Política y Cultura*, Núm 44, pp. 159-187.
- HERNÁNDEZ, Héctor y Narro, José (2010). "El homicida en México, 2000-2008" en *Papeles de Población*, Núm 63, enero/marzo, pp. 243-271.
- HERRERA, Rolando (2010). "Acelera narco ejecuciones" en *Reforma*, 1 de enero de 2010, se puede consultar en página web expresionlibre.org/site2/nacional/noti\_2279.php
- *Homicidio: una mirada a la violencia en México* (2015). Observatorio Nacional Ciudadano de Seguridad, Justicia y legalidad, México, agosto.
- ILLADES, Carlos y SANTIAGO, Teresa (2014). *Estado de guerra. De la guerra sucia a la narcoguerra*, Ediciones Era, México.
- IMBERT, Gerard (1992). *Los escenarios de la violencia: conductas anómicas y orden social en la España Actual*, Icaria Editorial, Barcelona.
- *Índice de incidencia delictiva y violencia* (2009). Centro de Investi-gación para el Desarrollo, México.
- *Informe del Estado de la Seguridad Pública en México* (2010). Secre-taría de Seguridad Pública Federal, México, 21 de enero.
- *Ley Federal contra la Delincuencia Organizada* (2016). Decreto por el que se reforman, adicionan y derogan diversas disposiciones, Diario Oficial de la Federación, México, junio.
- LOMNITZ, Claudio (2011). "¡Exijo una Explicación! (¿PLOP!)" en *Re-vista Nexos*, Vol. 33, Núm. 398, febrero, pp. 8-11; se puede revi-sar en página web <http://www.nexos.com.mx/?p=14152>
- MAGALONI, Ana (2011). "El Crimen no es el Problema" en *Revista Nexos*, Vol. 33, Núm. 398, febrero, pp. 11-13; se puede revisar en página web <http://www.nexos.com.mx/?p=14121>
- MARTÍNEZ, Sanjuana (2016). "Un año después, Tanhuato no se come la versión oficial: fue una matanza" en *Sinembargo.MX*, 22 de mayo, se puede consultar en página web <http://www.sin-embargo.mx/22-05-2016/1663452>
- MAY, Tim (2001). *Social Research: Issues, Methods and Process*, Open University Press, Buckingham, Philadelphia, Third Edition.
- MENDOZA, Enrique (2009). "El peor año de Calderón" en *Semana-rio Zeta*, Núm. 1867.
- *Milenio* (2009). "Saldo Anual".
- NADELMANN, Ethan (2005). "Los daños de la prohibición de las drogas en las Américas", en *Debate Agrario: análisis y alternati-vas*, Núm. 39, pp. 234-235.
- NÁJAR, Alberto (2016). "Masacrar familias enteras, la creciente práctica de terror de los narcos en México" en *BBC Mundo*, 28 de julio; se puede consultar en página web [www.bbc.com/mun-do/noticias-america-latina-36901152](http://www.bbc.com/mun-do/noticias-america-latina-36901152)
- NÚÑEZ, Ernesto (2012). *Crónica de un sexenio fallido*, Editorial Gri-jalbo, México.
- PÉREZ, David y WEIGEND, Eugenio (2013). "Más armas, más deli-tos, más homicidios" en *Revista Nexos*, Vol. 35, Núm. 429, sep-tiembre, pp. 13-18; se puede consultar en página web <http://www.nexos.com.mx/?p=15496>
- PÉREZ, Jesús (2015). *El elemento político en los crímenes contra la humanidad. La expansión de la figura del crimen organizado transnacional y el caso de las organizaciones de narcotraficantes mexicanas en el sexenio 2006-2012*, Dykinson, Madrid.
- POIRÉ, Alejandro (2011). "Los Homicidios y la Violencia del Crimen Organizado" en *Revista Nexos*, Vol. 33, Núm. 398, febrero, pp. 36-43; se puede consultar en página web <http://www.nexos.com.mx/?p=14126>
- POLANSKA, Malgorzata (2009). "Homicidios por entidad federati-va y regiones 1990-2007" en Benítez, Raúl; Rodríguez, Abelardo y Rodríguez, Armando (edit.) *Atlas de la seguridad y la defensa de México 2009*, CASADE, México.
- RECONDO, David (2009). "Des pays dans l'actualité: Mexique, la violence dans tous ses Etats" en *Amérique Latine Political Outlook 2008*, París, SciencesPo, l'Observatoire Politique de l'Amérique Latine et des Caraïbes, enero.
- REYES, Gerardo; HERNÁNDEZ, Paola y Moslares, Carlos (2015). "Gastos en seguridad y homicidios: los costos de la guerra al crimen organizado 2006-2012" en *Revista Mexicana de Opinión Pública*, Núm. 18, enero-junio, pp. 93-111; se puede consultar en página web <http://www.revistas.unam.mx/index.php/rmop/article/viewFile/45423/40902>
- ROBLES, Gustavo; CALDERÓN, Gabriela y Magaloni, Beatriz (2013). *Las consecuencias económicas de la violencia del narcotráfico en México*, Banco Interamericano de Desarrollo y Stanford Univer-sity, noviembre.
- ROTKER, Susana (2000). "Ciudades escritas por la violencia" en Rotker, Susana (Edit.) *Ciudadanías del miedo*, Nueva Sociedad, Caracas.
- ROUMAGNAC, Carlos (1907). *La estadística criminal en México*, Imp. Arturo García Cubas, México.
- RUBIDO, Alejandro (2008). Discurso, *XXV Sesión del Consejo Nacio-nal de Seguridad Pública*, Secretaría de Gobernación, México, noviembre.
- SÁNCHEZ, Esther (2009). "Narcoguerra 2009: todos perdieron" en *El Universal*, 1 de enero, se puede consultar en página web [archivo.eluniversal.com.mx/estados/74251.html](http://archivo.eluniversal.com.mx/estados/74251.html)
- *Segundo Informe Especial sobre el ejercicio efectivo del derecho fun-damental a la seguridad pública en nuestro país* (2008). Comisión Nacional de los Derechos Humanos, México.
- SHIRK, David (2010). *Drug violence in Mexico. Data an Analysis from 2001-2009*, Trans-Border Institute, Joan B. Kroc School of Peace Studies, University of San Diego, January.
- VOZMEDIANO, Laura; SAN JUAN, César y Vergara, Ana (2008). "Pro-blemas de medición del miedo al delito: algunas respuestas teóricas y técnicas" en *Revista Electrónica de Ciencia Penal y Cri-minología*, Núm. 10-07, se puede consultar en [criminet.ugr.es/recpc/10/recpc10-07.pdf](http://criminet.ugr.es/recpc/10/recpc10-07.pdf)

# VI

## Homicidio, migración y violencia. El corredor migratorio “Centroamérica-México-EEUU”<sup>1</sup>

María Eloísa QUINTERO  
Investigadora titular de INACIPE-México;  
Profesora de la UP-México; Consultora.

### Resumen

El artículo actualiza los datos sobre los homicidios en México y en los países del Triángulo Norte (Guatemala, Honduras y El Salvador), para luego remarcar el vínculo que guarda en la región la migración, la violencia y los homicidios, en especial tras los casos de “secuestro de migrantes” en México y los supuestos de niños migrantes no acompañados que transitan por el corredor “Centroamérica-México-EEUU”. Con base en las cifras y los datos recopilados, señala hasta qué punto son relativas y cuestionables las cuantificaciones que sobre el tema se realizan; evidencia también algunas variables que deberían ser tenidas en cuenta al momento de cuantificar la “cifra negra” de los homicidios en México.

---

1 El título tercero del presente artículo se realizó con base en algunos datos de la tesis doctoral “Compliance en caso de trata de personas”, presentada en la Facultad de Derecho de la Universidad Austral en 2016.

### Abstrac

The paper brings together current data on homicides in Mexico and in Guatemala, Honduras, and El Salvador (Northern Triangle). In relation to the first, after comparing various sources (ONUJDC, the SESNSP, the SNSP and the INEGI), it was noted that the homicide rate has not fallen since 2013; on the contrary, it has a tendency to increase.

With regard to the countries of the Northern Triangle, the intense work of updating yields significant results in this investigation: it is known that Honduras –a country that in 2012-2013 had the highest homicide rate– it now is no longer in that space; the numbers show a downward trend, in contrast with what is happening in El Salvador, which in 2015 managed to have 103 homicides per 100 thousand inhabitants. In turn, there was a downward trend in Guatemala.

The study underlines the relation that exists between homicide, migration, and violence in the selected region; the data and figures compiled illustrate the impact that exists between them. However, many factors are not taken into account when calculating these concepts.

With respect to Mexico, it particularly analyzes the occurrence of migration, as well as the situation that migrant people live through who transit the corridor within the “Northern-Mexico\_USA Triangle”. It details the context of the badly termed “kidnapping of migrants”; all those cases, all those victims are not taken into account in the official statistics, but neither are they in the “black figures” of the number of deaths in Mexico. Nevertheless, it is known or it may be assumed that the destination of many of them, because of the conditions of disappearance and the modus operandi detected, is trafficking, death or both fates in relation to the continuity of time. Even more serious is what happens with the figures of non-accompanied younger migrants.

This study concludes, in view of all of the above, by remarking on the need to work on the preparation of data records, especially those of the factors taken into account to calculate and to quantify the “black figure” of homicides in Mexico.

### Tabla mundial sobre homicidios

En el Estudio global sobre el homicidio señala la UNODC que México tiene una tasa de 24.5 homicidios cada 100 mil habitantes. Esta cifra, preocupante *per se*, permite suponer que en el país la situación ha adquirido el estatus epidémico<sup>2</sup>.

Sin embargo, la tasa de México no es la más elevada. Si se analizan otros países de la región, se observa que las cifras se elevan. Así ocurre en el Triángulo Norte<sup>3</sup>, donde según la misma fuente, Honduras tiene 90.4 homicidios cada 100 mil habitantes, El Salvador 41.2 y Guatemala 39.9. A su vez, si se repasa la perspectiva mundial, otros países como Groenlandia tiene también tasas elevadas, mientras en otro extremo hay quienes presentan tasas inferiores a 5. Para simplificar la comparativa acercamos a continuación un cuadro de elaboración propia con base en las tasas más significativas de seis regiones específicas: América del Norte, Centroamérica, América del Sur, Europa, Europa del Este y Sud-este de Asia. (Gráfico 1)

Como se puede apreciar en las gráficas de *ut supra*, es en América Central y en América del Sur, donde se dan los índices más altos de homicidios. Lo anterior resulta aún más significativo si tomamos en cuenta que mientras en América Latina y el Caribe vive menos del 9% de la población mundial, es allí donde se registra cerca del 33 % de los homicidios de todo el mundo; estas cifras colocan a la región en primer lugar en el rubro, seguida luego por África con 31 %, Asia con el 28 % de los homicidios de todo el mundo, y ya lejos está Europa y América del Norte, con solo 5 % y 3% del total, respectivamente<sup>4</sup>.

Hasta aquí los datos que describen la situación global sobre el homicidio. Ahora bien, el informe de

UNODC –base y fuente de muchos trabajos sobre el tema– es del año 2013, y está hecho con base en cifras de 2012 o del año más cercano. Siendo ello así, es necesario actualizar ciertos números, sobre todo en regiones tan convulsas como las elegidas: México y los países del Triángulo Norte.

Para ello, este estudio recurrió a diversas fuentes. Se comenzó por estudiar la situación en México, su índice de homicidio al año 2016 y la evolución de éste desde 1997 hasta la fecha. Luego, se realizó lo propio con Guatemala, Honduras y El Salvador, para hacer las pertinentes relaciones entre éstos. A continuación acercamos algunos detalles al respecto.

### Homicidios en México

Para conocer las tasas actuales de homicidio en México, es necesario recurrir a las diversas fuentes oficiales, mismas que, como se verá, no son coincidentes.

Conforme las bases de datos del Secretariado Ejecutivo del Sistema Nacional de Seguridad Pública (SESNSP), en la actualidad la tasa de homicidios en México es significativamente menor a la que señala el informe de referido (Estudio global sobre el homicidio de la UNODC). La SESNSP reporta que en 2015 hubo 17,063 mil homicidios, lo que equivaldría a expresar una tasa de 15.5 cada 100 mil habitantes; igual número maneja para el año actual (2016). En otras palabras, las cifras parecen indicar que en los últimos años el homicidio ha mermado. Sin embargo, antes de llegar a cualquier conclusión, resulta indispensable saber qué cifras reportaba el Secretariado (SESNSP) para el período tomado en cuenta por el informe de UNODC (2012): sólo entonces podremos saber su tendencia.

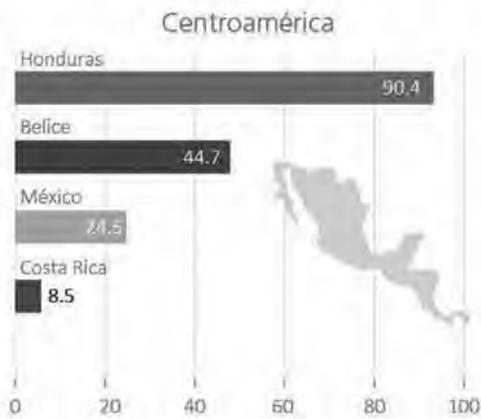
Si reparamos en los números de homicidios reportados por el SESNSP para el aquel año 2012, se observa que conforme dicha fuente oficial en México la tasa oscila los 17.4 homicidios cada 100 mil habitantes, frente a los 24.5 que manifestó UNODC en su informe. En otras palabras, lo primero a remarcar es la diferencia significativa entre ambas fuentes. Siendo ello así, si lo que se pretende es valorar si las cifras

2 La Organización Mundial de la Salud (OMS) sostiene que cuando la tasa supera los 10 homicidios cada 100 mil habitantes, es considerada ya epidémica.

3 Triángulo Norte de Centro América: así se nombra a la región comprendida por Guatemala, Honduras y El Salvador. Como tal tiene firmado tratados económicos con Colombia, México y EEUU. También ha generado políticas públicas, acuerdos. A modo de ejemplo, la reciente Plan Alianza Triángulo Norte

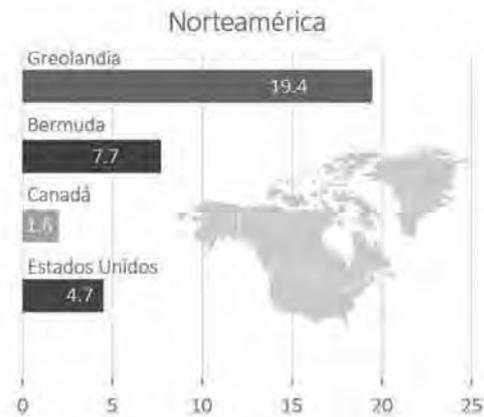
4 JAITMAN, LAUTRA (ed.), *op.cit.*, 4.

**Tasas de homicidios a nivel nacional, países seleccionados por subregión, 2012 o año más próximo**



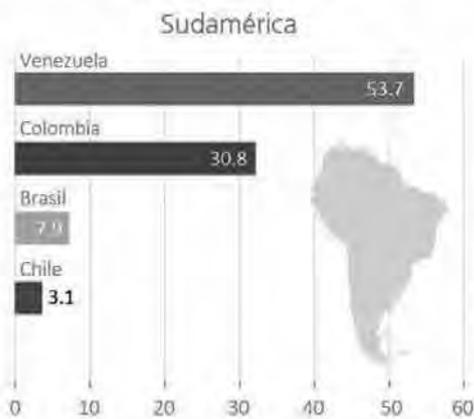
Tasa de homicidios por cada 100 mil habitantes

**Tasas de homicidios a nivel nacional, países seleccionados por subregión, 2012 o año más próximo**



Tasa de homicidios por cada 100 mil habitantes

**Tasas de homicidios a nivel nacional, países seleccionados por subregión, 2012 o año más próximo**



Tasa de homicidios por cada 100 mil habitantes

**Tasas de homicidios a nivel nacional, países seleccionados por subregión, 2012 o año más próximo**



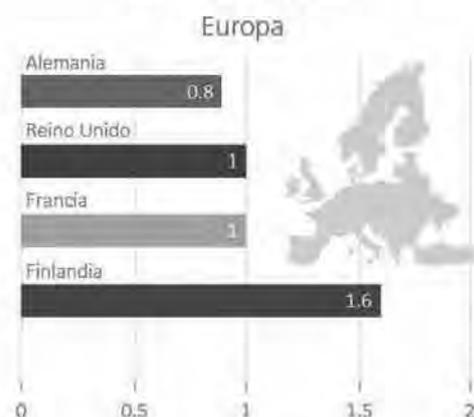
Tasa de homicidios por cada 100 mil habitantes

**Tasas de homicidios a nivel nacional, países seleccionados por subregión, 2012 o año más próximo**



Tasa de homicidios por cada 100 mil habitantes

**Tasas de homicidios a nivel nacional, países seleccionados por subregión, 2012 o año más próximo**



Tasa de homicidios por cada 100 mil habitantes

de 2015 y 2016 implican una baja en relación a las de 2012, es necesario comparar los números que la misma fuente. Con ese objeto se acerca a continuación un cuadro y una gráfica en los que se expone la tendencia de homicidios desde 1997 a la fecha.

Cuadro de homicidios dolosos en México (1997-2016)	
Años	
1997	14,216
1998	14,619
1999	13,849
2000	13,855
2001	13,148
2002	12,676
2003	11,658
2004	11,246
2005	11,806
2006	10,253
2007	13,155
2008	16,118
2009	20,680
2010	22,852
2011	21,736
2012	18,332
2013	15,653
2014	17,034
2015	17,063
2016	17,063

Fuente: SESNSP, Cifras de homicidio doloso, secuestro, extorsión y robo de vehículos 1997-2016. Los datos proporcionados por el SESNSP de 2016 son hasta octubre.



Gráfica de elaboración propia, realizada con base en los datos ofrecidos por el SESNSP México  
Fuente: SESNSP, Cifras de homicidio doloso, secuestro, extorsión y robo de vehículos 1997-2016  
[http://secretariadoejecutivo.gob.mx/docs/pdfs/cifras%20de%20homicidio%20doloso%20secuestro%20et%20HDSECEXTRV\\_102016.pdf](http://secretariadoejecutivo.gob.mx/docs/pdfs/cifras%20de%20homicidio%20doloso%20secuestro%20et%20HDSECEXTRV_102016.pdf)

Como se puede observar, si se toma el 2012 como punto de referencia (mismo año de las cifras que usa UNODC en su informe), resulta claro que desde aquella época hasta el presente los homicidios no

han mermado; antes bien, la baja considerable se dio tras el período álgido de la guerra contra el narco -2010 y 2011 principalmente- pero desde 2012 hasta el presente, no se ha visto variación hacia la baja.

Ahora bien, antes de aceptar como cierta dicha afirmación, resulta forzoso aclarar que existen otros números a sopesar dado que en México, los datos sobre homicidios son contabilizados por diversas instituciones, todas fuentes oficiales a considerar. En primer lugar están las estadísticas del Instituto Nacional de Estadística y Geografía (INEGI) y por el otro, las tasas que arroja el Sistema Nacional de Seguridad Pública (SNSP).

En el cuadro de *ut infra* se puede advertir la variación de homicidios por año, conforme la fuente de referencia. También salta a la vista que, en virtud de dichos números, no ha habido una merma sino un incremento en las tasas de homicidios cada 100 mil habitantes desde 2014 a la fecha.

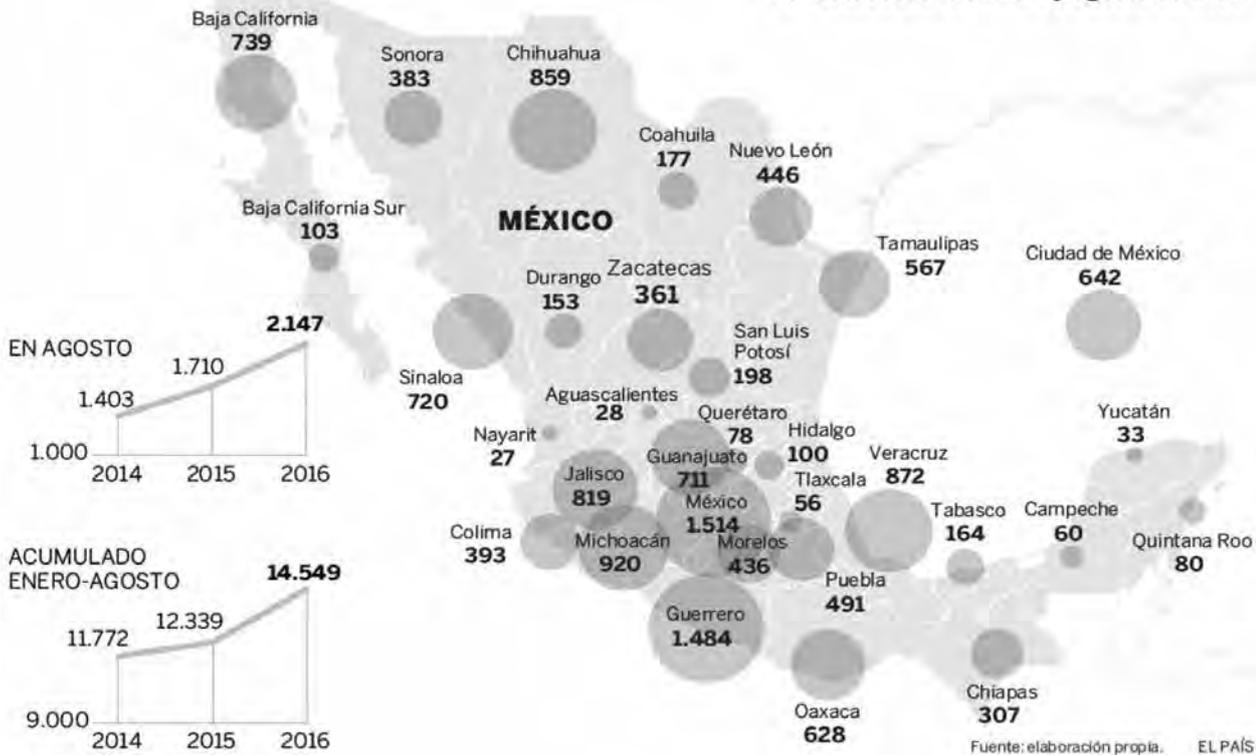


Gráfica realizada con base en los datos de Animal Político, ¿Por qué crecieron homicidios en México 2016? <http://www.animalpolitico.com/blogueros-salir-de-dudas/2016/08/04/crecieron-homicidios-mexico-2016/>

El gráfico ilustra las diferencias, mismas que no sólo se dan entre las fuentes ilustradas (INEGI y SNSP) sino también con relación a lo que reporta SESNSP y UNODC. Recuérdese que según el informe de éste último, México tenía en 2012/3 una tasa de 24.5 cada 100 mil habitantes. Pero en virtud del SESNSP el número de homicidios para dicho año es inferior (cerca del 17.4) y ha mermado levemente hasta la fecha; mientras por otro lado, las cifras de SNSP y de INEGI marcan tasas diversas, que se encaminan al alza a partir de 2014.

El desconcierto es grande. A su vez, en algunos años el número de homicidios reportados por una

Por Estados, entre enero y agosto de 2016



Fuente: elaboración propia. EL PAÍS

Fuente: El puntero. Líder en Información digital. <http://elpuntero.com.mx/n/29639/epr-toca-fondo-y-mexico-regresa-en-julio-y-agosto-a-cifras-de-homicidios-de-2012>

fuente difiere mucho de otra. No resulta claro a qué se debe; la autoridad no lo explica (ténganse en cuenta que tanto SESNSP, como SNSP son fuentes oficiales). Sería interesante estudiar qué se discrimina en cada caso, en dónde y a qué se deben las diferencias. Pero ello excede el objeto de este trabajo; en este artículo interesa exponer un aspecto del vínculo entre homicidio, migración y violencia del contexto Mexico- Triángulo Norte; para ello es relevante valorar entonces en qué zonas o regiones se concentra el mayor número de homicidios en México.

Conforme las cifras del año en curso, las regiones más impactadas son Guerrero, México, Jalisco, Mi-

choacán, Veracruz y Guanajuato, entre otros (ver cuadro de "El puntero"). Mientras ciertas regiones como Tamaulipas o Coahuila, parecen tener cifras bajas. (Gráfico superior).

La fuente señala su preocupación con base a los números de homicidios; coincidimos. Sin embargo, las cifras no computan todas las víctimas que tienen el mismo destino: muerte. En México se da otro fenómeno que en alguna época se llamó "secuestro de migrantes", sobre todo en los informes de Comisión Nacional de Derechos Humanos (CNDH)<sup>5</sup>, instrumentos de la autoridad y de la sociedad civil<sup>6</sup>. Miles de personas migrantes –en su mayoría provenientes de Centro-

5 Cfr. CNDH, Informe especial sobre secuestro de migrantes en México, 22 de Febrero de 2011, México, Comisión Nacional de Derechos Humanos, 2011, 5, en [http://www.cndh.org.mx/sites/all/fuentes/documentos/informes/especiales/2011\\_secmigra-ntes\\_0.pdf](http://www.cndh.org.mx/sites/all/fuentes/documentos/informes/especiales/2011_secmigra-ntes_0.pdf) (disponible el 15-III-2016).

6 En el marco del 138 período de sesiones de la ComIDH varias organizaciones de la sociedad civil solicitaron una audiencia pública con el objeto de presentar la situación en Mexico. Así, en la audiencia temática del 22 de Marzo de 2010 se presentó el Documento "Secuestros a Personas Migrantes Centroamericanas

en Tránsito por México" preparado por: Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez, A.C. (Centro Prodh); Frontera Con Justicia, A.C.; Humanidad Sin Fronteras, A.C.; Centro Diocesano de Derechos Humanos Fray Juan de Larios; Casa del Migrante Hermanos en el Camino, de Ixtepec, Oaxaca; Dimensión de la Pastoral de la Movilidad Humana; Servicio Jesuita a Migrantes México; Centro de Derechos Humanos Fray Matías de Córdova; Servicio Jesuita de Jóvenes voluntarios; Albergue de Nuestra Señora de Guadalupe, A.C. de Reynosa, Tamaulipas; Albergue Guadalupeño de Tierra Blanca, Veracruz.

américa— son aprehendidas y desaparecidas cada año por grupos de crimen organizado. A muchas, en virtud de la circunstancias de la desaparición, se las presume muertas. En otros casos esto incluso se ha constatado (recuérdese las tres masacres de Tamaulipas, o bien las fosas comunes encontradas en los últimos años en Guerrero, Veracruz y otras regiones del país).

La propuesta de análisis de este texto consiste en remarcar el vínculo entre las cifras de homicidio, migración y violencia (en especial, los casos denominados de “secuestro de migrantes” en México). Y todo esto a fin de sopesar hasta qué punto son relativas y cuestionables las cuantificaciones que se realizan en relación con ciertos rubros (en especial, la tasa de homicidios en México); al mismo tiempo evidenciar algunas variables que no son tenidas en cuenta al momento de cuantificar la famosa “cifra negra”. Tradicionalmente se describe a esta como el porcentaje de delitos que no se denuncian<sup>7</sup>; en el próximo título, trataremos de subrayar los factores que vuelven evidente hasta qué punto la definición resulta escueta, si lo que se pretende es dimensionar la cifra negra de los homicidios en México.

### **Algunos factores que deberían tenerse en cuenta al computar los homicidios en México**

#### *a) Migración; el corredor “Triángulo Norte-México-EEUU”.*

La Organización Internacional para las Migraciones (OIM)<sup>8</sup>, informa que un millón de mexicanos migran anualmente hacia Estados Unidos de América, y que de éstos, aproximadamente 400.000 son repatriados

7 CIDAC, *Números rojos del sistema penal*, Octubre de 2011, p. 5. Disponible en <http://www.cidac.org/esp/uploads/1/CIFRAS.pdf>. Según el informe, el promedio nacional de cifra negra en México era del 83%, lo que equivale a decir que ocho de cada diez delitos nunca son conocidos por las autoridades.

8 OIM, *Hechos y cifras 2014*, en: <http://oim.org.mx/hechos-y-cifras-2>. Adviértase que OIM toma y transcribe las cifras de diversas instituciones mexicanas, particularmente del INEGI e INM.

9 En la franja fronteriza del sur de México (límite con Guatemala) confluyen tres aristas: es el punto de salida de muchos chiapanecos que se dirigen al interior de México y a Estados Unidos; es

de la Unión Americana, mientras otros permanecen en ese país y se inscriben en la cifra de los 11 millones de personas nacidas en México que viven en EUA.

Como se sabe, por el corredor México-Estados Unidos no sólo transitan aquellos mexicanos que buscan cruzar al país del norte, sino también otros migrantes —en su mayoría centroamericanos— que tienen idéntico objetivo: alcanzar una mejor situación económica, laboral, social y cultural sea en México<sup>9</sup>, en Estados Unidos<sup>10</sup> o —en menor número— Canadá, o migrar por diversos motivos que a más adelante detallaremos.

Según la Subsecretaría de Población, Migración y Asuntos Religiosos de la Secretaría de Gobernación (SEGOB), al año ingresan a México aproximadamente 150 mil migrantes indocumentados, la mayoría provenientes de Centroamérica. De acuerdo con organismos de la sociedad civil, esta cifra asciende a 400 mil<sup>11</sup>.

Los números no sorprenden, México es considerado país de origen, destino y tránsito migratorio<sup>12</sup>. Estados Unidos de América ha sido por décadas un imán para los migrantes del Centro y Sur de América. No en vano, el país del norte se encuentra en tercer lugar a nivel mundial con 54 millones de migrantes según el informe “*International Migration Report 2015*”<sup>13</sup> de ACNUR.

Y esta posición es refrendada por el informe de la Organización de los Estados Americanos (OEA), “Migración Internacional de las Américas” cuando menciona que Estados Unidos es el principal país de residencia de los migrantes de las Américas<sup>14</sup>. En ese sentido y para ser más precisos, el informe del Departamento de Asuntos Económicos y Sociales menciona que en “Estados Unidos existen 46.627.102

el punto de ingreso de migrantes centroamericanos que buscan similar destino y, por ende, lugar de tránsito para todos ellos.

10 Cfr. “Datos sobre la vulnerabilidad de los migrantes centroamericanos en México”, en BUSTAMANTE, JORGE, *Cruzar la línea. La migración de México a los Estados Unidos*, México, Fondo de Cultura Económica, 1997, pp.18 y ss.

11 Cfr. CNDH, Informe especial sobre secuestro de migrantes en México, 22 de Febrero de 2011, México, Comisión Nacional de Derechos Humanos, 2011, 5, en [http://www.cndh.org.mx/sites/all/fuentes/documentos/informes/especiales/2011\\_secsmigrantes\\_0.pdf](http://www.cndh.org.mx/sites/all/fuentes/documentos/informes/especiales/2011_secsmigrantes_0.pdf) (disponible el 15-III-2016).

migrantes de los cuales 22.824.307 son hombres y 23.802.795 son mujeres<sup>15</sup>. Es esta una manifestación de la feminización de la migración, al cual nos referiremos unos párrafos más adelante.

En el mismo sentido se ha expresado la CIDH en su opinión consultiva del 19 de agosto de 2014<sup>16</sup>, al señalar que se estima que en América Latina y el Caribe 25 millones de personas que han hecho lo propio hacia países de Norte América y Europa, existen otros 6 millones que han migrado a otros países dentro de la misma región. Sin embargo, las cifras son relativas pues se sabe que muchos de los migrantes que no logran llegar a su objetivo (Estados Unidos) y optan por quedarse en los países dentro de la misma zona.

Los motivos que genera este gran flujo de migración son variados, pero dentro de ellos cobra especial relevancia los índices de pobreza así como la grave situación de violencia que se viven en ciertas latitudes. En ese orden de ideas, la ComIDH señala como causa principal la violencia que se vive en los países de América Central, misma que genera a su vez muchas otras problemáticas que se ven reflejadas en diversas aristas de carácter social, económico y cultural<sup>17</sup>. Analizaremos este aspecto en el próximo título, pues la violencia explica muchas tendencias del flujo

migratorio, entre ellas, parte de la feminización de la migración; también el vínculo con el fenómeno de la trata y la selección natural de víctimas por parte de los tratantes<sup>18</sup>.

b) *Violencia y homicidio en los países del Triángulo Norte* Uno de los flujos migratorios más marcados que se recibe en territorio mexicano, así como también en las fronteras de Estados Unidos, proviene de tres países: Honduras, Guatemala y El Salvador. No resulta casual que el primero de éstos detente la tasa de homicidios más alta de América: recuérdese que según las cifras UNODC y la ComIDH, Honduras refleja "90.4 homicidios por cada 100 mil personas; El salvador y Guatemala también figuraron en la lista, en el cuarto y quinto lugar con 41.2 y 39.9 asesinatos por cada 100.000 personas, respectivamente"<sup>19</sup>. Sin embargo estas cifras, reflejan la situación de hace algunos años.

En títulos anteriores, se actualizó la cifra relativa a los homicidios en México. En este apartado, el trabajo pretende acercar un detalle sobre los países del Triángulo Norte; para ello se decidió estudiar, conjuntar y ordenar los datos que se muestran en diversos instrumentos y fuentes de información nacionales e interna-

12 También es hoy un país de "retorno", situación que explicaremos más adelante.

13 Organización de las Naciones Unidas (ONU), Departamento de Asuntos Económicos y Sociales, *International Migration Report 2015: Highlights*, p. I. en: [http://www.un.org/en/development/desa/population/migration/publications/migrationreport/docs/MigrationReport2015\\_Highlights.pdf](http://www.un.org/en/development/desa/population/migration/publications/migrationreport/docs/MigrationReport2015_Highlights.pdf) (disponible el 10-IV-2016).

14 Cfr. Organización de los Estados Americanos (OEA), *Migración Internacional de las Américas. Tercer Informe de Sistema Continuo de Reportes sobre Migración Internacional en las Américas*, 2015, 13, en: <https://www.oas.org/docs/publications/SICREMI-2015-SPANISH.pdf> (disponible el 30-III-2016).

15 Organización de las Naciones Unidas (ONU), Departamento de Asuntos Económicos y Sociales, *International migrant stock 2015*, en: [http://www.un.org/en/development/desa/population/migration/data/estimates2/data/UN\\_MigrantStockTotal\\_2015.xlsx](http://www.un.org/en/development/desa/population/migration/data/estimates2/data/UN_MigrantStockTotal_2015.xlsx) (disponible el 01-IV-2016)

16 Cfr. Corte Interamericana de Derechos Humanos, *Opinión Consultiva oc-21/14 de 19 de agosto de 2014 solicitada por la república argentina, la República Federativa de Brasil, la Repú-*

*blica del Paraguay y la República Oriental del Uruguay derechos y garantías de niñas y niños en el contexto de la migración y/o en necesidad de protección internacional*. 3, en [http://www.cndh.org.mx/sites/all/doc/Programas/migrantes/opinionConsultivaOC21\\_14\\_CIDH.pdf](http://www.cndh.org.mx/sites/all/doc/Programas/migrantes/opinionConsultivaOC21_14_CIDH.pdf) (disponible el 10-IV-2016).

17 Los costos variados de la violencia pueden verse en un estudio del Banco Interamericano de Desarrollo (BID), JAITMAN, LAURA (ed.), *Los costos del crimen y la violencia en América Latina y el Caribe*, en: <http://www.sjmmexico.org.mx/wp-content/uploads/2014/10/BID.-Los-costos-del-crimen-y-la-violencia-en-el-bienestar-en-AL.pdf> (disponible el 13-IV-2016).

18 Para detalles sobre este punto, vease el Capítulo II, el título sobre algunas concausas, la violencia contra la mujer en Centroamérica.

19 Comisión Interamericana de Derechos Humanos, *Refugiados y Migrantes en Estados Unidos: Familias y niños no acompañados*. 64, en: <https://www.oas.org/es/cidh/informes/pdfs/Refugiados-Migrantes-EEUU.pdf> (disponible el 10-IV-2016). (Cabe señalar que los datos citados por la Comisión Interamericana son de la UNODC).

cionales, a fin de clarificar el panorama. El desafío fue significativo: pocos Estados cuentan con cifras actualizadas, o bien no las han hecho públicas; ello obligó a consultar fuentes no oficiales pero legitimadas.

Antes de recaer en los homicidios, se consideró importante tener datos claros sobre la población, su dimensión y crecimiento, así como sobre otros factores de incidencia directa en las expresiones de violencia de la región. Por ello se buscó confrontar el número total de población (comparando los dos últimos años, es decir 2014 y 2015), superficie, índice de pobreza (conforme dos fuentes, una internacional y otra de reconocimiento local), para luego revelar la tendencia que se ha visto en la tasa de homicidios cada 100.000 habitantes para los años en comento, es decir, desde el 2013 hasta la fecha.

En cuanto a la población, nos enfocamos en el período que nos interesa actualizar. Tomamos como referencia tres fuentes, a fin de contar con datos sobre cada uno de los años en cuestión. En primer lugar acercamos las cifras que maneja ICEFI (Instituto Centroamericano de Estudios Fiscales), entidad que no sólo tiene prestigio y peso en la región, sino datos sobre el resto de los países (lo que no sucede con otras organizaciones); en segundo lugar, las que tiene el Banco Mundial y por último, los datos más recientes -2016- suministrados por las Naciones Unidas. Como se puede observar, la tendencia es estable.

Población Triángulo Norte	2014. Fuente: ICEFI <sup>[1]</sup>	2015. Fuente: Banco Mundial <sup>[2]</sup>	2016. Fuente: Fondo de Población de las Naciones Unidas <sup>[3]</sup>
El Salvador	6.352.000 mill.	6.126.583 mill.	6.1 mill.
Guatemala	15.870.000 mill.	16.342.837 mill.	16.7 mill.
Honduras	8.264.000 mill.	8.075.060 mill.	8.2 mill.

[1] ICEFI, *Icefi rechaza sesgo proempresarial del Plan para la Alianza por la Prosperidad y pone medidas para corregirlo*. <http://icefi.org/comunicados/icefi-rechaza-sesgo-proempresarial-del-plan-para-la-alianza-por-la-prosperidad-y-propone> [2] Banco Mundial, Población Total, <http://datos.bancomundial.org/indicador/SP.POPTOTL?locations=GT-HN-SV> [3] Fondo de Población de las Naciones Unidas, *Población mundial. ICPD Goals and Demographic Indicators 2016*. <https://www.unfpa.org/es/world-population-dashboard>

Luego, se eligió un año<sup>20</sup> y entonces se comparó población, superficie, ingreso e índice de pobreza extrema de cada país. Como se puede observar en el cuadro de *ut infra*, el ingreso (en miles de millones y

per cápita), se tomó del informe del Banco mundial, mientras el índice de pobreza extrema se acercó de éstas fuente pero conjuntado con el que para cada país brinda ICEFI. La idea fue, una vez más, ser plural, al mismo tiempo que evidenciar la diversidad de datos y valoraciones.

Si se analiza el cuadro se observará que existe cierta relación entre ingreso, índice de pobreza extrema y tasa de homicidio en cada país. Si se analiza Guatemala, por ejemplo, se percibe como la pobreza extrema para 2014 esta es la más baja del Triángulo Norte, lo que también se refleja en la tasa de homicidios cada 100 mil habitantes que dicho país tiene. Valoraciones como estas han llevado siempre a remarcar el vínculo entre pobreza y homicidio, relación no siempre correcta –y en el caso de TN, incompleta–. (1<sup>er</sup> Cuadro de la página siguiente).

Acercado lo anterior, resta analizar las tasas de homicidio para el Triángulo Norte. Las cifras que se manejan en el ámbito internacional, así como las que cita la CIDH y demás instituciones, son las del último informe de UNODC (2013), instrumento que como se señaló, utiliza datos del año 2012 o bien fecha más cercana.

En este estudio se investigó y recopiló la información necesaria para hacer lo propio con los años 2014, 2015 y 2016. Ello supuso conjugar fuentes y comparar números cuyos cómputos no comparten idénticos indicadores. No obstante, el objeto de este título era analizar lo acontecido tras el informe ONODC –base y fundamento de diversas decisiones a nivel regional e internacional– a fin de saber si esas tasas expresan lo que actualmente se vive en los países del Triángulo Norte.

Como se podrá observar en el cuadro de *un infra*, la conclusión es que del 2012/2013 a la fecha, la situación ha cambiado. En virtud de las fuentes rescatadas, hoy la tasa más alta no es la de Honduras. A saber, en el informe de ONUDC se sostenía que en dicho país había 90.4 homicidios cada 100 mil habitantes, pero ya para 2014 el Banco Mundial reportó

20 Se eligió el año 2014 porque sobre este existe información en cada rubro. No sucede lo mismo con 2015 o 2016.

País	Población 2014. Fuente: ICEFI <sup>[1]</sup>	Superficie territorial. (km <sup>2</sup> )	Ingreso (2012) Fuente: <i>World Development Report 2014</i> <sup>[2]</sup>		Pobreza extrema		Tasa de homicidios intencionales 2014 <sup>[5]</sup>  Fuente: Banco Mundial
			En miles de millones	Per cápita	2014 Fuente: ICEFI <sup>[3]</sup>	2004-2012 Fuente: Banco Mundial <sup>[4]</sup>	
El Salvador	6.352.000 millones	21.040	22.5 mil millones	3, 580	15.5%	25% (aprox.)	64.2
Guatemala	15.870.000 millones	108.889	47.0 mil millones	3, 120	13.3%	50%	31.2
Honduras	8.264.000 millones	112.492	16.4 mil millones	2,070	43.9%	40% (aprox.)	74.6

[1] ICEFI, *Icefi rechaza sesgo proempresarial del Plan para la Alianza por la Prosperidad y pone medidas para corregirlo*. <http://icefi.org/comunicados/icefi-rechaza-sesgo-proempresarial-del-plan-para-la-alianza-por-la-prosperidad-y-propone> [2] Banco Mundial, *World Development Report 2014*, p. 296. [http://siteresources.worldbank.org/EXTNWR2013/Resources/8258024-1352909193861/8936935-1356011448215/8986901-1380046989056/WDR-2014\\_Complete\\_Report.pdf](http://siteresources.worldbank.org/EXTNWR2013/Resources/8258024-1352909193861/8936935-1356011448215/8986901-1380046989056/WDR-2014_Complete_Report.pdf) \* Los tres países son considerados por el Banco Mundial como "países de medianos-bajos ingresos" p. 295 [3] ICEFI, *Icefi rechaza sesgo proempresarial del Plan para la Alianza por la Prosperidad y pone medidas para corregirlo*. <http://icefi.org/comunicados/icefi-rechaza-sesgo-proempresarial-del-plan-para-la-alianza-por-la-prosperidad-y-propone> [4] Banco Mundial, *Resumen ejecutivo. Los olvidados. Pobreza Crónica en América Latina y el Caribe, 2015*, p. 13. [http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/LAC/pobreza\\_cronica\\_overview.pdf](http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/LAC/pobreza_cronica_overview.pdf) [5] Banco mundial, *Homicidios intencionales (por cada 100.000 habitantes)* <http://datos.bancomundial.org/indicador/VC.IHR.PSRC.P5?locations=SV&view=chart>

una tasa inferior: 74.6 cada 100 mil habitantes. A partir de dicha fecha, no existen datos por parte de ambas fuentes. Siendo ello así, y a fin de valorar qué se reporta para dichos años, este estudio tomó en cuenta otras fuentes locales o regionales, para conocer la situación actual. Se advirtió que la tendencia a la baja se mantuvo, ya que en 2015 se calcula una tasa del 57 % mientras para 2016 se señala que esta oscila los 58.2 homicidios cada 100 mil habitantes. El dato no es menor, sobre todo para la toma de decisiones –locales o regionales–, la diagramación de políticas públicas así como para la concesión de financiamientos internacionales sobre el tema.

Conforme las cifras que este estudio recaba, la tasa de homicidios más preocupante dentro del Triángulo Norte es la de El Salvador. El país marca una tendencia hacia el alza desde 2013 a la fecha. Incluso en el período de 2015 según datos de *InSight Crime*, esta llegó a los 103; mientras para el mismo período dicha fuente reportaba que Guatemala tenía 30 homicidios cada 100 mil habitantes y Honduras, 57.

### c) Migración y violencia en México; el denominado "sequestro de migrantes"

Hasta aquí se analizaron las tasas de homicidio cada 100 mil habitantes de México y de los países del Trián-

País	2013	2014		2015		2016	
	Tasa de homicidios intencionales Fuente: UNODC <sup>[1]</sup>	Tasa de homicidios intencionales Fuente: Banco Mundial <sup>[2]</sup>	Tasa de homicidios Fuentes diversas	Tasa de homicidios intencionales Fuente: Banco Mundial	Tasa de homicidios Fuente: <i>In-Sight Crime</i> <sup>[6]</sup>	Tasa de homicidios intencionales Fuente: Banco Mundial	Tasa de homicidios Fuentes diversas
El Salvador	41.2	64.2	61.1 <sup>[3]</sup>	S/D	103	S/D	62.9 <sup>[7]</sup> (hasta agosto 2016)
Guatemala	39.9	31.2	37 <sup>[4]</sup>	S/D	30	S/D	20.68 <sup>[8]</sup> (Hasta septiembre 2016)
Honduras	90.4	74.6	66.4 <sup>[5]</sup>	S/D	57	S/D	58.20 <sup>[9]</sup> (Hasta octubre 2016)

[1] UNODC, *Global study on homicide 2013*, p. 126 [http://www.unodc.org/documents/gsh/pdfs/2014\\_GLOBAL\\_HOMICIDE\\_BOOK\\_web.pdf](http://www.unodc.org/documents/gsh/pdfs/2014_GLOBAL_HOMICIDE_BOOK_web.pdf) [2] Banco Mundial, *Homicidios intencionales (por cada 100.000 habitantes)* <http://datos.bancomundial.org/indicador/VC.IHR.PSRC.P5?locations=SV&view=chart> [3] Fundación Guillermo Manuel Ungo, *Evolución de los homicidios en El Salvador, 2009-2015*, p.1 [http://www.resdal.org/assets/13012016\\_apuntes\\_homicidios.pdf](http://www.resdal.org/assets/13012016_apuntes_homicidios.pdf) [4] Procurador de Derechos Humanos, *Informe anual circunstanciado 2014*, p. 2 [http://www.pdh.org.gt/archivos/descargas/Biblioteca/Informes%20Anuales/inf\\_2014.pdf](http://www.pdh.org.gt/archivos/descargas/Biblioteca/Informes%20Anuales/inf_2014.pdf) [5] Comisionado Nacional de los Derechos Humanos, *Informe al H. Congreso Nacional de la República*, p. 27 [http://190.92.18.85/descargas/InformesAnuales/CONADEH\\_2014.pdf](http://190.92.18.85/descargas/InformesAnuales/CONADEH_2014.pdf) [6] InSight Crime, *Balance de Insight Crime sobre los homicidios en Latinoamérica en 2015* <http://es.insightcrime.org/analisis/balance-insight-crime-homicidios-latinoamerica-2015> [7] Policía Nacional Civil (El Salvador), *Estadísticas de Enero a Agosto 2016*, [http://www.transparencia.pnc.gob.sv/portal/page/portal/transparencia/gestion\\_estadistica/estadisticas/ESTADISTICAS%20DE%20DELITOS%20-%20202016.xlsx](http://www.transparencia.pnc.gob.sv/portal/page/portal/transparencia/gestion_estadistica/estadisticas/ESTADISTICAS%20DE%20DELITOS%20-%20202016.xlsx) (La cifra en cuestión se realizó con base en los datos proporcionados por la Policía Nacional Civil) [8] Secretaría Técnica del Consejo Nacional de Seguridad (Guatemala), *Reporte Estadístico Septiembre 2016*, p. 30 [http://stcns.gob.gt/docs/2016/Reportes\\_DMC/Reporte\\_septiembre\\_mapas.pdf](http://stcns.gob.gt/docs/2016/Reportes_DMC/Reporte_septiembre_mapas.pdf) [9] Sistema Estadístico Policial en Línea (SEPOL Honduras), *Acumulado de Tasas de Homicidios por 100, 000 habitantes por mes de los últimos 12 meses. Hasta octubre 2014-2016*. <https://www.sepol.hn/artisistem/images/sepul-images/files/PDF/Estadistica%2012%20meses%20tasas%20Octubre%202016.xlsx.pdf>

gulo Norte. Se actualizaron las cifras, a fin contar con un panorama preciso –dentro de lo que cabe–. El resultado del análisis fue revelador: desde el 2013 las expresiones de violencia/homicidio y las tendencias han mutado; Honduras y Guatemala revelan una tendencia hacia la baja; el primero de éstos países ya no tiene la tasa de homicidios más alta del continente, pues hoy es El Salvador quien detenta el puesto; por último México desde 2012 y 2013 mostraba cierta estabilidad, aunque luego evidenció una tendencia hacia la alza. Mientras tanto, el flujo migratorio no ha mermado; las personas continúan abandonando sus países y se lanzan en busca de una situación mejor. Muchas migran para escapar de la violencia, la falta de oportunidades o la pobreza.

Pero la violencia que viven en sus comunidades, no finaliza allí: durante el tránsito, los migrantes deben sortear diversas vicisitudes; la migración conlleva muchas veces grandes riesgos, máxime cuando se dan en contextos de crimen organizado.

El Relator sobre los Derechos de los migrantes de la CIDH en su informe sobre Derechos Humanos de los migrantes y otras personas en el contexto de la movilidad humana en México (2011) “señaló que: durante los últimos años la Comisión ha evidenciado una situación de secuestros masivos y sistemáticos de migrantes en tránsito por México por parte de organizaciones del crimen organizado, las cuales en algunos casos actúan bajo la tolerancia o con la participación de ciertas autoridades<sup>21</sup>. Y agrega, “El

hecho de que ocurran secuestros masivos en contra de migrantes, son una de las principales muestras del nivel de degradación e inseguridad que viven los migrantes en su tránsito por México. Durante sus secuestros, los migrantes suelen ser víctimas de actos de violencia física, psicológica y sexual, trata de personas, asesinatos e incluso de desapariciones”.

Esto se ha visto actualizado recientemente por las expresiones de la Comisión Nacional de Derechos Humanos en su informe sobre la situación de derechos humanos en Honduras en el año 2015; allí presentó su preocupación, ya que según lo informado por el Comité de Familiares Migrantes Desaparecidos del Progreso (COFAMIPRO), “en los últimos años se ha registrado la desaparición de 400 migrantes hondureños en su ruta hacia Estados Unidos”<sup>22</sup>, sin tener una cifra exacta ya que el Estado, según el informe, no ha presentado ninguna solución para la búsqueda de dichos migrantes. La ComIDH presentó su informe “La situación de Derechos Humanos en México, 2015” en igual sentido, pero detallando además otros casos de migrantes desaparecidos<sup>23</sup>.

Es este el tipo de violencia que padecen principalmente las personas migrantes que provienen de la región centroamericana. Pero el calvario es para todos. En otras palabras, también el migrante mexicano recibe su dosis de violencia. Explicaremos la situación, pero antes de detallar las cuestiones internas, permítasenos contextualizar un poco geo-poblacionalmente la situación.

21 Relator de la CIDH, *Derechos humanos de los migrantes y otras personas en el contexto de la movilidad humana en México*. 2011, 51.

22 Comisión Interamericana de Derechos Humanos, *Situación de derechos humanos Honduras 2015*, 67, en <http://www.oas.org/es/cidh/informes/pdfs/Honduras-es-2015.pdf> (disponible el 14-IV-2016).

23 ComDH, *Situación de derechos humanos en México*, 2015, 92, en <http://www.oas.org/es/cidh/informes/pdfs/Mexico2016-es.pdf> (disponible el 15-III-2016). En el mismo se detalla que “la Fundación para la Justicia y el Estado Democrático de Derecho, en conjunto con comités de familiares de migrantes desaparecidos en Centroamérica, hasta la fecha de la aprobación de dicho

informe había logrado documentar en conjunto con el Comité de Familiares de Migrantes Fallecidos y Desaparecidos de El Salvador (COFAMIDE) 106 casos de migrantes desaparecidos de El Salvador; con el Comité de Familiares de Migrantes de El Progreso Honduras (COFAMIPRO) 142 casos de Honduras; y con el Comité de Familiares de Migrantes del Centro de Honduras (COFAMICEDH) otros 10 casos de Honduras. Asimismo, la Fundación para la Justicia ha documentado cerca de 90 casos de migrantes fallecidos y desaparecidos de Guatemala y otros 22 casos de migrantes mexicanos desaparecidos. Además, en los bancos de información forense que coordina el Equipo Argentino de Antropología Forense se han registrado 814 casos de migrantes desaparecidos, los cuales corresponden a 767 familias”.

Asaber, México tiene una población de 112.336.538 habitantes, cifra que lo coloca en el lugar 11 del mundo<sup>24</sup>. De esa población, el 28% (31.4 millones 188,594 de habitantes) se ubica en las zonas metropolitanas del Valle de México, Guadalajara, Monterrey y Puebla-Tlaxcala. Mientras 188.594 localidades del país tienen menos de 2.500 habitantes<sup>25</sup>. Esta concentración poblacional explica y determina muchos movimientos internos, los cuales –originariamente– se desencadenan por el deseo de una mejor situación económica, laboral, social, familiar o cultural. Pero el mayor flujo migratorio no es éste, sino el que protagonizan los ciudadanos mexicanos que abandonan su tierra. Para decirlo con un ejemplo, sólo entre 2005 y 2010 emigraron de México cerca de 1.1 millones de personas, de las cuales 27 % tenía de 25 a 34 años; 21.8 %, de 20 a 24; 19.2 %, de 15 a 19 y 17.7 %, de 35 a 49 años. De toda esa cifra, a Estados Unidos de América se trasladó el 89.4 por ciento<sup>26</sup>.

En consonancia con eso, se sabe que un millón de mexicanos no documentados y documentados migran anualmente<sup>27</sup> hacia Estados Unidos<sup>28</sup> de los cuales aproximadamente 400.000 mexicanos son repatriados de la Unión Americana y 11 millones de personas nacidas en México viven en EUA. Idénticas cifras da el Instituto Nacional de Migración<sup>29</sup>.

Las motivaciones que impulsan a las personas mexicanas no distan de las que se refieren para Cen-

troamérica: buscan bienestar, seguridad, oportunidades económicas y hasta lograr la reunificación familiar.

Sin embargo, por lo que hemos podido analizar, las cifras oficiales remarcan que en la última década se han visto cambios. En primer lugar, se ha incrementado la edad promedio de los migrantes mexicanos que se desplazaban hacia Estados Unidos; así, mientras que del año 2003 y 2008 gran parte de los migrantes mexicanos tenían entre 18 a 39 años de edad; de 2012 a 2014 empieza a observarse un incremento importante en el rango de 40 a 59 años<sup>30</sup>.

En cuanto a la educación, se percibe que del año 2006 a 2014, el porcentaje de migrantes con educación formal de 10 a 12 años aumentó de 34.8 % a 37.5 % para el total de la población<sup>31</sup>. A medida que aumenta la edad de los migrantes, también aumenta el porcentaje de personas que tienen menos años de escolaridad; así se ve que dentro de la población migrante que tiene 60 años o más, más del 65.0 % no tienen el grado de escolaridad consultado (10 a 12 años escolares)<sup>32</sup>.

Desde nuestra perspectiva, la información que acercamos muestra algunas tendencias. Al analizar la conformación de la población migrante mexicana, se advierte en ella un incremento de la edad promedio y también un aumento del grado de educación promedio que tiene dicha población. Sin duda cambio revela a su vez una modificación de los condiona-

24 Cfr. Instituto Nacional de Estadística y Geografía, *Conociendo México*, 2012, 23, en [http://www.inegi.org.mx/prod\\_serv/contenidos/espanol/bvinegi/productos/integracion/pais/mexcon/folleto\\_nacional\\_pliegos\\_baja.pdf](http://www.inegi.org.mx/prod_serv/contenidos/espanol/bvinegi/productos/integracion/pais/mexcon/folleto_nacional_pliegos_baja.pdf) (disponible el 12-III-2016).

25 Cerca de 3.640 localidades tienen entre 2.500 y menos de 1 millón. Cuentan con con 1 millón o más habitantes 11 localidades, entre ellas: Iztapalapa (Ciudad de México); Ecatepec (Edo. de México); Tijuana (BC); Puebla (Pue.); Guadalajara (Jal.); León (Gto.); Ciudad Juárez (Chih.); Zapopan (Jal.); Gustavo A. Madero (Ciudad de México); Monterrey (NL) y Nezahualcóyotl (Edo. de México). Ver, Instituto Nacional de Estadística y Geografía, *idem*, 21.

26 *Idem*, 38.

27 Cfr. OIM, *Hechos y cifras 2014*, Falta año y página, en: <http://oim.org.mx/hechos-y-cifras-2> (disponible el 13-III-2016).

28 Es interesante ver que, conforme se menciona, el Estado de Zacatecas es la entidad con más alto índice de intensidad migratoria (4.422), seguida de Guanajuato y Michoacán, las cuales

presentan índices muy similares: 3.891 y 3.868, respectivamente, y Nayarit, que figura en el cuarto lugar, con un índice de intensidad migratoria a EUA de 3.370. También los Estados de Chiapas, Campeche, Tabasco y Quintana Roo son los puntos de internación en México de migrantes centroamericanos y extra regionales, quienes utilizan dichos estados como paso para llegar a su destino migratorio. Mientras que las rutas de tránsito más importantes para los migrantes desde la frontera sur hacia el norte del país son: Chiapas, Oaxaca, Tabasco, Veracruz y Tamaulipas.

29 Adviértase que OIM toma y transcribe las cifras de diversas instituciones mexicanas, particularmente del INEGI e INM.

30 Cfr. SEGOB, CONAPO y Fundación BBVA Bancomer, *Anuario de migración y remesas. México 2015*, 38 en [https://www.bbva-research.com/wp-content/uploads/2015/06/1506\\_Mexico\\_AnuarioMigracion2.pdf](https://www.bbva-research.com/wp-content/uploads/2015/06/1506_Mexico_AnuarioMigracion2.pdf) (disponible el 10-III-2016).

31 *Idem*, 42.

32 *Idem*, 43.

mientos que motivaron su la migración; sería interesante sería estudiar qué es lo que provoca estas tendencias y cómo se encuentra eso documentado; pero es análisis supera el objetivo de esta sección. Sólo nos permitimos remarcar que la población migrante –mexicana– que camina hacia Estados Unidos, sufre los mismos avatares que las personas provenientes de otros Estados de la región –principalmente, Guatemala, Honduras y El Salvador–. Y tanto unos y otro, si llegan a su destino, muchas veces son deportados.

Otra tendencia interesante que el lector habrá podido vislumbrar de las cifras brindadas en los párrafos precedentes, es la feminización de la migración. En otras palabras, lo que antaño era una travesía casi exclusivamente masculina, hoy se ha convertido año con año, en una ruta de migración en la cual se incrementa el número de mujeres migrantes, así como se diversifican las edades de personas que intervienen de ese género.

La OEA en el "Informe internacional en las Américas"<sup>33</sup> menciona que la inmigración de las mujeres en países de América es hoy ya del 45%. Dentro de este porcentaje, a su vez, el 59% de las mujeres migran por cuestiones familiares mientras que el 32% por cuestiones laborales. En esta estadística se observa un patrón tradicional dentro de las mujeres migrantes que asumen un rol como empleadas domésticas o atienden al cuidado de la casa, como limpieza y alimentación de la familia que migra como un ente unido hacia Estados Unidos. Así, al leer el informe estadístico "Menores migrantes Resumen estadístico mensual, octubre 2015" de la SEGOB se observa que muestra un crecimiento

en la cantidad de mujeres y niños que migran hacia Norteamérica<sup>34</sup>. Detallaremos esto a continuación.

#### d) Migración masiva de niños no acompañados.

En un comunicado de julio de 2014, Amnistía Internacional afirmó que el número de niños migrantes no acompañados que cruzan la frontera entre Estados Unidos y México, sobrepasaba ya los cincuenta mil; mencionó que, muchos de ellos migran para escapar de la violencia que ejercen las organizaciones criminales y pandillas, pero también por la falta de seguridad y pobreza que viven en sus países, principalmente en Honduras, Guatemala, Nicaragua, México y El Salvador<sup>35</sup>. Meses después –octubre del mismo año– el número de menores de edad sin acompañamiento que ingresaron clandestinamente a Estados Unidos llegó a 57 mil, conforme cifras compartidas por un alto funcionario del Departamento de Seguridad Interna ante el Senado estadounidense.

También *Human Right Watch*, en su Informe 2015, expone que "Desde octubre de 2013 hasta septiembre de 2014, la Oficina de Aduanas y Protección Fronteriza de EE.UU. detuvo a 68.541 niños no acompañados procedentes de América Central y México, y a 68.445 inmigrantes no autorizados en unidades familiares cerca de la frontera entre EE.UU. y México. Estas cifras representan un incremento del 77 por ciento y del 361 por ciento, respectivamente, respecto al año anterior"<sup>36</sup>.

En "Informe 2015-2016 Amnistía Internacional. La situación de derechos Humanos en el Mundo"

33 OEA, *Migración Internacional de las Américas. Tercer Informe de Sistema Continuo de Reportes sobre Migración Internacional en las Américas*, 2015, 13, en: <https://www.oas.org/docs/publications/SICREMI-2015-SPANISH.pdf> (disponible el 28-III-2016).

34 "En los primeros diez meses de 2015, el flujo de los migrantes guatemaltecos es el que más ha aumentado y ya superó a lo registrado en todo 2014 en 76 por ciento. Se compone aproximadamente de tres mujeres por cada siete hombres y de un menor de 12 años por dos adolescentes de entre 12 y 17 años de edad. De los tres grupos nacionales, el procedente de Guatemala es el que registra menor participación de niñas y adolescentes (35%), en tanto que los procedentes de El Salvador (38%) y Honduras

(41%) superan el promedio general de 35 por ciento." SEGOB, Unidad de Política Migratoria, *Menores migrantes Resumen estadístico mensual, octubre 2015*, México, 3 en <http://www.politica-migratoria.gob.mx/work/models/SEGOB/Resource/2473/1/images/menores%20migrantes%20resumen%20oct%202015%2018122015.pdf> (disponible el 12-IV-2016).

35 <http://www.amnestyusa.org/news/press-releases/estados-unidos-y-otros-gobiernos-de-la-region-fracasan-en-la-proteccion-de-menores-migrantes-no-acom-0>

36 HRW, Informe 2015, 6, en [http://www.hrw.org/sites/default/files/related\\_material/unitedstatessp.pdf](http://www.hrw.org/sites/default/files/related_material/unitedstatessp.pdf) (disponible el 13-III-2016).

durante el año, más de 35.000 menores de edad no acompañados y 34.000 familias fueron detenidos al cruzar la frontera sur; muchas de esas personas huían de la violencia y la inseguridad en México y Centroamérica<sup>37</sup>. Esta cifra muestra un mayor número de menores no acompañados detenidos a comparación de migrantes que viajan junto a sus familiares.

Ello provocó gran alarma, sobre todo porque no sólo las cifras habían cambiado, sino el rango de edades de los niños no acompañados. En un informe que por entonces presentó la Unidad Migratoria de la Secretaría de Gobernación de México, se menciona que "[...] la dimensión del flujo de menores migrantes que están llegando actualmente al país y a Estados Unidos ha detonado una alarma tanto en estos países, como en los de origen. Los datos sobre el flujo de extranjeros menores de edad presentados al Instituto Nacional de Migración muestran un incremento sistemático, desde 2010, sea en el grupo de 12 a 17 años o en el de menos de 12 años, cuyo monto se duplicó con creces entre 2011 y 2013. El mayor crecimiento corresponde al periodo enero-diciembre de 2014, periodo en el que el flujo total superó al total registrado en 2013 (23.096 y 9.630, respectivamente)"<sup>38</sup>. Y continúa remarcando que, dentro de los países que conforman la región, los de mayor flujo migratorio son Honduras, Guatemala y El Salvador, representando en su conjunto a 97.5 % del total de menores migran-

tes presentados ante las autoridades migratorias, según datos de 2014. Para ser más precisos: del total de migrantes, los nacionales de Honduras representan a 41.8 % del flujo total; mientras que los de Guatemala el 34.5 % y los de El Salvador el 21.2 %.

Por otro lado, las autoridades migratorias mexicanas, en la misma fuente, remarcan cifras sobre el número de niños migrantes y dicen que su registro es de 22.519 menores durante el mismo período (2014)<sup>39</sup>. De las mismas surge que los menores provenientes de El Salvador y de Guatemala, son en su gran porcentaje, niños entre los 12 y los 18 años, mientras en el caso de Honduras, es tan copiosa en mayores de 12 años como en aquellos que están por debajo de ese rango. Y lo aquí señalado no solo se percibe con los niños que provienen del Triángulo Norte; también se advierte un incremento del número de menores mexicanos que llegan a Estados Unidos, y dentro de éstos, el porcentaje de niños no acompañados es relevante<sup>40</sup>.

Las cifras hablan por sí solas: el aumento exponencial del número de menores migrantes no acompañados evidenció la urgencia y magnitud de la problemática. La comunidad internacional, los organismos de la misma naturaleza –gubernamentales o no–, la sociedad civil en general, pero sobre todo los países del Triángulo Norte, decidieron conjuntar esfuerzos para soslayar y/o superar los distintos factores que se traducen en causas concretas de expulsión masiva.

37 "Informe 2015/16 Amnistía Internacional. La situación de derechos Humanos en el Mundo", pp.184 en <http://amnistia.org.mx/nuevo/wp-content/uploads/2016/02/air201516.pdf>

38 Unidad de Política Migratoria, *Menores migrantes en México. Extranjeros presentados ante las autoridades migratorias y mexicanos devueltos por Estados Unidos, 2014*, 12, en <http://www.politicamigratoria.gob.mx/work/models/SEGOB/Resource/2510/1/images/En%20Foco%2019022015.pdf> (disponible el 20-III-2016).

39 La autoridad señala que de los 22.519 menores: a) 4.885 menores migrantes eran salvadoreños, de los cuales: 3.234 tenían entre 12 y 17 años; 1.651 eran menores de 11 años; de la anterior cifra –4.885– 63.4 % eran hombres y 36.6 % eran mujeres. Además, 2.350 de esos menores no iban acompañado; b) 7.973 menores migrantes de origen guatemalteco, de los cuales: 5.750 tenían entre 12 y 17 años; 2.223 eran menores de 11 años; de lo anterior, el

69.9 % eran hombres y el 30.1 % eran mujeres. Asimismo, 4.364 de esos menores no iban acompañados; y c) 9.661 menores migrantes eran hondureños, de los cuales: 4.859 tenían entre 12 y 17 años; 4.802 eran menores de 11 años; de lo anterior, el 60.6 % eran hombres y el 39.4 % eran mujeres. Aunado a ello, 3.997 menores no iban acompañados. Unidad de Política Migratoria, *Menores migrantes...*, *op.cit.*

40 Por lo que refiere al número de menores migrantes mexicanos deportados por los Estados Unidos, conforme la misma fuente se sabe que en el año 2014, fue de 14.339, de los cuales 13.217 tenían entre 12 y 17 años y 1.122 menores de 11 años. Asimismo, el 83.3% eran hombres y 16.7 % eran mujeres. Cabe mencionar que 11.926 niños no iban acompañados –11.687 tenían entre 12 y 17 años; y 239 menores de 11 años–, es decir, el 83.2 % de los 14.339 niños deportados iban sin acompañamiento. . Unidad de Política Migratoria, *Menores migrantes...*, *op.cit.*

En virtud de ello nos pareció necesario investigar cuál es el número de menores no acompañados con los cuales tiene contacto la autoridad mexicana y cuántos son deportados. Es decir, todos estos niños que atraviesan la frontera de EE.UU., recorrieron antes la ruta migratoria Centroamérica-México-Estados Unidos. Siendo ello así, resulta relevante poder precisar con qué porcentaje de niños no acompañados se pudo tener contacto en México. Recurrimos entonces a las fuentes oficiales.

El Instituto Nacional de Migración (INM) informó que en 2014 (es decir, en el mismo año en comento), fueron detenidos en diversos puntos de la República 1.748 migrantes menores de 11 años, cuando viajaban solos. Nos preguntamos el mismo dato, pero en relación al año anterior. Constatamos que en 2013 se detuvo 140 menores, en esta misma situación y dentro del mismo rango de edad. Siendo ello así, comparadas las cifras de dichos períodos, obtenemos como resultado que el aumento de esa población migrante (niños no acompañados menores de 11 años) es más de mil por ciento, más específicamente 1.148%<sup>41</sup>.

Estas cifras cambiaron en 2015. En el informe de dicho año se señala que de enero a octubre de, el número de detenidos es 6.436, y que los que proceden de Honduras, Guatemala y El Salvador representan el 98 % del total de los menores migrantes detenidos por las autoridades migratorias mexicanas de enero a octubre de 2015<sup>42</sup>. A su vez remarca que, los nacio-

nales de Guatemala son el grupo mayoritario del flujo total, a diferencia de los últimos meses de 2014, cuando predominaban los hondureños<sup>43</sup>.

Sus estadísticas reflejan que existen "3 mujeres por cada 7 hombres y un menor de 12 años por 2 adolescentes de entre 12 y 17 años de edad. En lo que va de 2015, la proporción de menores de 12 años es cuatro puntos porcentuales mayores que la de 2014 y en números absolutos supera a la suma de lo reportado en los años de 2011 a 2014"<sup>44</sup>.

Hasta octubre de 2015, datos recogidos por el Senado de la República (México) del Sistema Nacional para el Desarrollo Integral de la Familia (DIF) y el Instituto Nacional de Migración (INM), los niños, niñas y adolescentes rescatados de Centroamérica fueron 11.893. También se menciona el género de menores migrantes los cuales representaron 8.060 son hombres y 3.833 mujeres<sup>45</sup>.

En síntesis, no solo se presenta una clara problemática del incremento de niños migrantes no acompañados, sino también refleja una mayor participación de menores de 12 años y de niñas y adolescentes migrantes a comparación de 2014 con respecto al informe de 2015. Los principales factores tienen que ver con violencia, pobreza, desigualdad económica y de género, así como los efectos de los desastres naturales en sus países de origen; también hay motivaciones como la reunificación familiar, la búsqueda de oportunidades laborales, económicas, entre otros. Así lo expresa la ComIDH<sup>46</sup>.

41 Redomen, *op. cit.*, 31.

42 La autoridad divide a los migrantes en 4 grupos, los cuales son: Mujeres, Hombres, Niños no acompañados y Adolescentes de entre 12 y 17 años; pero podemos observar que los adolescentes mencionados son menores de edad que también se incluyen como niños no acompañados para este apartado. Entonces, esto debe ser tenido en cuenta al observar la cifra.

43 Secretaría de Gobernación (SEGOB), Unidad de Política Migratoria, Menores migrantes Resumen estadístico mensual, octubre 2015, México, 2, en <http://www.politicamigratoria.gob.mx/work/models/SEGOB/Resource/2473/1/images/menores%20migrantes%20resumen%20oct%202015%2018122015.pdf> (disponible el 17-III-2016).

44 Idem, 3. En 2015, de los tres grupos nacionales, el procedente de

Guatemala es el que registra menor participación de niñas y adolescentes (35 %), en tanto que los procedentes de El Salvador (38 %) y Honduras (41 %) superan el promedio general de 35 por ciento.

45 Senado de la República de los Estados Unidos Mexicanos, Dictamen con punto de acuerdo con relación a la protección de niñas, niños y adolescentes. 2015, 14, en [http://www.senado.gob.mx/comisiones/segunda\\_comision/docs/dictamen14\\_070715.pdf](http://www.senado.gob.mx/comisiones/segunda_comision/docs/dictamen14_070715.pdf) (disponible el 22-III-2016).

46 En el Informe "Refugiados y migrantes en Estados Unidos: Familias y Niños no acompañado" de la Com IDH se menciona los factores principales por lo que los niños migrantes viajan a los países del corredor migratorio entre el Triángulo Norte de Centroamérica, México, y los EE.UU, los cuales mencionaremos a continuación:

Con el devenir de los meses, la situación denunciada en 2014 no solo se ha agravado, sino incluso ha adquirido otros matices. La ComCIDH, la Organización de las Naciones Unidas, y la Comisión Nacional de los Derechos Humanos (CNDH) se manifestaron recientemente pidiendo la protección de los niños migrantes, sobre todo, en el territorio mexicano. Así, salió un comunicado de Oficina de Washington para Asuntos Latinoamericanos (WOLA)<sup>47</sup>. En el mismo, se subrayaba que al comparar los datos de la Oficina de Aduanas y Protección Fronteriza de Estados Unidos (*U.S. Customs and Border Protection*, CBP) con los datos del Instituto Nacional de Migración (INM) durante los primeros siete meses del año fiscal 2015, se observa que los números de flujos migratorios ascienden de 2014 a 2015. Entonces, ello quiere decir que “la llamada ‘ola’ del 2014 en realidad no ha terminado. Enormes cantidades de centroamericanos siguen huyendo, pero la mayoría de ellos están siendo capturados en México en lugar de los Estados Unidos”.

Lo anterior significa que pese a los esfuerzos, no sólo se ha fracasado en mermar ese grupo de pobla-

ción vulnerable –niños migrantes no acompañados–, sino que el panorama se ha visto recrudescido, y que incluso, existe una variante: gran parte de la población migrante referida, no llega a cruzar la frontera de EE.UU., sino que permanece en territorio mexicano. En otras palabras, la situación ha mutado, involucrando seriamente a México y sus sistemas de asistencia, ayuda, apoyo, justicia y repatriación.

En virtud de todo lo anterior, nos permitimos seguir cruzando cifras. Sabemos cuál es la población migrante de niños menores no acompañados que llegaron en 2014 a EE.UU. y eso a raíz del escándalo. Nos parece interesante confrontar este dato con el año anterior y posterior, y hacer lo mismo con los informes oficiales de INM y SEGOB que antes detallamos.

Amnistía Internacional en sus informes 2014/2015 y 2015/2016 sobre la situación de los derechos humanos en el mundo, expresa la problemática de los menores no acompañados que llegan a los Estados Unidos y señala que la cifra que se tenía, disminuyó considerablemente. Así, mientras en 2014<sup>48</sup> llegaron cerca de 52.000 niños<sup>49</sup>, ya en 2015 ese número bajó a 35.000<sup>50</sup>.

---

“la discriminación intersectorial resultante de diversas formas de violencia, pobreza, desigualdad económica y de género, así como los efectos de los desastres naturales en sus países de origen. Estos factores de expulsión se combinan con factores de atracción, como la reunificación familiar, mejor trabajo y oportunidades educativas, mayores niveles de seguridad humana, y la posibilidad de un mejor nivel de vida. La naturaleza multicausal de la migración en los países del Triángulo del Norte y México explica la naturaleza mixta de la movilidad humana que incluye migrantes, solicitantes de asilo y refugiados, víctimas de trata de personas, y otras personas con necesidad de protección internacional u otras formas de protección complementaria.”. ComIDH, Situación de derechos humanos de familias y niños no acompañados refugiados y migrantes en los Estados Unidos de América pp. 63-64, en <https://www.oas.org/es/cidh/informes/pdfs/Refugiados-Migrantes-EEUU.pdf> (disponible el 12-II-2016). Para más información, véase, por ejemplo, El Centro de Estudios sobre Género y Refugiados de la Facultad de Derecho de la Universidad de California en Hastings y el Programa de Migración y Asilo del Centro de Justicia y Derechos Humanos de la Universidad Nacional de Lanús, Argentina (2015).

47 WOLA, *México ahora detiene más migrantes centroamericanos que los Estados Unidos. México asume el rol de Estados Unidos en la implementación de políticas migratorias, lo que levanta preocupaciones humanitarias*, Comunicado de prensa, 11 junio 2015, en [http://www.wola.org/es/noticias/mexico\\_ahora\\_detiene\\_mas\\_migrantes\\_centroamericanos\\_que\\_los\\_estado\\_unidos](http://www.wola.org/es/noticias/mexico_ahora_detiene_mas_migrantes_centroamericanos_que_los_estado_unidos) (disponible el 10-II-2016). “Entre octubre del 2014 y abril del 2015, CBP detuvo a 70.448 migrantes “no mexicanos” en la frontera sur de los Estados Unidos. La gran mayoría de estos eran centroamericanos, pero aún no se sabe de qué país exactamente. Durante este mismo período, las autoridades mexicanas detuvieron a 92.889 centroamericanos en México.”

48 Amnistía Internacional, Informe 2014/15... , 175.

49 Amnistía Internacional, Informe 2014/15. Amnistía Internacional. La situación de los derechos humanos en el mundo, 20 en [http://amnistia.org.mx/nuevo/wp-content/uploads/2015/04/INF\\_ANUAL\\_ESTADODDHH\\_AIR1415\\_F.pdf](http://amnistia.org.mx/nuevo/wp-content/uploads/2015/04/INF_ANUAL_ESTADODDHH_AIR1415_F.pdf) (disponible el 23-IV-2016); cabe mencionar que dentro del informe de 2013 de Amnistía Internacional, no se hace mención de la situación de los niños migrantes; empero, en el informe de 2014, dicho organismo nos refiere lo siguiente “Entre octubre de 2013 y julio de 2014, en Estados Unidos fueron detenidas 52.193 personas migrantes menores no acompañadas, casi el doble que durante los 12 meses previos”... *ibid.*

50 Amnistía Internacional, Informe 2015/16. Amnistía Internacional. La situación de los derechos humanos en el mundo, 184 en <http://amnistia.org.mx/nuevo/wp-content/uploads/2016/02/air201516.pdf> (disponible el 23-IV-2016).

Consultamos entonces con INM (México): por lo que refiere a los menores migrantes extranjeros presentados ante el en 2013, dice que éstos fueron 9.630; en 2014 la cifra aumentó considerablemente, ya que se presentaron 23.046 y en 2015 fue de 35.704. La misma institución expresa, en su resumen estadístico mensual, diciembre 2015, solo el número de los menores no acompañados procedentes del Triángulo norte (Guatemala, Honduras y el Salvador)<sup>51</sup>.

Por último, resultaba indispensable saber qué porcentaje de esos niños presentados a INM fueron repatriados por las autoridades mexicanas; la información consultada la hemos plasmado en el siguiente cuadro, y como se puede apreciar: en 2013 fueron repatriados 168<sup>52</sup> menores no acompañados; en 2015 fueron repatriados 752 menores no acompañados<sup>53</sup>; y en 2015 fueron repatriados 1.777 menores<sup>54</sup>.

En otras palabras, el número de personas extranjeras devueltas por la autoridad migratoria mexicana, en los años 2013 a 2015 según la clasificación que ésta practica, son los que se muestran en el siguiente cuadro. Atiéndase que la autoridad discrimina el rubro de personas menores de edad, dividiendo entre los que tienen de 0 a 11, luego los de 12 a 17 años y por último los menores no acompañados. Todas estos rubros debería tenerse en cuenta y computarse cuando hablamos de personas menores de edad (niños, niñas y adolescentes).

El cuadro de elaboración propia, realizado con base en los datos de, Secretaría de Gobernación (México)- Ahora bien, con base en esos datos y los anteriormente citados, cruzamos la información, misma que plasmamos en el cuadro de *ut infra*.

Las cifras no son consistentes. Por un lado, se advierte que si llegan a las fronteras de EE.UU 50.000 o

Grupo de edad/condición de viaje	Subtotal 2013		Total 2013	Subtotal 2014		Total 2014	Subtotal 2015		Total 2015
	H	M		H	M		H	M	
<b>Total general</b>	67 256	13 646	<b>80 902</b>	83 638	24 176	107 814	118 556	36 862	<b>155 418</b>
<b>Mayores de 18 años</b>	61 014	11 311	<b>72 325</b>	71 803	17 842	89 645	100 370	27 031	<b>127 401</b>
<b>Total de menores</b>	6 242	2 335	<b>8 577</b>	11 835	6 334	18 169	18 186	9 831	<b>28 017</b>
<b>De 12 hasta 17 años</b>	5 409	1 622	<b>7 031</b>	8 202	3 243	11 445	12 520	4 701	<b>17 221</b>
<b>De 0 a 11 años</b>	833	713	<b>1 546</b>	3 633	3 091	6 724	5 666	5 130	<b>10 796</b>
<b>Acompañados</b>	741	637	<b>1 378</b>	3 218	2 754	5 972	4 682	4 337	<b>9 019</b>
<b>No acompañados</b>	92	76	<b>168</b>	415	337	752	984	793	<b>1 777</b>

Año	Menores no acompañados que llegan a uu.ee. (a.i.)*	Menores migrantes presentados ante INM	Menores no acompañados presentados ante INM	Menores no acompañados repatriados por México
2013	52.193 (octubre de 2013 a julio 2014)	9.630 <sup>55</sup>	5.437 <sup>56</sup>	168
2014	Más de 50.000	23.046 <sup>57</sup>	10.711 <sup>58</sup>	752
2015	35.000	35.704 <sup>59</sup>	18.402 <sup>60</sup>	1.777

51 Cfr. SEGOB, Unidad de Política Migratoria, Menores migrantes... op. cit., 6.

52 SEGOB, Unidad de Política Migratoria, Cuadro 3.2.2. Eventos de extranjeros devueltos por la autoridad migratoria mexicana, según grupos de edad, sexo y condición de viaje, 2013 en [http://www.politicamigratoria.gob.mx/es\\_mx/SEGOB/Extranjeros\\_alojados\\_y\\_devueltos\\_2013](http://www.politicamigratoria.gob.mx/es_mx/SEGOB/Extranjeros_alojados_y_devueltos_2013) (disponible el 23-IV-2016)

53 SEGOB, Unidad de Política Migratoria, Cuadro 3.2.2. Eventos de extranjeros devueltos por la autoridad migratoria mexicana,

según grupos de edad, sexo y condición de viaje, 2013 en [http://www.politicamigratoria.gob.mx/es\\_mx/SEGOB/Extranjeros\\_alojados\\_y\\_devueltos\\_2013](http://www.politicamigratoria.gob.mx/es_mx/SEGOB/Extranjeros_alojados_y_devueltos_2013) (disponible el 23-IV-2016)

54 SEGOB, Unidad de Política Migratoria, Cuadro 3.2.2. Eventos de extranjeros devueltos por la autoridad migratoria mexicana, según grupos de edad, sexo y condición de viaje, 2015 en [http://www.politicamigratoria.gob.mx/es\\_mx/SEGOB/Extranjeros\\_alojados\\_y\\_devueltos\\_2015](http://www.politicamigratoria.gob.mx/es_mx/SEGOB/Extranjeros_alojados_y_devueltos_2015) (disponible el 23-IV-2016).

35.000 niños no acompañados, según el año, y que si la mayor parte de ellos provienen de Centroamérica, ello quiere decir que posiblemente atravesaron el corredor Centroamérica-México-Estados Unidos. Siendo ello así, y conforme informes oficiales, cada año en cuestión, un número muy bajo de niños tuvo contacto con la autoridad (fueron presentados ante INM). Lo anterior resulta significativo, pues habla de la invisibilidad de los mismos así como la ausencia de toda posibilidad de tutela estatal de sus derechos humanos.

Por otro lado, si revisamos el número de niños repatriados, las cifras son aún más bajas. Ante ello no podemos sino preguntarnos: ¿qué pasa con el resto? Tomemos como referencia el año 2014. En ese período, 10.711 menores no acompañados fueron presentados ante la autoridad INM, pero de ellos, conforme las cifras oficiales, sólo 752 fueron repatriados. ¿Qué destino tienen los otros niños? En esta investigación no fue posible dar con datos oficiales que expliquen las cifras faltantes<sup>61</sup> y por ende, la ubicación o paradero de esos niños migrantes; ninguna autoridad reporta –públicamente– haber dado acogida a éstos. Y lo que es peor, comparemos las cifras de 2013 y 2015. Se advierte que el número de niños migrantes que llega a EE-UU ha disminuido. Hay cerca de 18.000 niños de diferencia entre dichos años. Pero por otro lado, el flujo migratorio de niños migrantes de Centroamérica no ha mermado; es más, como se vio en las primeras páginas, el flujo se mantiene relativamente constante. Entonces, otra vez nos preguntamos ¿Cuál es el destino de esos menores migrantes no acompañados?

Al comenzar análisis planteamos la problemática: el vínculo entre homicidio, migración y violencia, en

especial a raíz del llamado “secuestro de migrantes” en México. En relación a este último, en su momento la CNDH dio cifras sobre la cantidad de personas que mensualmente son secuestradas. En ellas no se computa lo que aquí se remarca: el cúmulo de niños migrantes no acompañados cuyo paradero se desconoce.

### Reflexiones finales

En los títulos precedentes se acercaron datos actuales sobre los homicidios en México y en el Triángulo Norte. En relación al primero se advirtió que los números de las fuentes oficiales no coinciden entre sí; ello dificulta el análisis de las cifras y torna cuestionable la valoración que de ellas se infiere, toda vez que la autoridad no explica las diferencias. Sin embargo, se realizó aquí un estudio comparativo de los datos que acerca la ONUDC, el SESNSP, el SNSP y el INEGI. De su lectura y valoración surge que en México el número de homicidios cada 100 mil habitantes no ha mermado desde 2013 a la fecha, por el contrario marca una tendencia hacia el alza.

En lo que respecta a los países de Triángulo Norte, el esfuerzo de actualización de este trabajo dio resultados significativos: con base en los datos suministrados se sabe que Honduras -país que en 2012-2013 tenía la tasa de homicidios más alta- ya no ocupa dicho lugar: los números muestran una merma, en contraposición con lo que sucede en El Salvador, el cual en 2015 llegó a tener 103 homicidios cada 100 mil habitantes. Por su parte, Guatemala, expresa una tendencia hacia la baja.

El estudio subrayó la relación que existe entre homicidio, migración y violencia en la región seleccionada; los datos y cifras recopilados ilustraron la incidencia que

55 SEGOB, Unidad de Política Migratoria, Menores migrantes. Resumen estadístico mensual, diciembre 2015, 1 en [http://www.politicamigratoria.gob.mx/work/models/SEGOB/Resource/2473/2/images/menores%20migrantes%20resumen%20dic%202015%2006042016\(1\).pdf](http://www.politicamigratoria.gob.mx/work/models/SEGOB/Resource/2473/2/images/menores%20migrantes%20resumen%20dic%202015%2006042016(1).pdf) (disponible el 23-IV-2016)

56 SEGOB, Unidad de Política Migratoria, Menores migrantes. . . , 6.

57 SEGOB, Unidad de Política Migratoria, Menores migrantes. . . 1

58 SEGOB, Unidad de Política Migratoria, Menores migrantes. . . , 6.

59 SEGOB, Unidad de Política Migratoria, Menores migrantes. Resumen estadístico mensual. . . 1

60 SEGOB, Unidad de Política Migratoria, Menores migrantes. . . , 6.

61 En esta investigación nos resultó muy difícil llegar a la información, pues solo la Unidad de Política Migratoria presenta datos actualizados sobre la retracción que México hace de menores migrantes no acompañados.

existe entre ellos. Sin embargo, muchos factores no son tenidos en cuenta al computar esos conceptos.

En lo que respecta a México, analizamos particularmente el fenómeno de la migración, así como la situación que viven las personas migrantes que transitan por el corredor "Triángulo Norte-México-EEUU". Detallamos el contexto del mal llamado "secuestro de migrantes"; como se pudo advertir, todos esos casos, todas esas víctimas no son tenidos en cuenta en las estadísticas oficiales pero tampoco en las "cifras negras" del número de muertos en México, pese a que por las condiciones de desaparición y los *modus operandi* detectados, se sabe o puede inferir que el destino de muchos de ellos es la trata, la muerte o ambas cosas en relación de continuidad. Más grave es aún lo que sucede con la cifras de menores migrantes no acompañados.

Por todo lo anterior, este estudio concluye remarcando la necesidad de trabajar en la conformación del registro de datos, en especial de los factores que se tienen en cuenta para computar y cuantificar la cifra negra de los homicidios en México. En otras palabras, al sopesar el número de casos no denunciados, se deben tener en cuenta los estudios de percepción y otro tipo de fuentes; pero también los datos brinda-

dos desde fenómenos intrínsecamente vinculados. En el caso específicamente estudiado ("secuestro de migrantes") se esconde el número víctimas bajo una denominación diversa, que a su vez tampoco es computada en las cifras del fenómeno que refiere: secuestro. Por otro lado y pese a que el destino de muchos de esos migrantes es la trata de personas, la lista de dicho delito (trata de personas) tampoco los incluye. Lo mismo ocurre con los números que dan sobre víctimas de desaparición forzada en México.

La especialización ha sido el logro del siglo pasado; cada situación, cada ilícito tiene su ámbito de estudio, una autoridad que lo investiga, una fiscalía distinta dentro del órgano de procuración de justicia (fiscalía de trata, de secuestro, de crimen organizado, de homicidio, entre otras); sin embargo urge analizar los fenómenos con la integralidad y complejidad que los mismos detentan. De lo contrario, ciertas víctimas se esfuman en los límites de las competencias, o lo que es peor, no son abarcadas ni computadas por ninguna de ellas.

En este trabajo se detallaron algunos factores que deberían ser tenidos en cuenta al momento de computar, cuantificar el número de homicidios en México conforme la cifra negra. ■

# Beccaria Medallas/Médailles/Medals

to MINGXUAN Gao

## LAUDATIO LUIS ARROYO ZAPATERO

Los premios y distinciones tienen el valor que por sí mismos tienen los que han recibido esta Medalla Beccaria hasta ahora.

Le presentación que ha realizado Pedro David es ilustrativa. El evidente que el profesor GAO Mingxuan reúne las altas cualidades de sus predecesores y ha dedicado con éxito toda la vida al progreso de la Ciencia y la Legislación penal y hacia una política criminal humanista.

Gao representa toda una vida dedicada a la enseñanza y a la investigación del Derecho penal y también a la política criminal y a la reforma legal en China desde el significativo momento en que tras la guerra de liberación frente a la ocupación extranjera y la guerra civil se constituye la nueva República Popular china en 1949.

Hoy no resulta fácil imaginar cómo sería un joven GAO que, inspirada su vocación jurídica por el entorno familiar accede a la Universidad de Zhejiang, su provincia natal y de inmediato a la Facultad de Derecho de Beijing en 1949, el mismo primer momento de la vida de la República Popular. Qué tendría en la cabeza un joven en ese momento de éxtasis de los principios de una Revolución tan atractiva y transformadora como la de China. Nos debe el Prof. GAO Mingxuan unas memorias de juventud.

Lo demás lo sabemos. Desde el año 1953 comienza como profesor en la Remin University y desarrolla una intensa labor docente a estudiantes ordinarios y de doctorado. Todavía hoy, 10 años tras su retiro, ejerce como Profesor distinguido en el College of Criminal Law Sciences de la Beijing Normal University y sigue dirigiendo doctorados.

## LAUDATIO LUIS ARROYO ZAPATERO

The merit of prizes and distinctions is determined by the merit of those who until today have been awarded with them.

The presentation by Pedro David is illustrative of that worthiness. It is clear that professor GAO Mingxuan brings together the highest qualities of his predecessors and has successfully dedicated all of his life to progress in Criminal Science and Legislation and to working towards a humanist criminal policy.

The life of Gao is representative of a life dedicated to teaching and to research in criminal Law. Criminal policy and reform arrived in China as from that significant time at which the new People's Republic of China was constituted in 1949 following the anti-colonial war against foreign occupation and the civil war.

Today, it is not easy to imagine what a young GAO would be like who, with a legal vocation inspired in a family setting, entered the University of Zhejiang, the province of his birth, immediately went on to the Faculty of Law at Beijing in 1949, the same first days of the life of the People's Republic. What would that young man have had in his mind at that ecstatic time of the People's Revolution in China that exerted such an attraction and so much transformation. Prof. GAO Mingxuan owes us some memories of his youth.

We know the rest. From 1953, he began as a professor at Remin University and worked intensely teaching ordinary and PhD students. He is still working, 10 years after his retirement, as a Distinguished Professor at the College of the Science of Criminal Law at Beijing Normal University and he continues to direct doctoral students.

Sus publicaciones son propias de gran maestro, con un gran Tratado sobre el Derecho penal chino en tres volúmenes, así como contribuciones a la Historia del Derecho penal de la República popular. Se ha ocupado de temas específicos, como del International criminal Law y los Delitos económicos. Hay un asunto en la obra de GAO que procede ser destacado en este acto que sucede a un Meeting sobre y contra la pena de muerte: Creo que buena parte del proceso de restricción de la pena muerte en China producido en los últimos años es resultado de la acción académica del Prof. GAO Mingxuan.

Los grandes maestros lo son no solo por su propia obra, sino por su capacidad de formar equipos, escuela, y este es el caso del Prof. GAO, quien no solo ha hecho escuela tradicional sino que se caracteriza por su formación en las grandes Universidades de Europa y América. Por todos ellos permítanme citar dos discípulos: quien es ahora el Dean del College de Ciencias penales de la Universidad Normal de Beijing Prof. Dr. Zhao Bingzhi y a Lu Jiangpin, discípulo también de Mireille Delmás-Marty, y miembro del Consejo de Dirección de la Société Internationale de Défense Sociale.

De la mano de Gao los penalistas Chinos se integran en la AIDP y en las demás sociedades científicas. Recientemente han conseguido el reconocimiento de su Instituto como Instituto de Naciones Unidas.

Esta internacionalización de la ciencia penal china es una garantía del compromiso con la modernización del sistema penal chino y su armonización con los principios y estándares internacionales, con los Derechos Humanos y con el compromiso de humanidad.

Por último y como complemento de las cualidades científicas el profesor Gao Ming Xuan es un buen cantante de ópera china, materia extraordinariamente difícil y sola por la cual merecería un buen premio. ■

His publications are deserving of a grand master, with a great Treatise on Chinese criminal law, in three volumes, as well as contributions to the History of Criminal Law in the People's Republic. He has concerned himself with specific topics, such as International criminal Law and economic offences. There is a matter in the work of GAO that should be highlighted at this act that follows a meeting on and against the death penalty: I think that a majority of the process to restrict the death penalty in China produced over recent years is the result of the academic work of Prof. GAO Mingxuan.

Great masters are not only so because of their work, but because of their capability to educate teams and schools. This is the case of Prof. GAO, who has not only completed traditional schooling, but has received an education at the great Universities of Europe and America. From among them all, allow me to cite two disciples: Prof. Dr. Zhao Bingzhi, who is now the Dean of the College of criminal Sciences at the University of Beijing and Lu Jianpin, also a disciple of Mireille Delmás-Marty, and a member of the Board of Directors of the International Society of Social Defence.

Through the work of Gao, Chinese penalists have joined the AIDP and other scientific societies. They have recently achieved the recognition of their Institute as an Institute of the United Nations.

This internationalization of Chinese criminal science is a guarantee of commitment towards the modernization of the Chinese penal system and its harmonization with international principles and standards, with Human Rights and with the commitment to humanity.

Finally and as a complement to his scientific qualities, we should highlight that professor Gao Ming Xuan is a good singer of Chinese opera, an extraordinarily difficult art, and for that alone he would deserve a gold medal. ■

## **MINGXUAN Gao**

15 April 2015, Doha

---

Because the International Society of Social Defense and Humane Criminal Policy (the iSSD) which I have esteemed for a long time awarded me with the medal Cesare Beccaria. This is a great honor, encouragement and inspiration to me. This honor does not only belong to me. It belongs to my great homeland of China, to Chinese criminal law circle, to all people who ever mentored, helped and supported me. I would not have gone this far and been awarded such a great international honor without their generous dedication. Therefore, I owe them deep and sincere thanks. And I should especially extend my sincere gratitude to the iSSD for granting me this great honor.

I was born in a judge's family at Zhejiang Province, China, and became deeply interested in the just cause of law since my childhood because of my father's nurturing. I was admitted into Zhejiang University School of Law after graduation from Wenzhou Middle School in 1947, and soon transferred to Peking University School of Law in September 1949, just before the founding of the new China. After accomplished my undergraduate and master studies respectively in Peking University and Renmin University of China, I became a criminal law teacher at Remin University in 1953 and was appointed Assistant Professor, then Lecturer and finally Professor and Ph.D. Supervisor. Since August 2005, I was appointed distinguished professor by the College of Criminal Law Science and Law School of Beijing Normal University. I am proud to say that I am still serving at the forefront of legal education now, although I am already 87 year old.

I have taught thousands of students. Ten have obtained master degree of law and Fifty seven doctor degree of law under my supervision. Now, seven Ph.D. candidates are studying in my office. Some of my students were or are in important positions in national or local judicial authorities, such as Mr. Yang XIAO, former President of the Supreme People's Court of China (the SPC) and Mr. Mingshan ZHU, Executive Deputy President of the SPC. I am pleased seeing that the majority of Doctors of Law I supervised are now actively devoting themselves to the construction of rule of law nationwide, especially by tutoring in famous universities, such as Professor Bingzhi ZHAO, Dean of College for Criminal Law Science and Law School of Beijing Normal University, President of Chinese Criminal Law Society and Deputy President of the International Association of Penal Law (AIDP), Professor Xiumei WANG, Director of International Cooperation and Exchange Office of Beijing Normal University, and Professor Xingliang CHEN at Peking University School of Law. I am sincerely pleased to see that they have made noticeable academic achievements and obtained both domestic and international reputation.

My teaching and research focus on normative criminal law. I am deeply interested in theories and practices of criminal legislation because I had the honor of participating in the whole process of drafting the first Chinese Criminal Code in 1979 and modified in 1997. I have consistently adhered to such fundamental criminal law principles such as the principle of legality, equal application of criminal law, sentencing in accordance with severity of the

crime and liability and humane punishment, insisted that the function of criminal is both to protect the society and to guarantee human rights and the crime constitution composed of subjective and objective elements is the only basis of criminal liability, believed that the scope of crime should be drawn with a clear boundary according to a proper criminalization standard and conviction and sentencing should satisfy the standard that the fact is clear, the evidence is sufficient, the procedure is lawful and the punishment is appropriate, stressed that to resolve the problem of crime entails comprehensive measures and criminal law is necessary but should be restricted and used as the *Ultima ratio*, proposed that the purpose of criminal punishment is to realize special and general prevention through sanctioning and rehabilitating, and China should, taking into its situation, strictly restrict and cautiously use, gradually reduce and eventually abolish the death penalty. The aforementioned stances represent my key academic thoughts and have been profoundly expounded and repeatedly stressed in my publications. I will spare no effort to fight for them in my entire life.

I, as a member of Chinese criminal law circle, have been devoting myself to exchanges and communication with foreign colleagues. Among international events I have participated, the most important one happened in 1987, when I attended the international academic conference regarding the death penalty held by the AIDP in Siracusa, Italy, where I met Professor Hans-Heinrich Jescheck, Professor Marc Ancel, Professor Cherif Bassiouni and many other internationally renowned professors. It is at the conference that I was commissioned by the China Law Society to submit the application to the AIDP that Chinese criminal researchers were eager to participate in the AIDP and establish a China

branch. The application was accepted and soon approved by the AIDP leaders. From then on, Chinese criminal circle has a smooth and efficient channel to communicate with international criminal community. Chinese criminal academics have been actively participating in AIDP congresses since the 14<sup>th</sup> congress in 1989, and managed to attend preparatory meetings too. Currently, Professor Bingzhi ZHAO is the Vice President of the AIDP, Professor Jianping LU is a member of executive committee and a member of director board and Professor Xiumei Wang is the vice secretariat-general. They have made substantial contribution to the cause of international criminal law, and are now in Doha attending the crime congress too. This is a specific embodiment that our country is positively implementing the policy of opening up, and a concert sign showing that Chinese criminal law circle wishes to communicate and exchange with foreign colleagues.

Ladies and Gentlemen, the iSSD unprecedentedly awarded the highly esteemed Medal Cesare Beccaria to a Chinese criminal law academic. This demonstrates its positive recognition of Chinese criminal circle and of laborious and outstanding contribution to the rule of law made by the CCLS and Remin University School of Law where I am working. It also demonstrates the high international attention to scientific, democratic and modern developments in the rule of law in China. We will continue to devote ourselves to overcoming our disadvantages while making better use of our advantages, promoting criminal law theories and judicial practices and deepening and extending cooperation and exchange with international colleagues in upcoming days.

Sincere appreciation for your precious time and patience. ■

## to Jorge de FIGUEIREDO DIAS

---

### Coimbra Seminar, April 4-2014

At its XVI International Congress (Mexico, November 2012), the International Society of Social Defense (ISSD) decided to award its medal of honor –the *Beccaria Medal*– to Prof. Jorge de Figueiredo Dias. This medal recognizes the merit of those who play a relevant contribution to a humanist criminal policy<sup>1</sup>.

The award ceremony was held on the 4<sup>th</sup> of April of 2014, at the Faculty of Law of the University of Coimbra (FDUC), under the organization of the Institute of Economic and European Criminal Law (IDPEE) and of the Legal Institute of the FDUC. This commemorative session consisted of two moments: in the first part, with a celebrative nature, the *Beccaria Medal* was bestowed upon Prof. Jorge de Figueiredo Dias; the second part had a scientific character and was devoted to reflections on a humanist criminal law.

The session was chaired by Vice-Rector Prof. Joaquim Ramos de Carvalho on behalf of the Rector of the University of Coimbra, and was opened by the President of the Board of IDPEE, Prof. Anabela Miranda Rodrigues. A *Laudatio* was then delivered by Prof. Luis Arroyo Zapatero, President of ISSD, followed by the award of the *Beccaria Medal* to Prof. Jorge de Figueiredo Dias by Prof. Stella Maris, General Advocate of Argentina and professor at the University of Buenos

Aires. After receiving the medal, Prof. Jorge de Figueiredo Dias expressed his gratitude for the honor conferred by ISSD. The Vice-Rector of the University of Coimbra closed this first part, underlining the importance of this distinction to the University as a whole.

The ceremony then proceeded with a scientific debate on criminal law. Three contributions were presented in defense of a criminal law guided by a principle of humanity. The President of ISSD, Prof. Luis Arroyo Zapatero, spoke about “Cesare Beccaria and the death penalty on the Hispanic world”. The portuguese Ombudsman, Prof. José de Faria Costa, offered a reflection on “Beccaria and the legitimacy of criminal law: between the ethics of virtues and the ethics of consequences”. Finally, Prof. Luigi Foffani, Secretary-General of ISSD has presented a lecture on “New tendencies and perspectives of the european economic criminal law”.

The commemorative session in honor of Prof. Jorge de Figueiredo Dias was henceforth closed by Prof. Anabela Miranda Rodrigues. ■

Susana AIRES DE SOUSA

*Scientific Secretary of the Institute of Economic and European Criminal Law (IDPEE)*

---

1 About the history of this award, see Mario Pisani, «Les “Médailles Beccaria” et la Société Internationale de Défense Sociale», disponível em <http://www.defensesociale.org/jornadas2009/pissani%20frances.pdf>

Anabela MIRANDA RODRIGUES

The Law Faculty and the University of Coimbra, through the Institute for Economical and European Criminal Law (IDPEE) and its new University of Coimbra Legal Institute have the great honour of welcoming and being part of the Award Ceremony of the Beccaria Medal to Professor Jorge de Figueiredo Dias by the Société Internationale de Défense Social.

Some events speak for themselves and this is surely one of them.

It comes as no surprise that Figueiredo Dias is distinguished by his Work. But I could say that the celebration of his career would be incomplete if not underlined by the effigy of Beccaria in the form of the Medal that one of the four great associations of criminal law –in particular, the Société– has awarded him. And this needs a word of explanation.

Those who know the history of the Société can already foresee some sort of answer.

It is enough to remember that the origin of this association, going back to 1949 and to Filippo Gramatica, its first President, is part of the birth of the Social Defence Movement. In that which is considered the 1<sup>st</sup> Congress in the history of the Société, in San Remo (November 1947), was precisely discussed the manifest of this Movement, and its title clearly expressed the new orientation of post-war criminal law: «For the transformation of the present criminal and penitentiary systems into education and treatment systems aiming the personality of the delinquent».

It was the «humanity» trait that was starting to show, defining the identity and the «cultural essence» of the Société. Done and redone through the years, this was the trait accentuated with Marc Ancel, its second President, and maker of the New Social Defence, and trait which was underlined with Simone Rozès, its third President, when she proposed, on the XIII Congress in Lecce, 1996, that one should add to the traditional designation of the Social Defence Movement: «for a humanist criminal policy».

Thereafter, the fact that Marc Ancel saw in Cesare Beccaria a «clear forerunner» of Social Defence is

something that becomes clear by the meaning of his name and word. Today, the evocation of the famous Lombard will be made in two conferences, by Professors Luis Arroyo Zapatero and José de Faria Costa. But I cannot leave out that which Marc Ancel expressed as follows: «to exclude the injustice and barbarism of the criminal system, aiming, simultaneously, to assure its factual effectiveness (Beccaria) proposed to adapt it to the social, economical and cultural conditions of the coming society in the frame of the great Movement of the Enlightenment».

Also this way and specially this way, Beccaria sets the grounds for the moral and intellectual path that, through classical criminal law, will lead to the development of a humanist criminal policy.

It was then task of the fourth President of the Société –its current President, Luis Arroyo Zapatero– to materialize the memory of Beccaria in a Medal. It happened in the meeting of the Direction Board of the SIDS, by occasion of the Toledo Congress of 2003, according to its minutes: the President asked one of its members to reflect on «a specific sign of acknowledgement (a medal, for example), given by the Société to those who have shown, during their activity, special merits concerning the defense of a humanist criminal policy».

Thus closed the «humanist circle» –of gold, as the original Beccaria Medal– that leads us to Figueiredo Dias and to the «privileged circle» –as by Klaus Tiedemann, notable criminalist and a member of the Société– of those awarded with such an important distinction from December 2004 onwards, in and beyond Europe: Hans-Heinrich Jescheck; Giuliano Vassali, Simone Rozés, Mireille Delmas-Marty, Mario Pisani and Robert Badinter; Juan Guzman Tapia, Cherif Basiouni, Sergio Garcia Ramirez, David Baigún, Roger Hood and Klaus Tiedemann.

Then came Figueiredo Dias.

In the General Assembly that took place together with the last Congress of the Société in Mexico City in November 2012, the renowned Brazilian criminalist, Professor in the University of São Paulo, Sérgio Sa-

lomão Shecaira, proposed «the awarding of the Beccaria Medal to Professor Jorge de Figueiredo Dias», and so the minutes, «notorious Full Professor of the University of Coimbra, by this trajectory and influence in European and Latin-american criminal law».

It will be in the *Laudatio*, made by the President of «our» Société, that the «reasons» for the awarding the Medal will be given.

But I think I can descry in the delegation that made for the Medal to be presented by the General Defensor of the Nation of Argentina the acknowledgement of a dimension that I would like to accentuate, now on the side of the Author [of the Work]: Figueiredo Dias is and was a «citizen of the world», even when the world was much smaller... He made way and his teachings grew in almost every continent. It is a very symbolic gesture that of the person delivering the Medal to be someone like Stella Maris, Professor in the University of Buenos Aires, with a public career entirely and consistently devoted to the defence of human rights and that now has her pinnacle in the High Office she occupies. In the triptych Author-Work-Life, sometimes only Author and Work are mentioned and Life goes without any comment which is not a quote from the Work.

That is not surely the case of Figueiredo Dias, who, as a real and devoted University man knew how to grow human ties –much beyond academic ones– which are those that bind more tightly. If «it is life itself our biography», as Jorge Luis Borges wrote, I would say Figueiredo Dias embraced a full life «with and for others in just institutions», to say it with Paul Ricoeur.

It was worth it.

As such, we touch a supra-national or international criminal policy that should keep the marks of humanity in these times of stupor. All major scientific associations should be engaged in the making of this criminal policy, as was recognized in the Colloquium of the Fondation Internationale Pénale et Pénitentiaire

on the subject. On this occasion, the special responsibility of the Société Internationale de Défense Sociale in this matter was put under strong light by its Assistant General-Secretary, Professor Luigi Foffani –mainly due to the fact that the Société has always been characterized as the most interdisciplinary, incorporating a plurality of methods and scientific objectives, according to Liszt’s ideal of a «gesamte Strafrechtswissenschaft»– in the Celebration of the Société’s 60<sup>th</sup> Anniversary which occurred on the side of said Colloquium.

It is Professor Foffani that I now address, in order to thank him on behalf of the Institute for Economical and European Criminal Law for being «more than willing» to participate in the Award Ceremony of the Medal –he just arrived from Spain and will be leaving tonight for Norway– underlining the title of his conference –New tendencies and perspectives of the economical and European criminal law– which will surely be one more contribution to the analysis, critique and debate on the new developing supra-national criminal policy.

I thank everyone’s presence here today. Allow me a special warm welcome to Professor Luis Fernando Nino, from the University of Buenos Aires, who also «made it a point» of being here today.

Professor Figueiredo Dias,

The Gods plotted and arranged it for the Beccaria Medal to be given to you in the year of the 250<sup>th</sup> year on the original publication of *Dei Delitti e delle Pene*.

I will not interpret the sign of the Gods.

I will only wish that, at the end of this day spent in your Faculty, you feel like saying it was (another) «perfect day». ■

Anabela MIRANDA RODRIGUES

*President of the Institute for Economical and European Criminal Law (IDPEE)*

Luis ARROYO ZAPATERO

El Profesor Doctor Jorge Figueiredo Dias tiene ya una *laudatio* que no la podría yo emular ni con un fado de fondo: la que pronunció Manuel Costa Andrade el día de la última lección en 2007, que además hasta tenía nombre de fado: "outros mares e outros ceus, a mesma alma".

Lo primero que tengo que proclamar es su generosidad y mi agradecimiento por ello. Yo he sido en la vida dos cosas hermosas para un universitario, Rector de mi Universidad, fundador de ella durante 16 años y Presidente de la SIDS.

Al Congreso de las Azores de 2001 no podía yo asistir pero al toparnos con los gigantes y molinos del 11 de septiembre y tener que suspenderse sentí la necesidad de asistir a la nueva convocatoria.

Sólo los que nunca organizan nada critican a los organizadores de eventos, críticas tanto más injustas cuando más grande y complejo el evento. Personalmente sabía bien el esfuerzo titánico de un Congreso Mundial, pues junto a mi Maestro Marino Barbero Santos, había organizado muchos encuentros menores. Además, poco después falleció Don Marino, así que yo sentí redoblada la necesidad de estar presente en la segunda convocatoria, para dar personalmente la mala noticia a los compañeros de mi maestro, de tantos años en la Socièté.

Allí en Lisboa me presenté con la doble vocación y allí se conjugaron los astros y Simone Rozes, Jorge Figueiredo Dias y Edmundo Bruti Liberati, se fijaron en mí para presidir esta Socièté que es más que nada un movimiento por una política criminal humanista. Desde entonces me preocupo de que sea verdad en mi caso lo que Costa Andrade recordaba aquel día evocado y que atribuye a Sófocles: "os dados de Zeus caen siempre no lado centro". A ello me han ayudado, desde entonces, todos los colegas de la vieja generación: Figueiredo Dias, Hans Heirsch Jescheck hasta el último día, Giuliano Vassalli y por recuperar la lista con los bien vivos y en plena actividad, Klaus Tiedemann, Mireille Delmas-Marty, Sergio García

Ramírez, Raúl Zaffaroni, Constantin Vouyucas, Paulo José da Costa Pinto.

De todos los colegas de la joven generación, ahora en el principio de su madurez baste citar a Anabela Miranda Rodrigues, responsable hoy además de la organización de este acto.

De las instituciones deseo mencionar, por todas, al Centro Nacional de Prevención e Defensa Social de Milán.

Desde entonces y gracias a este apoyo e impulso ha realizado no pocas tareas y hoy lo hacemos patente al Dr. Figueiredo Dias nuestro agradecimiento.

Pero como pueden ver en la lista de los que han recibido la Medalla Cesare Beccaria se trata de personas que han sido merecedores de la distinción por una vida generosa y exitosamente dedicada a laborar por una ciencia del Derecho penal y una política criminal humanista.

No es este último término un término ligero. Con humanista queremos decir que se trata de un quehacer que es rigurosamente científico en el estudio del Derecho penal y en la comprensión del ser humano que comete el hecho delictivo y sobre todo, que se cree en su capacidad de mejora y corrección, en la resocialización, y en que la pena y, en su caso, las medidas, tienen que reducirse al mínimo imprescindible y sustituir en lo posible la privación de libertad por consecuencias menos gravosas; y que, aún más, nos comprometemos con él cuando al salir del encierro le amenace el riesgo de exclusión, reclamando para él la ayuda comunitaria.

Estoy convencido que el Profesor Figueiredo Dias nos ofrece en su vida científica y docente esa imagen retratada en los cuatro principios que he mencionado, como dignísimo heredero de Franz Van List, Maestro común en quien desde el espíritu liberal y anti autoritario de Beccaria nos miramos. En realidad forma parte plenamente en lo cronológico y lo espiritual de la generación del Proyecto Atletismo alemán, la que proclamó que la única fundamentación de la pena era en la amargar necesidad en una sociedad de seres imperfectos y que el límite máximo de todo

castigo era el de la culpabilidad y por debajo de ésta ninguno. Ni más ni menos, o si algo más, pues el asunto no pertenecía todavía al tiempo del profesor de Berlín, todo lo ha construido Figueiredo Dias sobre la idea básica de nuestro tiempo, la de la dignidad de la persona humana.

Para la Ciencia les remito a las publicaciones del Maestro y para la vocación de construirla y transmitirla a su Escuela aquí presente y que le siguen queriendo cuando su poder es casi nulo, como el de los jueces de Montesquieu y, a pesar de que de esta aula se hizo la fábrica de penalistas más dura de Europa.

De su impulso y compromiso debo destacar dos asuntos más. Por una parte, la apertura a los nuevos temas. La denominación de este Instituto de "Derecho penal económico y europeo" es buena muestra de la labor realizada como director de la fábrica de

Coimbra. La segunda parte es su compromiso con todos los territorios de lengua portuguesa, todos aquellos que yo en mi niñez veía reproducidos en las cartografías propagandísticas que se intitulaban: Portugal nao ex un país pequeno. Fue en México precisamente un brasileño, Sergio Salomao Schecaira quien tomó la palabra para proponer la medalla y entre los demás méritos proclamó el del compromiso del Profesor Figueiredo Dias con el desarrollo y modernización de la ciencia penal en el Brasil, un país que ya no es un vaticinio de Stephan Zweig, sino un país en el futuro. A Portugal, a Coimbra y a la Escuela presidida por Figueiredo Dias debemos todos ese estar en el futuro en lo que se refiere a la cuestión de los delitos y las penas. ■

Coimbra 4 de abril de 2014

Magnificent Dean  
Distinguished President and other dignitaries of SIDS  
Director of the Faculty of Law of the University of  
Coimbra  
Director of the Juridical Institute of the Faculty  
President of the IDPEE  
Ladies and Gentlemen Students  
Distinguished Guests  
Ladies and Gentlemen

The honourable Société Internationale de Défense Sociale decided to distinguish me with the award of the Cesare Beccaria Medal. No other tribute could be coated, in my sight, with higher significance. The Beccaria medal is indeed one of the main awards granted by international associations of criminal sciences. This is awarded to those who develop those sciences and, due to a history of dedication to Science and Culture, were deemed worthy of being held under the tutelary wing of the figure of the Marquis. Moreover, this distinction is awarded to me by one Société, which significantly helped to form my penal juridical conceptions and on whose behalf I had the privilege of participating in numerous conferences, meetings and international symposiums which served to bring the incomparable name of the SIDS to the four corners, not only of Europe but, of the world.

It is with great emotion that I want to transmit to the illustrious directors of SIDS, and in particular to my dear friends, Professors *Arroyo Zapatero* and *Stella Maris Martínez*, my joy and gratitude for the homage that I am being prized with; as well as to my dear Colleague Prof. *Salomão Shecaira* (unfortunately unable to be present here today) for being the author of the proposal of the awarding of the medal, undertaken at the SIDS Mexican Congress, which took place last year. Joy and gratitude to which I can only respond with the sense of responsibility that comes with it for me: the responsibility of, as a member of the IDPEE (and, through it, of the Juridical Institute and, at a last instance, of the FDUC) and

warden of its brands of rigor and excellence, declare my unwavering loyalty to the commitments of SIDS to research and criminal science; and reiterate the promise to continue to follow through, while I still can, the research paths and participate in the future of science. This is the tribute that I can pay to the IDPEE, in the name of its President, *Anabela Rodrigues*, to the Juridical Institute and to my Faculty, in the person of their directors, respectively, *Moura Ramos* and *Santos Justo*, for having offered their precious collaboration and its unparalleled spaces to this ceremony.

I recall, with a feeling of unutterable longing, the way the paths of SIDS and my shortcuts have crossed throughout many years. Since the time I was a student, in the 50s of the last century, I had a feeling of distrust in the entire movement of social defense from then, based on a first-hand refusal of the highlight given to the ethical thinking within criminal sciences, which should, instead, be grounded on a strictly preventative and insuring conception: apart (though not necessarily contrary) from the democratic primary commandment of respect for the eminent dignity of the person. It was due to that, in the early 80s, that my forever Master, *Eduardo Correia*, astonishingly supported my idea of joining SIDS and, in the encounters that occurred, advised me to observe carefully and with interest the modifications that seemed to be taking place in the very idea of social defense as a foundation for penal sciences.

I remember, as if it were yesterday, my first encounter with two outstanding personalities of the associative criminal juridical life from back then. First of all *Marc Ancel*, who came to me as a person who held a way of thought rather different from what I, as a student and young researcher of the criminal law scenario, had idealized in my frequent contacts with his writings. He was a humane and scientifically rich person, open and friendly, advocate of an idea of social defense rooted in the –urgent, after the carnage of World War II– need to rethink the whole criminal law system. Rethink it, precisely, on the basis of an understanding of the idea of social

defense not anchored on the strict points of view of scientific naturalism, positivism and exclusively specific negative deterrence purposes, but on a "new social defense", considered and structured as the genuine assumption and consequence of the Rule of Law. And, therefore, as a defender of a penal system based on criminal policy, as an irrefutable form of protection of human rights, which should be understood in their broadest sense. Hence, concluded *Marc Ancel*, the true essence and necessity to bring to the international discussion a society that made this axiom – and the mission of making it compatible with the defense of the Rule of Law's community – its purpose and major task.

I saw these ideas highlighted through the figure of the noble magistrate and theorist *Adolfo Beria di Argentine*; someone who was reserved in formal contacts, but fascinatingly open in the friendly and several private contacts we had. To *Beria di Argentine* the *Société* represented the indispensable tool for, together with AIDP, SIC and FIPP, globally establishing the primacy of a humanist criminal policy – that is, adequate to the Rule of Law as we conceive it today – in the context of criminal sciences. These ideas were no longer abandoned; on the contrary, they became a daily scientific task for the biggest supporters of the direction of the *Société*, of which I will only mention the names of *Simone Rozès*, *Luis Arroyo Zapatero*, *Mario Pisani*, *Bruti Liberati*, *Luigi Foffani*. I am particularly happy to have provided a modest contribution so that, to the traditional name of the "Société internationale de défense sociale", was added the substantially significant designation of "*pour une politique criminelle humaniste*".

Allow me still – so that my thanks to the honour that you have just granted me is not only the formal exercise, although precious to my heart – of mentioning the names of the people to whom I owe moments of great joy and spiritual enrichment, but also of what I owe to the *Société* and to their distinguished members, whom I still venerate as Masters, in my scientific activity and in the

consolidation of my thoughts –, to, in conclusion, say in few words what I still go (and, I am absolutely certain that, in the future that remains for me, will continue) to feel embraced with the columns that support the dome in which our *Société* is crowned.

The foundation of the penal juridical system should not be sought in a presupposed philosophical conception of naturalist, normative or ontological design, as was thought until recently and is still sought by many people nowadays. The foundation of the criminal legal system must be, most of all, the aggregation of "political-criminal propositions" that emerge from the constitutionally based model of the democratic society which penal law, as subsystem of the social system, must put into practice. As clearly intuited by the Enlightenment ideals and its main idea of "social contract", the penal law's function – a function of difficult compliance, because it was inevitably antinomic – is to ensure each of us the fullest exercise of personal freedom and, simultaneously, to ensure the community the highest margins of peace and security.

From this basic assumption three pillars arose, upon which the criminal juridical system should continue to stand on. The first one forms upon the belief that, in the frames of criminal sciences, the functional priority should be given, unreservedly, to criminal policy: she's the one that must lead the juridical criminal dogmatic in its own teleological and rational determinations. The second column is embodied in the role of penal law within the social body, of "ultima ratio protection of criminal legal goods", that is, legal goods endowed with penal dignity (assessed through the spectrum of the Constitution's axiology) and in need of a penalty. The third column fosters the idea that criminal penalties have "deterrence purposes" (of general deterrence and specific deterrence), and not a nature of punishment, payment or retribution for the evilness within the committed crime; however its application has to be always dependent on the verification of the "guilt" of the perpetrator. Due to the fact that a

system that excludes the guilt from within it radically violates the eminent dignity of the person.

A system that meets these assumptions – that matches this true "paradigm" – proves to be, in my view, consistent with the model of the Rule of Law and its supreme values of respect for human dignity and community protection; thus finding a common heritage of values likely to provide the consensus basis which is essential for its consistency. A system like this, I confidently think, corresponds, not only to the basic assumptions of SIDS but also, to what can be and must be harvested as its main foundation.

Everything else is just consequential, particularly when it confronts the dogmatic task of building the material concept of crime. I do not belong to the number of speakers of this session, that the IDPEE, The Juridical Institute and the Faculty decided, so well, to involve in this ceremony, and for that I shall not delay the interest of listening to Professors *Arroyo Zapatero*, *Faria Costa* and *Luigi Foffani*, to whom I address the signal of my greatest admiration and respect. I will only add that the ideas that I believe to be essential to a correct "construction of the material concept of crime and an exact understanding of its constitutive elements" –at heart, the humus which our sciences feed upon– should be seen as inferences of a certain criminal policy conception, where the delicate balance between ethics (or some form of conceptualizing it) and the social utility of the state's regulatory system

reveals itself; or, if I may be permitted an image, a Criminal Science rooted in values, with its eyes set upon the essential conflict of social experience which should be maintained at "tolerable" levels, that is, within the margins that allow the community to feel at peace.

I conclude, Ladies and Gentlemen.

The Penal Sciences have the function of –secularly, worldly– protecting the society, in the precise sense of the obligation of the Rule of Law to safeguard the essential conditions for the freest and fullest realization of the person within the community, the essential assumption that its action will be limited strictly due to the respect for the eminent dignity of the person. This is the SIDS motto, the motto that formed the basis for the beautiful and undeserved words which were spoken about me by *Arroyo Zapatero*, for which I thank from the heart; words that, as I heard them, respond to the complex, instant and current requirements of criminal sciences and have the ability to further enlighten them in the future. And above all: words that are ultimately rooted in the deepest thinking and teaching of the distinguished coryphaeus that was Cesare Beccaria, to whose example and whose image pays tribute the unparalleled distinction that was now given to me.

For your gesture I will be perennially recognized. Thank you very, very much. ■

Jorge de FIGUEIREDO DIAS

## para Gianni FRANCONI

El ocho de junio de 1865 el Comité pro monumento a Cesare Beccaria invitó a formar parte del mismo a Carlo Cattaneo (filósofo y político milanés). Respondió desde Lugano, donde estaba refugiado, con una larga carta en la que, aunque declinaba la invitación llevó a cabo un memorable trabajo de alabanza y admiración al Marqués. En ella decía que la más bella fantasía que pueda inspirar a un escultor destinada al ornato de una u otra ciudad no valdrá más que la amplia difusión de su palabra y así, exhortaba a “difundir su libro”, si libro podía llamarse aquellas 90 páginas que parecían escritas en esos cien años después y que se leen al vuelo. Si se hiciera resurgir de la tumba aquella redentora filosofía no le bastaría el verdugo su bárbara fuerza para llegar a desaparecer de la tierra, como ha desaparecido el esclavo. Para estatuas decía, vale ya la que le tributó su ciudad natal. Remataba afirmando que mejor homenaje que una estatua era construir una “cárcel modelo”, todavía no levantada en Italia.

Lo fundamental era su idea de que el mejor “monumento nacional” sería la edición de su obra lo que se cumple con los 16 volúmenes que Mediobanca ha editado como verdadera “Edición Nacional”, con la que entra definitivamente en la historia de la cultura y del progreso civil...

Mario Pisani (M.P.)

Beccaria y su *libriccino* de 90 páginas representa los principios humanísticos europeos en materia penal, los límites al poder punitivo del Estado frente a la arbitrariedad y la crueldad de los castigos del Antiguo Régimen. Beccaria es un clásico, porque desde entonces hasta hoy representa un canon de humanismo frente al poder punitivo de todos los tiempos. Por ello, la titánica labor de componer las obras completas abordada por

*Mediobanca* es una tarea de dimensión histórica. Parece que no resulta fácil el acceso al cielo de las instituciones financieras, pero por fortuna pesan en ese destino actos como este de responsabilidad social corporativa, que además en este caso lo son *avant la lettre*.

Llama la atención poderosamente que una institución financiera como Mediobanca, fundada en 1946, de diseño y efectos tan importantes para la historia de la Italia de la posguerra, a fin de honrar la memoria de su Presidente Adolfo Tino, desaparecido en 1977, decidiera componer esta enciclopédica edición del Marqués de Beccaria. Un formidable monumento a la memoria de los tiempos de resistencia y reconstrucción democrática: Adolfo Tino y de los que le acompañaron en los excepcionales momentos del fin de la guerra y del principio de la construcción de la democracia, como Ugo la Malfa y Enrico Cuccia. La acción es extraordinariamente valiosa si además se encomienda la tarea a un académico de la competencia de Gianni Francioni.

Beccaria, Mediobanca y sus fundadores, el profesor Gianni Francioni, son destilación de esencia europea. De una Europa que se ilumina siempre desde Milán, tanto del Milán del tránsito de la dependencia española a la austriaca, a la espera de la unificación, como el Milán de hoy, verdadera capital de Centroeuropa.

Siempre me ha parecido chocante la reducción que Georges Steiner hace de la esencia de Europa: Universidades, Maestros y discípulos y los *cafés* como espacio de la comunicación política y filosófica, no he sido consciente del todo de ello más que cuando lo puse en relación con el modo de producción de *Dei delitti e delle pene: Il caffè* que no era solo el nombre de la revista de los miembros de la Academia de los Pugni, era su modo de trabajo.

El profesor Gianni Francioni nacido en Sassari, Córcega, en 1950, es profesor ordinario de Historia de la Filosofía y Titular de los cursos de Historia de la Filo-

sofía del Iluminismo de la Universidad de Pavía. Ha sido profesor invitado en la Ecole Normale Supérieure de Lyon. El profesor bien se merece el reconocimiento máximo de esta Société Internationale de Défense Sociale pour une politique criminelle humaniste por llevar a término la "Edizione Nazionale" de las Obras de Beccaria, haciendo fructificar en esa obra su conocimiento extraordinario de la historia y de la Filosofía del siglo XVIII. La edición se compone de diez y seis volúmenes de seiscientas páginas que reúne todos los escritos del gran pensador lombardo, muchos de los cuales son poco conocidos o inéditos, en edición crítica, con apéndices, notas de comentario y referencias que trazan una historia crítica de cada escrito de Beccaria.

Nos gusta saber que dedica su vida también a componer las obras completas de Antonio Gramsci. Dos grandes programas políticos: Beccaria, como príncipe de la libertad y dignidad de la persona, y Gramsci como sumo sacerdote de la lucha contra lo que hoy se vuelve a llamar la *desigualdad*. Ambos inspiran la construcción de Europa tras la Segunda Guerra Mundial bajo los principios de lo que se llama el Estado Social y Democrático de Derecho. ■

Luis ARROYO ZAPATERO (L.A.Z.)  
en el Palazzo Mediobanca, Via Filodrammatici,  
Milán, 11 de noviembre 2015.

# Declaraciones/Statements

## 13th Crime Congress on crime prevention and criminal justice / 13º Congreso de las Naciones Unidas sobre Prevención del Delito y Justicia Penal

A 60 años del primer Crime Congress de Naciones Unidas en 1955 en Ginebra permítanme, como español, evocar la memoria de quien fue su Secretario Ejecutivo, Manuel López Rey, un español del exilio, desde 1939, profesor de la Universidad de Salamanca, que se incorporó a los trabajos de Naciones Unidas en 1946, cuando España estaba excluida de las Naciones Unidas. Con pasaporte de Bolivia dejó en Naciones Unidas profunda huella hasta 1991 y son muchos los que le recuerdan. Por cierto pasó los últimos años como profesor invitado de Sir Leon Radzinowicz en Cambridge y en la Universidad de Madrid.

En la actualidad de la pena de muerte está determinada por la resolución del año 2007 de la Asamblea General de las Naciones Unidas reclamando una moratoria universal. En el año 2009 el Gobierno Español impulsó la creación de un grupo de países amigos para la creación de una Comisión Internacional contra la pena de muerte compuesta por personalidades de relevancia política y jurídica internacional.

Para apoyar la puesta en marcha de dicha Comisión se patrocinó la puesta en marcha de la Red Académica internacional contra la pena de muerte cuya primera idea tuvo lugar en la Haya en el marco de una gran reunión organizada por Cherif Bassiouni para presentar las conclusiones de su gran proyecto sobre víctimas en la segunda mitad del siglo XX. Allí estaba William Schabas, José Luis de la Cuesta y Pedro David y acordamos poner en marcha la Red Académica a partir de las 4 sociedades científicas, y bajo la presidencia de William Schabas.

Hemos recuperado así el impulso que dio la AIDP en el Congreso de Siracusa en 1987. Los académicos

Sixty years since the first United Nations Crime Congress was held in 1955, in Geneva, allow me, as a Spanish citizen, to evoke the memory of its Executive Secretary, Manuel López Rey, a Spaniard living in exile, since 1939, a professor of the University of Salamanca, who joined the labours of the United Nations in 1946, when Spain was excluded from the United Nations. With a Bolivian passport, he left a profound impression with all at the United Nations until leaving in 1991 and there are many who recall him. Moreover, he spent his last years as a professor at the University of Madrid and through Sir Leon Radzinowicz as an invited professor at Cambridge University.

The present situation of the death penalty is determined by the resolution of 2007 of the United Nations Assembly General calling for a universal moratorium. In 2009, the Spanish government organised the launch of a group of friendly countries to set up an international commission against the death penalty composed of prominent personalities in international political and legal spheres.

The launch of the international academic network against the death penalty was sponsored to support the functioning of that commission, the first initiative of which took place at the Hague in the framework of a large meeting organised by Cherif Bassiouni to present the conclusions of his project on victims in the second half of the 20th century. William Schabas, José Luis de la Cuesta, and Pedro David were there and we agreed to set up the academic network around 4 scientific societies, under the presidency of W. Schabas.

We have thereby recovered the momentum given by the AIDP at the Congress of Syracuse in 1987.

habían sido protagonistas tradicionalmente en los trabajos contra la pena capital. El primero Marc Ancel, con sus informes para Naciones Unidas y el Consejo de Europa en los años 60. Después los responsables de los informes quinquenales han sido ilustres académicos: Noval Morris, Roger Hood y Wiliam Schabas, en este año, por tercera vez, gracias Bill por tu compromiso y por el esfuerzo de pasar la noche en el avión de Paris para llegar hace 2 horas al país de las 1.001 noches.

Nos adelantara algunos datos del informe al Secretario General que se hará público en los próximos días. Gracias también a Cheriff Basiouni siempre a la cabeza de los penalistas del mundo. Todos admiramos su condición de hombre de ideas y de hombre de acción, señor de casi todas las lenguas. Nos dirigirá la palabra sobre su visión del proceso de abolición y luego sobre la cuestión de las Sefaguards.

La Red ha realizado desde entonces números congresos y Workshops, a partir del fundacional de Madrid en 2009: Estambul, Puerto Rico, México, Sao Paulo, Buenos Aires, hemos participado como invitados en otros, por ejemplo, Emsamble en Marruecos y en el Líbano. Hemos publicado numerosos libros: seis en español, tres en inglés uno en ambas lenguas, sobre Francisco de Goya y la pena de muerte. Un libro DVD contextos y subtítulos en español inglés y árabe. Todos son accesibles free online en nuestra página web academicsforabolition.net. Hemos realizado un MOOC sobre Derechos Humanos y abolición de la pena de muerte, con 3.000 estudiantes en la primera edición en español y portugués, la mitad Latinoamérica, y preparamos la segunda edición para asistir. En las siete semanas del curso participan más de 40 profesores y 20 alumnos y prácticos, incluidos, como prácticos algunos exonerados del corredor de la muerte.

Difundimos la resolución de la moratoria de 2007, el segundo protocolo opcional y, sobre todo, el carácter cruel e inhumano de la pena capital. La construcción teórica de la crueldad será nuestro próximo trabajo, de particular importancia para la aplicación de la prohibición de las penas crueles inhumanas.

Academics have traditionally taken leading roles in the work against capital punishment. The first Marc Ancel, with his reports for the United Nations and the Council of Europe in the 1960s. Subsequently, those responsible for the quinquennial reports have been renowned academics: Noval Morris, Roger Hood and Wiliam Schabas, this year, for the third time; thank you Bill for your commitment and for the effort of spending the night in a plane from Paris to arrive 2 hours ago in the land of the 1001 nights.

We will provide some information on the report to the Secretary General that will be made public in the following days. Thanks also to Cheriff Bassiouni always at the forefront of the penalists of the world. We all admire your condition as a man of ideas and a man of action, a man of almost all languages. You will address us on your view of the abolition process and then on the question of the Safeguards.

The Network has since then organised numerous congresses and workshops, since the foundational session in Madrid in 2009: Istanbul, Puerto Rico, Mexico, São Paulo, Buenos Aires, and we have participated as invited guests at others, for example the Ensemble contra la peine de mort in Morocco and in Lebanon. We have published numerous books: six in Spanish, three in English, one in both languages, on Francisco de Goya and the death penalty. A DVD book with text and subtitles in Spanish, English and Arabic. They are all freely accessible online at our webpage: [www.academicsforabolition.net](http://www.academicsforabolition.net). We have completed a MOOC (Massive Open Online Course) on human rights and the abolition of the death penalty, with 3000 students, half of whom from Latin America, the first edition of which was in Spanish and in Portuguese, and we prepared a second edition for those participating. In the seven weeks of the course more than 40 teachers and 20 practitioners, some of whom were exonerated while on death row.

We circulated the resolution on the moratorium of 2007, the second optional protocol and, above all, the cruel and inhuman nature of the death penalty. The theoretical construction of cruelty will be our

Ayudamos a la Comisión Internacional contra la pena de muerte, integrada por personalidades de peso nacional e internacional, como su Presidente, antiguo Director General de la Unesco Federico Mayor Zaragoza, Robert Badinter, Ruth Dreifus, antigua presidenta de Suiza, o de Haití y Filipinas, como, respectivamente, Michelle Duvivier y Gloria Marcapagal Arroyo.

La última cooperación ha sido la preparación de la visita al Papa Francisco, quien tras recibir a las sociedades científicas en octubre pasado, ha entregado una carta y cuatro páginas en las que no sólo eleva la idea de la abolición a doctrina de la Iglesia Católica, sino que se comprometió a incluir el asunto en el diálogo intra religioso e inter religiones. Lo que es relevante tanto para la discusiones tanto en Estados Unidos como en el mundo del Islam. Esta a su disposición en español e inglés en nuestra página web y en la documentación de este Ancillary Meeting. ■

Luis ARROYO ZAPATERO

next task, of particular importance for the application of the prohibition of cruel and inhuman punishments.

We assisted the International Commission against the death penalty, composed of personalities of national and international standing, such as its president, the former director general of UNESCO, Federico Mayor Zaragoza, Robert Badinter, Ruth Dreifus, former president of Switzerland, and from Haiti and the Philippines, respectively, Michèle Duvivier and Gloria Marcapagal Arroyo.

The last collaborative act was the preparation for the visit of the Holy Father Pope Francisco, who after hosting the scientific societies last October, delivered a letter and four pages in which he not only elevated the idea of abolition to doctrine in the Catholic Church, but committed himself to including the matter in the intra and inter-faith dialogue, which is relevant both for the discussions in the United States and in the Islamic world. ■

**SIDS-AIDP-SIC STATEMENT ON THE UNIVERSAL ABOLITION OF DEATH PENALTY /  
DECLARACIÓN DE SIDS-AIDP-SIC SOBRE LA ABOLICIÓN UNIVERSAL DE LA PENA DE MUERTE,  
DOHA 2015**

Las Sociedades Científicas valoran muy positivamente la Resolución de la AG de Naciones Unidas de 2007 reclamando una moratoria universal con vistas a una posterior abolición. Celebramos el elevado número de países que desde entonces han procedido a la abolición o han adoptado la moratoria, incluidos los estados miembros de las federaciones como es el caso de los EEUU. Instamos a los Gobiernos y a las organizaciones a impulsar este proceso en estos momentos antes del debate de la AG sobre el informe quinquenal y el de la *compliance* de la moratoria.

De los países que no han abolido *de iure* ni *de facto* celebramos los que han restringido sustancialmente la pena de muerte, tanto la pena de muerte *mandatory*, como el número y clase de delitos capitales, como es el caso de China.

Sin embargo, reclamamos el estricto cumplimiento de las salvaguardias aprobadas por ECOSOC, muy especialmente la que proclama que la pena de muerte solo respeta el artículo 6 del Pacto de derechos civiles y políticos cuando se aplica a delitos de homicidio deliberado o crímenes aún más graves contra la vida.

Consideramos una flagrante violación del derecho internacional, especialmente la aplicación de la pena de muerte por delitos de tráfico de drogas. Además de vulnerar la cláusula de los "*most serious crimes*" está demostrado que la pena de muerte no tiene un efecto intimidatorio (*deterrence*) mayor que las penas de prisión.

Naturalmente consideramos también contrario al Derecho Internacional la aplicación de la pena de muerte a delitos relativos a los creencias religiosos,

Scientific Societies very positively appreciate the Resolution of the United Nations General Assembly of 2007 calling for a universal moratorium on the death penalty with a view to its subsequent abolition. We congratulate the high number of countries that since then have moved to abolition or have subscribed to the moratorium, including the member states of the federations such as the case of the USA. We urge Governments and organisations to drive this process in the time leading up to the GA debate on the quinquennial report and the report on *compliance* with the moratorium.

Among the countries that have neither moved to *de iure* nor to *de facto* abolition, we congratulate those that have substantially reduced the death penalty, both the *mandatory* death penalty and the number and class of capital offences, as in the case of China.

Nonetheless, we call for strict compliance with the safeguards approved by ECOSOC, very especially that which proclaims that the death penalty is only in line with article 6 of the International Covenant on Civil and Political Rights, when applied to the crimes of intentional homicide and even more serious crimes against life.

We especially consider that the application of the death penalty for crimes of drug trafficking is a flagrant violation of international law. As well as violating the clause on the "*most serious crimes*", it demonstrates that the death penalty is of no greater deterrence than deprivation of liberty.

We also naturally consider that the application of the death sentence to crimes relating to religious

tanto por parte del Estado como por organizaciones terroristas con pretensiones. Así mismo denunciaremos la aplicación de la pena de muerte en prácticas sexuales libres y consentidas entre adultos. Rechazamos también la aplicación de la pena capital a los casos de adulterio, o a los menores que cometen el delito siéndolo y se les ejecuta cuando cumplen la mayoría de edad.

La pena de muerte en el mundo es un catálogo de horrores, desde la ejecución mediante el fuego o mediante cualquier otro procedimiento técnicamente pretencioso que suelen terminar en las llamadas *botched exentions*, representativas de la pena cruel e inhumana por excelencia.

Consideramos que los órganos de las Naciones Unidas y especialmente la Comisión de Prevención del Crimen y la Justicia penal que elaboró y adoptó las primeras "*safeguards*" en el propio Crime Congress de Caracas de 1980 deberían impulsar un proceso de revisión que responda a los retos que plantean los países que no abolan o adopten la moratoria en este año 2015.

Un ejemplo de la necesidad de reforma y ampliación se contiene en el extenso documento presentado hace pocas semanas por Penal Reform International y que hemos revisado en este *Ancillary Meeting* y de lo que remitiremos con esta Declaración un documento de síntesis Secretario ejecutivo de UNODC y a Secretario General de Naciones Unidas, animándolos a ellos y a los Gobiernos a que asuman esta propuesta de perfeccionar las salvaguardias para el tiempo posterior a 2015.

También dirigiremos esta declaración a la Comisión Internacional contra la pena de muerte. ■

Société Internationale de Défense Sociale (SIDS)  
International Association of Penal Law (AIDP)  
International Society for Criminology (ISC)

beliefs runs contrary to International Law, both by the State and by terrorist organisations with similar pretensions. Likewise, we deplore the application of the death penalty for sexual acts between free and consenting adults. We also reject the application of capital punishment in cases of adultery and of children who commit the crimes when they are of that age and are executed when they reach the age of majority.

The death penalty in the world is a catalogue of horrors, from execution by fire to any other technically pretentious procedures that are usually referred to as *botched executions*, representative of cruel and inhuman punishment par excellence.

We consider that the organs of the United Nations and especially the Commission on Crime Prevention and Criminal Justice that prepared and adopted the first "*safeguards*" at the Crime Congress of Caracas of 1980 should lead a review process that responds to the challenges proposed by the countries that do not abolish or that adopt the moratorium this year, in 2015.

An example of the need for reform and enlargement is contained in the extensive document presented some weeks ago by Penal Reform International, which we have revised at this *Ancillary Meeting* and we will forward a summary document thereof with this Declaration to the executive Secretary of UNODC and the Secretary General of the United Nations, urging them and the Governments that take up this proposal to improve the safeguards at some time after 2015.

We will also forward this declaration to the International Commission against the death penalty. ■

**SÃO PAULO STATEMENT ON ACTUAL CRIMINAL POLICY /  
DECLARACIÓN DE SÃO PAULO SOBRE POLÍTICA CRIMINAL ACTUAL. 2016  
AIDP SIC SIDS ALPEC IBCCRIM**

En el marco del 22 Seminario Internacional organizado por el Instituto Brasileño de Ciencias Criminales e inspirados por las ponencias y debates que en el han tenido lugar, reunidos los presidentes y directivos de la Asociación Internacional de Derecho Penal, **AIDP**, de la Sociedad Internacional de Criminología, **SIC**, de la Sociedad Internacional de Defensa Social, **SIDS**, así como los directivos de la Asociación Latinoamericana de Derecho Penal y Criminología, **ALPEC**, y del Instituto Brasileño de Ciencias Criminales, **IBCCrim**, declaramos lo que sigue:

1. La evolución de las cifras y **tasas de homicidios y asesinatos** presenta en algunos países realidades preocupantes e insostenibles que requieren intervenciones enérgicas y bien fundamentadas de los gobiernos responsables orientadas a prevención y reducción. En esa criminalidad, además de la que tiene origen en los propios delincuentes, se presenta de modo escandaloso la violencia estatal, cuya letalidad alcanza cifras y tasas inconcebibles. Resulta imprescindible que los gobiernos responsables organicen políticas y protocolos que corrijan esa violenta acción de las **ejecuciones extrajudiciales**, que además, en no poca medida están inspiradas en motivos racistas; y adopten protocolos de control, corrección y sanción de sus agentes y responsables políticos, así frente a las desapariciones forzadas de forzadas. Muy especialmente elevamos nuestra protesta más enérgica ante el nuevo presidente de **Filipinas** quien, en un país que ya había abolido la pena de muerte, en apenas siete semanas de mandato ha incitado a sus policías y agentes al asesinato de más de 1.800 personas.

2. El estado de las **prisiones** sigue siendo trágico en no pocos países, con cárceles sobrepobladas, muchas veces producto de políticas irracionales y crueles de encarcelamiento masivo y de penas perpetuas, sometidos los internos a condiciones inhumanas y al control

Within the framework of the 22nd International Seminar organized by the Brazilian Institute of Criminal Sciences and inspired by the lectures and discussions that took place there, the presidents and directors of the International Association of Penal Law (AIDP), the International Society of Criminology (ISC), the International Society of Social Defense (SIDS), as well as the directors of the Latin American Association of Criminal Law and Criminology (ALPEC) and the Brazilian Institute of Criminal Sciences, meeting there, declare the following:

1. The increase in the numbers and rates of homicide and murders reveals, in some countries, worrying and unsustainable realities that require strong and well-planned interventions by the responsible governments, aimed at their prevention and reduction. State violence, whose lethality reaches inconceivable numbers and rates, also appears, in a scandalous way, in this pattern of criminality, beyond what is attributable to the offenders themselves. It is indispensable that the responsible governments introduce policies and protocols to correct the practice of extrajudicial executions, which additionally, in no small measure, are inspired by racism; and adopt protocols to control, correct and sanction its agents and policy makers. This is also required in the case of the forced disappearance of persons. We especially raise our most energetic protest directed to the new president of the Philippines, who, in a country that abolished the death penalty, urged his officers and agents to kill over 1800 people in just seven weeks in office.

2. The state of prisons in many countries continues to be tragic, with overcrowded jails, often the product of irrational and cruel policies of mass incarceration and life sentences, subjecting the prisoners to inhumane conditions and to the control of their own criminal

de las propias organizaciones criminales y su violencia. Celebramos la aprobación por la Asamblea General de las Naciones Unidas de la puesta al día de la reglas mínimas que a partir de ahora se llamarán precisamente "reglas Mandela". Fuera de las reglas mínimas, la cárcel es solamente tratos inhumanos, degradantes o tortura. Reclamamos asimismo el inmediato cierre de las **cárceles ilegales** como es la de Guantánamo.

3. Compartimos la preocupación por los crímenes del **terrorismo** contemporáneo, carente de toda piedad, y expresamos nuestra solidaridad con las víctimas, a la vez que advertimos que en ocasiones se produce una execrable utilización política partidista y explotación mediática en la construcción y desarrollo de esa política.

4. Los daños producidos por la reciente **crisis financiera** internacional son de la tal envergadura que la hipótesis de someter a examen la responsabilidad penal de las empresas y de los gobiernos cómplices debe ser objeto de consideración.

5. Reclamamos una lucha decidida contra la **corrupción**, transparente, sin manipulaciones ni merma de las garantías jurídicas generales y reclamamos que se incorporen los instrumentos jurídicos que garantizan una persecución eficaz de sus autores y de la devolución de los caudales sustraídos, como las figuras del comiso ampliado y la extinción del dominio. Reclamamos asimismo la supresión de los **paraísos fiscales**, en los que se refugia el dinero del fraude fiscal y del crimen organizado.

6. Apoyamos las **metas de desarrollo post 2015** de Naciones Unidas y especialmente la eliminación de la pobreza y el racismo y su reclamo de equidad en la distribución de la riqueza y del bienestar social, la protección del medio ambiente y los derechos humanos, así como de los pueblos originarios. ■

organizations and their violence. We commend the adoption by the United Nations General Assembly of the update to the Minimum Rules that, from now on, will be called precisely "the Mandela rules." When the minimum standards are violated, prison is only inhuman and degrading treatment or torture. We also call for the immediate closure of illegal prisons, like for example Guantánamo.

3. We share the concern for the crimes of contemporary terrorism, devoid of all compassion, and express our solidarity with the victims. At the same time we warn that, at times, there is a nefarious partisan political abuse and media exploitation in the construction and development of policies addressing this issue.

4. The damages caused by the recent international financial crisis are of such magnitude that the call for scrutinizing the criminal liability of corporations and complicit governments should be acted upon.

5. We demand a decisive fight against corruption, transparent, without manipulation and with strict respect for the general legal guarantees of the due process model in order to ensure the effective prosecution of its perpetrators and the return of the funds embezzled. We also demand the abolition of tax havens, where funds generated by tax fraud and organized crime are often hidden.

6. We support the post 2015 development goals of the United Nations, and especially the elimination of poverty and racism, and their demand for the equitable distribution of wealth and social welfare and the protection of the environment and human rights, as well as that of the First Nations. ■

John VERVAELE - President of AIDP  
Emilio C. VIANO - President of ISC  
Luis ARROYO ZAPATERO - President of SIDS  
André KEHDI - President of IBCCrim

Luis NIÑO - Member of the Board of Directors of ALPEC  
Cristiano MARONNA - Vice-President of IBCCrim  
Carlos Eduardo JAPIASSÚ - Secretary General of AIDP  
Sergio Salomao SHECAIRA - Vice President of SIDS

# In memoriam

## Giorgio MARINUCCI

El 19 de abril de 2013, mientras preparaba en Roma una conferencia que habría de pronunciar el día siguiente en la "Accademia dei Lincei" falleció Giorgio Marinucci. El 8 de noviembre se celebró en el Aula Napoleónica de la Universidad de Milán una Jornada en su homenaje organizada por el Departamento de Ciencias Jurídicas "Cesare Beccaria", con intervenciones de un largo elenco de textos de amigos que publicó la Revista *Diritto penale Contemporaneo*, en el volumen 1º de 2014, de donde tomo ahora mis palabras:

Mis últimos recuerdos de Giorgio Marinucci son hermosos. En mayo de 2009 Francesco Viganò y Carlo Enrique Paliero habían organizado un Seminario que dio lugar a la excelente reciente publicación *Europa e Diritto penale*. Al salir de la sesión que Marinucci había presidido en la Facultad se vio convertido en jefe de una numerosa comitiva que demandaba ser guiada hacia la plaza dedicada al Marqués de Beccaria. Una fotografía alrededor nos retrata a todos los intervinientes: Satzger, Giudicelli-Delage, Tricott, Adán Nieto, Picotti, Bernardi, Foffani, Manacorda, Sotis, Grasso, los organizadores, el que suscribe y un nutrido grupo de doctorandos. En el centro de todos brillaba Giorgio Marinucci, desde su altura excesiva –aunque no alcanzaba los pies de Beccaria– y ojos pícaros, acompañados de una sonrisa satisfecha, total, que le llevaba las comisuras de los labios hasta los pabellones auditivos. La comitiva y su guía no terminaron en la plaza. Satisfecho de tan atenta audiencia notable de jóvenes –salvo quien suscribe– extranjeros se dio el placer de explicarnos la inverosímil historia de los canales y el puerto de Milán, algo tan incomprensible como el buscar en el México de hoy las grandes lagunas en que se asentaba Tenochtitlan. Hubo también visita

Le 19 avril 2013, alors qu'il préparait à Rome une conférence qu'il devait prononcer le lendemain à l'Accademia dei Lincei", décéda Giorgio Marinucci. Le 8 novembre fut organisée à Università degli Studi di Milano, Sala Napoleonica, une journée en son hommage par le Département des sciences juridiques « Cesare Beccaria », avec des interventions d'un grand nombre de ses amis, dont les textes furent publiés dans la revue *Diritto penale Contemporaneo*, volume 1 (2014), d'où j'extrais à présent mes paroles :

Mes derniers souvenirs de Giorgio Marinucci sont beaux. Au mois de mai 2009, Francesco Viganò et Carlo Enrique Paliero avaient organisé un séminaire qui donna lieu à l'excellente publication *Europa e Diritto penale*, récemment parue. En sortant de la séance que Marinucci avait présidée à la Faculté, il se transforma en cicérone de tout un cortège qui demandait à être guidé jusqu'à la place consacrée au Marquis de Beccaria. Une photo de tous les intervenants fut prise : Satzger, Giudicelli-Delage, Tricott, Adán Nieto, Picotti, Bernardi, Foffani, Manacorda, Sotis, Grasso, les organisateurs, moi-même et un groupe nombreux de doctorants. Au centre brillait Giorgio Marinucci, avec son imposante stature –quoiqu'elle n'arrivait pas à la hauteur des pieds de la statue de Beccaria– et son regard malicieux, accompagné d'un sourire épanoui, total, s'étendant depuis les commissures des lèvres jusqu'aux oreilles. Le cortège et leur guide ne finirent pas le parcours à la place. Fier d'un si nombreux et attentif public de jeunes –sauf l'auteur de ses lignes– étrangers, il prit plaisir à nous expliquer l'histoire invraisemblable des canaux et du port de Milan, une initiative aussi incompréhensible

al sorprendente osario de la Iglesia de San Bernardino de los Huesos. Tengo un gran recuerdo de la excursión cultural y de la satisfacción del Maestro al enseñar los secretos de Milán a aquella tropa de la nueva generación de penalistas de Europa.

Otro grato encuentro posterior fue con motivo del homenaje que tributaron la Universidad de Milán, el Centro Nazionale de Prevenzione e Difesa Sociale y la *Société* a Giuliano Vassalli en su partida, alrededor de la presentación del libro del Congreso de la SIDS de Toledo en 2007, *Criminal Law between War and Peace* editado por Stefano Manacorda y Adán Nieto. Tuvieron emocionantes intervenciones Marinucci, que había conocido jovencísimo a Vassalli en Roma, cuando acompañó a su maestro Delittala en su efímera destino en la capital y Mario Pisani, quien recordó las dos muertes de Vassalli, la del joven resistente antifascista en los años 43-44, por fortuna fruto de un malentendido, y la del patriarca del Derecho penal de Europa.

Pero el atractivo de los maestros no suele pervivir más allá de la generación siguiente, la de los discípulos. Lo fundamental, el verdadero legado es su obra académica. De todo ello me corresponde a mí como Presidente exponer lo que ella representa desde el punto de vista de la orientación político criminal de la *Société Internationale de Défense Sociale*. Deseo para ello recordar que la SIDS sobre todo desde su creación en 1949 en Lieja, con sus precedentes genoveses cuatro años antes y el protagonismo del Conde Gramatica y de Marc Ancel, es más que una organización, un movimiento político criminal, que en 1996 en Lecce acrisoló su ideario en el subtítulo que se dio formalmente a sí misma: *Mouvement pour une politique criminelle humaniste*. Esta es la verdadera síntesis de los valores comunes que inspiran a tan variopintos integrantes, amplio abanico que puede representarse con la mención a cualificados miembros del Consejo de Dirección, desde Louk Hulsman a Giuliano Vassalli, de Ikeri Antila y Hans H. Jescheck a Orlando Contreras Pulido o Francisco Beidermann.

Marinucci representa en mi opinión lo mejor de la generación siguiente a la de los fundadores de la So-

que serait celle de chercher dans le Mexique actuel les grands marais sur lesquels s'élevait Tenochtitlan. Il nous fit visiter également le surprenant ossuaire de l'Église San Bernardino alle Ossa. J'ai un très beau souvenir de cette promenade culturelle et de la satisfaction du maître dévoilant les secrets de Milan à ce rassemblement formé par une nouvelle génération de pénalistes d'Europe.

Un autre souvenir plaisant d'une rencontre ultérieure se situe à l'occasion de l'hommage organisé à l'Université de Milan par le Centro Nazionale de Prevenzione e Difesa Sociale et la *Société*, consacré à Giuliano Vassalli à l'occasion de son départ, centré autour de la présentation de l'ouvrage du Congrès de la SIDS de Tolède de 2007, *Criminal Law between War and Peace*, édité par Stefano Manacorda et Adán Nieto. A souligner les émouvantes interventions de Marinucci, qui avait connu Vassali à Rome, étant très jeune, lorsqu'il accompagna son maître Delittala dans son éphémère mission dans la capitale, et Mario Pisani, qui rappela les deux morts de Vassalli, celle du jeune résistant antifasciste dans les années 43-44, qui fut heureusement l'objet d'un malentendu, et celle du patriarche du droit pénal d'Europe.

Mais le charme des maîtres ne subsiste pas au-delà de la génération suivante, celle de leurs disciples. Ce qui est essentiel, le vrai héritage de Marinucci, ce sont ses travaux de recherche. Il me correspond, en tant que Président, d'exposer ce qu'ils représentent du point de vue de l'orientation politico-criminelle de la *Société Internationale de Défense Sociale*. Je voudrais à ce sujet rappeler que la SIDS, surtout depuis sa création en 1949 à Liège, avec ses antécédents génois quatre années auparavant, et le rôle du comte Filippo Gramatica et de Marc Ancel, est plus qu'une organisation, c'est un mouvement politico-criminel, qui en 1996, à Lecce, a mis en avant ses idéaux dans le sous-titre attribué formellement à son nom : *Mouvement pour une politique criminelle humaniste*. Voilà la vraie synthèse des valeurs communes qui inspirent cette pléiade si variée, un large éventail qui peut être représenté par des membres hautement qualifiés du Conseil de Direction,

*cietà*, equivalente a su gran amigo Klaus Tiedemann en Alemania o a Mireille Delmas-Marty en Francia, por limitarnos al espacio europeo. Bien podríamos decir que ha sido el mejor representante italiano de la generación del Proyecto Alternativo, que, en mi opinión, es la orientación que mejor representa la *Société* contemporánea: en sus orígenes no se cree en la pena ni en su científica legitimación, se acepta tan solo como una “amarga necesidad”, que debe estar orientada a la reinserción social y que solo se debe imponer a través de un proceso justo, como último recurso de la gobernanza social, solo para proteger los bienes jurídicos más relevantes y todo con el más escrupuloso respeto a los principios penales y derechos fundamentales. En verdad, la *Société*, como ha dicho Jorge Figueiredo Dias, representa la consagración de una ciencia laica del Derecho penal y de la pena.

De todo ello la obra de Marinucci es ejemplo de altura y de calidad sistemática y científica, ya desde su primera gran obra hasta la más postrera. El concepto laico de la pena aflora en todas su orientación político criminal, con la proclamación de los principios penales y liberales, que le convierte en un defensor enardecido del sometimiento del sistema penal a la Constitución, con gran impulso al proceso de descriminalización y con recurrente denuncia de todos los retrocesos, convencido, además, de la verdad granítica del lema de Radbruch: la mejor política criminal es una política social.

En todo su desarrollo de la teoría general ha dado Marinucci la nota de penalista clásico e innovador. En ello destaca su *Il reato come azione. Critica di un dogma* (1971), que resulta constituyente, incorporando definitivamente la ciencia penal italiana a la gran corriente dogmática que fundamenta sus raíces en Franz von Liszt, libro bien productivo –editado también en español– para su obra posterior y sustentadora del *Manuale* elaborado con Emilio Dolcini.

Innovador resulta también en la Parte especial, en la cual desarrolló aspectos claves de Derecho penal especial propio del Estado social y Democrático de Derecho, como es todo lo relativo al Derecho penal

depuis Louk Hulsman jusqu’à Giuliano Vassalli ; Ikeri Antila et Hans H. Jescheck jusqu’à Orlando Contreras Pulido ou Francisco Beidemann.

Marinucci représente, de mon point de vue, ce qu’il y a eu de mieux dans la génération suivant celle des fondateurs de la *Société*, dont fait partie son grand ami Klaus Tiedemann en Allemagne ou Mireille Delmas-Marty en France, pour ne citer que l’espace européen. On pourrait bien dire qu’il a été le meilleur représentant italien de la génération du Projet Alternatif, lequel, à mon avis, constitue l’orientation qui incarne le mieux la *Société* contemporaine: à ses origines, on ne croyait pas à la peine ni à sa légitimation scientifique, elle est acceptée uniquement comme une « amère nécessité », qui doit être orientée vers la réinsertion sociale, et qui ne doit être imposée qu’à travers d’un procès équitable, comme dernier recours de la gouvernance sociale, et uniquement pour protéger les biens juridiques les plus essentiels ; et ce dans le plus strict respect des principes pénaux et des droits fondamentaux. En effet, la *Société*, comme l’a exprimé Jorge Figueiredo Dias, représente la consécration d’une science laïque du droit pénal et de la peine.

L’œuvre de Marinucci est un exemple de tout ce qui précède, un exemple d’excellence et de qualité systématique et scientifique, depuis son premier grand ouvrage jusqu’au dernier. La notion laïque de peine apparaît dans toute son orientation politico-criminelle avec la proclamation des principes pénaux et libéraux, qui font de lui le défenseur passionné de la soumission du système pénal à la Constitution, avec son énorme soutien du processus de décriminalisation et sa constante dénonciation de toutes les régressions, convaincu comme il l’était de la solide vérité de la devise de Radbruch : « Une bonne politique sociale est la meilleure politique criminelle ».

Dans tout le développement de la théorie générale, Marinucci s’est révélé comme un pénaliste classique et innovateur. À souligner son *Il reato come azione. Critica di un dogma* (1971), qui est devenu constituant, en intégrant définitivement la science pénale italienne dans le grand courant dogmatique

económico, desde la protección penal de las marcas hasta el Derecho penal societario. En verdad, Marinucci, junto con su condiscípulo Pedrazzi y su amigo Klaus Tiedemann forman el equipo fundador del Derecho penal económico, que, por la propia naturaleza de las cosas, constituye más de la mitad de lo que llamamos hoy Derecho penal europeo. Además, ha estado presente siempre en su obra la preocupación por los más grandes problemas penales y sociales de nuestro tiempo, como es el tráfico de drogas y el pernicioso castigo de los consumidores. La preocupación social induce siempre a la reflexión político criminal y Marinucci compone una extraordinaria obra de impulso similar a la de parejo nombre de Roxin: *Politica criminale e riforma del Diritto penale* (1974) que es, como la del mentado profesor de Munich, todo un manifiesto dogmático y político criminal.

Por último, Marinucci destilaba siempre en sus escritos su elevada cultura, su afición a la historia, como su "*Beccaria penalista. Nostro contemporaneo*". Del mismo modo que le reflejaba a la perfección uno de sus ultimísimos escritos, el relativo a la pena de muerte, en el que afloraba tanto su pasión por la historia como por la actualidad. En definitiva, Giorgio Marinucci representa la mejor expresión de los cultivadores de una política criminal humanista y, por tanto, del Movimiento de la Defensa Social contemporánea. ■

Luis ARROYO ZAPATERO

qui trouve ses racines chez Franz von Liszt, un livre hautement productif –édité également en espagnol– pour son œuvre ultérieure qui servit de base au *Manuale* élaboré avec Emilio Dolcini.

Il est également innovateur dans la Partie spéciale, où il développa des aspects essentiels du droit pénal spécial propre à l'État de droit, social et démocratique, ainsi que tout ce qui concerne le droit pénal économique, depuis la protection pénale des marques jusqu'au droit pénal sociétaire. En effet, Marinucci, conjointement avec son condisciple Pedrazzi et son ami Klaus Tiedemann, forment l'équipe fondatrice du droit pénal économique, lequel, de par la propre nature des choses, constitue plus de la moitié de ce que nous appelons aujourd'hui le droit pénal européen. Par ailleurs, dans son œuvre a toujours été présent le souci à propos des plus grands problèmes pénaux et sociaux de notre époque, tels que le trafic de drogue et la pernicieuse punition des consommateurs. Le souci social conduit toujours à la réflexion politico-criminelle, et Marinucci publie un extraordinaire petit ouvrage, animé d'un élan similaire à celui portant le même titre de Roxin : *Politica criminale e riforma del Diritto penale* (1974), lequel est, comme celui du professeur de Munich mentionné plus haut, tout un manifeste dogmatique et politico-criminel.

Finalement, des écrits de Marinucci émanait toujours sa vaste culture, sa passion pour l'histoire, comme on peut le constater dans « *Beccaria penalista. Nostro contemporaneo* ». L'un de ses tout derniers écrits reflétait parfaitement sa personnalité, celui relatif à la peine de mort, où apparaissait aussi bien sa passion pour l'histoire que pour l'actualité. En définitive, Giorgio Marinucci symbolise l'expression ultime des partisans d'une politique criminelle humaniste et, partant, du mouvement de la défense sociale contemporaine. ■

## Irene MELUP

---

En mi vida no conocí otro miembro de la ONU que, como Irene, haya hecho más durante su mandato en la organización, y aún después, para alivianar la situación de las víctimas de delitos y de abuso de poder en todas las regiones del mundo.

Desde el primer momento que la conocí, me convertí un admirador de su pasión, coraje, perseverancia y determinación con la que consiguió traer a la luz la Declaración de la ONU sobre Víctimas de Delitos y Abuso de Poder. Éste fue, sin lugar a dudas, uno de los logros más importantes y perdurables de la ONU, y que tuvo un gran impacto a nivel global. En otras palabras, abrió las puertas para la transformación de la cultura de la decencia y la dignidad para todos.

En efecto, ella influyó enormemente para convencer a todos los delegados de la ONU de la necesidad de mejorar los mandatos existentes en la materia. Ese fue, me atrevo a sostener, el logro más importante de su vida.

Sus esfuerzos, durante las décadas pasadas, no serán olvidados en razón de que Irene fue capaz de llevar la declaración a la acción. Con innegable fuerza, ella siempre estuvo presta a subrayar las diferencias y asimetrías existentes entre los poderosos y sus víctimas, proponiendo diferentes cursos de acción para combatirlas.

Fue una mujer única y resolutiva.

En la vida de Irene, como en la de Don Quijote de la Mancha, todo lo que necesitó de su intervención para reparar errores fue hecho, aun dejando de lado las posibles consecuencias personales. Ella estuvo siempre alerta para evitar secuelas *post facto* por la victimización de aquellos a quienes puso bajo su manto. Así como Don Quijote dijo a Sancho, ella sabía que *post tenebras spero lucem* (después de la oscuridad, sale la luz).

La vida de Irene brilló por su amor compasivo. Yo tuve el honor de llamarme su amigo, y le debo muchísimo. Éste es mi humilde tributo. ■

Pedro R. DAVID

In my life, I knew no other UN staff member, who, like Irene, had done more during her tenure at the organization and afterwards, to alleviate the plight of victims of crime and the abuse of power in all regions of the world.

Since I first met her, I was always an admirer of the passion, courage, perseverance and determination by which she was able to bring into existence the UN Declaration for Victims of Crime and the Abuse of Power. This one was, indeed, one of the long lasting achievements of the UN and has had deeply impact worldwide. In other words, it has opened the door towards a transformation culture of decency and dignity for all of us.

In fact, she lobbied so hard so as to convince all UN delegates of the need to improve the existing mandates on the subject matter, that this, I dare to say, was her most important life achievement.

Her efforts, during the past decades, shall not be forgotten as she had pushed the Declaration from formulation to implementation. With convincing force, she was always eager to highlight the asymmetry between the powerful and his victims, and propose different courses of action to change that.

She was a unique and resolute woman.

In Irene's life, as in Don Quixote of La Mancha's, whatever requires intervention for redress of wrongs, is done without regard to personal consequences. Irene was always vigilant to avoid post-facto aggravation of previous victimizations of those she took under her care, and as Don Quixote tells Sancho, she knew that *post tenebras spero lucem* (after darkness, there is the light).

Irene's life shined with the light of compassionate love. I was honored just by being his friend, and I owe her a great deal. This is my humble tribute. ■

Pedro R. DAVID

## David BAIGÚN (1926-2015)

---

El 2 de octubre de 2015 falleció el profesor y abogado de la Universidad de Buenos Aires, David "Tute" Baigún, a los 89 años.

Desaparece una generación, según creo que anticipé en alguna oportunidad anterior. Estamos desapareciendo nosotros mismos, se nos van los amigos, los amigos del alma, quienes fueron nuestro faro, nuestro ejemplo de vida, quienes nos ayudaron en horas difíciles y festejaron con nosotros nuestras alegrías, con los que nos sonreímos, en horas felices, o lagrimeamos juntos abrumados por la tristeza, quienes nos halagaron, nos hicieron sentir personas útiles, aquellos a los que valoramos y que nos valoraron, quienes nos mostraron el camino y, sin proponérselo específicamente, nos enseñaron a vivir y sacrificarnos para alcanzar algo, y luego nos acompañaron para disfrutarlo.

Todo ello era el Prof. Dr. David Baigún, si debo nombrarlo como se merece académicamente, nuestro querido Tute en apodo de entrecasa y lenguaje cotidiano. Podría pasar horas reseñando sus valores. Prefiero recordar que, con su comportamiento, me enseñó que mi profesión, la de abogado, que tanta mala fama arrastra popularmente, sólo tiene sentido

si mediante su ejercicio podemos ayudar al prójimo, a aquel que sufre justa o injustamente, especialmente a aquel que ha sido excluido del goce de los derechos acreditados a cualquier persona humana y que, mediante los mecanismos de la materia que abrazamos académicamente, ha perdido o está en riesgo de perder el derecho de los derechos, el de transitar libremente. Prefiero recordar a quien alguna vez me dijo que la ley y el Estado sólo tienen sentido si nos ayudan a los seres humanos a ser más iguales unos a otros y me enseñó que la existencia de ambos fenómenos sociales de la cultura humana sólo está justificada cuando tiene por finalidad la protección de los indefensos, de los necesitados, de aquellos que son vulnerables, débiles frente al poder real.

Como dijo el poeta español: "...y aunque la vida murió,/ nos dexó hartos consuelo/ su memoria".

Aparecido en la Revista de Derecho Penal y Criminología. ■

Julio MAIER

*Universidad de Buenos Aires*

## Paulo José da COSTA JUNIOR

---

Profesor brasileño de gran éxito, Paulo José da Costa Junior, tras cumplir 90 años en febrero y con actividad profesional y docente hasta el final ha fallecido en Sao Paulo el pasado 3 de marzo de 2015. Nadie que le haya conocido puede olvidar su inteligencia, su simpatía y su capacidad de enfocar nuevos problemas, fundamentada en el estudio jurídico y en su amplia cultura. Era uno de los pocos penalistas brasileños implicados en la vida internacional de la Ciencia del Derecho penal de antes de la globalización.

Nació en Sao Paulo en 1925 y estudio en su Facultad de Derecho. Se inició en 1954 como abogado penalista especializado en Tribunales de jurado, cátedra de los grandes abogados. En 1958 comenzó su carrera académica en la Universidad Mackenzie para desplazarse de inmediato a Roma donde obtiene su doctorado, además de especializarse en criminología clínica con Di Tullio. A su regreso alcanza la cátedra en la Universidad de Mackenzie y la sólida posición de profesor de libero docente en la de San Paulo. En 1966 regresa a Roma y alcanza el profesorado en Padua, Pavía y Bolonia, una experiencia italiana que acumulada a la anteriormente citada configuran el personaje de modo definitivo.

En 1969 obtiene la cátedra de Derecho penal y procesal de Sao Paulo desde la que realizó una intensa actividad publicista y académica, como la presidencia del Instituto Latinoamericano de Criminología, la dirección de la Revista Brasileña de Criminología y Derecho Penal y la representación en Brasil del Índice Penale que dirigía en Milán Pietro Nuvolone. Siempre activo en las organizaciones científicas, en la AIDP, la SIC y sobre todo, en la Sociétés, de la que es miembro del Consejo de Dirección y desde el Con-

The highly successful Brazilian professor, Paulo José da Costa Junior, having celebrated his 90th birthday in February and having followed a career as a professional lawyer and teacher up until the very end, died in Sao Paulo on 3 March 2015. Nobody who knew him could forget his intelligence, his sympathetic nature and his capability to focus on new problems, grounded in legal studies and his broad cultural knowledge. He was one of the few Brazilian penalists involved in the international life of the Science of criminal law before globalization.

Born in Sao Paulo in 1925, he studied at its Faculty of Law. He began in 1954 as a lawyer specializing in Jury Courts, the chair of all grand lawyers. In 1958, he embarked on his academic career at the Mackenzie University, to move on immediately to Rome, where he obtained his doctorate, as well as specializing in clinical criminology with Di Tullio. On his return, he occupied a professorial chair at the Mackenzie University and the solid position of Libero-Docente Professor at the University of Sao Paulo. In 1966, he returned to Rome and taught at Padua, Pavia and Bologna, an Italian experience that, added to those mentioned above, shaped his personality in a definitive way.

In 1969, he occupied the Chair of criminal and procedural Law of Sao Paulo, from which he conducted intense publicity and academic activity, as the president of the Latin-American Institute of Criminology, as the editor of the Brazilian Journal of Criminology and Criminal Law and as the representative in Brazil of the Índice Penale directed by Pietro Nuvolone in Milan. He was always active in scientific organisations, in the AIDP, the SIC and above all, in the Sociétés International de Défense Sociale, in which he is a member of the

greso de México de 2012 su Vicepresidente. Su obra es muy intensa y destacan en ella sus libros sobre protección penal de la intimidación, sus trabajos sobre el nexo causal, la tentativa, la *aberratio lctus*, así como cuestiones penológicas y penitenciarias así como sobre los grandes casos penales. Su curso de Derecho penal alcanzó doce ediciones y los Comentarios al Código penal siete.

Bien presente en los Congresos Internacionales de Prevención del Crimen de Naciones Unidas desde 1960 y en todos los demás de los que merece especial recuerdo el de la Conmemoración de la abolición de la pena de muerte en Portugal, en Coímbra en 1987. Acudió a Toledo en 2007 al Congreso de la Société. Le visité en Sao Paulo, donde me mostró orgulloso su excelente sede del Despacho de abogados que compartía con su hijo Fernando. Entramos a comer en un gran restaurante y se levantaron más de 10 mesas para saludarle. Me miró con aquellos ojos preñados de alegría e inteligencia y me dijo sonriente, ¡todos los abogados y jueces de los últimos 40 años son alumnos míos! Esa es la mirada que permanecerá en mí recuerdo.

Interesa resaltar que el patriarca del penalismo euroamericano, Franz von Liszt fue tempranamente traducido y publicado en Brasil por el catedrático de Recife y luego Magistrado de la Corte Suprema Higinio Duarte Pereira en 1898, años antes que la realizada en español por Quintiliano Saldaña y el joven Jiménez de Asúa. Sin embargo su influencia no se concentró en las Universidades sino en la calidad de la jurisprudencia. En los años 50 y 60 se abrió Brasil sobre todo a la doctrina italiana. Giuseppe Bettiol es de mayor influencia, Paulo José Da Costa fue el traductor en el Tratado en tres volúmenes. La influencia de Bettiol tiene que ver con su calidad científica y con su pietismo cristiano, que tanto sirvió en la América de las grandes desigualdades. Su influjo pervive en esferas políticas bien diferentes como Miguel Reale jr. o Alberto Silva Franco.

El profesor Da Costa tenía una extraordinaria vocación literaria que se manifestó en escritos diversos y en dos libros, uno autobiográfico "*A minha vida*" y otro de recuerdos de la ciudad, lo que valió el sillón

Conseil de Direction and has been its Vice-president since the Mexican Congress, in 2012. His works are very intense and his books on the criminal protection of privacy, on the causal nexus, attempted crimes, and transferred malice all stand out, as well as on penological and penitentiary-related questions and on the classic criminal cases. His course of criminal Law was reprinted in twelve separate editions and his Commentary on the criminal Code, seven editions.

He was present at the Congresses on Crime Prevention and Criminal Justice of the Société Internationale de Défense Sociale held at the United Nations since 1960 and at all of the others, among which a special mention of the Commemoration of the abolition of the death penalty at Coimbra, in Portugal, in 1987. He attended the Congress of the Société Internationale at Toledo in 2007. I visited him in Sao Paulo, where he proudly showed off his legal firm to me and its excellent main office that he shared with his son Fernando. We went to lunch at a grand restaurant and guests at over 10 tables stood up to greet him. He looked at me with those eyes full of happiness and intelligence and said to me while smiling "all the lawyers and judges of the last 40 years have been students of mine!" That look is the one that will stay in my memory.

It is worth highlighting that the works of the patriarch of Euro-American penalism, Franz von Liszt, were translated and published early on in Brazil by the professor at Recife and the then Magistrate of the Supreme Court, Higinio Duarte Pereira, in 1898, over 15 years before their translation in Spain by Quintiliano Saldaña and the young Jiménez de Asúa. However, his influence was not concentrated in Universities, but in the quality of jurisprudence. In the 1950s and 1960s, Brazil opened itself up above all to Italian doctrine. Giuseppe Bettiol is of the greatest influence and Paulo José Da Costa was the translator of his Treatise in three volumes. The influence of Bettiol has to do with his scientific quality and with his Christian piety, which was of such great utility in the Americas of great inequalities. His influence persists in very different political spheres

de la Academia Literaria Paulista, en la que le acompañarían Ada Pellegrini y Miguel Reale jr. , grandes juristas y literatos como él. También se ocupa de otras manifestaciones artísticas, como del Museo de Arte Contemporáneo de Sao Paulo.

En diciembre me invitó Mario Pisani a visitarle en Pavía. Tras una intensa experiencia con un guía tan magistral de su ciudad me llevó a comer al restaurante "Marechiaro" en la plaza, tradicional y sencillo. Mario me dijo: es el restaurante preferido de Paulo José Da Costa, donde siempre ha vuelto tras sus lecciones juveniles en esta Universidad. Siempre le tendremos en nuestro recuerdo. ■

Luis ARROYO ZAPATERO

through such people as Miguel Reale Jr. and Alberto Silva Franco and in Argentine in Raul Zaffaroni.

Professor Da Costa had an extraordinary literary vocation that manifested itself in various writings and in two books, an autobiography "A minha vida" and another on memories of the city, which earned him the chair of the Sao Paulo Academy of Letters, in which he would be accompanied by Ada Pellegrini and Miguel Reale, like him, great jurists and lovers of literature. He also busied himself with other artistic projects, such as the Museum of Contemporary Art of Sao Paulo.

In December, Mario Pisani invited me to visit him in Pavia. After an intense experience with such a masterful guide of his city he took me to eat at the traditional and simple "Marechiaro" restaurant in the main square. Mario told me: "This was the favourite restaurant of Paulo José Da Costa, where he always had lunch after his lessons whenever he returned to this University". We will always hold him dear in our thoughts. ■

## Lola ANIYAR DE CASTRO

---

### Lolita y la Criminología en Latinoamérica

La criminología ha pasado por etapas complejas. Si bien no suele reconocérselo, un origen se remonta a los demonólogos, que fueron los primeros etiólogos del mal, es decir, los fundadores de la criminología etiológica, que renació con manto científico medio milenio más tarde con el reduccionismo biológico spenceriano y racista del neocolonialismo (Gall, Pritchard, Lacassagne y el más famoso, Lombroso). Opacado éste en los años de la posguerra, la criminología etiológica (que se interrogaba sólo por las causas del delito) se volvió multifactorial y, en especial en Norteamérica, cobró un tinte más marcadamente sociológico.

Por otro lado, avanzó también una criminología crítica, que se preocupaba por poner en descubierto el funcionamiento del sistema penal y revelaba no sólo sus abusos, sino que por lo general ponía en evidencia que nada cumplía con sus propósitos manifiestos. Esta vertiente aparece clara en una obra del mil seiscientos: la *Cautio Criminalis* de Friedrich Spee, que puede ser considerado su fundador. Desde esta perspectiva no puede dejar de considerarse criminólogos críticos a los propios penalistas y políticos iluministas y liberales (Beccaria, Sonnonfels, los Verri, Feuerbach, etc.). En la segunda mitad del siglo pasado, la criminología norteamericana y europea de vertiente sociológica fue cayendo en la cuenta de que no podía seguir siendo etiológica, ocupándose de las causas del delito, sin centrarse en el sistema penal y, por ende, volverse crítica, con matices y tendencias diversas, que iban desde los liberales e interaccionistas hasta los de vertiente radical, preferentemente marxista no institucionalizada.

### Lolita et la criminologie en Amérique Latine

La criminologie est passée par des étapes complexes. Si bien habituellement on ne le reconnaît pas, une de ses origines remonte aux démonologues qui furent les premiers étiologues du mal, c'est à dire, les fondateurs de la criminologie étiologique. Celle-ci a émergé recouverte d'un voile scientifique cinq cents ans plus tard sous la forme du réductionnisme biologique spencerien et raciste du néocolonialisme (Gall, Pritchard, Lacassagne et, le plus célèbre, Lombroso). Obscurci ce dernier pendant la période d'après-guerre, la criminologie étiologique (qui s'interrogeait uniquement sur les causes du délit) est devenue multifactorielle et, notamment, en Amérique du Nord, elle a acquis un caractère plus spécialement sociologique.

Par ailleurs, une criminologie critique a aussi fait son chemin, soucieuse de mettre en lumière le fonctionnement du système pénal, en révélant non seulement ses abus mais, en général, en mettant en évidence aussi que ses objectifs manifestes n'étaient pas respectés. Cette tendance figure clairement dans un ouvrage de 1600 : la *Cautio Criminalis* de Friedrich Spee, qui peut être considéré comme son fondateur. À partir de cette perspective, on ne peut pas éviter de considérer comme criminologues critiques les péna-listes eux-mêmes et les politiciens éclairés et libéraux (Beccaria, Sonnonfels, les Verri, Feuerbach, etc.). Dans la deuxième moitié du siècle dernier, la criminologie à tendance sociologique en Amérique du Nord et en Europe a constaté progressivement qu'elle ne pouvait pas continuer à être étiologique et à traiter les causes du délit sans se centrer sur le système pénal, et, partant, devenir critique, avec des nuances et

La criminología que llegó a América Latina a fines del siglo XIX del brazo del neocolonialismo y se extendió por casi un siglo, fue la etiológica. Poco influyó su vertiente sociológica norteamericana y, por cierto, algunos criminólogos de la región con sensibilidad social fueron detectando contradicciones, en especial en el contexto regional (Luis Carlos Pérez, Roberto Lyra, Alfonso Quiroz Cuarón, Oscar Blarduni). Fue en los años setenta del siglo pasado cuando la crítica criminológica centrada en la operatividad de nuestros sistemas penales llegó a América Latina, como una corriente de aire fresco que nos liberaba de los estrechos márgenes etiológicos. Nos colocó a criminólogos y penalistas ante la responsabilidad de tomar consciencia de nuestra función en clave de poder.

Este torrente de claridad que se esparcía por todo nuestro saber y que nos llamaba a la responsabilidad frente a la propia vida de nuestros semejantes, provino de Venezuela y fue obra de dos mujeres: las profesoras Lola Aniyar de Castro y Rosa del Olmo. Sus escritos e intervenciones conmovieron a toda la criminología latinoamericana y extendieron sus efectos al penalismo, aunque éste, hasta el presente, busca refugio infructuosamente en la caverna del normativismo. Cuando en los años ochenta, en el marco de una investigación sobre Sistemas penales y Derechos Humanos en América Latina, por primera vez después del estallido de la crítica criminológica, reunimos a penalistas y criminólogos, el resultado fue positivo, dando lugar, entre otras cosas, a un interesantísimo debate, que refleja muy bien el espíritu de ese momento, entre Lola Aniyar de Castro y Eduardo Novoa Monreal, en el que intervino también Roberto Bergalli. Pasaron los años, la crítica criminológica sumó a muchos criminólogos y penalistas de la región, muchísimos, tantos que sería injusto hacer nombres, pero Lolita y Rosa siempre fueron respetadas como sus pioneras, malgrado las rencillas sin importancia. Algunos creyeron firmar la partida de defunción de la crítica criminológica, pero se engañaron. La crítica al sistema penal es tan vieja como el poder punitivo mismo, sólo que se expresa cuando hay espacio.

des courants différents, allant depuis les libéraux et les interactionnistes jusqu'à ceux de tendance radicale, de préférence marxiste non institutionnalisée.

La criminologie introduite en Amérique Latine à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, accompagnant le néocolonialisme, et qui a duré presque un siècle, c'était la criminologie étiologique. La tendance sociologique originaire d'Amérique du Nord eut peu d'influence ; d'ailleurs, certains criminologues latino-américains ayant une sensibilité sociale commencèrent à y détecter des contradictions, notamment dans le contexte régional (Luis Carlos Pérez, Roberto Lyra, Alfonso Quiroz Cuarón, Oscar Blarduni). Ce n'est que dans les années soixante-dix du siècle dernier que la criminologie centrée sur l'opérativité de nos systèmes pénaux arrive en Amérique Latine, comme un courant d'air frais qui nous libérait de l'étroitesse des marges étiologiques. Elle nous fit prendre conscience, aux criminologues et pénalistes, de la responsabilité d'assumer notre fonction en termes de pouvoir.

Ce torrent de clarté qui parcourait notre savoir et qui nous exigeait d'être responsables face à la vie de nos semblables, provenait du Venezuela, et ce fut l'œuvre de deux femmes : les professeurs Lola Aniyar de Castro et Rosa del Olmo. Leurs écrits et leurs interventions ont bouleversé toute la criminologie latino-américaine en influant sur les pénalistes, même si ces derniers, jusqu'à présent, cherchent à se réfugier infructueusement dans la caverne du normativisme. Lorsque dans les années quatre-vingt, dans le cadre d'un travail de recherche sur les systèmes pénaux et les droits de l'homme en Amérique, pour la première fois depuis l'émergence de la critique criminologique, nous avons réunis des pénalistes et des criminologues, le résultat fut positif, donnant lieu, entre autres, à un débat très intéressant qui fit ressortir l'esprit du moment, entre Lola Aniyar de Castro et Eduardo Novoa Monreal, dans lequel participa également Roberto Bergalli. Les années sont passées, et beaucoup de criminologues et de pénalistes de la région ont adhéré à la critique criminologiste, en un si grand nombre qu'il serait

Tampoco es verdad que la crítica, que se esparció por obra de estas dos criminólogas venezolanas, se haya limitado a repetir discursos importados. La crítica, en especial en nuestra región, no es cosa de timoratos ni acomodaticios, porque implica valentía y una enorme responsabilidad ética. Su permanente vigencia la demuestra la última obra de Lola Aniyar de Castro y Rodrigo Codino: *Manual de Criminología Sociopolítica* (Buenos Aires, EDIAR, 2013).

Rosa del Olmo se nos fue en 2002. Lola Aniyar de Castro siguió peleando, en todos los frentes, en estos años como una respetable matrona que cobijaba y defendía a sus hijos intelectuales. En la madrugada del 7 de diciembre de 2015, en forma totalmente inesperada, se marchó de este mundo. Año aciago por cierto: perdimos a Massimo Pavarini, a David Baigún y ahora, inesperadamente, a Lola Aniyar de Castro. Nos queda el consuelo de pensar que se fue sin mucho sufrimiento y sin dar muestras de enfermedad y menos aún de deterioro: *se fue entera y de pie, como había vivido.* ■

Eugenio Raúl ZAFFARONI

impossible de les citer tous, mais Lolita et Rosa ont toujours été respectées comme les pionnières, malgré des querelles sans transcendance. Certains ont cru que le glas avait sonné pour la critique criminologique, mais ils se sont trompés. La critique du système pénal est aussi ancienne que le propre pouvoir punitif, mais elle ne s'exprime que quand il y a de l'espace. Il est également erroné que la critique, disséminée par ces deux criminologues du Venezuela, se soit limitée à répéter des discours importés. La critique, notamment dans notre région, n'est pas faite pour les timides et les conformistes, car elle implique du courage et une énorme responsabilité éthique. Son actualité permanente est constatée dans le dernier ouvrage de Lola Aniyar de Castro et Rodrigo Codino : *Manual de Criminología Sociopolítica* (Buenos Aires, EDIAR, 2013). Rosa del Olmo nous a quittés en 2002. Lola Aniyar de Castro a continué à lutter, sur tous les fronts, ces dernières années, défendant et couvrant de sa protection maternelle ses enfants intellectuels. Au petit matin du 7 décembre 2015, de manière totalement inattendue, elle a abandonné ce monde. D'ailleurs ce fut une année fatidique : nous avons perdu Massimo Pavarini, David Baigún et, maintenant, sans qu'on s'y attende, Lola Aniyar de Castro. Il nous reste le réconfort de penser qu'elle nous a quittés sans trop souffrir et sans donner des signes de maladie, ou, encore moins, de détérioration : *elle est partie entière et debout, comme elle avait vécu.* ■

# Publicaciones/Publications

## *La pasión de la crueldad. Contra la pena de muerte* *The passion of cruelty. Against the Death Penalty*

UCLM/SIDS. Cuenca 2016

El 20 de marzo de 2015 el Papa Francisco recibió en audiencia privada al presidente de la Comisión Internacional contra la Pena de Muerte Federico Mayor Zaragoza, a quien acompañaron la Secretaria General, Asunta Vivó y los profesores Roberto Carlés y Luis Arroyo Zapatero, fundadores de la Red Académica Internacional contra la Pena de muerte y, respectivamente, Secretario General de la Asociación Latinoamericana de Derecho penal y Criminología el primero y presidente de la *Société Internationale de Défense Sociale*. El Papa Francisco hizo entrega de una amplia carta-declaración contra la pena de muerte, que aquí se edita y se comenta, texto que complementa la rotunda condena que pronunció en el texto más amplio "Por una justicia realmente humana" publicado en 2015 por las sociedades científicas de la materia penal, además de las citadas, *La Association Internationale de Droit Pénal*, *International Society for Criminology* y *Fondation International Pénal et Pénitentiaire*.

On 20<sup>th</sup> March, 2015, Pope Francis received the president of the International Commission against the Death Penalty, Federico Mayor Zaragoza, in a private audience, accompanied by the General Secretary Asunta Vivó and professors Roberto Carlés and Luis Arroyo Zapatero, both founders of the International Academic Network against the Death Penalty and, respectively, the Secretary General of the Latin-American Association of Penal Law and Criminology and the President of the *Société Internationale de Défense Sociale*. Pope Francis presented an extensive letter-declaration against the death penalty, that is published and commented upon here; a text that complements the outright condemnation that he pronounced in a lengthier document "For a real human justice" published in 2015, by the above-mentioned scientific societies on criminal law as well as the *Association Internationale de Droit Pénal*, the *International Society for Criminology* and the *Fondation Internationale Pénal et Pénitentiaire*.

Free On line:

*La pasión de la crueldad. Contra la pena de muerte/The passion of cruelty. Against the Death Penalty*

<http://hdl.handle.net/10578/9651>

*Por una justicia realmente humana/ For a real human justice*, Érès, 2015.

[http://www.academicsforabolition.net/repositorio/ficheros/545\\_308.pdf](http://www.academicsforabolition.net/repositorio/ficheros/545_308.pdf)

***La Peine de mort. Vers l'abolition absolue?***  
***Un dialogue entre juristes, philosophes et cartographes,***

Ed. Rue D'Ulm, Paris 2016

Marc Crépon, Jean-Louis Halpérin et Stefano Manacorda, (Edit.)

The work that is presented in the following paragraphs responds to the need to face through a multilayered spectrum how the death penalty still lurks as a perennial phantom in different parts and walks of the contemporary world and as an endeavor to keep open the debate in order to disclose the key elements that can help to achieve the universal abolition of the death penalty in the short term in line with the millennium goals, namely the strengthening of mankind and the diminishing of cruelty in the XXI century.

Coauthors of the book, all of them, prestigious scholars in their fields of expertise, come from distant lands and from an array of different cultures and languages, they toy with the concept of enlightenment to shed clarity to the never-ending doubts that the question of the death penalty arises both in abolitionist and retentionist's societies. Puzzling *the ultimate punishment* as it is, with roots in the popular discourse and in the afterthoughts of consciences, upon which social fabric coalesced all over the world. Coming to terms with these human debilities is the purported aim of the book.

In fact, in the French version, the title with an alluring original postscript by Robert Badinter, former Minister of Justice of the French Republic and the driving force of abolition in the country at the beginning of the Eighties recreate the gravitational force of the death penalty for all disciplines of knowledge, *La peine de mort. Vers l'abolition absolue? Un dialogue entre juristes, philosophes et cartographes*, poses the enticing question of a permanent and immutable abolition to appease those that tend to discredit this possibility, it is of paramount importance to halve deep in the intergenerational and cultural debate on a permanent basis, this being the sole form to evade the chances of reinstalling it on times of real or per-

ceived crisis, as it has happened with acts of torture that were deemed as extinct, resurface again, disguised and condoned by legal regimes of stable democracies with imaginative labels such as *extraordinary sensorial deprivation*.

In the context of the death penalty, one of the articles focus on the safeguards clause pushed by the ECOSOC of the United Nations, in relation to the restricted application of the death penalty but Sandra Babcock, a human rights professor at Cornell University and defender in capital cases, maintains that unfortunately the clause has evolved into a citadel that retentionist States use to keep the punishment, given a vague drafting, inaccurate and old-fashioned, incompatible with the scope of restricting the number of occasions this penalty is executed, the author suggests a redrafting to endorse the reductionist drive that pushed for its implementation by the International Community and in line with national and international judicial declarations.

Luis Arroyo Zapatero Professor at the Universidad Castilla-La Mancha and one of Directors of *Academics-forabolition* turns to a multipronged area that flows the spring of the Abolitionist destiny, an array of elements that unintentionally operates into international harmonization of juridical norms, what Mireille Delmas Marty identified in a landmark work as *The Roads to Harmonization*, in the context of abolition, the author refers to processes, actors and factors, among the former, namely the Return of Democracy, the strength of civil society, and international cooperation, amidst the actors, it is remarkable how they have gained influx in the legislative process, in the case of death penalty this is of remarkable importance for the resounding effect of the platforms, namely, academics meetings, diplomatic summits, international conferences, judi-

cial venues, and ngo's. He goes on with a extensive account of factors that have triggered the perfect storm of abolitionism, to quote one, the ceaseless times narration by mass media of justice miscarriages with the sordid consequence of a lost life proving the fallibility of all system of justice men can provide for.

The 15 maps with legends offer a vivid and powerful visual account, and represents an original endeavor comprising juridical, sociological, and geographical aspects, at the end of a chapter which coauthors Halperin, Manacorda & Nicolas, use to explain the particular status and historical process of retentionist, and *de iure /de facto* abolitionists, and how this is an ongoing process with milestones and setbacks forcing the abolitionist militants to value in the same proportion the attraction effect of heartening news in regard the rhythm to abolition without disregarding the need to mobilization to face the surge of convictions and executions.

Finally, in the paragraphs chiseled by the prestigious scholar of the College de France, Ms. Mireille Delmas-Marty, while expressing joy for the original technique chosen to spread these thoughts by means of overlapping "talkative" maps making the visual effect of a World in movement, in clear opposition to the traditional cartographical maps. She foresees that the dawn of universal abolition is approaching but still there is a tortuous hike ahead, with a num-

ber of actors, processes and factors. The sense of the abolition or absolute abrogation o the death penalty has become crystal clear by the enlargement of the life protection in international instruments and by Jurisprudence, and a closer attention to human dignity after the leading case of the European Court of Human Rights (ECHR) at the end of the eighties, Case Soering, a headway for future judicial approximations that have merged dignity and life, into a solid and expanding, *right to enjoy a human existence*.

Summing up, the death penalty is a magnet not only to legal or sociological studies, but historical, statistical or philosophical, the book in an original fashion seeks to dissect these layers and responds questions of the readers, simultaneously, opens up ground on this gruesome punishment, epitomized as *blood thirst*, embedded in the political discourse of the Community of nations, with ups and downs, example of the latter, are the tragic events in France and Belgium triggering electoral cries for a new instauration of the death penalty in defiance of the growing pace of abolitionism to which Europe has occupy a prominent role. ■

Antonio MUÑOZ AUNIÓN

*Universidad autónoma de Chile. Instituto de Investigaciones Jurídicas*

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE DÉFENSE SOCIALE POUR UNE POLITIQUE CRIMINELLE HUMANISTE-SIDS  
Organisation dotée de statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies

INTERNATIONAL SOCIETY OF SOCIAL DEFENCE AND HUMANE CRIMINAL POLICY-ISSD  
Organization in Consultative Status with the Economic and Social Council of the United Nations

CONSEIL DE DIRECTION / BOARD

*Président d'honneur:*

Simone ROZES, Premier président honoraire de la Cour de Cassation de France.

*Président / President:*

Luis ARROYO ZAPATERO, Rector honorario de la Universidad de Castilla-La Mancha y Director del Instituto de Derecho Penal Europeo e Internacional, Ciudad Real (España).

*Secrétaire général d'honneur / Honorary Secretary-General:*

Edmondo BRUTI LIBERATI, Procureur général près la Cour d'appel de Milan (Italie).

*Secrétaire général / Secretary-General:*

Francesco VIGANÓ, Professeur de droit pénal à l'Université de Milan (Italie).

*Secrétaires généraux adjoints/Assistant-Secretaries-General:*

Luigi FOFFANI, Professeur de droit pénal à l'Université de Modena et Reggio Emilia (Italie).

Adán NIETO, Catedrático de Derecho penal de la Universidad de Castilla-La Mancha (España).

*Vice-présidents / Vice Presidents:*

Pedro R. DAVID, Juez, Presidente de la Corte de Casación Argentina, Buenos Aires y Juez ad litem Tribunal Penal Internacional para la antigua Yugoslavia, La Haya (Argentina).

Jorge DE FIGUEIREDO DIAS, Président honoraire du Conseil scientifique de la Faculté de droit de l'Université de Coimbra; Président honoraire de la Fondation internationale pénale et pénitentiaire (Portugal).

Sergio GARCÍA RAMIREZ, Profesor de Derecho penal de la Universidad de Mexico; Presidente de la Corte Interamericana de derechos humanos, Costa Rica; antiguo Procurador General de la República (Mexico).

Stefano MANACORDA, Professeur de droit pénal à l'Université de Naples II (Italie) et à l'Université de Paris I (France).

Anabela MIRANDA RODRIGUES, Professeure de Droit pénal et Doyen de la Faculté de Droit de Coimbra, Ancien directeur de l'Ecole Judiciaire et Ministre des affaires internes (Portugal).

Osamu NIKURA, Professeur à l'Université Aoyama Gakuin, Tokio (Japon).

Reynald OTTENHOF, Professeur émérite à l'Université de Nantes; vice-président de l'Association internationale de droit pénal; Vice-président de l'Institut supérieur international de sciences criminelles (ISISC) (France).  
Mario PISANI, Professeur émérite de procédure pénale à l'Università degli Studi di Milan; Ancien directeur des "Cahiers de défense sociale" (Italie).

Luis RODRIGUEZ MANZANERA, Profesor de Criminología. INACIPE (México).

Ulrich SIEBER, Directeur du "Max-Planck-Institut für ausländisches und internationales Strafrecht" de Fribourg e. Br. (Allemagne).

Klaus TIEDEMANN, Ancien directeur de l'Institut de criminologie et de droit pénal des affaires - Université de Fribourg e. Br. (Allemagne).

Constantin VOUYOUCAS, Professeur émérite de droit pénal de l'Université Aristote de Thessalonique (Grèce).

Eugenio Raul ZAFFARONI, Juez de la Corte Interamericana de Derechos Humanos (Costa Rica).

*Secrétaires généraux régionaux/Regional Secretaries-General:*

*pour l'Afrique / for Africa:*

Mohamed BEN EL MAHI, Membre du Conseil du Barreau Pénal International, barreau de Mekhnès (Maroc) Ayodele.

*pour l'Amérique Latine / for Latin America:*

Carlos LASCANO, Professeur de droit pénal à l'Université de Cordoba (Argentine).

Jean Pierre MATUS, profesor de la Universidad de Talca (Chile).

Miguel ONTIVEROS, miembro Academia Mexicana de Ciencias penales, (México).

Sergio Salomao SHECAIRA, Avocat et professeur titulaire à l'Université São Paulo (Brésil).

*pour les Amériques du Nord / for Nord America:*

Sandra BABCOCK, Clinical Professor of Law Cornell University (USA).

Hélène DUMONT, Professeure titulaire, Faculté de droit de l'Université de Montréal (Canada).

William S. LAUFER, Professor of Legal Studies and Business Ethics, Sociology, and Criminology, Wharton School, University of Pennsylvania (USA).

*pour l'Europe / for Europe:*

Maria JOAO ANTUNES, President of the Economic and European Law Institut of Coimbra University

Juliette TRICOT, Maître de Conférences, Université Paris Nanterre.

*pour l'Asie / for Asia:*

Lu JIANPING, Professeur de droit pénal à l'Université Normale de Beijing (Chine).

Kanako TAKAYAMA, Professor of Criminal Law Kyoto University (Japan).

*Oriente-Medio/ Middle-East:*

Janane KHOURI, Director of Law Department at Lebanese University Beirut.

*Membres/ Members:*

Maher ABDEL-WAHED, Prosecutor General of the Egyptian Cassation Court (Arab Republic of Egypt).

Ljubo BAVCON, Professeur émérite de droit pénal de l'Université de Ljubljana (Slovenie).

Camilla BERIA DI ARGENTINE, Directeur Général, Centro nazionale di prevenzione e difesa sociale, Milan (Italie).

Paolo BERNASCONI, Professeur de droit pénal de l'économie aux Universités de Saint Gall et de Zürich (Suisse).

Alessandro BERNARDI, Professeur à l'Université de Ferrara (Italie).

Pierre-Henri BOLLE, Professeur aux Universités de Neuchâtel (Suisse) et de Galatasaray (Turquie).

Douglas CASSEL, Professor of Law and Director of the Center for Civil and Human Rights, University of Notre dame (USA).

Adolfo CERETTI, Professeur de criminologie à l'Université de Milan-Bicocca (Italie).

José Luis DE LA CUESTA, Presidente de la AIDP, Catedrático de Derecho penal de la Universidad del País Vasco (España).

Mireille DELMAS-MARTY, Professeure émérite de la chaire d'Etudes Juridiques comparatives et internationalisation du droit au Collège de France.

Vittorio FANCHIOTTI, Professor of Criminal and Procedural Law, University of Genoa (Italy).

Patricia FARALDO, Catedrática de Derecho penal de la Universidad de A Coruña (España).

Geneviève GIUDICELLI-DELAGE, Professeure émérite de procédures pénales comparées à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I) (France).

Giovanni Battista GRAMATICA, Avocat à Gênes (Italie).

Gary HILL, President, Cega Services and Contact Center, Nebraska (USA). Coordinator ISPAC.

Zoran KANDUC, Professeur agrégé de criminologie à l'Université de Ljubljana (Slovénie).

Raimo LAHTI, Professor of criminal law, University of Helsinki (Finland).

Christine LAZERGES, Professeure émérite à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I) (France).

Stephan PARMENTIER, Professor of Criminology, Leuven Institute of Criminology (Belgium).

Alvaro Orlando PÉREZ PINZÓN, Antigo Presidente de la Sala Penal de la Corte Suprema de Colombia (Colombia).

Mark PIETH, Professor of criminal law, Basel Institute on Governance, Basel University (Switzerland).

Livia POMODORO, Président de la Cour de Milan; Secrétaire général du Centro Nazionale di Prevenzione e difesa sociale (Italie).

Juan TERRADILLOS, Catedrático de Derecho penal de la Universidad de Cádiz (España).

Aglaia TSITSOURA, Ancien administrateur principal de la Division des problèmes criminels du Conseil de l'Europe (Grèce).

Emilio VIANO, Professor of Justice, Law, and Society in the School of Public Affairs and Adjunct Professor of law, Washington College of Law (USA).

*Trésorier /Treasurer:*

Johana CAPUTI, Centro Nazionale di Prevenzione e Difesa Sociale, Milán.

*Trésorier adjoint/ Assistant-Treasurer:*

Marta MUÑOZ DE MORALES, Profesora de Derecho penal de la Universidad de Castilla-La Mancha, Ciudad Real (España).

*Membres honoraires / Honorary Members:*

† Adedokun A. ADEYEMI, Professor and Dean, Faculty of Law, University of Lagos (Nigeria).

Freda ADLER, Distinguished Professor emeritus of Criminal Justice, Rutgers University, Newark (USA).

Ali LASSER, Antigo juez de menores, Caracas (Venezuela).

Luciana MARSELLI MILNER, Ancienne Trésorière de la SIDS (Italie).

Tadashi MORISHITA, Professor Emeritus of Penal Law, Hiroshima University (Japan).

Alvar NELSON, Professor Emeritus of Penal Law, Uppsala University (Sweden).

Hira SINGH, Former Consultant, National Human Rights Commission, New Delhi (India).

Rodica Mihaela STANOIU, Professor of Criminology, National Security Advisor to the President of Romania (Roumanie).

Denis SZABO, Ancien directeur du Centre international de criminologie comparée de l'Université de Montréal; président honoraire de la Société internationale de criminologie (Canada).

József VIGH, Former Head of the Department of Criminology, Faculty of Law, Eötvös Loránd University, Budapest (Hungary).

# *Pena penita pena*

## *El mobiliario de la pena capital*

Antonio Martorell

Artista Residente en la Universidad de Puerto Rico

Antonio Martorell, 1939, Santurce, Puerto Rico, estudió relaciones internacionales en la Universidad de Georgetown de Washington y pintura en Madrid con el maestro Julio Martín Caro.

Pintor, grabador, escenógrafo y con una extraordinaria vocación docente y experimental, gran maestro de taller y capaz de reflexionar y escribir sobre su propia obra, es "artista residente" de la Universidad de Puerto Rico, responsabilidad singular pareja a la que tuvo Juan Ramón Jiménez en sus años de exilio y premio Nobel, como "poeta residente" de la Universidad.

Su obra se expone en el Instituto de cultura portorriqueña, en el Museo de la Universidad de Puerto Rico, en el de Ponce, en la Galería Nacional de San Salvador y en el Museo de arte moderno de México. La que se exponía en el Tribunal Supremo en San Juan fue retirada por el autor en acto de protesta.

Vinculado a las causas de los derechos humanos y sus organizaciones no gubernamentales, al conocer en 2013 por el Embajador Eduardo Garrigues, cónsul general de España, los preparativos para la presentación del libro Francisco de Goya contra las penas crueles a inhumanas, editado por la UCLM y la Real Academia de Bellas Artes de San Fernando, compuso estos grabados a partir de las figuraciones de Goya como "mobiliario de la pena de muerte", bajo el título "Pena, penita, pena", fueron expuestos en la Universidad de artes plásticas de Puerto Rico y sus beneficios donados a la asociación portorriqueña contra la pena de muerte, El Caribe por la Vida.

# *Pena penita pena*

## *The trappings of capital punishment*

Antonio Martorell

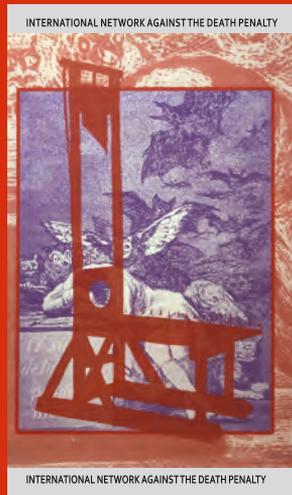
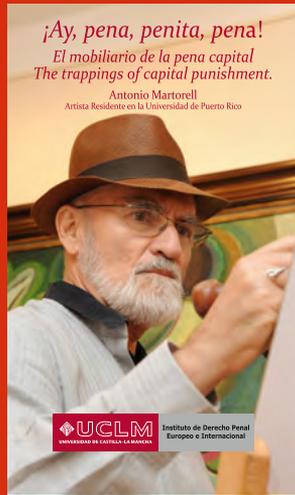
Artist in Residence at the University of Puerto Rico

Antonio Martorell, 1939, Santurce, Puerto Rico, studied international relations at the University of Georgetown, Washington, and painting in Madrid with the acclaimed master Julio Martín Caro.

Painter, engraver, scenographer, with an extraordinary teaching and experimental vocation, a master craftsman, capable of reflecting and writing on his own work, he is the "artist in residence" at the University of Puerto Rico, an exceptional responsibility similar to the one that Juan Ramón Jiménez assumed as the poet in residence of the University, in his years of exile as a Nobel Laureate.

His work is exhibited at the Puerto Rican Institute of Culture, at the Museum of the University of Puerto Rico, the Ponce Museum, the National Gallery of San Salvador, and at the Museum of Modern Art, Mexico. The work exhibited at the Supreme Court in San Juan was withdrawn by the author in an act of protest.

Linked to the cause of human rights and their non-governmental organizations, when he learnt, in 2013, through Ambassador Eduardo Garrigues, the consul general of Spain, of the preparations for the presentation of the book Francisco de Goya. Contra la crueldad de la pena de muerte [Franciso de Goya. Against the cruelty of capital punishment], edited by UCLM and the Royal Academy of Fine Arts of San Fernando, he composed these engravings based on the figurative imagination of Goya as "fixtures and fittings of the death penalty", under the title "Pena, penita, pena". They were exhibited at the University of Plastic Arts of Puerto Rico and the benefits were donated to the Puerto Rican association against the death penalty, El Caribe por la Vida [The Caribbean for Life]. Today, this exhibition is sponsored on the occasion of the 6th World Congress Against The Death Penalty in Oslo, June 2016.



**SiDS** SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE DÉFENSE SOCIALE POUR UNE POLITIQUE CRIMINELLE HUMANISTE

**iSSD** INTERNATIONAL SOCIETY OF SOCIAL DEFENCE AND HUMAN CRIMINAL POLICY



**UCLM** Instituto de Derecho Penal Europeo e Internacional  
 UNIVERSIDAD DE CASTILLA-LA MANCHA